



EXPÉRIENCES ET POLITIQUES D'INCLUSION  
EN AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES :  
QUELLES MUTATIONS ? (XX<sup>ÈME</sup>-XXI<sup>ÈME</sup> SIÈCLES)

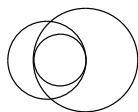
RONALD SOTO-QUIROS & ÉRIC DUBESSET (ED.)

ÉDITIONS ORBIS TERTIUS



EXPÉRIENCES  
ET POLITIQUES D'INCLUSION  
EN AMÉRIQUE LATINE  
ET LES CARAÏBES :  
QUELLES MUTATIONS ?  
(XX<sup>ÈME</sup>-XXI<sup>ÈME</sup> SIÈCLES)





EXPÉRIENCES  
ET POLITIQUES D'INCLUSION  
EN AMÉRIQUE LATINE  
ET LES CARAÏBES :  
QUELLES MUTATIONS ?  
(XX<sup>ÈME</sup>-XXI<sup>ÈME</sup> SIÈCLES)

Ronald Soto-Quiros & Éric Dubesset (ed.)

ÉDITIONS ORBIS TERTIUS

*Expériences et politiques d'inclusion en Amérique Latine et les Caraïbes :*  
*Quelles mutations ? (XX<sup>ème</sup>-XXI<sup>ème</sup> siècles)*  
Collection Universitas, vol. LXXI  
Première édition : Octobre 2023

Avec le soutien principal d'AMERIBER de l'Université Bordeaux Montaigne,  
du IRM (Institut de Recherche Montesquieu) de l'Université de Bordeaux  
et du département Techniques de Commercialisation del IUT de Bordeaux  
de l'Université de Bordeaux.



Image de couverture :

© Vendedora de flores del Cementerio General en el Día de Muertos, Guatemala  
Photographie de Bernal Rodríguez

© Les auteurs, 2023

© Éditions Orbis Tertius, 2023

Tous droits réservés.

Toute utilisation ou reproduction,  
en tout ou en partie, sous quelque forme que ce soit,  
est interdite sans le consentement écrit de l'éditeur.

ISBN : 978-2-36783-307-1

ISSN : 2265-0776

[info@editionsorbistertius.com](mailto:info@editionsorbistertius.com)

[www.editionsorbistertius.com](http://www.editionsorbistertius.com)

Imprimé sur les presses de Dicolorgroupe  
Saint-Apollinaire, Bourgogne, France

INTRODUCTION

INTRODUCCIÓN



**A** l'aube du <sup>xxi</sup><sup>ème</sup> siècle, tant en Europe qu'en Amérique du Nord, la construction de sociétés, de communautés, de métropoles ou de villes inclusives devient un enjeu majeur de développement pour force dirigeants politiques et responsables d'institutions ou d'associations. Dans ces deux grands pôles régionaux, grâce à un système ouvert qui tend à garantir l'égalité des droits et des libertés pour tous, l'inclusion est de plus en plus perçue comme une stratégie et un moyen potentiels de lutte contre les discriminations (genre, ethnie, capacité physique), la marginalisation et l'exclusion (économique, sociale, politique et culturelle), non moins comme un vecteur innovant de développement intégré et durable.

Qu'en est-il de la situation actuelle de l'Amérique latine et des Caraïbes en la matière ? Avec leurs niveaux élevés d'inégalités sociales, spatiales et économiques, les États continentaux et les territoires insulaires de cette sous-région des Amériques peuvent-ils relever les défis de l'inclusion sociale, individuellement ou collectivement, et comment cet objectif peut-il être atteint ? En 2020, un rapport de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) notait que :

L'Amérique latine et les Caraïbes est l'une des régions les plus inégales du monde en termes de revenus. Les 10% les plus riches de la population absorbent 22 fois plus du revenu national que les 10% les plus pauvres. Le 1% des plus riches accaparent 21% du revenu de l'ensemble de l'économie, soit le

double de la moyenne du monde industrialisé. En outre, les fortes disparités de revenus ne représentent qu'une des nombreuses formes d'inégalité qui sapent la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance à quelque chose de plus grand que soi. Le sexe, la race et l'appartenance ethnique, ainsi que le revenu, sont de puissants déterminants de l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi et au système juridique<sup>1</sup>.

Pareil panorama d'exclusions et d'inégalités se reflète notamment dans les niveaux élevés de pauvreté. Un rapport de la Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) indiquait fin 2022 que le taux de pauvreté dans la région s'élevait à 32,1% de la population totale, soit 201 millions d'individus, et que l'extrême pauvreté concernait 82 millions de personnes (soit 13,1 %). Ainsi, en 25 ans, l'extrême pauvreté aurait atteint son niveau le plus élevé<sup>2</sup>.

Face à l'augmentation des multiples formes d'exclusion et d'injustice sociale —notamment par suite de la pandémie de Covid-19— les gouvernements nationaux du sous-continent ont entrepris, à des rythmes différents, des réformes visant à réduire les écarts entre les différents groupes et territoires considérés comme vulnérables<sup>3</sup>. Ces mesures constituent un défi global, sinon une urgence mondiale, pour les secteurs de la société civile, des entreprises et du monde

---

1 Notre traduction (désormais NT). Matías Busso et Julián Messina (eds.), *La crisis de la desigualdad. América Latina y el Caribe en la encrucijada*, S.l.: Banco Interamericano de Desarrollo (BID), 2020, p. XXIII, <<https://publications.iadb.org/publications/spanish/viewer/La-crisis-de-la-desigualdad-America-Latina-y-el-Caribe-en-la-encrucijada.pdf>>. (Consulté le 13-IV-2023).

2 Sandra Ferrándiz, « Latinoamérica : Pobreza extrema llegó a su nivel más alto en 25 años », *La República*, 23 janvier 2023, <<https://larepublica.pe/economia/2023/01/24/pobreza-extrema-retrocedio-25-anos-en-america-latina-inflacion-guerra-en-ucrania-estados-unidos-china-rusia-160148>>. (Consulté le 12-IV-2023).

3 Voir : Claudia Maldonado Graus et Bettina Schorr (eds.), *La desigualdad en nuestras vidas: una mirada microsocial desde América Latina*, Madrid : Iberoamericana Editorial Vervuert, Biblioteca Ibero-americana 190, 2023.

universitaire, ainsi que pour les gouvernements, quelle que soit leur affiliation idéologique. Dans une conférence publiée en 2019 sur les questions d'inégalité, de démocratie, d'inclusion sociale et d'accès aux droits humains dans les Amériques, Betilde Muñoz-Pogossian, directrice du Département de l'Inclusion Sociale à l'Organisation des États américains (OEA) depuis 2015, notait très justement que « l'agenda des droits, de l'inclusion et de l'équité n'est ni de gauche ni de droite, c'est une responsabilité de l'État, de tous ceux qui exercent la fonction d'État, qui transcende les idéologies, et qui est liée au rôle fondamental de l'État d'égaliser les chances et de garantir la jouissance des droits pour tous »<sup>4</sup>.

#### L'INCLUSION : RÉVISION D'UNE NOTION DUCTILE

L'intérêt pour la question de l'inclusion et des sociétés inclusives est relativement récent. Bien que dans les années 1980, certains auteurs aient déjà mentionné le besoin de construire des communautés ou des sociétés inclusives, ce n'est qu'au milieu des années 1990 que cette notion d'inclusion a commencé à prendre de l'ampleur auprès des institutions multilatérales. En 1995, le Sommet Mondial pour le Développement Social de Copenhague l'utilisa pour désigner « une société pour tous dans laquelle chaque individu, avec ses droits et ses responsabilités, a un rôle actif à jouer »<sup>5</sup>.

---

4 NT. Betilde V. Muñoz-Pogossian, *Desigualdad y democracia: la inclusión social y el acceso a los derechos humanos en las Américas*, México, Ciudad de México : Instituto Nacional Electoral (INE), Conferencias magistrales. Temas de la democracia, 34, 2019, p. 19-20, <[https://www.ine.mx/wp-content/uploads/2019/11/CM\\_34\\_DesigualdadYDemocracia.pdf](https://www.ine.mx/wp-content/uploads/2019/11/CM_34_DesigualdadYDemocracia.pdf)>. (Consulté le 10-IV-2023).

5 NT. Dans le document original: « society for all in which every individual, each with rights and responsibilities, has an active role to play », dans : UN, « Social Integration-Social Policy and Development Division », UN, Department of Economic and Social Affairs Social Inclusion, <<https://www.un.org/development/desa/dspd/social-integration-social-policy-and-development-division.html>>. (Consulté le 15-IV-2023).

Au début des années 2000, plusieurs événements ont été inscrits à l'ordre du jour de la communauté internationale pour évaluer les bénéfices de la création d'une société inclusive. Ce fut le cas d'une conférence organisée en 2007 par la Division des Politiques Sociales et du Développement Social (DSPD) du Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (UNDESA)<sup>6</sup>. En 2011, une publication du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), intitulée « Beyond Transition Towards Inclusive Societies », s'est également penchée sur l'étude des relations entre le développement humain, l'exclusion et l'inclusion sociales :

Une société inclusive est une société qui s'élève au-dessus des différences de race, de sexe, de classe, de génération et de géographie pour garantir l'égalité des chances quelle que soit l'origine, et qui subordonne le pouvoir militaire et économique à l'autorité civile. Dans une société inclusive, l'interaction sociale est régie par un ensemble convenu d'institutions sociales<sup>7</sup>.

Dans les sciences sociales, l'inclusion est parvenue à s'ériger progressivement, et de différentes manières, en un véritable objet d'étude. En Europe comme en Amérique, les débats doctrinaux sur les contours sémantiques de la notion d'inclusion et sur les approches épistémologiques et méthodologiques pour l'appréhender, se sont

---

6 Voir sur l'évènement : « Summary of the E-dialogue On Creating and Inclusive Society: Practical Strategies to Promote Social Integration, 23 May-20 June 2007 », <<https://www.humiliationstudies.org/documents/UNESCOdialogueFinal.pdf>>. (Consulté le 10-IV-2023).

7 NT. Dans l'original: « An inclusive society is one that rises above differences of race, gender, class, generation and geography to ensure equality of opportunity regardless of origin, and one that subordinates military and economic power to civil authority. In an inclusive society, social interaction is governed by an agreed set of social institutions », UNICEF, « Beyond Transition Towards Inclusive Societies », Bratislava : UNDP, 2011, p. 88, <<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/Beyond%20Transition-%20Towards%20Inclusive%20Societies.pdf>>. (Consulté le 10-IV-2023).

multipliés au cours des vingt dernières années. En 2007, dans l'*Encyclopedia of Governance II*, Caroline Kenny notait que :

La compréhension de ce qui constitue l'inclusion varie considérablement d'un utilisateur à l'autre dans la littérature académique. L'inclusion est généralement considérée comme une adhésion commune, régie par une vision particulière du bien politique, produisant ainsi de la cohésion. Plusieurs paradigmes conceptualisant l'inclusion ont été identifiés, chacun épousant une conception particulière de ce qui doit être inclus<sup>8</sup>.

Le *Dictionary of Young Justice* (2012) a noté de son côté que : « Alors que l'*exclusion* sociale est un terme largement utilisé, même s'il est problématique, le concept d'*inclusion* sociale a été relativement peu discuté ». La raison tiendrait principalement au fait que « la plupart des commentateurs ont tendance à considérer l'inclusion sociale comme l'envers de l'exclusion sociale, utilisant souvent les termes de manière interchangeable »<sup>9</sup>. Pour d'autres auteurs comme Brigitte Bouquet, la notion d'inclusion est victime de son utilisation :

Le terme « inclusion » est de plus en plus utilisé dans les médias, par les politiques, et s'inscrit dans le milieu associatif et

- 
- 8 NT. Le texte original: « Understanding what constitutes inclusion varies widely among users in the academic literature. Inclusion is generally regarded as common membership, governed by a particular vision of the political good, thus producing cohesion. Several paradigms conceptualizing inclusion have been identified, each espousing a particular conception of what is to be included », Caroline Kenny, « Social inclusion », en Mark Bevir (ed.), *Encyclopedia of Governance II*, Thousand Oaks, California, London, New Delhi : Sage Publications, 2007, p. 882, [p. 881-882].
- 9 NT. Italique dans l'original. Dans l'original on peut lire : « While social *exclusion* is a widely used, if problematic, term, there has been comparatively little discussion of the concept of social *inclusion*. This is largely because most commentators tend to see social inclusion simply as the obverse of social exclusion, often using the terms interchangeably », Barry Goldson (ed.), *Dictionary of Youth Justice*, London; New York : Routledge, 2012, p. 331 [p. 331-332].

le travail social. Il est vu comme annonciateur d'une évolution des valeurs et des pratiques, voire d'un changement de paradigme social. Mais la notion d'inclusion est rarement utilisée seule. Elle comporte de multiples déclinaisons aux plans économique, social, culturel, citoyen et professionnel. Aussi d'aucuns s'interrogent : n'assiste-t-on pas à l'idéologie de l'inclusion ? L'inclusion, constamment évoquée, n'est-elle pas employée parfois de manière dévoyée ou abusive ?<sup>10</sup>

Pour sa part, dans l'ouvrage *La société inclusive, parlons-en !*<sup>11</sup>, dans lequel sont présentés les paramètres et les qualités d'une société réellement inclusive, l'anthropologue et professeur français Charles Gardou considère que : « L'emploi du nom *inclusion*, qui implique l'idée d'occlusion, de clôture, de réclusion, apparaît plus problématique »<sup>12</sup>. Le chercheur précise plus loin : « Tous ces emplois indiquent la clôture. L'adjectif *inclusif* [est] plus approprié et pertinent »<sup>13</sup>. Dans un entretien sur son travail, il précise :

C'est un mot d'usage courant en langue anglaise que nous avons adopté et introduit dans le vocabulaire des politiques du handicap, sans toujours bien en mesurer le sens et la portée. [...] Ce terme français d'inclusion semble pourtant peu approprié car, étymologiquement, il implique l'idée de clôture, d'occlusion, de réclusion [...] Tous ces usages marquent un enfermement. Le qualificatif « inclusif », lui, apparaît plus intéressant, notamment dans son opposition à « exclusif »<sup>14</sup>.

---

10 Voir : Brigitte Bouquet, « L'inclusion : approche socio-sémantique », *Vie Sociale* 11 (2015/3), p. 15 [p. 15-25], <<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2015-3-page-15.htm>>. (Consulté le 10-III-2023).

11 Charles Gardou, *La société inclusive, parlons-en ! Il n'y a pas de vie minuscule*, Toulouse : Éditions Érès, 2021 (2010).

12 Italique dans l'original. Gardou, *La société inclusive*, p. 35.

13 Italique dans l'original. Gardou, *La société inclusive*, p. 36.

14 FaireFace, « Une société inclusive, c'est une société sans privilèges. Charles Gardou », *FaireFace* 716 (février 2013), en [prisme-asso.org](http://prisme-asso.org) [*Prisme (Promo-*

Dans le sillage de Gardou, le haut fonctionnaire français Pierre Suc-Mella<sup>15</sup> estime que la notion de « société inclusive » est une expression commode et à la mode. Beaucoup l’emploient sans en connaître le sens ni la portée exacts, ou l’utilisent comme une simple formule euphonique très pratique qui « permet de faire semblant d’être “pour quelque chose” alors que l’expression n’est utilisée que pour dire de manière positive que l’on s’inscrit contre l’exclusion »<sup>16</sup>. C’est pourquoi l’auteur estime que l’idée de « “l’approche inclusive” [...] est préférable à celle d’“inclusion” car elle permet d’insister sur le processus plutôt que sur le résultat et qu’elle est bien plus qu’une simple formule de communication : elle implique un changement de paradigme »<sup>17</sup>. Ainsi, penser une « société inclusive », c’est concevoir un nouveau mode de relation entre les individus et réfléchir à un nouveau modèle social. A cette fin, Suc-Mella propose le concept de « société équilibrable »<sup>18</sup>, l’équilité — contraction entre équilibre et égalité — s’entendant comme « la recherche de l’égalité inclusive, de l’équité et de l’équilibre permettant l’intensité tout en s’inscrivant dans une projection dans le futur »<sup>19</sup>.

D’autres études et outils ont été développés par des chercheurs, statisticiens ou praticiens pour parvenir à une meilleure

---

*tion des Initiatives Sociales en Milieux Éducatifs*], 3 mai 2013, <<https://www.prisme-asso.org/une-societe-inclusive-cest-une-societe-sans-privileges-charles-gardou-6510>>. (Consulté le 10-IV-2023).

- 15 Pierre Suc-Mella est haut fonctionnaire au conseil général de la Haute-Garonne. Il est également professeur associé à Sciences Po Toulouse. Il est notamment connu pour son action en faveur des personnes handicapées et des personnes âgées.
- 16 Pierre Suc-Mella, *La société inclusive, jusqu’où aller ?*, préface de Charles Gardou, Toulouse : Éditions Érès, 2020, p. 17.
- 17 Suc-Mella, *La société inclusive*, p. 17.
- 18 “Société équilibrable”, Suc-Mella, *La société inclusive*, p. 96-97.
- 19 L’auteur ajoute que le concept d’équilité permet alors de définir une nouvelle approche de la conciliation entre l’équilibre et la liberté de l’individu et l’équilibre et l’égalité entre les personnes pour une nouvelle fraternité. Suc-Mella, *La société inclusive*, p. 70.

compréhension et mesure de l'inclusion sociale<sup>20</sup>. C'est le cas de travaux, comme ceux de Ka'ron Benson, qui se sont attachés à établir et à identifier les principaux critères et obstacles à l'inclusion<sup>21</sup>, ou du « Baromètre de la "société inclusive" », qui prend en compte l'évolution des perceptions d'un échantillon représentatif de Français dans de nombreux domaines d'inégalité, d'iniquité et de vulnérabilité<sup>22</sup>.

Plusieurs autres représentants ou acteurs de la société civile et du monde socio-économique et politique se sont intéressés à la question de l'inclusion de part et d'autre de l'Atlantique. Des associations, entreprises et gouvernements européens et américains considèrent de plus en plus la triade « DE&I » (Diversité, Équité et Inclusion) comme une question pertinente et importante pour la pleine inclusion de leurs membres et employés dans leur environnement social et/ou professionnel immédiat<sup>23</sup>.

Au niveau politique, la même tendance peut être observée dans plusieurs États latino-américains. Pour ne prendre que quelques exemples, c'est le cas du Mexique qui s'est doté d'un Secrétariat de l'Inclusion et du Bien-être Social, du Pérou avec le Ministère du Développement et de l'Inclusion Sociale, de l'Argentine avec

---

20 Kara Chan et Peter J. Huxley (eds.), *Social Inclusion. Theoretical Development and Cross-cultural Measurements*, Hong Kong : City University of Hong Kong Press, 2022.

21 Ka'ron Benson, *Social Exclusion and Social Inclusion*, Waltham Abbey Essex: ETP (ED-Tech Press), 2018 (réimprimé en 2020).

22 Le baromètre est réalisé auprès d'un échantillon de 1000 personnes en France âgées de 18 ans et plus par Kantar Public pour la Fédération générale des PEP, un réseau de 101 associations dont l'objectif est de tendre vers une société inclusive. Agnès Bathiany, «Kantar. Baromètre de la "société inclusive" Vague 7. Rapport d'étude», Fédération des PEP, Février 2022, <<https://www.kantarpublic.com/fr/barometres/barometre-de-la-societe-inclusive/barometre-de-la-societe-inclusive-vague-7>>. (Consulté le 10-IV-2023). Sur la PEP consulter : <<http://www.lespep.org/decouvrir-les-pep/valeurs-et-missions>>. (Consulté le 10-IV-2023).

23 Voir, par exemple : Suntory Beverage & Food Europe, *Diccionario de la diversidad, equidad e inclusión (DE&I)*, S.l. : Suntory Beverage & Food Europe, s.f., <[https://www.suntorybeverageandfood-europe.com/dyn/\\_assets/\\_pdfs/es-ES/spain/diversity\\_dictionary\\_sbfe\\_spanish.pdf](https://www.suntorybeverageandfood-europe.com/dyn/_assets/_pdfs/es-ES/spain/diversity_dictionary_sbfe_spanish.pdf)>. (Consulté le 03-IV-2023).

le Secrétariat de l'Inclusion Sociale ou encore du Costa Rica avec le Ministère du Développement Humain et de l'Inclusion Sociale.

#### L'INCLUSION COMME PROGRAMME DE RECHERCHE SUR LE CAMPUS UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX

Afin de contribuer au renouvellement des approches de l'inclusion et d'évaluer, le cas échéant, les progrès et les éventuels reculs en la matière dans les sociétés d'Amérique latine et de la Caraïbe, une première rencontre internationale s'est tenue à Bordeaux (France) les 9 et 10 novembre 2022. L'ambition de ce colloque était d'offrir à la communauté scientifique et à un public plus large du monde socio-économique et de la culture, un espace d'analyse théorique et empirique des expériences et des politiques de gestion de l'inclusion qui sont à l'œuvre dans ces Etats continentaux et territoires insulaires des Amériques depuis le xx<sup>ème</sup> siècle jusqu'à nos jours<sup>24</sup>

Cette manifestation de grande envergure a été organisée par l'équipe interne 'Recherches Américanistes' du laboratoire de recherche pluridisciplinaire sur la Péninsule Ibérique et l'Amérique latine (UR 3656 AMERIBER) de l'Université Bordeaux Montaigne (UBM), avec le concours et le soutien du Centre Montesquieu de Recherches Politiques (CMRP) de l'Institut de Recherche Montesquieu (UR 7434 IRM) de l'Université de Bordeaux (UB). Cette collaboration universitaire (UBM/UB) et scientifique (AMERIBER/IRM) est ancienne et particulièrement dynamique. Les interactions entre ces deux unités de formation et de recherche ont permis de créer des passerelles entre ces deux unités de recherche, donnant lieu ainsi à l'organisation régulière de manifestations scientifiques et culturelles conjointes.

La constance et la vitalité de ces liens se sont traduites par la création, au sein de l'IRM, du pôle de recherche *Horizons caribéens*.

---

24 Le colloque était coordonné par Ronald Soto-Quirós et Éric Dubesset et avait pour titre : « Sociétés inclusives en Amérique latine et dans le Caraïbe. Quelles mutations ? (XX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) ». Voir le programme sur : <<https://calenda.org/1026035>> (Consulté le 10-IV-2023).

Cette plateforme internationale de recherche et de coopération académique en sciences sociales axée sur la Caraïbe et l'Amérique centrale a été fondée en 2016 avec l'objectif scientifique de contribuer à une meilleure compréhension des sociétés et des cultures du monde de la Grande Caraïbe, en mobilisant notamment les savoirs et les méthodes des sciences humaines et sociales, ainsi que les notions de circulation, de changement et d'inclusion.

Ce choix thématique et conceptuel s'ancre dans le substrat historique de la recherche latino-américaniste du campus de Bordeaux. La capitale de l'Aquitaine, aujourd'hui la Nouvelle Aquitaine, attache de longue date, une grande importance à ses relations avec les Amériques, qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord, de l'Amérique latine ou de la Caraïbe, tant elles constituent son horizon géographique naturel. Depuis plus d'un siècle, le campus bordelais développe et entretient des liens académiques et scientifiques forts avec des universités de l'autre rive de l'Atlantique. Les collaborations entre équipes de recherche et les mobilités internationales entrantes et sortantes des chercheurs et des étudiants en attestent.

La récente reconfiguration du paysage universitaire bordelais est une autre donnée qui a présidé à l'évolution de notre programme de recherche vers la problématique des sociétés inclusives. Le lancement de la Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux (MSH BX) en 2022, dont le thème de l'inclusion est l'une des priorités scientifiques, offre un nouvel espace d'incubation et de diffusion de projets dans lequel nous entendons inscrire, à court ou moyen terme, les recherches en gestation, ainsi que les activités éditoriales et d'animation scientifique qui en découleront.

## PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE

C'est au cours de ce colloque qui a réuni des chercheurs européens et latino-américains issus de différentes disciplines (histoire, géographie, science politique, sociologie, économie, communication, études culturelles et environnementales, études latino-américaines, etc.) qu'a émergé l'idée de publier un ouvrage qui rassemblerait leurs réflexions et intégrerait d'autres contributions de spécialistes. Quelques mois après cette rencontre, le projet

s'est concrétisé, donnant naissance au présent volume qui met en lumière, dans une perspective comparative et régionale, des expériences concrètes d'inclusion menées dans plusieurs pays de l'aire latino-américaine et caribéenne, tels que Cuba, le Costa Rica, le Guatemala, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay et l'Argentine.

Ce faisant, il s'est agi de prendre l'exacte mesure des enjeux et du potentiel d'une plus grande inclusion de l'ensemble de ces populations et territoires dans les processus de développement des sociétés contemporaines. Aussi, dans un souci de clarté, les coordinateurs scientifiques de cet ouvrage ont opté pour une approche pluridisciplinaire et plurielle, et une structuration en quatre parties thématiques résolument interdépendantes et complémentaires :

- > Environnement, villes et modes de production
- > Éducation, handicap et monde numérique
- > Identités et ethnies
- > Diversités et genre

Une telle architecture permet d'une part de mettre en perspective et en lumière les multiples facteurs d'inégalités qui ont profondément et durablement marqué les sociétés latino-américaines et caribéennes. Elle fournit, au surplus, un agencement des éléments d'analyse et de réflexion sur les dynamiques actuelles d'inclusion *lato sensu* et sur les perspectives qui se profilent à court et moyen termes dans cette région en mutations.

\* \*  
\*

Nous ne saurions conclure ces propos liminaires sans adresser nos sincères remerciements à tous ceux qui ont contribué à cette publication. Nous tenons tout d'abord à remercier les Éditions Orbis Tertius d'avoir accueilli, favorablement et sans délai, ce volume dans leur prestigieuse collection, ainsi que les laboratoires AMERIBER et IRM et le Département Techniques de Commercialisation de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de l'Université de Bordeaux pour leur précieux soutien financier. D'autre part, nous souhaitons

exprimer notre profonde gratitude aux auteurs de cette publication collective. A n'en pas douter, leurs apports réflexifs permettront aux lecteurs de saisir, dans sa complexité, sa diversité et sa richesse, la question cruciale de l'inclusion dans des sociétés en transition. Enfin, à ce stade de la recherche, nous appelons de nos vœux que les expériences processives d'inclusion analysées dans cet ouvrage parviennent à s'ériger, sinon en modèle, du moins en une source d'inspiration pour d'autres régions du monde.

Bordeaux, 1<sup>er</sup> mai 2023.

Ronald SOTO-QUIROS,  
*Université de Bordeaux*  
*AMERIBER/AMERIBER, Université Bordeaux Montaigne*

Éric DUBESSET,  
*Université de Bordeaux*

En los albores del siglo XXI, tanto en Europa como en Norteamérica, la construcción de sociedades, comunidades, metrópolis o ciudades inclusivas se está convirtiendo en una cuestión de desarrollo de primer orden para muchos líderes políticos y responsables de instituciones o asociaciones. En ambos polos regionales, al calor de un sistema abierto que tiende a garantizar los derechos y libertades de todos en pie de igualdad, se considera cada vez más la inclusión como una estrategia y un medio potencial de lucha contra la discriminación (de género, origen étnico, capacidad física), la marginación y la exclusión (económica, social, política y cultural), y asimismo como vector innovador de desarrollo integrado y sostenible.

Ahora bien, ¿cuál es la situación actual en América Latina y el Caribe en esta materia? Con sus altos índices de desigualdades sociales, espaciales y económicas, ¿pueden encarar, individual o colectivamente, los desafíos de la inclusión social los Estados continentales y los territorios insulares de esta subregión de las Américas? y, ¿cómo lograr esta meta? En 2020, un informe del Banco Interamericano de Desarrollo (BID) señalaba que:

América Latina y el Caribe es una de las regiones más desiguales del mundo en materia de ingresos. El 10% más rico de la población capta 22 veces más de la renta nacional que el 10% más pobre. El 1% de los más ricos se lleva el 21% de los ingresos de toda la economía, el doble de la media del mundo industrializado. Además, las marcadas diferencias en materia de ingresos

representan apenas una de las diversas formas de desigualdad que socavan la cohesión social y el sentido de pertenencia a algo más grande que uno mismo. El género, la raza y la etnicidad, al igual que los ingresos, son poderosos determinantes del acceso a la atención de la salud, la educación, el empleo y el sistema legal<sup>25</sup>.

Dicho panorama de exclusiones y desigualdades se ve reflejado especialmente en los altos niveles de pobreza. Un informe de la Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPALC) apuntaba a fines del 2022 que la tasa de pobreza en la región se situaba en 32,1% de la población total, lo que equivaldría a 201 millones de personas y la pobreza extrema ascendía a 82 millones (o sea un 13,1%). Así, en 25 años, la pobreza extrema habría alcanzado su nivel más alto<sup>26</sup>.

Ante el aumento de las múltiples formas de exclusión e injusticia social —particularmente a raíz de la pandemia de Covid-19—, gobiernos nacionales del subcontinente han emprendido, con sendos ritmos, reformas destinadas a reducir las brechas entre los diferentes grupos y territorios considerados como vulnerables<sup>27</sup>. Estas medidas constituyen un reto global, si no una urgencia mundial, tanto para los sectores de la sociedad civil y los mundos empresarial y académico como para los gobiernos, sea cual sea su afiliación ideológica.

---

25 Matías Busso y Julián Messina (eds.), *La crisis de la desigualdad. América Latina y el Caribe en la encrucijada*, S.l.: Banco Interamericano de Desarrollo (BID), 2020, p. XXIII, <<https://publications.iadb.org/publications/spanish/viewer/La-crisis-de-la-desigualdad-America-Latina-y-el-Caribe-en-la-encrucijada.pdf>>. (Consultado el 13-IV-2023).

26 Sandra Ferrándiz, “Latinoamérica: Pobreza extrema llegó a su nivel más alto en 25 años”, *La República*, 23 de enero de 2023, <<https://larepublica.pe/economia/2023/01/24/pobreza-extrema-retrocedio-25-anos-en-america-latina-inflacion-guerra-en-ucrania-estados-unidos-china-rusia-160148>>. (Consultado el 12-IV-2023).

27 Véase: Claudia Maldonado Graus y Bettina Schorr (eds.), *La desigualdad en nuestras vidas: una mirada microsocial desde América Latina*, Madrid: Iberoamericana Editorial Vervuert, Biblioteca Ibero-americana 190, 2023.

En una conferencia publicada en 2019 sobre los temas de la desigualdad, la democracia, la inclusión social y el acceso a los derechos humanos en las Américas, Betilde Muñoz-Pogossian, directora del Departamento de Inclusión Social de la Organización de Estados Americanos (OEA) desde 2015, apuntaba muy atinadamente que “la agenda de derechos, inclusión y equidad no es de izquierdas ni de derechas, es una responsabilidad del Estado, de todos los que ejercen la función estatal, que trasciende las ideologías, y tiene relación con el rol fundamental del Estado de equiparar oportunidades y garantizar el goce de los derechos para todos”<sup>28</sup>.

#### LA INCLUSIÓN: REVISIÓN DE UNA NOCIÓN DÚCTIL

El interés por la problemática de la inclusión y de las sociedades inclusivas es relativamente reciente. Si bien, en los años 1980, algunos autores mencionaban ya la necesidad de construir comunidades o sociedades inclusivas, no fue hasta mediados de los años 1990 cuando esta noción de inclusión empezó a cobrar fuerza entre las instituciones multilaterales. En 1995, la Cumbre Mundial sobre Desarrollo Social, que tuvo lugar en Copenhague, la utilizó para designar “una sociedad para todos en la que cada individuo, con sus derechos y responsabilidades, desempeña un papel activo”<sup>29</sup>.

A comienzos de los años 2000, se dieron varios eventos en la agenda de la comunidad internacional en aras de evaluar los beneficios de la creación de la sociedad inclusiva. Fue el caso de un

---

28 Betilde V. Muñoz-Pogossian, *Desigualdad y democracia: la inclusión social y el acceso a los derechos humanos en las Américas*, México, Ciudad de México: Instituto Nacional Electoral (INE), Conferencias magistrales. Temas de la democracia, 34, 2019, p. 19-20, <[https://www.ine.mx/wp-content/uploads/2019/11/CM\\_34\\_DesigualdadYDemocracia.pdf](https://www.ine.mx/wp-content/uploads/2019/11/CM_34_DesigualdadYDemocracia.pdf)>. (Consultado el 10-IV-2023).

29 NT. (De ahora en Adelante NT.) En el original: “society for all in which every individual, each with rights and responsibilities, has an active role to play”, en: UN, “Social Integration-Social Policy and Development Division”, UN, Department of Economic and Social Affairs Social Inclusion, <<https://www.un.org/development/desa/dspd/social-integration-social-policy-and-development-division.html>>. (Consultado el 15-IV-2023).

conversatorio organizado en 2007 por la División de Política Social y Desarrollo (DSPD) del Departamento de Asuntos Económicos y Sociales de las Naciones Unidas (UNDESA)<sup>30</sup>. En 2011, una publicación del Programa de Desarrollo de las Naciones Unidas (UNDP), titulada “Beyond Transition Towards Inclusive Societies”, se centró asimismo en el estudio de las relaciones entre el desarrollo humano, la exclusión y la inclusión sociales y señalaba:

Una sociedad inclusiva es aquella que se eleva por encima de las diferencias de raza, género, clase, generación y geografía para garantizar la igualdad de oportunidades independientemente del origen, y aquella que subordina el poder militar y económico a la autoridad civil. En una sociedad inclusiva, la interacción social se rige por un conjunto acordado de instituciones sociales<sup>31</sup>.

En las ciencias sociales, la inclusión se ha convertido, paulatina y distintamente, en verdadero objeto de estudio. Tanto en Europa como en las Américas, se han multiplicado, en los últimos veinte años, los debates doctrinales sobre los contornos semánticos de la noción de inclusión y en torno a los enfoques epistemológicos y metodológicos para acercarse a ella. En 2007, en la *Encyclopedia of Governance* II, Caroline Kenny apuntaba que:

---

30 Véase sobre el evento: «Summary of the E-dialogue On Creating and Inclusive Society: Practical Strategies to Promote Social Integration, 23 May-20 June 2007», <<https://www.humiliationstudies.org/documents/UNESCOEdialogueFinal.pdf>>. (Consultado el 10-IV-2023).

31 NT. En el original: “An inclusive society is one that rises above differences of race, gender, class, generation and geography to ensure equality of opportunity regardless of origin, and one that subordinates military and economic power to civil authority. In an inclusive society, social interaction is governed by an agreed set of social institutions”, UNICEF, «Beyond Transition Towards Inclusive Societies», Bratislava: UNDP, 2011, p. 75, <<https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/Beyond%20Transition-%20Towards%20Inclusive%20Societies.pdf>>. (Consultado el 10-IV-2023).

La comprensión de lo que constituye inclusión varía mucho entre los usuarios y en la literatura académica. Por lo general, la inclusión se considera una pertenencia común, regida por una determinada visión del bien político, que produce cohesión. Se han identificado varios paradigmas que conceptualizan la inclusión, cada uno de los cuales defiende una concepción particular de lo que es estar incluido<sup>32</sup>.

Por su lado, en el *Dictionary of Young Justice* (2012) se precisaba igualmente que: “Mientras que la *exclusión* social es un término ampliamente utilizado, aunque es problemático, se ha debatido comparativamente poco sobre el concepto de inclusión social”. El motivo obedecería en gran medida a que “la mayoría de los comentaristas tienden a ver la inclusión social simplemente como el anverso de la exclusión social, a menudo utilizando los términos indistintamente”<sup>33</sup>. Para otros autores como Brigitte Bouquet, la noción de “inclusión” es víctima de su uso:

El término “inclusión” es cada vez más utilizado en los medios de comunicación, por los políticos y en el sector del voluntariado y el trabajo social. Se considera un presagio de cambio de valores y prácticas, e incluso de cambio de paradigma social. Pero la noción de inclusión rara vez se utiliza sola. Tiene múltiples

---

32 NT. El texto original: “Understanding what constitutes inclusion varies widely among users in the academic literature. Inclusion is generally regarded as common membership, governed by a particular vision of the political good, thus producing cohesion. Several paradigms conceptualizing inclusion have been identified, each espousing a particular conception of what is to be included”, Caroline Kenny, «Social inclusion», en Mark Bevir (ed.), *Encyclopedia of Governance II*, Thousand Oaks, California, London, New Delhi: Sage Publications, 2007, p. 882, [p. 881-882].

33 NT. Cursiva original. En el original: “While social *exclusion* is a widely used, if problematic, term, there has been comparatively little discussion of the concept of social *inclusion*. This is largely because most commentators tend to see social inclusion simply as the obverse of social exclusion, often using the terms interchangeably”, Barry Goldson (ed.), *Dictionary of Youth Justice*, London; New York: Routledge, 2012, p. 331 [p. 331-332].

aplicaciones a nivel económico, social, cultural, cívico y profesional. Por ello, algunos se preguntan si no estamos asistiendo a la ideología de la inclusión. La inclusión, que se evoca constantemente, ¿no se utiliza a veces de manera equivocada o abusiva?<sup>34</sup>

Por su parte, en la obra *La société inclusive, parlons-en !*<sup>35</sup>, donde se presentan los parámetros y cualidades de una sociedad meridiana-mente inclusiva, el antropólogo y catedrático francés Charles Gardou considera que: “el uso del sustantivo *inclusión*, que implica la idea de cierre, oclusión, reclusión, parece más problemático”<sup>36</sup>. El investigador precisa más adelante: “Todos estos usos indican un

---

34 NT. En el original: “Le terme ‘inclusion’ est de plus en plus utilisé dans les médias, par les politiques, et s’inscrit dans le milieu associatif et le travail social. Il est vu comme annonciateur d’une évolution des valeurs et des pratiques, voire d’un changement de paradigme social. Mais la notion d’inclusion est rarement utilisée seule. Elle comporte de multiples déclinaisons aux plans économique, social, culturel, citoyen et professionnel. Aussi d’aucuns s’interrogent : n’assiste-t-on pas à l’idéologie de l’inclusion? L’inclusion, constamment évoquée, n’est-elle pas employée parfois de manière dévoyée ou abusive?” Véase: Brigitte Bouquet, « L’inclusion: approche socio-sémantique », *Vie Sociale* 11 (2015/3), p. 15 [p. 15-25], <<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2015-3-page-15.htm>>. (Consultado el 10-III-2023).

35 Charles Gardou, *La société inclusive, parlons-en ! Il n’y a pas de vie minuscule*, Toulouse: Éditions Érès, 2021 (2010).

36 NT. Cursiva en el original. En el original: “L’emploi du nom *inclusion*, qui implique l’idée d’occlusion, de clôture, de réclusion, apparaît plus problématique”, Gardou, *La société inclusive*, p. 35. En una entrevista el autor reitera. En el original: “C’est un mot d’usage courant en langue anglaise que nous avons adopté et introduit dans le vocabulaire des politiques du handicap, sans toujours bien en mesurer le sens et la portée. [...] Ce terme français d’inclusion semble pourtant peu approprié car, étymologiquement, il implique l’idée de clôture, d’occlusion, de réclusion [...] Tous ces usages marquent un enfermement. Le qualificatif “inclusif”, lui, apparaît plus intéressant, notamment dans son opposition à ‘exclusif’”, FaireFace, « Une société inclusive, c’est une société sans privilèges. Charles Gardou », *FaireFace* 716 (febrero de 2013), en *prisme-asso.org* [*Prisme (Promotion des Initiatives Sociales en Milieux Educatifs)*], 3 de mayo de 2013, <<https://www.prisme-asso.org/une-societe-inclusive->

encierro. El adjetivo *inclusivo* [es] más adecuado y pertinente”<sup>37</sup>. En una entrevista realizada a propósito de su obra, el académico puntualiza:

Es una palabra de uso común en inglés que hemos adoptado e introducido en el vocabulario de las políticas de discapacidad, sin comprender siempre del todo su significado y alcance. [...] Sin embargo, el término francés “inclusión” no parece muy adecuado porque, etimológicamente, implica la idea de encierro, oclusión, reclusión. [...] Todos estos usos marcan una inclusión. El término “inclusivo” es más interesante, sobre todo en contraste con “exclusivo”<sup>38</sup>.

En la estela del pensamiento de Gardou, el alto funcionario francés Pierre Suc-Mella<sup>39</sup> considera que la noción de “sociedad inclusiva” es una expresión cómoda y muy de moda. Mucha gente

---

cest-une-societe-sans-privileges-charles-gardou-6510>. (Consultado el 10-IV-2023).

37 NT. Cursiva en el original. En el original: “Autant d’usages qui marquent un enfermement. / L’adjectif *inclusif*, plus adéquat et pertinent”, Gardou, *La société inclusive*, p. 36.

38 NT. En el original: “C’est un mot d’usage courant en langue anglaise que nous avons adopté et introduit dans le vocabulaire des politiques du handicap, sans toujours bien en mesurer le sens et la portée. [...] Ce terme français d’inclusion semble pourtant peu approprié car, étymologiquement, il implique l’idée de clôture, d’occlusion, de réclusion [...] Tous ces usages marquent un enfermement. Le qualificatif ‘inclusif’, lui, apparaît plus intéressant, notamment dans son opposition à ‘exclusif’”, FaireFace, «Une société inclusive, c’est une société sans privilèges. Charles Gardou», *FaireFace* 716 (febrero de 2013), en *prisme-asso.org* [*Prisme (Promotion des Initiatives Sociales en Milieux Educatifs)*], 3 de mayo de 2013, <<https://www.prisme-asso.org/une-societe-inclusive-cest-une-societe-sans-privileges-charles-gardou-6510>>. (Consultado el 10-IV-2023).

39 Pierre Suc-Mella funge como alto funcionario en el Consejo departamental del Alto Garona. También interviene en Sciences Po Toulouse como profesor asociado. Es conocido particularmente por su labor a favor de las personas en situación de discapacidad y de los ancianos.

la emplea sin conocer su significado y alcance preciso, o la usa como una mera fórmula eufónica y muy práctica pues “permite fingir estar ‘a favor de algo’ cuando la expresión sólo se utiliza para decir de forma positiva que se está en contra de la exclusión”<sup>40</sup>. Por eso, el autor considera que la idea de “‘enfoque inclusivo’ [es] preferible a la noción de ‘inclusión’ porque permite centrarse en el proceso más que en el resultado y es algo más que una fórmula de comunicación: implica un cambio de paradigma”<sup>41</sup>. Así, pensar en “sociedad inclusiva” es concebir una nueva manera de relaciones entre los individuos y reflexionar en un nuevo modelo social. Para ello, Suc-Mella propone el concepto de una “sociedad equilibrable”<sup>42</sup>, entendida la “equilibración” —contracción entre equilibrio e igualdad— como “la búsqueda de la igualdad inclusiva, la equidad y el equilibrio que permiten la intensidad sin dejar de mirar al futuro”<sup>43</sup>.

Se han realizado otros estudios e instrumentos para lograr una mejor comprensión y medida de la inclusión social<sup>44</sup>. Es el caso de trabajos de autores, como Ka’ron Benson, que se han esmerado en establecer e identificar cuáles son los criterios y los obstáculos claves

---

40 NT. En el original : “elle permet de faire semblant d’être ‘pour quelque chose’ alors que l’expression n’est utilisée que pour dire de manière positive que l’on s’inscrit contre l’exclusion”, Pierre Suc-Mella, *La société inclusive, jusqu’où aller?*, Préface de Charles Gardou, Toulouse: Éditions Érès, 2020, p. 17.

41 NT. En el original: “‘approche inclusive’”, —cette formulation est préférable à celle d’ ‘inclusion’ car elle permet d’insister sur le processus plutôt que sur le résultat— et bien plus qu’une simple formule de communication : elle implique un changement de paradigme”, Suc-Mella, *La société inclusive*, p. 17.

42 “Société équilibrable”, Suc-Mella, *La société inclusive*, p. 96-97.

43 NT. En el original: “la recherche de l’égalité inclusive, de l’équité et de l’équilibre permettant l’intensité tout en s’inscrivant dans une projection dans le futur”. El autor agrega que el concepto de equilibración permite entonces definir un nuevo acercamiento de la conciliación entre el equilibrio y la libertad del individuo y el equilibrio y la igualdad entre las personas por una nueva fraternidad. Suc-Mella, *La société inclusive*, p. 70.

44 Kara Chan y Peter J. Huxley (eds.), *Social Inclusion. Theoretical Development and Cross-cultural Measurements*, Hong Kong: City University of Hong Kong Press, 2022.

de la inclusión<sup>45</sup>, o del “Barómetro de la ‘sociedad inclusiva’” que toma en cuenta las evoluciones de las percepciones de una muestra representativa de franceses en muchos ámbitos de desigualdad, inequidad y vulnerabilidad<sup>46</sup>.

Otros varios representantes o actores de la sociedad civil y del mundo socioeconómico y político se han interesado en ambas orillas del Atlántico en la cuestión de la inclusión. Asociaciones, empresas y gobiernos europeos y americanos consideran cada vez más la triada denominada “DE&I” (Diversidad, Equidad e Inclusión) como un tema relevante y de gran importancia para la inclusión integral de sus miembros y empleados en su entorno social y/o laboral inmediato<sup>47</sup>.

A nivel político, se observa la misma tónica en varios Estados de Latinoamérica. Por sólo tomar algunos ejemplos, es el caso de México a través de la Secretaría de Inclusión y Bienestar Social o del Perú con el Ministerio de Desarrollo e Inclusión Social, o también de Argentina con la Secretaría de Inclusión Social y de Costa Rica con el ministerio de Desarrollo Humano e Inclusión Social.

---

45 Ka'ron Benson, *Social Exclusion and Social Inclusion*, Waltham Abbey Essex: ETP (ED-Tech Press), 2018 (reimpreso en 2020).

46 El barómetro es realizado con una muestra de 1000 personas en Francia y mayores de 18 años por Kantar Public para la Federación general de PEP (Fédération des PEP [Pupiles de l'Enseignement Public]), una red que reúne 101 asociaciones con el objetivo de avanzar hacia una sociedad inclusiva. Agnès Bathiany, «Kantar. Baromètre de la “société inclusive” Vague 7. Rapport d'étude», Fédération des PEP, Février 2022, <<https://www.kantarpublic.com/fr/barometres/barometre-de-la-societe-inclusive/barometre-de-la-societe-inclusive-vague-7>>. (Consultado el 10-IV-2023). Sobre la PEP consultar: <<http://www.lespep.org/decouvrir-les-pep/valeurs-et-missions>>. (Consultado el 10-IV-2023).

47 Véase por ejemplo: Suntory Beverage & Food Europe, *Diccionario de la diversidad, equidad e inclusión (DE&I)*, S.l.: Suntory Beverage & Food Europe, s.f., <[https://www.suntorybeverageandfood-europe.com/dyn/\\_assets/\\_pdfs/es-ES/spain/diversity\\_dictionary\\_sbfe\\_spanish.pdf](https://www.suntorybeverageandfood-europe.com/dyn/_assets/_pdfs/es-ES/spain/diversity_dictionary_sbfe_spanish.pdf)>. (Consultado el 03-IV-2023).

## LA INCLUSIÓN COMO PROGRAMA DE INVESTIGACIÓN EN EL CAMPUS UNIVERSITARIO DE BURDEOS

En aras de contribuir a la renovación de los enfoques de la inclusión y de valorar, en su caso, sus avances y retrocesos en América latina y el Caribe, se organizó en Burdeos (Francia) los 9 y 10 de noviembre de 2022 un primer encuentro internacional. Este evento apuntaba a ofrecer a la comunidad científica y a un público más amplio del mundo socioeconómico y de la cultura, un espacio de análisis teórico y empírico de las experiencias y políticas de gestión de la inclusión en los Estados continentales y los territorios insulares de las Américas desde el siglo XX hasta la actualidad<sup>48</sup>.

Este coloquio de gran envergadura fue organizado por el equipo interno *Recherches Américanistes* del laboratorio de investigación pluridisciplinar sobre la Península Ibérica y América Latina (UR 3656 AMERIBER) de la Universidad de Burdeos Montaigne (UBM), con el apoyo del *Centre Montesquieu de Recherches Politiques* (CMRP) del *Institut de Recherche Montesquieu* (UR 7434 IRM) de la Universidad de Burdeos (UB). Ya es remota y muy dinámica esta colaboración académica (UBM/UB) y científica (AMERIBER/IRM). Las interacciones entre ambas unidades de formación e investigación han permitido crear puentes, dando pie a la organización regular y exitosa de eventos científicos y culturales conjuntos.

La constancia y la vitalidad de dichos vínculos se han traducido en la creación, en el seno del IRM, del polo de investigación “Horizons Caribéens”. Esta plataforma internacional de investigación y de cooperación académica en ciencias sociales centrada en el Caribe y América Central fue fundada en 2016 con el objetivo científico de contribuir al mejor conocimiento de las sociedades y culturas del mundo del Gran Caribe, en particular movilizandolos

---

48 El coloquio fue coordinado por Ronald Soto-Quiros y Éric Dubesset y tuvo como título: «Sociétés inclusives en Amérique latine et dans le Caraïbe. Quelles mutations? (XXe-XXIe siècles)», véase el programa en: <<https://calenda.org/1026035>> (Consultado el 10-IV-2023).

saberes y métodos de las humanidades, así como las nociones de circulación, cambio e inclusión.

Dicha selección temática hunde sus raíces en el sustrato histórico de la investigación latinoamericanista del campus de Bordeaux. Desde hace tiempo, la capital de Aquitania, hoy Nueva Aquitania, otorga una gran importancia a sus relaciones con las Américas, ya sea América del Norte, América Latina o el Caribe, dado que constituyen su horizonte geográfico natural. Desde hace más de un siglo, el campus de Burdeos ha desarrollado y ha mantenido fuertes vínculos académicos y científicos con las universidades del otro lado del Atlántico. Las colaboraciones entre equipos de investigación y las movibilidades internacionales entrantes y salientes de investigadores y estudiantes dan fe de ello.

La reciente reconfiguración del panorama universitario bordelés es otro factor que ha propiciado la orientación de nuestro programa de investigación hacia la cuestión de las sociedades inclusivas. El lanzamiento de la *Maison des Sciences de l'Homme de Bordeaux* (MSH BX) en 2022, cuya temática de la inclusión es uno de los ejes científicos prioritarios, ofrece un nuevo espacio de incubación y difusión de proyectos en el que pretendemos enmarcar, a corto o mediano plazo, las investigaciones que están germinando, así como las actividades editoriales y de animación científica que deriven de ellas.

## PRESENTACIÓN DEL LIBRO

Fue durante este coloquio que reunió a investigadores europeos y latinoamericanos de diferentes disciplinas (historia, geografía, ciencia política, sociología, economía, comunicación, estudios culturales y medioambientales, estudios latinoamericanos, etcétera), cuando surgió la idea de publicar una obra que recogiese sus reflexiones e integrase otras contribuciones de especialistas. A pocos meses del evento, se ha concretado el proyecto dando lugar al presente volumen que, desde una perspectiva comparativa y regional, abarca experiencias concretas de inclusión desarrolladas en varios países como Cuba, Costa Rica, Guatemala, Colombia, Ecuador, Paraguay y Argentina.

Así se trató de tomar la cabal medida de lo que está en juego y del potencial de una mayor inclusión del conjunto de dichas poblaciones y territorios en los procesos de desarrollo de las sociedades contemporáneas. Para ello, los coordinadores científicos de esta obra colectiva han optado por un enfoque multidisciplinar y plural, y una estructuración en cuatro partes temáticas decididamente interdependientes y complementarias:

- > Medio ambiente, ciudades y modos de producción.
- > Educación, discapacidad y mundo digital.
- > Identidades y etnicidades.
- > Diversidades y género.

Por un lado, dicha arquitectura permite poner en perspectiva y de realce los múltiples factores de desigualdad que han marcado profunda y duraderamente a las sociedades latinoamericanas y caribeñas. Por otro lado, ofrece un esquema de los elementos de análisis y de reflexión sobre las dinámicas actuales de la inclusión *lato sensu*, así como sobre las perspectivas a corto y mediano plazo de esta región en mutaciones.

\* \*  
\*

No podemos concluir estas observaciones preliminares sin expresar nuestro sincero agradecimiento a todos los que han contribuido a esta publicación. En primer lugar, queremos agradecer a la editorial Orbis Tertius la acogida sin demora de este volumen en su prestigiosa colección, así como a los laboratorios AMERIBER e IRM y al Département Techniques de Commercialisation de l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de l'Université de Bordeaux sus inestimables respaldos y apoyos financieros. También queremos expresar nuestra profunda gratitud a los autores de esta publicación. Sus reflexivas contribuciones permitirán, sin lugar a dudas, a los lectores comprender mejor, en toda su complejidad, diversidad y riqueza, la cuestión crucial de la inclusión en las sociedades en transición. Por último, a estas alturas de la investigación, hacemos votos

para que los procesos exitosos de inclusión analizados en este libro se conviertan, si no en un modelo, al menos en una fuente de inspiración para otras regiones del mundo.

Burdeos, 1 de mayo de 2023.

Ronald SOTO-QUIROS,  
*Université de Bordeaux*

*AMERIBER/AMERIBER, Université Bordeaux Montaigne*

Éric DUBESSET,  
*Université de Bordeaux*



PREMIÈRE PARTIE / PRIMERA PARTE

ENVIRONNEMENT, VILLES ET MODES DE PRODUCTION

MEDIO AMBIENTE, CIUDADES Y MODOS DE PRODUCCIÓN



LES POLITIQUES DES ÉNERGIES RENOUVELABLES  
ET L'INCLUSION SOCIALE EN AMÉRIQUE LATINE  
ET CARAÏBES : LE CAS CUBAIN

---

*Marion Boulicot*

Université Bordeaux Montaigne  
Institut de Recherche Montesquieu (IRM),  
Université de Bordeaux



Le lien établi, dans le 4ème rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), entre l'emploi des énergies fossiles, comme le pétrole, et l'augmentation du CO<sub>2</sub> (l'un des principaux gaz à effet de serre) dans l'atmosphère<sup>1</sup>, a conduit à l'adoption d'engagements internationaux pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, tels que l'Accord de Paris (2015). Ceci souligne la faiblesse du système énergétique dominant, majoritairement basé sur le fossile, et confronté désormais à deux limites, d'une part, la raréfaction des énergies fossiles et fissiles conventionnelles, et d'autre part, le réchauffement climatique. De plus, ce système est soumis à une hausse constante de la demande énergétique appelant à une nouvelle transition énergétique<sup>2</sup>. D'après P. Lejoux et N. Ortar, la transition énergétique désigne :

le passage progressif d'un système fondé sur la consommation de ressources énergétiques non renouvelables [...] à un système énergétique fondé, en partie, sur l'utilisation d'énergies

- 
- 1 Arnaud Diemer, « La question énergétique au cœur du développement durable ? », *Cahier du CERAS* (2008), p. 1-32.
  - 2 Kévin Duruisseau, « L'émergence du concept de transition énergétique. Quels apports de la géographie ? », *Bulletin de la Société Géographique de Liège* 63, no. 2 (2014), p. 21-34.

renouvelables [...], ainsi que sur des comportements énergétiques plus sobres et plus efficaces<sup>3</sup>.

Les politiques des énergies renouvelables (EnR) se construisent ainsi dans le cadre d'un processus de transition énergétique<sup>4</sup>. La politique énergétique, qui correspond à « l'ensemble des orientations et décisions prises en matière de production et de consommation d'énergie » prenant diverses formes comme la mobilisation de fonds pour la recherche, ou bien les choix concernant le mix énergétique<sup>5</sup>, serait aussi un puissant instrument de développement, mais aussi de promotion de l'égalité dans la société, ainsi que des principes démocratiques<sup>6</sup>. La question énergétique possède une dimension profondément sociale et serait d'ailleurs à l'origine d'un changement d'approche du cadre conceptuel du développement durable, reposant désormais sur un nouveau triptyque (économie, sécurité énergétique et environnement) centré sur l'Homme et la société civile<sup>7</sup>, valorisant ainsi la notion d'inclusion sociale.

Le concept d'inclusion sociale a été utilisé au départ en Allemagne par le sociologue Niklas Luhmann (1972-1998) pour caractériser les rapports entre les individus et les systèmes sociaux. Mais celui-ci ne relève pas uniquement d'une approche sémantique car il est aussi élaboré par les organismes internationaux avec une visée éducative. La

---

3 Patricia Lejoux et Nathalie Ortar, « La transition énergétique : vrais enjeux, faux départs ? », *SHS Web of Conferences* 9, no. 01001 (2014), <<https://doi.org/10.1051/shsconf/20140901001>>. (Consulté le 17-X-2022).

4 Diemer, « La question énergétique » ; Germán Bersalli, « Évaluation et évolution des politiques de promotion des énergies renouvelables : la transition des secteurs électriques en Amérique latine », Thèse de doctorat Économies et finances, Université Grenoble Alpes, 2017.

5 Planète-énergies, « Politique énergétique [Glossaire] », *planete-energies.com [Planète Énergies (TotalÉnergies Fondation)]*, <<https://www.planete-energies.com/fr/content/politique-energetique>>. (Consulté le 17-X-2022).

6 Arielys Martínez Hernández et Mayra Casas Vilardell, « Las políticas públicas energéticas en Cuba, principales referentes teóricos », *Revista de estudios económicos y empresariales*, no. 28 (2016), p. 91-110.

7 Diemer, « La question énergétique ».

notion d'inclusion sociale est reliée à la question de respect du droit humain. C'est ainsi que « tendre vers une société inclusive constitue le fondement même du développement social durable »<sup>8</sup>. Enfin, elle est le contraire de l'exclusion sociale qui se rapporte à un :

Processus à travers lequel des personnes ou groupes sociaux sont privés d'accès aux ressources qui, dans un espace et à un moment donné, revêtent une certaine valeur sur le plan social et sont donc nécessaires à un projet de vie autonome. Cette privation empêche l'épanouissement des personnes en fonction de leurs souhaits et capacités<sup>9</sup>.

L'inclusion sociale est complexe et multidimensionnelle. Elle recouvrirait en effet au moins six dimensions directement liées à six besoins humains fondamentaux : l'emploi, la protection, la reconnaissance, le lien social, l'éducation ou encore la participation<sup>10</sup> permettant un développement humain durable. Ce concept, lancé par le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) au début des années 1990, établit une nouvelle approche du développement reposant sur l'individu en tant que richesse correspondant à :

un processus qui conduit à l'élargissement des possibilités offertes à chacun. Il a pour objectif fondamental de créer un environnement qui offre aux populations la possibilité de vivre longtemps, et en bonne santé, d'acquérir les connaissances qui

---

8 Brigitte Bouquet, « L'inclusion : approche socio-sémantique », *Vie sociale* 3, no. 11 (2015), p. 15-25.

9 Ramon Canal, *Inclusion sociale et démocratie participative. De la discussion conceptuelle à l'action locale*, Barcelone : UAB [Universitat Autònoma de Barcelona], IGOP [Institut de Govern i Politiques Públiques], Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU, Cités et Gouvernements Locaux Unis, 2014, p. 63.

10 Canal, *Inclusion sociale et démocratie participative*.

les aideront dans leur choix et d'avoir accès aux ressources leur assurant un niveau de vie décent<sup>11</sup>.

Les EnR sont des sources d'énergie considérées comme inépuisables dans le temps et qui n'engendrent pas ou peu de déchets ou d'émissions polluantes contrairement aux énergies fossiles, et donc plus résilientes en cas de crise. Elles sont classées en cinq grandes familles : l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie hydraulique, la biomasse et la géothermie. Or, les EnR, en impactant les capacités essentielles du développement humain à savoir, la longévité et santé, l'accès à l'éducation et la connaissance, et un niveau de vie décent<sup>12</sup>, sont donc associées au développement humain et local durable et encourageraient ainsi l'inclusion sociale.

De plus, le développement de ces énergies est d'autant plus intéressant en Amérique latine et Caraïbes (ALC) qui, d'après la littérature scientifique, est la région du monde présentant le taux d'inégalités sociales le plus important et l'une des plus vulnérables au changement climatique, avec de graves conséquences sur sa matrice énergétique encore trop peu diversifiée à l'heure actuelle. En août 2022, la destruction de réservoirs de produits pétroliers de la centrale thermoélectrique de Matanzas à Cuba, une des plus grandes centrales électriques du pays, causée par un incendie à la suite d'un orage violent, a plongé le pays dans une crise énergétique associée à une crise sociale et économique profonde en raison des coupures d'électricité régulières<sup>13</sup>. Ceci rappelle le lien fondamental existant

---

11 Jean-Luc Dubois, François-Régis Mahieu et Aurélie Poussard, « La durabilité sociale comme composante du développement humain durable », *Cahiers du GRATICE* 20 (2001), p. 96-113.

12 Juan Cabello Eras, Dunia Garcia Lorenzo et Alexis Sagastume Gutiérrez, *Caso Cuba. Un camino al desarrollo sostenible*, S.l. : Corporación Universidad de la Costa, 2018.

13 Caroline Popovic, « Cuba : le Mexique et le Venezuela en renfort pour tenter d'éteindre l'incendie mortel au centre de stockage pétrolier », *1ere.francetvinfo.fr* [*France info*], 9 août 2022, <<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/cubale-mexique-et-le-venezuela-en-renfort-pour-tenter-d-eteindre-l-incendie-mortelle-au-centre-de-stockage-petrolier-1311120.html>>. (Consulté le 28-I-2023).

entre la stabilité de la matrice énergétique façonnée par les politiques énergétiques et la dimension sociale.

De cette manière, comment les politiques des EnR peuvent-elles favoriser l'inclusion sociale en Amérique latine et Caraïbes (ALC), et en particulier à Cuba ? Les EnR permettraient d'encourager l'inclusion sociale en améliorant l'accès à l'électricité. Un meilleur accès à l'électricité présente d'importantes opportunités pour le développement local durable permettant d'intégrer ainsi des territoires marginalisés non-interconnectés, mais aussi des limites à l'inclusion sociale non négligeables dont Cuba peut faire l'expérience.

#### ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE

##### *Corrélation entre développement énergétique et développement humain*

Le défi de parvenir à une meilleure accessibilité aux services énergétiques a été ratifié au Sommet de Johannesburg (2002). Il existe une corrélation évidente entre le développement énergétique et le développement humain pouvant être mesuré par l'indice de développement humain (IDH). L'IDH est un « indice composite qui mesure l'accomplissement des bases du développement humain ». Les trois composantes principales le définissant sont : la qualité de vie mesurée avec l'espérance de vie à la naissance, la connaissance pour laquelle l'alphabétisation est le principal indicateur, et le niveau de vie déterminé par le produit intérieur brut (PIB) comme indicateur économique<sup>14</sup>. Le rapport de l'OLADE (Organisation latino-américaine de l'énergie) (2021) a d'ailleurs fait état de la corrélation susmentionnée à travers un graphique qui montre une corrélation positive non linéaire entre l'IDH et la consommation d'électricité/ habitant (Fig. 1)<sup>15</sup>. C'est-à-dire que plus les niveaux de

14 Cabello Eras, Garcia Lorenzo et Sagastume Gutiérrez, *Caso Cuba*.

15 OLADE, *Panorama energético de América y el Caribe 2021*, Quito : OLADE, 2021, <<https://www.olade.org/publicaciones/panorama-energetico-de-america-latina-y-el-caribe-2021/>>. (Consulté le 28-II-2023).

consommation électrique des ménages sont élevés, plus les niveaux de développement humain le sont aussi.

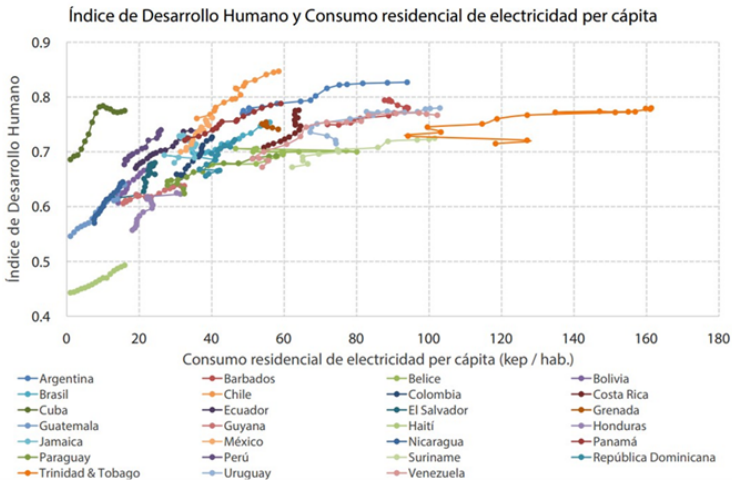


Fig. 1. IDH en fonction de la consommation d'électricité/habitant en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Source : OLADE (2021)

Dans le cas de Cuba, l'IDH est passé de 0,7 à près de 0,8 à mesure d'une augmentation de la consommation résidentielle d'électricité par habitant. Cette corrélation peut d'ailleurs être déduite de manière abstraite de l'article 25 de la Constitution cubaine qui établit un lien entre la protection des ressources naturelles et un développement social durable contribuant à un usage plus rationnel de l'énergie et l'amélioration de la vie humaine<sup>16</sup>. Or, les EnR permettent de lutter contre la précarité énergétique se définissant comme :

16 Cabello Eras, Garcia Lorenzo et Sagastume Gutiérrez, *Caso Cuba*.

l'impossibilité de réaliser des possibilités essentielles découlant, directement, ou indirectement, d'un accès insuffisant à des services énergétiques accessibles, fiables et sûrs, compte tenu des autres moyens raisonnables et disponibles pour réaliser ces possibilités<sup>17</sup>.

Elles contribuent ainsi à l'éradication de la pauvreté, au renforcement de la croissance économique, et plus généralement au développement humain et notamment local durable, en facilitant l'accès à l'électricité grâce à l'approvisionnement de diverses formes de transformation de l'énergie issue de ressources naturelles en électricité. C'est ainsi que ces nouvelles énergies plus durables correspondent à l'objectif n°7 des objectifs de développement durable mondiaux (ODD) promus par le PNUD, qui implique la garantie de l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. De plus, l'ODD 7 permet de réaliser l'ensemble des ODD<sup>18</sup>.

### *Un enjeu crucial pour l'ALC*

D'abord, les territoires d'ALC présentent des dispositions importantes pour l'exploitation des sources d'EnR. Ceci est particulièrement vrai concernant le solaire, l'éolien et la biomasse, avec des ressources naturelles plus abondantes que dans les autres régions du monde<sup>19</sup>, du fait de conditions météorologiques et géographiques

---

17 Jorge Dehays Rocha et Andrés Schuschny, « La précarité énergétique en Amérique latine et aux Caraïbes », *encyclopedie-energie.org [Encyclopédie de l'énergie]*, <<https://www.encyclopedie-energie.org/precarite-energetique-amerique-latine-caraibes/>>. (Consulté le 28-I-2023).

18 Laura Belén Gauna González, « Cooperación Internacional para el cambio climático. Estudio de casos : América Latina y la Unión Europea », *M+A Revista Electrónica de Medioambiente* 18, no. 1 (2017), p. 27-48.

19 Tania Isabel Jiménez Castilla, « Energías renovables y turismo comunitario: Una apuesta conjunta para el desarrollo humano sostenible de las comunidades rurales », *Energética* 44 (2014), p. 93-105.

extrêmement favorables, notamment dans l'espace Caraïbes. Cuba dispose d'ailleurs d'un grand potentiel en EnR dont les principales sources sont l'énergie solaire photovoltaïque, l'éolien, l'énergie hydraulique, la biomasse forestière ainsi que la biomasse de canne à sucre qui est prédominante dans le pays<sup>20</sup>. Selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), ce potentiel est particulièrement important concernant les ressources solaires avec une irradiation solaire estimée à 223,8 W/m<sup>2</sup> (soit 5,4 kWh/m<sup>2</sup>/jour), mais aussi pour les ressources éoliennes avec une vitesse des vents estimée à 5,7m/s environ et atteignant un pic de 7m/s dans le sud-est du pays<sup>21</sup>.

La promotion du développement des EnR constitue un enjeu crucial pour l'ALC pour la diversification de sa matrice énergétique qui repose principalement sur les hydrocarbures et l'hydroélectricité, et qui demeure très vulnérable face aux événements climatiques extrêmes (ouragans, sécheresses, inondations...) <sup>22</sup>, du fait d'une exposition de la région au changement climatique particulièrement importante dans les Caraïbes ; mais aussi face aux changements soudains de l'offre et de la demande en raison d'une dépendance aux hydrocarbures qui se raréfient<sup>23</sup> (Fig. 2).

---

20 International Atomic Energy Agency, *Cuba : A Country Profile on Sustainable Energy Development*, Vienne : IAEA, 2008.

21 Anaely Saunder Vázquez, Jyriki Luukanen, Jasmin Laitinen et Burkhard Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba. La transición hacia un sistema renovable de energía — Factores políticos, económicos, sociales y medioambientales*, Turku : Finland Futures Research Centre, 2022.

22 Olivia Marín Álvarez, « ¿Es posible una transición energética en Cuba? », *periodismodebarrio.org [Periodismo de Barrio]*, 5 avril 2021, <<https://periodismodebarrio.org/2021/04/es-posible-una-transicion-energetica-en-cuba/>>. (Consulté le 17-X-2022).

23 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.



Fig. 2. La matrice énergétique cubaine.  
Source : Saunder Vázquez, et al. (2022).

Plus de 95% de l'énergie électrique de Cuba est par exemple produite à partir de combustibles fossiles, avec environ la moitié du pétrole importé du Venezuela pour compléter les faibles ressources nationales<sup>24</sup>. Or, ceci entraîne un coût élevé de la production de l'électricité de 0,22 à 0,26 USD/kWh, ainsi qu'une faible efficacité énergétique dans la production, la transmission et l'usage. D'ailleurs, grâce au développement des technologies renouvelables, les coûts réels de production d'électricité éolienne et solaire photovoltaïque ont diminué d'environ 0,10 USD/Kwh à Cuba<sup>25</sup>.

24 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

25 Jorge Morales Pedreza, « Renewable energy sources in Cuba: Current situation and development prospects », dans Giuseppe Scandurra, *Focus on Renewable Energy Source*, University of Naples, 2018.

C'est ainsi que le gouvernement cubain s'est orienté vers une plus grande pénétration des sources d'EnR dans la matrice énergétique de l'île dans le but d'accroître son indépendance et sa sécurité énergétique. La sécurité énergétique désigne « une disponibilité ininterrompue de sources d'énergie à un prix abordable »<sup>26</sup>. Cuba a en effet connu plusieurs crises énergétiques graves dont une crise énergétique prolongée dans les années 2000, due en grande partie à la vétusté des infrastructures électriques et la défaillance des centrales thermoélectriques, qui a atteint son paroxysme en 2004 après le passage de deux ouragans qui ont considérablement endommagé les lignes de transmission privant ainsi d'électricité près d'un million de personnes pendant dix jours. Cette crise a débouché sur un tournant politique en matière énergétique, appelé la « Révolution énergétique » initiée par Fidel Castro en 2006.

Le secteur énergétique est devenu dès lors une priorité pour le gouvernement cubain. Les objectifs principaux de cette initiative sont l'économie d'énergie et une utilisation plus efficace des sources d'EnR à travers l'efficacité et la conservation de l'énergie, l'augmentation de la fiabilité du réseau électrique national, la généralisation de la génération distribuée, l'augmentation de la part des EnR dans la matrice énergétique, le développement de l'exploration et de la production de pétrole et de gaz, et le recours à la coopération internationale. Ceci a contribué à l'approbation, en juin 2014, d'un nouveau plan national pour le développement de sources d'EnR et d'efficacité énergétique avec pour objectif d'atteindre 24% de la production totale à partir de sources renouvelables d'ici 2030. Même si cela reste encore insuffisant, le pays a d'ailleurs progressé en termes de capacité installée avec par exemple, une capacité actuelle installée de 227 MW dans les parcs solaires photovoltaïques ou encore de 11,7 MW dans les quatre parcs éoliens de Cuba<sup>27</sup>.

D'autre part, il est à relever que les EnR ont fait évoluer la géopolitique de l'énergie en deux champs disciplinaires différents, la

---

26 Marín Álvarez, « ¿Es posible una transición... ».

27 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

géopolitique des énergies fossiles d'un côté, et la géopolitique des EnR de l'autre. Par leurs caractéristiques propres, elles supposent en effet, d'appliquer d'autres concepts et ont ainsi permis de découpler la concentration du pouvoir et de l'énergie, synergie établie par l'énergie fossile. Les EnR permettent en effet, une décentralisation de la production et de la consommation d'énergie en dérivant directement des éléments naturels car elles sont ainsi disponibles et accessibles n'importe où pour répondre aux besoins en énergie ; à l'inverse des énergies fossiles dont l'accès limité donne davantage de pouvoir politique et économique aux pays possédant ces ressources pouvant entraîner ainsi des inégalités territoriales et de richesses<sup>28</sup>.

Les EnR permettent effectivement une production d'énergie électrique décentralisée (ou distribuée) à travers des petites installations de faible capacité, les micro-réseaux d'une part, raccordés au réseau national électrique et qui fonctionnent en autonomie en produisant et stockant de l'électricité sur place, et les mini-réseaux d'autre part, totalement isolés du réseau national et qui assurent une production indépendante du réseau national électrique<sup>29</sup>. Grâce à ce type d'installations, Cuba a pu commencer à électrifier les zones rurales éloignées et difficiles d'accès, principalement situées dans les zones montagneuses, et faire de l'électrification rurale, une priorité, dès les années 1980 avec l'installation de systèmes de panneaux solaires photovoltaïques<sup>30</sup>. Même si le taux d'électrification de Cuba est le plus élevé dans la région Caraïbes, l'accès à l'électricité demeure encore inégal entre les zones rurales et urbaines. Plus récemment, l'électrification rurale s'est poursuivie, avec l'installation de systèmes éoliens et hybrides permettant d'augmenter le taux d'électrification en direction de ces zones de manière continue, et aurait d'ailleurs

---

28 Tatiana Silva, « Geopolitics of renewables : a new dawn is coming. Will Brazil be a pioneer ? », dans *Natural resources and policy choices in Latin America*, São Paulo : Konrad Adenauer Foundation (KAS), 2020, p. 119-139.

29 Matthew J. Burke et Jennie C. Stephens, « Political power and renewable energy futures : A critical review », *Energy Research & Social Science* 35 (2018), p. 78-93, <<https://doi.org/10.1016/j.erss.2017.10.018>>. (Consulté le 17-X-2022).

30 International Atomic Energy Agency, *Cuba: A Country Profile*.

atteint les 100% en 2020 selon les données de la Banque mondiale<sup>31</sup> contre 56% en 1958<sup>32</sup> (Fig. 3).

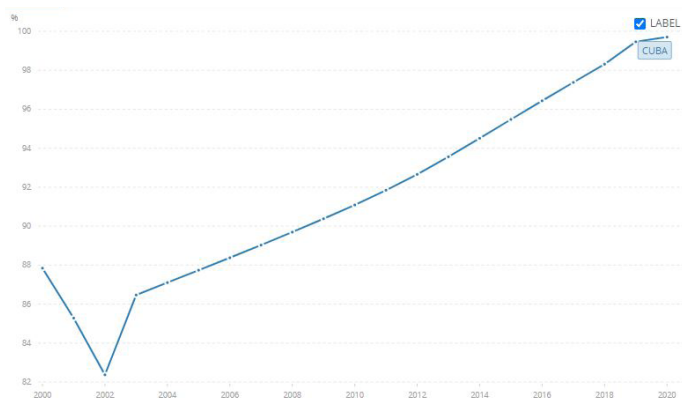


Fig. 3. Accès à l'électricité en milieu rural, Cuba : 2000-2020.

Source : Banque mondiale (2023).

De plus, selon les experts cubains, « l'une des meilleures manières d'assurer la sécurité énergétique est de passer d'un système énergétique centralisé à un système énergétique distribué ». La décentralisation de la production d'électricité a donc permis d'accroître la disponibilité de l'énergie fournie et la sécurité énergétique, en réduisant notamment les pertes de transmission et les émissions polluantes, et permettant ainsi de limiter les coupures de courant

31 Banque mondiale, « Accès à l'électricité, rural (% de la population rurale) — Cuba », *data.worldbank.org* [*The World Bank Data*], 2023, <<https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCTS.RU.ZS?end=2020&locations=CU&start=2000&view=chart>>. (Consulté le 17-X-2022).

32 International Atomic Energy Agency, *Cuba : A Country Profile*.

qui avaient lieu principalement aux heures de pic de consommation électrique<sup>33</sup>. En 2006, Cuba a d'ailleurs installé 1854 microcentrales électriques (soit plus de 3 000 MW d'énergie décentralisée) dans 110 municipalités. En plus de celles-ci, le gouvernement a également installé plus de 4 000 systèmes de secours dans des zones critiques comme les hôpitaux, les centres de production alimentaire, des écoles et d'autres sites essentiels à l'économie cubaine, avec au total une capacité de 500 MW installée<sup>34</sup>. Une microcentrale hydroélectrique et un système photovoltaïque ont par exemple été installés dans les montagnes d'Escambray dans le village de Manantiales situé dans la province de Camagüey, apportant un approvisionnement électrique fiable aux habitants<sup>35</sup>. L'exploitation des EnR permettrait donc de créer une distribution plus égalitaire des ressources.

### *Justice sociale et transition énergétique*

Le concept de transition juste prend son origine dans les revendications syndicales du secteur de l'énergie et à partir de l'idée de Tony Mazzochi, haut responsable du mouvement *Oil, Chemical and Atomic Workers Union (OCAW)* aux États-Unis dans les années 1970 et 1980. La transition juste dans le secteur de l'énergie se comprend comme « un processus et principe qui vise à ne laisser personne de côté dans la transition vers un modèle énergétique renouvelable et durable ». Le mouvement syndical latino-américain a largement contribué à l'enrichissement de ce concept depuis plusieurs décennies en réclamant la justice sociale et climatique au-delà des emplois verts. Cependant, il existe encore un manque d'analyse

---

33 Luis Domingo Laino, « Un análisis de la política energética en Cuba », *Población y Desarrollo* 19, no. 35 (2008), p. 45-62.

34 Morales Pedreza, « Renewable energy sources in Cuba ».

35 Judith A. Cherni et Yohan Hill, « Energy and policy providing for sustainable rural livelihoods in remote locations. The case of Cuba », *Geoforum* 40, no. 4 (2009), p. 645-654, <<https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2009.04.001>>. (Consulté le 17-X-2022).

en ALC au sujet du concept de transition juste. Jacob et Steckel donnent une définition de la transition juste correspondant à une « voie de transition qui concilie les besoins matériels des personnes les plus pauvres du monde avec la nécessité de sauvegarder la stabilité du climat de la Terre ». La définition de la transition juste est donc liée aux concepts de justice énergétique et de justice climatique ou environnementale<sup>36</sup>.

L'originalité des politiques énergétiques cubaines est la volonté d'allier les mesures sociales aux mesures techniques avec la prise en compte de la dimension humaine au moins d'un point de vue théorique. En effet, pour accompagner le tournant politique et technique en matière énergétique, Cuba a mis en place des mesures sociales participant au renforcement de l'accessibilité à l'électricité issue des sources renouvelables. La Révolution énergétique est d'ailleurs généralement présentée dans la littérature scientifique comme un bon exemple de justice sociale et environnementale, notamment à travers l'instauration de nouveaux tarifs progressifs en fonction des revenus et de la consommation de chaque foyer<sup>37</sup>, ou encore le système de crédit social, de soutien à l'acquisition de nouveaux appareils électriques plus efficaces pour remplacer ceux devenus obsolètes et énergivores, adapté selon le niveau de revenus des foyers<sup>38</sup>. De surcroît, les coûts d'exploitation de la production d'énergie sont aussi subventionnés pour rendre le coût de l'énergie pour le consommateur plus accessible. Par exemple, à Manantiales, les ménages qui n'avaient pas d'appareils électriques supplémentaires devaient payer un tarif mensuel fixe d'environ trois pesos cubains pour un accès illimité au réseau micro-hydroélectrique. Même si ce paiement représentait une augmentation par rapport à l'installation au diesel

---

36 Lennys Rivera Albarracín, « Potencialidades del concepto de “transición justa” en el escenario de crisis económica y social de América Latina », *Caravelle* 115 (2020), p. 105-120, <<https://doi.org/10.4000/caravelle.8951>>. (Consulté le 17-X-2022).

37 Cherni et Hill, « Energy and policy providing ».

38 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

précédemment gratuite, le montant restait faible, soit environ le prix d'un pain<sup>39</sup>.

Les services énergétiques renouvelables deviennent ainsi facilement accessibles grâce aux mesures sociales d'accompagnement. En ce sens, l'Instruction 6/2019 de la Banque Centrale de Cuba a autorisé l'accord de crédits aux personnes physiques pour l'acquisition d'équipements pour s'approvisionner en EnR, tels que les systèmes solaires photovoltaïques<sup>40</sup>. En 2021, le Ministère de l'Énergie et des Mines (MINEM) a aussi approuvé une résolution permettant à toute personne physique ou morale d'acquérir, selon ses besoins et conditions de paiement, de l'énergie photovoltaïque par la possibilité de conclure un contrat avec l'Union électrique (UNE) sans contrainte d'installer un système photovoltaïque dans ses locaux<sup>41</sup>.

## UN LEVIER POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE

Le développement local durable valorise les potentiels locaux et correspond :

à la mise en relation des acteurs et le croisement des problématiques économiques, sociales et environnementales qui mobilise et permet d'aboutir à un projet territorial équilibré entre ces trois axes fondamentaux<sup>42</sup>.

---

39 Cherni et Hill, « Energy and policy providing ».

40 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

41 Edilberto Carmona Tamayo, Andy Jorge Blanco et Camilo Álvarez González, « ¿Cómo se puede adquirir energía solar fotovoltaica para el autoabastecimiento en Cuba? », *cuba.cu [Portal Cuba.cu]*, <<http://cuba.cu/economia/2022-02-15/como-se-puede-adquirir-energia-solar-fotovoltaica-para-el-autoabastecimiento-en-cuba/58954>>. (Consulté le 28-I-2023).

42 Commission locale de l'eau du SAGE Huisne, « Le développement local - (SAGE) du bassin de l'Huisne », *yumpu.com fr [Yumpu]*, 25 juin 2015, <<https://www.yumpu.com/fr/document/view/39763188/le-developpement-local-sage-du-bassin-de-lhuisne>>. (Consulté le 28-I-2023).

Il s'agit d'un processus s'appuyant sur la participation des habitants et des acteurs locaux, une approche transversale des problématiques, une articulation souple entre les politiques menées dans les différents domaines et avec les autres territoires, un processus d'évaluation et une stratégie d'amélioration continue des méthodes de travail et actions mises en place<sup>43</sup>.

Les communautés rurales jouent un rôle fondamental dans le développement des sources d'EnR car la vision du monde rurale donne de l'importance à l'électricité pour ses effets positifs sur la santé, l'éducation, la sécurité des personnes, la plus grande participation des femmes dans le marché du travail, ou enfin la réduction de l'exclusion sociale<sup>44</sup>. Ainsi, les EnR peuvent participer à l'inclusion sociale et au développement local durable en améliorant différentes composantes du développement humain :

### *La santé*

D'abord, les EnR participeraient de manière directe à l'amélioration de la santé humaine du fait d'abord de leur caractère moins polluant que les énergies fossiles. Le secteur de l'énergie représente d'ailleurs un émetteur important de gaz polluants (CO<sub>2</sub>, NO<sub>2</sub>, Nox, etc.) lors des processus de combustion liés à l'énergie fossile, soit 95% des émissions totales de CO<sub>2</sub> par exemple. Or, ceci affecte négativement la qualité de l'air, la santé et l'environnement<sup>45</sup>. De plus, en ALC, les communautés rurales ont pour habitude d'utiliser des combustibles traditionnels comme le bois de chauffage ou les déchets agricoles pour cuisiner, s'exposant ainsi à des fumées toxiques pour la santé humaine. Or, il est constaté une diminution des maladies respiratoires après l'installation de systèmes d'EnR dans ces

---

43 Commission locale de l'eau du SAGE Huisne, « Le développement local... ».

44 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

45 International Atomic Energy Agency, *Cuba : A Country Profile*.

communautés, comme pour les communautés rurales vivant dans le massif montagneux Guamuhaya à Cuba, grâce à l'installation de panneaux photovoltaïques et de mini-centrales hydroélectriques<sup>46</sup>.

Le développement des EnR permet aussi d'offrir un meilleur accès aux soins<sup>47</sup> grâce à l'électrification d'établissements de soins et de consultations médicales dans les zones reculées. Par ailleurs, l'électrification rurale a permis la mise en place de routes et moyens de transports, comme dans la province de Camagüey, facilitant ainsi les grands déplacements vers des hôpitaux plus éloignés, mais aussi vers de plus grandes écoles situées plus loin<sup>48</sup>. Les EnR garantissent aussi l'accès à l'eau potable, comme c'est le cas dans la communauté locale située dans la municipalité de Fomento dans la province de Sancti Spiritus où une station de pompage de l'eau alimentée par un système solaire photovoltaïque a été installée<sup>49</sup>.

### *Éducation et genre*

L'électrification des écoles rurales grâce aux systèmes d'EnR, notamment grâce aux panneaux solaires photovoltaïques, permet d'améliorer l'accès à l'éducation et d'améliorer le système éducatif cubain. Par exemple, des ordinateurs individuels ont été installés dans toutes les écoles et ont permis d'enrichir le développement personnel des élèves. De surcroît, cela permet de faciliter l'accès aux

---

46 Omar Gutiérrez Benítez, « Mitigation of climate change. Contribution of experiences of rural energization with renewable energies », *Eco Solar* 62 (2017), p. 12-18.

47 Laino, « Un análisis de la política energética en Cuba ».

48 Miozotis Fabelo Pinares, « La luz de la Revolución llega a comunidades rurales en Camagüey (+Audio y Fotos) », *radiorebelde.cu [Radio Rebelde]*, 3 janvier 2017, <<https://www.radiorebelde.cu/noticia/la-luz-revolucion-llega-comunidades-rurales-camaguey-20170103/>>. (Consulté le 17-X-2022).

49 Agencia prensa latina, « Energía solar fotovoltaica beneficia a comunidades espirituanas », *escambray.cu [Escambray]*, <<http://www.escambray.cu/2022/energia-solar-fotovoltaica-beneficia-a-comunidades-espirituanas/>>. (Consulté le 17-X-2022).

universités. Une nouvelle chaîne de télévision éducative avec des programmes de niveau universitaire ainsi que des programmes destinés aux jeunes les plus défavorisés, au chômage ou bien déscolarisés a été créée<sup>50</sup>. Les EnR peuvent en ce sens apporter aussi plus d'opportunités aux jeunes d'étudier ou de renforcer leurs connaissances et capacités professionnelles au sein de communautés rurales caractérisées par un faible niveau de scolarité, un manque d'opportunités et des limitations de mobilité<sup>51</sup>.

Ceci est aussi lié au progrès de l'égalité des genres. En effet, l'accessibilité à l'électricité entraîne un allègement des corvées pour les enfants, mais également pour les femmes, qui ont plus de temps à consacrer à leur développement personnel<sup>52</sup>. Dans le sens où le rôle principal dans la préparation de la cuisine revient aux femmes dans les communautés rurales, les EnR améliorent également leur condition de vie en réduisant leur exposition aux effets nocifs de l'usage du kérosène, du charbon et du bois de chauffage comme sources de combustible pour cuisiner qui ont des conséquences importantes sur la santé. Aussi, les EnR offrent des opportunités professionnelles aux femmes. Le développement des EnR dans les communautés rurales leur a d'ailleurs permis de bénéficier de nouvelles opportunités de travail dans les coopératives ne concernant pas uniquement l'agriculture et l'élevage<sup>53</sup>. Le gouvernement cubain a d'ailleurs opté pour une stratégie politique de renforcement du leadership des femmes dans le secteur des EnR<sup>54</sup>.

---

50 International Atomic Energy Agency, *Cuba : A Country Profile*.

51 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

52 International Atomic Energy Agency, *Cuba : A Country Profile*.

53 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

54 Ledys Camacho Casado, « FORMER, una apuesta por la igualdad de género en el sector de las energías renovables », *opciones.cu [Opciones. Semanario comercial, financiero y turístico de Cuba]*, <<http://www.opciones.cu/ferias-y-eventos/2022-05-26/former-una-apuesta-por-la-igualdad-de-genero-en-el-sector-de-las-energias-renovables>>. (Consulté le 17-X-2022).

### *Économie locale et emplois*

L'énergie semble être un levier clé pour l'intégration économique des pays d'ALC et est nécessaire pour développer une économie verte. Il est aussi admis par de nombreux spécialistes qu'il existe une forte corrélation entre la croissance économique et le développement énergétique<sup>55</sup>. Par exemple, le premier groupe électrogène en exécution à partir de la biomasse forestière installé sur l'Île de la Jeunesse à Cuba, peut alimenter les industries sucrières et métallurgiques pour la production de nickel, mais aussi les hôtels pour le tourisme qui se révèlent des secteurs d'une importance majeure pour l'économie cubaine<sup>56</sup>. Enfin, une autre corrélation est établie entre le développement social et la croissance économique. L'électrification des zones rurales à travers les technologies renouvelables contribue à l'intégration du secteur agricole au développement économique national et augmente aussi la génération de revenus. Les coopératives agricoles sont les principales sources d'emploi et de revenus dans les communautés rurales, car d'un point de vue historique, le développement socio-économique de ces communautés s'est basé sur l'activité agricole<sup>57</sup>. Or, l'exploitation des EnR permet de dynamiser les économies locales en dehors du tourisme rural<sup>58</sup> et de créer des emplois, notamment via le développement des systèmes agro-énergétiques intégrant différentes sources d'EnR pour produire du biocarburant.

---

55 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

56 Laino, « Un Análisis de la Política Energética en Cuba ».

57 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

58 E. K. Worsham et G. D. Vargas Esposito, « Powering the Pearl: A Study of Cuba's Energy Autonomy », présentation lors de la conférence ASME 2018 sur l'énergie colocalisée avec la 12<sup>e</sup> conférence internationale sur la durabilité énergétique et le forum nucléaire ASME 2018, Volume 2: « Heat Exchanger Technologies; Plant Performance; Thermal Hydraulics and Computational Fluid Dynamics; Water Management for Power Systems; Student Competition », Lake Buena Vista, Florida, USA, 24-28 juin, 2018.

Les systèmes agro-énergétiques sont diversifiés à Cuba et peuvent produire des biocarburants solides, liquides ou gazeux et des aliments. C'est par exemple le cas des biodigesteurs installés dans les fermes rurales. L'utilisation de systèmes agro-énergétiques à Cuba, a été promue par le projet international *Biomass-Cuba* mené de 2008 à 2022, financé par l'Agence suisse de la coopération et du développement, dans le but de favoriser la transition des fermes agricoles vers des fermes agro-énergétiques. Les enjeux sont d'intégrer différentes sources d'EnR, même non basées sur la biomasse, comme les panneaux solaires pour chauffer l'eau, dans le système de production, et d'utiliser des éléments issus de la production sous d'autres formes avec une approche d'inclusion sociale<sup>59</sup>. En effet, la conversion des déchets en bioproduits permet d'effectuer de nouvelles tâches ou services dans les exploitations agricoles comme la cuisson des aliments, la production d'électricité ou la réfrigération par exemple, mais aussi d'être utilisés comme biofertilisants pour les cultures et restaurer les sols dégradés<sup>60</sup>.

Ceci a un impact économique important et favorise les revenus ainsi que la création d'emplois en impulsant la formation de mini-industries. Par exemple, l'exploitation de la *Jatropha Curcas*, espèce végétale résistante à la sécheresse, pouvant se développer sur tout type de sol, et respectueuse de l'environnement en prévenant de l'érosion des sols, est également utilisée à Cuba dans la production de savons artisanaux entre autres<sup>61</sup>. De plus, les systèmes agro-énergétiques permettent d'accroître la sécurité alimentaire.

---

59 Jesús Suárez, « Producción integrada de alimentos y energía a escala local en Cuba : bases para un desarrollo sostenible », *Pastos y Forrajes* 38, no. 1 (2015), p. 3-10.

60 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

61 Odalys C. Toral, J. M. Iglesias, Sofia Montes de Oca, J. A. Sotolongo, Soraya García et M. Torsti, « *Jatropha curcas* L., una especie arbórea con potencial energético en Cuba », *Pastos y Forrajes* 31, no. 3 (2008), p. 191-207.

### *Sécurité alimentaire*

Les zones rurales se trouvent dans une situation de vulnérabilité alimentaire. Or, le concept de vulnérabilité alimentaire découle du concept de vulnérabilité sociale qui correspondrait à « l'incapacité de répondre à la matérialisation de ces risques, et l'incapacité de s'adapter aux conséquences de ladite matérialisation ». Du fait de leur isolement, les populations locales ont en effet des difficultés à s'approvisionner et ont développé leurs propres méthodes pour y faire face. De plus, l'insuffisance des voies d'accès aux communautés rurales renforce leur isolement. Ainsi, l'usage des EnR a un impact sur la dimension alimentaire en favorisant le transport des marchandises et en renforçant les formes de production rurale comme l'agriculture et l'élevage<sup>62</sup>.

Les EnR peuvent également être associées à la garantie de la sécurité alimentaire du fait qu'elles ne rentrent pas forcément en concurrence avec la production alimentaire. Par exemple, la production de biocarburants issus de la culture de *Jatropha Curcas* ne compromet pas la production alimentaire car les graines de celle-ci produisent une huile non comestible avec un bon rendement<sup>63</sup>. En plus de prévenir l'érosion des sols, cette plante peut pousser sur des terres marginales de pauvre qualité ou des sols dégradés.

### *Participation sociale*

Les projets d'EnR favorisent la participation sociale à travers une meilleure appropriation sociale des technologies d'EnR reposant sur la formation. Le concept d'appropriation sociale se rapporte à

---

62 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

63 Laurie Guevara-Stone, « La Révolution Énergétique à Cuba (Renewable Energy World Magazine) », *aterinter.org* [*Alternatives International*], 19 août 2009, <<https://www.alterinter.org/?La-Revolution-Energetique-a-Cuba-Renewable-Energy-World-Magazine>>. (Consulté le 17-X-2022).

un processus par lequel les populations participent à des activités de production, d'adaptation, de consommation et d'application des connaissances, et accèdent aux avantages de la connaissance. La question de l'appropriation sociale est très importante pour la gestion participative et suscite un intérêt de plus en plus fort en ALC. La nécessité d'articuler la connaissance scientifique, la citoyenneté et l'exercice de la démocratie a d'ailleurs été reconnue lors du Congrès ibéro-américain de la citoyenneté et des politiques publiques en science et technologie en 2008<sup>64</sup>.

Afin que les solutions technologiques s'adaptent aux stratégies de développement local, une compréhension mutuelle des parties concernées est nécessaire, ainsi que la participation de chacun aux processus de décision dans les projets d'EnR par des mécanismes de consultation, de délibération et d'évaluation. Les projets d'EnR dans les communautés rurales s'accompagnent de processus de formation à la conception et construction de petites installations ainsi d'une vulgarisation des innovations et technologies d'ER comme celles des biodigesteurs familiaux installés dans le cadre du projet *Biomass-Cuba* dans la municipalité de Cabaiguán<sup>65</sup>.

Un autre aspect est la cohésion sociale qui désigne :

le fait que, dans une société, l'ensemble des personnes qui la constituent se sentent unies par des liens suffisamment forts pour accepter non seulement de vivre ensemble en paix, mais aussi de mettre en place des mécanismes limitant les inégalités de revenus ou de modes de vie<sup>66</sup>.

---

64 José Reynaldo Reyes Tamayo et C. Roberto Rodríguez Córdova, « Necesidad de la apropiación social de la tecnología eólica en Cuba », *Universidad y Sociedad* 10, no. 5 (2018), p. 113-120.

65 Leidy Casimiro Rodríguez, « Manejo eficiente de la biomasa mejora la vida de familia rural », *ipscuba.net [IPS Inter Press Service en Cuba]*, 23 août 2022, <<https://www.ipscuba.net/economia/manejo-eficiente-de-la-biomasa-mejora-la-vida-de-familia-rural/>>. (Consulté le 17-X-2022).

66 Alternatives économiques, « Cohésion sociale » [Dictionnaire], *alternatives-economiques.fr [Alternatives Economiques]*, <<https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/96850>>. (Consulté le 17-X-2022).

Les EnR amélioreraient en effet la communication et la solidarité dans les communautés locales comme l'illustre la situation de la communauté de Los Tumbos, située dans les collines rurales au sud-ouest de la Havane. Chaque ménage dispose désormais d'un petit panneau solaire photovoltaïque pour alimenter une radio et une lampe pour s'éclairer. Des systèmes plus importants alimentent aussi une salle communautaire où les habitants se rassemblent chaque jour autour de la diffusion d'un programme d'information télévisé, « Table ronde »<sup>67</sup>. Or, l'amélioration de la qualité de vie à travers les EnR et le renforcement des liens de solidarité dans la communauté autour d'une meilleure communication, peut à long terme dissuader ces populations d'émigrer vers les zones urbaines, et ainsi enrichir le potentiel humain de la communauté en faveur de son développement social et local<sup>68</sup>.

#### LES LIMITES DE L'INCLUSION SOCIALE PAR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le développement humain à travers l'accès à l'électricité est à relativiser en raison de nombreux obstacles visibles en pratique à Cuba.

#### *Le concept de transition énergétique en contradiction avec celui de justice sociale ?*

Le concept même de la transition énergétique émergente suggère d'entretenir des flux asymétriques et un défaut de justice sociale par sa dimension spatiale qui entraîne une nouvelle géographie. En effet, la transition énergétique nécessite un besoin accru en terres et

---

67 Megan Quinn, « The power of community : How Cuba survived peak oil », *resilience.org [Resilience (Post Carbon Institute)]*, 25 février 2006, <<https://www.resilience.org/stories/2006-02-25/power-community-how-cuba-survived-peak-oil/>>. (Consulté le 17-X-2022).

68 Cherni et Hill, « Energy and policy providing ».

travailleurs qui impliquent notamment des fardeaux environnementaux et sociaux de chaque côté du globe. Par exemple, Cuba utilise des systèmes photovoltaïques fabriqués en Chine à partir de composants et processus de fabrication particuliers comme la production de pâte d'argent liée à des effets toxiques sur la santé humaine et les environnements marins, ou encore la fabrication de polysilicone ayant des effets socio-environnementaux néfastes sur les communautés paysannes pauvres en Chine<sup>69</sup>.

Par ailleurs, une plus grande disponibilité de l'énergie permettant ainsi une augmentation des niveaux d'utilisation et de consommation d'énergie, accentuée par l'augmentation de la vitesse des transports, pourrait, selon Ivan Illich, nuire à l'inclusion sociale par la création d'inégalités sociales et de déséquilibres de pouvoir à travers le développement du contrôle social, de la frustration et un recul de la démocratie. Alors qu'une faible consommation d'énergie favoriserait la coexistence d'une diversité de formes de vie sociale<sup>70</sup>.

Par ailleurs, les mesures sociales mises en œuvre pour accompagner la transition vers des énergies durables ne sont pas toujours efficaces. Par exemple, les appareils électriques distribués dans le cadre de la Révolution énergétique pour remplacer les appareils obsolètes, étaient défectueux. En effet, la plupart de ces appareils électriques ont été fournis par la République populaire de Chine et des problèmes ont été rencontrés au niveau de la qualité des appareils, mais aussi de la réparation et de l'achat des pièces de rechange. Cela a donc entraîné une surconsommation moyenne en électricité qui, avec l'application de tarifs progressifs, peut devenir onéreuse pour les foyers modestes<sup>71</sup>.

---

69 Alf Hornborg, Gustav Cederlöf et Andreas Roos, « Has Cuba exposed the myth of “free” solar power? Energy, space, and justice », *Environment and Planning E: Nature and Space* 2, no. 4 (2019), p. 989-1008.

70 Burke et Stephens, « Political power and renewable energy ».

71 Cherni et Hill, « Energy and policy providing ».

### *Des obstacles au développement durable local*

Le développement des EnR ne favoriserait pas forcément le développement humain durable. Dans un premier temps, leur déploiement, surtout à grande échelle, engendre de la pollution immédiate en raison de leurs déchets et des difficultés à gérer la fin de vie de ces technologies. Par exemple, les pales d'éoliennes ne sont pas recyclables<sup>72</sup>. Un autre exemple est la production intensive de canne à sucre qui génère des déchets polluants pour les rivières et les côtes cubaines<sup>73</sup>.

De plus, le développement massif des biocarburants pose un problème éthique et compromet la sécurité alimentaire car il met souvent en jeu la disponibilité des terres agricoles et crée une concurrence entre les terres agricoles dédiées aux cultures alimentaires et les terres agricoles dédiées aux cultures énergétiques. Par exemple, l'augmentation de la production d'électricité à partir de biomasse de canne à sucre à Cuba implique la mise à disposition davantage de champs agricoles pour cultiver la canne à sucre, alors que le pays recherche l'indépendance alimentaire avec 60% des aliments consommés qui demeurent issus de l'importation<sup>74</sup>.

Ensuite, le rôle des EnR dans la dynamisation et diversification de l'économie locale est à relativiser, notamment du fait d'un manque de régulations. L'énergie moderne *off-grid* n'a pas forcément d'impact sur la création d'emploi. En effet, une étude menée dans

---

72 Nathalie Mayer, « Les énergies renouvelables ne sont pas naturellement durables », *futura-sciences.com [Futura]*, 27 décembre 2020, <<https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/energie-renouvelable-energies-renouvelables-ne-sont-pas-naturellement-durables-84824/>>. (Consulté le 17-X-2022).

73 Sabrina Doyon, « Savoir environnemental local et scientifique : entre la révolution, la gouvernance nationale et le développement durable à Cuba », *Vertigo-La revue électronique en sciences de l'environnement* 6, no. 2 (2005), <<http://journals.openedition.org/vertigo/2742>>. (Consulté le 17-X-2022).

74 Alexis Sagastume Gutiérrez, Juan J. Cabello Eras, Luc Hens et Carlo Vandecasteele, « The Biomass Based Electricity Generation Potential of the Province of Cienfuegos, Cuba », *Waste and Biomass Valorization* 8, no. 6 (2017), p. 2075-2085.

le village de Manantiales a montré que l'usage de cette technologie a joué un rôle mineur dans la création d'emploi<sup>75</sup>. De surcroît, les systèmes agro-énergétiques sont limités en raison de l'absence de cadre politique et réglementaire pour les accompagner. En effet, il nécessiterait le développement de chaînes d'approvisionnement (pièces de rechange, maintenance, assistance technique, etc.) et donc de créer des marchés d'approvisionnement locaux, ou encore de développer des normes appliquées aux processus technologiques et de garantie de la qualité des produits agro-énergétiques ainsi que de leur utilisation, afin que de tels systèmes soient plus efficaces<sup>76</sup>.

L'accessibilité à l'électricité par les EnR n'est pas acquise, d'une part en raison des coûts encore trop élevés des technologies d'EnR et de l'électricité issue des sources renouvelables, et d'autre part, de leur intermittence et variabilité qui rendent difficile leur intégration au système électrique<sup>77</sup>. Ceci peut ainsi limiter les activités quotidiennes mais aussi les activités productives, éducatives ou sanitaires dans les zones rurales ou quartiers défavorisés<sup>78</sup>, mais également accentuer les inégalités entre les genres. En ce sens, selon l'IRENA, il est observé une proportion plus élevée de femmes occupant des postes administratifs que des postes de direction (ingénierie, technologie etc...) dans le secteur des EnR<sup>79</sup>. Dans les communautés rurales, des inégalités entre les sexes sont aussi observées par rapport à l'accès, au contrôle et à l'utilisation des technologies, avec une plus grande proportion dans les sources d'EnR<sup>80</sup>. Par ailleurs, l'usage domestique

---

75 Cherni et Hill, « Energy and policy providing ».

76 Suárez, « Producción integrada de alimentos y energía ».

77 Bersalli, « Évaluation et évolution des politiques de promotion des énergies renouvelables ».

78 Sébastien Velut, « Une approche géographique des transitions énergétiques en Amérique latine », *L'Information géographique* 85, no. 3 (2021), p. 29-49.

79 International Atomic Energy Agency, *Cuba : A Country Profile*.

80 Rosabell Pérez Gutiérrez, María del Carmen Echevarría Gómez, Alena Medina Echevarría, Ernetso Luis Barrera Cardoso et Jorge Núñez Jover, « Les sources d'énergies renouvelables dans trois communautés rurales de Cuba. Limites et opportunités », *Revista Universidad y Sociedad* 13, no. 6 (2021), p. 109-122.

de la biomasse dans les foyers ruraux peut augmenter la charge de travail domestique pour la collecte et impacter de manière négative les conditions de vie des femmes et enfants dans le milieu rural.

De surcroît, l'accès à l'électricité demeure inégal selon les zones urbaines et rurales à Cuba. Des communautés rurales, situées plutôt dans les provinces de l'Est de Cuba, comme le hameau montagneux Arroyo Colorado de la municipalité de Grisa dans la province orientale de Granma, n'ont toujours pas accès à l'électricité. Ainsi, des plaintes se généralisent au sujet du faible niveau d'électrification qui touche encore ces populations qui se sentent marginalisées. Les données de l'Union nationale de l'électricité à Cuba, ainsi que certaines publications estiment entre 95% et 99% l'électrification de Cuba, ce qui ne garantit pas encore l'universalisation de l'accès à l'électricité<sup>81</sup>.

### *Un défaut d'appropriation sociale*

Il est constaté un défaut d'appropriation sociale des technologies d'EnR si bien que les communautés locales se sentent souvent exclues des processus d'innovation technologique par manque de participation. Les connaissances et la compréhension des EnR s'avèrent, en effet, encore limitées dans les communautés rurales, entraînant ainsi une participation restreinte dans la conception des solutions énergétiques renouvelables, mais aussi, un désintérêt pour leur utilisation<sup>82</sup>. Ceci est notamment le cas au sein de la communauté rurale de Los Alazanes rattachée à la municipalité de Sancti Spiritus, où une étude a été menée montrant que 86% des membres de la communauté affirment ne pas se sentir suffisamment informés et préparés pour travailler avec les sources d'EnR. Le niveau d'information ne garantit

---

81 Ivet González, « En intrincadas zonas de Cuba aún esperan por la electricidad », *ipsnoticias.net* [Inter Press Service], 16 août 2016, <<https://ipsnoticias.net/2016/08/en-intrincadas-zonas-de-cuba-aun-esperan-por-electricidad/>>. (Consulté le 17-X-2022).

82 Pérez Gutiérrez, del Carmen Echevarría Gómez, Medina Echevarría, Barrera Cardoso et Núñez Jover, « Les sources d'énergies renouvelables ».

pas la prise de connaissance des différentes applications des EnR et bénéfiques que ces ressources peuvent avoir pour la communauté<sup>83</sup>.

De plus, l'appropriation sociale signifie de renforcer la liaison entre connaissances en technologies renouvelables et besoins sociaux dans le sens d'une inclusion durable. Or, les politiques énergétiques sont souvent imposées par un ensemble d'experts et technocrates ne prenant pas suffisamment en compte la relation entre les populations et l'énergie<sup>84</sup>. Cela est particulièrement visible dans les communautés rurales où il existe encore un manque de participation de la population dans les prises de décision sur le plan énergétique et de collaboration entre les acteurs locaux et les acteurs responsables (entreprises, institutions, secteur privé) dans les projets d'EnR. Ceci a d'ailleurs été constaté dans la communauté de Los Alazanes avec un manque de connexion entre les acteurs responsables d'actions pour le développement durable. Par exemple, des acteurs de la municipalité comme le projet d'innovation agricole locale (PIAL) et la plateforme articulée pour le développement territorial intégral (PADIT), n'interagissent pas suffisamment avec la communauté locale, et sont pourtant des acteurs potentiels pour garantir de futures synergies dans le cadre du projet de développement de sources d'EnR locales. Il serait donc nécessaire de créer un cadre réglementaire socio-environnementale solide qui inclurait les impacts à long terme des décisions en matière énergétique, ainsi que les communautés locales. De plus, l'échelon local se caractérise par un manque de capacités institutionnelles et d'outils pour garantir la participation dans la gestion énergétique<sup>85</sup>.

Enfin, le caractère décentralisé des EnR peut être remis en cause par le fait que les sources d'EnR peuvent aussi se situer dans des secteurs de manière concentrée pouvant conduire à des modèles

---

83 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

84 Pérez Gutiérrez, del Carmen Echevarría Gómez, Medina Echevarría, Barrera Cardoso et Núñez Jover, « Les sources d'énergies renouvelables ».

85 Saunder Vázquez, Luukanen, Laitinen et Aufferman (eds.), *Futuro energético en Cuba*.

d'énergie centralisés par l'édifice de mégaprojets et des pratiques d'expropriation<sup>86</sup>. De même, les technologies d'EnR nécessitent l'extraction de matériaux rares, comme le lithium, utilisé dans la fabrication des batteries. Ces ressources se situent dans des sites de manière concentrée, surtout en ALC. Par exemple, le lithium se trouve principalement dans les lacs salés entre l'Argentine, la Bolivie et le Chili, formant une zone surnommée le « triangle du lithium »<sup>87</sup>. Ainsi, le besoin davantage de terres pour mener à bien des projets d'EnR peut alimenter les spéculations sur la terre et la concentration de propriétaires privés, ainsi que l'exclusion sociale, notamment des personnes ayant de faibles revenus<sup>88</sup>. Ceci peut également porter atteinte aux droits territoriaux et à l'autodétermination des communautés locales, à l'origine de vives oppositions sociales, souvent par manque de consultation ou de formation aux EnR<sup>89</sup>. Les partenariats sociotechniques établis à travers les relations entre les entreprises, les acteurs locaux, les institutions et les projets de collaboration internationale sont instables du fait de la méfiance de la population locale manifestée envers les entités ou institutions ayant un impact sur leur territoire, se transformant, dans certains cas, par des craintes ou résistances associées au travail d'intervention de certains projets ou sources de financement<sup>90</sup>. Si bien que ces nouvelles structures de production d'énergie sont perçues par certaines communautés, comme permettant simplement de rendre viable le destin exportateur de l'ALC et par suite, comme un néo-colonialisme par le

---

86 Burke et Stephens, « Political power and renewable energy ».

87 Velut, « Une approche géographique des transitions énergétiques ».

88 Burke et Stephens, « Political power and renewable energy ».

89 Vladimir Alfonso Ballesteros-Ballesteros, « La educación en energías renovables como alternativa de promoción del compromiso público ascendente entre los Indígenas Wayuu en la Alta Guajira », *Revista Científica* [Número especial] (2019), p. 388-397.

90 Pérez Gutiérrez, del Carmen Echevarría Gómez, Medina Echevarría, Barrera Cardoso et Núñez Jover, « Les sources d'énergies renouvelables ».

carbone<sup>91</sup>. À Cuba, les populations locales sont d'ailleurs réticentes aux mégaprojets hydroélectriques<sup>92</sup>.

## CONCLUSION

L'amélioration de l'accessibilité à l'énergie, et plus particulièrement électrique, est un enjeu majeur dans la région d'ALC qui se caractérise par le taux d'inégalité sociale le plus élevé dans le monde, y compris dans le domaine de l'accès à l'énergie, s'exprimant à travers la précarité énergétique. Celle-ci fait obstacle à la lutte contre la pauvreté, au développement économique et humain durable, et par conséquent à l'inclusion sociale. Or, les sources d'EnR peuvent rendre l'électricité plus accessible pour les populations marginalisées grâce aux opportunités de production décentralisée. Cependant, le déploiement de projets d'EnR, surtout à grande échelle, peut également entretenir des inégalités socio-économiques et environnementales et ainsi favoriser l'exclusion sociale, notamment en raison de faiblesses institutionnelles.

Face à des dispositifs d'inclusion sociale parfois insuffisants pour accompagner le développement des EnR<sup>93</sup>, les nouvelles formes de coopération internationale autour des politiques d'EnR peuvent soutenir l'inclusion sociale, comme les coopérations bilatérales Sud-Sud ou triangulaires Nord-Sud-Sud. Par exemple, la coopération triangulaire initiée par l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ) entre 2017 et 2019, entre l'Allemagne, le Mexique et Cuba, dans le but de renforcer le développement des EnR à Cuba et au Mexique par un échange d'expériences dans le domaine de l'énergie solaire photovoltaïque, a permis d'intégrer les femmes aux discussions du projet, mais aussi le partage d'expériences acquises par le Mexique et le Fonds national

---

91 Fábio Castro, Barbara Hogenboom et Michiel Baud (eds.), *Environmental Governance in Latin America*, UK : Palgrave Macmillan, 2016, p. 338.

92 International Atomic Energy Agency, *Cuba : A Country Profile*.

93 Suárez, « Producción integrada de alimentos y energía ».

du logement des travailleurs (INFONAVIT) dans la promotion des systèmes solaires thermiques pour des logements sociaux, au cours d'événements d'échanges et de formation dont Cuba a pu bénéficier<sup>94</sup>. La formation de dynamiques et d'alliances sociotechniques permettrait ainsi d'aborder la relation problème-solution à partir de points de vue de plus en plus convergents en dépassant le sentiment historique d'assistance dans les processus d'appropriation de technologies renouvelables. Ceci est aussi l'occasion de décoloniser les rapports en dépassant une vision euro-centrique du développement durable (axé sur l'aspect économique) pour mieux articuler sa dimension sociale avec les dimensions économiques et environnementales, ainsi qu'avec les dimensions culturelle et spatiale, dans le sens d'une transition énergétique plus juste nécessitant une réappropriation sociale des énergies alternatives.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGENCIA PRENSA LATINA, « Energía solar fotovoltaica beneficia a comunidades espirituanas », *escambray.cu [Escambray]*, 6 avril 2022, <<http://www.escambray.cu/2022/energia-solar-fotovoltaica-beneficia-a-comunidades-espirituanas/>>. (Consulté le 17-X-2022).
- ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, « Cohésion sociale » [Dictionnaire], *alternatives-economiques.fr [Alternatives Economiques]*, <<https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/96850>>. (Consulté le 17-X-2022).
- BALLESTEROS-BALLESTEROS, Vladimir Alfonso, « La educación en energías renovables como alternativa de promoción del compromiso público ascendente entre los Indígenas Wayuu en la Alta Guajira », *Revista Científica [Número especial]* (2019), p. 388-397.

---

94 GIZ, « Cooperación Triangular México, Cuba, Alemania : Uso sostenible de la energía verde », *giz.de [Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH]*, <<https://www.giz.de/en/worldwide/75014.html>>. (Consulté le 17-X-2022).

- BANQUE MONDIALE, « Accès à l'électricité, rural (% de la population rurale) — Cuba », *data.worldbank.org [The World Bank Data]*, 2023, <<https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCS.RU.ZS?end=2020&locations=CU&start=2000&view=chart>>. (Consulté le 17-X-2022).
- BERSALLI, Germán, « Évaluation et évolution des politiques de promotion des énergies renouvelables : la transition des secteurs électriques en Amérique Latine », Thèse de doctorat Économies et finances. Université Grenoble Alpes, 2017.
- BOUQUET, Brigitte, « L'inclusion : approche socio-sémantique », *Vie sociale* 3, no. 11 (2015), p. 15-25.
- BURKE, Matthew J. et STEPHENS, Jennie C., « Political power and renewable energy futures : A critical review », *Energy Research & Social Science* 35 (2018), p. 78-93, <<https://doi.org/10.1016/j.erss.2017.10.018>>. (Consulté le 17-X-2022).
- CABELLO ERAS, Juan, GARCIA LORENZO, Dunia et SAGASTUME GUTIÉRREZ, Alexis, *Caso Cuba. Un camino al desarrollo sostenible*, S.I. : Corporación Universidad de la Costa, 2018, p. 12.
- CAMACHO CASADO, Ledys, « FORMER, una apuesta por la igualdad de género en el sector de las energías renovables », *opciones.cu [Opciones. Semanario comercial, financiero y turístico de Cuba]*, 26 mai 2022, <<http://www.opciones.cu/ferias-y-eventos/2022-05-26/former-una-apuesta-por-la-igualdad-de-genero-en-el-sector-de-las-energias-renovables>>. (Consulté le 17-X-2022).
- CANAL, Ramon, *Inclusion sociale et démocratie participative. De la discussion conceptuelle à l'action locale*, Barcelone : UAB [Universitat Autònoma de Barcelona], IGOP [Institut de Govern i Politiques Públiques], Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU, Cités et Gouvernements Locaux Unis, 2014.
- CARMONA TAMAYO, Edilberto, JORGE BLANCO, Andy et ÁLVAREZ GONZÁLEZ, Camilo, « ¿Cómo se puede adquirir energía solar fotovoltaica para el autoabastecimiento en Cuba? », *cuba.cu [Portal Cuba.cu]*, 15 février 2022, <<http://cuba.cu/economia/2022-02-15/como-se-puede-adquirir-energia-solar-fotovoltaica-para-el-autoabastecimiento-en-cuba/58954>>. (Consulté le 28-I-2023).

- CASIMIRO RODRÍGUEZ, Leidy, « Manejo eficiente de la biomasa mejora la vida de familia rural », *ipscuba.net* [IPS Inter Press Service en Cuba, 23 août 2022, <<https://www.ipscuba.net/economia/manejo-eficiente-de-la-biomasa-mejora-la-vida-de-familia-rural/>>. (Consulté le 17-X-2022).
- CASTRO, Fábio, HOGENBOOM, Barbara et BAUD, Michiel (eds.), *Environmental Governance in Latin America*, UK : Palgrave Macmillan, 2016, p. 338.
- CHERNI, Judith et HILL, Yohan, « Energy and policy providing for sustainable rural livelihoods in remote locations. The case of Cuba », *Geoforum* 40, no. 4 (2009), p. 645-654, <<https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2009.04.001>>. (Consulté le 17-X-2022).
- COMMISSION LOCALE DE L'EAU DU SAGE HUISNE, « Le développement local - (SAGE) du bassin de l'Huisne », *yumpu.com.fr* [Yumpu], 25 juin 2015, <<https://www.yumpu.com/fr/document/view/39763188/le-developpement-local-sage-du-bassin-de-lhuisne>>. (Consulté le 28-I-2023).
- DEHAYS ROCHA, Jorge et SCHUSCHNY, Andrés, « La précarité énergétique en Amérique latine et aux Caraïbes », *encyclopedie-energie.org* [Encyclopédie de l'énergie], 15 juin 2020, <<https://www.encyclopedie-energie.org/precarite-energetique-amerique-latine-caraibes/>>. (Consulté le 28-I-2023).
- DIEMER, Arnaud, « La question énergétique au cœur du développement durable ? », *Cahier du CERAS* (2008), p. 1-32.
- DOYON, Sabrina, « Savoir environnemental local et scientifique : entre la révolution, la gouvernance nationale et le développement durable à Cuba », *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement* 6, no. 2 (2005), <<http://journals.openedition.org/vertigo/2742>>. (Consulté le 17-X-2022).
- DUBOIS, Jean-Luc, MAHIEU, François-Régis et POUSSARD, Aurélie, « La durabilité sociale comme composante du développement humain durable », *Cahiers du GRATICE* 20 (2001), p. 96-113.
- DURUISSEAU, Kévin, « L'émergence du concept de transition énergétique. Quels apports de la géographie ? », *Bulletin de la Société Géographique de Liège* 63, no. 2 (2014), p. 21-34.

- FABELO PINARES, Miozotis, « La luz de la Revolución llega a comunidades rurales en Camagüey (+Audio y Fotos) », *radiorebelde.cu [Radio Rebelde]*, 3 janvier 2017, <<https://www.radiorebelde.cu/noticia/la-luz-revolucion-llega-comunidades-rurales-camaguey-20170103/>>. (Consulté le 17-X-2022).
- GAUNA GONZÁLEZ, Laura Belén, « Cooperación Internacional para el cambio climático. Estudio de casos : América Latina y la Unión Europea », *M+A Revista Electrónica de Medioambiente* 18, no. 1 (2017), p. 27-48.
- GIZ, « Cooperación Triangular México, Cuba, Alemania : Uso sostenible de la energía verde », *giz.de [Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH]*, <<https://www.giz.de/en/worldwide/75014.html>>. (Consulté le 17-X-2022).
- GONZÁLEZ, Ivett, « En intrincadas zonas de Cuba aún esperan por la electricidad », *ipsonoticias.net [IPS Inter Press Service]*, 16 août 2016, <<https://ipsonoticias.net/2016/08/en-intrincadas-zonas-de-cuba-aun-esperan-por-electricidad/>>. (Consulté le 17-X-2022).
- GUEVARA-STONE, Laurie, « La Révolution Énergétique à Cuba (Renewable Energy World Magazine) », *alternatives.org [Alternatives International]*, 19 août 2009, <<https://www.alterinter.org/?La-Revolution-Energetique-a-Cuba-Renewable-Energy-World-Magazine>>. (Consulté le 17-X-2022).
- GUTIÉRREZ BENITEZ, Omar, « Mitigation of climate change. Contribution of experiences of rural energization with renewable energies », *Eco Solar* 62 (2017), p. 12-18.
- HORNBERG, Alf, CEDERLÖF, Gustav et ROOS, Andreas, « Has Cuba exposed the myth of “free” solar power? Energy, space, and justice », *Environment and Planning E: Nature and Space* 2, no. 4 (2019), p. 989-1008.
- INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY, *Cuba : A Country Profile on Sustainable Energy Development*, Vienne : IAEA, 2008, p. 267.
- JIMÉNEZ CASTILLA, Tania Isabel, « Energías Renovables y Turismo Comunitario: Una apuesta conjunta para el desarrollo humano sostenible de las comunidades rurales », *Energética* 44 (2014), p. 93-105.

- LAINO, Luis Domingo, « Un análisis de la política energética en Cuba », *Población y Desarrollo* 19, no. 35 (2008), p. 45-62.
- LEJOUX, Patricia et ORTAR, Nathalie, « La transition énergétique : vrais enjeux, faux départs ? », *SHS Web of Conferences* 9, no. 01001 (2014), <<https://doi.org/10.1051/shsconf/20140901001>>. (Consulté le 17-X-2022).
- MARÍN ÁLVAREZ, Olivia, « ¿Es posible una transición energética en Cuba? », *periodismodebarrio.org [Periodismo de Barrio]*, 5 avril 2021, <<https://periodismodebarrio.org/2021/04/es-posible-una-transicion-energetica-en-cuba/>>. (Consulté le 17-X-2022).
- MARTINEZ HERNÁNDEZ, Arielys et CASAS VILARDELL, Mayra, « Las políticas públicas energéticas en Cuba, principales referentes teóricos », *Revista de estudios económicos y empresariales*, no. 28 (2016), p. 91-110.
- MAYER, Nathalie, « Les énergies renouvelables ne sont pas naturellement durables », *futura-sciences.com [Futura]*, 27 décembre 2020, <<https://www.futura-sciences.com/planete/actualites/energie-renouvelable-energies-renouvelables-ne-sont-pas-naturellement-durables-84824/>>. (Consulté le 17-X-2022).
- MORALES PEDREZA, Jorge, « Renewable energy sources in Cuba : Current situation and development prospects », dans Giuseppe Scandurra, *Focus on Renewable Energy Source*, University of Naples, 2018.
- OLADE, *Panorama energético de América y el Caribe 2021*, Quito : OLADE, 2021, <<https://www.olade.org/publicaciones/panorama-energetico-de-america-latina-y-el-caribe-2021/>>. (Consulté le 28-II-2023).
- PÉREZ GUTIÉRREZ, Rosabell, DEL CARMEN ECHEVARRIA GÓMEZ, María, MEDINA ECHEVARRIA, Alena, BARRERA CARDOSO, Ernesto Luis et NÚÑEZ JOVER, Jorge, « Les sources d'énergies renouvelables dans trois communautés rurales de Cuba. Limites et opportunités », *Revista Universidad y Sociedad* 13, no. 6 (2021), p. 109-122.
- PLANETE-ENERGIES, « Politique énergétique », *planete-energies.com [Planète Énergies (TotalÉnergies Fondation)]*, <<https://www.planete-energies.com/fr/content/politique-energetique>>. (Consulté le 17-X-2022).
- POPOVIC, Caroline, « Cuba : le Mexique et le Venezuela en renfort pour tenter d'éteindre l'incendie mortel au centre de stockage pétrolier »,

*la1ere.francetvinfo.fr [France Info]*, 9 août 2022, <<https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/cuba-le-mexique-et-le-venezuela-en-renfort-pour-tenter-d-eteindre-l-incendie-mortelle-au-centre-de-stockage-petrolier-1311120.html>>. (Consulté le 28-I-2023).

QUINN, Megan, « The power of community : How Cuba survived peak oil », *resilience.org [Resilience (Post Carbon Institute)]*, 26 février 2006, <<https://www.resilience.org/stories/2006-02-25/power-community-how-cuba-survived-peak-oil/>>. (Consulté le 17-X-2022).

REYES TAMAYO, José Reynaldo et RODRIGUEZ CÓRDOVA, C. Roberto, « Necesidad de la apropiación social de la tecnología eólica en Cuba », *Universidad y Sociedad* 10, no. 5 (2018), p. 113-120.

RIVERA ALBARRACIN, Lennys, « Potencialidades del concepto de “transición justa” en el escenario de crisis económica y social de América Latina », *Caravelle* 115 (2020), p. 105-120, <<https://doi.org/10.4000/caravelle.8951>>. (Consulté le 17-X-2022).

SAGASTUME GUTIÉRREZ, Alexis, CABELLO ERAS, Juan J., HENS, Luc et VANDECASTEELE, Carlo, « The Biomass Based Electricity Generation Potential of the Province of Cienfuegos, Cuba », *Waste and Biomass Valorization* 8, no. 6 (2017), p. 2075-2085.

SAUNDER VÁZQUEZ, Anaely, LUUKANEN, Jyriki, LAITINEN, Jasmin et AUFFERMAN, Burkhard (eds.), *Futuro energético en Cuba. La transición hacia un sistema renovable de energía — Factores políticos, económicos, sociales y medioambientales*, Turku : Finland Futures Research Centre, 2022.

SILVA, Tatiana, « Geopolitics of renewables : a new dawn is coming. Will Brazil be a pioneer? », dans *Natural resources and policy choices in Latin America*, São Paulo : Konrad Adenauer Foundation (KAS), 2020, p. 119-139.

SUÁREZ, Jesús, « Producción integrada de alimentos y energía a escala local en Cuba : bases para un desarrollo sostenible », *Pastos y Forrajes* 38, no. 1 (2015), p. 3-10.

TORAL, Odalys C., IGLESIAS J. M., MONTES DE OCA, Sofía, SOTOLONGO, J. A., GARCIA, Soraya et TORSTI, M., « *Jatropha curcas* L., una especie arbórea con potencial energético en Cuba », *Pastos y Forrajes* 31, no. 3 (2008), p. 191-207.

- VELUT, Sébastien, « Une approche géographique des transitions énergétiques en Amérique latine », *L'Information géographique* 85, no. 3 (2021), p. 29-49.
- WORSHAM, E.K. et VARGAS ESPOSITO, G. D., « Powering the Pearl: A Study of Cuba's Energy Autonomy », présentation lors de la conférence ASME 2018 sur l'énergie colocalisée avec la 12e conférence internationale sur la durabilité énergétique et le forum nucléaire ASME 2018. Volume 2: « Heat Exchanger Technologies; Plant Performance; Thermal Hydraulics and Computational Fluid Dynamics; Water Management for Power Systems; Student Competition », Lake Buena Vista, Florida, USA, 24-28 juin, 2018.



LA VILLE « INTÉGRALE » CUBAINE  
PRÉCURSEUR DE LA VILLE « INCLUSIVE » ?  
RÉUSSITES ET LIMITES DE L'APPROCHE « INTÉGRALE »

---

*Diego Mermoud-Plaza*  
Université Paris 8  
Laboratoire Dynamique Sociales et Recomposition des Espaces  
(LADYSS)



« Dire la ville, c'est faire la ville »<sup>1</sup>. C'est par ces mots que Yankel Fijalkow met en exergue que le langage est performatif et qu'il convient de le prendre au sérieux, car il participe à façonner la ville. Les concepts utilisés pour appréhender la ville contribuent à structurer la pensée des décideurs ainsi que des planificateurs, et par conséquent les choix qu'ils feront —ou ne feront pas— lorsqu'ils se saisiront du devenir d'un espace. Ce processus peut aussi s'inverser, et une réflexion nécessaire sur un cas pratique peut faire émerger des concepts théoriques qui sont développés, appropriés, puis repris par d'autres et réutilisés dans le temps.

Le processus d'évolution des concepts, remodelés au fur et à mesure de l'utilisation qui en est faite par les acteurs qui s'en emparent, rend nécessaire la compréhension de leur histoire, mais également les cheminements qui ont présidé à leur développement et à leur évolution.

Nous reviendrons dans un premier temps sur l'évolution conceptuelle qui accompagne la construction de la ville, en nous attardant de manière plus marquée sur la ville inclusive et ses déclinaisons plus actuelles. Finalement nous nous focaliserons sur la ville intégrale à la cubaine, et ses apports pour la construction de la ville. L'objectif

---

1 Yankel Fijalkow (dir.), *Dire la ville c'est faire la ville*, Villeneuve d'Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2017.

est de saisir comment ces concepts ont émergé et évolué, pour ainsi mieux comprendre les enjeux conceptuels de la construction de la ville. Il nous faut noter que ces concepts ne qualifient pas seulement ou spécifiquement la ville, mais peuvent s'appliquer à d'autres termes et à d'autres échelles, comme à l'urbanisme en général, au territoire, au quartier, à l'espace public, etc.

Il est nécessaire de relever qu'en fonction du terme qualifié par le concept, une certaine acception avec une histoire propre accompagne le binôme. C'est particulièrement le cas avec le concept de mixité, où l'acception varie sensiblement d'un binôme à l'autre, pour les autres concepts cette différence peut exister, mais reste néanmoins moins marquée. Par exemple, l'espace public mixte<sup>2</sup> est souvent attaché aux études de genre, mais à l'échelle du quartier, la mixité se focalisera sur les inégalités socio-économiques des habitants<sup>3</sup>, alors que la ville mixte<sup>4</sup> n'est un concept que marginalement utilisé, contraire de la ville inclusive<sup>5</sup> ou encore de la ville accueillante<sup>6</sup>.

---

2 Corinne Luxembourg et Dalila Messaoudi, « Genre et politiques urbaines. Regards sur les inégalités hommes-femmes en ville », *Géocarrefour* 91, no. 1 (2017), <<https://journals.openedition.org/geocarrefour/10021>>. (Consulté le 18-III-2023).

3 Jean-Yves Authier et Sonia Lehman-Frisch, « La mixité dans les quartiers gentrifiés : un jeu d'enfants? », *metropolitiques*, 2 octobre 2013, <<https://metropolitiques.eu/La-mixite-dans-les-quartiers-gentrifies-un-jeu-d-enfants.html>>. (Consulté le 1-III-2023).

4 La ville mixte peut, par exemple, faire « référence aux villes dans lesquelles se trouvent à la fois une population arabe et une population juive ». Anat Kidron, « L'immigration juive et l'établissement de la communauté nationale hébraïque dans la ville mixte de Haïfa », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem* 21 (2010), <<https://journals.openedition.org/bcrfj/6404>>. (Consulté le 18-III-2023).

5 Garance Clément et François Valegeas, « De quoi la “ville inclusive” est-elle le nom ? Exploration d'un concept émergent à partir de discours scientifiques et opérationnels », *Métropoles* (2017), <<https://journals.openedition.org/metro-poles/5469?lang=en>>. (Consulté le 18-III-2023).

6 Cyrille Hanappe (dir.), *La ville accueillante — Accueillir à Grande-Synthe*, Lyon : Éditions du PUCA, 2018.

De plus, les différences d'utilisation des concepts sont également attachées aux acteurs qui s'en emparent, en fonction des corps auxquels ils appartiennent. Henri Lefebvre proposait dans *Le Droit à la ville*<sup>7</sup> de distinguer à ce sujet trois urbanismes. Le premier est celui « des hommes de bonne volonté (architectes, écrivains) », auxquels nous pourrions ajouter les chercheurs universitaires, les paysagistes et aménagistes qui sont attachés à une philosophie humaniste teintée d'idéalisme poursuivant l'objectif de construire « à l'échelle humaine ». Le deuxième correspond aux « administrateurs liés au secteur public (étatique) », celui-ci se veut scientifique, il est accompagné d'un certain rationalisme qui tend à négliger le « facteur humain », technocratique. Finalement, le troisième, « l'urbanisme des promoteurs », qui conçoit et réalise, pour le marché, en vue du profit. Ces derniers présentent les projets urbains comme des lieux privilégiés : « lieu du bonheur dans une vie quotidienne miraculeusement et merveilleusement transformée ».

André Corboz ajoutait à cette lecture de la complexité, le constat amer que chez des chercheurs s'intéressant au fait urbain, deux groupes coexistaient sans se parler aucunement :

Les géographes, planificateurs, sociologues [...] qui œuvrent à l'échelle statistique sans tenir compte du fait que la ville est un artefact tridimensionnel [et] les architectes [...] [qui] étudient avant tout la morphologie urbaine [...], mais se soucient fort peu des causes socio-économiques qui l[a] déterminent<sup>8</sup>.

Si la séparation stricte entre ces trois urbanismes peut prêter à la critique, tout comme cette lecture d'une recherche urbaine qui ne se parle pas, nous pouvons toutefois relever que les concepts maniés, et particulièrement celui de mixité, varient singulièrement selon qu'ils soient appropriés ou utilisés par les acteurs de la promotion

---

7 Henri Lefebvre, *Le Droit à la Ville*, Paris : Éditions Economica — Anthropos, 2009.

8 André Corboz, *Le territoire comme palimpseste et autres essais*, Paris : Éditions de l'Imprimeur, 2001.

immobilière, les acteurs publics décisionnaires de l'aménagement du territoire ou les universitaires, architectes et paysagistes qui abordent les questions urbaines. Expliciter un concept demande ainsi d'être constamment vigilant quant à l'identité de son locuteur, pour ainsi identifier à quelles représentations il est adossé. Il nous faut relever que la structure politico-économique cubaine a la particularité de réunir l'ensemble des acteurs mentionnés au sein de la structure étatique, et cela a comme conséquence une lecture plus unifiée du concept d'intégralité dans le contexte cubain.

Face à ces différentes acceptions d'un même concept, il est souvent compliqué d'offrir une lecture qui englobe toutes les perspectives de manière équilibrée. De plus, il nous faut également relever que l'urbanisme présente une difficulté supplémentaire qui est, comme l'exprimait Pinson en 2004, d'être une « discipline pluridisciplinaire » où « la discipline doit au moins autant son existence aux théories issues de la pratique [...] qu'à une construction universitaire de savoirs qui serait placée effectivement et délibérément dans le champ »<sup>9</sup>. Scherrer relevait la double nature de la discipline en distinguant « urbanisme », renvoyant principalement à un champ de pratiques professionnelles et de compétences et « études urbaines », renvoyant plutôt à « un champ de connaissances interdisciplinaires appliquées à l'objet qu'est la ville »<sup>10</sup>.

Cette intrication entre pratique et théorie, mêlée aux apports des différentes disciplines touchant à l'urbanisme, complexifie fortement la compréhension fine des concepts utilisés. La difficulté s'exacerbe d'ailleurs lorsqu'il s'agit de retracer leur acception tant à travers le temps, les écoles de pensées qu'en fonction des acteurs qui les utilisent et se les approprient. Ces différents éléments rendent difficile une lecture exhaustive et complète retraçant précisément les contours et les dimensions des concepts utilisés pour appréhender

---

9 Daniel Pinson, « Urban planning : an 'undisciplined' discipline ? », *Futures* 36, no. 4 (2004), p. 503-513.

10 Franck Scherrer, « Le contrepoint des études urbaines et de l'urbanisme : ou comment se détacher de l'évidence de leur utilité sociale », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [Hors-série] 10 (2010), p. 187-195.

la ville. En outre, ces approches, ces concepts ou encore ces notions<sup>11</sup> sont très largement exprimés comme flous par les auteurs qui cherchent à les définir<sup>12</sup>, nous pouvons à ce sujet remarquer leur absence dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* dirigé par Jacques Lévy et Michel Lussault<sup>13</sup>.

## LA VILLE INCLUSIVE

S'il est probablement des acceptions plus anciennes, le concept d'inclusion apparaît prioritairement pour définir la ville dans les travaux du sociologue Niklas Luhmann<sup>14</sup> qui le développe dans son livre *Social Systems* en 1995. Il y distingue l'inclusion et l'exclusion, d'un acteur dans son interpénétration avec le système social où l'inclusion est le résultat tant de l'apport d'un acteur que l'usage qui est fait de cet apport par le système qui le reçoit<sup>15</sup>. Par la suite, le concept de ville inclusive a été particulièrement valorisé dans la « déclaration de Madrid »<sup>16</sup> en mars 2002, adoptée lors du Congrès européen des personnes handicapées. Celle-ci promeut le développement de

- 
- 11 Francis Beaucire et Xavier Desjardins, *Notions de l'urbanisme par l'usage*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2015.
- 12 Valérie Constanty, Amélie Darley, Émilie Jarousseau, Gwenalle Zunino et Brigitte Guigou, *La mixité fonctionnelle : un objectif à définir et négocier au cas par cas*, Paris : Institut d'Aménagement et d'Urbanisme IAU d'Île-de-France, 2011 ; Clément et Valegeas, « De quoi la « ville inclusive » est-elle le nom ? ».
- 13 Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris : Éditions Belin, 2003.
- 14 Niklas Luhmann, *Social Systems*, Stanford : Stanford University Press, 1995.
- 15 Celui-ci indique page 220 que : « If "Gemeinschaft" means the partial fusing of personal and social systems, then this directly contradicts the concept of interpenetration. To work that out, we would like to distinguish between inclusion and exclusion. Interpenetration leads to inclusion insofar as the complexity of the contributing systems is also used by the receiving systems ». Luhmann, *Social Systems*, p. 220.
- 16 Voir l'article 6 du préambule, European Disability Forum [Site], « Déclaration de Madrid, "Non-discrimination plus action positive font l'inclusion sociale" », dans *Psychologie, éducation & enseignement spécialisé (Site créé et animé*

l'inclusion sociale pour les personnes en situation de handicap, sous l'équation : non-discrimination + action positive = inclusion sociale<sup>17</sup>. Cette déclaration veut promouvoir l'inclusion des personnes handicapées sous toutes ses formes ; intégrer leurs besoins dans les politiques urbaines n'étant qu'un point<sup>18</sup> parmi de nombreuses propositions. Il est à relever que cette conception marque une différence entre intégration et inclusion. L'intégration correspond à une conception où un acteur ayant un handicap a la responsabilité de s'adapter à la société et doit « faire l'effort de s'ajuster au système »<sup>19</sup>. En opposition, l'inclusion « cherche prioritairement à transformer la société »<sup>20</sup> afin de lui permettre d'inclure les acteurs ayant par exemple un handicap.

Progressivement, à travers les travaux de Charles Gardou, spécialiste du handicap, le concept s'étend pour s'appliquer à toute la société. Le concept de société inclusive devient une « quête, impossible, mais nécessaire, d'une « bonne présence » à l'autre, dans un espace qui nous garde ensemble »<sup>21</sup>. Il s'agit ici de ne pas rompre le lien avec les plus vulnérables en détournant le regard, mais bien en respectant le droit inaliénable pour chaque acteur de prendre part à la vie de la Cité. Ce « nouvel ordre » inclusif défendu par Gardou ne doit pas être considéré selon l'auteur comme un cheminement qui englobe les plus fragiles et qui ne laisse personne sur le côté, car

---

par Daniel Călin), *dcalin.fr*, <[http://dcalin.fr/internat/declaration\\_madrid.html](http://dcalin.fr/internat/declaration_madrid.html)>. ( Consulté le 1-III-2023).

17 European Disability Forum, « Déclaration de Madrid ».

18 Voir l'article 2 des propositions. European Disability Forum, « Déclaration de Madrid ».

19 Inclusion ASBL, « L'inclusion qu'est-ce que c'est ? », *Inclusion-asbl.be [Inclusion ASBL]*, <<https://www.inclusion-asbl.be/l'inclusion-quest-ce-que-cest>>. ( Consulté le 1-III-2023).

20 Inclusion ASBL, « L'inclusion qu'est-ce que c'est ? ».

21 Charles Gardou, *La société inclusive, parlons-en : Il n'y a pas de vie minuscule*, Toulouse : Éditions Érès, 2012.

« une société inclusive est une société sans privilèges, sans exclusivités ni exclusions. Sans hiérarchisation »<sup>22</sup>.

Dès 2005, le lien entre la société inclusive et la ville peut être trouvé dans la littérature anglo-saxonne à travers la promotion de l'inclusion multiscalaire de la « société civile » dans la gouvernance urbaine<sup>23</sup>. L'année suivant la publication de cet article, un de ses auteurs, Hartmut Häusserman, accompagne la délégation allemande au 3<sup>ème</sup> World Urban Forum ayant eu lieu en 2006 à Vancouver. Il y présente un document de travail qu'il intitule : « Inclusive City »<sup>24</sup>. Dans celui-ci, l'accent est mis sur l'inclusion des populations locales dans la décision publique pour déboucher sur « The socially Inclusive City ». Cette « inclusion » peut être considérée comme synonyme de participation, où celle-ci peut se faire tant au niveau du processus décisionnaire, que de la gestion financière de la construction de la ville.

En 2012, l'OCDE lance une initiative en faveur d'une croissance inclusive<sup>25</sup>, puis en 2016, elle produit le rapport « Making Cities Work for All »<sup>26</sup> qui promeut une croissance qui se veut inclusive pour les villes. L'objectif est de promouvoir des outils théoriques et statistiques permettant une meilleure inclusion des populations urbaines pauvres dans la croissance économique des villes, ainsi qu'une amélioration du bien-être des citoyens en termes d'emploi

---

22 Gardou, *La société inclusive*.

23 Julia Gerometta, Hartmut Häussermann et Giulia Longo, « Social Innovation and Civil Society in Urban Governance : Strategies for an Inclusive City », *Urban Studies* 42, no. 11 (2005), p. 2007—2021.

24 German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, « The Inclusive City », Documentation of a joint networking event of the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ) and the Cities Alliance at the World Urban Forum 3, Vancouver, 21 juin 2006, <[https://www.citiesalliance.org/sites/default/files/TheInclusiveCity\\_0.pdf](https://www.citiesalliance.org/sites/default/files/TheInclusiveCity_0.pdf)>. (Consulté le 1-III-2023).

25 OECD, « Inclusive Growth », *oecd.org [OECD]*, <<http://www.oecd.org/inclusive-growth>>. (Consulté le 1-III-2023).

26 OECD, *Making Cities Work for All: Data and Actions for Inclusive Growth*, Paris : OECD Publishing, 2016.

et de santé. Ce rapport relève également qu'il est nécessaire de travailler à différentes échelles tout en indiquant que celle qui est la plus appropriée pour favoriser l'inclusion est l'échelle de la métropole. Il reprend aussi la proposition faite par la ville de New York de promouvoir une croissance inclusive et où ce concept est utilisé à de nombreuses reprises, avec : un système d'éducation inclusif, un marché du travail inclusif, un marché du logement et un environnement urbain inclusif et finalement, des infrastructures et services publics inclusifs<sup>27</sup>.

L'importante utilisation du concept inclusif a comme conséquence de lui faire quelque peu perdre sa pertinence et le positionne comme un « thème-objet » promouvant un « modèle »<sup>28</sup> relativement flou. De plus, le concept de croissance inclusive est fortement lié à l'économique, et même s'il est clairement en lien avec les dynamiques de constructions de la ville, il n'offre pas de réponses concrètes aux problématiques urbaines. Il s'agit plutôt d'une vision globale voulant articuler l'économie et la ville pour une meilleure inclusion devant déboucher sur une dynamique « win-win »<sup>29</sup> tant pour une plus grande croissance économique qu'une augmentation du bien-être des citoyens.

Actuellement, le concept de ville inclusive a largement émergé « dans les discours et les pratiques des différents métiers de la construction de la ville (conception, planification, aménagement...) »<sup>30</sup>. Ce concept devient un objectif à atteindre où se mêle la prise en compte des besoins, des désirs et des représentations des habitants dans le processus de construction de la ville. De manière générale, la « ville inclusive » n'est pas un modèle à suivre, mais bien une réflexion à mener localement en intégrant les spécificités d'un

---

27 OECD, *Making Cities Work for All*.

28 Clément et Valegeas, « De quoi la "ville inclusive" est-elle le nom ? ».

29 Clément et Valegeas, « De quoi la "ville inclusive" est-elle le nom ? ».

30 Christine Lepoittevin (dir.), « Vers une ville inclusive, leviers de création de valeurs et de richesses », 35<sup>ème</sup> Atelier International de Maîtrise d'œuvre Urbaine de Cergy-Pontoise, Document de Contexte, Les ateliers, maîtrise d'œuvre urbaine, 2017.

espace, quelles qu'elles soient. Il est également nécessaire de prendre en considération différentes échelles d'analyse pour permettre d'inclure les spécificités de chaque échelle. À l'échelle de l'espace public ou du quartier, le concept est adossé de manière plus marquée sur les enjeux de genre<sup>31</sup> et de l'inclusion des publics LGBTQ+<sup>32</sup>. En outre, dans la complexité que représente la « ville inclusive », l'intégration de tous les acteurs, qu'ils soient humains ou institutionnels, est un élément essentiel pour créer une ville qui s'autoalimente dans un cercle vertueux, tant du point de vue économique que du bien-être, afin de les optimiser et les augmenter.

Cette relation, relativement idéaliste dans la construction de la ville, doit être mise en perspective avec les problématiques réelles de nombreux espaces. Car si l'objectif de la « ville inclusive » est régulièrement de permettre d'inclure les populations les plus précaires, fragiles, exclues<sup>33</sup>, le concept n'est pour autant exempt de critiques—. Lorion-Bouvreuil relève ainsi que par nature, la première action de la ville inclusive est discriminante, dans le sens où elle différencie « en vue d'un traitement séparé, les éléments les uns des autres, en les identifiant comme distincts. Cette action de distinction s'appliquant aux personnes est un traitement différencié, inégalitaire, sur la base de critères variables »<sup>34</sup>. En ce sens, la création de catégories d'exclus devant être inclus dans la « ville inclusive » rendrait ainsi nécessaire l'exclusion pour réaliser l'inclusion. Face à

---

31 Banque Mondiale [La], « Manuel pour un aménagement urbain inclusif et garant de l'égalité des genres », 4 février 2020, *banquemonde.org* [*La Banque Mondiale*], <<https://www.banquemonde.org/fr/topic/urbandevelopment/publication/handbook-for-gender-inclusive-urban-planning-and-design>>. (Consulté le 1-III-2023).

32 Pippa Catterall et Ammar Azzouz, « The queer city : how to design more inclusive public space », *theconversation.com* [*The Conversation*], 7 juin 2021, <<https://theconversation.com/the-queer-city-how-to-design-more-inclusive-public-space-161088>>. (Consulté le 1-III-mars).

33 Catterall et Azzouz, « The queer city ».

34 Violette-Ghislaine Lorion-Bouvreuil, « Discrimination et ville inclusive », *Cause Commune* 8 (2018), <[https://www.causecommune-larevue.fr/discriminations\\_et\\_ville\\_inclusive](https://www.causecommune-larevue.fr/discriminations_et_ville_inclusive)>. (Consulté le 1-III-mars).

ces préoccupations, la construction de la « ville inclusive » devrait prendre en compte de manière égalitaire<sup>35</sup> tous les acteurs pouvant être amenés à se rendre sur le territoire défini, celui-ci devant avoir, au maximum, les meilleurs attributs nécessaires pour les recevoir. Il ne s'agit donc pas de promouvoir une « ville inclusive » qui se satisfait de la mise en place de mécanismes permettant une meilleure inclusion des exclus, mais bien de penser le territoire comme devant, par lui-même, permettre à tous les acteurs de pouvoir être, et se sentir intégrés à la ville.

## LA VILLE INCLUANTE

En réponse aux écueils de la *ville inclusive*, le concept de *ville incluante* a émergé, surtout popularisé à travers la parution en 2018 de l'ouvrage *Aménager sans exclure, faire la ville incluante*<sup>36</sup>. Cette publication faisant suite à une démarche du Club ville aménagement<sup>37</sup> lors des « entretiens de Bordeaux », en 2010, à la suite de la crise économique mondiale<sup>38</sup>. Dans ce contexte particulier, la « ville incluante » est orientée vers la lutte contre la précarité et le creusement des inégalités. Elle se définit comme

---

35 Jessica Meyer, « Pour une ville plus inclusive », *Chaire TerrESS [Territoires de l'Économie Sociale et Solidaire]*, 4 mai 2021, <<https://chaireterres.hypotheses.org/356>>. (Consulté le 1-III-mars).

36 Jean Baradoux, Jean Frébault, François Ménard et Gwenaëlle d'Aboville (dir.), *Aménager sans exclure, faire la ville incluante*, Paris : Éditions Le Moniteur, 2018.

37 Cette association réunissant des organismes de maîtrise d'ouvrage urbaine, s'est donné comme but selon ses statuts de favoriser la diffusion des savoirs et du savoir-faire en matière de conception et de réalisation d'opération d'aménagement urbain.

38 Didier Vanoni, Benjamin Badia et Julien Leplaideur, « Précarité et aménagement, fabriquer la ville incluante », synthèse des travaux du groupe n°4 en préparation des 7<sup>ème</sup> « entretiens de l'aménagement » du 20 & 21 mars 2013 à Rennes, Club ville-aménagement, FORS Recherche Sociale, 2013.

une ville construite ou transformée pour que toutes les composantes de la société puissent y trouver une place dans une approche plus fine que la « mixité sociale » (réduite au quota de logements sociaux) et interrogeant les différentes échelles. C'est une ville qui ne se limite pas à une juxtaposition de groupes hétérogènes et possiblement antagonistes, mais qui, s'appuyant sur des valeurs qui transcendent les catégories et les clivages, crée du lien, suscite les initiatives fédératrices, ou les accueille avec bienveillance<sup>39</sup>.

D'une certaine manière, la ville incluante souhaite dépasser la « ville inclusive », car elle ne cherche pas à inclure des exclus, mais bien d'être en elle-même incluante, et par conséquent vectrice d'inclusion, sans répondre à des catégories d'inclusion/exclusion préalablement définies. Il s'agit de construire une ville « plus incluante » et non-incluante<sup>40</sup>, car il n'existe pas une échelle d'inclusion à laquelle il est possible de se référer<sup>41</sup>.

Le concept de ville incluante a la particularité de s'intéresser de près aux contraintes et responsabilités des aménagistes, acteurs essentiels de l'« acte d'aménager ». Pour intégrer les principes de la ville incluante, ceux-ci doivent en premier lieu considérer l'impact des projets d'aménagements urbains. Cet impact sur les acteurs n'est pas aussi fort que leur origine, leur éducation, leur travail ou leur richesse, mais il participe néanmoins à la place qui est offerte à chacun et par conséquent à la structure de la société<sup>42</sup>. L'aménageur n'est pas responsable des choix politiques qui sont opérés, toutefois de par son

---

39 Baradoux, Frébault, Ménard et D'Aboville, *Aménager sans exclure, faire la ville incluante*.

40 Baradoux, Frébault, Ménard et D'Aboville, *Aménager sans exclure, faire la ville incluante*.

41 Renaud Epstein et Thomas Kirszbaum, « L'enjeu de la mixité sociale dans les politiques urbaines », *Regards sur l'actualité. Compétitivité de la France. La documentation Française* 292 (2003).

42 Baradoux, Frébault, Ménard et D'Aboville, *Aménager sans exclure, faire la ville incluante*.

expérience, et ses compétences, il a la responsabilité d'éclairer les acteurs politiques des conséquences des choix qui sont faits. De plus, grâce aux instruments et références offerts par les sciences sociales et la recherche urbaine, couplés aux expériences professionnelles des praticiens, il a la possibilité d'apporter des alternatives aux éléments les plus excluants d'un projet urbain<sup>43</sup>.

La profession d'aménageur, borné d'une part à la posture instrumentale respectant les normes et procédures et d'autre part à la posture militante qui ne saurait être imposée à tous, doit néanmoins s'inscrire dans une responsabilité sociale face aux connaissances de conséquences des aménagements et d'un devoir d'informer voire d'alerter si la situation l'exige. De même, il doit se montrer créatif dans sa réflexion pour offrir des solutions face aux risques d'exclusion ou de ségrégation des acteurs les plus vulnérables. Cet aménagement, en « connaissance des conséquences », est toutefois limité par la faiblesse de capacités prédictives des effets précis qui seront générés. Dès lors, il s'agit de faire du mieux possible avec les outils théoriques, les connaissances et les expériences pour éviter la potentielle accentuation de l'exclusion lors de la construction d'aménagement, sans toutefois avoir des garanties de réussite.

Au niveau opérationnel, le groupe de travail qui a élaboré le concept de « ville incluante » au sein du Club Ville-Aménagement a mis en discussion douze nouvelles postures à explorer pour les aménageurs, parmi lesquelles nous pouvons relever<sup>44</sup> :

- > Se donner les moyens de mieux connaître les populations précaires et comprendre leurs attentes ;
- > Travailler sur la « valeur sociale » d'un projet urbain ;

---

43 Baradoux, Frébault, Ménard et D'Aboville, *Aménager sans exclure, faire la ville incluante*.

44 Jean Baradoux, Jean Frébault et Nicolas Terrassier, « Précarité et aménagement, fabriquer la ville incluante, quel engagement des aménageurs? », Club Ville-Aménagement, Préparation des 7èmes Entretiens de l'Aménagement Rennes 20 et 21 mars 2013, Synthèse atelier D, Document préparatoire, 2013.

- > Produire un espace urbain laissant des marges de liberté, laissant place à des initiatives ;
- > Promouvoir « l’empreinte sociale et solidaire » ;
- > Construire des indicateurs d’évaluation et de mesure dans le temps, avec l’aide de chercheurs et praticiens ;
- > Promouvoir de nouvelles pratiques mobilisant les savoir-faire des aménageurs, et capitaliser sur les expériences de terrain ;
- > Penser avec les « usagers » une organisation de l’espace urbain favorisant le vivre ensemble et la coprésence apaisée de toutes les catégories de population.

Ces nouvelles postures proposées offrent une dynamique opérationnelle forte au concept de « ville incluante » qui lui donne cette particularité d’intégration au terrain. Tout comme « la ville inclusive », la « ville incluante » représente une posture face à la construction de projet urbain où ceux-ci doivent être pensés comme vecteurs de potentiel de ségrégation devant être limitée par des prises de décisions judicieuses et créatives allant quelquefois à l’encontre des intérêts économiques du court-termisme. L’objectif est de se diriger vers une ville incluant toutes les couches sociales pour déboucher sur des créations urbaines reflétant les attentes des habitants et de la société tout en lui ressemblant au plus près.

#### LA VILLE ACCUEILLANTE

La « ville accueillante » a pour fondement l’accueil des migrants. Ce concept, fondamentalement développé dans la ville de Grande-Synthe, prend ses racines dans la crise de la migration vers l’Europe au milieu des années 2010. Il poursuit l’objectif d’accueillir dans de bonnes conditions les migrants, mais plus généralement les personnes sans domicile fixe ou en grande précarité. Une association des villes accueillantes a été fondée en septembre 2018, elle regroupe comme membres fondateurs plusieurs villes parmi lesquels

Grande-Synthe, Strasbourg, Grenoble, Nantes ou encore Saint-Denis. Cette association a élaboré une charte qui défend le principe de protéger les personnes vulnérables, en exprimant cinq principes fondateurs :

- > Nous proposons au-delà de l'hospitalité des villes, la reconnaissance de cette présence temporaire, dite de transit ;
- > Nos territoires peuvent devenir refuges pour tous ceux et toutes celles qui ont besoin d'être mis à l'abri ;
- > Nous proposons de mettre en œuvre tout dispositif permettant aux personnes, quel que soit leur statut, de vivre dignement dans nos territoires;
- > Nous exigeons le respect du droit des mineur.e.s non accompagné.e.s et des jeunes majeur.e.s lorsque la prise en charge est défaillante par les conseils départementaux et l'État ;
- > Nous demandons que l'État assume ses missions et assure les moyens pour créer des solutions d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement plus nombreuses et plus qualitatives que celles existantes aujourd'hui<sup>45</sup>.

Le concept de « ville accueillante » veut proposer une perspective renouvelée qui s'applique à une ville existante. Elle souhaite également s'écarter de la ville inclusive en mettant en évidence les mêmes écueils que nous avons précédemment soulevés. Elle s'inscrit comme une variante de la « ville durable » dans le sens où elle veut intégrer les enjeux sociaux, économiques et environnementaux<sup>46</sup>. Il

---

45 Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA), « Charte de l'ANVITA », Signée en septembre 2018 à Lyon, *anvita.fr* [ANVITA], <<https://www.anvita.fr/assets/Uploads/CHARTE-DE-LANVITA-2021.pdf>>. (Consulté le 1-III-2023).

46 Hanappe, *La ville accueillante*.

est à noter que les travaux sur ce concept s'inscrivent en partie sur une recherche-action qui offre à cette pensée un lien direct avec le terrain. Dans cette dynamique, la ville accueillante est accompagnée de principes qui agissent comme des recommandations surgissant de l'expérience de sa mise en œuvre.

Nous pouvons relever en premier lieu la volonté de construire à long terme, malgré les incertitudes qui peuvent peser sur la pérennité des projets entrepris. L'objectif étant de ne pas construire un « provisoire qui dure », mais bien une vision au long cours pour des projets sans certitudes de temporalité. La « ville accueillante » doit également éviter de mettre à l'écart de la ville certaines populations, en particulier les migrants et les personnes précaires, car ce « cantonnement » à distance peut être générateur de nombreux problèmes sur le temps long, tant au niveau des infrastructures que de la relation à la ville pour les acteurs éloignés. Elle défend que le processus d'accueil ne doive pas se limiter à la recherche des satisfactions et seuls besoins physiologiques primaires, mais qu'il est nécessaire de faire « avec » et non « pour » ces acteurs, afin de poursuivre une voie menant à leur épanouissement avec toutes les dimensions que cela comporte. Il est aussi important d'intégrer dans le processus tant les populations accueillies que les populations accueillantes qui doivent toutes participer à la construction de la ville.

Nous pouvons relever un certain pragmatisme qui accompagne la « ville accueillante ». Par exemple, si une mixité sociale, à travers un hébergement diffus des populations migrantes et précaires, peut sembler pertinente de prime abord, elle peut s'avérer contre-productive. Car en séparant des personnes ayant des problématiques communes, on limite les échanges d'informations, les possibilités de trouver des solutions ainsi que de l'entraide et de la solidarité. De plus, une diffusion trop forte limite les professionnels et bénévoles qui sont quant à eux plus à même d'aider des personnes géographiquement proches<sup>47</sup>.

La « ville accueillante » doit penser « citoyens » avant de penser « Ville » pour déboucher sur une architecture humaine, adaptable,

---

47 Hanappe, *La ville accueillante*.

transformable. Elle veut ouvrir la possibilité d'un laisser-faire qui favorise l'appropriation, et poursuit un objectif d'efficience et non de performance. La construction de la « ville accueillante » passe par la représentation, en conférant aux lieux une identité permettant aux habitants d'avoir un véritable regard sur leur lieu de vie, et facilitant les échanges avec les pouvoirs publics. La création de cette représentation doit également faire apparaître les habitants, leur manière d'habiter tant l'intérieur que l'extérieur de leur logement. Pour ce faire, il est préconisé de réaliser des

observations [qui] doivent se tenir à différentes heures du jour et de la semaine, pour comprendre comment les lieux fonctionnent au cours du temps : si tel chemin est plus ou moins utilisé le matin ou le soir, où les gens se rencontrent et comment... c'est cette connaissance fine qui permet de réellement comprendre les lieux et de travailler dessus<sup>48</sup>.

L'objectif étant que la « ville accueillante » se construise dans une logique de quartiers multifonctionnels, inscrits dans une continuité territoriale et temporelle, amenant des échanges entre accueillis et accueillants au bénéfice de tous. En particulier les acteurs économiques qui, parmi les acteurs locaux, doivent participer à sa fabrication. Celle-ci doit permettre et favoriser l'émancipation des personnes en combattant les dimensions ségréguées, mais sans toutefois chercher à modifier la structure sociologique qui offre des réseaux interpersonnels d'entraides. Cette ville, avant tout humaine, se fonde sur les démarches participatives en laissant, de manière équilibrée, place à l'initiative personnelle. Elle est vectrice d'échanges et de structures d'échanges permettant, dans des règles démocratiques claires, de faire place à des acteurs de manière affirmée, quel que soit leur genre, leur âge ou leur appartenance culturelle.

Cette démarche promeut la participation, ainsi que la démocratie, en s'adressant à tous les habitants, et pas uniquement aux nouveaux habitants, car « il est impératif de toujours aider ceux qui

---

48 Hanappe, *La ville accueillante*.

sont déjà là, de leur donner quelque chose en plus dont ils ne disposaient pas avant »<sup>49</sup>. La « ville accueillante » doit agir comme vecteur de renouveau des pratiques démocratiques encourageant la participation, un défi devant parvenir à intéresser les acteurs à leur cadre de vie, pour inventer collectivement des améliorations de la vie en commun pour tous. Cette « montée en capacité » des acteurs, qui doit être accompagnée et épaulée par des équipes spécialisées, passe par un partage des informations, et doit déboucher vers un réel changement de la ville, car la « ville accueillante est bien un projet politique »<sup>50</sup>.

### LA VILLE HOSPITALIÈRE

Dans le prolongement de la ville accueillante, la ville hospitalière a vu le jour relativement récemment. Le terme d'hospitalité s'inscrit dans deux acceptions, la première met en lien l'accueillant et l'accueilli, la seconde celle d'hospitalité/hostilité particulièrement dans le cadre de l'accueil des personnes migrantes<sup>51</sup>. La ville de Strasbourg, capitale européenne et des droits de l'homme, s'est déclarée « ville hospitalière » en mars 2019, cette démarche visant « à mieux répondre aux situations rencontrées par les « personnes migrantes vulnérables » en améliorant les coordinations et engagements de l'ensemble du système d'acteurs (institutions, associations, habitants, etc.) existant sur le territoire strasbourgeois »<sup>52</sup>. Cette déclaration s'est concrétisée par la signature de quatre engagements, que nous reportons ci-dessous :

---

49 Hanappe, *La ville accueillante*.

50 Hanappe, *La ville accueillante*.

51 Nicolas Ivol, « Grenoble ville hospitalière ? Interroger les espaces urbains par l'itinéraire », Mémoire de Master 2 en Design Urbain, Institut d'urbanisme et de géographie Alpine - Université Grenoble Alpes, 2019.

52 Ville de Strasbourg, « Manifeste pour un accueil digne des personnes migrantes vulnérables. Strasbourg, ville hospitalière », mars 2019, *strasbourg.eu* [*Strasbourg.eu eurométropole*], <<https://www.strasbourg.eu/documents/976405/1555899/0/23a6c2ab-3a1c-185d-d9e2-1ffa2d0be507>>. (Consulté le 1-III-2023).

- > Une politique d'accueil volontariste de la Ville menée avec la communauté des acteurs ;
- > Un cadre local concerté basé sur une dynamique locale coopérative ;
- > Une société encline à l'accueil et une dynamique citoyenne ;
- > [La participation à] des instances de dialogue nationales, européennes.

Ces engagements sont tournés vers les populations « migrantes vulnérables », mais le concept d'hospitalité en urbanisme peut être considéré comme plus large. Joan Stavo-Debauge indique par exemple que « par hospitalité, nous n'entendons pas seulement une vertu des personnes, mais aussi une *qualité* des environnements, des situations, des milieux, des ambiances, des choses, des espaces, des bâtiments, des institutions »<sup>53</sup>. Le concept d'hospitalité ne devant pas être limité aux questions d'ouverture et d'étranger lointain<sup>54</sup>, mais aussi à l'environnement qui,

convenablement apprêté manifesterait une appréciable qualité d'hospitalité si ceux qui sont amenés à en avoir l'usage (passants, visiteurs, usagers, travailleurs, habitants) s'y sentent *bien-venus* et y rencontrent des aménagements qui favorisent leurs expériences et facilitent les activités à laquelle ils s'adonnent, seuls ou ensemble<sup>55</sup>.

Le design inclusif représente une opérationnalisation de cette construction d'espaces ayant des qualités hospitalières. Toutefois

---

53 Joan Stavo-Debauge, « Hospitalité et ville inclusive », version française du court texte publié en anglais dans le *Guide Book* de la Master Class « In/Out : Designing Urban Inclusion » organisée par le Metrolab Brussels, 2017.

54 Stavo-Debauge, « Hospitalité et ville inclusive ».

55 Stavo-Debauge, « Hospitalité et ville inclusive ».

celui-ci reste focalisé sur les problématiques d'accessibilité et n'englobe pas l'ensemble des éléments de l'hospitalité. En effet, un environnement offrant une hospitalité doit

se rendre tout à la fois lisible et visible auprès [des usagés] [...], afin qu'ils soient conduits à y venir et à s'y rendre, en s'imaginant ce qu'ils pourraient y faire et y recevoir, tout en pressentant y être bienvenus<sup>56</sup>.

Suite à la venue de l'acteur, cet environnement doit également avoir les qualités requises « qui assure un séjour, facilite une activité et invite à rester »<sup>57</sup>, afin que les acteurs puissent s'approprier cet espace. Finalement l'hospitalité revêt une dimension protectrice, la ville devenant un refuge pour les personnes persécutées ou en position de vulnérabilité, les constructions urbaines protégeant quant à elles contre les éléments naturels et menaces de tout ordre.

La ville hospitalière, outre les difficultés à l'opérationnaliser concrètement, essuie comme critique sa relation à l'action<sup>58</sup>. Mathieu Berger considère qu'il est nécessaire d'agir pour inclure et que par conséquent la posture de la ville hospitalière, qui d'une certaine manière, se contente d'être à la fois une disposition et un état d'esprit<sup>59</sup>, manque de relation à l'action. L'hospitalité peut être un objectif politique visant à rendre activement un territoire hospitalier, mais cette notion n'a pas comme dimension une volonté fondamentale d'agir<sup>60</sup>. Cet écueil doit être mis en relation avec ce que l'on englobe dans ce concept. À l'échelle de la ville ou de la démocratie parti-

---

56 Stavo-Debauge, « Hospitalité et ville inclusive ».

57 Stavo-Debauge, « Hospitalité et ville inclusive ».

58 Mathieu Berger, « Ville inclusive, ville hospitalière, ville friendly : quelques distinctions », in Baradoux, Frébault, Ménard et D'Abouville, *Aménager sans exclure, faire la ville incluante*.

59 Berger, « Ville inclusive, ville hospitalière, ville friendly : quelques distinctions ».

60 Berger, « Ville inclusive, ville hospitalière, ville friendly : quelques distinctions ».

cupative, nous pouvons percevoir cette posture plus attentiste que l'inclusion, mais si nous nous restreignons aux espaces publics, un espace faisant preuve d'hospitalité comporte plus d'éléments qu'un espace inclusif. Pour étudier l'hospitalité dans les espaces publics,

apprécier les qualités d'un environnement et saisir les diverses dimensions de son hospitalité, une bonne manière de faire consiste à suivre celles et ceux qui y viennent et à s'en remettre à l'expérience, heureuse ou malheureuse, qu'ils en ont. Ce suivi permet de mieux évaluer les aspects de l'hospitalité. À cette occasion, on croise « l'accessibilité », mais elle n'est plus l'unique question soulevée<sup>61</sup>.

La ville hospitalière reste un concept récent qui n'a pas encore été clairement mobilisé par les études urbaines et qui n'a pas été utilisé de manière opérationnelle par les urbanistes et les décideurs politiques. Toutefois, nous pouvons pressentir l'intérêt des apports qu'il pourrait procurer en intégrant de nouvelles dimensions plus complexes, en s'approchant de la complexité humaine qui doit être appréhendée le plus finement possible afin de construire et d'aménager au plus proche de notre humanité.

## LA VILLE INTÉGRALE

Le concept de « ville intégrale », ou « d'urbanisme intégral », presque inexistant dans le monde francophone, est très utilisé à Cuba, et particulièrement à La Havane. En anglais, le concept d'« integral urbanism » fait essentiellement référence à un ouvrage de Nan Ellin<sup>62</sup> qui n'a pas véritablement fait émerger ce concept dans la littérature anglo-saxonne. Cet « integral urbanism » repose sur

---

61 Joan Stavo-Debaugé, « De quoi (et pour qui) l'hospitalité est-elle une qualité ? », in Sophie Bourgault, Sophie Cloutier et Stéphanie Gaudet (dir.), *Éthiques de l'hospitalité, du don et du care : Actualité, regards croisés*, Ottawa : Presses Universitaires d'Ottawa, 2020.

62 Nan Ellin, *Integral Urbanism*, New York : Routledge, 2006.

cinq qualités qu'il promet : une « hybridité » des territoires, une grande « connectivité » entre ceux-ci, une « porosité » entre les espaces, une « authenticité » basée sur le social et le physique et enfin une « vulnérabilité » entendue comme un renoncement au contrôle. Cette acception anglophone, presque philosophique de la ville intégrale, est très éloignée de celle communément acceptée dans les pays hispanophones. En effet, depuis le début des années 1980, et en s'inscrivant comme une alternative à « l'ultraconservatisme et à la rénovation spéculative [...], la réhabilitation intégrée essaye de construire le patrimoine de l'avenir sur le patrimoine hérité »<sup>63</sup>. Il est à noter que nous parlons ici d'urbanisme intégré et pas encore d'urbanisme intégral.

La première référence au terme « urbanisme intégral » à Cuba semble apparaître dans l'acronyme du « Groupe pour le Développement Intégral de la Capitale (GDIC) »<sup>64</sup>, créé par Fidel Castro en 1988<sup>65</sup>. Cette nouvelle institution, composée d'une équipe interdisciplinaire de dix personnes, a pour mission d'analyser les aspects positifs et négatifs de la ville, et d'étudier « les tendances et expressions urbanistiques des villes du monde, les spécificités, problèmes, [pour développer une] vision future de La Havane »<sup>66</sup>. Cet organisme, que nous pouvons voir comme une « Task force », a pour mission de mener une réflexion globale pour l'ensemble de la ville, avec l'objectif de dépasser les frontières entre les différentes municipalités. L'approche multidisciplinaire est concrétisée par la présence, dans cette équipe restreinte, d'architectes, de planificateurs, d'un

---

63 Antonio-José Campesino Fernández, « Rehabilitación integrada de los centros históricos : el reto urbanístico de finales de los ochenta », *Investigaciones Geográficas* 7 (1989), p. 7-17.

64 Grupo para el Desarrollo Integral de la Capital (GDIC).

65 Dania González Couret, « El regreso a la ciudad tradicional. Vivienda social de los 80's en La Habana », *Revista INVI* 35, no. 98 (2020), p. 45-74.

66 Gina Rey Rodríguez, Mayda Pérez Alvarez et María Fernández Miquel, « Ideas avanzadas para un desarrollo urbano sostenible y participativo en La Habana (Cuba) », Catalogue des Bonne Pratiques sélectionnées pour la conférence des Nations Unies (UN) Habitat II à Dubaï, 1996, <<http://habitat.aq.upm.es/dubai/96/bp095.html>>. (Consulté le 1-III-2023).

ingénieur civil, d'un ingénieur hydraulique, d'un psychologue, d'un économiste et d'un juriste. Fidel Castro relève que « l'analyse de tous ces aspects permet de mieux comprendre la nécessité d'une stratégie urbaine et d'une vision intégrale du développement »<sup>67</sup>. Cette pluridisciplinarité, intégrée, doit donc permettre cette compréhension « intégrale », concept aujourd'hui central à Cuba tant en géographie qu'en aménagement du territoire ou en urbanisme. Ce concept, qui peut être entendu comme global ou holistique, porte la volonté d'intégrer un maximum d'éléments ou de facteurs afin d'offrir des solutions répondant au mieux à la situation abordée, afin d'avoir une approche la plus englobante possible.

Au début des années 1990 la chute de l'URSS provoque une crise économique extrêmement grave à Cuba : la Période Spéciale. Pour essayer de limiter l'impact de cette crise, il est décidé de stimuler le secteur du tourisme, et plus particulièrement à La Havane<sup>68</sup>. Cette décision se concrétise par l'adoption du décret-loi 143<sup>69</sup> en octobre 1993 qui octroie le statut de *zone prioritaire pour la conservation* à la Vieille Ville, patrimoine mondial de l'UNESCO<sup>70</sup> depuis 1982<sup>71</sup>. Cette modification implique que l'institution historique responsable de l'aménagement de ce territoire, le Bureau de l'Historien<sup>72</sup>, n'est

---

67 Leisa Pérez Callejas et Jorge Rodríguez Viera, « En La Habana, si de ESTRATEGIA se habla... », *Carta de La Habana* 41 (2007).

68 Rafael Roja Hurtado de Mendoza (dir.), *Desafío de una utopía : una estrategia integral para la gestión de la salvaguarda de la Habana Vieja*, La Habana : Ediciones Boloña, 1998.

69 Ministerio de Justicia (République de Cuba), *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, « Decreto-Ley No. 143. Sobre la Oficina del Historiador de la ciudad de La Habana », *gacetaoficial.gob.cu [Gaceta Oficial de la República de Cuba]*, 30 octobre 1993, <<https://www.gacetaoficial.gob.cu/es/decreto-ley-143-de-1993-de-consejo-de-estado-0>>. (Consulté le 1-III-2023).

70 Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture — UNESCO.

71 UNESCO, « Vieille ville de La Havane et son système de fortifications », *whc.unesco.org [UNESCO Convention du patrimoine mondial]*, <<https://whc.unesco.org/fr/list/204>>. (Consulté le 1-III-2023).

72 Oficina del Historiador de la Ciudad de la Habana (OHCH).

plus subordonnée au gouvernement provincial, mais directement au Conseil d'État, présidé par Fidel Castro jusqu'en 2011. Cette subordination directe à l'un des plus hauts organes de l'État cubain génère une accélération des prises de décisions, et offre une souplesse accrue au Bureau de l'Historien. En outre, ce changement législatif permet à l'institution de « formuler et exécuter les plans de restauration de la zone prioritaire »<sup>73</sup>, élément qui amène le Bureau de l'Historien à fonder en décembre 1994 l'entité « Plan Maestro »<sup>74</sup> qui a pour mission de proposer en 18 mois un « Plan Directeur (Maître) de Revitalisation Intégrale de la Vieille Havane »<sup>75</sup>.

Dans la continuité du GDIIC et des principes qui y ont été développés, le « Plan Maestro » réunit sous la direction de l'Historien de la ville, Eusebio Leal Spengler, une équipe de spécialistes provenant de différentes disciplines, avec des architectes, des urbanistes, des ingénieurs de différentes spécialités, des géographes, des cartographes, des informaticiens, des économistes, des historiens, des juristes, des sociologues et même des psychologues. Cette multidisciplinarité des acteurs investis dans le processus d'élaboration du Plan, et « la présence de spécialistes en sciences humaines et sociales a favorisé les études intégrales »<sup>76</sup>. Il nous faut relever que cette approche innovante et précurseur s'est développée dans la situation critique de la période spéciale.

Dans ses fondements, le « Plan Maestro » s'enrichit de l'expertise d'acteurs de l'urbain venus du monde entier, et ce jusqu'à nos jours. La première rencontre internationale a lieu en 1995, elle réunit des architectes de nombreuses villes d'Amérique latine qui

---

73 Ministerio de Justicia (República de Cuba), *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, « Decreto-Ley No. 143. »

74 La traduction est Plan Directeur (même si la traduction littérale est Plan Maître). Nous garderons ici le nom en espagnol.

75 Patricia Rodríguez Alomá, (dir.), *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral*, Plan Maestro de la Oficina del Historiador de la Ciudad de La Habana, 2011.

76 Patricia Rodríguez Alomá (dir.), *Regulaciones urbanísticas. La Habana Vieja. Centro Histórico*, La Habana : Ediciones Boloña, 2008. Le sociologue Carlos García Pleyán est mentionné comme étant un acteur ayant fortement participé au processus.

viennent exposer leur travail et participent aux discussions sur les changements paradigmatiques qui touchent les manières de réussir les réhabilitations des centres historiques. Ce partage des savoir-faire, ainsi que des réponses données aux problématiques sur les différents territoires du continent, participe largement à flexibiliser le travail du Plan Maestro qui, en tant qu'institution, opère plusieurs inflexions, en particulier en ce qui concerne la prise en considération des volontés populaires et les responsabilités en termes de concertation et de création de consensus<sup>77</sup>.

La deuxième et la troisième rencontre ont lieu respectivement en 2003 et 2004, et se concrétisent par une publication qui regroupe une partie des communications des participants<sup>78</sup>. Cette publication est ensuite renouvelée en englobant les rencontres annuelles jusqu'en 2008<sup>79</sup>, et ces cycles de conférence continuent encore à alimenter la réflexion urbaine cubaine, la dernière en date s'est déroulée au mois de novembre 2022<sup>80</sup>. Certains éléments venus de l'extérieur ont participé à forger le concept d'intégralité qui s'est progressivement enrichi et précisé à travers le temps.

Il faut enfin relever que l'intégration dans l'équipe du Plan Maestro de spécialistes venant d'autres institutions cubaines a permis d'avoir une conception interinstitutionnelle, avec une communication facilitée entre les différentes institutions, et par conséquent une meilleure articulation du travail<sup>81</sup>. A la fin des années 1990,

---

77 Rodríguez Alomá (dir.), *Regulaciones urbanísticas*.

78 Patricia Rodríguez Alomá (dir.), *Manejo y gestión de Centros Históricos, conferencias de los Encuentros Internacionales II y III, La Habana Vieja, 2003 y 2004*, La Habana : Ediciones Boloña, 2006.

79 Eusebio Leal Spengler (dir.), *Manejo y gestión de Centros Históricos, selección de conferencias de los Encuentros Internacionales IV, V, VI y VII, La Habana Vieja, 2005, 2006, 2007 y 2008*, La Habana : Ediciones Boloña, 2009.

80 Plan Maestro [Oficina del Historiador de la Ciudad de La Habana], « Cursos y eventos », *planmaestro.ohc.cu [Plan Maestro, Oficina del Historiador de la Ciudad de La Habana]*, <<http://www.planmaestro.ohc.cu/index.php/cursos-y-eventos/gestion-ciudades-patrimoniales>>. (Consulté le 1-III-2023).

81 Patricia Rodríguez Alomá (dir.), *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral*, Plan Maestro de la Oficina del Historiador de la Ciudad de La Habana, 2011.

le Plan Maestro publie *Desafío de una utopía*<sup>82</sup>, synthèse du Plan de Développement Intégral, qui est le résultat de ces années de travail. Il pose les jalons de la philosophie de l'institution, qui repose sur une caractérisation du territoire depuis plusieurs angles : le physique, le social, l'économique et le juridique. Une stratégie est déployée pour la récupération physique de l'espace urbain patrimonial, mais également pour les services à l'habitat, la culture, la coopération internationale et pour la sauvegarde de l'environnement. Cette institution, qui avait vocation à exister dix-huit mois, a finalement poursuivi son existence, pour créer dans le temps, non pas un Plan directeur, mais une « carte de navigation » pouvant être corrigée et adaptée en fonction de l'évolution du contexte.

En 1998, est publié le premier « Plan Intégral de Développement », qui concerne le territoire spécifique de la partie classée au patrimoine mondial, et réunit dans ce plan intégral les diverses caractéristiques territoriales, en particulier sur les plans physique, socioéconomique et juridique<sup>83</sup>. Celui-ci se concrétise dans les années 2010 où nous assistons à une forte expansion du processus de réhabilitation de la Vieille Ville. Cette progression importante est le résultat d'une conjugaison d'éléments positifs. Le premier est bien la sortie de la *période spéciale* et une économie nationale qui, sans devenir florissante, entre dans une période de croissance régulière. À ce contexte national, il faut ajouter la forte progression du nombre de touristes qui visitent l'île et naturellement la capitale, passage obligé pour flâner dans une ville historique singulière et classée patrimoine mondial de l'UNESCO.

Cette dynamique positive se renforce progressivement, et en 2011, le premier « Plan Spécial de Développement Intégral (PE-DI) »<sup>84</sup> voit le jour. L'objectif est, cette fois, d'offrir un procédé pour

résoudre les situations socio-économiques conflictuelles, à partir d'une vision plus systématique du territoire et ses relations avec

---

82 Roja Hurtado de Mendoza, *Desafío de una utopía*.

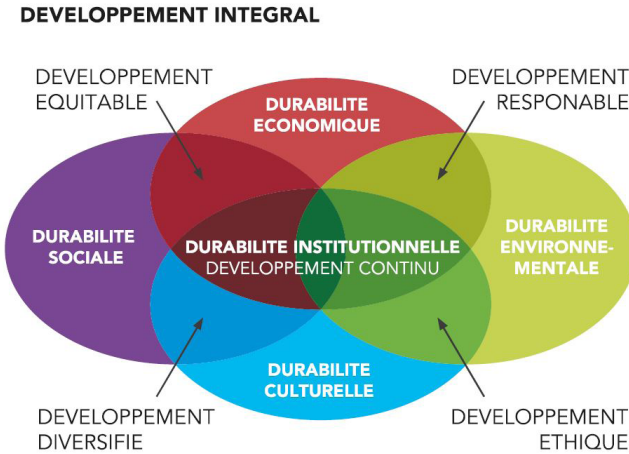
83 Rodríguez Alomá, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral* (2011).

84 Rodríguez Alomá, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral* (2011).

les diverses dimensions, échelles et acteurs avec lesquels il entre en relation, facilitant ainsi une meilleure gouvernance et administration des ressources<sup>85</sup>.

Ce mode d’appréhension du territoire doit avoir une flexibilité des points de vue, une capacité d’adaptation aux divers scénarios et finalement, l’application de mécanismes de gestion socioéconomiques efficaces<sup>86</sup>. Le dernier PEDI<sup>87</sup> présenté en 2016 par l’office de planification (« Plan Maestro ») de ce territoire spécifique, propose le schéma suivant pour expliciter l’articulation du concept d’intégralité dans son utilisation :

Figure 1. Schéma de la structure du développement intégral<sup>88</sup>.



85 Rodriguez Alomá, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral* (2011).

86 Rodriguez Alomá, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral* (2011).

87 Patricia Rodriguez Alomá (dir.), *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral 2030*, Plan Maestro de la Oficina del Historiador de la Ciudad de La Habana, 2016.

88 Rodriguez Alomá, *PEDI Plan Especial de Desarrollo Integral 2030*.

Ce concept, également omniprésent dans la formation académique de la faculté de géographie de l'Université de La Havane, promeut une planification, une construction et une régulation urbaine intégrant un maximum de facteurs et de contraintes. Cette dimension intégrale a également pour but d'optimiser les résultats des décisions au niveau économique, action indispensable pour un pays sous embargo depuis plus d'un demi-siècle. Cette stratégie du « une pierre deux (ou trois) coups » répond donc à une situation économique contrainte, mais également à une volonté de faire les meilleurs choix possibles pour cette partie de la ville et les acteurs locaux ou internationaux amenés à arpenter cet espace.

L'objectif de la programmation intégrale est donc la création de cercles vertueux qui s'alimentent entre eux avec un « équilibre entre le développement économique et social, en vertu du principe de durabilité économique, qui exige une phase de démarrage des projets dynamisant de plus grandes faisabilités capables d'attirer des fonds privés qui renforcent l'investissement public centralisé »<sup>89</sup>. Cette vision d'ensemble considère à juste titre que les interventions urbaines ont des dynamiques qui peuvent se renforcer ou s'affaiblir dans le temps. Il est par conséquent nécessaire, pour les acteurs de la planification, de prendre des décisions judicieuses de manière continue permettant à l'investissement public d'être vecteur de mouvements économiques, sociaux, culturels et environnementaux qui développent au mieux le territoire.

Cette approche conceptuelle par l'intégralité fait maintenant partie des fondements dans l'approche cubaine du territoire. En effet, le concept est omniprésent dans la littérature, mais également dans les titres des projets de planification, des documents de travail, et jusque dans le titre des institutions. Ce fondement conceptuel est aujourd'hui l'objet dans tel consensus à Cuba qu'il peut être considéré comme indiscutablement indiscuté. Il n'en reste pas moins que la pondération des différents facteurs ou encore le processus de recherche qui guide l'étude des différents facteurs ne sont

---

89 Gina Rey, « Repensar La Habana: En búsqueda de la sustentabilidad urbana », *Revista Iberoamericana de Urbanismo — riURB* 7 (2012), p. 43-67.

pas clairement définis. Il s'agit en quelque sorte d'une structure de pensée conceptualisée qui agit comme un outil d'appréhension du réel qui s'efforce de le considérer dans son intégralité, mais qui ne remplace pas la réflexion nécessaire dans la conception locale et spécifique des espaces urbains.

#### COMMENT CONCEPTUALISER LA VILLE ?

Comme nous l'avons indiqué, ces différents concepts participent à la structuration de la pensée des acteurs qui construisent la ville. Que ce soit l'approche inclusive, incluante, accueillante, hospitalière ou intégrale, elles poursuivent toutes l'objectif de guider les décideurs vers la création d'une ville qui permette à une partie ou tous les acteurs qui l'arpentent de s'y sentir bien. En effet, il est intéressant de relever que ces approches conceptuelles sont toutes animées par un objectif idéaliste de réalisation d'une ville meilleure. Si la hiérarchisation et la pondération des enjeux diffèrent d'une approche à une autre, elles sont toutes conduites par la volonté de développer une ville positivement utopique, devant se concrétiser dans les processus de la construction de l'espace urbain.

Face à cette diversité, il convient selon nous, non pas d'écarter une approche au profit d'une autre, mais bien d'adopter une dynamique multi-approche où celles-ci se complètent pour enrichir, une réflexion qui doit être plurielle. Car chaque approche alimente à sa manière les processus de construction de la ville, en mettant en lumière certains éléments particuliers, ou généraux, avec l'ambition de résoudre certaines problématiques spécifiques. À ce titre, il est intéressant d'observer que ces concepts peuvent participer, de manière singulière, tant à l'organisation de la décision publique qu'à l'aménagement concret de l'espace urbain. Il convient donc de puiser dans ces concepts les réflexions qu'ils portent afin de cumuler leurs apports au mieux, et ce pour toutes les dimensions qui composent le processus de construction ou de réhabilitation urbain.

En ce qui concerne le concept d'intégralité, celui-ci reste peu connu et pourrait être potentiellement plus exploité dans la construction de la ville. En effet, l'utilisation de cette approche reste limitée

aux acteurs cubains et n'a pas essaimé malgré la pertinence de la vision holistique qu'elle porte, élément favorisant les décisions qui répondent à une multiplicité de problématiques en même temps. Si cette démarche intégrale n'offre pas mécaniquement des décisions idéales, car elle débouche sur des arbitrages qui restent fondamentalement politiques, elle permet néanmoins de limiter certains effets pervers qui peuvent apparaître lorsque certains facteurs ne sont pas intégrés aux réflexions qui précèdent les décisions.

Il nous faut ici souligner que cette approche a permis de réaliser la réhabilitation de La Vieille Ville de La Havane, territoire à haute valeur patrimoniale dans un état de détérioration avancé, et ce dans des conditions économiques extrêmement contraintes. Cette réussite remarquable doit être relevée, et représente un argument notable qui pourrait inciter d'autres acteurs à s'emparer de ce concept pour l'utiliser sur d'autres territoires. Plus particulièrement dans des pays économiquement contraints, dans lesquels cela pourrait représenter une approche pertinente, plus en adéquation avec les réalités économiques.

Toutefois force est de constater que cette approche se propage peu au niveau international et reste cantonnée à la littérature scientifique hispanophone, et majoritairement cubaine. Nous pouvons en partie expliquer cette situation par l'absence d'une définition claire et partagée de ce concept qui, même s'il est bien compris par les acteurs cubains qui semblent s'accorder sur ses contours, reste flou. Cela le rend difficilement transposable à d'autres contextes et limite donc son utilisation.

En outre, l'approche intégrale demeure très tempérée sur la participation citoyenne qui, si elle est régulièrement citée, reste rarement mise en place. Cette relative carence dans la participation des habitants des territoires fait de l'approche intégrale un outil spécialement pertinent pour les décideurs. Il leur permet de mieux appréhender un espace et les dynamiques à l'œuvre pour ensuite proposer des solutions répondants au maximum à ces enjeux. Toutefois, cette approche ne comporte pas véritablement de méthodologie intégrant tous les acteurs, et particulièrement la population locale, élément qui pourrait peut-être permettre à cette approche de devenir un modèle de réhabilitation et de construction de la ville.

Dans cette dynamique de complémentarité conceptuelle, il nous paraît pertinent de porter une réflexion sur « l'aménité » de la ville et des espaces urbains. L'aménité n'est pas un concept en urbanisme à proprement parler, mais Sophie Le Floch, Jacqueline Candau, Philippe Deuffic le mettent en perspective en indiquant que : « d'un point de vue scientifique, les économistes ne sont pas seuls à avoir potentiellement quelque chose à dire sur les aménités : une acception relevant des autres sciences humaines et sociales est possible »<sup>90</sup>.

La particularité de l'aménité est sa double acception qui est d'une part basée sur l'articulation d'une dimension relationnelle et d'autre part sur une dimension spatiale. Fondamentalement, l'« aménité » traite de la qualité des relations que sont susceptibles d'établir entre elles des personnes différentes, qui ne se rencontrent a priori ni dans la sphère privée ni dans la sphère professionnelle. Ces relations ne peuvent s'établir que s'il y a co-présence : il faut donc des lieux concrets dans lesquels les rencontres puissent se faire. Or, ces lieux concrets, en même temps qu'ils permettent de « bonnes » relations sociales, se voient attribuer des qualités : ce sont les « aménités des lieux ». Il paraît essentiel d'aborder la ville en dépassant une vision restreinte aux éléments physiques pour intégrer pleinement les personnes qui participent à donner à un espace ses qualités, et les relations positives ou négatives qui peuvent s'établir entre les usagers.

Cette dimension humaine de l'espace doit être intégrée aux diverses approches, en considérant que par exemple la fréquentation d'un lieu joue sur son aménité. En ce sens, il nous semble possible de considérer que la fabrique d'un urbanisme inclusif, intégral, incluant, accueillant, ou hospitalier doit intégrer fondamentalement les dimensions humaines. Dans ce sens, la création de la *ville amène* pourrait représenter une approche complémentaire, où l'espace n'est pas considéré comme un simple contenant physique, mais bien comme un lieu ayant des caractéristiques subjectivement appréhendées, où les acteurs coexistent et entrent en relation avec leurs

---

90 Sophie Le Floch, Jacqueline Candau et Philippe Deuffic, « Aménité : qualité des relations sociales, qualités d'un lieu », *Ingénieries*, no. spécial Aménités (2002), p. 25-33.

contemporains de manière plus ou moins étroite, quelles que soient leurs particularités.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AUTHIER, Jean-Yves et LEHMAN-FRISCH, Sonia, « La mixité dans les quartiers gentrifiés : un jeu d'enfants ? », *metropolitiques.eu [Métropolitiques]*, 2 octobre 2013, <<https://metropolitiques.eu/La-mixite-dans-les-quartiers-gentrifies-un-jeu-d-enfants.html>>. (Consulté le 1-III-2023).
- ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES ET TERRITOIRES ACCUEILLANTS (ANVITA), « Charte de l'ANVITA », Signée en septembre 2018 à Lyon, *anvita.fr [ANVITA]*, <<https://www.anvita.fr/assets/Uploads/CHARTE-DE-LANVITA-2021.pdf>>. (Consulté le 1-III-2023).
- BANQUE MONDIALE [LA], « Manuel pour un aménagement urbain inclusif et garant de l'égalité des genres », *banquemondiale.org [La Banque Mondiale]*, 4 février 2020, <<https://www.banquemondiale.org/fr/topic/urbandevlopment/publication/handbook-for-gender-inclusive-urban-planning-and-design>>. (Consulté le 1-III-2023).
- BARADOUX, Jean, FRÉBAULT, Jean, MÉNARD, François et D'ABOVILLE Gwenaëlle (dir.), *Aménager sans exclure, faire la ville incluante*, Paris : Éditions Le Moniteur, 2018.
- BARADOUX, Jean, FRÉBAULT, Jean et TERRASSIER, Nicolas, « Précarité et aménagement, fabriquer la ville incluante, quel engagement des aménageurs ? », Club Ville-Aménagement, Préparation des 7èmes Entretiens de l'Aménagement Rennes 20 et 21 mars 2013, Synthèse atelier D, Document préparatoire, 2013.
- BEAUCIRE, Francis et DESJARDINS, Xavier, *Notions de l'urbanisme par l'usage*, Paris : Publications de la Sorbonne, 2015.
- BERGER, Mathieu, « Ville inclusive, ville hospitalière, ville friendly : quelques distinctions », in BARADOUX, Jean, FRÉBAULT, Jean, MÉNARD, François et D'ABOVILLE Gwenaëlle (dir.), *Aménager sans exclure, faire la ville incluante*, Paris : Éditions Le Moniteur, 2018.

- CAMPESINO FERNÁNDEZ, Antonio-José, « Rehabilitación integrada de los centros históricos : el reto urbanístico de finales de los ochenta », *Investigaciones Geográficas* 7 (1989), p. 7-17.
- CATTERALL, Pippa et AZZOUZ, Ammar, « The queer city : how to design more inclusive public space », *theconversation.com [The Conversation]*, 7 juin 2021, <<https://theconversation.com/the-queer-city-how-to-design-more-inclusive-public-space-161088>>. (Consulté le 1-III-mars).
- CLÉMENT, Garance et VALEGEAS, François, « De quoi la “ville inclusive” est-elle le nom ? Exploration d’un concept émergent à partir de discours scientifiques et opérationnels », *Métropoles* 20 (2017), <<https://journals.openedition.org/metropoles/5469?lang=en>>. (Consulté le 18-III-2023).
- CONSTANTY, Valérie, DARLEY, Amélie, JAROUSSEAU, Émilie, ZUNINO, Gwenalle, et Brigitte GUIGOU, *La mixité fonctionnelle : un objectif à définir et négocier au cas par cas*. Institut d’Aménagement et d’Urbanisme IAU d’Île-de-France, 2011.
- CORBOZ, André, *Le territoire comme palimpseste et autres essais*, Paris : Éditions de l’Imprimeur, 2001.
- ELLIN, Nan, *Integral Urbanism*, New York : Routledge, 2006.
- EPSTEIN Renaud et KIRSZBAUM, Thomas, « L’enjeu de la mixité sociale dans les politiques urbaines », *Regards sur l’actualité. Compétitivité de la France. La documentation Française* 292 (2003).
- EUROPEAN DISABILITY FORUM [SITE], « Déclaration de Madrid, “Non-discrimination plus action positive font l’inclusion sociale” », [Article 6 du préambule et Article 2 des propositions pour l’action], dans *Psychologie, éducation & enseignement spécialité (Site crée et animé par Daniel Calin)*, *dcalin.fr*, <[http://dcalin.fr/internat/declaration\\_madrid.html](http://dcalin.fr/internat/declaration_madrid.html)>. ( Consulté le 1-III-2023).
- FIJALKOW, Yankel (dir.), *Dire la ville c’est faire la ville*, Villeneuve d’Ascq : Presses universitaires du Septentrion, 2017.
- GARDOU, Charles, *La société inclusive, parlons-en : Il n’y a pas de vie minuscule*, Toulouse : Éditions Érès, 2012.

- GERMAN FEDERAL MINISTRY FOR ECONOMIC COOPERATION AND DEVELOPMENT, « The Inclusive City », Documentation of a joint networking event of the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ) and the Cities Alliance at the World Urban Forum 3, Vancouver, 21 juin 2006, <[https://www.citiesalliance.org/sites/default/files/TheInclusiveCity\\_0.pdf](https://www.citiesalliance.org/sites/default/files/TheInclusiveCity_0.pdf)>. (Consulté le 1-III-2023).
- GEROMETTA, Julia, HÄUSSERMANN, Hartmut et LONGO, Giulia, « Social Innovation and Civil Society in Urban Governance : Strategies for an Inclusive City », *Urban Studies* 42, no. 11 (2005), p. 2007—2021.
- GONZÁLEZ COURET, Dania, « El regreso a la ciudad tradicional. Vivienda social de los 80's en La Habana », *Revista INVI* 35, no. 98 (2020), p. 45-74.
- HANAPPE, Cyrille (dir.), *La ville accueillante — Accueillir à Grande-Synthe*, Lyon : Éditions du PUCA, 2018.
- INCLUSION ASBL, « L'inclusion qu'est-ce que c'est ? », *Inclusion-asbl.be [Inclusion ASBL]*, <<https://www.inclusion-asbl.be/linclusion-quest-ce-que-cest>>. (Consulté le 1-III-2023).
- IVOL, Nicolas, « Grenoble ville hospitalière ? Interroger les espaces urbains par l'itinéraire », Mémoire de Master 2 en Design Urbain, Institut d'urbanisme et de géographie Alpine - Université Grenoble Alpes, 2019.
- KIDRON, Anat, « L'immigration juive et l'établissement de la communauté nationale hébraïque dans la ville mixte de Haïfa », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem* 21 (2010), <<https://journals.openedition.org/bcrfj/6404>>. (Consulté le 18-III-2023).
- LEAL SPENGLER, Eusebio (dir.), *Manejo y gestión de Centros Históricos, selección de conferencias de los Encuentros Internacionales IV, V, VI y VII, La Habana Vieja, 2005, 2006, 2007 y 2008*, La Habana : Ediciones Boloña, 2009.
- LEFEBVRE, Henri, *Le Droit à la Ville*, Paris : Éditions Economica — Anthropos, 2009.

- LE FLOCH, Sophie, CANDAU, Jacqueline et DEUFFIC, Philippe, « Aménité : qualité des relations sociales, qualités d'un lieu », *Ingénieries*, no. spécial Aménités (2002), p. 25-33.
- LEPOITTEVIN, Christine (dir.), « Vers une ville inclusive, leviers de création de valeurs et de richesses », 35<sup>ème</sup> Atelier International de Maîtrise d'œuvre Urbaine de Cergy-Pontoise, Document de Contexte, Les ateliers, maîtrise d'œuvre urbaine, 2017.
- LÉVY, Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris : Éditions Belin, 2003.
- LORION-BOUVREUIL, Violette-Ghislaine, « Discrimination et ville inclusive », *Cause Commune* 8 (2018), <[https://www.causecommune-larevue.fr/discriminations\\_et\\_ville\\_inclusive](https://www.causecommune-larevue.fr/discriminations_et_ville_inclusive)>. (Consulté le 1-III-mars).
- LUHMANN, Niklas, *Social Systems*, Stanford : Stanford University Press, 1995.
- LUXEMBOURG, Corinne et MESSAOUDI, Dalila, « Genre et politiques urbaines. Regards sur les inégalités hommes-femmes en ville », *Géocarrefour* 91, no. 1 (2017), <<https://journals.openedition.org/geocarrefour/10021>>. (Consulté le 18-III-2023).
- MEYER, Jessica, « Pour une ville plus inclusive », *Chaire Terress*, [Territoires de l'Économie Sociale et Solidaire], 4 mai 2021, <<https://chaireterres.hypotheses.org/356>>. (Consulté le 1-III-mars).
- MINISTERIO DE JUSTICIA (REPÚBLICA DE CUBA), *Gaceta Oficial de la República de Cuba*, « Decreto-Ley No. 143. Sobre la Oficina del Historiador de la ciudad de La Habana », *gacetaoficial.gob.cu* [*Gaceta Oficial de la República de Cuba*], 30 octobre 1993, <<https://www.gacetaoficial.gob.cu/es/decreto-ley-143-de-1993-de-consejo-de-estado-0>>. (Consulté le 1-III-2023).
- OECD, « Inclusive Growth », *oecd.org* [OECD], <<http://www.oecd.org/inclusive-growth>>. (Consulté le 1-III-2023).
- OECD, *Making Cities Work for All: Data and Actions for Inclusive Growth*, Paris : OECD Publishing, 2016.
- PINSON, Daniel, « Urban planning : an “undisciplined” discipline ? », *Futures* 36, no. 4 (2004), p. 503-513.

- PÉREZ CALLEJAS, Leisa, et RODRÍGUEZ VIERA, Jorge, « En La Habana, si de ESTRATEGIA se habla... », *Carta de La Habana* 41 (2007).
- PLAN MAESTRO [OFICINA DEL HISTORIADOR DE LA CIUDAD DE LA HABANA], « Cursos y eventos », *planmaestro.ohc.cu* [*Plan Maestro, Oficina del Historiador de la Ciudad de La Habana*], <<http://www.planmaestro.ohc.cu/index.php/cursos-y-eventos/gestion-ciudades-patrimoniales>>. (Consulté le 1-III-2023).
- REY, Gina, « Repensar La Habana: En búsqueda de la sustentabilidad urbana », *Revista Iberoamericana de Urbanismo — riURB* 7 (2012), p. 43-67.
- REY RODRÍGUEZ, Gina, PÉREZ ALVAREZ, Mayda et FERNÁNDEZ MIQUEL, María, « Ideas avanzadas para un desarrollo urbano sostenible y participativo en La Habana (Cuba) », Catalogue des Bonne Pratiques sélectionnées pour la conférence des Nations Unies (UN) Habitat II à Dubaï, 1996. <<http://habitat.aq.upm.es/dubai/96/bp095.html>>. (Consulté le 1-III-2023).
- RODRÍGUEZ ALOMÁ, Patricia (dir.), PEDI *Plan Especial de Desarrollo Integral 2030*, Plan Maestro de la Oficina del Historiador de la Ciudad de La Habana, 2016.
- , PEDI *Plan Especial de Desarrollo Integral*, Plan Maestro de la Oficina del Historiador de la Ciudad de La Habana, 2011.
- , *Regulaciones urbanísticas. La Habana Vieja. Centro Histórico*, La Habana : Ediciones Boloña, 2008.
- , *Manejo y gestión de Centros Históricos, conferencias de los Encuentros Internacionales II y III*, *La Habana Vieja, 2003 y 2004*, La Habana : Ediciones Boloña, 2006.
- ROJA HURTADO DE MENDOZA, Rafael (dir.), *Desafío de una utopía : una estrategia integral para la gestión de la salvaguarda de la Habana Vieja*, La Habana : Ediciones Boloña, 1998.
- SCHERRER, Franck, « Le contrepoint des études urbaines et de l'urbanisme : ou comment se détacher de l'évidence de leur utilité sociale », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [Hors-série] 10 (2010), p. 187-195.
- STAVO-DEBAUGE, Joan, « Hospitalité et ville inclusive », version française du court texte publié en anglais dans le *Guide Book* de la Master Class

- « In/Out : Designing Urban Inclusion » organisée par le Metrolab Brussels, 2017.
- , « De quoi (et pour qui) l'hospitalité est-elle une qualité ? », in BOURGAULT, Sophie, CLOUTIER, Sophie, et GAUDET, Stéphanie (dir.), *Éthiques de l'hospitalité, du don et du care : Actualité, regards croisés*, Ottawa : Presses Universitaires d'Ottawa, 2020.
- UNESCO, « Vieille ville de La Havane et son système de fortifications », *whc.unesco.org [UNESCO Convention du patrimoine mondial]*, <<https://whc.unesco.org/fr/list/204>>. (Consulté le 1-III-2023).
- VANONI, Didier, BADIA, Benjamin et LEPLAIDEUR, Julien, « Précarité et aménagement, fabriquer la ville incluante », synthèse des travaux du groupe n°4 en préparation des 7<sup>ème</sup> « entretiens de l'aménagement » du 20 & 21 mars 2013 à Rennes, Club ville-aménagement, FORS Recherche Sociale, 2013.
- VILLE DE STRASBOURG, « Manifeste pour un accueil digne des personnes migrantes vulnérables. Strasbourg, ville hospitalière », mars 2019, *strasbourg.eu [Strasbourg.eu eurométropole]*, <<https://www.strasbourg.eu/documents/976405/1555899/0/23a6c2ab-3a1c-185d-d9e2-1ffa2d0be507>>. (Consulté le 1-III-2023).

L'AGROÉCOLOGIE COMME LEVIER D'INCLUSION  
ET DE JUSTICE SOCIALE AU PARAGUAY

---

*Clara Pérez González*  
Université de Pau et des Pays de l'Adour  
E2S UPPA / CNRS / TREE



La « Révolution Verte » a encouragé le développement d'une agriculture axée sur l'augmentation de la productivité par l'intensification et l'artificialisation des processus agricoles à l'échelle mondiale<sup>1</sup>. Dès ses premières années d'expansion, ce modèle a été remis en question par des chercheurs de différents domaines scientifiques en raison de ses coûts environnementaux et sociaux élevés<sup>2</sup>.

- 
- 1 Cet article découle de la recherche doctorale que l'auteure est actuellement en train de mener.
  - 2 En 1962, la biologiste états-unienne Rachel Carson a alerté sur les dangers de l'utilisation de produits chimiques de synthèse pour l'agriculture Rachel Carson, *Silent Spring*, Boston : Houghton Mifflin, 1962. Plus tard, le rapport du Club de Rome « Les limites de la croissance » a souligné le coût environnemental de la croissance matérielle sans restriction en citant aussi les impacts de l'agriculture Donella Meadows, Dennis Meadows, et Jørgen Randers, *The Limits to Growth*, 1<sup>ère</sup> éd., New York : Universe Books, 1972. Puis, l'écrivain et militant états-unien Wendell Berry a décrit le processus d'installation de l'agriculture industrielle dans les fermes traditionnelles de son pays et l'impact que cela a eu sur l'écologie et sur les habitudes alimentaires de la population. Il a aussi insisté sur la nécessité de réincorporer le principe de la diversité dans l'agriculture Wendell Berry, *The Unsettling of America : Culture and Agriculture*, 1<sup>ère</sup> éd., San Francisco : Sierra Club, 1977. Ensuite, la chercheuse et militante éco-féministe indienne Vandana Shiva, a publié depuis les années 1980 une série d'articles et de recherches démontrant les effets négatifs de la révolution verte sur l'environnement. Pour elle, la vulnérabilité et l'effondrement social et écologique découlent de l'imposition d'un modèle agricole qui cherche à

Les mouvements paysans, notamment dans les pays dits du Sud, défendent la « re-paysannisation »<sup>3</sup> en opposition au modèle de « désagrarisation » proposé par le modèle agroindustriel qui continue à se développer. Cette opposition est définie comme une lutte sur deux « fronts »<sup>4</sup>. D'une part, il existe une concurrence pour les ressources matérielles, telles que la terre, l'eau, les semences, etc. D'autre part, on relève aussi une compétition pour les ressources immatérielles et symboliques « [...] caractérisées par la formulation et la défense de concepts, théories, paradigmes et autres arguments utilisés pour convaincre les autres »<sup>5</sup>.

Cette lutte d'idées soulève aussi la question des techniques agricoles qui doivent être mises en place pour produire des aliments et nourrir le monde d'une façon durable. Au sein de la discussion sur le caractère durable des modèles agricoles, il est possible de distinguer une large palette d'autres propositions telles que l'agriculture biologique, la permaculture, l'agroforesterie, l'agriculture biodynamique, l'agriculture urbaine, l'agriculture paysanne ou encore l'agroécologie<sup>6</sup>. C'est sur cette dernière en particulier que cet article

---

uniformiser et centraliser les décisions portant sur la gestion des cultures. Il en découlerait des conséquences néfastes qui s'aggravaient par l'utilisation de la biotechnologie et de la révolution génétique en agriculture. Voir : Vandana Shiva, *Monocultures of the Mind : Perspectives on Biodiversity and Biotechnology*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1993.

- 3 Retour vers un système dans lequel la production à petite échelle est développée avec autonomie par des agriculteurs Pierre Gasselin, Sylvie Lardon, Claire Cerdan, Slama Loudiyi et Denis Sautier (coord.), *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires : Un nouveau paradigme du développement territorial ?*, 1ère édition, Versailles-France : Éditions Quæ, 2023; Peter Rosset, et María Torres, « Agroecología, territorio, recampesinización y movimientos sociales », *Estudios Sociales. Revista de Alimentación Contemporánea y Desarrollo Regional* 25, no. 47 (2016), p. 274-299.
- 4 Rosset et Torres, « Agroecología, territorio ».
- 5 Rosset et Torres, « Agroecología, territorio », p. 280.
- 6 Tiziano Gomiero, David Pimentel, et Maurizio G. Paoletti, « Is There a Need for a More Sustainable Agriculture? », *Critical Reviews in Plant Sciences* 30, no. 1-2 (2011), p. 6-23 ; Christian Deverre, « Agricultures alternatives et transformation des systèmes alimentaires », *Pour* 212 (2011/5), p. 39-50 ; Alfio

se concentrera, notamment sur sa dimension sociale en lien avec les concepts de justice sociale et d'inclusion sociale.

Tout d'abord, il sera présenté un exposé de l'émergence du terme agroécologie dès ses premiers et multiples usages, de son évolution et de sa complexification en tant que modèle agroalimentaire, ensemble de pratiques, discipline scientifique et mouvement social ; tout cela, en regardant brièvement l'échelle mondiale, puis en se concentrant sur l'Amérique latine. Ensuite, il sera examiné comment les facteurs de l'éducation et de l'égalité des sexes, présents dès les premières initiatives agroécologiques paraguayennes. Chacun de ces deux leviers sera alors discuté sur la base d'entretiens menés dans le cadre de la recherche. Enfin, l'étude s'achèvera par une série de considérations sur l'agroécologie en tant que vecteur d'inclusion sociale.

#### L'ÉVOLUTION DE L'AGROÉCOLOGIE ET SA DIMENSION LATINO-AMÉRICAINE

L'apparition du terme agroécologie remonte aux années 1930<sup>7</sup>. D'abord pensé comme l'écologie appliquée à l'agriculture<sup>8</sup>, les premières études cherchèrent à expliquer, à l'échelle des agrosystèmes, l'interaction entre l'activité humaine et les différentes composantes naturelles, en mettant plus particulièrement l'accent sur la gestion

---

Brandenburg, « Mouvement agroécologique au Brésil : trajectoire, contradictions et perspectives », *Natures Sciences Sociétés* 16, no. 2 (2008), p. 142-147.

7 L'agronome russe Basil Bensin est reconnu comme un pionnier dans ce domaine, car il a utilisé le terme pour la première fois en 1928 pour se référer à l'écologie appliquée à l'agriculture ; par la suite, il insistera sur la nécessité d'inclure cette discipline dans les cours des écoles d'agriculture. Contemporains de Bensin, Azzí (1928) puis Papadakis (1938) se sont consacrés au développement de ce qu'ils ont appelé l'Écologie Agricole. Bien qu'ils n'aient pas utilisé le terme exact, leurs travaux ont également influencé l'agroécologie. A. Wezel, S. Bellon, T. Doré, C. Francis, D. Vallod et C. David, « Agroecology as a science, a movement and a practice. A review », *Agronomy for Sustainable Development* 29, no. 4 (2009), p. 503-515 ; Thierry Doré et Stéphane Bellon, *Les mondes de l'agroécologie*, Versailles-France : Éditions Quæ, 2009.

8 Thierry Doré et Stéphane Bellon, *Les mondes de l'agroécologie*.

agricole. Puis, dans les années 1970, cette première définition s'est complexifiée avec l'inclusion de la notion d'agroécosystème<sup>9</sup>. Altieri a défini ce concept comme « [des] écosystèmes semi-domestiqués<sup>10</sup> », c'est-à-dire ceux dans lesquels l'impact humain est minime et qui diffèrent donc des milieux extrêmement modifiés telles les zones urbaines. Cette nouvelle approche sera développée en s'appuyant sur une méthodologie de nature plus holistique<sup>11</sup>.

L'approche de l'agroécologie s'élargit dans les années 2000 avec les écrits de Gliessman et Francis qui intègrent l'échelle de systèmes alimentaires, en réaffirmant la nature multidimensionnelle de cette perspective, associant des aspects écologiques, sociaux, économiques et politiques<sup>12</sup>. Au fur et à mesure de la montée en puissance de l'agroécologie en tant que science et ensemble de pratiques agricoles, les mouvements de l'agriculture paysanne et de la lutte pour la terre, principalement en Amérique latine, s'en emparèrent dans les années 1990<sup>13</sup>. Parmi les mouvements les plus connus ayant adopté ce modèle, on peut citer les Zapatistes au Chiapas (Mexique), le *Mouvement des sans-terre* (MST) au Brésil, le réseau international des organisations paysannes, *La Via Campesina*. À cette époque sont aussi apparus des espaces d'articulation tels que le *Mouvement Agroécologique Latino-américain* (MAELA) et le *Consortium Latino-Américain d'Agroécologie et de Développement* (CLADES), avec le soutien d'organisations à but non lucratif<sup>14</sup>.

---

9 Wezel, Bellon, Doré, Francis, Vallod et David, « Agroecology as a science ».

10 Miguel Altieri, *Agroecology : The Science Of Sustainable Agriculture*, 2<sup>ème</sup> éd, Boca Raton : CRC Press, 2019, p. 5.

11 Wezel, Bellon, Doré, Francis, Vallod et David, « Agroecology as a science ».

12 Wezel, Bellon, Doré, Francis, Vallod et David, « Agroecology as a science ».

13 Bien que l'influence des mouvements environnementaux sur cette discipline remonte aux années 1960, les mouvements sociaux se sont impliqués dans l'agroécologie plus tard : Altieri, *Agroecology*; Wezel, Bellon, Doré, Francis, Vallod et David, « Agroecology as a science ».

14 Altieri, Miguel, « Breve reseña sobre los orígenes y evolución de la Agroecología en América Latina », *Agroecología* 10, no. 2, (2015), p. 7-8.

Depuis 15 ans, l'agroécologie a ainsi fait l'objet d'une reconnaissance croissante à différentes échelles (nationale, régionale et internationale) et sphères (citoyennes, académiques, politiques). En 2009, le programme des Nations Unies pour l'environnement (IAASTD) a mis l'accent sur l'importance de la diversification et du renforcement des connaissances, sciences et technologies agricoles, en prenant en compte les différences entre les nombreux modèles agroécologiques et les conditions socioculturelles<sup>15</sup>.

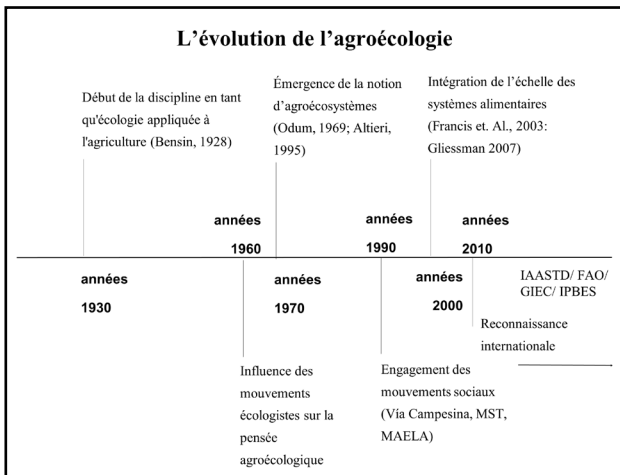


Figure 1. L'évolution de l'agroécologie.

Source : Élaboration propre à partir de : Wezel et al. (2009)<sup>16</sup> ;

Doré et Bellon (2009)<sup>17</sup> et Altieri (2019)<sup>18</sup>.

15 Beverly McIntyre, Hans R. Herren, Judi Wakhungu *et al.*, dir. Robert T. Watson (eds.), « Agriculture at a Crossroads: The Global Report, The International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD) », Washinton-, DC. : Island Press, 2009.

16 Wezel, Bellon, Doré, Francis, Vallod et David, « Agroecology as a science ».

17 Doré et Bellon, *Les mondes de l'agroécologie*.

18 Altieri, *Agroecology: The Science of Sustainable Agriculture*.

Depuis 2014, l'agroécologie a fait l'objet de multiples débats au sein de conférences, symposiums et autres « dialogues régionaux » organisés par la FAO<sup>19</sup>.

En 2019, la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)<sup>20</sup>, ainsi que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont également abordé l'importance de considérer l'agriculture comme un ensemble diversifié de savoirs et de pratiques, et non comme une pratique uniforme. Le GIEC a aussi cité l'agroécologie dans son rapport spécial de 2022 ; il y défend l'idée selon laquelle il est possible d'augmenter la résilience aux catastrophes futures en adoptant des systèmes de type agroécologiques, ce qui permettrait de lisser les risques pour les agriculteurs et d'atténuer les effets de la sécheresse<sup>21</sup>.

En France, cette reconnaissance académique et politique a fait émerger une proposition alternative pratique et technique, tant au modèle de la seconde révolution agricole qu'à celui du « technologisme alternatif »<sup>22</sup>, qui accorde moins d'attention à la dimension sociale du processus. Cependant, cette proposition a eu un impact sur la structure institutionnelle et sur les politiques agricoles du pays, encourageant ce que les auteurs appellent le processus

---

19 Tels que, le Symposium international sur l'agroécologie, l'agroécologie (Rome, 2014 et 2018,) et la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Mexico, 2016), entre autres.

20 Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES), « The Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services. Summary for Policy Makers », Born, Germany: IPBES, 2019, <<https://www.ipbes.net/global-assessment>>. (Consulté le 25-IV-2023).

21 Cheik Mbow et Cynthia Rosenzweig (coord.), « Food Security », dans P. R. Shukla, *et al.*, *Climate Change and Land : an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*, 896, New York : Cambridge University Press, 2022, p. 470.

22 Deverre, « Agricultures alternatives et transformation des systèmes alimentaires ».

d'écologisation des politiques publiques et des systèmes techniques agricoles<sup>23</sup>.

Et pourtant comme l'ont montré de nombreux auteurs<sup>24</sup>, en Amérique latine et plus largement dans les pays du Sud, la dimension sociopolitique est au cœur de la proposition agroécologique. Leurs écrits soulignent que l'agroécologie latino-américaine va bien au-delà de sa perspective environnementale, se positionnant comme un projet politique visant à transformer le modèle économique hégémonique<sup>25</sup>. Les projets réformistes qui négligent la dimension politique et qui ne remettent pas en cause les relations de pouvoir en place sont considérés à la fois par les mouvements paysans et les chercheurs latino-américains comme des tentatives de récupéra-

- 
- 23 Frédéric Goulet, Danièle Magda, Nathalie Girard et Valérie Hernandez (dir.), *L'agroécologie en Argentine et en France. Regards croisés*, Paris : L'Harmattan, 2012 ; Christian Deverre et Christine de Sainte Marie, « L'écologisation de la politique agricole européenne. Verdissement ou refondation des systèmes agro-alimentaires », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement* 89 (2008/4), p. 83-104.
- 24 Goulet, Magda, Girard et Hernandez, *L'agroécologie en Argentine et en France*; François-Xavier Côte, *et al.*, « Transition agro-écologique des agricultures des pays du Sud: retours d'expériences et perspectives », dans François-Xavier Côte, Emmanuelle Poirier-Magona, Sylvain Perret, Bruno Rapidel, Philippe Roudier et Marie-Cécile Thirion (eds.), *La transition agro-écologique des agricultures des pays du Sud*, AFD, Cirad, Versailles-France : Éditions Quæ, 2019, p. 472-509 ; Gasselin, Lardon, Cerdan, Loudiyi et Sautier, *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires* ; P. De Souza, C. Bonelli, V. Bianco, R. A. Dos Santos, Luciano Zanetti Pessôa Candioto, A. F. Alves et Marcos Aurelio Saquet, « L'agroecologia come strategia di inclusione sociale e sviluppo territoriale : un'esperienza brasiliana », *Rivista Geografica Italiana* 120, no. 2 (2013), p. 119-136.
- 25 Miguel Altieri et Victor Manuel Toledo, « The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants », *The Journal of Peasant Studies* 38, no. 3 (2011.), p. 587, 612 ; Rosset et Torres, « Agroecología, territorio, recampesinización y movimientos sociales » ; Omar Felipe Giraldo, *Multitudes agroecológicas*, Yucatán, México : Escuela Nacional de Estudios Superiores Unidad Mérida, Universidad Nacional Autónoma de México, 2022, <<http://www.librosoa.unam.mx/handle/123456789/3503>>. (Consulté le 25-IV-2023).

tion, de soumission ou encore d'appauvrissement du contenu de l'agroécologie<sup>26</sup>.

Une autre caractéristique du courant latino-américain est sa diversité culturelle et sa forte racine amérindienne guidée pour la cosmovision de « *Buen Vivir* » (tel le *Teko porã* des Guarani), qui sont fondées sur les valeurs de réciprocité et de solidarité<sup>27</sup>. Cette forme de « bien vivre » propose une redistribution des droits, des obligations et des ressources entre les groupes, sur la base d'une relation respectueuse et responsable de l'environnement, guidée par le pouvoir collectif<sup>28</sup>. Dans un contexte marqué par les inégalités, l'agroécologie a donc un très net caractère de lutte sociale<sup>29</sup>, couvrant

- 
- 26 La Via Campesina, « Simposio Internacional de Agroecología de la FAO en Roma: “Hoy se abre una ventana en lo que por 50 años fue la Catedral de la Revolución Verde” » [Comunicado de Prensa La Via Campesina], *viacampesina.org* [*La Via Campesina. Movimiento Campesino Internacional*], 24 de setiembre de 2014, <<https://viacampesina.org/es/simposio-internacional-de-agroecologia-en-la-fao-en-roma-hoy-se-abre-una-ventana-en-lo-que-por-50-anos-fue-la-catedral-de-la-revolucion-verde/>>. (Consulté le 25-IV-2023); Altieri et Toledo, « The agroecological revolution in Latin America » ; Giraldo, *Multitudes agroecológicas* ; Rosset et Torres, « Agroecología, territorio ».
- 27 Eric Sabourin, Maria Mercedes Patrouilleau, Jean François Le Coq, Luis Vasquez y Paulo Niederle (org.), *Políticas públicas a favor de la agroecología en América Latina y el Caribe*, Porto Alegre, Brasil : Evangraf/ Criação Humana, Red PP-AL/FAO, 2017.
- 28 Aníbal Quijano, « “Bien vivir” : entre el “desarrollo” y la Des/colonialidad del poder », dans Aníbal Quijano, *Cuestiones y horizontes. De la dependencia histórico-estructural a la colonialidad/descolonialidad del poder. Antología esencial*, Lima, Perú : UNMSM ; Buenos Aires, Argentina : CLACSO, 2020, Colección Antologías, p. 937-952, <<https://doi.org/10.2307/j.ctv1gm019g>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- 29 Rachel Bezner Kerr, « Agroecology as a means to transform the food system [Position Paper] » [Dossier : Agroecology : Can we change our food systems ?], *Landbauforsch Journal of Sustainable and Organic Agricultural Systems* 70, no. 2 (2020), p. 77-82, <<https://ojs.openagrar.de/index.php/LBF/issue/view/2465/30>>. (Consulté le 25-IV-2023).

le vaste champ de la défense des « plus petits », des moins aisés<sup>30</sup>, de la souveraineté alimentaire<sup>31</sup>, de l'autonomie, de l'égalité de genre, enfin, de la justice sociale « [qui] redonne place aux paysans, aux “sans-terre” et aux travailleurs agricoles, aux mouvements sociaux et aux communautés indigènes, considérés à la fois comme ses acteurs et son public cible »<sup>32</sup>.

#### LA DIMENSION DE JUSTICE ET D'INCLUSION SOCIALE DE L'AGROÉCOLOGIE AU PARAGUAY : NOTRE DÉMARCHÉ

Au-delà de l'écologisation des pratiques, nous posons en effet comme hypothèse que l'agroécologie en Amérique latine se positionne comme un facteur d'émancipation et de justice sociale. Ainsi, à partir de l'exemple paraguayen, nous montrerons que cette dimension sociale de l'agroécologie constitue un moteur clé de structuration et de fonctionnement des groupes agroécologiques. Cette « motivation » repose sur deux leviers majeurs, que sont la formation des paysans et l'émancipation des femmes ; ils permettent ainsi aux agriculteurs et agricultrices agroécologues d'affirmer leur place à la fois dans la société et l'économie paraguayenne mais aussi, plus spécifiquement, dans les territoires.

L'exploration de cette hypothèse repose sur une enquête de terrain réalisée entre les mois de juin et novembre 2022 dans la région Orientale du Paraguay. Sur la base d'un diagnostic territorial, le terrain a été divisé en trois zones présentant des contextes géo-sociopolitiques particuliers et des réseaux agroécologiques d'intérêt pour cette étude. La première zone est le Centre-Est, qui comprend

---

30 Sílvio Gomes de Almeida, Paulo Petersen, Adriana Galvão Freire et Luciano Silveira, « Enfocando las condiciones para salir de la pobreza », *LEISA. Revista de Agroecología* 24, no. 3 (2008), p. 5-7 <<https://www.leisa-al.org/web/images/stories/revistapdf/vol24n3.pdf>>, (Consulté le 25-IV-2023).

31 Rosset et Torres, 2013, « Agroecología, territorio » ; Eric Holt-Giménez et Miguel Altieri. « Agroecología, soberanía alimentaria y la nueva revolución verde », *Agroecología* 8, no. 2 (2013), p. 65-72.

32 Doré et Bellon, *Les mondes de l'agroécologie*.

les départements de Caaguazú, Guairá et Paraguari, soit des régions où l'agriculture familiale traditionnelle est encore très présente. La deuxième zone correspond au département d'Itapúa, situé au sud du pays ; il s'agit d'un territoire dominé principalement par la culture intensive du soja et où les initiatives d'agriculture alternative adoptent la *Yerba mate* comme produit phare dans leurs stratégies de positionnement sur le marché. La troisième, la zone nord, incluant les départements de Concepción et San Pedro, se consacre principalement à l'élevage, avec une production de soja qui continue à progresser sur les terres de l'agriculture familiale. Dans ces territoires, le modèle agroécologique a également dû faire face à la criminalisation des organisations paysannes suite à la militarisation permanente depuis 2013, en raison de l'apparition d'un groupe criminel dans la zone<sup>33</sup>.

D'autre part, bien que des entretiens aient été menés avec des membres des réseaux agroécologiques basés à Asunción et dans les départements de Central et Cordillère, il a été décidé de ne pas inclure ces régions comme terrain d'étude car elles correspondent à des zones plus peuplées, très fortement influencées par des modes de vie urbains et qui requièrent donc une étude plus spécifique. Il a également été exclu la région occidentale dans cette étude en raison du faible nombre de groupes s'y revendiquant de l'agroécologie.

Au cours du travail sur le terrain, nous avons mené, d'une part, des entretiens avec des producteurs qui font partie de réseaux agroécologiques, ainsi que de l'agriculture biologique, de la biodynamie et du réseau d'agriculture familiale géré par des institutions publiques.

---

33 Depuis 2008, un groupe criminel a commis des actes criminels sous les sigles EPP (*Ejército del Pueblo Paraguayo*), principalement dans le nord du pays. La réponse de l'État a consisté en la formation de la *Fuerza de Tareas Conjuntas* (FTC), composée de policiers et de militaires, qui a été chargée d'éradiquer ce groupe. Comme l'indique Juan A. Martens, « El EPP es necesario y funcional para varios grupos de poder », *Derechos Humanos en Paraguay* (2014), p. 399-409. Les habitants de la région ont dénoncé des détentions illégales, des tortures et même des exécutions extrajudiciaires dans la zone d'opérations, dont aucune n'a fait l'objet à ce jour d'une enquête de la part du ministère public.

D'autre part, nous avons échangé avec des techniciens, des ingénieurs, des agroécologues, des chercheurs, des enseignants et des fonctionnaires publics et d'ONG impliqués dans l'agroécologie et l'agriculture familiale, tous classés sous l'étiquette « autres acteurs » dans la classification observée sur la carte ci-dessous.

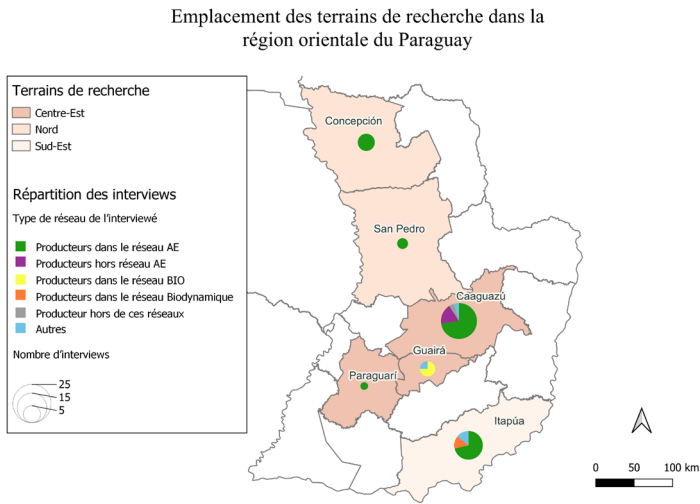


Figure 2. Emplacement des terrains de recherche dans la région orientale du Paraguay.

Source : Notre propre élaboration avec QGIS<sup>34</sup>.

Il est à noter que cette publication présente les premiers résultats de l'analyse de contenu effectuée à l'aide du logiciel MaxQda, qui est en constante évolution. L'analyse a été réalisée en conservant la langue originale des entretiens, menés en espagnol, guaraní et

34 QGIS.org, 2023, QGIS Geographic Information System, QGIS Association, <<http://www.qgis.org>>. (Consulté le 02-V-2023).

jopara. Les informations obtenues lors des entretiens ont été croisées avec les documents disponibles sur Internet et dans la « littérature grise ». Toutes ces pistes nous ont permis d'aboutir à la description présentée ci-dessous.

#### RÉSEAUX AGROÉCOLOGIQUES, PREMIÈRES ORGANISATIONS, FORCE ÉMANCIPATRICE ET JUSTICE SOCIALE

Au Paraguay, à la fin des années 1980, les organisations d'agriculteurs ont commencé à chercher des alternatives au modèle productif conventionnel, motivées par la baisse continue des rendements agricoles<sup>35</sup>. Un autre facteur qui a impulsé ces initiatives a été la prise de conscience croissante des effets néfastes de l'utilisation de pesticides dans les monocultures, notamment dans la production de coton, alors principale source de revenu des fermes familiales<sup>36</sup>. Dans ce processus, le *Centro de Promoción Campesina de la Cordillera* (CPCC) dans le centre du pays, et peu après la *Asociación de Agricultores del Alto Paraná* (ASAGRAPA) dans l'Est, ont commencé à promouvoir des « systèmes d'agriculture traditionnels de grande valeur agroécologique<sup>37</sup> ». Ces organisations ont été accompagnées par des

---

35 Basé sur les déclarations d'un des agronomes impliqués dans l'agroécologie au Paraguay, lors d'un entretien. Cette affirmation a été confirmée par les documents publiés sur les premiers processus d'agriculture écologique documentés par Estelvina González et Antonio Cagna, « Ficha del Convenio RIAD-VNU, transferida a DPH por G. Alatorre, GEA-PASOS », Asunción, Paraguay : BASE Investigaciones Sociales, 1994.

36 En 1981, pendant la période de plus grande expansion de la production de coton, les petits producteurs représentaient 43,7% des exportations totales de ce produit, voir : Tomás Palau, *El cultivo de algodón y soja en Paraguay y sus derivaciones sociales*, Santiago de Chile : ONU, 1986. En 1985, la *Pesticide Action Network International* (PAN International) a financé une recherche visant à déterminer les effets des produits phytosanitaires les plus utilisés dans la culture du coton au Paraguay, qui a été menée par les techniciens de l'organisation non lucrative Altervida. Entretien avec un représentant de l'ONG Altervida, 27 juillet 2023.

37 Daniel Mendoza, D., *La agroecología como estrategia de desarrollo en el campo*, Asunción, Paraguay : Centro Gráfico, 2009.

organisations non gouvernementales et par des agronomes dissidents de la révolution verte. En 1988, l'un de ces agronomes a été sollicité pour soutenir le processus de consolidation du *Centro de Educación, Formación y Tecnología Campesina* (CECTEC), première institution éducative agroécologique du pays.

Depuis ses débuts en 1985, le CECTEC a eu pour objectif de fournir aux jeunes agriculteurs les connaissances et les compétences nécessaires pour améliorer la productivité des exploitations familiales, afin d'éviter que les plus jeunes ne les quittent pour poursuivre des études en ville<sup>38</sup>. Le centre, qui avait pris comme modèle les Maisons Familiales et Rurales françaises, offrait un programme éducatif technique alternatif, comprenant des semaines de formation à l'école et des semaines de formation à la ferme.

En plus de dispenser une formation en tant qu'école d'éducation supérieure<sup>39</sup>, le CECTEC a également développé des programmes de formation en agriculture écologique destinés aux agriculteurs eux-mêmes. Ainsi, entre 1998 et 2000, le centre a formé des agriculteurs du Concepción, avec l'appui financier du Ministère de l'Agriculture. Cela a abouti en 2002 à la création de l'Organisation Zonale des Agriculteurs Écologiques (OZAE), qui constitue aujourd'hui un des principaux réseaux de défense de l'agroécologie dans le nord du pays.

Une autre ligne stratégique du centre a été de lutter contre les conditions d'inégalité dans lesquelles se trouvent les femmes, plus particulièrement dans les zones rurales, proposant une « révision des modèles culturels, sexistes et patriarcaux prédominants... »<sup>40</sup>. Cet

---

38 Centro de Educación Capacitación y Tecnología Campesina (CECTEC), *cectec.org.py*, <<https://www.cectec.org.py/>>. (Consulté le 19-III-2023).

39 En plus de l'école à Edelira, le CECTEC a aujourd'hui un Centre Agroécologique Mborayhu, créé en 2006, dans la zone connue sous le nom de Chaco'i dans la région Ouest, qui est autogéré grâce à la vente de produits agroécologiques et artisanaux. Il possède aussi le Centre Agroécologique Yvytymi, dans la ville de Tava'i, département de Caazapa, créé en 2010, disposant d'un jardin potager et d'une banque de semences, et fournissant divers services axés sur la communauté.

40 CECTEC, « Historia », Centro de Educación Capacitación y Tecnología Campesina (CECTEC), *cectec.org.py*, <<https://www.cectec.org.py/nosotros/historia/>>. (Consulté le 23-III-2023).

axe stratégique a guidé à la fois tant les activités au sein de l'école que le travail de conseil effectué par ses techniciens sur le terrain. Tout au long de sa vie institutionnelle, le CECTEC a ainsi accueilli plusieurs événements axés sur l'autonomisation des femmes, comme la deuxième réunion (en 2009) du réseau d'éducation populaire des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (REPEM). Les femmes commencent à être plus visibles dans la sphère politique du secteur paysan à partir de la création de la *Coordinadora Nacional de Organizaciones de Mujeres Trabajadoras Rurales e Indígenas* (Conamuri) en 1999 ; son but est alors de constituer le principal réseau national porteur des revendications et propositions des femmes paysannes et indigènes. Au cours de ses premières années d'existence, cette organisation a affirmé davantage son rôle dans la scène politique du pays, en menant une lutte sur le plan pénal suite à la mort d'un enfant de petits producteurs contaminé par des pesticides et qui a abouti à la condamnation de deux producteurs de soja en 2005<sup>41</sup>.

La Conamuri a été influencée par un féminisme paysan promu par La Vía Campesina, qui revendiquait le rôle politique des femmes au sein de l'agroécologie<sup>42</sup>. En tant que membre de la *Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones Campesinas* (CLOC Vía Campesina), la Conamuri est devenue l'une des organisations clés dans l'émergence de l'agroécologie au Paraguay, en privilégiant

---

41 Cas de l'enfant Silvino Talavera, Corte Suprema de Justicia [Paraguay], « Tribunal confirmó sentencia de primera instancia en el caso de Silvino Talavera », *pj.gov.py* [Corte Suprema de Justicia, República del Paraguay], 31 octobre 2006, <<https://www.pj.gov.py/notas/187-tribunal-confirmando-sentencia-de-primera-instancia-en-el-caso-silvino-talavera>>. (Consulté le 25-IV-2023).

42 Les bases théoriques et politiques de ce féminisme sont attribuées à l'Articulation des Femmes du Champ, qui fait partie de la CLOC, Lia Pinheiro Barbosa, « Lo territorial, lo comunitario y los comunes frente al despojo en América Latina : aproximaciones al debate teórico-político de la CLOC-Vía Campesina », dans Santiago Bastos Amigo et Edgars Martínez Navarrete (eds.), *Colonialismo, comunidad y capital. Pensar el despojo, pensar América Latina*, Quito, Ecuador : Religación Press, Bajo Tierra Ediciones, Tiempo Robado, Cátedra Jorge Alonso CIE-SAs-UdeG, 2023, p. 380-411, <<https://press.religacion.com/index.php/press/catalog/book/15>>. (Consultado el 25-IV-2023).

ce modèle d'agriculture dans sa lutte pour la souveraineté alimentaire. Cette organisation a été impliquée dans la formation des agriculteurs, certes en mettant l'accent sur les femmes productrices mais en incluant également leurs familles, en particulier leurs enfants. Pour ce faire, elle a créé un programme de formation divisé en quatre écoles thématiques : l'école de femmes, celle de communication, l'école juridique et enfin celle d'Agroécologie.

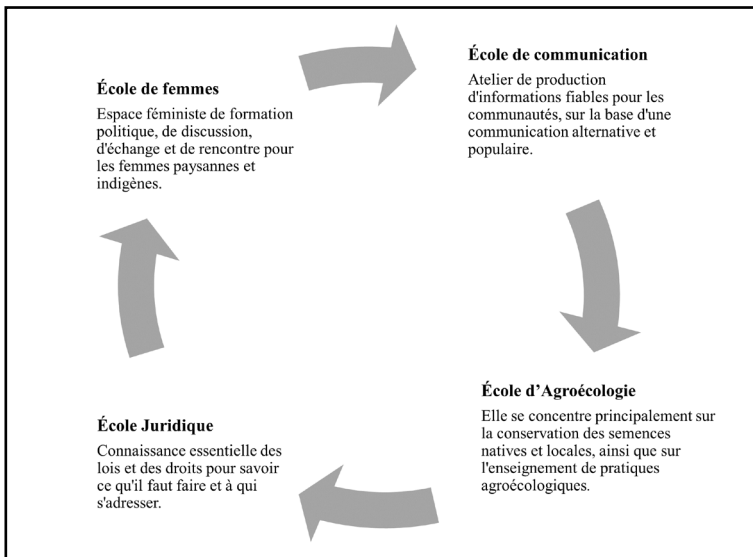


Figure 3. Écoles thématiques de Conamuri

Source : Élaboration propre à partir de : Oviedo (2016)<sup>43</sup> et Conamuri (2018)<sup>44</sup>.

43 María da Concepción Oviedo, « Resistencias y movimientos sociales », dans Guillermo Alfredo Johnson, *et al.* (org.), *América platina : fronteiras de diversidades e resistência*, Curitiba, Brasil : Appris Editora e Livraria Eireli - ME, 2016.

44 Conamuri, « Crece y crece la parcela de la Escuela de Agroecología de Conamuri », *Conamuri*, 22 novembre 2018, [conamuri.org.py](http://conamuri.org.py) [CONAMURI],

En 2011, la Conamuri a aussi participé à la création de l'IALA Guarani, institut technique supérieur né au sein du réseau des Instituts Agroécologiques Latino-américains de La Via Campesina. Celles qui sont considérées comme des universités paysannes sont nées en 2005 à la suite du V Forum Social Mondial avec une pionnière brésilienne, l'École Latino-Américaine d'agroécologie (ELAA). De nos jours, l'ELAA du Brésil a participé à la formation des enfants d'agricultrices paraguayennes liées à la Conamuri dans le département d'Itapúa. Plus tard, ces professionnels ont été impliqués dans la création du comité des femmes Oñondive et de l'association Oñoiru. Depuis 2015, cette dernière a mis en place une stratégie commerciale basée autour de la promotion d'une marque de Yerba Mate agroécologique sur le marché local et international, avant de s'étendre ensuite à d'autres produits. Créé au sein de l'organisation des agriculteurs pour renforcer l'économie des petits producteurs locaux, ce modèle est devenu une référence pour d'autres organisations au sein du réseau agroécologique du pays.

Pour revenir sur le cas du IALA Guarani, cet institut a formé des jeunes paysannes qui faisaient partie de la Conamuri mais aussi d'autres organisations paraguayennes membres de La Via Campesina<sup>45</sup>. Dans le cas du Paraguay, l'IALA a réussi à former des jeunes membres des organisations paysannes avec un programme de génie agroécologique étendu sur 5 ans, reposant sur des formations théoriques et pratiques. Au cours de ce processus de formation, plusieurs étudiants se sont éloignés de leurs organisations d'origine pour créer en 2012 un nouveau réseau à l'échelon national sous le nom de *Cultiva Paraguay*.

Cette description des premières années de la mise en place de l'agroécologie au Paraguay ne prétend pas être exhaustive quant à

---

<<https://www.conamuri.org.py/crece-y-crece-la-parcela-de-la-escuela-de-agroecologia-de-conamuri/>>. (Consulté le 03-V-2023).

45 Parmi ces autres organisations figuraient le *Movimiento Campesino Paraguayo* (MCP), le *Comité Nacional de Coordinación de Organizaciones Campesinas* (MCNOC), l'*Organización de Lucha por la Tierra* (OLT), la *Federación Nacional Campesina* (FNC) et l'*Organización Nacional de Aborígenes Independientes* (ONAI).

la liste des organisations ayant contribué à ce processus. Elle vise à montrer la façon dont les éléments d'éducation et d'équité de genre ont bien été présents dans les mouvements agroécologiques et ce, dès les premières années du mouvement. Dans le cas de l'éducation, il ne s'agit pas de n'importe quel type de programme éducatif, mais bien d'un type d'éducation adapté au mode de vie des paysans et, dans de nombreux cas, conçu par les paysans eux-mêmes, comme nous le verrons dans la section suivante.

### L'AGROÉCOLOGIE COMME LEVIER D'ÉDUCATION

Le système éducatif du Paraguay a aussi été durement impacté par le régime répressif de Stroessner qui a duré 35 ans, de 1954 à 1989. Au cours de cette période, deux réformes éducatives ont été menées (en 1957 et en 1973), axées principalement sur l'éducation de la population rurale, y compris un programme d'éducation bilingue (espagnol-guarani) visant à réduire l'abandon scolaire. À partir de l'analyse des matériaux éducatifs de l'époque, certains auteurs estiment que l'éducation a été utilisée comme un outil de légitimation de la dictature et comme un moyen de renforcer l'installation du modèle agricole productiviste au sein des communautés rurales<sup>46</sup>.

Malgré la répression de l'époque, plusieurs initiatives éducatives ont été créées par des organisations sociales cherchant à offrir une alternative aux programmes éducatifs imposés par l'État. Dans les zones rurales, le cas le plus représentatif a été celui des *Escuelitas Campesinas* créées par l'organisation *Ligas Agrarias Cristianas* (LAC), avec le soutien de certains membres de l'église catholique. En utilisant la méthodologie de Paulo Freire<sup>47</sup>, les classes de ces écoles

46 Ana Portillo et Rodolfo Elías, « La formación de docentes rurales y el desarrollo agrario de la dictadura stronista », *Revista Historia de la Educación Latinoamericana* 18, no. 26 (2016), p. 204-217; Rodolfo Elías et Elvio Segovia, « La educación en tiempos de Stroessner », *ID Investigación para el Desarrollo*, 15 octobre 2015, p. 1-23, <<https://desarrollo.org.py/la-educacion-en-tiempos-de-stroessner-2/>>. (Consulté le 25-IV-2023).

47 Pour le pédagogue et philosophe brésilien, Paulo Freire, l'éducation doit reposer préalablement sur les connaissances des élèves, guidés par la suite dans la

étaient dirigées par les *pytyvohára* (à savoir la « personne qui aide »), principalement des volontaires (enfants d'agriculteurs et jeunes filles pour la plupart) qui aidaient les autres enfants à apprendre. La formation comprenait un module « pratique », destiné à mettre en place conjointement un jardin potager<sup>48</sup>. Les produits récoltés, commercialisés, servaient par la suite à financer les dépenses de l'école. Contrairement à l'enseignement public, ces écoles visaient à apprendre aux enfants à vivre au sein de leur communauté, et non à aspirer à vivre en dehors de celle-ci<sup>49</sup>. Ces initiatives ont pris fin après l'arrestation, la torture et la mort de nombreux membres de la LAC au milieu des années 1970<sup>50</sup>.

Une décennie plus tard, lors du déclin de la dictature, le CECTEC est créé. Il se distingue des écoles de type LAC par le fait qu'il n'a pas été créé à l'initiative directe d'une organisation paysanne mais plutôt par des agronomes. Néanmoins, le CECTEC se rapproche de ces premières dans son objectif d'offrir une éducation alternative adaptée aux besoins et au mode de vie des paysans. Comme les *Escuelitas Campesinas*, il a cherché dès le départ à offrir une éducation qui permette aux jeunes de rester sur leurs territoires :

Bien que nous venions tous de l'université classique, du système de production classique, des intrants externes et de la révolution verte, lors de cette interaction avec les agriculteurs, nous avons vu qu'il y avait une grande quantité de connaissances, de

---

construction de savoirs qui les aident à prendre des décisions et ainsi, à transformer leur vie. Ouvrages principaux : *L'éducation comme pratique de la liberté* (1969) et *Pédagogie des opprimés* (1970).

48 Ana Portillo et Maurizio Paradeta, « Educación campesina o educación para los campesinos », *Novapolis. Revista Paraguaya de Estudios Políticos Contemporáneos* 11 (2017), p. 57-82, <<http://pyglobal.com/ojs/index.php/novapolis/article/view/78>>. (Consulté le 25-IV-2023).

49 BASE Investigaciones Sociales, *Escuelitas Campesinas. Ligas Agrarias rembiapokue* [vidéo], Asunción, Paraguay : BASE Investigaciones Sociales, 2014, <[https://www.youtube.com/watch?v=BFgyBAV-K\\_c](https://www.youtube.com/watch?v=BFgyBAV-K_c)>. (Consulté le 25-IV-2023).

50 Elías et Segovia, « La educación en tiempos de Stroessner ».

savoirs et de pratiques dans l'agriculture paysanne, qui étaient parfaitement valides et hautement productives pour la logique paysanne. En même temps, comme nous étions critiques du système de monoculture du coton, nous étions également à la recherche d'alternatives possibles. Critique dans le sens où le coton était une monoculture qui nécessitait beaucoup d'intrants externes, que sa commercialisation dépendait d'un marché très volatil, mais aussi de l'accès au crédit ; tout cela impactait défavorablement la sécurité alimentaire... Il fallait donc nécessairement chercher un autre modèle<sup>51</sup>.

Peu après sa création, le CECTEC a adopté l'agroécologie comme modèle à privilégier pour promouvoir une sécurité alimentaire permettant l'autogestion paysanne<sup>52</sup>. Pour atteindre cet objectif, tant le travail au sein de l'école que les autres activités et projets extrascolaires mis en place par le centre se sont concentrés sur la récupération et la valorisation des connaissances paysannes, dans un contexte où de nombreux petits agriculteurs avaient cessé de considérer leurs connaissances comme « valables » :

Nous avons donc immédiatement intégré à notre proposition de travail la valorisation du savoir paysan, ce qui signifiait également travailler sur l'estime de soi paysanne. C'était très important car la plupart des gens et de nombreux producteurs parlaient de l'impossibilité de l'agriculture paysanne et de nombreux producteurs disaient qu'ils ne voulaient pas que leurs enfants soient comme eux, qu'ils souffrent comme eux. Alors on entraînait en contradiction car on disait « je leur apprend à être agriculteurs, mais dans leur propre famille, il y a une expérience et une douleur liées à ce que cela signifie travailler dans l'agriculture ». Tout cela nous a amenés à dire, « eh bien, il faut chercher

---

51 Agronome, entretien réalisé le 27 octobre 2022.

52 Luis Mella (dir.), *Agroecología en Paraguay : manejo de suelos, protección de cultivos y sistemas productivos campesinos*, vol. 1 (1/2 vol.), Asunción, Paraguay : QR Producciones Gráficas, Agroecología en Paraguay, 1993.

la réponse dans leurs propres racines, dans les racines de l'agriculture paysanne »<sup>53</sup>.

La valorisation des savoirs paysans constitue l'un des points communs des initiatives éducatives au sein du mouvement agroécologique paraguayenne. Et ce premier objectif a encouragé à son tour le dialogue entre les générations. Ainsi, les pratiques agricoles des parents ne sont plus considérées comme des « technologies dépassées » mais comme des ressources à sauver et à tirer parti pour le lancement d'entreprises agricoles par leurs enfants :

L'avantage que nous avons est que cela fait partie de notre culture ; mes parents ont ces connaissances, mais ils ont arrêté de les utiliser. Mais si vous les encouragez ou les motivez soudainement, ils commencent à se réorienter très rapidement. Mais avec les jeunes, par exemple, c'est très difficile. Ils ont besoin de plus de temps pour faire ce processus. Avec ma famille, c'est facile car c'était le mode de vie de mon père, pour lui cela signifiait revenir en arrière<sup>54</sup>.

Un autre obstacle que les initiatives de formation agroécologiques ont contribué à éliminer est l'invalidation de la voix des jeunes agriculteurs par les plus expérimentés. Pour ce faire, la famille est aussi impliquée dans le processus éducatif et les changements nécessaires pour rétablir l'équilibre agro-écosystémique se font progressivement. Ainsi, un échange est initié entre les générations dans lequel l'expérience et l'apprentissage académique sont considérés comme deux éléments importants lors de la mise en place d'une initiative agricole :

La production d'engrais verts, les préparations biologiques, nous l'avons petit à petit mis en place car nos parents eux-mêmes n'y

---

53 Agronome, Itapúa, 27 octobre 2022.

54 Entretien avec un producteur et ancien étudiant du IALA Guarani, Itapúa, 8 juin 2022.

croyaient pas. Ils ont été peu à peu convaincus par les résultats. Nous travaillons sur ce grand projet depuis 2011<sup>55</sup>.

Un exemple de la prise en compte de cette interaction entre les générations se trouve dans le cas de Oñoiru à Itapúa. Cette initiative est actuellement dirigée par les fils et filles d'agriculteurs formés à l'agroécologie, avec l'accompagnement « étroit » des pionniers, auxquels ils demandent des conseils, tant sur la production que sur la définition symbolique et politique du modèle mis en œuvre. Les jeunes apportent au projet leurs connaissances techniques et surtout en matière d'administration et de commercialisation :

...nos fondateurs, qui sont aujourd'hui des collègues d'âge avancé mais qui restent actifs comme s'ils étaient jeunes, sont toujours proches de nous, nous conseillent et représentent les premières références pour prendre des décisions, négocier la ligne à suivre. Je pense que cela a beaucoup aidé à ne pas perdre la ligne de travail, la ligne de lutte, le défi que nous avons en tant qu'organisation. Parce que nous continuons à mener de nombreuses activités en plus de ce qui concerne la Yerba Mate, comme la récupération des semences, la diversification de nos cultures, les marchés de producteurs...<sup>56</sup>

En lien avec ce levier du dialogue intergénérationnel, les écoles agroécologiques ont conduit des agriculteurs plus expérimentés à se reconnaître eux-mêmes comme agroécologues, statut qui est souvent réservé à ceux qui ont suivi un diplôme officiel. Il est possible d'identifier cette auto-reconnaissance dès le début des entretiens. Souvent les agriculteurs plus expérimentés vont se présenter en citant leurs parcours de formation, comme dans le cas suivant : « Je suis agroécologue, j'ai étudié à l'école Conamuri ; j'ai 150 heures de pratique, j'y suis depuis 10 ans et j'y ai beaucoup appris. Maintenant

---

55 Entretien avec un producteur et ancien étudiant du IALA Guarani, Caaguazu, 1 juillet 2022.

56 Entretien avec un dirigeant d'Oñoiru, Itapúa, 27 juillet 2022.

je ne participe plus, mais je mets toujours en pratique ce que j'ai appris »<sup>57</sup>.

Pour récapituler, parmi les leviers auxquels l'éducation agroécologique contribue à générer, il est possible de citer plus particulièrement les suivants :

- > Un levier de valorisation du savoir-faire et des modes de vie paysans par des paysannes eux-mêmes ;
- > Un levier pour le dialogue et le partage de connaissances entre les différentes générations d'agriculteurs et d'agricultrices, dans et hors de famille ;
- > Un levier d'auto-reconnaissance en tant que détenteurs de savoirs et de leur capacité à agir en tant que techniciens agroécologiques, même si cela se fait de manière empirique.

#### L'AGROÉCOLOGIE UN LEVIER D'ÉMANCIPATION POUR LES FEMMES

Bien que les organismes internationaux considèrent que ce sont bien les femmes, à l'échelle mondiale, qui produisent la plupart des aliments<sup>58</sup>, le secteur agricole est encore considéré comme un milieu masculin. Néanmoins, si elles jouent un rôle central dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles<sup>59</sup>, ces contributions demeurent largement invisibles. Cette invisibilité leur rend difficile l'accès à la propriété foncière, aux politiques publiques et à d'autres avantages qui pourraient être attribués aux agricultrices. Dans le contexte paraguayen, les agricultrices sont souvent catégori-

---

57 Entretien avec un producteur pionnier d'Oñoiru, Itapúa, 8 juillet 2022.

58 Selon la FAO, entre le 60% et le 80% du total des cultures de base, soit le riz, le blé et le maïs sont produits avec la main-d'œuvre féminine : OCDE, « Égalité femmes-hommes et environnement : Accumuler des connaissances et des politiques pour atteindre les ODD », OECD, 2021, <<https://doi.org/10.1787/009350ea-fr>>. (Consulté le 25-IV-2023).

59 Côte, *et al.*, « Transition agro-écologique des agricultures des pays du Sud ».

sées comme des « femmes au foyer » ; de ce fait, elles ne peuvent pas accéder, par exemple, à des crédits auprès d'institutions financières formelles car tous les revenus de la ferme sont attribués au chef (masculin) d'exploitation. Au cours des entretiens réalisés lors de notre travail de terrain, des témoignages sur cet aspect ont émergé, comme dans le cas de cette productrice de Caaguazu :

Dans le processus de la privatisation, nous [femmes rurales] étions aussi « privatisée », car ici au Paraguay, dans la production, nous ne sommes pas reconnues... Il y a des agriculteurs, mais, des agricultrices ? Dans un simple recensement qu'ils nous font, tu leur dis « je suis agricultrice » et eux écrivent, « femme au foyer ». Alors, ils te nient un droit fondamental. Parce qu'une femme au foyer n'a pas droit au crédit, elle n'a pas droit à un projet de développement... tu n'as droit à rien<sup>60</sup>.

Ce n'est pas anecdotique si l'interviewée évoque cette « non-reconnaissance » comme un processus de « privatisation » des femmes. Pour Prévost, Calgani et Guétat-Bernard, cet enfermement des femmes dans les travaux reproductifs et domestiques, et la minimisation de leurs contributions à l'économie de l'exploitation agricole, constituent un héritage « [de] logiques du marché capitaliste [marquée] par la division sexuelle du travail<sup>61</sup> dans lesquelles l'agriculture familiale est plongée.

De son côté, le courant agroécologique interpelle la prévalence de ces situations d'inégalités entre femmes et hommes au sein des fermes familiales en promouvant leurs transformations à partir de valeurs issues de l'équité de genre<sup>62</sup>. Dans ce contexte, bien que les agricultrices continuent de faire face à des situations d'inégalité, les

---

60 Entretien avec une agricultrice, Caaguazu, 6 juillet 2022.

61 Héloïse Prévost, Gema Galgani Silveira Leite Esmeraldo et Hélène Guétat-Bernard, « Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme : l'expérience brésilienne », *Pour* 222 (2014/2), p. 275-284, <<https://www.cairn.info/revue-pour-2014-2-page-275.htm>>. (Consulté le 25-IV-2023).

62 Doré et Bellon, *Les mondes de l'agroécologie*.

femmes impliquées dans le modèle agroécologique sont conscientes de ce fait et se considèrent prêtes à déconstruire ces rôles imposés. Elles nous indiquent que cette prise de conscience survient généralement après un long processus de formation et d'échanges, mené au sein de leurs organisations :

Moi, je sais beaucoup de choses, mais avant, je ne voulais pas parler. Au début, c'était une collègue et moi qui participions au marché pour représenter notre comité. Et chaque fois que les gens de la chaîne de télévision venaient nous interviewer, je ne savais pas où me mettre et c'était ma collègue qui répondait. Elle parlait toujours. Et j'ai progressé grâce à cette expérience. Au début, je me cachais pour qu'on ne me pose pas de questions. Et comme je le disais, grâce au fait que j'aile au marché et que j'ai beaucoup travaillé, je l'ai réussi. Maintenant, je sais avec qui je dois parler et quoi dire ; ce n'est pas que je sache tout, car comme on dit, on n'arrête jamais d'apprendre<sup>63</sup>.

La citation ci-dessus révèle des indices sur l'importance des « *ferias* »<sup>64</sup> agroécologiques dans la reformulation du rôle des femmes rurales au Paraguay, en faisant ressortir quatre aspects principaux. En premier lieu, dans ces espaces, ce sont principalement les femmes qui prennent en charge le travail de commercialisation ; et, dans

---

63 Entretien avec une agricultrice, Caaguazu, 20 mai 2022.

64 Une traduction possible serait « marché de producteurs » car il s'agit également d'un espace de commercialisation en circuit court, au sein duquel ce sont les propres producteurs qui vendent leurs produits. Mais, le terme est délibérément utilisé en espagnol pour le distinguer en tant que concept spécifique au contexte latino-américain. Dans le cas paraguayen, spécialement dans le mouvement agroécologique, c'est un fait que les *ferias* permettent de générer des revenus pour des familles rurales. Mais elles ont aussi une valeur symbolique de réappropriation des espaces dans les territoires et une valeur éducative et de sensibilisation des consommateurs sur la production sans intrants chimiques, sur la préservation de semences, sur la petite agriculture, entre autres revendications politiques. Comme exemple, il est possible de citer la prévalence des *ferias*, bien que de très petite taille, pendant la dernière pandémie et la crise productive due à la sécheresse à Caaguazu.

plusieurs cas relevés, ce sont-elles mêmes, avec leurs autres collègues femmes, qui fixent les prix des produits, soit des rôles traditionnellement assignés aux hommes. En deuxième lieu, la plupart des produits vendus dans ces espaces proviennent de jardins potagers créés et gérés par elles-mêmes, renforçant ainsi la prise de conscience de leurs compétences en matière d'obtention de revenus. En troisième lieu, le fait d'avoir leur propre revenu leur permet de prendre des décisions d'achat sans avoir à passer par une tierce personne (épouse, père, fils...), comme l'a exprimé ainsi clairement une agricultrice à Caaguazu :

Si on participe aux *ferias*, on ne dépend de personne, pas même de nos maris. Parce que vous savez que vous venez vendre et ce que vous allez apporter à la maison. Personnellement, je ne sais pas comment mes autres collègues gèrent ça, mais je ne pense pas que ce soit différent car quand vous êtes déjà dans une organisation - comme je l'ai déjà dit - vous savez comment vous défendre, comment parler... Alors, vous venez vendre votre produit et vous emportez l'argent de cela, et vous savez déjà quoi en faire. Avant, quand je ne venais pas à la *feria*, s'il me manquait quelque chose, je devais demander à mon mari. Maintenant que je participe à la *feria*, j'apporte mon produit, je le vends, je sais ce qui manque chez-moi et j'achète moi-même<sup>65</sup>.

Enfin, le quatrième élément reside dans le fait que, à l'occasion des *ferias*, les femmes deviennent des promoteurs de l'agroécologie auprès de consommateurs. Cela a été identifié lors de l'observation participante d'une foire à Asunción et d'une autre à Caaguazu. Dans les deux cas, elles ont été capables d'expliquer aux consommateurs les différences entre les produits agroécologiques et les produits conventionnels, en insistant sur l'importance de la consommation des aliments produits sans l'utilisation d'intrants de synthèse pour la préservation de la santé.

---

65 Entretien avec une agricultrice, Caaguazu, 20 mai 2022.

Par ailleurs, cette « auto-reconnaissance » des agricultrices en tant que porteuses de connaissances et d'opinions valides pousse ces agricultrices à occuper de plus en plus les espaces de décision. Et ceci nous paraît remarquable. Bien que l'organisation à laquelle cette productrice interrogée appartient soit exclusivement féminine, le leadership des femmes a également gagné de l'espace dans des organisations mixtes jouant le rôle de représentation politique —telle la FNC (*Federación Nacional Campesina*)—, mais aussi dans d'autres orientées vers la promotion de l'agroécologie en tant que mode de vie, comme *Cultiva Paraguay* :

Presque la majorité de membres qui constituent les organisations de base dans les districts et les communautés sont des femmes. Nous voyons ça comme un accomplissement très important, car de nombreuses femmes travaillent déjà... Mais il n'y a pas que les femmes. Il s'agit d'une organisation mixte, où les femmes et les hommes s'entraident, et c'est ce que nous voulons mettre en avant... Et nous avons déjà vu que de nombreuses femmes peuvent le faire, elles peuvent laisser leurs enfants, leur mari... Ce n'est pas seulement le mari qui peut sortir pour vendre les produits de l'exploitation pendant que les femmes restent à la maison pour travailler. Ils s'entraident pour que les deux puissent travailler. Mais, parler de genre est encore très délicat ici en zone rurale. Ce n'est pas un sujet facile à aborder<sup>66</sup>.

Un autre aspect à considérer est que les femmes impliquées dans l'agroécologie occupent souvent plusieurs espaces de discussion dépassant la production agricole. Ce sont souvent elles qui dirigent des groupes dédiés aux questions d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement, de santé, de religion ou encore d'éducation. Ainsi, le leadership des femmes est multidimensionnel, couvrant les différents domaines de la vie rurale dans ces communautés.

La littérature professionnelle a abordé la connaissance des femmes en matière de sélection, de stockage, de culture et de conservation

---

66 Entretien avec une agricultrice, Caaguazu, Paraguari, 31 juillet 2022.

des semences comme l'un des éléments clés pour la souveraineté alimentaire<sup>67</sup>. Dans l'agroécologie paraguayenne, ce sont également les femmes qui jouent un rôle clé dans la préservation des semences natives et paysannes. Un exemple fameux est celui de l'agricultrice Ceferina Guerrero, dont le travail a été plusieurs fois cité et reconnu par des organisations internationales telles que la FAO ou encore l'Association pour les Droits des Femmes dans le Développement (AWID), entre autres. À l'âge de 73 ans, Ceferina continue de maintenir une exploitation agricole de 5 hectares où elle conserve à ce jour un total de 47 variétés de semences qu'elle appelle « semences des aliments paysans ».

Pour résumer, dans le cadre de l'équité de genre, il est possible de défendre l'idée selon laquelle l'agroécologie au Paraguay permet d'initier les leviers suivants :

- > un levier d'expression et d'affirmation dans la sphère publique et médiatique publique via la prise de parole ;
- > un levier de mise en visibilité des femmes rurales dans la société et de reconnaissance de leur statut en tant qu'agricultrices ;
- > un levier de gain de pouvoir via le fait d'assumer des places de leaders, et renforçant à partir de là, la participation active des femmes dans la prise de décision et la gouvernance locale ;
- > un levier d'autonomisation économique vis-à-vis d'une tierce personne (dont les hommes) ;
- > un levier de valorisation des savoirs des femmes au sein de la production agricole, à partir de la conservation des semences.

---

67 Doré et Bellon, *Les mondes de l'agroécologie* ; Lidia Senra, et al., *Las mujeres alimentan al mundo. Soberanía alimentaria en defensa de la vida y el planeta*, Barcelona : Entrepueblos-Entrepobles-Entrepobos-Herriarte, 2009.

## CONSIDÉRATIONS FINALES

Le processus agroécologique au Paraguay, qui a débuté dans les années 1980 et 1990, s'est consolidé grâce à l'initiative des organisations paysannes, principalement avec l'appui de techniciens et d'organisations non gouvernementales. Loin d'être un modèle axé sur l'écologisation du système agroalimentaire en général et des pratiques agricoles en particulier, l'agroécologie au Paraguay, comme dans la plupart des pays d'Amérique latine, met l'accent sur la dimension sociale des questions agroalimentaires.

Au Paraguay, l'agroécologie est devenue un outil de revendication de l'agriculture paysanne, négligée au profit de l'agriculture industrielle intensive, qui continue de s'étendre sur les territoires de l'agriculture familiale. Cette progression de l'agrobusiness a accentué des situations d'inégalité sociale dans tout le pays et en particulier dans les zones rurales. Mais, les mouvements paysans continuent à se battre pour récupérer ces espaces et pour reconstruire des tissus sociaux dans des territoires visiblement fragmentés et érodés.

Parmi les contributions sociales que l'agroécologie a apportées à cette lutte pour l'inclusion sociale au Paraguay, deux principales se distinguent : d'une part, elle a permis de progresser dans la prise de conscience de l'inégalité de sexes dans les zones rurales en encourageant les agricultrices à jouer un rôle de premier plan dans le processus. Et d'autre part, elle a élargi les possibilités de formation des agriculteurs en général, contribuant ainsi à la prise de conscience des agriculteurs en tant que porteurs de savoirs.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALTIERI, Miguel, *Agroecology : The Science of Sustainable Agriculture*, 2<sup>ème</sup> éd., Boca Raton : CRC Press, 2019.
- , « Breve reseña sobre los orígenes y evolución de la Agroecología en América Latina », *Agroecología* 10, no. 2 (2015), p. 7-8.
- , et TOLEDO, Víctor Manuel, « The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants », *The Journal of Peasant Studies* 38, no. 3 (2011), p. 587-612.
- BASE INVESTIGACIONES SOCIALES, *Escuelitas Campesinas. Ligas Agrarias rembiapokue* [vidéo], Asunción, Paraguay : BASE Investigaciones Sociales, 2014, <[https://www.youtube.com/watch?v=BFGyBAV-K\\_c](https://www.youtube.com/watch?v=BFGyBAV-K_c)>. (Consulté le 25-IV-2023).
- BERRY, Wendell, *The Unsettling of America : Culture and Agriculture*, 1<sup>ère</sup> éd., San Francisco : Sierra Club, 1977.
- BEZNER KERR, Rachel, « Agroecology as a means to transform the food system [Position Paper] » [Dossier : Agroecology : Can we change our food systems ?], *Landbauforsch Journal of Sustainable and Organic Agricultural Systems* 70, no. 2 (2020), p. 77-82, <<https://ojs.openagrar.de/index.php/LBF/issue/view/2465/30>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- BRANDENBURG, Alfio, « Mouvement agroécologique au Brésil : trajectoire, contradictions et perspectives », *Natures Sciences Sociétés* 16, no. 2 (2008), p. 142-147.
- CARSON, Rachel, *Silent Spring*, Boston : Houghton Mifflin, 1962.
- CECTEC, « Historia », Centro de Educación Capacitación y Tecnología Campesina (CECTEC), *cectec.org.py*, <<https://www.cectec.org.py/nosotros/historia/>>. (Consulté le 23-III-2023).
- CONAMURI, « Crece y crece la parcela de la Escuela de Agroecología de Conamuri », *conamuri.org.py* [CONAMURI], 22 novembre 2018, <<https://www.conamuri.org.py/crece-y-crece-la-parcela-de-la-escuela-de-agroecologia-de-conamuri/>>. (Consulté le 03-V-2023)

- CORTE SUPREMA DE JUSTICIA [PARAGUAY], « Tribunal confirmó sentencia de primera instancia en el caso de Silvino Talavera », *pj.gov.py [Corte Suprema de Justicia, República del Paraguay]*, 31 octobre 2006, <<https://www.pj.gov.py/notas/187-tribunal-confirmando-sentencia-de-primer-instancia-en-el-caso-silvino-talavera>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- COTE, François-Xavier *et al.*, « Transition agro-écologique des agricultures des pays du Sud: retours d'expériences et perspectives », dans Côte, François-Xavier, Poirier-Magona Emmanuelle, Perret, Sylvain, Rapidel, Bruno, Roudier, Philippe Roudier et Marie-Cécile Thirion (eds.), *La transition agro-écologique des agricultures des pays du Sud*, AFD, Cirad, Versailles-France : Éditions Quæ, 2019, p. 472-509.
- DE SOUZA, P., BONELLI C., BIANCO, V., DOS SANTOS, R. A., ZANETTI PESSÔA CANDIOTTO, Luciano, ALVES, A. F., ET SAQUET, Marcos Aurelio, « L'agroecologia come strategia di inclusione sociale e sviluppo territoriale : un'esperienza brasiliana », *Rivista Geografica Italiana* 120, no. 2 (2013), p. 119-136.
- DEVERRE, Christian, « Agricultures alternatives et transformation des systèmes alimentaires », *Pour* 212 (2011/5), p. 39-50.
- , et Christine de Sainte Marie, « L'écologisation de la politique agricole européenne. Verdissement ou refondation des systèmes agro-alimentaires », *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement* 89 (2008/4), p. 83-104.
- DORÉ, Thierry, et BELLON Stéphane, *Les mondes de l'agroécologie*. Versailles-France : Éditions Quæ, 2009.
- ELÍAS, Rodolfo, et SEGOVIA, Elvio, « La educación en tiempos de Stroessner », *ID Investigación para el Desarrollo*, 15 octobre 2015, p. 1-23, <<https://desarrollo.org.py/la-educacion-en-tiempos-de-stroessner-2/>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- GASELIN, Pierre, LARDON, Sylvie, CERDAN, Claire, LOUDIYI, Salma, et SAUTIER, Denis, *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires : Un nouveau paradigme du développement territorial ?* 1<sup>ère</sup> édition, Versailles-France : Éditions Quæ, 2023.
- GIRALDO, Omar Felipe, *Multitudes agroecológicas*, Yucatán, México : Escuela Nacional de Estudios Superiores Unidad Mérida, Universidad

- Nacional Autónoma de México, 2022, <<http://www.librosoa.unam.mx/handle/123456789/3503>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- GOMES DE ALMEIDA, Sílvio, PETERSEN, Paulo, GALVÃO FREIRE, Adriana et SILVEIRA Luciano, « Enfocando las condiciones para salir de la pobreza », LEISA. *Revista de Agroecología* 24, no. 3 (2008), p. 5-7 <<https://www.leisa-al.org/web/images/stories/revistapdf/vol24n3.pdf>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- GOMIERO, Tiziano, PIMENTEL, David, et PAOLETTI, Maurizio G., « Is There a Need for a More Sustainable Agriculture ? » *Critical Reviews in Plant Sciences* 30, no. 1-2 (2011), p. 6-23.
- GONZÁLEZ, Estelvina, et CAGNA, Antonio, « Ficha del Convenio RIADVNU, transferida a DPH por G. Alatorre, GEA-PASOS », Asunción, Paraguay : BASE Investigaciones Sociales, 1994.
- GOULET, Frédéric, MAGDA, Danièle, GIRARD, Nathalie et HERNANDEZ, Valérie (dir.), *L'agroécologie en Argentine et en France. Regards croisés*, Paris : L'Harmattan, 2012.
- HOLT-GIMÉNEZ, Eric, et ALTIERI, Miguel, « Agroecología, soberanía alimentaria y la nueva revolución verde », *Agroecología* 8, no. 2 (2013), p. 65-72.
- INTERGOVERNMENTAL SCIENCE-POLICY PLATFORM ON BIODIVERSITY AND ECOSYSTEM (IPBES), « The Global Assessment Report on Biodiversity and ecosystem services. Summary for policy makers », IPBES, 2019, <<https://www.ipbes.net/global-assessment>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- MARTENS, Juan A., « El EPP es necesario y funcional para varios grupos de poder », *Derechos Humanos en Paraguay* (2014), p. 399-409.
- MBOW, Cheikh et ROSENZWEIG, Cynthia (coord.), « Food Security », dans P. R. Shukla, *et al.*, *Climate Change and Land : an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*, 896. New York : Cambridge University Press, 2022, p. 437-550.
- MCINTYRE, Beverly, HERREN, Hans, WAKHUNGU, Judi, et WATSON, Robert (eds.), « Agriculture at a Crossroads: The Global Report, The International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and

Technology for Development (IAASTD) », Washinton, DC. : Island Press, 2009.

MEADOWS, Donella, MEADOWS, Dennis, et RANDERS, Jørgen, *The Limits to Growth*, 1<sup>ère</sup> éd., New York : Universe Books, 1972.

MELLA, Luis (dir.), *Agroecología en Paraguay : manejo de suelos, protección de cultivos y sistemas productivos campesinos*, vol. 1 (1/2 vol.), Asunción, Paraguay : QR Producciones Gráficas, Agroecología en Paraguay, 1993.

MENDOZA, Daniel, *La agroecología como estrategia de desarrollo en el campo*, Asunción, Paraguay : Centro Gráfico, 2009.

OCDE, « Égalité femmes-hommes et environnement : Accumuler des connaissances et des politiques pour atteindre les ODD », OECD, 2021, <<https://doi.org/10.1787/009350ea-fr>>. (Consulté le 25-IV-2023).

OVIDEO, María da Concepción, « Resistencias y movimientos sociales », dans Guillermo Alfredo Johnson, *et al.*, *América platina : fronteiras de diversidades e resistência*, Curitiba, Brasil : Appris Editora e Livraria Eireli - ME, 2016.

PALAU, Tomás, *El cultivo de algodón y soja en Paraguay y sus derivaciones sociales*, Santiago de Chile : ONU, 1986.

PINHEIRO BARBOSA, Lia, « Lo territorial, lo comunitario y los comunes frente al despojo extractivista en América Latina : aproximaciones al debate teórico-político de la CLOC-Vía Campesina », dans Santiago Bastos Amigo et Edgars Martínez Navarrete (eds.), *Colonialismo, comunidad y capital. Pensar el despojo, pensar América Latina*, Quito, Ecuador : Religación Press, Bajo Tierra Ediciones, Tiempo Robado, Cátedra Jorge Alonso CIE-SAS-UdeG, 2023, p. 380-411, <<https://press.religacion.com/index.php/press/catalog/book/15>>. (Consultado el 25-IV-2023).

PORTILLO, Ana, et ELÍAS, Rodolfo, « La formación de docentes rurales y el desarrollo agrario de la dictadura stronista », *Revista Historia de la Educación Latinoamericana* 18, no. 26 (2016), p. 204-217.

—, et PARADETA, Maurizio, « Educación campesina o educación para los campesinos », *Novapolis. Revista Paraguaya de Estudios Políticos*

- Contemporáneos* 11 (2017), p. 57-82, <<http://pyglobal.com/ojs/index.php/novapolis/article/view/78>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- PRÉVOST, Héloïse, GALGANI SILVEIRA LEITE ESMERALDO, Gema, et GUÉTAT-BERNARD, Hélène, « Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme : l'expérience brésilienne », *Pour* 222, no 2 (2014/2) : 275-284, <<https://www.cairn.info/revue-pour-2014-2-page-275.htm>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- QGIS.ORG, QGIS Geographic Information System, QGIS Association, 2023, <<http://www.qgis.org>>. (Consulté le 03-V-2023).
- QUIJANO, Aníbal, « “Bien vivir” : entre el “desarrollo” y la Des/colonialidad del poder », dans Aníbal Quijano, *Cuestiones y horizontes. De la dependencia histórico-estructural a la colonialidad/descolonialidad del poder. Antología esencial*, Lima, Perú : UNMSM ; Buenos Aires, Argentina : CLACSO, 2020, Colección Antologías, p. 937-952, <<https://doi.org/10.2307/j.ctv1gm019g>>. (Consulté le 25-IV-2023).
- ROSSET, Peter, et TORRES, María Elena, « Agroecología, territorio, recampesinización y movimientos sociales », *Estudios Sociales. Revista de Alimentación Contemporánea y Desarrollo Regional* 25, no. 47 (2016), p. 274-299.
- SABOURIN, Eric, PATROUILLAU, Maria Mercedes, LE COQ, Jean-François, VASQUEZ, Luis, et NIEDERLE, Paulo (org.), *Políticas públicas a favor de la agroecología en América Latina y el Caribe*, Porto Alegre : Evangraf / Criação Humana, Red PP-AL/FAO, 2017.
- SENRA, Lidia, *et al.*, *Las mujeres alimentan al mundo. Soberanía alimentaria en defensa de la vida y el planeta*, Barcelona : Entrepueblos-Entrepoblos-Entrepobos-Herriarte, 2009.
- SHIVA, Vandana, *Monocultures of the Mind : Perspectives on Biodiversity and Biotechnology*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 1993.
- WEZEL, A., BELLON, S., DORÉ, T., FRANCIS, C., VALLOD, D., et DAVID, C., « Agroecology as a science, a movement and a practice. A review », *Agronomy for Sustainable Development* 29, no. 4 (2009), p. 503-515.



DEUXIÈME PARTIE / SEGUNDA PARTE

ÉDUCATION, HANDICAP ET MONDE NUMÉRIQUE

EDUCACIÓN, DISCAPACIDAD Y MUNDO DIGITAL



EXCLUSIÓN, INCLUSIÓN Y PANDEMIA EN COLOMBIA:  
LA REALIDAD DE INCLUSIÓN  
Y LAS PRÁCTICAS PARA CERRAR LAS BRECHAS EDUCATIVAS

---

*Daniel Toro González*  
Universidad Tecnológica de Bolívar  
Instituto de Estudios en Desarrollo, Economía y Sostenibilidad  
(IDEEAS)



Han pasado más de tres años desde el inicio del aislamiento por efectos de la pandemia por Covid-19 en Colombia. La información disponible hoy nos permite establecer que los efectos en la educación y el aprendizaje son variados entre países y parecen haber comprometido hasta medio año de aprendizajes promedio en algunos de ellos<sup>1</sup>. No obstante, los efectos desagregados al interior de los países aún no han sido suficientemente estudiados, de tal manera que sea posible establecer, especialmente, los efectos de la pandemia en grupos tradicionalmente vulnerables por sus condiciones personales, socioeconómicas o geográficas.

El objetivo del presente trabajo es presentar un diagnóstico del comportamiento de las brechas en resultados de aprendizaje de estudiantes de último año de colegio en Colombia para el periodo 2015-2021, haciendo especial énfasis en el efecto de la pandemia en los resultados de los dos últimos años del periodo.

El análisis se realiza con base en los resultados de las pruebas estandarizadas que realiza el Estado colombiano a todos los estudiantes

---

1 Harry Anthony Patrinos, Emiliana Vegas y Rohan Carter-Rau, «An Analysis of COVID-19 Student Learning Loss», *Policy Research Working Paper* 10033, World Bank Group, Education Global Practice, mayo de 2022, <<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099720405042223104/pdf/IDU00f3f0ca808cde0497e0b88c01fa07f15bef0.pdf>>. (Consultado el 6-III-2023).

que finalizan su ciclo de educación media, muchos de los cuales aspiran entrar en la educación superior. La base de datos cuenta con más de 3,7 millones de registros de estudiantes que tomaron la prueba durante este periodo.

Se analizarán principalmente cuatro tipos de brechas relacionadas con 1) características individuales de los estudiantes como la filiación étnica y el sexo, 2) brechas tecnológicas como la disponibilidad de internet y de computador, 3) el tipo de colegio (oficial o privado) y 4) brechas espaciales como las asociadas a las diferencias urbano/rurales.

El análisis de la evolución de las brechas respecto de las diferentes dimensiones abordadas en este capítulo, permitirán entender mejor el papel de la educación en Colombia y los posibles efectos de la pandemia sobre grupos poblacionales específicos para los cuales los indicadores de exclusión pudieron verse acentuados. A lo largo del documento se relaciona la evolución de las principales variables del estudio con las principales estrategias públicas para el cierre de brechas históricas y durante la pandemia.

Luego de la presente introducción, la segunda sección presenta las principales estadísticas de resumen de las variables a ser analizadas a lo largo del documento. La tercera parte presenta una detallada caracterización de las variables asociadas a las brechas. En la cuarta parte se analizan los efectos de la pandemia en el cierre de brechas por medio de un modelo de análisis multivariado. Finalmente, la quinta sección presenta las conclusiones.

## ESTADÍSTICAS DE RESUMEN

El análisis se fundamenta en datos de las pruebas estandarizadas (Saber 11) del ICFES (Instituto Colombiano para la Evaluación de la Educación, Ministerio de Educación Nacional, Colombia) entre los años 2015 al 2021. La base de datos cuenta con 3.685.775 observaciones y los resultados se describen a continuación.

El puntaje global es una variable que representa los resultados de cada estudiante en la prueba, la cual mide el desempeño en cinco competencias, lectura crítica, matemáticas, sociales y ciudadanas, ciencias naturales, e inglés. Es una variable que va de cero a

500 puntos. El promedio del puntaje global para el periodo fue de 252 con un leve sesgo hacia la izquierda respecto de la distribución normal. Esto implica que hay una mayor probabilidad de observar puntajes por debajo de la media (ver Gráfico 1). Esta variable recoge la medición disponible de los resultados de aprendizaje de los jóvenes que terminan bachillerato y deben pasar a educación superior y es, por tanto, la variable central del presente análisis. La Tabla 1 recoge la media, la desviación estándar y el rango de esta y otras variables incluidas en el análisis.

Se abordan adicionalmente cuatro dimensiones identificadas como variables sobre las cuales históricamente se han observado brechas. Estas son: características relacionadas con el individuo (sexo y etnia), aspectos geográficos (ruralidad), aspectos tecnológicos (no disponibilidad de internet y computador), tipo de colegio (oficial o privado) y características familiares (nivel de estudio de los padres).

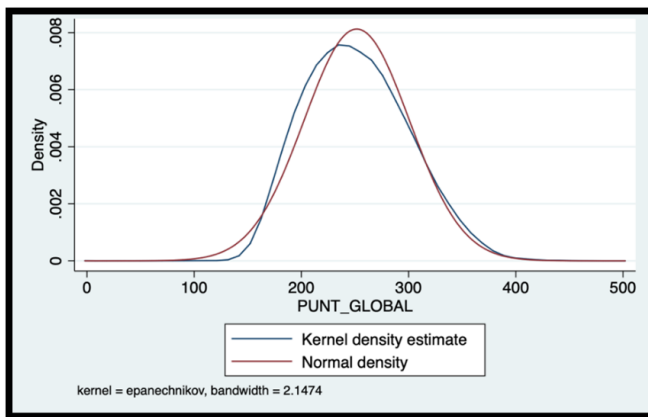
El 54,5% de la población analizada está compuesta por mujeres, el 6,1% declara identidad con alguna etnia, el 14% está ubicado en zonas rurales, el 49% no cuenta con recursos informáticos como computador y conexión a Internet, el 75% estudió en colegios oficiales. El estrato promedio es aproximadamente 2, de seis en total entre los cuales el estrato uno es el de más bajos ingresos y el seis de más altos, lo cual revela un alto componente de la población total ubicada en los estratos más bajos. Aproximadamente el 12% tiene padres que cuentan con un título profesional.

Tabla 1.  
Resumen de estadísticos de las principales variables 2015-2021.

VARIABLES	PUNTAJE	MUJERES	ETNIA	RURAL	SIN I&C	COL. PÚBLICO	ESTRATO	PADRES PROFESIONALES
Mean	252	0,545	0,061	0,147	0,490	0,757	1,990	0,118
SD	49	0,498	0,239	0,354	0,500	0,429	0,985	0,322
Min	0	0	0	0	0	0	1	0
Max	500	1	1	1	1	1	6	1

Fuente: ICFES, N=3.685.775.

Gráfico 1.  
Distribución del puntaje global 2015-2021.



Fuente: ICFES, N=3.685.775.

### CARACTERIZACIÓN DE BRECHAS EN EL PUNTAJE GLOBAL

Con miras a caracterizar las potenciales brechas, es necesario cruzar cada una de las variables asociadas con las brechas con los resultados del puntaje global. Este ejercicio de análisis bivariado permite establecer la existencia de brechas desde antes de la pandemia, las cuales serán denominadas brechas estructurales, porque aparecen durante todo el período de estudio.

Específicamente, respecto al desempeño por sexo, las mujeres en promedio tienen un puntaje para el periodo de 248 puntos, ocho por debajo del puntaje promedio de los hombres. En el caso de aquellos que se identifican con alguna etnia, la diferencia es de 30 puntos, 223 quienes se identifican y 253 quienes no lo hacen. En el caso de estudiantes en zonas rurales la diferencia del promedio respecto con los estudiantes de zonas urbanas es de 22 puntos, mientras que el promedio en los rurales fue de 233, para los urbanos fue de 255.

En el caso de la conectividad por tenencia de computador y servicio de internet, la diferencia en puntaje es de 29 puntos, 237 si no cuenta con ellos y 266 si los tiene a disposición. Si el colegio es oficial la desventaja promedio es de 23 puntos, 246 versus 269 en promedio de puntaje para colegios privados. La diferencia en puntaje entre el promedio obtenido por los estudiantes estrato uno y seis es de 28 puntos, mientras los estudiantes del estrato más bajo (uno) obtuvieron un puntaje de 238, los estudiantes estrato seis obtuvieron 266 puntos en promedio. Finalmente, en el caso en que el estudiante que toma la prueba tiene alguno de sus padres educado y con título a nivel profesional, existe una ventaja de 40 puntos, 247 en el caso en que ninguno de los padres tiene educación profesional y 287 cuando alguno de ellos la tiene. Los resultados se muestran de manera consolidada en la Tabla 2 y revelan la existencia de estas brechas estructurales para el periodo de análisis.

Tabla 2.  
Brechas de puntaje promedio por variable 2015-2021.

VARIABLES	MEDIA SI 1	MEDIA SI 0	DIFERENCIA
Mujeres	248	256	8
Etnia	223	253	30
Rural	233	255	22
Falta I&C	237	266	29
Col. Público	246	269	23
Estrato*	238	266	28
Padres No Prof.	247	287	40

Fuente: ICFES, Saber 11. \* Puntaje promedio estratos 1 y 6.

Estos resultados son consistentes con la existencia de brechas en la educación en Colombia, tal y como ha sido documentado recientemente por diversos investigadores<sup>2</sup>. Por ello, los resultados del

2 Juan Camilo Cárdenas, Leopoldo Fergusson y Mauricio García Villegas, *La quinta puerta. De cómo la educación en Colombia agudiza las desigualdades en lugar de remediarlas*, Bogotá: Ariel, 2021; Moisés Wasserman, *La educación*

sistema educativo relacionados con aspectos clave en la inclusión de todos los jóvenes en edad de estudiar revelan necesidades específicas de intervención por medio de políticas públicas que ayuden a reducir estas brechas. Para hacerlo, no obstante, es necesario conocer la dinámica en la evolución de cada uno de los aspectos mencionados, lo cual procederemos a hacer a continuación.

### *Características del individuo (sexo y etnia)*

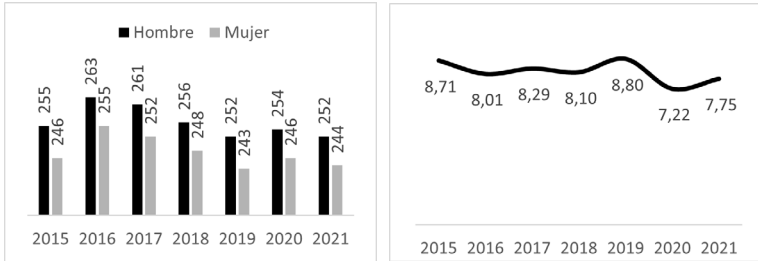
Respecto de la primera brecha, la de sexo, si bien la brecha es estructural, lo que se refleja en una diferencia sistemática en el puntaje obtenido entre hombres y mujeres durante el periodo 2015 al 2021, no se observan cambios en la diferencia entre estos puntajes promedio, ni un cierre ni una ampliación de la brecha, que sea significativo desde el punto de vista estadístico. Mientras que la diferencia entre puntajes en el 2015 fue de 8,7 puntos, en el 2021 fue de 7,7 (ver Gráfico 2). En el año 2020, se observa que la diferencia entre los puntajes de hombres y mujeres fue la menor observada en toda la serie, 7,22. Esta reducción de la brecha en el año inicial de la pandemia está probablemente relacionada con el abandono de estudiantes vulnerables, que hubieran tenido resultados bajos en la prueba<sup>3</sup>.

---

*en Colombia (País 360)*, Bogotá: Debate, 2021; Adolfo Meisel Roca y Angela Granger S., «¿Atrapados en la periferia? Brechas de calidad en la educación en Colombia: Pruebas Saber 11 (2000-2018)», Serie Documentos IEE [Instituto de Estudios Económicos del Caribe, no. 36, Universidad del Norte, 2019.

- 3 Luz Karime Abadía Alvarado, Silvia C. Gómez Soler y Juanita Cifuentes González, «Gone with the pandemic: effects of COVID-19 on academic performance in Colombia», [Documento de Trabajo en Economía], *Vniversitas Económica* 21, no. 4 (julio de 2021) [Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas, Departamento de Economía, Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá, <<https://ideas.repec.org/p/col/000416/019339.html>>. (Consultado el 6-III-2023); Daniel Toro-Gonzalez, «Efectos departamentales y municipales del Covid-19 en los resultados de las pruebas Saber 11 en el año 2020», *Cuadernos de Trabajo de Vicerrectoría Académica* [Serie] 3, Vicerrectoría Académica, Universidad Tecnológica de Bolívar, Cartagena de Indias, Colombia (febrero de 2022).

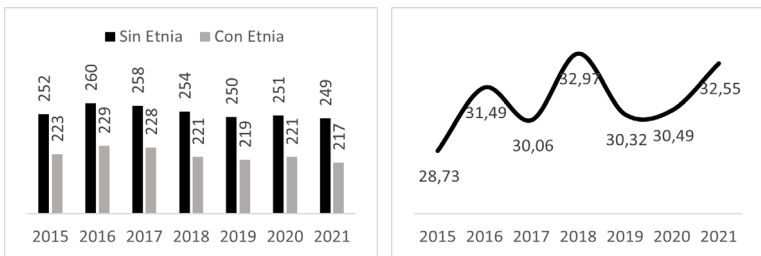
Gráfico 2.  
Evolución y brecha del puntaje global por sexo.



Fuente: ICFES, Saber 11.

Respecto de la brecha de etnia las diferencias son más amplias. Mientras que en el año 2015 la diferencia entre aquellos estudiantes que se identifican como pertenecientes a alguna etnia y aquellos que no lo hacen fue de 28,7 puntos en favor de los últimos, en el año 2021 esta diferencia se amplió casi en cuatro puntos, al alcanzar los 32,5 puntos. Si bien en el año 2020, al igual que en el caso anterior, se observa una reducción de la brecha, los resultados de 2021 son los segundos más altos de la serie. Es probable que los efectos de la pandemia puedan darse con cierto rezago, hipótesis que esta por fuera del alcance del presente trabajo y quedará para una posterior indagación (ver Gráfico 3).

Gráfico 3.  
Evolución y brecha de puntaje global por etnia.



Fuente: ICFES, Saber 11.

Respecto de las características del individuo (sexo y etnia), el primer año de la pandemia (2020) pareciera haber tenido un efecto de igualación o cierre de brechas. Este fenómeno podría ser explicado por el mayor efecto que pueden tener las desigualdades del sistema, tal y como lo documentaron Cárdenas y sus coautores<sup>4</sup>. Aquellos con mayores debilidades y peores condiciones no se ven tan afectados como aquellos que reciben una educación más privilegiada. Un fenómeno equiparable podría ser el descrito por T. Piketty en su libro *Capital en el Siglo xxi* al explicar el papel igualador de la Segunda Guerra Mundial en la distribución de la riqueza vía destrucción de la misma<sup>5</sup>.

#### *Aspectos geográficos (ruralidad)*

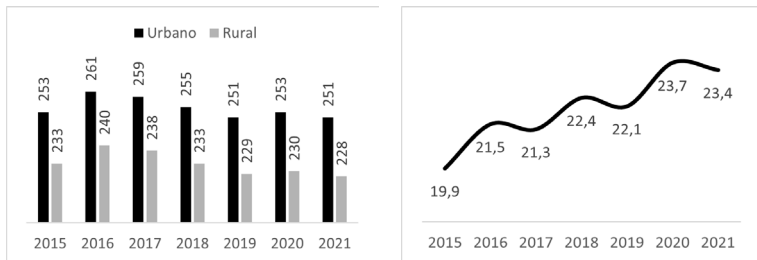
Respecto de la brecha asociada con aspectos de localización geográfica, aquellos estudiantes ubicados en zonas rurales muestran desventajas estructurales en términos de los resultados en las pruebas respecto de sus pares urbanos. En promedio la diferencia para el periodo de estudio es superior a 21 puntos del puntaje general. Esta brecha se ha ampliado en el tiempo, mientras en 2015 fue de 19,9 puntos, en el 2021 fue de 23,4 puntos, lo que implica una ampliación de 3,5 puntos. A diferencia de las características del individuo donde se observó una reducción de la brecha asociada especialmente al primer año de pandemia, en el caso de la brecha entre zonas rurales y urbanas esta brecha se amplió, en especial en el año 2020, cuando alcanzó el valor máximo para el periodo, 23,7 puntos.

---

4 Cárdenas, Fergusson y García Villegas, *La quinta puerta*.

5 Thomas Piketty, *Capital in the Twenty-First Century* (translated by Arthur Goldhammer), Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 2014.

Gráfico 4.  
Evolución y brecha del puntaje global rural-urbana.



Fuente: ICFES, Saber 11.

#### *Aspectos tecnológicos (no disponibilidad de internet y de computador)*

Al margen de la pandemia, los computadores y su conexión a internet han sido extensamente identificados como elementos que ayudan en el proceso de aprendizaje<sup>6</sup>. Como puede observarse en el Gráfico 5, la diferencia promedio en puntaje global supera en todos los años entre el 2015 y el 2021 los 26 puntos. El promedio para el periodo es de 29,3 puntos de diferencia entre quienes tienen internet y computador y aquellos que no cuentan con ambos o con alguno de los dos.

La dinámica de reducción de esta brecha entre 2015 y 2017 podría estar relacionada con la existencia de programas estatales para el fortalecimiento de las herramientas informáticas en escuelas. De

6 Alice Casey, Richard Layte, Seán Lyons y Mary Silles, «Home computer use and academic performance of nine-year-olds», *Oxford Review of Education* 38, no. 5 (2012), p. 617-634; Catherine Rodríguez Orgales, Fabio Sánchez Torres y Juliana Márquez Zúñiga, «Impacto del Programa “Computadores para Educar” en la deserción estudiantil, el logro escolar y el ingreso a la educación superior», *Documentos CEDE* [Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico (CEDE), Universidad de los Andes, Facultad de Economía] 15 (marzo de 2011).

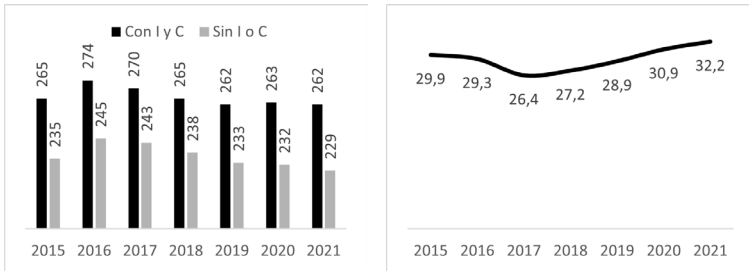
acuerdo con el Ministerio de Educación Nacional, Colombia pasó de tener 24 niños por equipo en 2010, a 4 en 2017<sup>7</sup>:

A través de Computadores para Educar y por iniciativas del Ministerio TIC, el Gobierno destinó más de 2 millones 550 mil equipos para beneficiar a 8 millones de estudiantes, 300 mil docentes, 43 mil instituciones educativas públicas y hogares, en un trabajo conjunto con entidades territoriales y operadores de telefonía móvil<sup>8</sup>.

Es probable que la no continuidad de estos programas, la rápida obsolescencia de los equipos y la pandemia hayan tenido un papel importante en la ampliación de esta brecha entre el 2018 y el 2021.

Gráfico 5.

Evolución y brecha del puntaje global según disponibilidad de tecnología.



Fuente: ICFES, Saber 11.

7 Gobierno de Colombia, MINTIC [Ministerio de Tecnologías de la Información y las Comunicaciones], «Hicimos que los colombianos se apropiaran de la tecnología. Tecnología en las aulas de clase», *MINTIC*, <[http://micrositios.mintic.gov.co/rendicion\\_cuentas\\_2017/participacion.php?id=5](http://micrositios.mintic.gov.co/rendicion_cuentas_2017/participacion.php?id=5)>. (Consultado el 6-III-2023).

8 Gobierno de Colombia, MINTIC, «Hicimos que los colombianos».

*Tipo de colegio (oficial o privado)*

Tal y como se mencionó anteriormente, el sistema educativo en Colombia no ha contribuido al cierre de brechas, por el contrario, las ha perpetuado<sup>9</sup> Esto puede verificarse también en el contexto del presente estudio. Entre 2015 y 2021 la brecha entre colegios oficiales y privados se amplió en más de 10 puntos (10,2). Tristemente, esta dimensión fue una de las más claramente afectadas por la llegada de la pandemia. Entre 2019 y 2020 la brecha se amplió en más de seis puntos (6,2) y entre el 2020 y 2021 lo hizo 2,3 puntos adicionales.

La característica más llamativa de la ampliación de esta brecha es que durante la pandemia, el desempeño promedio de los estudiantes de colegios privados no sufrió impacto negativo, por el contrario, se observa un incremento del puntaje promedio al pasar de 264 puntos a 271. Este fenómeno puede deberse precisamente a que el perfil de los estudiantes que dejaron de presentar la prueba en 2020 "... se concentran en los niveles socioeconómicos 1 y 2, asistentes a colegios privados, en su mayoría hombres, en extra-edad y residentes de zonas urbanas"<sup>10</sup>.

*Características familiares (estrato y nivel de estudio de los padres)*

Otro elemento que ha sido identificado ampliamente como un determinante del rendimiento académico es el papel de los padres y su nivel educativo<sup>11</sup>. Lo que puede observarse en el caso del periodo entre 2015 y 2021 es que la brecha entre estudiantes con y sin padres con formación de educación superior se redujo. Este fenómeno puede deberse en parte a los efectos indirectos del programa Ser Pilo Paga (SPP), vigente entre los años 2014 y 2018.

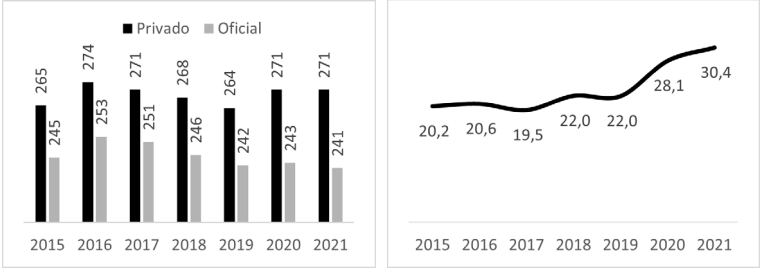
---

9 Wasserman, *La educación en Colombia*; Cárdenas, Fergusson y García Villegas, *La quinta puerta* y; Meisel Roca y Granger S., «¿Atrapados en la periferia?».

10 Toro-González, «Efectos departamentales y municipales del Covid-19 en los resultados de las pruebas Saber 11 en el año 2020».

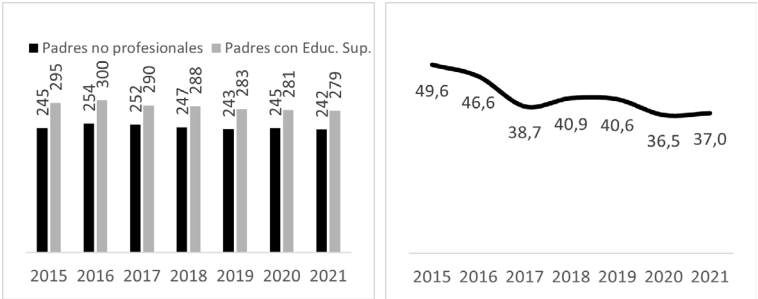
11 Alejandro Gaviria y Jorge Hugo Barrientos, «Determinantes de la calidad de la educación en Colombia», Bogotá: Fedesarrollo, agosto de 2001.

Gráfico 6.  
Evolución y brecha del puntaje global por tipo de colegio.



Fuente: ICFES, Saber 11.

Gráfico 7.  
Evolución y brecha del puntaje global respecto de la educación de los padres



Fuente: ICFES, Saber 11.

La evidencia disponible sugiere que el programa SPP, incrementando la posibilidad de ingreso a universidades privadas de alta calidad para estudiantes sin posibilidades de financiamiento, aumentando los incentivos para estudiantes de bajos ingresos a mejorar sus resultados en las pruebas Saber 11<sup>12</sup>. Este efecto indirecto del

12 Rachid Laajaj, Andrés Moya y Fabio Sánchez, «Equality of Opportunity and Human Capital Accumulation: Motivational Effect of a Nationwide

programa SPP redujo el efecto negativo de acuerdo con el cual padres sin educación terciaria reducen las posibilidades de acceso de sus hijos a dicha educación, ayudando así a romper este círculo de pobreza para aproximadamente cuarenta mil familias en Colombia durante los cuatro años de duración del programa.

### *Efectos de la pandemia en el cierre de brechas (análisis multivariado)*

Con miras a establecer qué tanto la pandemia afectó (ampliando o cerrando) las brechas estructurales analizadas en el presente artículo, es necesario plantear un ejercicio en el que de manera simultánea se puedan identificar las diferencias de resultados promedio de las categorías asociadas a las brechas. Adicionalmente, es necesario considerar que estas diferencias entre los promedios condicionados de las variables en términos de puntaje global también debieron tener un comportamiento particular durante la pandemia.

Para lograr este objetivo, se estimará el siguiente modelo:

$$PG_{it} = \beta_0 + \beta_1 X_{it} + \beta_2 D_t + \beta_3 (X_{it} * D_t) + \beta_4 \sum_{j=1}^6 S_{ijt} + \varepsilon_{it}$$

Ecuación 1

En esta ecuación, la variable a explicar es  $PG_{it}$  que representa el puntaje global para el estudiante  $i$  en el año  $t^{13}$ . Los parámetros del

---

Scholarship in Colombia (Igualdad de Oportunidades y Acumulación de Capital Humano: Efectos Motivacionales de una Beca de Gran Escala en Colombia)», *Documentos CEDE* [Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico (CEDE), Universidad de los Andes, Facultad de Economía] 26 (mayo de 2018); Juliana Londoño-Vélez, Catherine Rodríguez y Fabio Sánchez, «Upstream and Downstream Impacts of College Merit-Based Financial Aid for Low-Income Students: Ser Pilo Paga in Colombia», *American Economic Journal: Economic Policy* 12, no. 2 (2020), p. 193-227; Sergio Arango, «Externalidades en el desempeño académico de la provisión de incentivos: evidencia del programa Ser Pilo Paga», *Revista de Economía del Rosario* 20, no. 2 (2017), p. 175-212.

13 Es importante señalar que cada individuo aparece solo un año en la base, im-  
pidiendo la configuración de un panel de datos. El modelo estimado por tanto  
es un modelo agregado de secciones cruzadas (pooled-cross sections).

modelo están representados por las letras  $\beta$ , que cuando están sin cursiva representan vectores de parámetros. El vector de variables  $X_{it}$  recoge las variables asociadas a las brechas (sexo, etnia, ruralidad, equipos y conexión, tipo de colegio y educación de los padres). La variable  $S_{ijt}$  recoge seis variables binarias asociadas al estrato socioeconómico en el cual el estrato uno es el de más bajas condiciones de vida y el seis el de más altas. La variable binaria  $D_t$  toma el valor de uno para el periodo de pandemia, 2020 y 2021. Otros factores no observables e irrelevantes se capturan en  $\varepsilon_{it}$  la cual se asume con media cero y varianza constante. El vector de parámetros  $\beta_1$  captura los efectos promedios de la brecha estructural para cada variable respecto del promedio del puntaje global. Por otra parte,  $\beta_3$  captura el efecto de interacción de cada variable asociada a las brechas, específicamente para el periodo de pandemia, 2020 y 2021. Finalmente, el vector de parámetros  $\beta_4$  captura los efectos de los seis estratos socioeconómicos.

Se presentan dos ejercicios de estimación denominados Modelo 1 y Modelo 2, en el Modelo 1 se estima la Ecuación 1 sin incluir la interacción entre las variables asociadas a las brechas y la variable binaria asociada a la pandemia. En este sentido, el diseño de la ecuación 1 captura el efecto de la pandemia de manera agregada en el coeficiente  $\beta_2$ . El Modelo 2 incluye de manera detallada la interacción de las variables asociadas a las brechas con la variable de la pandemia, de esta manera capturando en el vector  $\beta_3$  los efectos de brecha específicamente durante la pandemia. El valor promedio para el periodo esta capturado por el parámetro  $\beta_0$  representado por la Constante en la tabla de resultados (véase Tabla 3).

Los resultados obtenidos se presentan en la Tabla 3 y analizan a continuación. Los resultados de Modelo 1 indican que en general las brechas son estructurales pues de manera agregada existe una diferencia entre la categoría asociada a la variable y el promedio general y esta diferencia es estadísticamente significativa en todos los casos. Específicamente, en el caso del sexo, cuando la variable toma el valor de uno, indicando una estudiante, el promedio del puntaje es de aproximadamente 6 puntos por debajo del puntaje general (5,99). Esto quiere decir que en promedio las mujeres tuvieron seis puntos menos de rendimiento en promedio para el periodo 2015-2021.

La etnia es uno de los factores con mayor poder explicativo de la diferencia, aquellos estudiantes que se autclasificaron como pertenecientes a una etnia obtuvieron en promedio para el periodo un puntaje inferior a la media en 18,5 puntos. Los estudiantes localizados en zonas rurales también están en desventaja estructural, en promedio el puntaje de estudiantes en estas zonas es de 8,1 puntos menos que el promedio general observado de 265,4 puntos. No contar con internet y computador disponibles es también otro determinante importante de los resultados en el puntaje global. En este caso, no tener acceso a estas herramientas tecnológicas genera una degradación de aproximadamente dieciocho puntos (17,9) por debajo del promedio.

Aquellos estudiantes que atienden colegios oficiales también se encuentran en desventaja estructural respecto del resto, en este caso los estudiantes de colegios oficiales tuvieron un rendimiento promedio por debajo del promedio y equivalente a un poco más de seis puntos (6,19). Por otra parte, cuando alguno de los padres cuenta con estudios de educación superior, el rendimiento promedio en el puntaje general es casi 16 puntos por encima del promedio. Finalmente, de acuerdo con el Modelo 1, el impacto de la pandemia fue equivalente a una pérdida de siete puntos (7,16). Teniendo en cuenta que la desviación estándar de la variable es de aproximadamente 50 puntos (49,08), el efecto de la pandemia podría estimarse en 14% de una desviación estándar. Este resultado es consistente con el metaanálisis reportado por Patrinos y coautores en el cual 36 estudios sobre el impacto del Covid-19 en educación estimaron una pérdida de aprendizaje equivalente a 17% de una desviación estándar, equivalentes aproximadamente a medio año de aprendizaje<sup>14</sup>.

La estimación del Modelo 2 permite evidenciar de manera más detallada los efectos de la pandemia en relación con las brechas. Si bien las diferencias promedio de las brechas se mantienen relativamente estables y significativas en todos los casos, el efecto total de la

---

14 Patrinos, Vegas y Carter-Rau, «An Analysis of COVID-19 Student Learning Loss».

pandemia casi que desaparece, pues es capturado por los efectos de interacción de las variables de brecha y la de pandemia.

Específicamente, el análisis de los parámetros contenidos en el vector  $\beta_3$ , indica que, si bien las mujeres de manera estructural mantienen una importante desventaja respecto de los hombres en el puntaje global, durante la pandemia esta diferencia se redujo en 1,7 puntos. Con relación a la etnia, no se encontró un efecto significativo en relación con el periodo de pandemia. En este sentido, es posible interpretar que la desventaja frente al puntaje de los estudiantes que no declararon ninguna identidad de etnia se mantuvo igual.

Respecto del resto de determinantes, se observa que la pandemia tendió a acentuar los efectos de estas brechas. En el caso de estudiantes ubicados en zonas rurales, la brecha se incrementó aproximadamente en 1,2 puntos. En el caso de la brecha tecnológica, no tener internet y computador generó durante la pandemia un rezago en el puntaje de casi tres puntos adicionales a la brecha estructural (2,9). En los casos de las brechas relacionadas con la educación de los padres, si cuentan o no con educación superior, y en relación con la naturaleza del colegio (oficiales o privadas), el efecto de ampliación de las brechas es el más alto. En el caso de ser un colegio oficial, en promedio durante la pandemia los puntajes se redujeron en 7,93 puntos respecto del promedio general. En el caso de que ninguno de los padres cuente con educación superior, la desventaja también se amplía en 7,97.

En ambos modelos, el rendimiento promedio de los estratos socioeconómicos es superior al del primer estrato.

Tabla 3.  
Estimaciones Multivariadas.

VARIABLE	MODELO 1	MODELO 2
Femenino	-5,999***	-6,454***
Etnia	-18,530***	-18,660***
Rural	-8,153***	-7,819***
Sin I&C	-17,914***	-17,088***
Oficial	-6,193***	-4,131***
Padres Educ. Sup.	25,832***	28,194***
Pandemia	-7,169***	0,572***
ESTRATO		
2	5,824***	5,936***
3	10,473***	10,546***
4	15,424***	15,419***
5	14,371***	14,364***
6	5,949***	5,981***
INTERACCIONES PANDEMIA		
Femenino		1,730***
Etnia		0,384
Rural		-1,162***
Sin I&C		-2,939***
Oficial		-7,978***
Padres Educ. Sup.		-7,941***
Constante	265,4***	263,3***
N	3.536.168	3.536.168
R2	0,169	0,170

Significancia: \*  $p < .05$ ; \*\*  $p < .01$ ; \*\*\*  $p < .001$

## CONCLUSIONES

Fueron identificadas brechas estructurales, representadas en diferencias estadísticamente significativas entre categorías. Estas brechas estructurales están asociadas al sexo, la etnia, la ruralidad, la conectividad y tecnología, la naturaleza del colegio (oficial o privado), el estrato socioeconómico y la educación de los padres.

La caracterización descriptiva de las brechas permitió identificar el comportamiento aparentemente similar de la brecha durante todo el periodo, sin demostrar evidencias iniciales de profundización o cierre. Respecto del comportamiento de la brecha de puntaje promedio derivado de las diferencias en etnia, ruralidad, conectividad y tipo de colegio, en todas se observa una profundización de la brecha. Finalmente, con respecto a la educación de los padres, esta brecha se ha reducido, probablemente como efecto indirecto de la implementación de programas que como el de Ser Pilo Paga ayudaron a romper el determinismo histórico relacionado con el nivel educativo de los padres, permitiendo así a muchos estudiantes de primera generación ingresar a la universidad.

El análisis conjunto de las brechas por medio del análisis multivariado permitió establecer que el impacto de la pandemia fue equivalente a una pérdida de siete puntos (7,16) o de 14% de una desviación estándar.

Al desagregar los efectos de las brechas durante el periodo de pandemia es posible establecer que las mujeres redujeron la brecha estructural en 1,7 puntos, de una brecha total aproximada de 6,4 puntos. En el caso de la etnia, esta categoría no mostró una diferencia estadísticamente significativa durante el periodo de pandemia. Las brechas relacionadas con ruralidad, conectividad, naturaleza del colegio y educación de los padres todas muestran evidencias de haberse ampliado específicamente durante el periodo de pandemia. En general, las brechas que más efectos negativos generaron durante la pandemia fueron la naturaleza del colegio y la educación de los padres.

Es muy importante reconocer que programas gubernamentales como el programa Ser Pilo Paga contribuyeron al cierre de brechas y a la ruptura de los círculos de pobreza. Es necesario continuar con este tipo de prácticas y programas orientados a la búsqueda del cierre de brechas en educación con miras a hacer realidad un país realmente inclusivo.

## REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- ABADÍA ALVARADO, Luz Karime, GÓMEZ SOLER, Silvia C. y CIFUENTES GONZÁLEZ, Juanita, «Gone with the pandemic: effects of COVID-19 on academic performance in Colombia», [Documento de Trabajo en Economía], *Vniversitas Económica* 21, no. 4 (julio de 2021) [Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas, Departamentode Economía, Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá, <<https://ideas.repec.org/p/col/000416/019339.html>>. (Consultado el 6-III-2023).
- ARANGO, Sergio, «Externalidades en el desempeño académico de la provisión de incentivos: evidencia del programa Ser Pilo Paga», *Revista de Economía del Rosario* 20, no. 2 (2017), p. 175-212.
- CÁRDENAS, Juan Camilo, FERGUSSON, Leopoldo y GARCÍA VILLEGAS, Mauricio, *La quinta puerta. De cómo la educación en Colombia agudiza las desigualdades en lugar de remediarlas*, Bogotá: Ariel, 2021.
- CASEY, Alice, LAYTE, Richard, LYONS, Séan y SILLES, Mary, «Home computer use and academic performance of nine-year-olds», *Oxford Review of Education* 38, no. 5 (2012), p. 617-634.
- GAVIRIA, Alejandro y BARRIENTOS, Jorge Hugo, «Determinantes de la calidad de la educación en Colombia», Bogotá: Fedesarrollo, agosto de 2001.
- GOBIERNO de Colombia, MINTIC [Ministerio de Tecnologías de la Información y las Comunicaciones], «Hicimos que los colombianos se apropiaran de la tecnología. Tecnología en las aulas de clase», *MINTIC*, <[http://micrositios.mintic.gov.co/rendicion\\_cuentas\\_2017/participacion.php?id=5](http://micrositios.mintic.gov.co/rendicion_cuentas_2017/participacion.php?id=5)>. (Consultado el 6-III-2023).
- LAAJAJ, Rachid, MOYA, Andrés y SÁNCHEZ, Fabio, «Equality of Opportunity and Human Capital Accumulation: Motivational Effect of a Nationwide Scholarship in Colombia (Igualdad de Oportunidades y Acumulación de Capital Humano: Efectos Motivacionales de una Beca de Gran Escala en Colombia)», *Documentos CEDE* [Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico (CEDE), Universidad de los Andes, Facultad de Economía] 26 (mayo de 2018).
- LONDOÑO-VÉLEZ, Juliana, RODRÍGUEZ, Catherine y SÁNCHEZ, Fabio, «Upstream and Downstream Impacts of College Merit-Based

Financial Aid for Low-Income Students: Ser Pilo Paga in Colombia», *American Economic Journal: Economic Policy* 12, no. 2 (2020), p. 193-227.

MEISEL ROCA, Adolfo y GRANGER S., Angela, «¿Atrapados en la periferia? Brechas de calidad en la educación en Colombia: Pruebas Saber 11 (2000-2018)», Serie Documentos IEE [Instituto de Estudios Económicos del Caribe], Universidad del Norte, no. 36, 2019.

PATRINOS, Harry Anthony, VEGAS, Emiliana y CARTER-RAU, Rohan, «An Analysis of COVID-19 Student Learning Loss», *Policy Research Working Paper* 10033, World Bank Group, Education Global Practice, mayo de 2022, <<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099720405042223104/pdf/IDU00f3f0ca808cde0497e0b88c01fa07f15bef0.pdf>>. (Consultado el 6-III-2023).

PIKETTY, Thomas, *Capital in the Twenty-First Century* (translated by Arthur Goldhammer), Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 2014.

RODRÍGUEZ ORGALES, Catherine, SÁNCHEZ TORRES, Fabio y MÁRQUEZ ZÚÑIGA, Juliana, «Impacto del Programa “Computadores para Educar” en la deserción estudiantil, el logro escolar y el ingreso a la educación superior», *Documentos CEDE* 15 [Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico (CEDE)], Universidad de los Andes, Facultad de Economía] (marzo de 2011).

TORO-GONZÁLEZ, Daniel, «Efectos departamentales y municipales del Covid-19 en los resultados de las pruebas Saber 11 en el año 2020», *Cuadernos de Trabajo de Vicerrectoría Académica* [Serie] 3, Vicerrectoría Académica, Universidad Tecnológica de Bolívar, Cartagena de Indias, Colombia (febrero de 2022).

WASSERMAN, Moisés, *La educación en Colombia (País 360)*, Bogotá: Debate, 2021.

LA LEY ORGÁNICA DE DISCAPACIDADES EN ECUADOR:  
AVANCES Y CUESTIONES PENDIENTES EN TORNO  
A LA INCLUSIÓN DE LAS PERSONAS CON DISCAPACIDAD

---

*Diana Sarrade Cobos*  
Université de Bordeaux  
Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-américaines (CRIIA),  
Université Paris Ouest Nanterre



En 2013, la Organización de las Naciones Unidas consideraba a Ecuador como un referente mundial en materia de integración global de personas con discapacidad (PCD)<sup>1</sup>. Los esfuerzos realizados no sólo han facilitado la integración de las personas en situación de discapacidad sino también su inclusión<sup>2</sup>. La Misión solidaria Manuela Espejo en 2009, el programa Joaquín Gallegos Lara en 2010 y la Ley orgánica de discapacidades en 2012, han permitido mejorar las

- 
- 1 ANDES, «L'Équateur, un référent mondial dans l'intégration des personnes handicapées, selon l'Organisation des Nations Unies», *Pressenza.com [Pressenza International Press Agency]*, 27 de noviembre 2013, <<https://www.pressenza.com/fr/2013/11/lequateur-un-referent-mondial-dans-lintegration-des-personnes-handicapees-selon-lorganisation-des-nations-unies>>. (Consultado el 20-IX-2022).
  - 2 Si bien el término “inclusión” está reemplazando el de “integración” en los informes y estudios de los grandes organismos internacionales, hay que señalar que la inclusión no constituye un grado superior de integración. Estos términos designan situaciones diferentes. La integración no tiene como objetivo un cambio de sociedad. La persona con discapacidad tendrá que adaptarse para forma parte de la “normalidad”. Esta adaptación se lleva a cabo por medio de intervenciones quirúrgicas, prótesis, medicamentos, reeducación o readaptación. Por el contrario, la inclusión exige un cambio de sociedad con el fin de que las PCD sean aceptadas y respetadas como miembros de pleno derecho con las mismas oportunidades: Jean-Yves Le Capitaine, «L'inclusion n'est pas un plus de l'intégration: l'exemple des jeunes sourds», *EMPAM* 89 (2013/1), p. 125-131.

condiciones de vida de personas con discapacidad<sup>3</sup>, históricamente desprotegidas, excluidas y discriminadas en el país<sup>4</sup>, destacándose así en América latina y el Caribe.

La elaboración de políticas públicas a favor de la integración e inclusión de las PCD es fundamental en una región donde el 14,7% de la población vive con una forma de discapacidad<sup>5</sup>. La pobreza, el acceso limitado al sistema educativo o al mercado laboral, la exclusión y la falta de reconocimiento de su capacidad jurídica constituyen unas de las principales realidades que afectan la vida cotidiana de las PCD. En Ecuador, país donde el principio constitucional del Buen Vivir<sup>6</sup>

---

3 Le terminología relativa a la discapacidad ha evolucionado en los últimos años ya que se han ido reemplazando poco a poco los términos “discapacitado” o “minusválido”. Emplearemos en este artículo las dos formulaciones recomendadas por la ONU: “personas con discapacidad” o “personas en situación de discapacidad”, con la abreviación PCD.

4 Xavier Andrade (coord.), *Discapacidades en Ecuador: perspectivas críticas, miradas etnográficas*, Quito: FLACSO, Sede Ecuador, Ministerio de Inclusión Económica y Social, 2011.

5 La Banque Mondiale [Communiqué de presse], «L'inclusion des personnes en situation de handicap est essentielle au développement durable de l'Amérique Latine et des Caraïbes», *banquemondiale.org [La Banque Mondiale]*, 02 de diciembre de 2021, <<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/12/02/la-inclusion-de-las-personas-con-discapacidad-clave-para-el-desarrollo-sostenible-de-america-latina-y-el-caribe>> (Consultado el 20-II-2023).

6 Según el Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013, el Buen Vivir es “la satisfacción de las necesidades, la consecución de una calidad de vida y muerte digna, el amar y ser amado, el florecimiento saludable de todos y todas, en paz y armonía con la naturaleza y la prolongación indefinida de las culturas humanas. El Buen Vivir supone tener tiempo libre para la contemplación y la emancipación, y que las libertades, oportunidades, capacidades y potencialidades reales de los individuos se amplíen y florezcan de modo que permitan lograr simultáneamente aquello que la sociedad, los territorios, las diversas identidades colectivas y cada uno -visto como un ser humano universal y particular a la vez- valora como objetivo de vida deseable (tanto material como subjetivamente y sin producir ningún tipo de dominación a otro”: República del Ecuador, Plan Nacional de Desarrollo, *Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013*:

rige la gestión gubernamental desde 2008<sup>7</sup>, toda la población debería formar parte de este nuevo pacto social y gozar de una vida plena y digna. Con el fin de garantizar la igualdad de oportunidades para las personas en situación de discapacidad, el Estado se ha comprometido de manera activa.

Con el estudio del marco jurídico y de los dispositivos vigentes para la inclusión de las PCD, nuestro objetivo es poner en evidencia los avances que se han realizado desde 2009 así como las cuestiones pendientes en un contexto particularmente difícil de crisis política y socioeconómica<sup>8</sup>. En este análisis sobre la aplicación de las políticas públicas en materia de discapacidad, veremos brevemente el proceso de institucionalización de la gestión estatal. Explicaremos a continuación en qué consisten los programas Manuela Espejo y Joaquín Gallegos Lara, así como el aporte de la Ley orgánica de discapacidades. A través de algunas cifras, pondremos en evidencia en qué medida el Estado está dando atención a las personas en situación de discapacidad y aportaremos algunas pistas de reflexión acerca de los desafíos que siguen de actualidad en cuanto a la gestión de las discapacidades en Ecuador.

## BREVE HISTORIA DEL PROCESO DE INSTITUCIONALIZACIÓN

A mediados del siglo xx, las primeras iniciativas para mejorar la calidad de vida de las personas con discapacidades, llamadas en la época personas minusválidas, fueron lanzadas por las familias o asociaciones ante la ausencia de políticas públicas. No obstante, podemos destacar varias acciones estatales a partir de los años 1960, puestas en marcha gracias a los recursos provenientes del petróleo. El informe del Comité para la eliminación de toda forma de

---

*Construyendo un Estado Plurinacional e Intercultural*, Quito: SENPLADES (Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo), 2009, p. 10.

7 República del Ecuador, *Constitución de la República del Ecuador*, Quito: Corporación de estudios y publicaciones, 2008, p. 5.

8 François Houtart, «El Ecuador de 2015: el agotamiento de un modelo en un contexto de crisis mundial», *Contrapunto 7* (2015), p. 59-72.

discriminación contra las personas con discapacidad (CEDDIS) de la Organización de Estados Americanos (OEA), recapitula el trabajo realizado en el país hasta 2007<sup>9</sup> :

- > En los años 1960, la participación de entidades estatales en la creación de escuelas especiales, principalmente en Quito, Cuenca y Guayaquil.
- > La adopción de la Ley del Ciego, la primera en Latinoamérica, en 1965.
- > En 1973, la creación del Consejo Nacional de Rehabilitación Profesional (CONAREP), para el diagnóstico, evaluación, formación ocupacional e inserción laboral de las personas con discapacidad.
- > La creación del beneficio de exoneración de impuestos para la importación de vehículos ortopédicos para personas con discapacidad física.
- > En 1977, se expidió la Ley General de Educación, que puntualizó como responsabilidad del Estado, la educación especial.
- > En abril de 1979, se creó la Unidad de Educación Especial, como organismo técnico y regulador del subsistema.
- > En 1980, se instauró la División Nacional de Rehabilitación del Ministerio de Salud Pública, la cual organizó e implementó los servicios de medicina física y rehabilitación en las diferentes unidades médicas del sistema nacional de salud.

---

9 CEDDIS, *Informe del Ecuador como Estado parte de la Convención Interamericana contra todas las formas de discriminación contra las personas con discapacidad*, Ciudad de Panamá, 28 de febrero de 2007, p. 1-3.

- > En 1982, se votó la Ley de Protección del Minusválido, mediante la cual se creó la Dirección Nacional de Rehabilitación Integral del Minusválido (DINARIM), asignándosele la rectoría y la coordinación nacional del trabajo sobre discapacidades.
- > Se crearon varios centros de rehabilitación y escuelas de educación especial dependientes del Instituto Nacional del Niño y la Familia (INNFA).
- > En 1989, se conformó la Comisión Interinstitucional de Análisis de la Situación de las Discapacidades en el Ecuador (CIASDE).

Uno de los principales pasos hacia la gestión institucional de las discapacidades en el país fue la publicación de la Ley 180 sobre Discapacidades en 1992 y la creación del Consejo Nacional de Discapacidades (CONADIS) durante el gobierno de Rodrigo Borja Cevallos (1988-1992). Esta ley “ampara a todas las discapacidades sensoriales, físicas y mentales sea por causa genética, congénita o adquirida, quienes gozarán de sus beneficios” (Art. 2)<sup>10</sup>. Cabe destacar el rol crucial desempeñado por el pediatra Rodrigo Crespo Toral en la elaboración de la ley de 1992 y del Plan Nacional de Discapacidades. Efectivamente, gracias a la experiencia adquirida como director del Instituto Interamericano del Niño y como impulsor de la creación varias instituciones para la atención de personas en situación de discapacidad, Crespo Toral asumió el cargo de asesor del gobierno.

Una de sus primeras acciones fue lanzar una campaña en los medios de comunicación para remplazar el término usualmente empleado de “minusválido” por el de “personas con discapacidad” y así promover un cambio en las mentalidades. Dirigió la ya mencionada Comisión Interinstitucional de Análisis de la Situación de las Discapacidades en el Ecuador (CIASDE)<sup>11</sup>, creada con el objetivo de

---

10 República del Ecuador, «Ley sobre Discapacidades no. 180», 1992, artículo 2.

11 Fundación 1000 Hojas, «Ecuador recibió el premio Roosevelt en 2002, es una canallada que ahora no hagan mención de eso’: Rodrigo Crespo», *milhojas.is*

dotar al país con herramientas institucionales idóneas. Precisamente, el Consejo Nacional de Discapacidades, desde sus inicios en 1992, tiene como misión dictar políticas, articular y coordinar acciones con los sectores público y privado, así como impulsar estudios e investigaciones en el ámbito de la discapacidad con el fin de garantizar la prevención de discapacidades, la atención y la inclusión de las personas con discapacidad (PCD) y sus familias.

La ley de 1992 destaca y define claramente tres ejes de acción: la prevención, la atención y la inclusión. En el artículo 4, la prevención de discapacidades concierne todas las medidas preventivas destinadas a reducir la aparición de deficiencias (prevención primaria); limitar o anular la incapacidad productiva por la deficiencia (prevención secundaria); y, prevenir la transición hacia una situación de discapacidad o de minusvalidez (prevención terciaria). El artículo 5 estipula que la atención corresponde a todas las medidas de salud, educación y bienestar social orientadas a reducir los efectos de las afecciones que producen discapacidad, para facilitar a las personas con discapacidades su integración social. Para esto, se preconizan la detección oportuna; la atención precoz y eficaz; la rehabilitación médico-psicopedagógica, institucional y/o comunitaria; la educación regular y especial a través de sus diferentes modalidades; y, la formación, la capacitación y el perfeccionamiento de personal especializado para la prevención y la atención de las discapacidades. Y, en el artículo 6, la integración social tiene como objetivo la equiparación de oportunidades para satisfacer las necesidades económicas y sociales de las personas con discapacidad. Según la ley, es responsabilidad de los poderes públicos actuar en todos los ámbitos relacionados con la integración y la inclusión de las PCD con el fin de:

- > Sensibilizar a la familia y la comunidad sobre los derechos de las personas con discapacidades.

---

[Fundación 1000 Hojas], 28 de septiembre de 2016, <<http://www.milhojas.is/612422-ecuador-recibio-el-premio-roosevelt-en-2002-es-una-canallada-que-ahora-no-hagan-mencion-de-eso-rodrigo-crespo.html>> (Consultado el 31-X-2022).

- > Eliminar las barreras físicas, psicológicas, sociales y comunicacionales.
- > Garantizar la formación, readaptación, capacitación, restitución o reubicación ocupacional en relación con el mercado laboral formal o informal.
- > Establecer estímulos a las empresas que contraten a personas con discapacidad.
- > Otorgar créditos preferenciales, líneas de crédito, subsidios y becas para programas de salud, trabajo, producción y vivienda.
- > Crear mecanismos que faciliten la accesibilidad de las personas con discapacidades a elementos ortésicos, protésicos y otros, que suplan o replacen sus deficiencias.
- > Instaurar facilidades y tarifas preferenciales en la transportación.
- > Determinar exenciones tributarias.
- > Asegurar la educación en establecimientos regulares con los apoyos necesarios previstos gratuitamente, o crear programas de educación especial para aquellos que no puedan asistir a establecimientos regulares de educación, en razón del grado de su discapacidad.
- > Crear un sistema especial de seguridad social a cargo del Instituto Ecuatoriano de Seguridad Social y del Estado.
- > Fomentar las actividades culturales, deportivas, recreacionales.
- > Organizar y fortalecer los gremios de personas con discapacidad y de las asociaciones que las representen.

Gracias a este conjunto de herramientas, la labor de Estado ecuatoriano, pionero en América Latina, fue reconocido a nivel

internacional en 2002, con el Premio Roosevelt sobre los derechos de las personas con discapacidad. Rodrigo Crespo Toral, en calidad de director del CONADIS, asesoró a varios países latinoamericanos en este ámbito. En la práctica, pese a dificultades presupuestarias y a los cambios de gobiernos, el CONADIS ha logrado realizar un trabajo continuo y mantener acciones esenciales como la emisión de carnés de discapacidad para permitir a las personas acceder a las ayudas y a los servicios estatales.

En el ya citado informe del CEDDIS, el comité panamericano pone de relieve los progresos realizados en los diferentes campos, principalmente en el de la sensibilización de la comunidad. Es un tema presente en el funcionamiento de entidades públicas o privadas, pero queda mucho por hacer en cuanto al cambio de mentalidad de la sociedad en general<sup>12</sup>. Se constata, sin embargo, una actitud positiva hacia el reconocimiento de los derechos de las PCD. Es así como en los años 2007 y 2008, el Ecuador firmó y ratificó la Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad, en la que se define:

Las personas con discapacidad incluyen a aquellas que tengan deficiencias físicas, mentales, intelectuales o sensoriales a largo plazo que, al interactuar con diversas barreras, puedan impedir su participación plena y efectiva en la sociedad, en igualdad de condiciones con las demás<sup>13</sup>.

A partir de la Constitución de la República de 2008, se dispone que las Personas con Discapacidad son titulares de derechos y constituyen un grupo de atención prioritaria y especializada. Asistimos nuevamente a un gran avance ya que el marco constitucional le

---

12 CEDDIS, *Informe del Ecuador*, p. 18.

13 Art. 1. Véase: Naciones Unidas, Derechos Humanos, Alto Comisionado, «Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad [Sexagésimo primer período de sesiones de la Asamblea General mediante la resolución A/RES/61/106], 13 diciembre de 2006», Instrumentos de derechos humanos, *ohchr.org* [Naciones Unidas, Derechos Humanos, Oficina del Alto Comisionado], 2007, <<https://www.ohchr.org/es/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-persons-disabilities>>. (Consultado el 22-III-2023).

permitiría a la administración pública consolidar sus políticas. Efectivamente, en el artículo 48 se determina que el Estado adoptará medidas que garanticen:

- > La inclusión social, mediante planes y programas estatales y privados coordinados, que fomenten su participación política, social, cultural, educativa y económica.
- > La obtención de créditos y rebajas o exoneraciones tributarias que les permita iniciar y mantener actividades productivas, y la obtención de becas de estudio en todos los niveles de educación.
- > El desarrollo de programas y políticas dirigidas a fomentar su esparcimiento y descanso.
- > La participación política, que asegurará su representación, de acuerdo con la ley.
- > El establecimiento de programas especializados para la atención integral de las personas con discapacidad severa y profunda, con el fin de alcanzar el máximo desarrollo de su personalidad, el fomento de su autonomía y la disminución de la dependencia.
- > El incentivo y apoyo para proyectos productivos a favor de los familiares de las personas con discapacidad severa. y,
- > La garantía del pleno ejercicio de los derechos de las personas con discapacidad.

Con la constitucionalización, se sancionarán el abandono de estas personas y los actos que incurran en cualquier forma de abuso, trato inhumano o degradante y discriminación por razón de la discapacidad<sup>14</sup>. No obstante, la aplicación es difícil de evaluar ante la

---

14 República del Ecuador, *Constitución de la República del Ecuador*, 2008, artículo 48.

ausencia de datos. Precisamente, unos de los asuntos pendientes en cuanto al seguimiento de los resultados de las políticas públicas es la necesidad de disponer de cifras.

Durante los primeros años del gobierno de Rafael Correa (2007-2017), su vicepresidente, Lenín Moreno asumió la dirección del CONADIS entre 2007 y 2013. Se iniciaron en aquel entonces nuevas iniciativas para mejorar las condiciones de vida de las personas con discapacidad. El país confirmó su posición de líder en América Latina en el campo de la gestión de las discapacidades con una importante inversión estatal, la cual pasó de 2 a 150 millones de dólares en el transcurso de los dos primeros mandatos de Rafael Correa. Desde 2001, hay una progresión constante de la inversión: de 670.000 dólares se alcanzaron 867.000 dólares en 2005, 1,1 millones en 2008 y 184 millones en 2015<sup>15</sup>.

Con el objetivo de consolidar el trabajo llevado a cabo por el CONADIS y para contar con instrumentos jurídicos en acuerdo con la Constitución de 2008, se emitió el 25 de septiembre de 2012 la Ley Orgánica de Discapacidades (LOD)<sup>16</sup>. Con la LOD, uno de los mayores cambios fue la creación del Subsistema nacional para la calificación de la discapacidad, a cargo del Ministerio de Salud Pública. El CONADIS le transfirió por lo tanto la base de datos del Registro nacional de discapacidades con el fin de que se pudiera continuar el proceso de calificación, carnetización y acreditación de las PCD. El CONADIS, por su parte, como entidad rectora y ejecutora de la política pública, siguió a cargo de: Promover, impulsar, proteger y garantizar el respeto al derecho de igualdad y no discriminación de las personas; así como de realizar la formulación, transversalización, observancia, seguimiento y evaluación de la política pública, con el

---

15 Consejo Nacional para la Igualdad de Discapacidades (CONADIS), «Boletín: La década de las discapacidades», 2016, p. 23.

16 República del Ecuador, Asamblea Nacional, «Ley Orgánica de Discapacidades», *Registro oficial*, Año IV, no. 796, 25 de septiembre de 2012.

fin de promover la equiparación de oportunidades de las personas con discapacidad<sup>17</sup>.

El CONADIS estuvo entonces a cargo de la primera versión de la Agenda nacional para la Igualdad de Discapacidades 2013-2017, con la participación de organizaciones de la sociedad civil e instituciones públicas y privadas. En esta agenda se identificaron doce ejes de política pública, los cuales siguen presentes en las agendas del 2017-2021 y 2021-2025. Estos ejes son:

1. Prevención de Discapacidades y Salud
2. Educación y Formación a lo Largo de la Vida
3. Protección Integral y Seguridad Social
4. Accesibilidad, Movilidad y Vivienda
5. Acceso a la Justicia y Vida Libre de Violencia
6. Trabajo y Empleo
7. Acceso a la Información, Desarrollo Tecnológico e Innovación
8. Fomento de la Participación
9. Situaciones de Riesgo y Emergencias Humanitarias
10. Turismo Accesible, Arte, Cultura y Deporte
11. Sensibilización y Toma de Conciencia
12. Comunicación Incluyente.

No cabe duda de que la Ley de 2012 ha permitido estructurar la acción pública y orientar mejor la toma de decisiones. En el país existen varios organismos y disposiciones legales destinadas a la atención de las PCD<sup>18</sup>. Sería interesante examinar en un análisis futuro cómo se está articulando el trabajo de los distintos entes públicos y privados. Para este artículo, nos hemos concentrado en el estudio de las tres agendas nacionales y podemos constatar la evolución continua de la

---

17 CONADIS, *Agenda Nacional para la Igualdad en Discapacidades 2017-2021. Plan Nacional de Discapacidades*, Quito: Gobierno de la República del Ecuador, CONADIS, 2017.

18 Gina Marcela Valdivieso Miño, Ruth Magdalena Llama Rovayo, «Análisis de la Ley Orgánica de Discapacidades y otras disposiciones como apoyo a los procesos de inclusión», *Revista PUCE (Pontificia Universidad Católica del Ecuador)* 105 (2017), p. 402.

gestión de las discapacidades y los avances realizados en este ámbito. El punto de partida de este proceso fue la ejecución del Programa Manuela Espejo.

## EL PROGRAMA MANUELA ESPEJO

La Ley de 2012 es el resultado de un trabajo sumamente interesante realizado durante el gobierno de Rafael Correa y Lenín Moreno. En 2009, se puso en marcha la Misión solidaria Manuela Espejo<sup>19</sup>. Se trataba del primer estudio bio-social sobre las discapacidades en Ecuador. El programa fue lanzado en la Provincia de Cotopaxi, donde las tasas de pobreza son las más elevadas a nivel nacional. El objetivo era contar con una base científica sobre la cual delinear las políticas de atención y prevención. Esto permitiría establecer planes en adecuación con la realidad nacional. Se crearon entonces brigadas para que realizaran visitas casa por casa y pudieran constatar las condiciones de vida de las PCD.

Eran brigadas mixtas cubano-ecuatorianas compuestas de asesores genéticos, psicopedagogos, médicos generales y promotores de salud. Esta labor conjunta fue posible gracias a la colaboración del Ministerio de Salud de Cuba, quien se encargó de la capacitación de médicos ecuatorianos, el Ministerio de Salud de Ecuador, quien creó equipos básicos de salud, compuestos por un médico, una enfermera y un promotor comunitario; y, el Ministerio de Defensa encargado de la logística para asegurar el acceso a las PCD.

Con la misión Manuela Espejo se pudieron detectar necesidades prioritarias, dar atención médica especializada y ayudas técnicas, así como aportar soluciones para cubrir las necesidades básicas de las PCD y sus familias. Durante 487 días, se visitaron 1,2 millones de hogares y se registraron a 294.000 PCD, de las cuales 21.000 se encontraban en una situación médica crítica y en un entorno de

---

19 Manuela de Santa Cruz Espejo y Aldaz (1753-1829). Escritora y revolucionaria, defendió junto a su hermano Eugenio Espejo los ideales del movimiento independentista quiteño. Es considerada como precursora de la enfermería en el Ecuador.

extrema pobreza<sup>20</sup>. Pese a no tratarse de un censo, estas cifras les permitieron a los poderes públicos considerar mejor los desafíos en materia de gestión de las discapacidades y, mediante una campaña de comunicación sin precedentes, se logró también iniciar la sensibilización de la población ecuatoriana. En mayo de 2013, a través de un decreto ejecutivo, la Misión solidaria Manuela se institucionalizó con la creación de la Secretaría Técnica de Discapacidades (SETEDIS), adscrita a la Vicepresidencia de la República. La SETEDIS tiene también como objetivos:

- > Impulsar la estrategia Gobierno accesible.
- > Promover la investigación técnica y científica.
- > Desarrollar la Marca de productos elaborados por PCD.
- > Asegurar la inclusión de las PCD en las Escuelas del Milenio.
- > Instaurar la Certificación Nacional de Accesibilidad en los sectores público y privado.

Al terminarse la primera fase del programa Manuela, por medio de la cual se puso en evidencia los niveles de marginación de las PCD en el país, se siguió actuando a través de la misión Las Manueles<sup>21</sup>. Las brigadas Las Manueles realizan un trabajo en todo el territorio nacional, principalmente en zonas rurales. Entre 2017 y 2019, se

---

20 Gobierno de la República del Ecuador, Vicepresidencia de la República del Ecuador, «Misión “Manuela Espejo” identificó y estudió a 294 mil personas con discapacidad en el Ecuador», *vicepresidencia.gob.ec [Gobierno del Ecuador]*, 3 de diciembre de 2010, <<https://www.vicepresidencia.gob.ec/mision-manuela-espejo-identifico-y-estudio-a-294-mil-personas-con-discapacidad-en-el-ecuador>> (Consultado el 28-X-2022).

21 En honor a Manuela Espejo, Manuela Cañizares y Manuela Sáenz, tres mujeres que desempeñaron un rol mayor durante la Guerra de Independencia.

visitaron 185.320 hogares de PCD para verificar sus condiciones de vida, coordinar y asegurar el acceso a los servicios públicos<sup>22</sup>.

## EL BONO JOAQUÍN GALLEGOS LARA

A partir de la identificación de las PCD que se alcanzó con la Misión Manuela Espejo, fue establecido en agosto de 2010, el Bono Joaquín Gallegos Lara<sup>23</sup> a favor de personas con “discapacidad severa y profunda en situación crítica [...], personas con enfermedades catastróficas, raras o huérfanas [...] y menores de 14 años con VIH-SIDA” que requieren cuidado y atención permanente de otra persona. El bono consiste en la entrega mensual de 240 dólares a la persona encargada del cuidado a nombre del titular del derecho. En 2010, el Estado inició el programa con una inversión de 40 millones de dólares<sup>24</sup>. Según las cifras del Ministerio de Inclusión Económica y Social (MIES), 30.985 personas recibieron el bono en 2019. De este total, 16.441 eran hombres y 14.544 mujeres. Por otra parte, 15.211 personas tenían una discapacidad física, 13.637 una intelectual y 2.137 problemas de naturaleza psicosocial<sup>25</sup>. En 2020, se invirtieron alrededor de 110 millones de dólares por año para 39.000 beneficiarios<sup>26</sup>.

---

22 CONADIS, *Boletín informativo CONADIS 2019*, Quito: CONADIS, 2019, p. 17.

23 República del Ecuador, «Decreto Ejecutivo no. 422», *Registro Oficial [Suplemento]*, no. 252, 6 de agosto de 2010.

24 Gobierno de la República del Ecuador, Vicepresidencia de la República del Ecuador, «Gobierno entrega más de \$38 millones en bonos para personas con discapacidad severa», *vicepresidencia.gob.ec [Gobierno del Ecuador]*, 15 de julio de 2010, <<https://www.vicepresidencia.gob.ec/gobierno-entrega-mas-de-38-millones-en-bonos-para-personas-con-discapacidad-severa>>(Consultado el 15-X-2022).

25 CONADIS, *Boletín informativo CONADIS 2019*, p. 16.

26 Redacción Quito, «Bono Joaquín Gallegos Lara se entregará a 2.000 nuevos beneficiarios», *eltelegrafo.com.ec [El Telégrafo]*, 03 de diciembre de 2020, <<https://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/sociedad/6/bono-joaquin-gallegos-lara-se-entregara-a-2-000-nuevos-beneficiarios>> (Consultado el 15-X-2022).

Desde 2013, el MIES administra el bono, remplazando a la Secretaría Técnica de Discapacidades (SETEDIS). Paralelamente a la transferencia monetaria, este programa incluye detección temprana, ayudas técnicas, soluciones habitacionales, órtesis, prótesis, integración laboral y apoyo al emprendimiento<sup>27</sup>. En 2019, fueron entregadas 17.525 ayudas técnicas, de las cuales el 50,47 % fue destinado a hombres y el 49,53 % a mujeres<sup>28</sup>. En cuanto a la inclusión laboral, uno de los campos en el que el Estado ha focalizado sus esfuerzos, de manera progresiva, se ha ido cumpliendo con lo estipulado en la Ley Orgánica de Discapacidades. En el artículo 47, se establece que, en toda organización pública y privada, con más de 25 asalariados, el 4% de la nómina debe estar ocupado por PCD.

Por medio de convenios de cooperación interinstitucionales entre el CONADIS, el Ministerio del Trabajo, la Federación Nacional de Ecuatorianos con Discapacidad Física (FENEDIF) y diversas instituciones que dan apoyo a PCD, se están realizando acciones conjuntas para facilitar la integración socio-laboral a nivel nacional: sensibilización, capacitación y, sobre todo, verificación del respeto de la ley. Con la Ley Orgánica de Discapacidades de 2012 se han fortalecido dos ejes principales en la gestión pública de las discapacidades: la atención integral a las personas en situación de discapacidad y la promoción de la autonomía personal. Además, hay que señalar que el Estado ecuatoriano asume la posición de la UNICEF en materia de discapacidades:

La discapacidad, entendida en su contexto social, representa más que una mera condición: es una experiencia de diferencia y constituye un reto para el resto de la sociedad que debe determinar qué cambios son necesarios para promover una vida más justa y equitativa. Sin embargo, la condición de la discapacidad también encarna con mucha frecuencia la experiencia de la ex-

---

27 CEPAL, «Base de datos de programas de protección social no contributiva en América Latina y el Caribe», *dds.cepal.org [CEPAL/Naciones Unidas]*, <<https://dds.cepal.org/bpsnc/programa?id=177>> (Consultado el 15-X-2022).

28 CONADIS, *Boletín informativo CONADIS 2019*, p. 23.

clusión y la opresión, situación de la que no son responsables precisamente las personas con discapacidad, sino la indiferencia y la falta de comprensión de la sociedad<sup>29</sup>.

## LA SITUACIÓN DEL ECUADOR A TRAVÉS DE ALGUNAS CIFRAS

Para ilustrar la situación de las discapacidades en el país, veamos algunas cifras. Es importante precisar que antes de la creación del Sistema de Registro de las PCD en 2010, se disponía de datos estadísticos bastante diferentes. Efectivamente, en 2005, según el primer estudio del Instituto Ecuatoriano de estadísticas y Censo (INEC) sobre discapacidades, para el que se visitaron 19.608 hogares, la metodología empleada permitió estimar a 1,6 millones de personas con discapacidad, es decir, el 12,14% de la población total<sup>30</sup>. En el censo sobre Población y Vivienda de 2010, el INEC integró por primera vez tres preguntas sobre la cuestión de la discapacidad: 816.156 personas se definieron como PCD, es decir un 5,63%. En 2015, en la Encuesta sobre Condiciones de vida, 563.515 personas se autoidentificaron como PCD, es decir el 3,53% de la población. A tratarse de una autoidentificación, estas cifras no representan exactamente la realidad. Razón por la cual, las políticas públicas en materia de discapacidades se basan en un registro propio. El seguimiento de las PCD es posible gracias a dos procesos:

La calificación de discapacidad: proceso técnico que lo realiza el Ministerio de Salud Pública nivel nacional, a través de sus “Equipos Calificadores”. Durante la calificación se determina el tipo y porcentaje de discapacidad. Igualmente, el Ministerio realiza un proceso idéntico para la “recalificación” de discapacidades.

---

29 UNICEF, *Seminario Internacional: Inclusión social, discapacidad y políticas públicas*, Santiago de Chile: Gobierno de Chile, Ministerio de Educación, UNICEF, 2005.

30 INEC, *Ecuador: La discapacidad en cifras*, Quito: CONADIS, 2005.

La acreditación de la persona con discapacidad: con la calificación efectuada, se acredita legalmente como “Persona con Discapacidad”, únicamente a la persona con porcentaje de discapacidad igual o superior al 30%, según lo establece el Reglamento de la Ley. Los datos de la persona con discapacidad ingresan inmediatamente al registro nacional de PCD.

Por tanto, el Registro Nacional de Discapacidades (RND) es un registro nominal de las personas calificadas y acreditadas, que permite a las instituciones públicas y privadas verificar la información para otorgar los beneficios previstos en la Ley Orgánica de Discapacidades, llamadas Medidas de Acción Afirmativa. Así, hasta enero de 2022, según el RND, fueron acreditadas 471.205 personas<sup>31</sup>. Se precisa que la mayoría de las personas con discapacidad son adultos (40,72 %) y adultos mayores (25,12 %). Con respecto a género y discapacidad, se puede evidenciar que existen 264.463 personas que pertenecen al género masculino, representando un 56%; en cuanto a la población femenina con 206.714 mujeres con discapacidad, que representa un 44%. La población LGBTI es una minoría, representada en un 0,01%, con 28 personas. En referencia a los porcentajes de discapacidad, el porcentaje establecido entre el 30% a 49% de discapacidad, es el rango con mayor cantidad de personas, con 215.408 personas que representa el 46%; seguido del rango de personas entre el 50% a 74% de discapacidad, con 162.687 personas, correspondiente al 35% de la población con discapacidad. El menor grupo de personas con discapacidad corresponde a aquellas con porcentajes del 85% al 100%, con 27.550 personas, que representa el 6%.

En cuanto al acceso a la educación inicial, básica y el bachillerato, en el Ecuador se han registrado a 59.301 niñas, niños y adolescentes, entre 5 y 18 años en situación de discapacidad; de este total, el 70% (41 521) se encuentran registrados dentro del Sistema Educativo Nacional, y el 11% (6.240) se encuentran atendidos por los servicios de protección social del MIES o ya obtuvieron su título de bachiller; por lo tanto, se identifica que un total de 11.540

---

31 CONADIS, *Agenda Nacional para la Igualdad de Discapacidades 2021-2025*, Quito: República del Ecuador, CONADIS, 2021, p. 40.

niños, niñas y adolescentes entre 5 y 18 años, es decir el 19%, no se encuentran atendidos en ningún tipo de servicio. Pese a esta situación, en el boletín del CONADIS de diciembre de 2019, vemos la importante evolución en cuanto al acceso al sistema educativo: en el año académico 2015-2016, 18.921 niños, niñas y adolescentes con discapacidades recibían un tipo de enseñanza (especial, regular o popular permanente), en 2016-2017 y 2017-2018, la cifra era de aproximadamente 20.000. En 2018-2019, notamos una neta progresión ya que se integraron en el sistema educativo a 46.109 niños, niñas y adolescentes.

Por otra parte, se implementó el Registro Social, que define los parámetros para determinar la condición socioeconómica de los núcleos familiares que se encuentran en pobreza extrema, pobreza y vulnerabilidad. Esta herramienta ha permitido poner en evidencia que 314.027 personas con discapacidad se encuentran situación. Por lo tanto, existen 157.178 personas con discapacidad, es decir el 33%, cuyo Registro Social todavía no ha sido levantado. De las 314 027 personas con Registro Social, se ha identificado que el 5% (15.268) del total de personas que constan en el Registro Nacional de Personas con Discapacidad, se encuentran en condiciones de pobreza extrema; el 33% (103.479) se encuentran en condiciones de pobreza; y, el 62% (195.280) no tienen problemas de índole socioeconómica.

En el ámbito laboral, identificar a la población económicamente activa de PCD es uno de los mayores retos ya que no se cuenta con datos precisos. En la Agenda Nacional 2021-2025 tenemos, sin embargo, información interesante. Según el CONADIS, 264.098 personas en situación de discapacidad tienen la edad necesaria para insertarse en el mercado laboral; de este grupo 62.298, que representan el 24%, se encuentran afiliados bajo relación de dependencia<sup>32</sup> en el Instituto Ecuatoriano de Seguridad Social (IESS). Lamentablemente no contamos con datos de personas con discapacidad en condiciones de subempleo, ni se ha considerado a personas con afiliación voluntaria. De las 62.298 PCD que se encuentran afiliadas bajo relación

---

32 La situación de dependencia es cuando la persona trabaja como asalariado para una empresa u otra persona.

de dependencia, 21.556 personas, es decir el 35%, son mujeres y 40.742 personas, es decir el 65%, hombres. Gracias a cifras del Ministerio del Trabajo, podemos constatar una fuerte evolución de la inclusión laboral de las PCD entre 2011 y 2016 pero también una neta disminución entre 2016 y 2022. En 2011, 9.911 personas con discapacidad estaban registradas como activas laborales, en 2016, esta cifra alcanzó las 87.030 personas. En 2019, el número de PCD con una actividad laboral bajó a 74.597 y en 2022, a 62.298<sup>33</sup>.

La marcada disminución se explica muy probablemente por la crisis sanitaria del Covid-19 que acarreó una paralización de las actividades en el país por las medidas de aislamiento y distanciamiento social. En un futuro análisis sería interesante observar en qué medida las PCD fueron más impactadas por el Estado de Emergencia Sanitario declarado en todas las instituciones del sistema de salud nacional, así como por las consecuencias económicas de la pandemia.

El emprendimiento es promovido como una alternativa al trabajo asalariado. La Banca Pública BANECUADOR desarrolló productos preferenciales para créditos productivos de personas con discapacidad. El valor del préstamo es de 50 dólares a 59.100 dólares y el plazo del préstamo es de tres años a diez años. El objetivo de estos créditos es financiar actividades para la elaboración de productos (elaboración de piñatas, fabricación de ropa, elaboración de artesanías, fabricación de zapatos, elaboración de comida), fomentar actividades de compra y venta de productos, al por mayor o menor, y desarrollar actividades de atención de las personas (peluquería, mecánica, rehabilitación, atención de mascotas, limpieza de muebles, oficinas o domicilios).

Los préstamos entre 50 y 10.000 dólares no requieren garante. El Estado garantiza estos créditos a través del Fondo Nacional de Garantías. En 2019, fueron otorgados 15.614 créditos por un valor de cerca de 52,5 millones de dólares. Si bien la participación en el mercado laboral y el emprendimiento de las PCD les permitirían mejorar sus condiciones y niveles de vida y aportar al bienestar de

---

33 CONADIS, *Agenda Nacional para la Igualdad de Discapacidades 2021-2025*, p. 50.

sus familias, estas actividades económicas contribuyen con la independencia económica, el sentimiento de seguridad y la autoestima<sup>34</sup>.

Si bien uno de los ejes mayores del Estado es la mejora de las condiciones de vida de las PCD a través de la atención médica integral, así como del empoderamiento económico, cabe señalar que las políticas públicas también están siendo orientadas hacia otros ámbitos de la vida cotidiana, indispensables para garantizar la igualdad de oportunidades para las PCD. Es el caso del acceso a la vivienda. La normativa generada por el Ministerio de Desarrollo Urbano y Vivienda del Ecuador (MIDUVI), garantiza el acceso prioritario de las personas con discapacidad a la vivienda de interés social. De hecho, en el marco del programa del Gobierno Nacional (2017-2021), denominado “Casa Para Todos”, la vivienda gratuita gracias al subsidio total del Estado está dirigida prioritariamente a las personas con discapacidad que se encuentran en situación de pobreza, y a personas con discapacidades graves, muy graves y severas. Todas las viviendas cumplen la Norma Ecuatoriana de la Construcción, que incluye las Normas Técnicas de Accesibilidad al medio físico.

Si la PCD cuenta con los recursos económicos necesarios, puede acceder a un crédito hipotecario para la adquisición de una vivienda, con una tasa de interés subvencionada por el Estado ecuatoriano del 4,99% (frente al 9% de tasa ordinaria de los créditos hipotecarios); a un plazo de hasta 20 años; y, hasta un valor del inmueble de 90.000 dólares. Todas las viviendas deben cumplir con la normativa de accesibilidad al medio físico. El Ministerio de Inclusión Económica y Social (MIES), por su parte, conformó Comités de Personas Cuidadoras de Personas con Discapacidad, integrados por representantes legales y/o quienes asumen el cuidado. Se brindan capacitaciones periódicas a través de la Guía para Cuidadoras/es de Personas con Discapacidad. En 2019, 60.000 personas participaron

---

34 Zita Lucía Zambrano Santos, Virginia Navajas Romero, Rosa María Mera Leones y Nuria Ceular Villamandos, «Perfil de las personas con discapacidad desde un enfoque laboral y legal en el Ecuador», *Encuentros. Revista de Ciencias Humanas, Teoría Social y Pensamiento Crítico* 15 (enero-junio 2022), p. 317.

en estos comités donde los cuidadoras y cuidadores pueden encontrar no sólo ayuda y consejos técnicos sino también apoyo psicológico y emocional.

En las tres agendas nacionales, el Estado ecuatoriano asume su rol de garante de los derechos de las personas con discapacidad insistiendo en la necesidad de un cambio profundo de las mentalidades. No cabe duda de que, en la última década, el Estado ecuatoriano ha realizado esfuerzos sin precedentes en materia de gestión de las discapacidades, sin embargo, hemos podido constatar que existen campos en los todavía queda mucho por hacer. Es el caso del acceso de las PCD a actividades turísticas, culturales y deportivas. Se han implementado, no obstante, algunas acciones en estos ámbitos.

El Ministerio de Turismo del Ecuador (MINTUR), el CONADIS, la Asociación de Municipalidades Ecuatoriana y la Federación de Ecuatorianos con Discapacidad Física (FENEDIF), han validado cinco circuitos turísticos accesibles en las Provincias de Pichincha, Azuay, Guayas, Tungurahua e Imbabura. En 2019, se identificaron cinco circuitos nuevos, en las provincias de Cotopaxi, Manabí (Machalilla), Napo (Tena-Misahualli), Pichincha (Mindó) y Chimborazo (Alausí). La FENEDIF y el CONADIS crearon el Curso Virtual de Atención al Turista con Discapacidad que hasta junio de 2019 ha capacitado a 1 802 personas que trabajan en el ámbito de turismo, a nivel nacional. En 2019, dentro del proyecto presentado por el Ministerio de Turismo y aprobado por la UNESCO, denominado “Atención a Turistas con Discapacidad en el Centro Histórico de Cuenca”, personal del MINTUR, el CONADIS y la FENEDIF dictaron talleres de capacitación a Operadores Turísticos (personal de Agencias de Viajes y Operadores de Turismo) y a otros actores como conductores de taxis, policías, artesanos.

En 2020, se emitió la Política Pública de Turismo Accesible bajo la responsabilidad del Ministerio de Turismo, para definir los lineamientos que orientan la intervención pública y privada, para la construcción de un turismo que permita el disfrute de toda la población, con una proyección al 2030. Hasta la actualidad, se identificaron 17 circuitos turísticos accesibles, distribuidos en 10 provincias del país. Estos cuentan con espacios óptimos para personas con discapacidad, a través de la alianza público-privada. Al momento existen

235 establecimientos turísticos (alojamiento, alimentación y bebidas) con nivel de accesibilidad, para brindar atención a personas con discapacidad. Estos establecimientos también fueron identificados e implementados bajo la alianza público-privada, y son parte de la Guía de Turismo Accesible, disponible en línea.

Hasta el 2021, se capacitaron a 28.917 personas trabajadoras de establecimientos turísticos y de operadoras turísticas, con el Curso de Atención al Turista con Discapacidad, a través de la plataforma virtual de discapacidades. Además, el país se cuenta con seis establecimientos de educación superior a nivel nacional (Universidad Laica Eloy Alfaro de Manabí, Universidad Tecnológica Equinoccial, Universidad Internacional del Ecuador, Instituto Tecnológico Cotacachi, Instituto Tecnológico Superior CENESTUR y Universidad de Guayaquil), que cuentan con una cátedra de turismo accesible en sus mallas curriculares. Lo que es insuficiente frente a un total de 268 instituciones que ofertan la carrera de turismo.

En lo que respecta al ejercicio del deporte y recreación de personas con discapacidad se ha propiciado el fortalecimiento de las Federaciones Deportivas de Personas con Discapacidad Física, Visual, Auditiva e Intelectual. Para ello, se está impulsando la formación de clubes deportivos y la preparación de competidores de alto rendimiento. De hecho, el Comité Paralímpico Ecuatoriano logró la participación de deportistas de alto rendimiento en jornadas deportivas internacionales. No obstante, en la Agenda Nacional de Discapacidades 2021-2025, se señala que existe un insuficiente impulso para práctica deportivas por la falta de coordinación entre el Comité Paralímpico, el Ministerio de Deporte y las Federaciones Deportivas de Personas con Discapacidad.

En materia deportiva, el CONADIS promueve la ejecución de la Carrera Inclusiva 5K, dentro de la emblemática Carrera Últimas Noticias, contando con la participación de 1 000 participantes con discapacidad cada año. Según el CONADIS, se ha motivado también la inclusión de personas con discapacidad en las distintas competencias deportivas que se desarrollan en el país, pero no hemos podido encontrar datos concretos. Además, la práctica deportiva es reducida a causa de la falta de inclusión de la temática de deporte adaptado dentro de la malla curricular de la carrera de Educación

Física en la mayoría de las universidades del país. Los profesionales de Educación Física imparten sus clases sin una preparación apropiada para la inclusión de estudiantes con discapacidad. El país cuenta solamente con 19 instituciones de educación superior con la carrera de Educación Física en las que existe la cátedra de deporte adaptado dentro de sus mallas curriculares. Lo que representa el 32% de las 58 instituciones de educación superior con esta carrera.

En cuanto a infraestructura, en Ecuador existen 381 parques y plazas que cuentan con un nivel de accesibilidad para que las personas con discapacidad puedan desarrollar prácticas deportivas. Esta cifra se obtuvo mediante un proceso de identificación efectuado por el CONADIS en el año 2018. Sin embargo, no existe un registro oficial de espacios accesibles para la práctica deportiva en el país. Se han identificado importantes avances en la adecuación de espacios para la recreación y realización de actividades deportivas por parte de personas con discapacidad, sin embargo, por parte de las PCD hay una demanda de mayores esfuerzos puesto que se constata cotidianamente que estos espacios son muy pocos. Las Federaciones Nacionales de Deporte Adaptado y/o Paralímpico, están constituidos por clubes. A nivel nacional existen 47 clubes que están enfocados en el deporte para personas con discapacidad, dentro de los que participan 818 deportistas con discapacidad. Actualmente existen 33 deportistas con discapacidad de alto rendimiento; de ellos, 10 participaron en los Juegos Paralímpicos de Tokio 2021, obteniendo 3 medallas para el país (1 de oro y 2 de bronce): Anaís Méndez y Poleth Méndez, en el lanzamiento de bala.

Al interesarnos en el sector de la cultura, el CONADIS señala que, entre 2017 y 2021, se sensibilizaron en el tema de discapacidad a 555 servidores públicos pertenecientes al Sistema Nacional de Cultura. Este proceso de capacitación se llevó a cabo mediante el uso de la plataforma virtual de discapacidades con el fin de fortalecer la atención orientada a personas con discapacidad. En los últimos cuatro años se han desarrollado un total de 32 festivales artísticos en los que participaron artistas y gestores culturales con discapacidad. También cabe mencionar que se desarrollaron un total de 7 festivales artísticos dirigidos hacia personas con discapacidad, organizados por el Ministerio de Cultura.

Hasta la actualidad, un total de 877 artistas con discapacidad registrados en el Registro Nacional de Artistas con Discapacidad del CONADIS, se inscribieron en el Registro Único de Artistas y Gestores Culturales (RUAC) del Ministerio de Cultura, lo que les permite acceder y postular a proyectos artísticos organizados y patrocinados por este Ministerio. Constatamos también que pocos proyectos artísticos-culturales, ejecutados por las instituciones del Sistema Nacional de Cultura, incorporan un enfoque de discapacidad o están orientados a personas con discapacidad.

Lamentablemente, no disponemos de información sobre los proyectos realizados por parte de los Gobiernos Autónomos Descentralizados, a cargo también del sector cultural. Asimismo, no existe un registro de artistas y gestores culturales con discapacidad que participan en actividades artísticas, culturales y patrimoniales desarrolladas a través de las instituciones del Sistema Nacional de Cultura. Tampoco existen un registro e información sobre actividades inclusivas desarrolladas por las instituciones del Sistema Nacional de Cultura, para fomentar la participación de personas con discapacidad. Constatamos también la ausencia de programas de capacitación dirigidos a personas con discapacidad, relacionados al arte, la cultura o el patrimonio. En el Ecuador existen 175 museos y 987 bibliotecas según el Directorio de la Red Ecuatoriana de Museos y el Sistema Nacional de Bibliotecas; no tenemos datos sobre el nivel de accesibilidad para la atención de personas con discapacidad.

## CONCLUSIÓN

Hubiera sido interesante dar más detalles acerca de cada uno de los ejes de la política pública en materia de gestión de discapacidades. No obstante, con los temas que hemos abordado, podemos tener una idea más clara de lo que se está llevando a cabo en Ecuador. Pese a todas las tareas que siguen pendientes, principalmente en cuanto a la accesibilidad física, a la participación en actividades deportivas y culturales, los avances son indiscutibles en la atención en salud y la inclusión educativa y laboral. Campos en los que se necesita mantener los esfuerzos realizados y ampliar el alcance de las acciones existentes.

Si bien las políticas públicas relacionadas con la discapacidad no surgen con la Constitución del 2008 y la Revolución Ciudadana de Rafael Correa, como se ha comunicado desde las instancias gubernamentales, es importante reconocer que la inversión estatal, gracias a las rentas petroleras, aumentó de manera significativa durante los gobiernos de Correa y que la Ley de 2012 ha permitido disponer de herramientas concretas para la puesta en marcha de acciones estatales concretas.

Cabe también recalcar que pese a la situación económica del país de los últimos años y a los cambios de gobierno, la gestión de las discapacidades sigue siendo una prioridad para el Estado ecuatoriano.

## REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

ANDES, «L'Équateur, un référent mondial dans l'intégration des personnes handicapées, selon l'Organisation des Nations Unies», *pressenza.com* [*Pressenza International Press Agency*], 27 novembre 2013, <<https://www.pressenza.com/fr/2013/11/lequateur-un-referent-mondial-dans-lintegration-des-personnes-handicapees-selon-lorganisation-des-nations-unies>> (Consultado el 20-IX-2022).

ANDRADE, Xavier (coord.), *Discapacidades en Ecuador: perspectivas críticas, miradas etnográficas*, Quito: FLACSO, Sede Ecuador, Ministerio de Inclusión Económica y Social, 2011.

CEDDIS, *Informe del Ecuador como Estado parte de la Convención Interamericana contra todas las formas de discriminación contra las personas con discapacidad*, Ciudad de Panamá, 28 de febrero de 2007.

CEPAL, «Base de datos de programas de protección social no contributiva en América Latina y el Caribe», *dds.cepal.org* [CEPAL/Naciones Unidas], <<https://dds.cepal.org/bpsnc/programa?id=177>> (Consultado el 15-X-2022).

CONADIS, *Boletín informativo CONADIS 2019*, Quito: CONADIS, 2019.

—, *Agenda Nacional para la Igualdad de Discapacidades 2021-2025*, Quito: República del Ecuador, CONADIS, 2021.

—, *Agenda Nacional para la Igualdad en Discapacidades. Plan Nacional de Discapacidades, 2017-2021*, Quito: Gobierno del Ecuador, CONADIS, 2017.

—, «Boletín: La década de las discapacidades», 2016.

FUNDACIÓN 1000 HOJAS, «Ecuador recibió el premio Roosevelt en 2002, es una canallada que ahora no hagan mención de eso’: Rodrigo Crespo», *milhojas.is [Fundación 1000 Hojas]*, 28 de septiembre de 2016, <<http://www.milhojas.is/612422-ecuador-recibio-el-premio-roosevelt-en-2002-es-una-canallada-que-ahora-no-hagan-mencion-de-eso-rodrigo-crespo.html>> (Consultado el 31-X-2022).

GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR, Vicepresidencia de la República del Ecuador, «Misión “Manuela Espejo” identificó y estudió a 294 mil personas con discapacidad en el Ecuador», *vicepresidencia.gob.ec [Gobierno del Ecuador]*, 3 de diciembre de 2010, <<https://www.vicepresidencia.gob.ec/mision-manuela-espejo-identifico-y-estudio-a-294-mil-personas-con-discapacidad-en-el-ecuador>> (Consultado el 28-X-2022).

—, «Gobierno entrega más de \$38 millones en bonos para personas con discapacidad severa», 15 de julio de 2010, *vicepresidencia.gob.ec [Gobierno del Ecuador]*, <<https://www.vicepresidencia.gob.ec/gobierno-entrega-mas-de-38-millones-en-bonos-para-personas-con-discapacidad-severa>>(Consultado el 15-X-2022).

HOUTART, François, «El Ecuador de 2015: el agotamiento de un modelo en un contexto de crisis mundial», *Contrapunto* 7 (2015), p. 59-72.

INEC, *Ecuador: La discapacidad en cifras*, Quito: CONADIS, 2005.

LE CAPITAINE, Jean-Yves, «L’inclusion n’est pas un plus de l’intégration : l’exemple des jeunes sourds», *EMPAM* 89 (2013/1), p. 125-131.

LA BANQUE MONDIALE [COMMUNIQUÉ DE PRESSE], «L’inclusion des personnes en situation de handicap est essentielle au développement durable de l’Amérique Latine et des Caraïbes», *banquemondiale.org [La Banque mondiale]*, 02 de diciembre de 2021, <<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/12/02/la-inclusion-de-las-personas-con-discapacidad-clave-para-el-desarrollo-sostenible-de-america-latina-y-el-caribe>>(Consultado el 20-II-2023).

NACIONES UNIDAS, DERECHOS HUMANOS, ALTO COMISIONADO, «Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad [Sexagésimo primer período de sesiones de la Asamblea General mediante la resolución A/RES/61/106], 13 diciembre de 2006», Instrumentos de derechos humanos, *ohchr.org* [Naciones Unidas, Derechos Humanos, Oficina del Alto Comisionado], 2007, <<https://www.ohchr.org/es/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-persons-disabilities>>. (Consultado el 22-III-2023).

REDACCIÓN QUITO, «Bono Joaquín Gallegos Lara se entregará a 2.000 nuevos beneficiarios», *eltelegrafo.com.ec* [El Telégrafo], 03 de diciembre de 2020, <<https://www.eltelegrafo.com.ec/noticias/sociedad/6/bono-joaquin-gallegos-lara-se-entregara-a-2-000-nuevos-beneficiarios>> (Consultado el 15-X-2022).

REPÚBLICA DEL ECUADOR, «Decreto Ejecutivo no. 422», *Registro Oficial [Suplemento]*, no. 252, 6 de agosto de 2010.

—, *Constitución de la República del Ecuador*, Quito: Corporación de estudios y publicaciones, 2008.

—, Asamblea Nacional, «Ley Orgánica de Discapacidades», *Registro Oficial*, Año IV, no. 796, 25 de septiembre de 2012.

—, «Ley sobre Discapacidades no. 180», 1992.

—, Plan Nacional de Desarrollo, *Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013: Construyendo un Estado Plurinacional e Intercultural*, Quito: SENPLADES (Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo), 2009, p. 10.

UNICEF, *Seminario Internacional: Inclusión social, discapacidad y políticas públicas*, Santiago de Chile: Gobierno de Chile, Ministerio de Educación, UNICEF, 2005.

VALDIVIESO MIÑO, Gina Marcela; LLAMA ROVAYO, Ruth Magdalena, «Análisis de la Ley Orgánica de Discapacidades y otras disposiciones como apoyo a los procesos de inclusión», *Revista PUCE (Pontificia Universidad Católica del Ecuador)* 105 (2017), p. 385-410.

ZAMBRANO SANTOS, ZITA Lucía; NAVAJAS ROMERO, Virginia, MERA LEONES, Rosa María, CEULAR VILLAMANDOS, Nuria, «Perfil de las personas con discapacidad desde un enfoque laboral y legal en el Ecuador»,

*Encuentros. Revista de Ciencias Humanas, Teoría Social y Pensamiento Crítico* 15 (enero-junio 2022), p. 315-333.

## SITOGRAFÍA

CONSEJO NACIONAL PARA LA IGUALDAD DE DISCAPACIDADES: <<https://www.consejodiscapacidades.gob.ec>>

VICEPRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR: <<https://www.vicepresidencia.gob.ec>>

COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA: <<https://www.cepal.org/es>>

FONDOS DE ACCESO Y SERVICIO UNIVERSAL:  
REDEFINIENDO SU ROL EN LA INCLUSIÓN DIGITAL  
EN AMÉRICA LATINA

---

*Valeria Castro Obando*  
Programa Sociedad de la Información y el Conocimiento  
(PROSIC)  
Universidad de Costa Rica



Los Fondos de Servicio Universal (FSU) tienen su antecedente principal en los procesos de apertura del mercado que ocurrieron durante la década de 1990. En este período los países impulsaron la privatización de empresas públicas, lo que afectó el funcionamiento y operación del sector de las telecomunicaciones al transformar la forma como se suministraban estos servicios<sup>1</sup>. Esto llevó a un proceso de desregulación e innovación tecnológica<sup>2</sup> en el que se incrementó la penetración de los servicios de telefonía fija y móvil en todo el mundo.

No obstante, en regiones como América Latina, diversas poblaciones quedaron excluidas del acceso a estas tecnologías<sup>3</sup> porque al

- 
- 1 Barrantes-Cáceres, Roxana, *Uso de los fondos de acceso universal de telecomunicaciones en países de América Latina y el Caribe*, Santiago: Comisión Económica para América Latina y el Caribe, 2011.
  - 2 Antonio García-Zaballos, Héctor Huici, Pau Puig Gabarró y Enrique Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha de conectividad digital: Políticas públicas para el servicio universal en América Latina y el Caribe*, Washington D.C.: Banco Interamericano de Desarrollo (BID), 2021.
  - 3 Peter A. Stern, David Townsend y R. Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal de los servicios de telecomunicaciones en América Latina. Lecciones del pasado y recomendaciones para una nueva generación de programas para el siglo XXI-informe principal», Washington: Banco Mundial, noviembre de 2006.

privatizarse las telecomunicaciones, surgieron problemas para conectar a las zonas donde los costos de llevar estos servicios eran muy altos en comparación a las capacidades de pago de la población<sup>4</sup>. La expansión de la infraestructura de telecomunicaciones a zonas no rentables desde un punto de vista financiero generó inconvenientes porque el mercado no tuvo la capacidad para satisfacer las necesidades si no se podía recuperar los costos de las prestaciones<sup>5</sup>.

Es así como surgieron las primeras discusiones sobre las obligaciones de servicio universal (SU) y se planteó la necesidad de adoptar políticas públicas que contribuyeran a extender la cobertura de los servicios de telecomunicaciones, procurando un acceso universal a los distintos sectores de la sociedad. Para lograrlo, se adoptaron estrategias de diversa índole, entre las que pueden mencionarse los fondos de acceso y/o servicio universal. El objetivo de estos fondos era “promover e invertir en la expansión del servicio a las áreas con poco servicio o sin ninguno”<sup>6</sup>; priorizando intervenciones para ampliar la telefonía fija y otros servicios como la guía telefónica y las emergencias.

El éxito de estas intervenciones hizo que se convirtieran en un referente mundial para diseñar y ejecutar subsidios destinados a brindar acceso universal en diferentes países. Por tal motivo, el presente artículo examina el origen y evolución de los FSU a partir de la distinción entre los términos de acceso y servicio universal, y considerando la incidencia que ambas nociones tuvieron en la creación de estos fondos.

Adicionalmente, se describe en qué consisten los FSU destacando sus principales características, para dar lugar a un análisis de las experiencias de cinco países latinoamericanos (Argentina, Brasil, Chile, Colombia y Costa Rica) en el que se resaltan las similitudes

---

4 Julieta Llungo-Ortiz, «Acceso universal al servicio de telecomunicaciones en América Latina: análisis de su evolución y perspectivas de futuro», en International Conference on Regional Science, XLII Reunión de Estudios Regionales-AEER, 2016.

5 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

6 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal», p. 1.

y diferencias entre los FSU. Con base a lo anterior, se procede a reflexionar sobre los obstáculos que han impedido una ejecución adecuada de los FSU y se brindan claves para mejorar la operación de estos fondos.

#### EL PUNTO DE ARRANQUE:

#### LAS DISCUSIONES ENTRE EL ACCESO Y EL SERVICIO UNIVERSAL

Para comprender qué son los Fondos de Servicio Universal (FSU) resulta necesario que se introduzca una distinción entre las nociones de acceso y servicio universal ya que se entrelazan y convergen en el constructo que da origen a los FSU, aunque refieren a cuestiones distintas. Por un lado, el *acceso universal* suele aludir a la disponibilidad para adquirir servicios de telecomunicaciones en un territorio determinado<sup>7</sup>, lo que implica la existencia de redes y servicios

en términos de cubrimiento geográfico y puntos de acceso público, tales que los ciudadanos y las instituciones, pueden obtener servicios específicos de telecomunicaciones en sus comunidades<sup>8</sup>.

De hecho, en un primer momento, se consideraba que tener acceso universal consistía en lograr que el 100% del país lograra tener acceso a teléfono público. En forma paralela a este concepto se puede mencionar la noción de *cobertura universal geográfica*, que refiere a una situación en la que toda la población de un territorio “puede obtener un servicio de telecomunicaciones, siempre y cuando el usuario tenga la capacidad de costearlo”<sup>9</sup>.

Debido a que el acceso a redes y servicios de telecomunicaciones puede ser afectado por los altos costes para los operadores, la baja

---

7 Roxana Barrantes-Cáceres, «Uso de los fondos de acceso universal de telecomunicaciones en países de América Latina y el Caribe», Santiago: Comisión Económica para América Latina y el Caribe, 2011.

8 Llungo-Ortiz, «Acceso universal al servicio de telecomunicaciones», p. 2.

9 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal», p. 2.

rentabilidad de las inversiones y las dificultades de la geografía para desplegar infraestructura de telecomunicaciones, las intervenciones para promover el acceso universal suelen centrarse en dos objetivos esenciales: fomentar la oferta de servicios de telecomunicaciones e incrementar la infraestructura que tiene una zona<sup>10</sup>, para lo cual se pueden canalizar recursos financieros hacia los operadores.

Por contraste, *el servicio universal* (SU) va más allá del acceso universal ya que apunta a la idea de ofrecer servicios de telecomunicaciones a todas las personas, áreas o viviendas, sin importar donde se encuentren y procurando que dichos servicios sean “accesibles y pagables sin impedimentos prácticos a la suscripción y el uso”<sup>11</sup>. Esto contempla la idea de que un bien o servicio tiene que poder ser accedido por la mayor cantidad posible o la totalidad de personas/consumidores.

A partir de eso, se pretende que “la oferta se acomode a la demanda a un precio menor o a un precio igual en la totalidad del territorio o a una cobertura mayor”<sup>12</sup>. No obstante, esta noción de universalización no necesariamente se limita a dar conectividad pues “se precisa el equipamiento adecuado, con la calidad y la cantidad necesarias para poder usar la red”<sup>13</sup>, lo que evidencia que las intervenciones de SU pueden incorporar estos tres componentes.

Aunque lo que se entiende por SU varía según lo que establezca cada país, generalmente comprende intervenciones para dotar el acceso a redes de telecomunicaciones a quienes no lo tienen. Cuando estas acciones se direccionan hacia un fin u población específica, se generan *obligaciones de servicio universal*, las cuales exigen a los operadores que den servicios a un precio que toda persona o instancia que lo solicita pueda adquirirlo/costearlo.

---

10 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal».

11 Llungo-Ortiz, «Acceso universal al servicio de telecomunicaciones», p. 2.

12 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 15.

13 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 97.

Cabe señalar que si un Estado ha firmado el Protocolo sobre Telecomunicaciones Básicas de la Organización Mundial de Comercio (OMC) puede elegir la obligación de servicio universal que quiera. Además, no se

considerará que las obligaciones de esa naturaleza son anticompetitivas per se, a condición de que sean administradas de manera transparente y no discriminatoria y con neutralidad en la competencia y no sean más gravosas de lo necesario para el tipo de servicio universal definido por el miembro<sup>14</sup>.

Esto significa que una empresa está dando un servicio a un precio más bajo de su costo. Cuando esto se establece, se identifican a las personas que se beneficiarán pagando un costo menor al promedio o general que pagan el resto de los consumidores. El problema de esto es que para quienes tienen bajos ingresos, el monto podría seguir siendo muy alto, lo que implica cuestionarse cómo se puede financiar estos servicios. Usualmente, cuando los Estados deben resolver este tipo de desafíos suelen recurrir a los

aportes del Tesoro o tasas específicas aportadas por los prestadores de servicios TIC, sin perjuicio de acudir también a obligaciones impuestas en los títulos habilitantes para otorgar licencias, concesiones y permisos, en los cuales se imponen determinadas obligaciones de cobertura o de servicios<sup>15</sup>.

Sin importar la fuente, las obligaciones de su pueden ser financiadas por 4 vías distintas (subsidios cruzados, subsidios explícitos, transferencias directas y/o el establecimiento de fondos especiales) los cuales se detallan en la siguiente Tabla 1.

---

14 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 17, 18.

15 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 18.

Tabla 1. Mecanismos para financiar obligaciones de servicio universal.

SUBSIDIOS CRUZADOS	SUBSIDIOS EXPLÍCITOS
<p>Implica que ciertas personas usuarias financian "con un precio mayor a los deficitarios"<sup>16</sup>.</p> <p>El regulador tiene que determinar cómo se transferirán los recursos.</p> <p>Es difícil implementarlo en el régimen de competencia y no siempre es bien aceptado por los consumidores.</p>	<p>Funciona como un monto anual que se destina a las empresas para que compensen "las pérdidas por la prestación del SU"<sup>17</sup>.</p> <p>Suele establecerse a través de una ley que determina el monto anual del presupuesto nacional que se utilizará a este efecto.</p> <p>Puede verse afectada por restricciones presupuestarias, por la discrecionalidad en la asignación de recursos, la sostenibilidad y continuidad en el tiempo y la fuente que financia este tipo de subsidios.</p>
TRANSFERENCIAS DIRECTAS	FONDOS ESPECIALES
<p>Consiste en la transferencia de recursos financieros a las personas consumidoras.</p> <p>Evita la alteración de los precios relativos de la economía.</p> <p>Tiene 2 inconvenientes principales: el regulador puede tener dificultades para conocer la capacidad de pago de las personas, así como el costo de producción que puede tener una empresa. Además, no tiene certeza de que las y los beneficiarios utilicen el dinero en el bien o servicio correspondiente.</p> <p>A veces la transferencia puede ser recibida por la empresa para que "los consumidores no sean discriminados en términos de precios"<sup>18</sup>.</p>	<p>Se crean cuando la industria está liberalizada (o al menos la entrada a la misma), pero hay obligaciones de SU para los operadores.</p> <p>Generalmente financiados mediante la contribución de los operadores del mercado, hacia los que tiene la obligación de SU.</p> <p>Los recursos pueden proceder de "impuestos sobre las ventas de los prestadores de servicios, los cargos para el otorgamiento de licencias [...] y los cargos de interconexión si el operador a cargo de la obligación de SU es propietario de una red que los demás deben emplear"<sup>19</sup>.</p>

Fuente: Elaboración propia con base en: García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

16 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 15.

17 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 17.

18 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 17.

19 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 17.

De los mecanismos anteriores, resulta de especial importancia los fondos especiales pues de estos derivan los Fondos de Servicio Universal (FSU). ¿Sin embargo, qué son los FSU? y ¿qué les diferencia de otras iniciativas de inclusión digital?

## FONDOS DE SERVICIO UNIVERSAL E INCLUSIÓN DIGITAL

Los FSU forman parte de las políticas de inclusión digital ya que con este tipo de fondos se puede financiar los programas de acceso y servicio universal de un Estado. Es más, cuando se empezaron a usar estos mecanismos la meta principal era reducir la brecha de acceso en los servicios de telecomunicaciones<sup>20</sup>.

En consecuencia, estos fondos se han usado para dar acceso comunitario a los servicios de telefonía, otorgar “un subsidio parcial sobre inversión de capital”<sup>21</sup> y algunos casos, promover las redes móviles en zonas rurales donde invertir resulta poco atractivo para las empresas operadoras. De igual modo, con estas intervenciones se procuró satisfacer las demandas de aquellos sectores que no eran capaces de acceder a los servicios de telecomunicaciones por motivos económicos, geográficos u de otra índole.

Esto implica que los programas ejecutados con recursos de FSU pueden estar dirigidos a distintas personas en situación de vulnerabilidad, particularmente si son de “bajos ingresos, ciudadanos de la tercera edad y personas con discapacidad, así como a programas para aumentar el acceso al Internet en escuelas, bibliotecas y áreas públicas”<sup>22</sup>.

Debido a que las necesidades tecnológicas evolucionan con el tiempo, estas deben actualizarse continuamente<sup>23</sup> lo que supone adaptar las intervenciones de SU e incluso vincularlas al entorno

---

20 Comisión Económica para América Latina y el Caribe, «Actualidad y futuro de los fondos de servicio universal en América Latina y el Caribe», Santiago, Chile: CEPAL, 2022.

21 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal», p. 7.

22 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal», p. 9.

23 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

particular de los países. Por ejemplo, países como Estados o Reino Unido han decidido promover acciones para la ampliación de la *banda ancha*, en aras de mejorar las capacidades de transmisión de datos y hacer más eficientes los servicios de voz y video. Cabe señalar que esto permite que se lleven servicios de calidad a poblaciones históricamente excluidas y que puedan estar sujetas a otras políticas de acceso y servicio universal<sup>24</sup>.

La trascendencia de este tipo de enfoques radica en los beneficios que puede traer la banda ancha, ya que contribuye a elevar la productividad de las empresas e incide en el tipo de servicios a los que tiene acceso la ciudadanía y que proporciona el gobierno. Además, para aprovechar los procesos de digitalización, se debe fortalecer la infraestructura de conectividad pues a través de esta se puede acceder a una diversidad de “recursos, servicios y productos como educación, cultura y entretenimiento, telesalud y telemedicina, desarrollo económico/comercio electrónico, gobierno electrónico, seguridad pública, entre otros”<sup>25</sup>.

Por ello, resulta evidente que la expansión de los servicios de banda ancha tiene un rol estratégico para los esfuerzos de inclusión digital y también para la inclusión social. La clave para aprovechar estas ventajas es desarrollar una “infraestructura de conectividad que garantice cobertura, calidad y accesibilidad a todos los ciudadanos”<sup>26</sup>. Pero más allá de las conceptualizaciones que se han realizado sobre los FSU, cabe referirse a las experiencias en su implementación de modo que con ello se puedan identificar el tipo de iniciativas que se desarrollan y como estas difieren entre sí.

---

24 Llungo-Ortiz, «Acceso universal al servicio de telecomunicaciones».

25 Barrantes-Cáceres, «Uso de los fondos de acceso universal», p. 19.

26 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 10.

## LA EXPERIENCIA LATINOAMERICANA EN LA IMPLEMENTACIÓN DE LOS FSU

América Latina es conocida a nivel internacional como una zona pionera en el establecimiento de los FSU, siendo una experiencia tomada por otras regiones, especialmente África. El éxito en estos programas llevó a considerarlos como “estándares mundiales en materia de diseño e implementación de mecanismos de canalización de subsidios hacia objetivos de acceso universal”<sup>27</sup>.

La mayoría de los países latinoamericanos plantean el acceso universal a las TIC en sus regulaciones y a partir de eso, destacan el problema del acceso, particularmente en las áreas donde los operadores no tienen suficientes incentivos para invertir en acciones de despliegue. Para resolver este inconveniente, los Estados del área han adoptado 4 estrategias distintas<sup>28</sup>: 1) la liberalización del mercado de telecomunicaciones y la introducción de normativa con obligaciones de SU, 2) el establecimiento de programas de acceso universal desarrollados por terceros, 3) iniciativas ejecutadas por el Estado y 4) la creación de fondos de acceso y servicio universal.

En el primero de estos enfoques, se optó por la apertura total de los mercados de telecomunicaciones, propiciando una variada presencia de operadores a los cuales se les impusieron obligaciones de SU —este es el caso de países como Brasil, Bolivia, Panamá, México, Cuba y Venezuela—. Estas medidas fueron efectivas para incrementar la penetración de la telefonía fija, “el despliegue agresivo de servicios, la eficiencia en las operaciones, y las estrategias creativas en materia de precios y marketing”<sup>29</sup>.

Por otro lado, en un segundo grupo de países los esfuerzos fueron realizados por gobiernos locales, organizaciones de sociedad civil organizada, organizaciones no gubernamentales (ONG) y grupos de interés, para alcanzar algún objetivo comunitario como mejorar las capacidades productivas, promover las exportaciones o diversificar

---

27 Barrantes-Cáceres, «Uso de los fondos de acceso universal», p. 12.

28 Barrantes-Cáceres, «Uso de los fondos de acceso universal», p. 1.

29 Lungo-Ortiz, «Acceso universal al servicio de telecomunicaciones», p. 3.

mercados. Es por lo que se privilegiaron las infraestructuras comunitarias y las intervenciones con impacto territorial como los centros de información y los telecentros comunitarios.

La tercera de estas estrategias fue impulsada por operadores estatales en monopolio para instalar teléfonos públicos y extender su cobertura, así como para garantizar la asequibilidad de los servicios de telecomunicaciones básicas a la población. Por último, se encuentran los fondos de acceso y servicio universal, los cuales comenzaron a crearse entre 1990 y hasta 2005 con el fin de construir

infraestructura para conectar localidades rurales y remotas otorgando subsidios a la instalación y operación de teléfonos públicos y de acceso a telecentros; algunos también financiaron acceso a Internet y proyectos de redes celulares móviles<sup>30</sup>.

Otras de las iniciativas financiadas con estos recursos dotaron de servicios de Internet y equipamiento a escuelas e instituciones públicas facilitando los procesos de gobierno digital.

Todo esto evidencia que los fondos se han creado para “atender los objetivos de universalización de los servicios y por ende el acceso universal”<sup>31</sup>. Gran parte de los programas buscan ampliar la oferta, aunque algunas iniciativas pretenden subsidiar la demanda para los consumidores de bajos ingresos (este es el caso de Colombia con Lifeline o Costa Rica con el programa de Hogares Conectados) o a instituciones públicas, centros educativos, bibliotecas y/o centros médicos, entre otros.

Por otro lado, cuando los programas se centran en la demanda estos tienden a concentrarse en el despliegue de banda ancha, mediante la instalación del “tendido de redes troncales y en mucha menor medida de redes de última milla”<sup>32</sup>. A pesar de eso, ciertos

---

30 Barrantes-Cáceres, «Uso de los fondos de acceso universal», p. 12.

31 Llungo-Ortiz, «Acceso universal al servicio de telecomunicaciones», p. 2.

32 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 86.

países conservan el “criterio de universalidad asociado al servicio telefónico de voz, propio de las décadas de 1990-2000”<sup>33</sup>.

Un aspecto llamativo de las iniciativas de FSU en América Latina es que tienden a ser diseñadas por instituciones públicas, sea que lo realicen los reguladores y/o los respectivos ministerios. Estos pueden disponer de organismos especiales para desarrollar estos proyectos y, en algunos casos, pueden participar gobiernos locales, organizaciones de sociedad, entre otros. Usualmente son administrados por instancias gubernamentales como reguladores, ministerios y, en muy pocos casos, pueden ser gestionados por instancias privadas.

En lo que respecta al financiamiento, se suele recurrir a los aportes de los operadores y proveedores de servicios de telecomunicaciones, aunque en Chile y México, los recursos provienen del gobierno nacional. Un caso excepcional es el de República Dominicana en donde “el sujeto obligado al pago es el cliente final”<sup>34</sup>. Los recursos del fondo suelen asignarse por competencia (licitación, concurso), pero también como asignación directa a los operadores, siempre y cuando cumplan con los requisitos para ser elegibles<sup>35</sup>. Sin embargo, la mayoría de las asignaciones han sido realizadas con “subastas de subsidio mínimo y el pago de subsidios en un periodo de tiempo”<sup>36</sup>.

Otra particularidad que se observa es que los potenciales beneficiarios de las obligaciones de SU pueden ser cualquier persona particular, pymes, cooperativas u operadores. De igual modo, se pueden dirigir esas intervenciones hacia ciertas zonas o comunidades (rurales o de bajos ingresos).

Actualmente, la mayoría de los países latinoamericanos cuenta con un FSU, a excepción de México y Uruguay (ver Tabla 2). De estos el 75% aplica servicios de banda ancha, mientras que 25% no

---

33 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 85.

34 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 91.

35 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

36 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal», p. 8.

lo integra. El 81.25% de estos fondos no subsidian la demanda<sup>37</sup>, pero el 18.75% de los FSU si lo contempla y lo hace. Además, se estima que el 37.5% de los fondos en la región tiene un nivel de uso bajo/nulo, un 37.5% tiene un uso medio y sólo el 25% de estos tiene un uso alto<sup>38</sup>.

Tabla 2. Fondos de servicio universal en América Latina y el Caribe.

PAÍSES QUE CUENTAN CON FSU		PAÍSES SIN FSU
Argentina	Honduras	
Bolivia	Jamaica	
Chile	Nicaragua	
Colombia	Panamá	México
Costa Rica	Perú	Uruguay
Ecuador	Paraguay	
El Salvador	República Dominicana	
Guatemala	Venezuela	

Fuente: Elaboración propia con base en DPL News, 2021.

El hecho de que los FSU no sean usados del todo y/o se utilicen poco puede indicar problemas de subejecución y la dependencia o complementariedad de las acciones de SU con otro tipo de iniciativas o programas que ejecuten los Estados, así como otros actores sociales. Debido a que esto puede variar entre los países, cabe precisar las experiencias de algunos de los países de la región. Particularmente, para este ejercicio se presentan los casos de Argentina, Brasil, Chile,

37 Cuando se subsidia la demanda, se da una “asignación específica al beneficiario destinada a solventar parte del costo del servicio que se desea subsidiar (telefonía y/o Internet), habitualmente mediante la transferencia directa al proveedor elegido por el beneficiario”. García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 86.

38 DPL News, «Fondos de servicio universal en América Latina y el Caribe [#InfografíaDPL]», *dplnews.com* [DPL News, Ciudad de México], 2021, <<https://dplnews.com/fondos-de-servicio-universal-en-america-latina-y-el-caribe>>. (Consultado el 28-II-2023).

Colombia y Costa Rica por ser países con trayectorias muy diversas en el desarrollo y ejecución de sus respectivos FSU.

### *Argentina*

El Ente Nacional de Comunicaciones (ENACOM) es la instancia encargada de implementar los programas de servicio universal mediante el Fondo Fiduciario de Servicio Universal<sup>39</sup>. Hasta el 2006 el fondo pretendía dotar de servicios básicos de larga distancia —principalmente teléfonos públicos locales— en zonas donde estos no estaban disponibles, así como apoyar la educación, la salud y promover la integración de las personas con discapacidad<sup>40</sup>. Posteriormente, se incluyeron otros servicios de telecomunicaciones y se realizaron cambios en las fuentes de financiamiento.

Debe aclararse que el alcance, financiamiento, categorías y uso de los recursos del fondo se especifican en la Ley No. 27.078 (conocida como Argentina Digital). Dicha norma fue modificada con el Decreto 267/2013 (de 2012), que creó ENACOM a partir de la fusión de la Autoridad Federal de Servicios de Comunicación Audiovisual (AFSCA) y la Autoridad Federal de Tecnologías de la Información y las Comunicaciones (AFTIC)<sup>41</sup>. Después de dicho decreto, se promulgó el Reglamento General de Servicio Universal en el 2016 y en este se definieron los “principios y normas que regirán en el servicio de los beneficiados, los sectores intervinientes y los mecanismos de financiación, entre otros”<sup>42</sup>.

---

39 Ente Nacional de Comunicaciones [ENACOM], «Servicio Universal», *enamcom.gob.ar* [ENACOM], <<https://www.enacom.gob.ar/SU>> (Consultado el 28-II-2023).

40 Barrantes-Cáceres, «Uso de los fondos de acceso universal», p. 12.

41 AlterMundi, «Conectividad comunitaria, políticas públicas y el rol del Fondo de Servicio Universal», *apc.org* [APC (Association for Progressive Communications)], 19 de julio de 2019, <<https://www.apc.org/en/node/35602>>. (Consultado el 28-II-2023).

42 AlterMundi, «Conectividad comunitaria, políticas públicas», párrafo 7.

Actualmente, el fondo es del Estado Argentino y en su conceptualización, las obligaciones de su son vistas como programas y servicios que deben articularse con las políticas TIC vigentes y “en función de las necesidades y requerimiento sociales, la demanda existente, la evolución tecnológica y los fines dispuestos por el Estado nacional”<sup>43</sup>. El fondo está conformado por una aportación equivalente al 1% de los ingresos devengados por la prestación, los impuestos y tasas que se gravan a los proveedores de servicios de telecomunicaciones.

### *Brasil*

Desde el 2000 Brasil cuenta con el Fondo de Universalización de Telecomunicaciones (FUST) el cual fue creado a través de la Ley N°9998. Este fondo se creó para tener recursos que financien parte de los costes para cubrir las obligaciones de su que no fueron recuperadas con el uso eficiente de estos servicios<sup>44</sup>. En ese sentido, el fondo está destinado a atender a personas que están excluidas del mercado comercial y se le tiene prioridad a las “áreas de salud, educación, seguridad, zonas remotas y zonas de frontera, así como a las personas con necesidades especiales”<sup>45</sup>.

Las intervenciones del FUST comenzaron dotando servicio de telefonía fija conmutada (SFTC) y desde el principio se estableció la obligatoriedad de que todos los proveedores de servicios de telecomunicaciones contribuyeran al FUST con un 1% de sus “ingresos facturados por la provisión de servicios de telecomunicaciones

---

43 Ley No. 27.078, 18 de diciembre de 2014, República de Argentina, artículo 25.

44 Dicha situación puede ocurrir por cuestiones como una baja densidad poblacional, la insuficiencia de ingresos para poder adquirir los servicios y/o que se carezca de una adecuada infraestructura.

45 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 26.

(incluida la interconexión), excluyendo impuestos”<sup>46</sup>. El FUST también recibe recursos de concesiones, licencias, multas y autorizaciones para usar el espectro radioeléctrico —según lo establecido en la Ley General de Telecomunicaciones— y el “100% de ingresos por transferencias de concesión, permiso y uso de frecuencias de radio”<sup>47</sup>, así como cualquier otro monto que se decida destinar del presupuesto federal.

En el 2019, la Agencia Nacional de Telecomunicaciones (ANATEL) propuso un proyecto de ley para modificar la Ley No. 9.998 y destinar recursos del fondo para dotar servicios móviles y de banda ancha fija. Además, de crear un consejo mixto público-privado para gestionar el fondo y habilitar el uso de recursos para “préstamos, aportes no reembolsables y garantías”<sup>48</sup>. A partir de esto, se adoptó una nueva ley de telecomunicaciones en la que se determinó que las inversiones en su serían definidas por el Poder Ejecutivo y que las redes de banda ancha tendrían que ser priorizadas en sitios sin competencia efectiva, así como los esfuerzos para reducir la brecha digital y para asistir a la población con discapacidad.

En paralelo al FUST, Brasil cuenta con programas estatales para universalizar los servicios de banda ancha, entre los que pueden mencionarse según García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez<sup>49</sup>:

- > El Programa Gobierno Electrónico-Servicio de Atención al Ciudadano (GESAC) que ejecuta el gobierno federal junto con el Ministerio de Comunicaciones para dar Internet gratuito de banda ancha en todo el país.

---

46 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 26.

47 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 27.

48 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 28.

49 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 28.

- > El Programa Nacional de Banda Ancha (PNBL) que es gestionado por el gobierno federal para masificar el acceso a Internet de banda ancha, sobre todo en las zonas que más lo necesitan.
- > El Programa de Banda Ancha en las Escuelas (PBLE) que busca conectar las escuelas públicas de las zonas urbanas.
- > El Plan Estructural de Redes de Telecomunicaciones (PERT) que define los proyectos prioritarios para ampliar el acceso a la banda ancha e identificar los recursos para financiarlo.

### *Chile*

En 1994 Chile estableció un Fondo de Desarrollo de las Telecomunicaciones (FDT) a través de la Ley General de Telecomunicaciones (No. 18.168) y la posterior modificación que se realizó a dicha norma con la promulgación de la Ley No. 20.522 de 2011<sup>50</sup>. El fondo inició operaciones en 1995 y en ese momento, se evaluaron 46 proyectos, cubriendo 1.285 poblados del país, permitiendo que 460.000 personas tuvieran acceso a servicio básico telefónico<sup>51</sup>.

Con la reforma impulsada por la Ley No. 20.522, se le dio una vigencia indefinida al FDT, se creó un reglamento para regular la operación del fondo y se determinó que el Consejo de Desarrollo de las Telecomunicaciones (CDT) sería la instancia encargada de su administración. A este órgano le corresponde aprobar los proyectos, coordinar los procesos concursales y asignar los proyectos a las

---

50 Gobierno de la República de Chile, Subsecretaría de Telecomunicaciones [Chile], «Fondo de Desarrollo de Telecomunicaciones», *subtel.gob.cl [Subsecretaría de Telecomunicaciones]*, <<https://www.subtel.gob.cl/quienes-somos/divisiones-2/fondo-de-desarrollo-de-las-telecomunicaciones/#:~:text=El%20Fondo%20de%20Desarrollo%20de%20las%20Telecomunicaciones%20%28FDT%29,por%20parte%20de%20la%20industria%20nacional%20de%20telecomunicaciones>>. (Consultado el 28-II-2023).

51 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

empresas que demanden un subsidio menor. Asimismo, un aspecto que distingue a Chile de otros países de la región es que no se le exige a los operadores contribuciones específicas para financiar el FDT<sup>52</sup>.

En el marco del FDT se han desarrollado diversas iniciativas entre las que puede hacerse mención del Programa de Fibra Óptica Austral (FOA) que busca desplegar infraestructura de telecomunicaciones “operada y explotada en condiciones de acceso abierto y no discriminatorio”<sup>53</sup> en las regiones de Aysén del General Carlos Ibáñez del Campo y de Los Lago (zona sur del país). Cabe mencionar que las intervenciones realizadas en dicho programa “cubren aspectos tales como telefonía móvil, servicio de Internet en establecimientos educaciones, redes troncales de fibra óptica, zonas públicas con acceso gratuito a Internet en varias regiones del país a través de wifi”<sup>54</sup>.

Otro de los proyectos financiados por el FDT es la APP Todo Chile Comunicado, la cual también contó con el apoyo del Ministerio de Transporte y Telecomunicaciones (MTT) y gobiernos regionales. Este proyecto ofreció la transmisión de datos y banda ancha móvil en áreas rurales del país<sup>55</sup>.

### *Colombia*

Colombia creó su FSU en 1976 mediante el decreto 129 donde estableció el Fondo de Comunicaciones<sup>56</sup>. Este fue modificado en 2019 con la promulgación de la Ley No. 1978 cuando pasó a de-

---

52 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

53 *Diario Oficial de la República de Chile*, «Aviso CVE 1360642, Llamado a concurso público Fondo de Desarrollo de las Telecomunicaciones (FDT)», 5 de marzo del 2018.

54 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 31.

55 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

56 Ministerio de Tecnologías de la Información y las Comunicaciones [Colombia], «Fondo Único TIC», *mintic.gov.co* [Ministerio de Tecnología de la Información y las Comunicaciones], Bogotá: MinTIC, 2021, <<https://mintic.gov.co/porta1/inicio/Atencion-y-Servicio-a-la-Ciudadania/Preguntas-frecuentes/107128:Fondo-Unico-de-TIC>>. (Consultado el 28-II-2023).

nominarsse Fondo Único de la Información y las Comunicaciones (Fondo TIC) y a incorporar al Fondo para el Desarrollo de la TV y los Contenidos (FONTV). Con este fondo se financian planes, programas y proyectos que facilitan el acceso y servicio universal a las TIC en todo el país, fortalecen la televisión pública, promocionan “contenidos multiplataforma de interés público y cultural y la apropiación social y productiva de las TIC”<sup>57</sup>.

El Fondo TIC funciona como una unidad administrativa especial adscrita al Ministerio de Tecnologías de la Información y las Comunicaciones (MINTIC), que tiene personería jurídica y patrimonio propio. Para la administración del fondo se creó la Oficina de Coordinación del Fondo de Tecnologías de la Información y las Comunicaciones que luego pasó a llamarse la Oficina para la Gestión de Ingresos del Fondo en 2012.

En lo que respecta a los recursos que nutren este mecanismo debe señalarse que para este fondo se integra una cuenta especial que se financia a partir de una contraprestación periódica del Fondo Único de Tecnologías de la Información y las Comunicaciones (FUTIC), una contraprestación por el uso del espectro radioeléctrico y los ingresos recibidos por el MINTIC, multas a prestadores de redes y servicios de comunicaciones, los rendimientos generados por las inversiones que se realizan a partir de los recursos y los ingresos “que reciba a cualquier título, así como el producto o fruto de sus bienes”<sup>58</sup>.

Cabe señalar que mediante la Ley No. 1978 (2019) se busca estimular la creación de contenidos y aplicaciones con enfoque social, así como el uso de las TIC para su uso en el sector rural. Además, se pretende que los recursos del Fondos se usen para que la población —sobre todo la que está en situación de vulnerabilidad— adquiera habilidades digitales, se generen plataformas de gobierno digital, servicios educativos y de salud y se promuevan “programas y proyectos

---

57 Ministerio de Tecnologías de la Información y las Comunicaciones [Colombia], «Fondo Único TIC», párrafo 1.

58 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 35.

dirigidos a fomentar la industria de software y de computación en la nube”<sup>59</sup>.

### *Costa Rica*

Hasta antes del 2008, Costa Rica no contaba con un FSU por lo que las acciones de servicio universal fueron realizadas a través del operador estatal (el Instituto Costarricense de Electricidad o ICE) que se encontraba en monopolio<sup>60</sup>. Esto cambió con la promulgación de la Ley General de Telecomunicaciones (Ley No. 8.642) que además de liberalizar el mercado de telecomunicaciones en el país, creó el régimen de acceso y servicio universal que dio origen al actual FSU, el Fondo Nacional de Telecomunicaciones (FONATEL).

Este mecanismo fue creado para administrar los recursos que el país destinaría al cumplimiento de los objetivos de solidaridad, acceso y servicio universal, así como las metas establecidas en el Plan Nacional de Desarrollo de las Telecomunicaciones (PNDDT) (Ley No. 8642, 2008, artículo 34). A partir de esto, el objetivo del Fondo es facilitar el disfrute de los beneficios de las TIC con intervenciones que contribuyan al acceso, uso y apropiación de las telecomunicaciones en los segmentos de la población que se encuentran en situación de vulnerabilidad.

FONATEL es administrado por la Superintendencia de Telecomunicaciones (SUTEL) —que es el ente regulador del sector de las telecomunicaciones en Costa Rica— y se financia con recursos procedentes de cinco fuentes distintas (Ley No. 8.642, 2008, artículo 38):

- > Recursos derivados de concesiones.
- > Transferencias y donaciones que instituciones públicas o privadas realicen al FONATEL.

---

59 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 35-36.

60 Barrantes-Cáceres, «Uso de los fondos de acceso universal».

- > Los intereses y multas por mora que determine la SUTEL.
- > Recursos financieros que sean generados por los recursos propios del Fondo.
- > Una contribución parafiscal que deberán cancelar los operadores de redes de telecomunicaciones y proveedores de servicios del sector sobre sus ingresos brutos y que será determinada por la SUTEL.

En sus inicios las intervenciones financiadas por FONATEL buscaron ejecutar los lineamientos establecidos en el Acuerdo Social Digital (ASD) creado en el 2011. Una de las iniciativas del ASD fue el proyecto “Cerrando Brechas de Educación”, el cual tenía la aspiración de incorporar las TIC en la enseñanza, capacitar a personal docente en competencias digitales y dotar de equipamiento e infraestructura de banda ancha a centros educativos públicos del país<sup>61</sup>. Poco a poco y con la implementación de proyectos piloto, se fue estructurando una cartera de programas para orientar las intervenciones que se realizarían en diversas regiones del territorio. Es así como actualmente el Fondo integra una cartera de cinco programas distintos y que de algún modo se complementan entre sí. Estos son<sup>62</sup> :

- > Comunidades conectadas: uno de los primeros programas que se empezó a ejecutar con recursos del FONATEL. Este busca dar

---

61 Castro-Obando, Valeria, «Voz experta. Repensando cómo hacer inclusión digital», Noticias. Universidad de Costa Rica, Oficina de Divulgación e Información, 5 de mayo de 2020, <<https://www.ucr.ac.cr/noticias/2020/05/05/voz-experta-repensando-como-hacer-inclusion-digital.html>>. (Consultado el 28-II-2023).

62 Castro-Obando, Valeria, «Retos y avances en la regulación del sector de telecomunicaciones», en PROSIC, *Hacia la Sociedad de la Información y el Conocimiento 2022 [Informe 2022]*, San José, C.R.: Programa Institucional Sociedad de la Información y el Conocimiento (PROSIC), Universidad de Costa Rica, 2022, p. 104-164.

servicios de telecomunicaciones a las comunidades y territorios indígenas en los que el despliegue de infraestructura no es rentable para los operadores.

- > Hogares Conectados: su objetivo principal es incrementar la penetración a Internet de los hogares que se encuentran en los quintiles uno, dos y tres según la clasificación definida por el Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC). A estos hogares se les otorga una computadora portátil y subsidio diferenciado para que puedan adquirir Internet fijo a una velocidad mínima de acceso.
- > Centros Públicos Equipados: comprende acciones para brindar equipos (tabletas y computadoras portátiles) y dotar de servicios de telecomunicaciones (conexión a banda ancha) a escuelas, colegios y centros de salud, entre otros.
- > Espacios Públicos Conectados: comenzó su implementación en el 2018 con fin de “financiar una red de alta capacidad para la colocación de puntos de acceso a Internet gratuito, para garantizar igualdad de oportunidades a los usuarios y promover el uso productivo”<sup>63</sup>. Con base a dicho objetivo se dotó de servicios de Internet de acceso gratuito a 513 espacios públicos como bibliotecas, parques, plazas, centros comunales, estaciones de tren, entre otros. Además, se desplegaron 2.176 km de fibra óptica y 703 puntos de acceso<sup>64</sup>.
- > Red Educativa del Bicentenario: su intención es crear una red de banda ancha que se conecte a los centros educativos públicos de forma centralizada. Este programa fue redefinido ante la situación de exclusión digital que experimentaron cientos de estudiantes en Costa Rica durante la pandemia del Covid-19 y

---

63 Castro-Obando, Valeria, «Retos y avances en la regulación del sector de telecomunicaciones», p. 154.

64 Infraestructura que ofrece y habilita el acceso a conexiones inalámbricas.

a partir de eso se adoptó la meta de “conectar a Internet de alta velocidad a un total de 2.375 escuelas y colegias en zonas rurales de difícil acceso; lo que corresponde a un 53% de los centros educativos del país”<sup>65</sup>.

Lo expuesto hasta ahora muestra que los FSU pueden adoptar múltiples formas y que no existe una única solución “aplicable en todo momento y lugar para la administración y el uso de los FSU”<sup>66</sup>. A pesar de esto hay ciertas generalidades en los fondos analizados, siendo que la mayoría de estos nacieron al amparo de una ley que establece obligaciones de su y que además define las características de los fondos, fuentes de financiamiento, beneficiarios y el mecanismo de gestión.

También se observa que los fondos generalmente son administrados por los entes reguladores del sector de telecomunicaciones, los cuales determinan su orientación y definen el tipo de intervenciones que se desarrollaran. Otro de los aspectos comunes, es que estos fondos tienden a financiarse con recursos que aportan los operadores y proveedores de servicios de telecomunicaciones o por la venta, uso y explotación de recursos escasos por parte del Estado.

Por otro lado, resulta evidente que en el proceso de constitución de los FSU se han adoptado procedimientos comunes entre los que pueden mencionarse:

- > La definición del mecanismo presupuestario: que implica decidir la fuente de donde se obtendrán los recursos para financiar las acciones que se realicen desde los FSU.
- > La articulación con el marco regulatorio y político: que toma en cuenta los aspectos regulatorios, tributarios y comerciales que

---

65 Castro-Obando, Valeria, «Retos y avances en la regulación del sector de telecomunicaciones», p. 155.

66 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*, p. 97.

afectan el mercado de las telecomunicaciones e incide en aspectos como la inversión, la competencia y los precios<sup>67</sup>.

- > La vinculación con la agenda digital del país: procurando que los proyectos que se ejecuten no sean duplicados y se articulen con las políticas de acceso y servicio universal.
- > El establecimiento de los objetivos estratégicos del fondo: para determinar las metas, alcance, poblaciones y resultados finales que se pretenden alcanzar con los recursos del FSU, siendo esto lo que orienta el desarrollo de los proyectos que se ejecutan.

A pesar de que estos fondos representan un importante avance para reducir la brecha digital en la región, “el acceso de los más pobres y de los pobladores de áreas aisladas a las telecomunicaciones todavía muestra grandes retrasos respecto de la meta de universalización fijadas por los respectivos países”<sup>68</sup>. Uno de los principales problemas con estos fondos ha tenido que ver con las dificultades para desembolsar los recursos de forma efectiva, pues después de creados en algunos países, se tardó entre 4 y 5 años para desarrollar el primer proyecto de acceso universal<sup>69</sup>.

Por tal motivo, en diversos espacios de discusión como el Congreso Latinoamericano de Telecomunicaciones 2019 (CLT19) se ha mencionado que el gran desafío que tienen los FSU de la región es ejecutar los recursos consignados en estos fondos<sup>70</sup>. No obstante, debido a que la implementación puede verse afectada por factores de diversa índole cabe preguntarse por los elementos que se han convertido en limitantes para desarrollar los proyectos de los FSU.

---

67 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

68 Llungo-Ortiz, «Acceso universal al servicio de telecomunicaciones», p. 2.

69 Barrantes-Cáceres, «Uso de los fondos de acceso universal».

70 Itzel Carreño, «Proponen rediseñar Fondos de Acceso Universal en América Latina [#CLT19]», *dplnews.com [DPL News, Ciudad de México]*, 4 de julio de 2019, <<https://dplnews.com/clt19-proponen-redisenar-fondos-de-acceso-universal-en-america-latina>>. (Consultado el 28-II-2023).

## FACTORES QUE LIMITAN LA EJECUCIÓN DE RECURSOS DE FSU

Uno de los primeros aspectos que debe tenerse en cuenta es que los proyectos de acceso y servicio universal constituyen procesos muy complejos no sólo por el tipo de intervenciones que pueden llegar a desarrollar, sino también porque no son pocos los casos en los que se le debe “hacer frente a escenarios donde predominan grandes cantidades de territorio, población rural dispersa, y bajo poder adquisitivo”<sup>71</sup>.

Si a esto se le suman los extensos plazos que puede generar la realización de licitaciones y que el diseño de iniciativas de SU requiere de estudios que suelen durar entre 1 y 2 años<sup>72</sup> resulta comprensible que los proyectos de los FSU puedan atrasarse. Sin embargo, el mayor problema que se ha tenido con ciertos fondos es que en ocasiones han sido subutilizados sea porque los recursos no han sido desembolsados adecuadamente, los proyectos no se logran desarrollar en su totalidad o no se usa del todo los FSU.

Esto puede deberse a la falta de recursos para financiar los fondos, desvíos de los recursos para financiar fines distintos al SU, restricciones fiscales impuestas a los FSU, dificultades para recoger las aportaciones de los operadores y “disputas legales y/o jurisdiccionales entre administradores del fondo de acceso universal y otros ministerios”<sup>73</sup>. A esto puede añadirse la existencia de limitantes legales que dificultan el uso de los FSU al configurar condiciones que inciden en<sup>74</sup>:

- > Los plazos para diseñar, aprobar ejecutar y evaluar los proyectos que se implementarán.
- > Generan restricciones adicionales por controles que introducen otras instituciones, como los órganos de fiscalización.

---

71 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

72 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal».

73 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal», p. 8.

74 Barrantes-Cáceres, «Uso de los fondos de acceso universal».

- > Establecen retenciones para el uso de los fondos, sobre todo por la ausencia de legislación clara o que no aplique los mecanismos adecuados que faciliten la recaudación y distribución de recursos.
- > Imponen requisitos adicionales para aprobar/supervisión intervenciones de SU (aprobación por parte de varias entidades)<sup>75</sup>.
- > Impiden la adopción de innovaciones tecnológicas que mejoren el acceso a las telecomunicaciones y abaraten los costos de estos servicios.
- > Imposibilita el uso de recursos para servicios complementarios, pero necesarios para el despliegue de infraestructura de telecomunicaciones<sup>76</sup>, como es el caso del fluido eléctrico.
- > Limita las poblaciones que pueden beneficiarse con los proyectos del Fondo.
- > Permiten que ante situaciones de emergencia los recursos de los fondos puedan ser usados para otros fines.

Por otro lado, las imprecisiones en el diseño de las iniciativas de SU pueden llevar a resultados poco efectivos, así como a errores en la formulación que pueden generar problemas adicionales tales como la sobreestimación de los subsidios para que los operadores ejecuten los proyectos. Asimismo, las empresas de telecomunicaciones pueden enfrentar problemas cuando hay obstáculos para obtener a las licencias, permisos, derechos de vía y se obstaculiza su acceso a recursos escasos que son necesarios para poder desarrollar los proyectos de SU que se ejecutan con recursos de los FSU<sup>77</sup>.

---

75 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal».

76 García-Zaballos, Huici, Puig Gabarró e Iglesias Rodríguez, *Cerrando la brecha*.

77 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal».

Las limitantes previamente descritas indican la necesidad de impulsar reformas regulatorias e institucionales que promuevan acciones correctivas que impacten los factores que impiden que los FSU cumplan efectivamente con los objetivos de SU. En ese sentido, debe cuestionarse ¿cómo puede mejorarse la forma en que operan los FSU? y ¿qué tipo de estrategias deben ponerse en práctica para lograrlo?

#### CLAVES PARA MEJORAR LOS FSU:

##### ¿ES HORA DE PENSAR MÁS INTEGRALMENTE?

Los problemas en la ejecución de los FSU evidencian la necesidad de que estos mecanismos sean redefinidos para que los proyectos sean implementados a tiempo y de manera eficiente; lo que supone la adopción de medidas que fortalezcan los recursos que integran los FSU y optimicen los desembolsos. Además de sustentar los programas y proyectos de estos fondos en estudios que consideren la oferta y demanda de los servicios de telecomunicaciones, e incorporen procesos de consulta pública que permitan diagnosticar adecuadamente las problemáticas públicas sobre las cuales se busca incidir con las acciones de SU. Para esto es fundamental que se fortalezcan las estadísticas de telecomunicaciones ya que estas pueden proveer

suficientes directrices a los responsables políticos, reguladores o administradores de fondos de acceso universal para diseñar programas efectivos de acceso universal o para diseñar, estimar y justificar la naturaleza y cantidad de subsidios públicos<sup>78</sup>.

Igual de importante, es que se mejore la coordinación entre los entes administradores de los FSU y las diferentes instancias que intervienen en el desarrollo de este tipo de proyectos. En este contexto, se pueden aplicar mecanismos como las asociaciones público-privadas (APP), las concesiones u otros esquemas de corresponsabilidad conjunta que contribuyan a la identificación de necesidades de los diferentes actores vinculados a la cadena de

---

78 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal», p. 11.

despliegue de infraestructura de telecomunicaciones. Lo anterior es de especial relevancia pues las iniciativas de SU tienen mayor efectividad cuando

forman parte de un esfuerzo más amplio de reformar el marco legal y regulatorio entero del sector de las telecomunicaciones para atraer más inversión, fomentar la competencia y establecer instituciones de regulación transparentes y sujetas a rendición de cuentas<sup>79</sup>.

De igual modo, el acceso a recursos es un aspecto indispensable pues el desarrollo de los proyectos de SU generalmente requiere de la construcción e instalación de infraestructuras específicas que son las que habilitan los servicios de telecomunicaciones. Por tanto, el acceso a recursos escasos (aquellos de disponibilidad limitada) —como el espectro radioeléctrico y/o la pastería, entre otros— resulta determinante para contar con servicios de telecomunicaciones de calidad<sup>80</sup> sobre todo aquellos que permitan la banda ancha o capacidades superiores.

En ese sentido, si bien los aspectos mencionados constituyen claves para mejorar las experiencias gestadas en el marco de los FSU, hoy se discute si será necesario que estos fondos adquieran una dirección distinta, que los lleve a ejecutar objetivos que están más allá de la expansión de la banda ancha<sup>81</sup>. Discusiones como esta reflejan el interés de transformar los FSU para que asuman una mirada mucha más integradora de la inclusión digital y, por tanto, de la brecha digital que es el problema de fondo que se busca impactar con las intervenciones de SU.

Esto significa que se debe adoptar una mirada holística que reconozca la brecha digital como un fenómeno complejo,

---

79 Stern, Townsend y Stephens, «Nuevos modelos para el acceso universal», p. 9-10.

80 Itzel Carreño, «Proponen rediseñar Fondos de Acceso Universal en América Latina [#CLT19]».

81 Lungo-Ortiz, «Acceso universal al servicio de telecomunicaciones».

multidimensional y multifactorial, cuya resolución demanda de acciones que potencien el cierre y mitiguen los elementos que la acrecientan<sup>82</sup>. Por eso se sugiere que los objetivos de los FSU, así como los proyectos que ejecutan incorporen elementos que reflejen un abordaje integral de la inclusión digital. Ello puede ser realizado si se combinan acciones que consideren por lo menos cinco elementos esenciales (ver Fig. 1).

Fig. 1. Elementos para promover mayor integralidad en los FSU.



Fuente: Elaboración propia con base a Castro-Obando<sup>83</sup>.

Desde el primero de estos elementos, resulta evidente que se deben integrar intervenciones que promuevan el despliegue de infraestructura de telecomunicaciones, así como generar incentivos legales para estimular las inversiones de los operadores. No obstante, dichas inversiones deben ser orientadas correctamente para evitar

82 Castro-Obando, Valeria, «La integralidad en el abordaje de la inclusión digital», *Revista Latinoamericana de Derechos Humanos* 33, no. 1 (2022), p. 13-31, <<https://www.revistas.una.ac.cr/index.php/derechoshumanos/article/view/16384/23753>>. (Consultado el 28-II-2023).

83 Castro-Obando, «La integralidad en el abordaje de la inclusión digital».

su concentración en una única región o zona, para que el despliegue de infraestructura sea lo más homogéneo posible entre los territorios. “Hacerlo no sólo posibilita mayor cobertura y acceso a las TIC, sino que también, potencia a la conectividad como un atractivo para estimular el desarrollo de los territorios”<sup>84</sup>.

De la mano de esto, se debe procurar el acceso asequible de las telecomunicaciones, lo que implica que ya no se deberían de tener fondos que sólo financien acciones de acceso universal, pues como se vio en apartados anteriores, este concepto tiene importantes limitaciones y realmente no busca la universalidad de los servicios. Es por ello que no resulta adecuado para canalizar las necesidades de quienes se encuentran en situación de vulnerabilidad. Tampoco debe olvidarse que una de las principales limitantes para acceder a las TIC es la carencia de medios económicos para adquirirlos.

Por otro lado, dotar de servicios de telecomunicaciones que no se ajustan a las evoluciones tecnológicas de nuestra época no tiene sentido y, por el contrario, sólo contribuye a perpetuar la brecha digital al impedir el acceso a las principales innovaciones tecnológicas. La habilitación de servicios de telecomunicaciones mínimos —por ejemplo, de Internet— representa una “barrera para el uso efectivo de las TIC debido a que limita las tecnologías a sus usos básicos, imposibilitando el acceso a plataformas o aplicativos especiales que pueden requerirse a nivel educativo o laboral”<sup>85</sup>.

Lo anterior debe ponernos a pensar en la necesidad de actualizar continuamente lo que se considera como servicios de telecomunicaciones de calidad e indica que los estándares mínimos de los servicios que se habilitan con los FSU tienen que ser acordes al progreso tecnológico; además de “adaptarse a las necesidades diferenciadas de los sectores (familias, instituciones públicas, centros educativos, empresas, organizaciones)”<sup>86</sup>.

---

84 Castro-Obando, «La integralidad en el abordaje de la inclusión digital», p. 26-27.

85 Castro-Obando, «La integralidad en el abordaje de la inclusión digital», p. 27.

86 Castro-Obando, «La integralidad en el abordaje de la inclusión digital», p. 27.

Igualmente, si bien las acciones para desplegar infraestructura de telecomunicaciones y dotar de equipamiento tecnológico tiene un impacto positivo para las comunidades, esto no basta para que haya una verdadera apropiación tecnológica y muestra la importancia de impulsar el desarrollo de habilidades digitales en las poblaciones atendidas por los FSU. Esto supone promover el uso básico de las TIC en personal, sensibilizar a la población en temas como protección de datos y ciberseguridad, así como diseñar una oferta formativa que propicie el uso innovador y disruptivo de las TIC en la educación, entre otros aspectos.

De igual modo, las intervenciones que se diseñan para atender las brechas que afectan a las poblaciones en situación de vulnerabilidad deben considerar el “modo como los aspectos geográficos, socioeconómicos, de género y etarios inciden y afectan diferenciadamente el acceso, uso y apropiación de las tecnologías”<sup>87</sup>. Esto supone adoptar un enfoque interseccional y entender que para que las estrategias de inclusión sean realmente efectivas, hay identificar las demandas de los distintos grupos para determinar cuáles de estas deben ser atendidas prioritariamente o requieren de acciones focalizadas.

## CONCLUSIONES

Al analizar el origen y desarrollo de los FSU resulta evidente que estos fondos se han constituido en un importante instrumento de política pública para que los Estados promuevan acciones de inclusión digital. En el seno de esta herramienta se encuentra la noción de servicio universal (SU) más que la de acceso universal, pues esta última tiene relación con las condiciones que permiten las personas puedan acceder a las telecomunicaciones en una zona determinada, sin que ello significa la intención de universalizar dicho servicio.

Esto quiere decir que en su mayoría los FSU buscan universalizar el acceso a las telecomunicaciones a las poblaciones en situación de vulnerabilidad, mediante el desarrollo de infraestructura de telecomunicaciones y la habilitación de servicios a precios que las personas

---

87 Castro-Obando, «La integralidad en el abordaje de la inclusión digital», p. 28.

puedan adquirirlos. Sin embargo, lo que se considera como un SU adecuado cambia en el tiempo y en función de la evolución tecnológica de las telecomunicaciones. Es por eso que en las intervenciones de SU debe pensarse en la calidad de los servicios que son facilitados, de modo que ello no acreciente las diferencias en el tipo de servicios que pueden acceder ciertos sectores de la población, ni desincentive la innovación tecnológica.

Este tipo de consideraciones tienen una relevancia especial porque atañen a las discusiones más recientes sobre el futuro de los FSU. Según estas visiones, los FSU deben avanzar hacia el desarrollo de la banda ancha, en tanto constituye una infraestructura que repercute en la productividad y la competitividad de los diversos sectores de la sociedad, a la vez que posibilita el surgimiento de nuevos servicios digitales. No obstante, el hecho que el mercado de telecomunicaciones esté en constante evolución, supone retos especiales para los administradores de los FSU porque conforme sigan avanzando las tecnologías, se tendrá que valorar los requerimientos específicos que demanden infraestructuras como las redes 5G.

Por otro lado, cuando se comparan las experiencias de los distintos países al gestionar sus FSU con la literatura existente sobre el acceso y servicios universal, se evidencia que en la práctica predomina una tendencia a interrelacionar ambos conceptos lo que se refleja en la constitución, objetivos y programas que se ejecutan con los recursos de estos fondos. Esto quiere decir, que no sólo se busca atender a las necesidades de desarrollo de infraestructura de telecomunicaciones, sino también masificar ese tipo de servicios.

Otro aspecto relevante es que, aunque las obligaciones de SU pueden ejecutarse por vías distintas a los FSU, muchos países latinoamericanos han optado por constituir este tipo de fondos y aunque son valiosas herramientas para promover la inclusión digital, estos fondos no deben ser vistos como el único medio para atender las necesidades de SU. Más bien, se debe considerar que las obligaciones de SU requieren de programas e iniciativas complementarias (por ejemplo, acciones de gobierno digital o para la construcción de capacidades digitales) que les fortalezcan.

## REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- ALTERMUNDI, «Conectividad comunitaria, políticas públicas y el rol del Fondo de Servicio Universal», *apc.org* [*APC (Association for Progressive Communications)*], 19 de julio de 2019, <<https://www.apc.org/en/node/35602>>. (Consultado el 28-II-2023).
- BARRANTES-CÁCERES, Roxana, «Uso de los fondos de acceso universal de telecomunicaciones en países de América Latina y el Caribe», Santiago: Comisión Económica para América Latina y el Caribe, 2011.
- CASTRO-OBANDO, Valeria, «Voz experta. Repensando cómo hacer inclusión digital», Noticias. Universidad de Costa Rica, Oficina de Divulgación e Información, 5 de mayo de 2020, <<https://www.ucr.ac.cr/noticias/2020/05/05/voz-experta-repensando-como-hacer-inclusion-digital.html>>. (Consultado el 28-II-2023).
- , «Retos y avances en la regulación del sector de telecomunicaciones», en PROSIC, *Hacia la Sociedad de la Información y el Conocimiento 2022 [Informe 2022]*, San José, C.R.: Programa Institucional Sociedad de la Información y el Conocimiento (PROSIC), Universidad de Costa Rica, 2022, p. 104-164.
- , «La integralidad en el abordaje de la inclusión digital», *Revista Latinoamericana de Derechos Humanos* 33, no. 1 (2022), p. 13-31, <<https://www.revistas.una.ac.cr/index.php/derechoshumanos/article/view/16384/23753>>. (Consultado el 28-II-2023).
- COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE, «Actualidad y futuro de los fondos de servicio universal en América Latina y el Caribe», Santiago, Chile: CEPAL, 2022.
- CARREÑO, Itzel, «Proponen rediseñar Fondos de Acceso Universal en América Latina [#CLT19]», *dplnews.com* [*DPL News, Ciudad de México*], 4 de julio de 2019, <<https://dplnews.com/clt19-proponen-rediseñar-fondos-de-acceso-universal-en-america-latina>>. (Consultado el 28-II-2023).
- DIARIO Oficial de la República de Chile, «Aviso CVE 1360642, Llamado a concurso público Fondo de Desarrollo de las Telecomunicaciones (FDT)», 5 de marzo del 2018.

- DPL News, «Fondos de servicio universal en América Latina y el Caribe [#InfografíaDPL]», *dplnews.com* [DPL News, Ciudad de México], 2021, <<https://dplnews.com/fondos-de-servicio-universal-en-america-latina-y-el-caribe>>. (Consultado el 28-II-2023).
- ENTE NACIONAL DE COMUNICACIONES [ENACOM], «Servicio Universal», *enacom.gob.ar* [ENACOM], <<https://www.enacom.gob.ar/su>>. (Consultado el 28-II-2023).
- GARCÍA-ZABALLOS, Antonio, HUICI, Héctor, PUIG GABARRÓ, Pau, e IGLESIAS RODRÍGUEZ, Enrique, *Cerrando la brecha de conectividad digital: Políticas públicas para el servicio universal en América Latina y el Caribe*, Washington D.C.: Banco Interamericano de Desarrollo (BID), 2021.
- GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE CHILE, SUBSECRETARÍA DE TELECOMUNICACIONES [CHILE], «Fondo de Desarrollo de Telecomunicaciones», *subtel.gob.cl* [Subsecretaría de Telecomunicaciones], <<https://www.subtel.gob.cl/quienes-somos/divisiones-2/fondo-de-desarrollo-de-las-telecomunicaciones/#:~:text=El%20Fondo%20de%20Desarrollo%20de%20las%20Telecomunicaciones%20%28FDT%29,por%20parte%20de%20la%20industria%20nacional%20de%20telecomunicaciones>>. (Consultado el 28-II-2023).
- LEY No. 27.078, 18 de diciembre de 2014, República de Argentina.
- LLUNGO-ORTIZ, Julieta, «Acceso universal al servicio de telecomunicaciones en América Latina: análisis de su evolución y perspectivas de futuro», en International Conference on Regional Science, XLII Reunión de Estudios Regionales-AEER, 2016.
- MINISTERIO DE TECNOLOGÍAS DE LA INFORMACIÓN Y LAS COMUNICACIONES [COLOMBIA], «Fondo Único TIC», *mintic.gov.co* [Ministerio de Tecnologías de la Información y las Comunicaciones], Bogotá: MINTIC, 2021, <<https://mintic.gov.co/portal/inicio/Atencion-y-Servicio-a-la-Ciudadania/Preguntas-frecuentes/107128:Fondo-Unico-de-TIC>>. (Consultado el 28-II-2023).
- STERN, Peter A., TOWNSEND, David N. y STEPHENS, Robert., «Nuevos modelos para el acceso universal de los servicios de telecomunicaciones en América Latina. Lecciones del pasado y recomendaciones para una nueva generación de programas para el siglo XXI-informe principal», Washington: Banco Mundial, noviembre de 2006.



TROISIÈME PARTIE / TERCERA PARTE

IDENTITÉS ET ETHNIES

IDENTIDADES Y ETNIAS



ENTRE INCLUSION ET EXCLUSION :  
LA PLACE DES POPULATIONS INDIGÈNES DANS LE PROJET  
RÉVOLUTIONNAIRE GUATÉMALTÈQUE DES ANNÉES 1980

---

*David De la Fuente*  
Université Bordeaux Montaigne,  
AMERIBER (UR 3656)



Cette étude est centrée sur les relations entre les populations autochtones et les mouvements armés, en particulier les deux organisations qualifiées d'indigénistes, nées au cours des années 1970 : l'*Ejército Guerrillero de los Pobres* (EGP) et l'*Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas* (ORPA)<sup>1</sup>. La guérilla ou plutôt les guérillas des années 1970-1980 sont le produit de deux processus concomitants : d'une part la défaite militaire du mouvement armé des années 1960 : les *Fuerzas Armadas Rebeldes* (FAR) ; et d'autre part les divisions et luttes intestines qui grevaient le mouvement révolutionnaire depuis sa création au tout début des années 1960 et qui continuèrent à le miner en profondeur tout au long de la décennie.

Quoi qu'il en soit au début des années 1970, celui-ci renaît de ses cendres en opérant une certaine reconfiguration conceptuelle et une restructuration stratégique (localisation et ancrage dans les territoires indigènes de la république) donnant naissance à trois nouveaux groupes<sup>2</sup>. Les *Fuerzas Armadas Rebeldes* qui vont devenir les *Fuerzas Armadas Revolucionarias*, marquant de ce fait un

---

1 La première était dirigée par Rolando Morán (de son vrai nom Ricardo Ramírez) et César Montes (Julio César Macías) ; la seconde par Gaspar Ilom (Rodrigo Asturias, fils du prix Nobel de Littérature 1967).

2 Nous n'évoquons ici que les groupes armés constitués en tant qu'organisations politico-militaires. Le *Partido Guatemalteco del Trabajo* (PGT), qui va tout de

abandon symbolique de la première phase, clairement marquée par un militarisme exacerbé et insistant sur une ligne marxiste-léniniste classique dans laquelle le « prolétariat » constitue l'avant-garde de la révolution. L'*Ejército Guerrillero de los Pobres* (EGP), qui va opérer un rapprochement avec les populations indigènes du Nord et de l'Altiplano tout en tentant de préserver une orientation marxiste orthodoxe ; à savoir l'idée selon laquelle s'il existe bien une « *contradicción étnico-nacional* »<sup>3</sup> au Guatemala, celle-ci ne constitue pas l'épicentre de la lutte. C'est la lutte prolétarienne (au sens large) qui l'est. En ce sens, l'EGP rejoint en grande partie la stratégie des FAR. Enfin, l'*Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas* (ORPA), qui parvint à une relation « organique » avec certaines populations indigènes de l'Ouest (dans une moindre mesure de l'Altiplano) et qui est la seule à avoir développé une réflexion théorique profonde sur le racisme au Guatemala, notamment sous le prisme de la colonisation intérieure, comme nous le verrons plus avant.

De par leur ambition de s'ancrer au cœur du Guatemala indigène et d'intégrer en masse les populations indiennes à la révolution, l'inclusion des populations indiennes constituant l'axe directeur de l'émergence de ces deux organisations, ces deux derniers groupes ont été abondamment qualifiés par de nombreux historiens de « guérilllas indigénistes »<sup>4</sup>. A ce titre, ils constituent l'objet central de notre étude.

---

même se doter d'une branche armée, n'est pas à proprement parler une organisation armée, mais un parti.

- 3 EGP, « Nuestra Revolución. Algunos conceptos fundamentales », in *Materiales de formación política, Nivel III*, [s.l.], [s.d.], p.10. Ce document ne comporte pas de date, mais de par les informations qu'il contient, nous pouvons en déduire qu'il fut produit dans la deuxième moitié des années 1970.
- 4 Les dictionnaires *Larousse* et *Robert* définissent respectivement l'indigénisme comme : « Mouvement d'Amérique latine visant à l'origine (vers 1910) à valoriser les cultures amérindiennes pour les intégrer dans la nation et qui, par la suite, s'est engagé dans la défense des droits des Amérindiens. (Son grand théoricien fut J. C. Mariátegui. Ses principaux représentants sont Alcides Argüedas, Jorge Icaza, Ciro Alegría et José María Arguedas.) » ; et « Attitude favorable aux populations amérindiennes, en Amérique latine ».

Nous verrons que contrairement à ce que la formule peut suggérer d'inclusion au mouvement révolutionnaire des populations autochtones historiquement marginalisées, les faits rendent compte d'une tout autre réalité, ou à tout le moins de situations paradoxales entre inclusion et exclusion des populations indigènes au sein du mouvement révolutionnaire.

#### ORIGINES DU MOUVEMENT ARMÉ DES ANNÉES 1970-1980

Les origines du mouvement armé guatémaltèque se trouvent dans la constitution des *Fuerzas Armadas Rebeldes*<sup>5</sup> après l'échec du coup d'Etat d'une partie des jeunes officiers et sous-officiers de l'armée contre Miguel Ydígoras Fuentes (1895-1982) —président du Guatemala entre mars 1958 et mars 1963—, le 13 novembre 1960, date qui donnera son nom à l'un des premiers fronts guérilleros : *Movimiento Revolucionario-13 de Noviembre 1960* (MR-13)<sup>6</sup>. De cette genèse du mouvement armé, il convient de retenir un certain nombre d'enseignements.

Tout d'abord, la guérilla est le résultat d'une alliance circonstancielle entre des éléments disparates si ce n'est antagoniques. En effet, la plupart des militaires qui s'étaient soulevés dans la plus pure tradition du « pronunciamiento », avaient pour objectif un retour à la situation antérieure au coup d'Etat de 1954<sup>7</sup>. C'est leur débâcle

5 Également appelées FAR première génération par certains historiens.

6 L'autre front important étant le *Frente Guerrillero Edgar Ibarra* (FGEI) que dirigera Luis Turcios Lima jusqu'à sa mort en octobre 1966. César Montes lui succéda alors.

Pour une synthèse des antécédents du conflit armé interne, cf. notamment Susanne Jonas, *De centauros y palomas : el proceso de paz guatemalteco*, Guatemala : FLACSO, 2000, p. 49-82.

7 *Movimiento revolucionario-13 de noviembre 1960* (MR-13), « Quiénes somos, qué queremos y por qué luchamos », *cedema.org* [*CeDeMa.org. Centro de Documentación de los Movimientos Armados*], <[https://cedema.org/digital\\_items/84](https://cedema.org/digital_items/84)>. (Consulté le 12-III-2012). Le communiqué prononcé à la radio le 27 février 1962 par le *Movimiento Revolucionario-13 de Noviembre 1960* (MR-13) commençait par les mots : « Somos oficiales del ejército de Guatemala... »

qui les obligea à s'unir notamment avec des membres du parti communiste, le *Partido Guatemalteco del Trabajo* (PGT), avec lesquels ils n'étaient bien souvent pas du tout d'accord sur les plans politiques et idéologiques<sup>8</sup>.

Lors d'un entretien avec César Montes, alors membre des jeunes communistes (*Juventud Patriótica del Trabajo* [JPGT]), intégré au sein du *Frente Guerrillero Edgar Ibarra*, celui-ci me confia :

Posteriormente se le puso Fuerzas Armadas Revolucionarias pero... pero eso, en ese momento, ellos no eran revolucionarios sino que ellos eran patriotas, nacionalistas y gente de lo más honesta y bien intencionada. Pero que incluso tenían ciertas aversiones... anticomunistas<sup>9</sup>.

Autre élément notable : les militaires qui dirigeaient les différentes structures, généralement issus de la classe aisée, blanche, et urbaine, ne connaissait pratiquement rien des conditions d'existence de la majorité du pays, spécifiquement des populations indigènes. Ce n'est là encore qu'à la faveur de leur échec initial, en pleine débâcle, qu'ils rencontrèrent les humbles, qui leur offrirent refuge et soutien. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les premiers fronts guérilleros s'installèrent dans l'Est du pays, majoritairement ladino et salarié (ouvriers agricoles, mais aussi ouvriers de la zone portuaire, transporteurs, etc.), en somme, les lumpens du quart sud-est du pays.

Enfin, un dernier élément d'importance est le fait que dans la guérilla des années 1960, il n'y eut qu'un seul commandant indigène de niveau national (le plus haut rang dans la hiérarchie guérillera). A

---

8 De fait, le cas du *Frente de las Granadillas* est paradigmatique de la confrontation idéologique au sein du mouvement. Celle-ci conduisit d'ailleurs à sa disparition après à peine quelques semaines d'existence.

9 Entretien avec César Montes, entretien 2 du 19 février 2007, in David de la Fuente, « Défis stratégiques et aporie politique : les mouvements de lutte armée au Guatemala 1960-1990 », thèse doctorale présentée sous la direction du professeur Mme Bénat Tachot Louise, Paris : Sorbonne Université, 2019, tome 2, p. 41, Timer : 13'11".

ce propos, Yvon Lebot, dans *La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala*, résume cet état de fait ainsi :

Le mouvement révolutionnaire des années 1960 demeura également, pour l'essentiel, une affaire interne au monde ladino. En dépit des déclarations, des velléités et des intentions<sup>10</sup>, les rares Indiens mobilisés y occupaient une place subordonnée et marginale (l'exception « Pascual », montée en épingle, confirme en réalité la règle). Les objectifs étaient définis sans consultation et sans prise en compte des aspirations et de la volonté de la « majorité non nationale » : la prise de pouvoir devait être effectuée par une avant-garde dans le but d'instaurer le socialisme (...) ; la libération nationale s'entendait dans sa dimension anti-impérialiste et l'intégration des indigènes était censée découler de la rupture des liens de dépendance externe<sup>11</sup>.

Par ailleurs, les commandants des groupes apparus dans les années 1970 étaient tous issus des rangs de la première phase du mouvement et s'ils n'étaient pas militaires à proprement parler, ils avaient été formés par les meilleurs éléments de l'institution armée<sup>12</sup>. Les leaders des trois organisations sont les suivants : Pablo Monsanto après la mort annoncée de Camilo Sánchez pour les FAR ; Rolando Morán (Ricardo Ramírez) pour le versant idéologique et politique et César Montes (Julio César Macías) pour l'aspect militaire et tactique en ce qui concerne l'EGP et ; Gaspar Ilom, le nom

---

10 Christian Gros, « Guérillas et mouvements paysans indiens dans les années 1960 », in *Ethnosociologie du refus. Résistances, révoltes et insurrections indiennes en Mésoamérique et dans les Andes, Cahiers des Amériques Latines* (Paris) 23 (1981), p. 173-197.

11 Yvon Le Bot, *La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala*, Editions Karthala : Paris, 1992, p. 89-90.

12 Tous les leaders du mouvement insurrectionnel des années 1960, Luis Turcios Lima, Yon Sosa, Alejandro de León Aragón, etc. (tous décédés au cours de la décennie 1960) avaient effectué des formations à l'École des Amériques ou dans des bases militaires aux États-Unis telles que Fort Bragg qui reste la plus grande base de formation de commandos au monde.

de guerre de Rodrigo Asturias Amado, fils du Nobel de Littérature 1967 —Miguel Ángel Asturias Rosales (1899-1974)— en ce qui concerne l'ORPA.

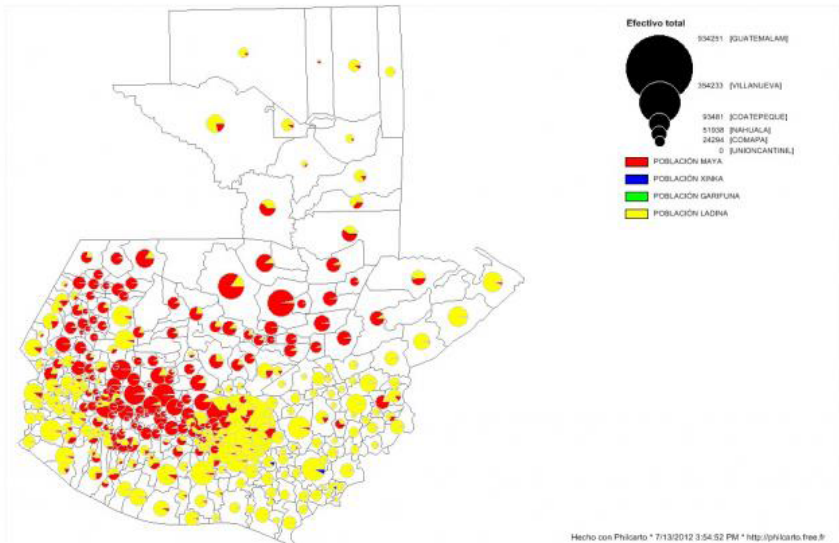
La dynamique impulsée au début des années 1960 —militariste et exclusive, voire réactionnaire (comprendre la volonté des insurgés de revenir à la situation d'avant 1954)— va se prolonger durant une dizaine d'années et, ajoutée aux divisions internes et aux luttes intestines pour le pouvoir provoquera l'effondrement du mouvement armé à la fin de la décennie. L'échec de la première phase révolutionnaire est essentiellement dû au peu de foi dans les masses dont firent preuve les leaders militaires de la guérilla qui ne voyaient de victoire que sous le prisme du soulèvement, du coup d'État proprement militaire. Ce n'est que lorsque la défaite se fit évidente qu'ils considérèrent la guérilla comme un mouvement qui devait nécessairement intégrer des masses combattantes, sur les plans militaire et politique. De fait, les groupes armés, que ce soit dans les années 1960 ou 1970 et 1980 continuèrent à se considérer comme des organisations politico-militaires, avec une très nette primauté du second élément sur le premier.

#### NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DES GUÉRILLAS « INDIGÉNISTES » EGP ET ORPA

Nous l'avons dit, l'échec du mouvement révolutionnaire armé des années 1960 est dû aux dissensions internes au mouvement —divergences idéologiques, d'opinion quant à la stratégie à adopter, guerres de succession et lutte pour le pouvoir, etc.— autant si ce n'est davantage qu'à la répression des forces de sécurité de l'État, certes implacables mais incapables d'éradiquer le mouvement.

La période qui s'ouvre au début des années 1970 est portée par un élan révolutionnaire d'une nature différente. En effet, conscients de n'avoir pas suffisamment pris en compte les 60% de la population totale que constitue la population indigène, les leaders guérilleros vont s'employer à l'inclure dans le projet révolutionnaire.

Fig. 1. Proportions Ladinos (jaune), Mayas (rouge), Garífunas (vert) et Xincas (noir) (données de 2012).



Source : Cristina Pezzarossi, « Etnias en el País de la Eterna Primavera »<sup>13</sup>.

13 Cette carte a été créée par Cristina Pezzarossi. En ligne : Cristina Pezzarossi, « Etnias en el País de la Eterna Primavera (donde llueve de mayo a septiembre) », *Plazapublica.com.gt* [PzP], 18 juillet 2012, <<https://www.plazapublica.com.gt/content/etnias-en-el-pais-de-la-eterna-primavera-donde-llueve-de-mayo-septiembre>>. (Consulté le 13-V-2017).

Fig. 2. Ethnographie au Guatemala : population indigène.

Departamento	% Indígena
Alta Verapaz	92,8
Baja Verapaz	58,8
Chimaltenango	39,4
Chiquimula	16,7
El Progreso	0,9
Escuintla	7,5
Guatemala	13,5
Huehuetenango	65,1
Izabal	23,3
Jalapa	19,3
Jutiapa	3,4
Petén	30,9
Quetzaltenango	54,1
Quiché	88,8
Retalhuleu	22,7
Sacatepéquez	51,5
San Marcos	31,3
Santa Rosa	2,8
Sololá	96,4
Suchitepéquez	51,5
Totonicapán	98,3
Zacapa	0,8

Source : Données extraites de *Wikipedia* (2017)<sup>14</sup>.

Quoi qu'il en soit, ces tensions donnèrent naissance à trois groupes armés dans le courant des années 1970. Les FAR nouvelle génération : *Fuerzas Armadas Revolucionarias*, avec une dimension plus politique que celles des années 1960. L'EGP, entré au Guatemala depuis le Mexique où il avait établi sa base arrière de préparation, s'étendit vers le centre du pays depuis l'Ixcán puis vers l'Est des Verapaces. Il pénètre en territoire guatémaltèque en 1972 mais n'effectue sa première action publique qu'en 1975. Et l'ORPA, ancien *Regional de Occidente* des FAR 1<sup>ère</sup> génération, qui s'installa dans la région des volcans et San Marcos, et l'Altiplano central. De même que l'EGP, l'ORPA, née en 1971, effectua un long travail de préparation et de rapprochement avec les populations indigènes. Cette organisation va marquer un tournant très net —du moins sa phase préparatoire, 1971-1979— faisant de la compréhension du monde indien son principal objectif, en vue de l'inclusion des masses indigènes au mouvement révolutionnaire. Un souci qui va également

14 Wikipedia, « Etnografía de Guatemala », *Wikipedia*, <[https://es.wikipedia.org/wiki/Etnograf%C3%ADa\\_de\\_Guatemala](https://es.wikipedia.org/wiki/Etnograf%C3%ADa_de_Guatemala)>. (Consulté le 12-V-2017).

s'étendre à tous les groupes historiquement marginalisés, tels que les pauvres ou les femmes<sup>15</sup>. Elle apparut publiquement en 1979.

Ces deux derniers mouvements —l'EGP et l'ORPA— font l'objet de notre attention car tous deux, à la différence des FAR (marxiste orthodoxe) ont affirmé leur volonté d'intégrer les indigènes en masse au processus révolutionnaire guatémaltèque. De fait ces deux organisations se sont installées dans l'Ouest, le Nord et le Centre du pays, zones très majoritairement indigènes<sup>16</sup>.

### L' EJÉRCITO GUERRILLERO DE LOS POBRES (EGP)

On distingue deux phases dans l'histoire de l'EGP : la première qui couvre l'ensemble de la décennie 1970 et qui correspond à la période d'installation et de croissance du mouvement, et le tournant des années 1970-1980 qui correspond au reflux de l'organisation, un reflux croissant qui suit les vagues répressives et les campagnes militaires particulièrement brutales de la période.

#### *EGP : un développement rapide adossé au monde indigène*

Comme celui des FAR, le projet de l'EGP reposait essentiellement sur une analyse en termes de classes et apparaissait, sur le papier, au moins aussi intransigeant que celui de l'organisation sœur. Comme cette dernière, l'EGP connut également à ses débuts des déconvenues et un rejet de la part des populations indigènes. En revanche, la réactivité et la flexibilité dont surent faire preuve la direction et les cadres de l'EGP sur le terrain, favorisèrent les pratiques inclusives au cours des années 1970, et par conséquent, une intégration importante de ce secteur hautement stratégique de la population. Rapidement,

15 ORPA, « Respeto a las mujeres », in *Manual del buen combatiente. Material de campaña*, [s.l.], 1984.

16 Certains départements affichent des proportions proches de 100% : Totonicapán, Sololá et Alta Verapaz. Six autres présentent des proportions supérieures à 50%. En somme, c'est pratiquement la moitié des départements, concentrés sur la moitié Nord du pays qui est majoritairement indigène. Cf. De la Fuente, « Défis stratégiques et aporie politique », Tome 1, p. 9-10.

l'EGP devint l'organisation guatémaltèque la plus puissante en termes d'effectifs, mais également en termes de capacité d'action et de couverture géographique. Le secret de l'EGP ? Les liens que les responsables de l'organisation établirent sur le terrain avec des entités telles que le *Comité de Unidad Campesina* (CUC), qui fut l'organisation paysanne —très majoritairement indigène— la plus puissante du pays à la fin des années 1970.

L'histoire du CUC permet d'apprécier les différentes tendances qui se sont développées au sein du monde indigène et le rapprochement de ce dernier avec le mouvement révolutionnaire armé, en l'occurrence, avec l'EGP. L'organisation vit le jour à Santa Cruz del Quiché, capitale du département et chef-lieu du diocèse, qui était également « le centre de la toile qu'avait tissée les missionnaires espagnols depuis leur arrivée dans les années 1950 »<sup>17</sup>. C'est dans les villages alentours que le CUC plongea le plus profondément ses racines, compte tenu de la présence d'une paysannerie quasi-exclusivement indigène très dense, et relativement moderne en comparaison avec d'autres régions, du fait de la « révolution verte » opérée dans les années 1960<sup>18</sup>.

Le discours du CUC, mélangeant les saintes écritures et les revendications sociales, fut entendu dans les couches aisées de la paysannerie de la région, ancrées dans la tradition développementaliste de l'Action Catholique à laquelle beaucoup appartenaient, tout en affirmant leur identité et en perpétuant leurs traditions.

Le CUC prit le relais de l'Action Catholique (AC) et des coopératives<sup>19</sup>, et s'étendit géographiquement en cercles concentriques du centre urbain de Santa Cruz del Quiché vers l'extérieur, et socialement des milieux paysans, artisans et commerçants enrichis durant

---

17 Le Bot, *La guerre en terre maya*, p. 161.

18 Sur la « révolution verte » : Le Bot, *La guerre et terre maya*, p. 91 et suivantes. Cf. également, du même auteur, Yvon Le Bot, *Violence de la modernité en Amérique latine : indianité, société et pouvoir*, Paris : Karthala, 1994, p. 66 et suivantes ; également p. 117 et suivantes.

19 Le Bot, *Violence de la modernité en Amérique latine*, p. 163, avec l'exemple de la communauté de *La Estancia*.

la révolution verte, vers les populations plus pauvres de l'altiplano et d'ailleurs<sup>20</sup>.

Sa croissance fut importante jusqu'en 1978 où le comité fit sa première apparition publique lors du défilé du 1er mai. Pour la première fois, des paysans indigènes appartenant à des ethnies différentes —Quiché, Kaqchiquel, Tzutuhil, Mam, Kekchi— défilaient ensemble dans les rues de la capitale aux côtés des ladinos des autres secteurs : ouvriers, employés de l'administration, transporteurs, etc.

Les jeunes Indiens, souvent instruits dans les écoles des centres urbains proches, devinrent la courroie de transmission du mouvement. Eux aussi avaient fait l'expérience du racisme et des inégalités, et pensaient pouvoir remédier à leurs maux et à ceux de leurs communautés à travers l'organisation. L'exemple de Rigoberta Menchú n'est pas isolé. Il représente l'élément paradigmatique de la relation entre l'organisation et cette jeunesse, y compris féminine, aspirant à l'émancipation individuelle et collective, à l'égalité entre Indiens et ladinos, au droit de s'affirmer culturellement, socialement, et politiquement, sans avoir à subir les foudres des forces de sécurité.

Cette dynamique et le fait que de nombreux dirigeants du CUC faisaient secrètement partie de l'EGP permit, dans la deuxième moitié des années 1970, le rapprochement de nombreux militants paysans avec le mouvement armé, soit en tant que collaborateurs, soit en tant que combattants, soit sous les deux modalités suivant les périodes.

A partir de 1979, le discours du CUC se fit progressivement plus ambigu quant à la question de l'identité, privilégiant une vision en termes de classes. Cette position de la direction du comité agricole —clairement orienté dans le sens d'un rapprochement avec l'EGP— causa des tensions avec les communautés indigènes qui n'étaient pas toutes favorables à la lutte armée, ni même au combat politique, et

---

20 Les populations indigènes de Santa Cruz del Quiché ou de Quetzaltenango constituent un exemple d'intégration économique et politique réussie, loin des clichés habituels relatifs aux indiens (misère, marginalisation extrême etc.). Yvon Le Bot, « Le mouvement indien au Guatemala à l'assaut du pouvoir municipal (1966-1974) », in Jean Revel-Mouroz (dir.), *Pouvoir local, régionalismes, décentralisation. Enjeux territoriaux et territorialité en Amérique latine*, Paris : IHEAL, 1989, p. 497-505.

qui étaient encore moins disposées à céder sur les questions identitaires qui occupaient une place de plus en plus importante dans les débats communautaires :

Ses dirigeants privilégiaient l'analyse des processus de différenciation socio-économique, de paupérisation et de prolétarianisation aux dépens des facteurs assurant la cohésion de la société indienne malgré les inégalités et les disparités. Ils avaient tendance à voir dans l'organisation sociale communautaire une survivance, condamnée à terme par l'expansion de l'économie de marché<sup>21</sup>.

L'orientation révolutionnaire du CUC déboucha sur une crise interne et sur une confrontation avec les autres organisations indigènes au début des années 1980. En février 1980, à la suite du massacre de Panzós<sup>22</sup>, eut lieu un regroupement de différents groupes ethniques dans le lieu hautement symbolique les ruines d'Iximché, ancienne capitale du royaume kaqchiquel situé à trois kilomètres au sud de Tecpán (85 km. à l'Ouest de Guatemala). Cette concentration fut convoquée à l'initiative du CUC, du *Movimiento indígena Tojil*<sup>23</sup> de l'*Asociación Pro-Cultura Maya Quiché*, et de la *Coordinadora Indígena*, et constitue le point de départ du processus d'auto-affirmation des peuples indigènes. Les conclusions de cette rencontre sont recueillies dans la *Declaración de Iximché*<sup>24</sup>, qui constitua le texte

---

21 Le Bot, *La guerre en terre maya*, p. 166.

22 Un nombre significatif de paysans (indigènes) ont été tués par un contingent de l'armée guatémaltèque le 29 mai 1978 à Panzós, ville dans le département de l'Alta Verapaz. Voir par exemple : Victoria Sanford, *La Masacre de Panzós : Etnicidad, tierra y violencia en Guatemala*, Guatemala : F&G Editores, 2021.

23 Pour une étude plus précise sur ce mouvement « radical » indigène, cf. Santiago Bastos et Manuela Camus, *Entre el mecapan y el cielo : desarrollo del movimiento maya en Guatemala*, Guatemala : FLACSO, 2003, p. 65 et suivantes.

24 Le texte de la déclaration est disponible en ligne : Xdoc.mx, « Declaración de Iximché, Guatemala, Febredo de 1980 », *XDoc.mx*, <<https://xdoc.mx/documentos/declaracion-de-iximche-guatemala-febrero-de-1980-5dc329c33661f>>. (Consulté le 03-III-2023). Voir su la « Declaración de Iximché » : Morna

fondateur de tous les mouvements indigènes qui virent le jour par la suite, généralement regroupés sous le terme mayanisme<sup>25</sup>.

À partir de cette réunion, le CUC, qui n'en revendiqua pas les conclusions, « dénonça de plus en plus explicitement ceux qu'elle appelait les 'indigénistes' ou chercha à les neutraliser, au nom de la nécessaire subordination de toutes les autres dimensions à la stratégie révolutionnaire »<sup>26</sup>. Une fois sa vraie nature révélée, ce qui restait du CUC établit une relation organique avec l'EGP pour se convertir en vivier de militants, comme le souligne le cas de Rigoberta Menchú.

Les indigènes avaient développé une stratégie participative séculaire fondée sur l'adaptation sélective et consciente aux différents systèmes au cours de leur histoire. Celui de la guérilla ne fit pas exception. Et c'est de façon sélective et partielle que les indigènes participèrent à la révolution, chaque groupe agissant en fonction de son histoire particulière, de ses dispositions et de ses aspirations, chaque individu le faisant suivant ses possibilités :

Tal vez los kaqchikeles no querían que los quichés dirigieran sus estructuras, pero eran éstos los que tenían mayor disposición individual de integrarse a tiempo completo a la lucha. Los

---

Macleod, « ¡Que todos se levanten! Rebelión indígena y la Declaración de Iximché », Manolo E. Vela Castañeda (coord.), *Guatemala, la infinita historia de las resistencias*, 2da. ed., México : Universidad Iberoamericana Ciudad de México, 2020, p. 439-479. Pour une compréhension du positionnement politique radical du mouvement indigène Tojil, Cf. Movimiento Indígena Tojil, « Posturas políticas », [s.d.l.]. Compte tenu des éléments contenus dans le document, sa date de publication se situe entre 1982 et 1984.

25 Concernant le terme de mayanisme, d'après Santiago Bastos et Manuela Camus, *El movimiento maya en perspectiva. Texto para reflexión y debate*, Guatemala : FLACSO, 2003, p. 76, celui-ci viendrait de la polarisation entre indigènes pro lutte armée et les autres. Ces derniers, pour se différencier, commencèrent à utiliser les expressions « mayas » ou « pueblo maya » pour s'auto-définir. Pour une étude approfondie, cf. Santiago Bastos et Aura Cumes (coord.), *Mayanización y vida cotidiana. La ideología multicultural en la sociedad guatemalteca*, Guatemala : FLACSO, CIRMA, Cholsamaj, 2007. En particulier le volume 1/3.

26 Le Bot, *La guerre en terre maya*, p. 175.

kaqchikeles son más comunitarios, mantienen más sus tradiciones y un mayor apego a la tierra y a la familia. No todos los padres aceptaban que sus hijos se incorporaran a tiempo completo, porque tenían que ayudar en el trabajo de la tierra. (IC 199, Sololá, años 80.)<sup>27</sup>.

L'EGP compris qu'il était de son intérêt de s'adapter à ces populations qui de toute évidence n'avaient pas intégré les principes révolutionnaires, ou pas de la façon attendue par les leaders révolutionnaires. Si certains indigènes ne voulaient pas s'engager à temps plein dans la lutte armée, qu'à cela ne tienne, ils entreraient pour un temps défini, celui qui leur conviendrait, et pourraient regagner leur communauté par la suite, sans autre formalité. En somme, une inclusion à géométrie variable qui pouvait être modulée en fonction des besoins de chacun et surtout des intérêts communs —des guérillas et des communautés indiennes— fussent-ils ponctuels. Si certains combattants indigènes voulaient revendiquer leurs différences, là encore pas d'objection, du moins dans les premiers temps.

La flexibilité de l'EGP fut sans aucun doute la clef de sa réussite jusqu'à la fin des années 1970. Là où les FAR, par exemple, étaient parfaitement intransigeantes, l'EGP s'adaptait à la réalité de terrain, sur ce plan et sur d'autres. Ce n'est pas un hasard s'il fut le groupe armé le plus important du point de vue quantitatif. D'après nos estimations, ses contingents devaient représenter pratiquement la moitié des effectifs totaux, soit entre 2.000 et 2.500 combattants permanents, auxquels il faudrait ajouter les unités semi-permanentes telles que les *Fuerzas Irregulares de Liberación* (FIL), soit de 7 000 à 8 000 éléments supplémentaires.

---

27 Oficina de Derechos Humanos del Arzobispado de Guatemala (ODHAG), *Guatemala Nunca más. Informe proyecto interdiocesano de recuperación de la memoria histórica. El entorno histórico*, Guatemala : ODHAG, 1998, tome 3, chapitre 4, p. 187.

### *Les limites de l'adaptation de l'EGP*

Le modèle de recrutement de l'EGP, qui faisait feu de tout bois, avait permis à l'organisation de croître, notamment avec l'intégration de contingents indigènes importants. Contingents au sein desquels on retrouvait les mêmes divergences et courants qu'à l'extérieur du mouvement armé : autonomistes, culturalistes, marxistes orthodoxes, etc. La présence de certaines tendances provoqua des conflits au sein de l'organisation, notamment avec la direction, dont l'issue fut parfois dramatique.

Si l'EGP avait vu d'un bon œil le développement d'un courant indigéniste dans ses rangs, il n'en mesura pas pleinement les implications au niveau de la conduite du mouvement<sup>28</sup>.

L'exigence de certains combattants de voir leurs compagnons indigènes accéder à des postes de commandement de niveau national fut l'occasion de constater la réalité de réflexes autoritaires et défensifs de la part d'une direction dont les discours semblaient montrer un désir d'intégration de ses populations, mais dont les pratiques rendaient patente sa faible disposition à l'ouverture :

Y a otros compañeros indígenas de Rabinal, [pause 3"] uno se llamaba Camilo y el otro... no me acuerdo. Y los 2, los combatientes de los destacamentos, exigieron a Rolando Morán y a la Dirección Nacional del EGP que se les diera el grado de comandantes. Y crearon un cisma dentro de... Entonces lo que se hizo fue que por un breve movi... un breve, en el primer momento, se accedió a eso, pero se les aisló, cada vez más, hasta que finalmente, parece que si no los 2, por lo menos 1 de ellos, cayó en bandolerismo, aislado y sin recursos económicos. Y el otro quedó reducido a... que el enemigo, en un operativo, lo capturara. Los 2 los mató el enemigo. Y hay incluso las tesis de que fueron

---

28 Marta Harnecker, *Pueblos en armas. Entrevistas a los principales comandantes guerrilleros de Nicaragua, El Salvador, Guatemala, México* : Universidad Autónoma de Guerrero, 1983, p. 131-139.

denunciados por la misma... Dirección del EGP, por Rolando, [...]»<sup>29</sup>.

Nous n'avons pu vérifier cette dernière information. Cependant, ces événements constituent un des nombreux exemples des tensions liées au pouvoir et aux relations interethniques à l'intérieur de l'EGP. Montes considère que de la direction de l'EGP eut une attitude raciste en se refusant à promouvoir les combattants indigènes méritants au rang de responsables nationaux, ultime échelon dans la hiérarchie guérillera :

Cuando yo me fui del EGP, estaban creciendo compañeros y capacitándose compañeros indígenas que tenían ese nivel para pasar a Dirección Nacional. Nunca hubo un comandante indígena [l'air très dramatique] en el EGP, que estuviera en la dirección nacional. En la dirección de tropas sí, y como combatientes sí. ¡Ahí sí! Para eso sí tenían nivel. [il sourit ironiquement] Para ir a la conducción no, porque de todos modos... las... la ideología que domina es la ideología de la clase dominante. [pause 3"] Y en este país, la clase dominante ha sido racista<sup>30</sup>.

Les témoignages consignés dans le rapport de la CEH —la *Comisión para el Esclarecimiento Histórico* [la Commission pour l'éclaircissement historique]— font également état de ces tendances racialistes, voire racistes :

---

29 Entretien avec César Montes, entretien 3 du 21 février 2007, in De la Fuente, « Défis stratégiques et aporie politique », p. 64, Timer : 57'12".

30 Entretien avec César Montes, entretien 3 du 21 février 2007, in De la Fuente, « Défis stratégiques et aporie politique », p. 63-64, Timer : 55'04".

Egalement, Marta Elena Casaús Arzú, « Los proyectos de integración social del indio y el imaginario nacional de las élites intelectuales guatemaltecas, siglo XIX y XX », *Revista de Indias* 59, no. 217 (1999), p. 775-883, <<http://revistadeindias.revistas.csic.es/index.php/revistadeindias/article/view-File/835/904>>. (Consulté le 17-VII-2015).

La toma de Sololá estuvo a punto de suspenderse porque en pleno preparativo surgió la discusión sobre quién debería dirigirla. Los indígenas estábamos opuestos a que los capitalinos vinieran a decirnos cómo hacerlo, no importaba que ellos fueran delegados de la Dirección Nacional. Éste era un asunto nuestro y nuestros líderes, que conocían el terreno, debían de comandarnos. Al final se arregló, pero fueron momentos de mucha tensión. En la zona Ixil ocurrió algo parecido. Incluso ahí, un comandante ixil propuso un levantamiento indígena dentro de la guerrilla ante la insensibilidad de los ladinos que formaban la Dirección y sobre todo porque nos estaban llevando a un fracaso con un altísimo costo en vidas humanas, sobre todo indígenas. A este comandante se le disuadió. Decidimos que no era el momento, porque entonces sí... podíamos quedar en dos fuegos: el del Ejército y el de la guerrilla ladina. (IC 217, ex-combatiente, años 80.)<sup>31</sup>.

Ces exemples montrent très clairement les tensions qui existaient entre le commandement ladino, composé de commandants nationaux, et certains indigènes, majoritairement combattants ou cadres intermédiaires. Dans un réflexe de caste dirigeante marqué par les rémanences d'un racisme intériorisé, les instances dirigeantes de l'EGP se montrèrent peu enclines à partager ce qu'elles considéraient comme leur prérogative exclusive.

A la lueur du développement et des pratiques de l'EGP au cours des années 1970, on peut conclure que si l'organisation, par sa capacité d'adaptation, réussit à rallier un nombre important d'indigènes à la lutte armée, la méconnaissance des articulations complexes et paradoxales de ce monde, l'insuffisance de la réflexion sur les motivations de ceux qui avaient rejoint le mouvement, l'autoritarisme et certaines réactions justifiés par une théorie classiste et empreints de réflexes ataviques racialistes, limitèrent l'appropriation de la lutte par les indigènes.

---

31 ODHAG, *Guatemala Nunca más. Informe del proyecto*, tome 3, chapitre 4, p. 187.

Dans les faits, ceci se manifesta dans les restrictions promotionnelles pour les combattants indigènes —aucun commandant de niveau national indigène— débouchant sur des tensions et des confrontations d'intensité variable suivant les cas.

Pris dans l'urgence imposée par la répression du début des années 1980, l'EGP, comme les FAR ou l'ORPA, bien que conscient de l'importance de la question ethno-nationale, refusa de la placer parmi les priorités, ni à ce moment-là, ni par la suite.

L'EGP avait développé une réflexion sur la question indigène mais du point de vue du marxisme-léninisme classique. Pour Mario Payeras, deux dimensions posaient des problèmes : la première représentée par la présence de 22 groupes ethniques pratiquement impossibles à unifier du fait de leurs langues, leurs traditions, leurs intérêts divergents etc. ; la deuxième, la « contradiction ethno-nationale » —comprendre la marginalisation des populations indigènes par le pouvoir économique et politique ladinos— dont la résolution était nécessairement subordonnée à celle du conflit classiste et à celle des inégalités. De fait, le programme qu'il proposait consistait à « liquidar las relaciones de dominio étnico-nacionales y eliminar la opresión y la discriminación de que son objeto los pueblos indígenas »<sup>32</sup>.

### *L'Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas (ORPA)*

Le projet de l'ORPA présente plusieurs éléments originaux, tant du point de vue théorique qu'en ce qui a trait à ses méthodes d'implantation, originalité que l'on retrouve notamment dans le symbolisme utilisé et dans le rapport aux organisations de masse.

### *Les symboles*

S'agissant des emblèmes qu'elle adopta, l'organisation s'écarta de l'iconographie traditionnelle : faucille et marteau (FAR), figure du

---

32 Mario Payeras, *El problema indígena y la revolución guatemalteca. Ensayos étnicos*, Guatemala : Luna y Sol, 1997, p. 89.

Che et étoiles (EGP), etc. Le drapeau de l'ORPA présente un volcan noir en éruption sur fond rouge et vert : une référence à la géographie proprement guatémaltèque, et plus symboliquement, aux forces telluriques en sommeil que constituent les masses populaires indigènes prêtes à exploser. La bannière choisie et son installation initiale dans la région occidentale du pays abritant les plus hauts volcans expliquent le surnom que lui donna la population : « *la organización de los volcanes* »<sup>33</sup>. Autre élément symbolique d'importance, le nom de guerre choisi par son commandant en chef, Gaspar Ilom, directement emprunté à l'un des personnages principaux du roman commis par son père Miguel Angel Asturias, *Hombres de maíz* (1949).

Dans la fiction, Ilom prend la tête de la résistance d'une petite communauté indienne menacée par l'arrivée de ladinos venus exploiter les terres de la région. Le parallèle avec les aspirations du chef de guerre dans la réalité est évident, Rodrigo Asturias Amado (1939-2005) —Gaspar Ilom— se posant en défenseur des masses indigènes opprimées dont il pensait faire le moteur de sa révolution.

Autant d'éléments symboliques originaux affichant clairement une volonté d'inclure la population autochtone, « *los naturales* » pour reprendre l'expression chère au leader de l'ORPA au projet révolutionnaire de l'organisation. Un projet qui entendait bien se démarquer de celui des autres groupes de guérilla, notamment par une compréhension fine et profonde de cette « majorité silencieuse » qui, à terme, ne manquerait pas de rejoindre la lutte armée. Cette perspective nouvelle prit la forme d'une réflexion importante et intéressante à tous points de vue.

*Racisme et colonisation intérieure :  
une réflexion théorique originale mais partielle*

Comme le suggère les symboles adoptés, il s'agissait pour l'ORPA de s'installer au cœur du monde indigène de façon profonde et

---

33 Santiago Santa Cruz Mendoza, *Insurgentes. Guatemala, la paz arrancada*, México : Ediciones Era/ Santiago de Chile : Lom Ediciones, 2004, p. 42.

durable. C'est là sa plus grande originalité. De fait, Gaspar Ilom développe une analyse socio-politique conséquente, construite sur la théorie du colonialisme intérieur développée par Böckler et Herbert dans *Guatemala : una interpretación histórico-social*<sup>34</sup>.

Cette étude de fond constitue un apport original et nouveau au dispositif théorique du mouvement révolutionnaire, le seul du genre au sein du mouvement armé, qui conditionna les réussites et les échecs du rapprochement de l'organisation avec les populations indigènes. L'étude socio-historique de l'ORPA est contenue dans deux ouvrages théoriques rédigés par Gaspar Ilom en 1972 et 1973, *Racismo 1* et *Racismo 2 La verdadera magnitud del racismo en Guatemala*, respectivement publiés clandestinement en 1976 et 1978.

Pour le leader de l'ORPA, le Guatemala était le théâtre d'une colonisation intérieure dans laquelle le racisme, principal mécanisme d'oppression, permettait aux ladinos de dominer et de contrôler les *pueblos naturales*. Dans cette analyse, le racisme ne se cantonne pas à sa dimension idéologique, puisque la « verdadera magnitud del racismo es que opera como elemento participante y actuante del proceso de producción [...] »<sup>35</sup>.

Sans exclure le schéma classique des classes en lutte pour l'hégémonie, il lui superpose celui du racisme. Concrètement, il établit une distinction entre aliénés (au racisme) et discriminés (par le racisme). Les premiers, majoritairement ladinos, sont répartis autour de trois classes sociales : oligarchie, petite bourgeoisie et secteurs populaires. Les deuxièmes, exclusivement indigènes, se subdivisent en *burguesía natural*, *sectores intermedios*, et *pueblo natural*. Le tout est pensé dans et pour une dynamique révolutionnaire en marche, qui ne pourra s'attaquer à l'ensemble des problèmes sur son passage, repoussant la résolution de certains à une étape ultérieure à l'inéluctable victoire.

---

34 Carlos Guzmán Böckler et Jean-Loup Herbert, *Guatemala, una interpretación histórico-social*, México : Siglo XXI Editores, 1970.

35 ORPA, *Racismo 2. La verdadera magnitud del racismo en Guatemala*, [s.l.], [s.n.] : 1978, p. 48.

Dans cette conception, les masses indigènes représentent l'objectif principal de la guérilla qui doit leur montrer l'intérêt de la révolution en tant que projet émancipateur, *liberador*, et susciter leur adhésion à la lutte armée pour lutter contre le colonisateur. L'erreur de l'analyse réside dans le fait d'avoir présupposé que les Indiens les plus réceptifs au discours révolutionnaire seraient les plus défavorisés : les paysans pauvres de l'altiplano<sup>36</sup>.

L'ORPA développa une réflexion importante et novatrice sur la situation du peuple indigène. Si le constat s'avère juste à de nombreux égards et offre une explication pertinente des relations de domination et d'exploitation, les conclusions qu'il en tire quant aux dispositions révolutionnaires et aux possibilités d'intégration des populations indigènes dans la lutte armée sont davantage sujettes à caution, voire erronées. En effet, c'est finalement au sein de la bourgeoisie et des secteurs intermédiaires indigènes qu'elle recruta la plupart de ses cadres et combattants, surtout dans les zones semi-prolétarisées et les villes comme Chimaltenango, là où les couches aisées de la population indigène jouèrent le rôle de moteur pour les secteurs intermédiaires.

A l'inverse, l'intégration attendue de grands contingents parmi les couches les plus défavorisées du monde indigène ne fut pas au rendez-vous. L'attitude de l'ORPA, conditionnée par une vision partielle de la réalité indigène qui ne se limitait pas à la double condition d'exploitation et de discrimination, ne fut pas exempte des réflexes et des limitations contre lesquels elle mettait en garde ses consœurs et la gauche guatémaltèque en général : « *esquematismo, dogmatismo, colonialismo* »<sup>37</sup> —entendu comme les comportements marqués

---

36 Paysans souvent misérables, sans terres, obligés de vendre leur force de travail comme *cuadrilleros* dans les exploitations de la côte ou des contreforts montagneux (canne, coton, café du piémont) contre des salaires de misère et dans des conditions abominables. Cf. Elisabeth Burgos, *Me llamo Rigoberta Menchú y así me nació la conciencia*, Barcelona : Seix Barral, 1994.

37 ORPA, *Racismo 2. La verdadera magnitud del racismo en Guatemala*, p. 51-82.

par des réflexes racialistes ou ethnocentristes conditionnés par l'héritage colonial<sup>38</sup>.

### *De la théorie à la pratique*

La première erreur que commit Gaspar Ilom fut de vouloir considérer, conceptuellement et dans la pratique, les peuples indigènes comme un seul « pueblo natural », comme le soulignent notre entretien de juillet 2004 avec Gaspar Ilom lui-même :

La interpretación de lo multiétnico en Guatemala se daba creyendo, eso se planteaba también dentro de la izquierda, que era una cantidad de etnias, incluso enfrentadas entre sí (...) ¿verdad?

Sí, sí.

Entonces nosotros planteamos que no, que era un pueblo, nosotros le llamábamos pueblo natural, fue la búsqueda que hicimos para una autoidentificación de... del indígena, que tenía raíces comunes, una cultura común, una visión común. Y que las diferencias que podían haber era lo que es el equivalente de cualquier diferencia regional o local ¿no? Pero no eran contradicciones como se veían... en ese entonces<sup>39</sup>.

Or, les indigènes se conçoivent avant tout en tant que membres de communautés. Si les différences qu'elles présentent ne constituent pas nécessairement un obstacle infranchissable à une union éventuelle ou à la défense d'intérêts communs, elles restent cependant déterminantes dans leur représentation individuelle et collective, a fortiori s'agissant de groupes ethniques différents. Ce modus vivendi tient à la fois de l'histoire particulière des peuples précolombiens,

---

38 Pour un point de vue indigène sur la question du colonialisme intérieur, cf. Demeterio Cojti Cuxil, *El movimiento maya (en Guatemala)*, Guatemala : Chosalmaj, 1997, notamment p. 37-42.

39 Entretien avec Gaspar Ilom, entretien 1 du 10 juillet 2004, in De la Fuente, « Défis stratégiques et aporie politique », p. 121-122, *Timer* : 10'26"

et des modalités de résistance et de participation mises en place au cours de la colonie et de la période libérale.

Conformément à ce que prévoyait *Racismo I*, la stratégie de l'ORPA consista à mettre en place un système relationnel et des méthodes fondées sur l'uniformisation, le gommage des spécificités et des particularismes, au premier rang desquels se trouve la langue :

[...] nosotros veíamos como, como, como el pueblo maya, como un solo pueblo con sus distintos idiomas ¿no? Se reivindicaba incluso a nivel coloquial, a nivel cotidiano, no hablábamos el dialecto de los indios nunca, sino son idiomas que tienen su escritura, que tienen su, su sonoridad, su semántica ¿verdad? Entonces, se va identificando mucho más el pueblo indígena con el planteamiento de ORPA ¿no?<sup>40</sup>

Si les raisons pratiques justifient l'emploi d'une langue véhiculaire facilitant la communication, il faut voir dans cette pratique des motifs plus profonds. En effet, la langue, en tant que porteuse d'une conception du monde et d'une culture, représentait pour l'ORPA le premier palier de l'uniformisation des peuples indigènes. Elle estimait que l'usage de l'espagnol faciliterait la conversion révolutionnaire des indigènes, notamment ceux des *sectores intermedios* évoqués plus haut, revendiquant leurs coutumes, leurs langues, etc.

C'est bien cette question de l'amalgame et, d'une certaine façon, de l'assimilation programmée des peuples indigènes dans le creuset de la révolution, qui est au centre de la perspective de l'ORPA. Si la

---

40 Entretien avec Zully Schaub, entretien 2 du 28 février 2007, in De la Fuente, « Défis stratégiques et aporie politique », p. 339, *Timer* : 28'13". S'agissant de la question de la langue utilisée au sein du mouvement, les informations contenues dans URNG, *Manual del oficial guerrillero. Material de campaña*. [s.l.] [s.d.] (en tout état de cause, postérieur à l'unification des organisations de 1982), p. 25 ; révèlent les changements opérés par les révolutionnaires, y compris l'ORPA, recommandant à leurs officiers de s'adresser aux combattants « teniendo que subordinarse a las características educativas y culturales del pueblo ; debe ser básicamente oral, con palabras sencillas y en los idiomas que el pueblo habla ».

guérilla était consciente des multiples réalités indiennes (culturelles, linguistiques, économiques etc.), celles-ci devaient progressivement se fondre dans la nouvelle réalité métisse permettant la bonne marche du projet révolutionnaire.

Reste que certains groupes indigènes intégrés à l'organisation ne l'entendirent pas de cette oreille, et exigèrent la reconnaissance de leurs particularités. Comme nous le verrons plus avant, faute de réponse positive à leurs demandes, ils se séparèrent de l'ORPA pour former le MRP-Ixim.

Il convient ici de faire un détour par la question du religieux<sup>41</sup> qui, au Guatemala, de par sa structure ethnico sociale, revêt une importance toute particulière. Au Guatemala, les formes du religieux en milieu indigène acquièrent une coloration particulière et ne correspondent pas à celles de la « religion institutionnalisée ». Appelons-les « *cultura* », « *tradición* », elles constituent des pratiques d'identification qui dépassèrent la capacité de compréhension de la guérilla qui n'en perçut que les parties saillantes assimilables à ses conceptions et rejoignant potentiellement ses intérêts. Une identification religieuse et sociale qui, dans le cas des peuples autochtones revêt un caractère définitoire pour l'individu et la communauté d'appartenance. Agissant comme force centrifuge permettant de faire le tri entre ceux qui appartiennent et ce qui n'appartiennent pas à la communauté (au sens large et restreint), elle est l'élément principal de sa cohésion et de sa survie.

Pour Danièle Hervieu-Léger, l'identification à une religion présente quatre dimensions reliées entre elles. La première est *communautaire* et concerne l'ensemble des marques sociales et symboliques qui définissent les frontières du groupe religieux et permettent de distinguer « ceux qui en sont » et « ceux qui n'en sont pas ». La

---

41 Nous emploierons la notion du religieux plutôt que celle de religion, qui, d'après Danielle Hervieu-Léger, *Le pèlerin et le converti. La religion en mouvement*, Paris : Flammarion, 1999, p. 19 et suivantes, permet d'aborder la question sous l'angle des rapports, évolutifs et mobiles, et non des catégories, statiques et définitives en même temps que tendanciellement définitives. Par ailleurs, le religieux permet d'intégrer des pratiques et des comportements qui ne se limitent généralement pas à cette sphère.

deuxième, *éthique*, renvoie aux valeurs universelles liées au message religieux acceptées par l'individu croyant<sup>42</sup>. La troisième, *culturelle*, regroupe « l'ensemble des éléments cognitifs, symboliques et pratiques, qui constituent le patrimoine d'une tradition particulière »<sup>43</sup>. Enfin, la quatrième dimension, *émotionnelle*, « concerne l'expérience affective associée à l'identification [...] qui produit le sentiment collectif du "nous" »<sup>44</sup>.

Ce schéma nous permet de déterminer les points d'achoppement entre guérilleros ladinos et indigènes rendant toute identification impossible. Si la dimension éthique pouvait sans peine servir de jonction, il en va tout autrement pour la culturelle, dont la nature très particularisante limitait grandement l'identification. En effet, excepté un certain type de vie, et encore, de façon limitée, peu d'éléments de cet aspect pouvaient être communs, comme en témoignent par exemple les différentes conceptions du temps des uns et des autres. Quant à la dimension communautaire, profondément ancrée dans la culture et le mode de vie des indigènes guatémaltèques, c'est précisément en vertu de ce principe que la guérilla était de facto exclue de « la communauté », quand bien même elle estima que le simple fait de vivre comme, et à côté de, suffisaient à en faire partie. Au surplus, la dimension très locale des groupes renforça davantage ce trait. Enfin, s'agissant de la dimension émotionnelle, directement dérivée des trois autres, elle était d'office irréalisable pour les ladinos.

Il est une autre dimension qu'il convient de mentionner ici, la religion comme mémoire,<sup>45</sup> qui revêt une importance toute particulière dans la structuration sociale maya k'iche'.

---

42 Voir également Ricardo Falla, *Quiché rebelde, estudio de un movimiento de conversión religiosa, rebelde a las creencias tradicionales, en San Antonio Ilotenango, Quiché (1948-1970)*, Guatemala : Editorial Universitaria, 1978, notamment p.102 et suivantes.

43 Hervieu-Léger, *Le pèlerin et le converti*, p. 73.

44 Hervieu-Léger, *Le pèlerin et le converti*, p. 74.

45 Danièle Hervieu-Léger, *La religion pour mémoire*, Paris : Le Cerf, 1993.

Comme le rappelle Rigoberta Menchú tout au long de son témoignage<sup>46</sup>, la mémoire est l'axe névralgique, conscient et inconscient, traversant la culture et la spiritualité maya<sup>47</sup>, et structurant socialement le groupe. La mémoire partagée et perpétuée collectivement joue un rôle prépondérant dans l'identification à la communauté.

Quel que fût le degré de proximité entre ladinos et indigènes, l'identification et à plus forte raison « l'assimilation » furent exclues, non que celles-ci fussent indispensables au développement de la guérilla, mais en tout état de cause, leur absence empêcha l'entrée en masse des indigènes dans la guérilla.

En dernière instance, la primauté de l'ethnie d'appartenance qui définissait le comportement des ladinos vis-à-vis des indigènes définissait également le rapport des indigènes aux ladinos :

Si se le pregunta a los indígenas guatemaltecos quiénes son sus opresores, a cuál clase social pertenecen y cuál es la estratificación de su sociedad, invariablemente hacen referencia a la polaridad estructural entre los grupos étnicos — indígenas y ladinos — y no a cualquier otra división que el analista foráneo podría percibir o quisiera imponer. Si se le plantean ejemplos concretos — las relaciones de un trabajador indígena con un acaudalado indígena artesano o terrateniente, o la situación de la vecina comunidad de pequeños propietarios ladinos cuyas condiciones económicas parecen idénticas a las de la comunidad indígena — el interrogado conservará su posición de que la etnia supera la clase, que los opresores son los ladinos y no los

---

46 Burgos, *Me llamo Rigoberta*.

47 Le rapport particulier entre la mémoire collective et la mémoire individuelle dans la culture maya-k'iche' tendant à gommer la séparation entre les deux, ainsi que ses formes d'expression (certains rituels et traditions orales), sont précisément à la base de la polémique déclenchée autour de la véracité de son témoignage suite à la parution de l'ouvrage de l'anthropologue nord-américain David Stoll, *Rigoberta Menchú y la historia de todos los guatemaltecos pobres*, Madrid : Unión Editorial, 2008.

capitalistas, y que el indio acaudalado es un miembro de la comunidad mientras que el pobre ladino no<sup>48</sup>.

Nous concluons ce point en disant que si l'ORPA parvint à établir des liens étroits avec les communautés indigènes de sa zone d'influence, nous pouvons dire que ce fut à la marge compte tenu du potentiel qu'elles représentaient. Au surplus, faute d'avoir saisi la nature de l'organisation, les modes de fonctionnement et de participation de la société indigène, elle ne put établir la relation organique qu'elle souhaitait et qui aurait certainement changé le cours de l'histoire. Les recrutements, proportionnellement peu nombreux, s'effectuèrent surtout parmi la jeunesse acculturée des communautés. Cette jeunesse, partie se former dans les institutions éducatives *ladinas* des centres urbains dans l'idée de s'intégrer à la société moderne, avait expérimenté le rejet classiste et racial dont le discours de l'ORPA s'était fait l'écho, ce qui la prédisposait presque naturellement à l'entendre.

En revanche, les communautés structurées autour de la « *tradicción* » et de la « *cultura* » —quand bien même celles-ci avaient connu des évolutions au cours des siècles— maintenaient une imperméabilité difficile à rompre pour les ladinos, fussent-ils guérilleros bien intentionnés. Quoi qu'il en soit, la recrudescence de la répression étatique de la fin des années 1970 mit à l'épreuve les théories et les convictions de la guérilla des volcans, révélant les limites de sa compréhension, de son originalité, et de la conception utilitariste de son discours. Pris dans l'urgence et les tensions du moment, les réflexes autoritaires empreints si ce n'est de racisme, à tout le moins d'ethnocentrisme, reprirent le dessus, donnant lieu à des confrontations ethniques et in fine à des ruptures.

---

48 Carol Smith, « Cultura y comunidad : el lenguaje de clase en Guatemala », *Revista de Historia* 20 (1989), p. 33-64. <<http://www.revistas.una.ac.cr/index.php/historia/article/view/3264/3122>>. (Consulté le 16-III-2015).

CONCLUSION : TENSIONS INTERETHNIQUES AU SEIN DE L'ORPA  
ET DE L'EGP : LE CAS DU MRP-IXIM

L'émancipation d'une dizaine d'hommes du *Regional de Occidente* des FAR en 1971 donna naissance à *Nuestro Movimiento* (NM), qui devait donner naissance à l'ORPA. Dès cette étape initiale, une lutte pour la direction s'installa entre Gaspar Ilom et Edgar Palma Lau. Voyant qu'il ne parviendrait pas à prendre le contrôle de l'ORPA, Edgar Palma Lau instrumentalisa les tensions interethniques qui se développèrent dans l'organisation pour prendre ses distances avec l'ORPA en réactivant *Nuestro movimiento* en 1976. La crainte de Gaspar Ilom de voir une partie des indigènes (secteurs intermédiaires) s'engager dans les rangs de la guérilla pour faire progresser leurs revendications ethniques (culturelles, linguistiques, etc.) se concrétisa au tournant de l'année 1979 sous la forme d'un schisme alimenté par les circonstances autant que par les rémanences d'un ressentiment séculaire mal enfoui entre indigènes et ladinos.

Concernant les circonstances, hormis l'accroissement de la répression, il faut également prendre en compte les événements régionaux qui précipitèrent le passage à l'action au niveau national et favorisèrent les pratiques autoritaires au niveau de la direction des mouvements désirant accélérer le mouvement. Quant aux tensions interethniques internes, qui couvaient depuis le milieu des années 1970 du fait, entre autres, de la lenteur de la promotion des cadres indigènes et de la subordination quasi-systématique de ces derniers aux cadres ladinos, elles furent accentuées par la situation du moment :

ORPA es quien escribe sobre el racismo pero hay un fuerte racismo dentro. De ahí salió el grupo Ixim. Bámaca [Commandant Everardo] lo comentó en una ocasión : le habían dado el grado de comandante por conveniencia, pero quien toma las decisiones es Santiago<sup>49</sup>.

---

49 Comisión de Esclarecimiento Histórico (CEH), *Guatemala, memoria del silencio*, Guatemala : Oficina de Servicios para Proyectos de las Naciones Unidas

A la fin de l'année 1979, un groupe d'une trentaine d'indigènes désirant faire avancer leur cause quitta l'ORPA pour constituer le MRP-Ixim dont Edgar Palma Lau prit le commandement. La réaction du commandant de l'ORPA, Gaspar Ilom, fut sans équivoque et sans appel. Le MRP fut considéré comme une hérésie et ses dirigeants comme des traîtres. Tentant de s'installer dans la zone proche Ixtahuacán et Cuilco (département de Huehuetenango) où l'EGP disposait d'un front, le MRP fut accueilli de façon tout aussi violente par l'EGP. Cela tient au fait qu'un contingent important d'indigènes mécontents quant au traitement qui leur était réservé — pas de promotions importantes, impossibilité de faire avancer leurs revendications culturelles etc. — avaient quitté les rangs de l'EGP pour rejoindre le MRP-Ixim.

Accusée d'être une organisation pilotée par le gouvernement pour détruire les vrais révolutionnaires, semant la confusion dans l'esprit des populations locales, le MRP fut ostracisé par les autres organisations révolutionnaires. Pourchassés sur le territoire guatémaltèque, les leaders du MRP-Ixim cherchèrent du soutien à l'extérieur du pays, estimant qu'une reconnaissance au niveau international leur donnerait un poids suffisant pour imposer leur présence aux différentes organisations guatémaltèques.

Après une tentative infructueuse auprès de différents groupes du FMLN, la direction du MRP se tourna vers le Nicaragua sandiniste où sa présence fut tolérée. Cependant, comme le souligne le témoignage de Mario Roberto Morales, un des principaux cadres du MRP en charge du développement des relations internationales, l'accueil ne correspondit pas vraiment à l'idée qu'il se faisait de la solidarité révolutionnaire :

Tanto “Chicho” como “Efraín” son dos héroes de la lucha revolucionaria guatemalteca que han sido negados por la izquierda

---

(UNOPS), 1999, t. 3, chap..2, p .260 (Ex organizador político del EGP), p. 261. En ligne: <[http://www.gt.undp.org/content/guatemala/es/home/library/democratic\\_governance/guatemala-memoria-del-silencio.html](http://www.gt.undp.org/content/guatemala/es/home/library/democratic_governance/guatemala-memoria-del-silencio.html)> (Consulté le 12-VIII-2016).

oficial que firmó los acuerdos de paz, la cual fue responsable en parte de sus caídas en combate y de la desarticulación del MRP-Ixim, ya que privaron a sus cuadros de apoyo y colaboración y, por el contrario, los reprimieron y aislaron con la misma saña con la que lo hizo el ejército, el cual finalmente asesinó a “Efraín” en una casa de seguridad de la zona 2 capitalina en 1984, cuando yo estaba en Nicaragua ampliando un frente internacional que había iniciado por órdenes tuyas, y en donde fui reprimido con violencia por la misma izquierda oficial guatemalteca en contubernio con algunos cuadros sandinistas<sup>50</sup>.

L'analyse des discours et de la praxis des directions des organisations montre que la hiérarchie établie entre les aspirations indigènes et celles des ladinos relève à tout le moins de l'ethnocentrisme, tel que défini par Christian Godin : c'est-à-dire le fait que chaque peuple se voit spontanément au centre d'un cercle dont les autres peuples forment la circonférence. Le prolongement de cela étant la croyance de la supériorité intrinsèque de certaines conceptions sur d'autres. L'on rejoint ici la conception du rejet en miroir de Claude Lévi-Strauss que l'on peut observer dans le cas de la relation ladinos/indigènes au sein de la guérilla, résumable dans la formule de l'anthropologue : « Le barbare, c'est d'abord celui qui croit à la barbarie »<sup>51</sup>.

Il est important de souligner qu'un autre contingent d'indigènes mécontents du traitement qui leur était réservé, de l'EGP celui-ci, rejoignit la nouvelle formation. Preuve s'il en est que toutes les organisations connaissaient au même moment, les mêmes problèmes. Problèmes pour lesquels les réponses furent invariablement

---

50 Ángel Rodolfo Palma Cruz, « Los indígenas y la estrategia de guerra popular en Guatemala: el caso del MRP-IXIM » [Entrevista con Mario Roberto Morales sobre el accionar y los presupuestos de la organización revolucionaria Movimiento Revolucionario del Pueblo Ixim, Guatemala, 2010), <<http://www.cedema.org/ver.php?id=5010>>. (Consulté le 09-XII-2016).

51 Claude Lévi-Strauss, « L'ethnocentrisme », in *Race et histoire. Suivi de l'œuvre de Claude Lévi-Strauss par Jean Pouillon*, chapitre 3, Paris : Denoël, 1987 (1<sup>ère</sup> éd. UNESCO, 1952).

les mêmes : l'ostracisme et la marginalisation. Et comme nous le rapela le leader de l'ORPA lui-même :

Y nuestra visión fue ganar la Sierra Madre y estar en el centro entonces de la población indígena tanto del altiplano como las de las costas. Pero sin hacer una organización indigenista ¿verdad? sino con la visión de construir un proyecto nacional. Un proyecto nacional que se basaba en la lucha contra el racismo. [...] <sup>52</sup>

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BASTOS, Santiago, « La ausencia de la demanda autonómica en Guatemala », Ponencia elaborada para el Seminario Construyendo el Estado multiétnico desde sitios múltiples. Regímenes de autonomía en América Latina. Quito, 27 y 28 de noviembre del 2008, CERLAC-Universidad de York/FLACSO Ecuador/GTZ.
- BASTOS, Santiago et CAMUS, Manuela, *El movimiento maya en perspectiva. Texto para reflexión y debate*, Guatemala : FLACSO, 2003
- , *Entre el mecapanal y el cielo: desarrollo del movimiento maya en Guatemala*, Guatemala : FLACSO, 2003.
- BASTOS, Santiago et CUMES, Aura (coord.), *Mayanización y vida cotidiana. La ideología multicultural en la sociedad guatemalteca*, Guatemala : FLACSO, CIRMA, CHOLSAMAJ, 2007, 3 tomes.
- BATAILLON, Gilles, *Genèse des guerres internes d'Amérique Centrale (1960-1983)*, Paris : Les Belles Lettres, 2003.
- BÖCKLER, Carlos Guzmán et HERBERT, Jean-Loup, *Guatemala, una interpretación histórico-social*, México : Siglo XXI Editores, 1970.

---

52 Entretien avec Gaspar Ilom, entretien 1 du 10 juillet 2004, in De la Fuente, « Défis stratégiques et aporie politique », p. 121-122, *Timer* : 10'26".

BURGOS, Elizabeth, *Me llamo Rigoberta Menchú y así me nació la conciencia*, Barcelona : Seix Barral, 1994.

CASAÚS ARZÚ, Marta Elena, « Los proyectos de integración social del indio y el imaginario nacional de las élites intelectuales guatemaltecas, siglo XIX y XX », *Revista de Indias* 59, no. 217 (1999), p. 775-883, <<http://revistadeindias.revistas.csic.es/index.php/revistadeindias/article/viewFile/835/904>>. (Consulté le 17-VII-2015).

COJTI CUXIL, Demeterio, *El movimiento maya (en Guatemala)*, Guatemala : Chosalma, 1997.

COMISIÓN DE ESCLARECIMIENTO HISTÓRICO (CEH), *Guatemala, memoria del silencio*, Guatemala, Oficina de Servicios para Proyectos de las Naciones Unidas (UNOPS), 1999, <[http://www.gt.undp.org/content/guatemala/es/home/library/democratic\\_governance/guatemala-memoria-del-silencio.html](http://www.gt.undp.org/content/guatemala/es/home/library/democratic_governance/guatemala-memoria-del-silencio.html)>. (Consulté le 12-VIII-2016).

DE LA FUENTE, David, « Défis stratégiques et aporie politique : les mouvements de lutte armée au Guatemala 1960-1990 », Thèse doctorale présentée sous la direction du professeur Mme Bénat Tachot Louise, Paris : Sorbonne Université, 2019, Tomes 1 et 2 (respectivement 538 pages et 362 pages).

EGP, « Nuestra Revolución. Algunos conceptos fundamentales », in *Materiales de formación política, Nivel III*, [s.l.], [s.d.], p.10. [De par les informations qu'il contient, nous pouvons estimer la production de ce document à la deuxième moitié des années 1970].

FALLA, Ricardo, *Quiché rebelde, estudio de un movimiento de conversión religiosa, rebelde a las creencias tradicionales, en San Antonio Ilotenango, Quiché (1948-1970)*, Guatemala : Editorial Universitaria, 1978.

GROS, Christian, « Guérillas et mouvements paysans indiens dans les années 1960 », in *Ethnosociologie du refus. Résistances, révoltes et insurrections indiennes en Mésoamérique et dans les Andes, Cahiers des Amériques Latines* (Paris) 23 (1981), p. 173-197.

HARNECKER, Marta, *Pueblos en armas. Entrevistas a los principales comandantes guerrilleros de Nicaragua, El Salvador, Guatemala*, México : Universidad Autónoma de Guerrero, 1983.

- HERVIEU-LEGER, Danielle, *Le pèlerin et le converti. La religion en mouvement*, Paris : Flammarion, 1999.
- , *La religion pour mémoire*, Paris : Le Cerf, 1993.
- JONAS, Susanne, *De centauros y palomas : el proceso de paz guatemalteco*, Guatemala : FLACSO, 2000.
- LE Bot, Yvon, *La guerre en terre maya. Communauté, violence et modernité au Guatemala (1970-1992)*, Paris : Editions Karthala, 1992.
- , « Le mouvement indien au Guatemala à l'assaut du pouvoir municipal (1966-1974) », in Jean Revel-Mouroz (dir.), *Pouvoir local, régionalismes, décentralisation. Enjeux territoriaux et territorialité en Amérique latine*, Paris : IHEAL, 1989, p. 497-505.
- , *Violence de la modernité en Amérique latine : indianité, société et pouvoir*, Paris : Karthala, 1994.
- LEVI-STRAUSS, Claude, « L'ethnocentrisme », in *Race et histoire. Suivi de l'œuvre de Claude Lévi-Strauss par Jean Pouillon*, Paris : Denoël, 1987 (1<sup>ère</sup> éd. UNESCO, 1952).
- MACLEOD, Morna, « ¡Que todos se levanten! Rebelión indígena y la Declaración de Iximché », Vela Castañeda, Manolo E. (coord.), *Guatemala, la infinita historia de las resistencias*, 2da. ed., México : Universidad Iberoamericana Ciudad de México, 2020, p. 439-479.
- MOVIMIENTO INDÍGENA TOJIL (MIT), « Guatemala: de la República Burguesa Centralista a la República Popular Federal », 1983 [s.l.n.].
- , « Posturas políticas », [s.d.l.]. [Compte tenu des éléments contenus dans le document, sa date de publication se situe entre 1982 et 1984].
- MOVIMIENTO REVOLUCIONARIO-13 DE NOVIEMBRE 1960 1960 (MR-13), « Quiénes somos, qué queremos y por qué luchamos », *cedema.org* [*CeDeMa.org. Centro de Documentación de los Movimientos Armados*], <[https://cedema.org/digital\\_items/84](https://cedema.org/digital_items/84)>. (Consulté le 12-III-2012). [Il s'agit d'un communiqué prononcé à la radio le 27 février 1962 par le MR-13].
- OFICINA DE DERECHOS HUMANOS DEL ARZOBISPADO DE GUATEMALA (ODHAG), *Guatemala Nunca más. Informe proyecto interdiocesano de*

*recuperación de la memoria histórica. El entorno histórico*, Guatemala : ODHAG, 1998.

ORPA, « Respeto a las mujeres », in *Manual del buen combatiente. Material de campaña*, [s.l.], 1984.

—, *Racismo 1*, [s.l.], [s.n.], 1976.

—, *Racismo 2. La verdadera magnitud del racismo en Guatemala*, [s.l.], [s.n.], 1978.

PALMA CRUZ, Ángel Rodolfo, « Los indígenas y la estrategia de guerra popular en Guatemala: el caso del MRP-IXIM ». [Entrevista con Mario Roberto Morales sobre el accionar y los presupuestos de la organización revolucionaria Movimiento Revolucionario del Pueblo Ixim, Guatemala, 2010], <<http://www.cedema.org/ver.php?id=5010>> (Consulté le 09-XII-2016).

PAYERAS, Mario, *El problema indígena y la revolución guatemalteca, Ensayos étnicos*, Guatemala : Luna y Sol, 1997.

—, *Los pueblos indígenas y la revolución guatemalteca. Ensayos étnicos, 1982-1992*, Guatemala : Editores Luna y Sol, 1997.

PEZZAROSI, Cristina, « Etnias en el País de la Eterna Primavera (donde llueve de mayo a septiembre) », *Plazapublica.com.gt* [PzP], 18 juillet 2012, <<https://www.plazapublica.com.gt/content/etnias-en-el-pais-de-la-eterna-primavera-donde-llueve-de-mayo-septiembre>>. (Consulté le 13-V-2017).

SANFORD, Victoria, *La Masacre de Panzós : Etnicidad, tierra y violencia en Guatemala*, Guatemala : F&G Editores, 2021.

SANTA CRUZ MENDOZA, Santiago, *Insurgentes. Guatemala, la paz arrancada*, México : Ediciones Era/ Santiago de Chile : Lom Ediciones, 2004.

SMITH, Carol, « Cultura y comunidad : el lenguaje de clase en Guatemala », *Revista de Historia* 20 (1989), p. 33-64, <<http://www.revistas.una.ac.cr/index.php/historia/article/view/3264/3122>> (Consulté le 16-III-2015).

STOLL, David, *Rigoberta Menchú y la historia de todos los guatemaltecos pobres*, Madrid : Unión Editorial, 2008.

URNG, *Manual del oficial guerrillero. Material de campaña*. [s.l.] [s.d.] (postérieur à l'unification des organisations de 1982).

WIKIPEDIA, « Etnografía de Guatemala », *Wikipedia*, <[https://es.wikipedia.org/wiki/Etnograf%C3%ADa\\_de\\_Guatemala](https://es.wikipedia.org/wiki/Etnograf%C3%ADa_de_Guatemala)> (Consulté le 12-V-2017).

XDOC.MX, « Declaración de Iximché, Guatemala, Febrero de 1980 », *xdoc.mx*, <<https://xdoc.mx/documents/declaracion-de-iximche-guatemala-febrero-de-1980-5dc329c33661f>>. (Consulté le 03-III-2023).



PRESSE AUTOGÉRÉE  
ET PEUPLES AUTOCHTONES EN ARGENTINE :  
L'INCLUSION MÉDIATIQUE DES VOIX « AUTRES »

---

*Maria Gabriela Dascalakis-Labreze*  
Université Bordeaux Montaigne,  
Laboratoire MICA, axe IDEM



La historia se repite pueblo a pueblo. Al igual que las radios comunitarias, allí donde las hay, las publicaciones independientes libran batallas cotidianas contra la monopolización de las voces, los contenidos y las estéticas. Y lo más importante: hablan sin restricciones de política, de género, de música, de filosofía, de artes visuales y prácticas corporales, entre otros temas. Viven de lo que dicen y no de lo que callan, como los grandes medios comerciales<sup>1</sup>.

Face aux manifestations croissantes des populations marginalisées, le mythe de l'Argentine blanche, chrétienne et latine semble perdre de sa force au tournant du xxi<sup>e</sup> siècle. La prétendue « enclave européenne de l'Amérique latine »<sup>2</sup> redécouvre alors des sujets et des problèmes de société qui lui sont propres. Présentée comme un *crisol de razas*, cette « ethnicité fictive »<sup>3</sup> reposait sur les politiques et

- 
- 1 Daniel Badenes (comp.), *Editar sin patrón. La experiencia política-profesional de las revistas culturales independientes*, La Plata : Club Hem Editores, 2017, p. 15.
  - 2 Alejandro Grimson, *Mitomanías argentinas. Cómo hablamos de nosotros mismos*, Buenos Aires : Siglo Veintiuno editores, 2014, p. 12 [e-book].
  - 3 Balibar cité par Isabel Golay, « Argentina “crisol de razas” : ficción y realidad », in VII Jornadas de Jóvenes Investigadores, Instituto de Investigaciones Gino

les campagnes nationales visant à peupler le pays au XIX<sup>e</sup> et au XX<sup>e</sup> siècles. Si les vagues d'immigration successives ont vu arriver beaucoup d'étrangers européens qui ont eu accès au travail, aux terres et à la nationalité, l'État argentin a longtemps soumis et rendu invisibles les peuples autochtones qui n'ont pas bénéficié du même traitement.

Tiraillée par des tensions sociopolitiques antagonistes<sup>4</sup> propres, la presse nationale argentine tend, à son tour, à stigmatiser les revendications des secteurs sociaux minoritaires et/ou défavorisés et par là-même à les exclure. Dans ce contexte, la presse autogérée<sup>5</sup>, née des cendres de la débâcle socioéconomique de 2001, s'érige en porte-parole de ces femmes, de ces hommes et de ces enfants, dont les voix ont été bâillonnées, et contribue à les rendre visibles. La presse anti-hégémonique perce à jour des inégalités dans le but de construire une société inclusive digne de ce nom et devient dans ce sens un type de presse militante. C'est le cas de la revue MU éditée depuis 2006 par la coopérative Lavaca.

Dans notre travail, nous demanderons comment et par quels mécanismes la revue MU réussit à donner la parole aux peuples autochtones dans des contextes politiques conflictuels. Pour ce faire, nous évoquerons en premier lieu la place de ces populations en Argentine au cours de la formation de l'État-nation. Nous caractériserons, par la suite, la revue MU et analyserons quatre publications où la question desdits peuples apparaît en couverture suivant une approche sémio-discursive, notre but ultime étant de montrer combien la presse autogérée est une pièce maîtresse dans la construction d'une société égalitaire.

---

Germani, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, novembre de 2013, p. 4.

4 Comme unitaires-fédéralistes, mais surtout civilisation-barbarie et péronisme-anti-péronisme.

5 Connue également sous le nom de presse alternative.

## LES PEUPLES AUTOCHTONES EN ARGENTINE : UN LONG CHEMINEMENT VERS L'INCLUSION

Avant de retracer l'histoire de la formation de l'État-nation, il convient de réfléchir à la façon de désigner les populations autochtones. L'acte de nommer n'est jamais neutre. Il résulte de l'action d'un énonciateur déterminé qui agit dans une situation spécifique en s'adressant à un interlocuteur dans un but précis. Aborder la question des peuples autochtones en Argentine impose déjà un choix de notre part. Ainsi, avons-nous délibérément écarté de nos propos les termes « indiens » et « aborigènes » à cause de leur référence directe à l'histoire coloniale et aux connotations négatives perçues par les communautés en question. Nous désignerons ces populations à travers les expressions « peuples autochtones »<sup>6</sup> et ferons référence à la « question indigène »<sup>7</sup> au sens large. Nous entendons cette dernière comme une catégorie générique, équivalente en sémantique aux archiléxèmes, qui regroupent des thématiques spécifiques à ces communautés à savoir : la langue, la culture, le territoire, l'identité, la cosmovision.

En Argentine, la question indigène a été « construite comme un “autre” interne à des degrés différents et selon des formes d'inclusion/exclusion dans le “nous” national »<sup>8</sup>. Selon García Guerreiro, les peuples autochtones ont été :

non seulement systématiquement subordonnés, violentés et réprimés par le biais de tentatives réitérées d'extermination et/ou

---

6 Comme l'indique la « Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones » de 2007. Il est à remarquer qu'en espagnol, on parle davantage de « pueblos originarios ».

7 Le terme indigène est utilisé par exemple dans la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail qui reconnaît les droits de ces peuples à la terre et à l'autodétermination. Signalons que seuls 22 pays ont ratifié cette convention dont l'Argentine.

8 Laura Kropff, « Activismo mapuche en Argentina: trayectoria histórica y nuevas propuestas », in Pablo Dávalos, comp., *Pueblos indígenas, estado y democracia*, Buenos Aires : Clasco, 2005, p. 105.

d'assimilation de l'altérité, mais ils ont également été construits comme une absence, aussi bien à partir de leur négation que de leur infériorisation et invisibilisation<sup>9</sup>.

Cette dichotomie absence-présence est repérable à des moments différents de la formation de l'État-nation argentin. S'il est possible de situer la présence d'habitants autochtones sur l'actuel territoire à 12000 ans<sup>10</sup> environ, l'arrivée des Espagnols a modifié la vie de ces peuples à cause de l'imposition des travaux forcés, des évangélisations, des campagnes militaires, des processus d'urbanisation, entre autres. Du vice-royaume de la Plata aux Provinces Unies de la Plata, les peuples autochtones ont vécu entre la négation, l'asservissement, l'usurpation et l'effacement. Il nous semble important de rappeler qu'en Argentine, comme dans la plupart des pays de l'Amérique latine, la construction de l'État a précédé celle de la Nation<sup>11</sup>. Même si pendant les luttes pour l'indépendance les classes populaires (dont les peuples autochtones faisaient partie) ont joué un rôle important, le projet indépendantiste a débouché sur l'homogénéisation et la construction d'une identité et d'une unité nationale imaginée<sup>12</sup> et basée sur la domination des *criollos* sur les autres populations<sup>13</sup>.

Dans ce sens, la disparition verbale et physique des peuples autochtones mise en place lors de la « Conquête du désert »<sup>14</sup> et la

---

9 Luciana García Guerreiro *et al.*, « Invisibilizaciones, (re)emergencias y resistencias territoriales : La lucha campesina e indígena en la Argentina contemporánea », in Pavel López et Luciana García Guerreiro, *Movimientos indígenas y autonomías en América Latina : escenarios de disputa y horizontes de posibilidad*, Buenos Aires: Editorial el Colectivo, 2018, p. 167.

10 Comme l'indique l'anthropologue. Carlos Martínez Sarasola, *Nuestros paisanos los indios. Vida, historia y destino de las comunidades indígenas en la Argentina*, Buenos Aires : Editorial del Nuevo Extremo, 2011.

11 Il est à remarquer le besoin de forger une unité autour de symboles créés de toutes pièces comme l'hymne national par exemple.

12 Selon la célèbre formule de Benedict Anderson.

13 Reproduisant en quelque sorte le modèle colonial.

14 Il s'agit d'une série de campagnes militaires menées sous les ordres du général Julio A Roca entre 1879 et 1885 contre les communautés autochtones

« Campagne du Chaco »<sup>15</sup> témoigne de la volonté d'uniformisation. L'euphémisme du désert occultait le fait que ces territoires n'avaient rien d'inhabités, mais qu'ils étaient peuplés par des habitants autochtones (dans les régions actuelles du Chaco, de la Pampa et de la Patagonie argentine) que l'État n'arrivait pas à contrôler et qu'il considérait comme extrêmement violents. Parallèlement, le projet national de la génération de 1880 mettait au goût du jour la dichotomie sarmientine entre la « civilisation » et la « barbarie » en encourageant l'arrivée d'étrangers venus pour la plupart d'Europe par opposition aux populations indigènes qui devaient, quelque part, être expulsées.

Les campagnes militaires d'extermination, les expropriations des terres tout comme l'immigration massive ont contribué à forger le mythe de l'Argentine comme un « creuset des races » où la présence des peuples autochtones a été effacée au service de l'union nationale. Ce récit hégémonique repose sur l'idée selon laquelle la population argentine descend des bateaux<sup>16</sup>. Tous ces phénomènes ont débouché sur une « invisibilisation hégémonique de la question indigène en Argentine »<sup>17</sup> et sur la croyance d'une Argentine blanche d'origine européenne. Nous pouvons donc nous demander comment cette invisibilisation voulue a pu connaître un tournant à la fin du xx<sup>e</sup> et au début du xx<sup>i</sup>e siècle.

Les politiques indigénistes du vingtième siècle ont été erratiques. Créée en 1916, la Commission honoraire des réductions des Indiens avait pour but de *civiliser* les peuples autochtones au Chaco et à

---

principalement *mapuches*. Les méthodes utilisées ont été diverses : l'expulsion, la soumission ou leur anéantissement.

- 15 B. Victorica a été l'un des chefs à la tête d'une campagne contre les Qom et les Moqõits du Chaco austral et oriental.
- 16 Il suffit de penser aux dires polémiques de l'ancien président Macri au forum de Davos en janvier 2018 ou du président Alberto Fernández en juin 2021 sur l'ascendance européenne des Argentins.
- 17 Gastón Gordillo et Silvia Hirsch, « La presencia ausente: invisibilizaciones, políticas estatales y emergencias indígenas en la Argentina », in Gastón Gordillo et Silvia Hirsch, *Movilizaciones indígenas e identidades en disputa en la Argentina*, Buenos Aires : La Crujía, 2010, p. 16.

Formosa à travers les restrictions des déplacements, l'imposition du travail agricole, entre autres. Cette tentative a débouché au Chaco sur le massacre de Napalpi<sup>18</sup> du 19 juillet 1924 où des centaines de Qoms et de Moqoïts ont été décimés. En 1946, cette Commission s'est transformée en Direction de protection de l'aborigène. Les deux gouvernements péronistes ont contribué au développement des droits des indigènes notamment en tant que citoyens et travailleurs. À partir de 1955, plusieurs structures se sont succédé telles que la Direction nationale d'affaires indigènes (1958-1967), le Service national d'affaires indigènes (1968), le Département national d'affaires indigènes (1969). En outre, le premier recensement indigène (1966 et 1968) a rendu visible la présence des peuples autochtones et les migrations internes dues aux facteurs socio-économiques découlant des politiques étatiques diverses.

Entre 1966 et 1973, les mobilisations populaires ont attisé l'activisme des étudiants et des artistes indigènes à Buenos Aires débouchant sur la création de la Commission coordonnatrice d'Institutions indigènes d'Argentine en 1970. Dans les années qui ont suivi, les Mapuches ont fondé la Confédération indigène de Neuquén et les peuples Qom et Moqoït la Fédération indigène du Chaco. Entre 1976 et 1983, le Processus de Réorganisation nationale a signifié un retour en arrière vers la vision hégémonique des peuples autochtones considérés comme des sauvages et, tout comme les « subversifs », des éléments étrangers à la nation.

Le retour de la démocratie en 1983 a, sans doute, marqué un grand tournant pour la revendication des droits humains en Argentine. En effet, grâce à la promulgation de la loi nationale 23.302 dite de « Politique indigène et soutien aux communautés indigènes », le droit des communautés autochtones à accéder à la propriété des

---

18 Il s'agit d'une opération répressive menée par la police du Chaco avec des propriétaires terriens qui n'ont pas toléré que les communautés Qom et Moqoït travaillant dans la récolte du coton réclament des conditions dignes de travail et se déclarent en grève. Cent ans après, la juge Niremperger a établi que le massacre a été « un crime de lèse humanité commis dans le cadre d'un processus de génocide des peuples indigènes » (Source : Journal Página 12 du 05/12/2022) au cours duquel entre 400 et 500 personnes ont perdu la vie.

terres et à être dotées de personnalité juridique a été reconnu. Dans ce contexte, l'Institut national d'affaires indigènes (INAI) a été créé en 1985. Mais il a fallu attendre 1992 et les festivités pour les 500 ans de la découverte de l'Amérique<sup>19</sup> pour que des remises en question régionales et internationales sur la Conquête espagnole voient le jour. Ainsi, l'activisme d'un secteur des peuples autochtones a favorisé l'inclusion de l'article 75 (alinéa 17) dans la Constitution nationale amendée<sup>20</sup> en 1994 qui tâche de « reconnaître la préexistence ethnique et culturelle des populations indigènes argentines », de « garantir le respect de leur identité et le droit à une éducation bilingue et interculturelle ; reconnaître la personnalité juridique de leurs communautés, et la possession et la propriété des terres qu'elles occupent traditionnellement [...] ».

Par ailleurs, et contre toute attente, la débâcle socio-économique de 2001 a agi comme un « processus contingent qui accomplit à la fois la (dés) articulation de différents imaginaires politiques et la (re) construction de nouvelles subjectivités inscrites dans une singulière temporalité historique »<sup>21</sup> et a chamboulé la conception des identités et propulsé les activismes. Beaucoup de personnes se sont reconnues comme partie intégrante des peuples autochtones. Dans ce sens, le recensement de 2010 atteste de 955.032 personnes qui se considèrent indigènes, soit 2,38% de la population de l'époque<sup>22</sup>. Ce travail indique également l'existence sur le sol argentin actuel de trente-et-un

---

19 Depuis 2010, la commémoration du 12 octobre n'est plus considérée comme la journée de la « race » louant la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, mais plutôt comme celle du « respect de la diversité culturelle » opérant un véritable changement de paradigme.

20 Avant la réforme de 1994, l'article 25 de la Constitution nationale proclamait que « le gouvernement fédéral promouvra[it] l'immigration européenne » et l'article 67, alinéa 15 prévoyait que l'Assemblée nationale devait « maintenir des relations pacifiques avec les Indiens et encourager leur conversion au catholicisme ».

21 Damien Larrouqué et Dario Rodriguez, « L'Argentine, vingt ans après la crise. Mots d'introduction », *Les cahiers d'Histoire immédiate* 57 (2022), p. 16.

22 Source : site Internet de l'Indec (Institut national de statistique et recensements).

peuples autochtones. Si l'évolution des lois et l'activisme indigène ont accompagné l'émergence des peuples autochtones en tant qu'acteurs sociaux, les récits hégémoniques se sont avérés contradictoires puisque « la présence des groupes récemment vaincus guidait les politiques de gouvernement et l'expansion des frontières capitalistes »<sup>23</sup> tout le long de l'histoire. Au XXI<sup>e</sup> siècle, le nouveau contrat social<sup>24</sup> entre l'État argentin et les peuples autochtones est loin d'être mis entièrement en pratique de façon efficace dans toutes les provinces car ils continuent, dans une certaine mesure, à être la cible potentielle du clientélisme politique.

#### LA REVUE MU ET LES VOIX « AUTRES »

L'écosystème médiatique argentin est fortement dominé par les médias nationaux depuis la formation de l'État<sup>25</sup> étant donné la tradition centraliste du pays. La fabrique de l'information est l'œuvre de groupes qui véhiculent et reproduisent pour la plupart des discours dominants, comme dans les cas des conglomerats Clarín et La Nación qui gèrent pratiquement à eux seuls l'agenda médiatique du pays. En effet, ces multimédias s'appuient non seulement sur les journaux *Clarín* et *La Nación* respectivement, mais encore sur des magazines et des journaux régionaux, des radios nationales et régionales et des chaînes de télévision aux styles divers. Ceci sans compter

---

23 Gordillo et Hirsch, « La presencia ausente », p. 21. En Patagonie, beaucoup de Mapuches sont devenus des bergers et au Chaco les Qoms sont devenus agriculteurs.

24 L'éducation bilingue interculturelle a été reconnue en 2004 au niveau national. La même année, la province de Corrientes a déclaré la langue guaraníe comme langue officielle alternative. En 2010, la province du Chaco a promulgué la loi no. 6604 selon laquelle les langues Qom, Moqoit et Wichi sont des langues officielles au même statut que la langue castillane ou espagnole.

25 Voir thèse Maria Gabriela Dascalakis-Labreze, « La reconfiguration des faits dans le discours de presse argentine. Les visites des présidents français Charles de Gaulle (1964), François Mitterrand (1987) et Jacques Chirac (1997) en Argentine », Thèse de doctorat en Langues et littératures étrangères : domaine hispanophone, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2018, p. 84-87.

sur le fait que le groupe Clarín détient 49% de la papeterie « Papel Prensa », alors que le journal *La Nación* en possède 22,49%, le reste appartenant à l'État argentin. Il en découle que la concentration des médias contribue fortement à l'établissement d'un agenda inter-médiatique hégémonique dont la conséquence est bel et bien le manque de pluralité. Ce circuit agit comme un « processus artériel »<sup>26</sup> selon lequel les médias hégémoniques influent sur les plus petits leur indiquant « la direction, le sens des opinions existantes sur une affaire »<sup>27</sup>.

Face aux géants médiatiques, une presse anti-hégémonique cherchant « à trouver d'autres points de vue éloignés de la dimension institutionnelle de l'hégémonie dominante »<sup>28</sup> est apparue. Même si des revues autogérées existent en Argentine dans les années 1950, ce n'est que dans les années 1990-2000 qu'elles regagnent du terrain comme réaction sociale contre le modèle néolibéral de Carlos Menem et des politiques d'Antonio De La Rúa bénéficiant les grands groupes. Ainsi, l'autogestion peut être comprise comme : « la gestion directe et démocratique des travailleurs dans les fonctions de planification, de direction et de mise en œuvre »<sup>29</sup>. La presse autogérée devient donc un type de « mouvement social, économique et politique qui a pour méthode objective que l'entreprise, l'économie et la société en général soient dirigées par ceux et celles qui produisent et distribuent des biens et des services socialement générés »<sup>30</sup>.

La loi audiovisuelle no. 26522 de 2009, sanctionnée sous la présidence de Cristina Fernández de Kirchner, avait pour but de lutter

---

26 Métaphore utilisée par Warren Breed en 1955, citée par Natalia Aruguete, « *Agenda Building*. Revisión de la literatura sobre el proceso de construcción de la agenda mediática », *Signo y Pensamiento* 36, no. 70 (2017), p. 45, <<https://doi.org/10.11144/Javeriana.syp36-70.abrl>>. (Consulté le 04-III-2023).

27 Aruguete, « *Agenda Building*. Revisión de la literatura sobre el proceso de construcción de la agenda mediática », p. 45.

28 Milton Pelegrini et Rodrigo Browne Sartori, « Hacia “una arqueología de los medios” contrahegemónicos en América Latina. Una propuesta de investigación temática », *Revista Nhengatu* 1, no. 2 (2013), p. 6.

29 Iturraspe, citado por Badenes, *Editar sin patrón*, p. 35.

30 Iturraspe, citado por Badenes, *Editar sin patrón*, p. 35.

contre le monopole de l'information dans un contexte de tensions multiples. Elle a permis d'élargir le spectre médiatique en reconnaissant les peuples autochtones comme des « personnes de droit public, non assimilées à l'État », en reconnaissant l'importance de s'exprimer dans leur langue, en destinant des fonds publics pour subventionner leurs médias. Cette loi a ouvert la voie à un processus de participation médiatique croissante des indigènes dans des médias gérés par leurs communautés<sup>31</sup>.

Héritière de la crise socio-économique argentine de 2001, la revue MU s'érige en chantre de la remise en question des médias *mainstream*. Inspirés par la formule « Qu'il s'en aillent tous ! », quelques journalistes ont quitté leurs postes dans les médias traditionnels et ont commencé à diffuser des informations par courrier électronique, ce qui aboutit à la fondation en avril 2002 de la coopérative Lavaca<sup>32</sup>. Il s'agit de « créer un autre modèle »<sup>33</sup> de communication à travers l'autogestion, soit « un mode d'agir collectif »<sup>34</sup> qui ne dépend pas des grands groupes financiers ou politiques. Lavaca fonctionne comme une agence de presse focalisée sur des contenus sociaux et « inclusifs » et s'appuie sur une radio, une maison d'édition, une université ouverte à tous les citoyens, une revue entre autres. Cette coopérative autogérée prétend doter les personnes d'outils les amenant à penser librement leurs rôles dans la société.

Depuis décembre 2006, la coopérative Lavaca édite la revue mensuelle MU dont le tirage atteint les 10.000 exemplaires. Sa version papier payante est disponible dans les bureaux de tabac, dans quelques librairies, ainsi que par abonnement. La version en ligne reste gratuite et peut être téléchargée sous PDF. L'originalité de la publication réside non seulement dans son agenda disruptif, mais

---

31 Nous n'abordons pas cette question dans ce travail.

32 « Hacer una vaca » signifie en langage populaire faire une cagnotte, l'un des piliers de l'autogestion.

33 Cooperativa Lavaca, *El fin del periodismo y otras buenas noticias. Los nuevos medios sociales de comunicación: una hipótesis y una guía*, Buenos Aires : Cooperativa Lavaca, 2006, p. 36.

34 Paulo Peixoto de Albuquerque dans Badenes, *Editar sin patrón*, p. 38.

également dans son esthétique et son graphisme particuliers qui définissent son identité discursive. La couverture de la revue MU se caractérise par le recours aux titres incitatifs et par les couleurs vives. Le graphisme des pages intérieures est particulier et certains passages des corps des articles sont surlignés en jaune. L'agenda de MU inclut des thématiques délaissées par la presse nationale de consommation massive comme les questions de genre, la communauté LGTBIQ+, la pauvreté, la lutte pour la légalisation de l'avortement, la sexualité, l'art et la culture sous toutes ses formes, les questions écologiques et la place des minorités dans la société, entre autres. S'appuyant sur une organisation horizontale dans le choix thématique de l'agenda, la rédaction de la revue MU semble être devenue le fer de lance des activismes en Argentine.

Comme nous l'avons déjà ébauché, l'État argentin et les médias traditionnels ont longtemps réduit au silence et invisibilisé l'existence et les luttes des peuples autochtones, d'abord, à travers la métaphore-euphémisme du *désert*, effacement verbal justifiant par la suite la disparition physique et/ou le déplacement des populations indigènes, puis par le biais de ladite mosaïque qui, fusionnant les particularités des peuples dans l'ensemble, finissait également par diluer leurs identités. La mise à l'agenda de la question indigène par la revue MU incarne donc la possibilité qu'ont les voix *autres* de reprendre la parole, la dislocation de l'adjectif « autres » s'expliquant ici par sa condition anti-hégémonique, alternative. La prise en compte des voix *autres* ne se réduit donc pas simplement à la présentation d'autres voix : elle vise notamment à reconstituer le tissu social en tenant compte des regards inclusifs et non stigmatisants sur les événements ou personnes venant d'une prétendue périphérie dans le but de repenser les relations sociales et de questionner le centre.

#### LES VOIX RECOUVRÉES DES PEUPLES AUTOCHTONES

Longtemps réduites au silence, invisibilisées et stigmatisées par les médias hégémoniques, ces voix *autres* reviennent en force grâce à l'agenda de la presse indépendante. Dans le cas de la revue MU, il est question de déceler le cadrage fait sur les peuples autochtones. Nous comprenons le cadre comme étant « l'idée centrale organisatrice du

contenu des nouvelles qui fournit un contexte à travers un processus de sélection, d'emphase, d'exclusion et de création »<sup>35</sup> de l'information. Nous entendons observer la question indigène dans la revue à partir de deux pôles, à savoir la reconnaissance des droits des peuples et/ou la référence à leur stigmatisation. Il s'agit *in fine* de repérer les mécanismes de présentation, inclusion et/ou d'exclusion de ces peuples dans l'ensemble de la nation argentine à travers des motifs tels que la référence ou pas à leur langue, à leur cosmovision, la mise en avant de leurs droits ou la critique de leurs luttes pour les terres, le traitement de l'identité et de l'altérité dans le « nous national » et « les autres »), la présence ou l'absence de tensions historiques et politiques sous-jacentes.

Pour mener à bien ce travail, nous avons adopté une démarche empirico-inductive dans l'observation et le traitement du corpus du point de vue quantitatif et qualitatif. Tout d'abord, nous avons choisi d'examiner les couvertures de la revue MU parues entre décembre 2006 et janvier 2023, considérant la couverture comme l'espace de saillance informative par excellence. Nous avons repéré les numéros où la question indigène apparaît explicitement. Le tableau ci-dessous montre que quatre numéros sur 178 (68, 92, 118 et 176) mettent cette thématique en exergue. Nous avons ensuite identifié le nombre de pages intérieures consacrées à la question indigène annoncée dans la couverture tout en renseignant les titres des articles concernés. Pour finir, nous avons relevé le nombre de pages portant sur des motifs complémentaires<sup>36</sup> aux articles faisant suite à la couverture.

---

35 James Tankard cité Teresa Sábada, *Framing : el encuadre de las noticias. El binomio terrorismo-medios*, Buenos Aires : La Crujía Ediciones, 2008, p. 70.

36 Il s'agit d'articles qui traitent la question indigène sous des angles différents à ceux présentés dans la couverture et développés dans les premières pages.

Tableau 1. Question indigène dans les numéros de la revue MU : classement quantitatif et thématique des numéros.

<b>NUMÉRO, DATE ET GROS TITRE DE LA COUVERTURE</b>	No. 68, août 2013 « Che Mapu »	No. 92, septembre 2015 « Punto Qom »	No. 118, décembre 2017 « Efecto mapuche »	No. 176, novembre 2022 « Marici Wew »
<b>PAGES CONSACRÉES STRICTEMENT À LA THÉMATIQUE DE LA COUVERTURE</b>	1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 (10 pages)	1, 2, 3, 4, 5, 6, 12, 13 (8 pages)	1, 2, 3, 4, 5, 10 (6 pages)	1, 2, 3, 4, 5 (5 pages)
<b>TITRES</b>	« Territorio tracking » « El mapu power » « Lo original de lo originario » « La mapuradio »	« La vida fumigada » « Ser Qom »	« La ciudad de la furia » « La grieta original »	« Viaje al corazón mapuche »
<b>PAGES THÉMATIQUES INDIGÈNES CONNEXES</b>	11, 12, 13, 14, 15, 16	7, 8, 9, 10, 11	7, 8, 9, 12, 13	6, 7

Source : MU<sup>37</sup>.

Comme nous pouvons le voir, trois couvertures (2013, 2017 et 2022) sur quatre présentent des informations diverses sur le peuple mapuche et une seule couverture (en 2015) concerne les Qoms. Le cadrage fait par la revue MU sur ces deux peuples relève du fait de leur présence plus ou moins contestée sur la scène politique, les communautés mapuches et Qoms étant considérées par la presse hégémonique comme foncièrement conflictuelles<sup>38</sup>. Or, avant de

37 MU, *lavaca.org* [MU], <<https://lavaca.org/category/mu>>. (Consulté le 4-III-2023).

38 C'est le cas de certains journaux nationaux qui ont construit un nom d'événement : le « conflit mapuche » et ou « le conflit indigène », pour parler des problématiques d'occupation des terres par les mapuches ou par les Qoms, nomination qui « efface l'un des deux camps en présence », Sophie Moirand et

présenter notre analyse, il est important de retracer l'histoire synthétique de ces deux communautés.

Les Mapuches ou *Mapudungun* habitent *Wallmapu*, c'est-à-dire le territoire ancestral mapuche réparti entre le Chili et l'Argentine (Gulu Mapu et Puel Mapu respectivement). Au XIX<sup>e</sup> siècle, ils ont été la cible de la Campagne de l'Araucanie et de la Conquête du désert. Cette invasion « de la Patagonie par la « civilisation » a eu deux motivations : la possibilité de pratiquer un élevage extensif et l'exploitation de gisements aurifères »<sup>39</sup>. Les Mapuches se sont reconvertis de force en bergers. Leur stigmatisation repose sur l'idée que « qu'il s'agit d'envahisseurs chiliens à travers le concept d'araucanisation des pampas »<sup>40</sup>. Les Mapuches « opèrent comme des producteurs de signifiants englobant des demandes différentes telles que l'opposition à l'exploitation minière et aux expulsions des aires rurales, jusqu'aux remises en question des politiciens de la région et la lutte contre les propriétaires terriens »<sup>41</sup>. Ils sont souvent critiqués par leur activisme, catalogués de violents et associés à des organisations terroristes par les médias hégémoniques, comme par exemple le mouvement RAM (Résistance ancestrale mapuche).

Quant aux Qoms, ils habitent la région du grand Chaco, Formosa, Santa Fe et Salta. Ils sont aussi connus sous l'appellation de *tobas*, nom donné par les guaranis à cause de leur front large. Pendant la Conquête et la colonie, le peuple Qom, nomade, a été forcé de changer sa façon de vivre et de se sédentariser pour accomplir des tâches agricoles, notamment concernant la récolte du coton. Ceci a été doublé d'une évangélisation imposée et de l'organisation en réductions, les éloignant de la société *criolla*. Leur unité sociale étant plus familiale que géographique, les Qoms se sont retrouvés au chômage

---

Sandrine Reboul-Touré, « Nommer les événements à l'épreuve des mots et de la construction du discours », *Revue Langue française* 188 (2015), p. 117.

39 Carmen Bernand, *Los indígenas y la construcción del Estado-Nación. Argentina y México, 1810-1920: historia y antropología de un enfrentamiento*, Buenos Aires : Prometeo Libros, 2016, p. 182.

40 Kropff, « Activimo mapuche en Argentina », p. 107.

41 Kropff, « Activimo mapuche en Argentina », p. 115.

à cause de la technologisation des campagnes et ont migré vers les périphéries des grandes villes. Victimes des campagnes militaires au XIXe et au XXe siècles et des ravages faits sur les sols ancestraux par les multinationales, les revendications des peuples mapuche et qom concernent principalement l'accès à la terre, la reconnaissance culturelle et linguistique, leur participation à la vie sociale, ainsi que le respect de leurs cosmovisions.

### *Analyse du corpus*

Nous présentons ici les quatre numéros consignés dans le tableau 1 dans l'ordre de publication. Pour des raisons spatiales, nous analyserons la couverture et commenterons de façon générale les contenus significatifs des pages intérieures où nous avons identifié le cadrage de l'information à travers les champs sémantiques en tension, les caractérisations faites des peuples autochtones et des acteurs politiques, ainsi que par le biais de l'agencement des stratégies narratives scripto-visuelles<sup>42</sup>.

La couverture du numéro 68 du mois d'août 2013 montre une photo en noir et blanc d'une jeune souriante qui est au premier plan. Vêtue d'une tunique serrée par une ceinture ou *trariwe* aux motifs géométriques, elle porte autour de la tête le *trarilonco* ou bandeau en argent d'où pendent des ornements. Ces éléments vestimentaires l'identifient sans équivoque à la communauté mapuche et à ses traditions ancestrales. Or, le casque<sup>43</sup> qu'elle a, autour de son cou, la présente comme une jeune de son temps intégrée à la société. Le gros titre « Che mapu » semble aller dans ce sens puisqu'il opère une dislocation du nom collectif *Mapu* signifiant, du point de vue étymologique, terre et *che*, gens, c'est-à-dire la terre des gens. L'inversion des éléments semble fonctionner comme une

---

42 Il s'agit des stratégies enchevêtrées combinant le volet linguistique, iconique et topographique.

43 Il y aurait, pour nous, une sorte d'oxymore visuel mêlant tradition et modernité.

interpellation à la nation argentine, à travers l'appellatif *che*<sup>44</sup>, très utilisé dans le pays, il serait question d'attirer l'attention sur l'importance, le droit des communautés aux territoires et leur inclusion dans l'ensemble. Le gros titre en bleu dialogue avec la couleur du logo de la revue et les titres placés à droite. Un texte imprimé sur la tunique de la jeune femme explique qu'une

nouvelle génération est chargée d'utiliser des outils de communication modernes pour que les peuples autochtones racontent leur lutte et leur avenir avec leur propre voix. La radio, le cinéma, le rock et des livres pour diffuser une culture ancestrale qui crie : *marici weu ! « Dix fois nous vaincrons »*<sup>45</sup>

Le fond de la couverture reproduit en noir et blanc, presque à l'infini, le cri de combat mapuche : *marici weu !* [« Dix fois nous vaincrons »]. Il faut replacer ce numéro dans le contexte de la deuxième présidence de Cristina Fernández de Kirchner et de la découverte du gisement de gaz de schiste Vaca Muerta. Cette exploitation était au début un grand espoir, mais très vite des forages ont été faits par les multinationales dans les terres<sup>46</sup> où étaient installées des communautés mapuches déclenchant de fortes protestations contre ce projet qui utilise la technologie de fracturation hydraulique très nuisible pour l'environnement et qui pèse sur la concession des terres.

---

44 D'ailleurs, les hypothèses sur l'origine de cet appellatif utilisé en Argentine et en Uruguay ne manquent pas (valencienne, italienne, guarani, voire mapuche).

45 Notre traduction. Dans l'original : « Una nueva generación es la encargada de usar las herramientas de comunicación modernas para que los pueblos originarios cuenten su lucha y su futuro con voz propia. Radio, cine, rock y libros para difundir una cultura ancestral que grita : ¡ marichi weu ! “Diez veces venceremos” ». Voir la couverture, *MU* año 7, no. 68 (août 2013), *lavaca.org* [*MU*], <<https://lavaca.org/mu/mu-68-che-mapu>>. (Consulté le 4-III-2023).

46 Les Lofs désignent en même temps la terre, la communauté et les êtres vivants ou pas qui la composent.

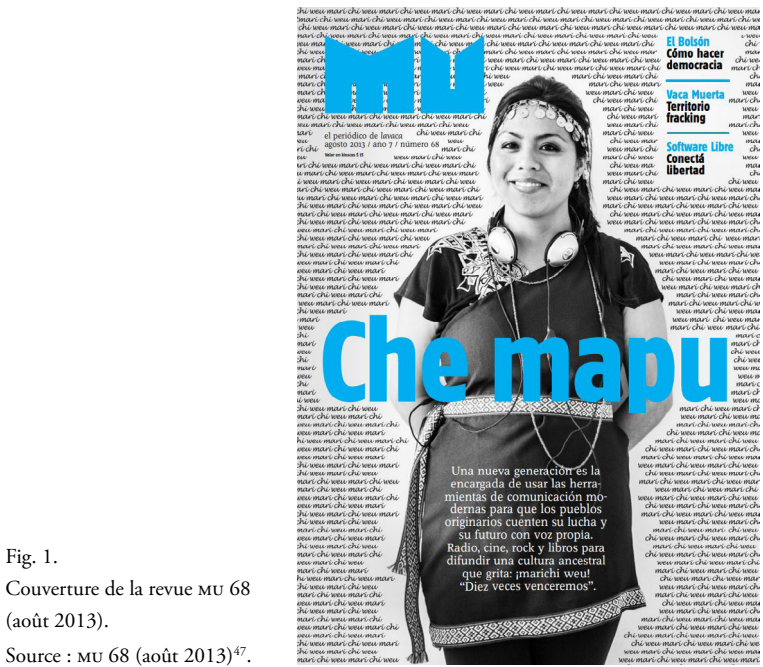


Fig. 1.  
 Couverture de la revue MU 68  
 (août 2013).  
 Source : MU 68 (août 2013)<sup>47</sup>.

Dans les pages intérieures du même numéro, il est question des revendications mapuches et des dénonciations concernant le « Territorio fracking » [« Territorio fracking »]<sup>48</sup>, c'est-à-dire le combat géopolitique pour récupérer les terres tout en protégeant l'environnement. La résistance mapuche se présente encore sous le signe de la modernité, incarnée par le groupe de rock Puel Kona investi par « El mapu power » [« Le Mapu power »]<sup>49</sup>. D'autres voix sont représentées à travers la déconstruction de l'histoire par le biais

47 MU año 7, no. 68 (août 2013), *lavaca.org [MU]*, <<https://lavaca.org/mu/mu-68-che-mapu>>. (Consulté le 4-III-2023).

48 MU, « Territorio fracking », año 7, no. 68, p. 3-5.

49 Voir l'article, Puel Kona, Rock Mapuche, « El mapu power », MU año 7, no. 68, p. 6-7.

de l'édition de livres, d'un film ou d'une radio<sup>50</sup> qui « vise à remettre en question quelques affirmations de l'histoire qui a été construite depuis l'État, et qui sont, même aujourd'hui, très nuisibles »<sup>51</sup>.

La deuxième couverture de notre corpus du mois de septembre 2015 présente une photo en noir et blanc du visage d'une jeune fille resplendissante. Son regard embrayé interpelle directement le lecteur qui découvre son appartenance au peuple qom, à travers le gros titre « Punto Qom » [« Point Qom »], placé en bas de la page, qui vient apporter cette précision et scinder la couverture en deux. Dans ce sens, une ligne verticale semble organiser la page, de gauche à droite, autour de deux couleurs : rouge et jaune. En effet, le nom « Punto » exprimé en rouge dialogue avec la couleur du logo de la revue, alors que l'adjectif « qom » en jaune le fait avec les intertitres de la partie supérieure droite.

Il serait question de porter à la connaissance du lectorat de MU la situation d'extrême urgence à laquelle serait soumis le peuple qom à travers la couleur rouge. La couleur jaune, agirait, tel l'orange des feux de signalisation, comme un avertissement préalable au danger. En outre, l'homophonie entre le gros titre « Punto Qom » [« Point Qom »] mettant en avant le peuple Qom et le nom de domaine « Point com » semble jouer sur la confrontation de deux mondes, l'un ancestral et l'autre néolibéral représenté par le nom du domaine commercial<sup>52</sup>. Or, l'interpellation de cette couverture est encore précisée par le texte placé sous le gros titre :

Qu'est-ce qui est en train de tuer les filles et les garçons qoms au Chaco ? Une enquête et un voyage qui dévoilent comment

---

50 *Mapu*, « Lo original de lo originario » et, FM Puelmapu, de Heuquén, « La mapuradio », *MU* año 7, no. 68, p. 8-9 et 10.

51 Notre traduction. Dans l'original : « busca discutir algunas aseveraciones de la historia que se construyó desde el Estado, que inclusive hoy son notablemente perjudiciales », *Mapu*, « Lo original de lo originario », p. 8.

52 Un article dans la revue nous parle de l'identité qom et de la nouvelle génération qom : *MU*, « Ser qom », año 9, no. 92 (septembre 2015), p. 12-13, *lavaca.org [MU]*, <<https://lavaca.org/mu/mu-92-punto-qom>>. (Consulté le 4-III-2023).

le modèle agrottoxique retentit sur notre santé. Que disent le ministre, les scientifiques, les médecins et les communautés ? Tout ce que les politiciens et les médias taisent, et que tu peux lire ici<sup>53</sup>.

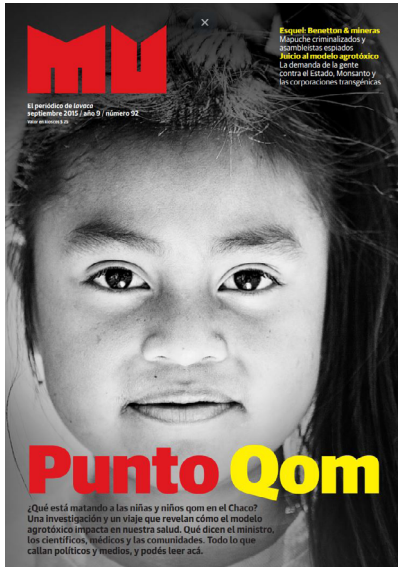


Fig. 2.  
Couverture de la revue MU 92  
(septembre 2015).  
Source : MU 92 (septembre 2015)<sup>54</sup>.

Ce numéro paraît lorsque des cas de malnutrition des enfants qoms dans la province du Chaco sont mis à la connaissance du grand public par la presse nationale. A ce moment-là, des photos très choquantes d'enfants autochtones mal-en-point sont diffusées par les

53 Dans l'original : « ¿Qué está matando a las niñas y niños qom en el Chaco? Una investigación y un viaje que revelan cómo el modelo agrotóxico impacta en nuestra salud. Qué dicen el ministro, los científicos, médicos y las comunidades. Todo lo que callan políticos y medios, y podés leer acá », voir la couverture, MU año 9, no. 92 (septembre 2015), *lavaca.org [MU]*, <<https://lavaca.org/mu/mu-92-punto-qom>>. (Consulté le 4-III-2023).

54 MU año 9, no. 92 (septembre 2015).

médias hégémoniques à partir de la mort tragique en janvier 2015 de Néstor Femenía à 7 ans. Dans ce cadre, la photo de couverture de *MU* présentant une jeune fille qom souriante et en bonne santé prouve la volonté et l'engagement de la rédaction pour retourner les stigmates et présenter ce peuple comme faisant partie intégrante de la société argentine. Par ailleurs, la problématique majeure reposait sur le fait que le gouvernement cachait les chiffres de pauvreté, de malnutrition, mais aussi de pollution par glyphosate dans la région.

La revue dénonce la connivence entre l'État et les entreprises qui utilisent des agrottoxiques, substances très nuisibles pour la santé. La revue *MU* poursuit la critique dans les pages intérieures du rôle des médias hégémoniques qui se sont intéressés à la mort de l'enfant Oscar Sánchez de 14 ans exclusivement au moment des élections régionales au Chaco pour discréditer le gouverneur Capitanich. Pour les médias, le cas relevait de la malnutrition, alors que le gouvernement aurait occulté cette donnée et aurait affirmé que l'adolescent serait décédé d'une tuberculose. *MU* apparaît donc comme un justicier qui viendrait jeter un peu de lumière sur ces causes injustes.

Dans les pages intérieures, un long article intitulé « La vida fumigada » [« La vie pulvérisée »]<sup>55</sup> dénonce, à l'aide de témoignages divers et de statistiques, les méthodes de pulvérisation aux substances transgéniques utilisées par les grandes entreprises dans la région du Chaco et qui finissent par contaminer l'eau, le sol et l'air où habitent les communautés qom. Ces empoisonnements fréquents sont provoqués par, notamment, le glyphosate avec lequel sont traités les champs de l'établissement Don Panos dont le propriétaire n'est autre qu'Eduardo Eurnekian, l'un des entrepreneurs les plus riches du pays, possédant des parts dans les médias hégémoniques. De ce fait, « [...] il est aussi évident que le modèle transgénique opère comme une maladie culturelle, sociale, environnementale et économique que peu de gens semblent intéressés à signaler »<sup>56</sup>.

---

55 *MU*, « La vida fumigada », año 9, no. 92 (septembre 2015), p. 2-6, *lavaca.org* [*MU*], <<https://lavaca.org/mu/mu-92-punto-qom>>. (Consulté le 4-III-2023).

56 Notre traduction. Dans l'original : « también es evidente que el modelo transgénico opera como una enfermedad cultural, social, ambiental y económica que

Le troisième élément de notre corpus correspond au numéro 118 de décembre 2017, apparu dans un contexte assez complexe de tensions politiques. La couverture, hautement symbolique, présente le dessin du visage d'un homme en noir et blanc au poing levé sur fond rouge. Cette image est complétée par un gros titre rouge : « Efecto mapuche » [« Effet mapuche »]<sup>57</sup>. En outre, les figures géométriques du visage et les couleurs noire, blanche et rouge rappellent l'esthétique mapuche. Dans cette culture, le noir peut être rattaché à la stabilité, le blanc à la lumière et le rouge au sang qui coule face à une agression. Le lever du poing s'inscrit dans la lignée symbolique des luttes contre toute forme d'oppression face à la menace des courants politiques intolérants et agit comme un appel à la révolte, à la lutte. Le passage piéton sur la tête de l'homme mapuche fonctionne comme un pont entre la société et le peuple mapuche, telle une exhortation à continuer le combat en incluant tous les citoyens. En effet, le « nous inclusif ou politique » est exprimé dans le texte qui accompagne le gros titre selon lequel « l'assassinat de Rafael Nahuel et le conflit pour la terre marquent un point d'inflexion qui *nous* affecte tous »<sup>58</sup>. La voix énonciative explicite donc l'engagement de la revue auprès du peuple mapuche en tant qu'acteur social à part entière.

---

muy pocos parecen interesados en señalar y mucho menos, investigar », *MU*, « La vida fumigada », p. 4.

57 Couverture. *MU* año 12, no. 118 (décembre 2017), *lavaca.org* [*MU*], <<https://lavaca.org/mu/mu-118-efecto-mapuche>>. (Consulté le 4-III-2023).

58 Notre traduction. Dans l'original : « Por qué el asesinato de Rafael Nahuel y el conflicto por la tierra marcan un punto de inflexión que nos afecta a todos », couverture de la revue *MU* año 12, no. 118.



Fig. 3.  
Couverture de la revue MU 118  
(décembre 2017).  
Source : MU 118 (décembre 2017)<sup>59</sup>.

Dans le contexte politique radicalisé de 2017, le président Mauricio Macri peinait à conduire le destin du pays et ses politiques d'austérité étaient devenues impopulaires, malgré la victoire aux élections législatives du mois d'octobre. L'opposition commandée par l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner accusait régulièrement le gouvernement macriste de vouloir rompre l'ordre constitutionnel. Le 25 novembre 2017, Rafael Nahuel, un jeune mapuche qui réclamait avec sa communauté —Lafken Winkul Mapu— la restitution des terres en vertu de l'article 75 de la Constitution nationale a été assassiné par le groupe Albatros de la gendarmerie nationale. De plus, une forte campagne médiatique avait éclaté après la disparition le 1<sup>er</sup> août de Santiago Maldonado, jeune qui soutenait les revendications mapuches, à cause de la

59 MU año 12, no. 118 (décembre 2017), *lavaca.org* [MU], <<https://lavaca.org/mu/mu-118-efecto-mapuche>>. (Consulté le 4-III-2023).

répression exercée par la Gendarmerie nationale dans le campement tenu par la communauté « Pu Lof » à Cushamen.

Pendant trois mois, les discours politiques et médiatiques ont été sous tension et trois récits porteurs ont vu le jour : l'un, kirchnériste qui soutenait qu'il s'agissait bien d'une disparition forcée commise par les forces de l'ordre à la demande de la Ministre Patricia Bullrich dans un cas avéré de violation des droits de l'homme rappelant la dictature militaire ; l'autre, macriste qui affirmait qu'il s'agissait d'une disparition maquillée par les partisans de l'ancienne présidente Cristina Fernández de Kirchner pour faire tomber le gouvernement du président Macri. Une dernière version présentait le cas comme un fait divers. Les conclusions de l'autopsie ont révélé la mort de Santiago Maldonado par noyade, mais les soupçons des deux camps n'ont pas faibli. Dans les pages intérieures de la revue, l'article « La ciudad de la furia » [« La ville de la furie »] de Franco Ciancaglini<sup>60</sup>, rappelant la chanson homonyme du groupe de rock argentin Soda Stereo, explicite les problématiques territoriales du peuple mapuche qui a dû se réfugier dans la périphérie des villes car il a été chassé de la campagne.

Un autre article intitulé « La grieta original » [« La fracture originelle »] de Darío Aranda<sup>61</sup> affirme que dans l'imaginaire des deux tendances<sup>62</sup> politiques sous tension, l'Argentine restait le plus européen des pays de l'Amérique latine. Outre la fracture politique selon laquelle « le kirchnérisme a eu les qoms comme ennemis [,] [l]e macrisme, les mapuches »<sup>63</sup>, le titre fait référence à la fracturation hydraulique et à ses dangers. Dans ce sens, la revue dresse un inventaire des stigmatisations touchant les Mapuches, à savoir le racisme,

---

60 Franco Ciancaglini, « La ciudad de la furia », *MU* año 12, no. 118, p. 2-5. L'article vient dans une section intitulée : « Bariloche, el pueblo mapuche y el asesinato de Rafael Nahuel » [« Bariloche, le peuple mapuche et l'assassinat de Rafael Nahuel »].

61 Darío Aranda, « La grieta original », *MU* año 12, no. 118, p. 10. Dans la section « Estado y derechos indígenas » [« État et droits indigènes »].

62 Kirchnéristes versus macristes.

63 Aranda, « La grieta original ».

les conséquences de l'extractivisme, le génocide et les pillages. A cela s'ajoute, l'inaction des politiciens, des juges et des journalistes dans les processus d'inclusion des minorités.

La dernière couverture de notre corpus est celle du mois de novembre 2022. Disposée de façon horizontale, une photo présente quatre femmes assises à l'extérieur d'une maison et une autre qui se trouve debout derrière le groupe. Un gros titre placé sous la photo proclame : « Marici Wew »<sup>64</sup>. Le sens de ces deux éléments est expliqué par le texte situé sous le titre qui précise :

Nous avons été à Bariloche avec les femmes mapuches dépouillées de leur territoire, réprimées, arrêtées, maltraitées et humiliées. L'une d'elles a accouché pendant sa captivité. L'autre, la *machi*, est une autorité sacrée. Des affaires, du racisme anti-mapuche et une réponse exprimée en mapuzungun : Dix fois nous vaincrons<sup>65</sup>.

Le « nous » énonciatif montre l'intérêt de la revue pour se documenter auprès des protagonistes. Par ailleurs, l'identité des femmes, tout comme leur situation est décrite dans un petit texte disposé en haut à droite. Il est dit que Débora Vera (debout sur la photo) est bien la seule femme debout qui a été arrêtée et libérée. Les femmes assises, encore incarcérées au moment de la sortie de la revue, sont Romina Rosas, Betiana Colhuan Nahuel (*machi*), Luciana Jaramillo et Celeste Ardaiz Guenumil. L'imbrication du titre en langue mapuche, de la photo et de son texte explicatif à la manière d'une légende montre le soutien indéfectible de la revue envers la cause mapuche, ainsi que le respect de leur cosmovision.

---

64 *MU* año 17, no. 176 (novembre 2022), *lavaca.org* [*MU*], <<https://lavaca.org/mu/mu-176-marici-wew>>. (Consulté le 04-III-2023).

65 Notre traduction. Dans l'original, on peut lire : « Estuvimos en Bariloche con las mujeres mapuche despojadas de su territorio, reprimidas, detenidas, maltratadas y humilladas. Una de ellas parió en cautiverio. Otra, la machi, es una autoridad sagrada. Negocios, racismo antimapuche, y una respuesta expresada en mapuzungun: Diez veces venceremos ». Sur la couverture, *MU* año 17, no. 176 (novembre 2022).



La parole est donnée au lonko Mauro Millán pour qui

[L]e premier acte fondateur de l'État argentin a été l'appropriation du territoire indigène du nord, du sud, de l'est et de l'ouest. A partir de ce moment-là, il a pratiqué une politique négacionniste envers les survivants qui restons, en reniant notre rang en tant que peuple<sup>70</sup>.

Le récit du déplacement de la terre ancestrale de la communauté Lafken Winkul Mapu met en exergue la violence exercée contre le peuple et notamment contre les femmes arrêtées et incarcérées. Par ailleurs, MU dénonce les violences obstétriques faites à la femme enceinte qui a été, de surplus, déplacée vers Buenos Aires. L'article met en garde le lecteur sur le racisme ambiant car la société « a toujours eu un modèle local imaginaire très enraciné dans la civilisation et la barbarie »<sup>71</sup> tout en l'incitant à faire respecter la Constitution nationale.

#### EN GUISE DE CONCLUSION

Comme nous l'avons évoqué plus haut, déconstruire le mythe de l'*ethnicité fictive* argentine n'est pas une mince affaire. Si « la nation de citoyens a été un modèle social inclusif [...] le principe d'inclusion a impliqué la définition d'une marge, d'une exclusion »<sup>72</sup> traduit par l'effacement ou la suppression de la diversité en vertu d'une certaine unité. Ainsi, le terme « inclusion » semble fonctionner selon

---

70 Notre traduction. Dans l'original : « El primer acto fundacional del Estado argentino fue quedarse con territorio indígena del norte, del sur, del este, del oeste. A partir de ahí se planteó una política negacionista hacia quienes quedamos sobrevivientes, que fue negarnos ese rango de pueblo », Pandolfi, « Viaje al corazón mapuche », p. 2.

71 Selon Lorena, membre du groupe de Recherche sur les Altérités, les Territorialités et l'Agence Collective de Norpatagonia.

72 Monica Quijada, Carmen Bernand et Arnd Schneider, *Homogeneidad y Nación con un estudio de caso: Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid : CSIC, 2000, p. 31.

deux aspects inscrits dans son étymologie<sup>73</sup>, comme une ségrégation car l'inclusion implique un certain cloisonnement dans un ensemble et comme une intégration en ce qu'il s'ouvre à une réalité particulière. Dans ce sens, la présence avérée des peuples autochtones sur le territoire avant la Conquête n'a pas réduit pour autant les tentatives de l'Etat argentin d'effacer ces populations à travers la violence et la rhétorique dans un contexte où la presse nationale, mais aussi certaines autorités politiques tendent à reproduire ces mêmes discours.

Face à ce panorama d'exclusion, la revue MU apparaît comme le fer de lance des médias indépendants dont l'agenda inclusif émancipe les peuples autochtones en leur donnant la place qui leur revient. A travers le corpus retenu, nous avons pu observer la façon dont MU contribue à la visibilité et à la mise en valeur de la question indigène, notamment des Mapuches et des Qoms, les peuples les plus stigmatisés par les médias hégémoniques. Cet agenda surgit non seulement à partir du contexte sociopolitique, mais elle résulte également d'une forte reconnaissance du média envers les communautés concernées. Ainsi, les cadrages touchent l'identité, la cosmovision, tout comme la critique des stigmatisations des peuples autochtones. MU réussit donc à intégrer leur voix en respectant leur identité et leur langue-culture. En effet, la terminologie employée n'est pas anodine, la référence à la langue « mapuzungun », au peuple « qom », à la « machi », au « lof », entre autres replace la focale sur la volonté d'inclure les réalités sociolinguistiques des peuples autochtones dans l'ensemble national.

Si la rhétorique scripto-visuelle des numéros analysés présente des photos de jeunes mapuches en tenue traditionnelle, elle montre également leur inscription à part entière dans la société argentine à travers des signes de modernité comme c'est le cas d'un groupe de rock par exemple. La revendication des luttes pour récupérer les terres et l'appel à l'engagement sont autant de preuves données par MU pour soutenir la cause indigène. Les Mapuches apparaissent

---

73 Voir Brigitte Bouquet, « L'inclusion : approche socio-sémantique », *Vie sociale* 11 (2015), p. 15-25.

comme des communautés engagées, mais plutôt modérées et les Qoms comme un peuple en train de redynamiser ses combats.

Au fil de notre analyse, un parallèle peut être dressé entre les mouvements autochtones et les médias autogérés qui surgissent comme de nouveaux acteurs politiques dont les luttes sont intersectionnelles car elles engagent différents niveaux de problématiques. Si « les peuples autochtones revendiquent souvent, au-delà de leur résistance territoriale ou culturelle, une autre vision du monde, une autre manière de prendre en compte la nature et de se comporter avec elle<sup>74</sup> », les revues autogérées poussent, elles aussi, le débat au-delà des sentiers battus en intégrant la parole des voix *autres*. De la négation à la réémergence : la presse autogérée et les peuples autochtones mènent de front les mêmes combats et résistent collectivement contre l'un des nouveaux colonisateurs, le néolibéralisme dans le but de construire une société inclusive de plus en plus juste, plurilingue et interculturelle.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### *Sources primaires*

#### CORPUS

MU, no(s). 68, 92, 118 et 176, *lavaca.org* [MU], <<https://lavaca.org/category/mu>>. (Consulté le 04-III-2023).

### *Sources secondaires*

ARUGUETE, Natalia, « *Agenda Building*. Revisión de la literatura sobre el proceso de construcción de la agenda mediática », *Signo y Pensamiento* 36, no. 70 (2017), p. 39-54. <<https://doi.org/10.11144/Javeriana.syp36-70.abrl>>. (Consulté le 04-III-2023).

---

74 Sylvain Froidevaux « Nommer l'autre. Typologies, ethnonymes, stéréotypes », in Laurent Aubert *et al.*, *Nous autres*, Genève : Infolio, 2005, p. 81.

- BADENES, Daniel (comp.), *Editar sin patrón. La experiencia política-profesional de las revistas culturales independientes*, La Plata : Club Hem Editores, 2017.
- BERNARD, Carmen, *Los indígenas y la construcción del Estado-Nación. Argentina y México, 1810-1920: historia y antropología de un enfrentamiento*, Buenos Aires : Prometeo Libros, 2016.
- BOUQUET, Brigitte, « L'inclusion : approche socio-sémantique », *Vie sociale* 11 (2015), p. 15-25.
- COOPERATIVA LAVACA, *El fin del periodismo y otras buenas noticias. Los nuevos medios sociales de comunicación: una hipótesis y una guía*, Buenos Aires : Cooperativa Lavaca, 2006.
- DASCALAKIS-LABREZE, Maria Gabriela, « La reconfiguration des faits dans le discours de presse argentine. Les visites des présidents français Charles de Gaulle (1964), François Mitterrand (1987) et Jacques Chirac (1997) en Argentine », Thèse de doctorat en Langues et littératures étrangères : domaine hispanophone, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 2018.
- FROIDEVAUX, Sylvain, « Nommer l'autre. Typologies, ethnonymes, stéréotypes », in Aubert, Laurent *et al.*, *Nous autres*, Genève : Infolio, 2005.
- GARCÍA GUERREIRO, Luciana *et al.*, « Invisibilizaciones, (re)emergencias y resistencias territoriales: La lucha campesina e indígena en la Argentina contemporánea », in López, Pavel et García Guerreiro, Luciana, *Movimientos indígenas y autonomías en América Latina : escenarios de disputa y horizontes de posibilidad*, Buenos Aires : Editorial el Colectivo, 2018.
- GOLAY, Isabel, « Argentina "crisol de razas": ficción y realidad », en VII Jornadas de Jóvenes Investigadores, Instituto de Investigaciones Gino Germani, Facultad de Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, noviembre de 2013.
- GORDILLO, Gastón et HIRSCH, Silvia, « La presencia ausente : invisibilizaciones, políticas estatales y emergencias indígenas en la Argentina », in Gordillo, Gastón et Hirsch, Silvia, *Movilizaciones indígenas e identidades en disputa en la Argentina*, Buenos Aires : La Crujía, 2010, p. 15-38.

- GRIMSON, Alejandro, *Mitomanías argentinas. Cómo hablamos de nosotros mismos*, Buenos Aires : Siglo Veintiuno editores, 2014.
- KROPFF, Laura, « Activismo mapuche en Argentina: trayectoria histórica y nuevas propuestas », in Dávalos, Pablo (comp.), *Pueblos indígenas, estado y democracia*, Buenos Aires : Clacso, 2005.
- LARROUQUÉ, Damien et RODRIGUEZ, Dario, « L'Argentine, vingt ans après la crise. Mots d'introduction », *Les cahiers d'Histoire immédiate* 57 (2022).
- MARTÍNEZ SARASOLA, Carlos, *Nuestros paisanos los indios. Vida, historia y destino de las comunidades indígenas en la Argentina*, Buenos Aires : Editorial del Nuevo Extremo, 2011.
- MOIRAND, Sophie et REBOUL-TOURÉ, Sandrine, « Nommer les événements à l'épreuve des mots et de la construction du discours », *Revue Langue française* 188 (2015/4), p. 105-120.
- PELEGRINI, Milton et BROWNE SARTORI, Rodrigo, « Hacia "una arqueología de los medios" contrahegemónicos en América Latina. Una propuesta de investigación temática », *Revista Nhengatu* 1, no. 2 (2013).
- QUIJADA, Mónica, BERNAND, Carmen et SCHNEIDER, Arnd, *Homogeneidad y Nación con un estudio de caso : Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid : CSIC, 2000.
- SABADA, Teresa, *Framing : el encuadre de las noticias. El binomio terrorismo-medios*. Buenos Aires : La Crujía Ediciones, 2008.

EL RECONOCIMIENTO DEL DERECHO AL VOTO  
COMO MÉTODO DE ADSCRIPCIÓN DE MUJERES  
Y AFRODESCENDIENTES AL PROYECTO POLÍTICO  
DE LA SOCIALDEMOCRACIA COSTARRICENSE (1940-1953)

---

*Carlos Sancho Domingo*  
Universidad de Zaragoza



El texto supone una aproximación a cómo los socialdemócratas costarricenses trataron de ganar para su causa a mujeres y afrodescendientes a través del reconocimiento de su derecho al voto. Un intento de adscripción graneado de ambigüedades y dudas cuyo primer paso se plasmó en las propuestas que para ambos colectivos planteó entre 1940 y 1945 el Centro para el Estudio de Problemas Nacionales (CEPN), uno de los dos grupos políticos —el otro fue Acción Demócrata— que dio pie a la creación en 1945 del Partido Social Demócrata (PSD), embrión del Partido Liberación Nacional (PLN), fundado en 1951. Se trata de determinar qué peso tuvieron esas propuestas en el programa del CEPN y en el del PSD, y de reconsiderar si la inclusión de mujeres y afrodescendientes en el proyecto político que acompañó a la victoria del PLN en las elecciones legislativas de 1953 fue consecuencia de un sentir sincero o, más bien, de un cálculo de economía política basado en el deseo de su líder, José Figueres Ferrer, de aglutinar una más amplia base de voto en torno a esa formación política.

En cualquier caso y más allá del episodio concreto aquí estudiado, es preciso remarcar que atender a las políticas inclusivas respecto de mujeres y afrodescendientes en Costa Rica no es una elección caprichosa, pues ambos colectivos ejemplifican a la perfección el secular apartamiento sufrido por nutridos segmentos de población a consecuencia de su orientación sexual, su condición migrante, su origen nacional, su confesión religiosa o unas capacidades físicas o mentales diferentes. Unos comportamientos perfectamente

codificados socialmente y en muchos casos legalmente sancionados que tal y como se afirma en el documento de Naciones Unidas para el desarrollo humano en Costa Rica del año 2013, han servido de base a las actuales discusiones en torno a las problemáticas de la diversidad y la discriminación<sup>1</sup>.

Otro aspecto que conviene destacar es la vinculación existente entre las políticas constructoras de nación y variables como las aquí abordadas de género y etnia. Las aportaciones al respecto de la historiografía feminista han sido fundamentales, y autoras como Anne McClintock han expuesto esa relación con suficiente claridad. Según la profesora zimbabuense y por lo que se refiere a la inequidad sexual, desde un comienzo las naciones se erigieron, estructuraron y desarrollaron política, económica, jurídica y culturalmente sobre la base de la diferenciación y la desigualdad, y no pueden ser comprendidas de forma plena sin el sostén de una teoría del poder que integre dicho proceso histórico<sup>2</sup>. Ayudó a ello que las comunidades nacionales siempre se imaginaron mediante metáforas familiares, primero la del rey-padre, que vela bondadosamente por sus súbditos-hijos; luego la de la comunidad de hermanos, acorde al modelo de una sociedad de agregados fraternos; y finalmente la de la madre-patria, merecedora del respeto, cuidado y protección filial. Unas metáforas de la nación-familia que facilitaron la atribución a cada uno de sus miembros, en relación con su género, de una u otra función diferenciada: los hombres se convirtieron en los agentes activos, genitores, presentes en el mundo de la historia y la política; las mujeres en seres pasivos, receptoras de la semilla del varón, refugiadas en el ámbito de la privacidad doméstica. No es extraño por tanto que unos tuviesen algo que decir en torno a la soberanía popular a través de su activa participación política y otras no.

---

1 Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), *Informe Nacional sobre Desarrollo Humano 2013. Aprendiendo a vivir juntos: convivencia y desarrollo humano en Costa Rica*, San José, C.R.: PNUD, 2013, p. 39.

2 Anne McClintock, *Imperial Leather. Race, Gender and Sexuality in the Colonial Contest*, New York: Routledge, 1995.

Además de con el proceso de construcción de nación y con las teorías del poder que lo respaldan, el secular apartamiento de ciertos segmentos de población y su discriminación persistente también se relaciona con la puesta en práctica de lo que la investigadora social estadounidense Ann Laura Stoler denominó las fronteras internas del sistema colonial, expresión con la que definía la fijación mediante políticas puestas en marcha por el colonialismo occidental en el sudeste asiático de líneas de separación social destinadas a salvaguardar la esencia moral de las comunidades nacionales metropolitanas. La preocupación por esas fronteras internas destinadas a deslindar un “nosotros” civilizado y europeo de un “otro” bárbaro y exótico habría llevado a dichos sistemas de dominación imperial a preservar la idiosincrasia y la actitud moral de sus comunidades mediante el establecimiento de divisiones sociales que vinculaban categoría racial, moralidad sexual, competencia cultural e identidad nacional<sup>3</sup>. Esa pulsión profiláctica por separar del cuerpo de la nación aquello que pudiera perjudicarle se reprodujo durante el siglo XIX entre las elites de los estados liberales periféricos en fase formativa, resultado de una visión organicista de la comunidad nacional donde lo moral, lo cultural y lo político cobró sentido a partir de la decantación étnica.

También cabe considerar, por último, que hablar de prácticas inclusivas es hablar del reconocimiento de determinados derechos humanos. Unos derechos que en línea con lo que afirmó el economista indio Amartya Sen para con las libertades, se enlazan unos con otros. Así, los derechos políticos, en forma de libertad de expresión y elecciones, ayudan a promover la seguridad económica; las oportunidades sociales, en forma de educación y servicios de salud, facilitan la actuación económica; y los derechos económicos, en forma de oportunidades para participar en el comercio y la producción, pueden generar abundancia personal y recursos públicos para servicios

---

3 Ann Laura Stoler, «Sexual Affronts and Racial Frontiers: European Identities and the Cultural Politics of Exclusion in Colonial Southeast Asia», *Comparative Studies in Society and History* 34, no. 3 (julio 1992), p. 514.

sociales<sup>4</sup>. Los derechos de diferentes tipos pueden fortalecerse entre sí, y como si de cerezas en un cesto se tratase, al tirar de uno otro pende de él. Por ello, hablar de políticas inclusivas en la Costa Rica de las décadas cuarenta y cincuenta del siglo xx es hablar, también y con mayúsculas, de derechos humanos.

EL SUFRAGIO FEMENINO Y AFRODESCENDIENTE EN *SURCO*,  
REVISTA DEL CENTRO PARA EL ESTUDIO  
DE PROBLEMAS NACIONALES

Como se ha expuesto en algún otro lugar<sup>5</sup>, el Centro para el Estudio de Problemas Nacionales fue uno de los principales espacios en los que parte de la cohorte etaria protagonista de la transformación llevada a cabo en Costa Rica a raíz de la guerra civil de 1948 despertó a la vida política y se organizó. Creado en abril de 1940 y próximo en sus orígenes a un liberalismo con sensibilidad social, el CEPN actuó como grupo creador de opinión política, pero también y si fuera posible desligar una cosa de la otra, de pensamiento económico y sentir social. Por ese aspecto creador y dado lo exiguo de las minorías ilustradas con las que contaba el país, hay que entenderlo como una institución marcada por un cierto elitismo intelectual, a lo que sin duda contribuyó la procedencia social de sus integrantes, un reducido grupo de profesionales del Derecho y de estudiantes de esa rama del saber en la recién creada Universidad de Costa Rica (1940) retoños de la pequeña y mediana burguesía nacional. Como contrapartida a ese inicial tinte aristocrático, los centristas, apelativo con el que a sí mismos se reconocían los afiliados al CEPN, trataron de ofrecer un discurso integrador aplicable al conjunto del tejido nacional.

---

4 Amartya Sen, «El desarrollo como libertad», *Gaceta Ecológica* 55 (2000), p. 20, <<https://www.redalyc.org/pdf/539/53905501.pdf>>. (Consultado el 12-II-2023).

5 Carlos Sancho, *Influencias intelectuales españolas en el discurso del nacionalismo costarricense (1940-1980)*, tesis doctoral en Historia Contemporánea, Zaragoza, España: Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2021, p. 57-66, <<https://zaguan.unizar.es/record/106275>>. (Consultado el 12-VII-2021).

El Centro funcionó a través de distintas comisiones compuestas en virtud de la especialización académica o la naturaleza de la profesión u oficio de sus miembros. Dichas comisiones se encargaban de hacer estudios sobre los temas que ocupaban la vida nacional, los cuales eran expuestos ante la asamblea general del CEPN y posteriormente derivados a una comisión especial que tras analizarlos les daba —o trataba de darles— oportuna solución. Luego, el informe elaborado por esa comisión regresaba al plenario, donde era debatido por la parroquia centrista. De ser aprobado, sus propuestas quedaban integradas en el programa de reformas del Centro.

Haciéndose eco de las demandas de un sector de la sociedad costarricense alejado del poder y contrario a la administración del presidente Rafael Ángel Calderón Guardia, el CEPN actuó como válvula de escape institucionalizada y no violenta a través de la cual se aliviaron fragmentos de descontento social. Para difundir sus ideas y proyectos dispuso de una red de locales repartidos por buena parte de la geografía nacional, así como espacios universitarios y educativos en los que ocasionalmente se ofrecieron conferencias, charlas u otros actos de divulgación política y cultural. Igualmente gozó del acceso a emisoras de radio —La Voz de la Democracia, Titania— y cabeceras de prensa —*Diario de Costa Rica*, *La Hora*— en las que colocar sus proclamas, y de la propiedad de un sello editorial —Editorial Surco—. Pero sería una revista, de cuyo título la citada editorial tomó nombre, su principal órgano de expresión. Por eso, con la intención de averiguar cómo trató el CEPN la inclusión política de mujeres y afrodescendientes en Costa Rica, es a sus páginas a las que se acudirá.

### *Surco y el voto femenino*

Al calor de las tertulias semanales que Bertalía Rodríguez, directora de la escuela Jorge Washington de San Ramón, organizaba en el centro cultural de esa localidad, el 15 de septiembre de 1940 y formando parte de la corriente de publicaciones gremiales de carácter sindical, religioso o cultural aparecidas en esos años en Costa Rica, se fundó *Surco. Cuaderno quincenal de cultura*. Con Raúl Zamora como primer director, la revista quedó de manera inmediata al cuidado de

profesores y alumnos de la Universidad de Costa Rica, ligazón que unida al deseo de aliviar las dificultades de supervivencia que pronto se cernieron sobre ella motivó su traslado a San José. Los nuevos responsables de la revista tuvieron claro el perfil ideológico que querían darle, pues eran los mismos hombres que unos meses atrás habían instituido el CEPN. Por ello y como colofón al proceso transformador, en febrero de 1941 su subtítulo pasó a ser *Publicación mensual del Centro para el Estudio de Problemas Nacionales*.

Desde su nueva orientación *Surco* avaló una serie de ideas y propuestas en el terreno político, económico y social pensadas para su aplicación en Costa Rica. Quienes escribieron en sus páginas lo hicieron sobre temas tan diversos como la política monetaria y fiscal, el cooperativismo, la función social de la propiedad, la educación, la historia o el panamericanismo como plan directriz de la política exterior de la nación. En ese abanico de asuntos, la reivindicación de los derechos de ciudadanía femeninos a través del voto apenas ocupó lugar. Sucedió, tal vez, porque la presencia de la mujer en el CEPN fue mínima, por no decir inexistente, contrariamente a lo sucedido en organizaciones como el Partido Reformista (PR) de Jorge Volio, que bien pronto generó un *Manifiesto de las mujeres reformistas* (octubre de 1923)<sup>6</sup>, o el Partido Comunista Costarricense (PCC) de Manuel Mora, con un *Programa mínimo* (agosto de 1931) en el que figuraba como punto destacado el dedicado a la “Emancipación política-jurídica de la mujer”<sup>7</sup>.

Sea como fuere, un primer acercamiento al tema de la ciudadanía femenina tuvo lugar en el segundo número de *Surco*, de septiembre de 1940, cuando bajo el seudónimo de Gastón Miralta, un destacado ideólogo de la socialdemocracia costarricense, Rodrigo Facio Brenes, escribió en “Autoridad y Libertad” sobre el logro universal que suponía el derecho al sufragio sin distinción de raza o sexo<sup>8</sup>. Un

---

6 Virginia Mora, «Mujeres, política y ciudadanía. Las reformistas en la campaña electoral de 1923», *Revista de Historia* 38 (julio-diciembre 1998), p. 122-124.

7 Macarena Barahona, *Las sufragistas de Costa Rica*, San José, C.R.: Asociación Nacional de Educadores y Educadoras, 2017, p. 93.

8 Rodrigo Facio, «Autoridad y Libertad», *Surco* I, 2 (septiembre 1940), p. 4.

derecho que unas páginas más adelante y en un artículo que llevaba el expresivo título de “La mujer y el sufragio”, el también afiliado al CEPN, Gonzalo Facio Segreda, hacía derivar del pensamiento liberal. Una ideología que, según él, había demostrado de manera harto evidente que la mujer, durante siglos sometida injustamente a la tutela del varón, era un ser moral tan capaz como aquél para gozar la libertad.

Ahora bien, planteada la cuestión en la Costa Rica de la época, el autor manifestaba su cautela al afirmar que para conceder a la mujer el derecho al sufragio convenía esperar a que la política nacional superase la que definía como fase de “politiquería” y alcanzase la superior de verdadera “política”. Y añadía:

Por estas razones, pese a que reconocemos en toda su integridad el derecho que compete a la mujer costarricense para obtener la igualación jurídica con el varón, no estamos de acuerdo en que dentro de las actuales circunstancias se le otorgue el derecho de votar, que no es más que un remedo de lo que debe ser el sufragio, porque con ello no conseguiríamos otra cosa que multiplicar el mal por dos<sup>9</sup>.

El articulista hallaba la solución a la degradación del ecosistema político del país en la acción de la juventud costarricense de ambos sexos, aunque privado el femenino del derecho al voto y, por tanto, claramente menguada su fortaleza política. Oculto tras un mal disimulado paternalismo y pese a reconocer no sólo el derecho de la mujer al sufragio, sino incluso su deber de participar a través de él en el mantenimiento de un régimen político de paz y libertad, Facio Segreda no pensaba que la superación de la fase crítica que decía atravesaba el país dependiese en absoluto de que a la mujer se le concediese tal derecho, ni que ello garantizase un sistema político más democrático e igualitario.

Al mes siguiente el editorial “La mujer y sus conquistas” alababa la reciente aprobación del decreto que permitía que la costarricense

---

9 Gonzalo Facio, «La mujer y el sufragio», *Surco* I, 2 (septiembre 1940), p. 6.

de origen que tuviese título de abogado fuese nombrada juez de primera instancia o alcalde. Una disposición que si bien no reconocía el voto de aquella, ni siquiera a nivel local, el editorialista consideraba invitaba a su progreso, a su orientación por nuevos caminos y a que ocupase una mejor posición en el conglomerado social. Es sintomático del pensar de la revista la omisión de que en la confección del nuevo decreto había trabajado la sufragista Ángela Acuña Braun, primera presidenta de la Liga Feminista Costarricense (1923)<sup>10</sup>, prefiriendo hablar de “la conquista alcanzada, inconscientemente, por nuestras mujeres en la legislación civil”<sup>11</sup>.

De octubre de 1940 a mayo de 1943 no volvió a mencionarse en *Surco* la cuestión del voto femenino. Tampoco, aunque la ocasión era más que propicia, cuando directamente interpelado por las “Jornadas Cívicas de 1943”, convocadas contra la propuesta de reforma electoral del gobierno del doctor Calderón Guardia, Otón Acosta Jiménez escribió “15 de Mayo de 1943: consagración de la Mujer de Costa Rica”. Y es que los centristas obviaron que la participación femenina en el desfile de ese día por las calles de San José situó en la agenda pública el tema del sufragio de la mujer, prefiriendo creer que su acción nada tenía que ver con sus particulares reivindicaciones políticas y sociales, pues le bastaba a aquella con motivar al varón en su lucha. Por eso decía Acosta:

Ellas —la madre, la novia, la esposa y la hermana— se dieron cuenta con su intuición característica, de que la patria estaba en peligro. Que la libertad, la preciada libertad del sufragio, iba a ser atropellada por la estulticia y por la irresponsabilidad de unos cuantos. Y no vacilaron. Se fueron a la plaza pública, la radio, a la prensa, a todos los lugares de propaganda, a decirle a

---

10 Macarena Barahona, «La ciudadanía política de las costarricenses. La conquista de Ángela Acuña de Chacón», *Revista Estudios* 21 (2008).

11 Editorial, «La mujer y sus conquistas», *Surco* I, 4 (octubre 1940), p. 1.

sus hijos, a sus novios, a sus esposos y a sus hermanos que tenían que luchar<sup>12</sup>.

Parecería, al leer estas líneas, que la irrupción de la mujer en la arena pública reclamando un sufragio limpio no conllevó la demanda de sus derechos como ciudadana. Nada más lejos de la realidad, y así lo vio, según recoge María José Quesada, el *Diario de Costa Rica*, cuya propiedad y dirección estaban en manos del futuro presidente de la república, Otilio Ulate Blanco. Sucedió cuando al siguiente día de la manifestación antigubernamental de la que habló Acosta, el periódico llevó en su portada, bajo el elocuente título de “La nación debe dar una prueba mayor y más tangible de su confianza en la mujer costarricense”, la solicitud de que deberían reconocérsele legalmente a ésta los derechos cívicos que noblemente había ganado; y cuando el 21 de mayo y de nuevo en primera página proclamaba en “A nuestras mujeres no solo debe permitírseles votar sino el derecho de ser elegidas para municipales, diputados o presidentas”, que las que habían participado en las protestas representaban al conjunto de féminas del país, sin distinción de categorías sociales<sup>13</sup>.

Resulta evidente que la lectura dada en *Surco* al rol femenino en la jornada de mayo de 1943 venía ahormada en la cultura patriarcal que desde la independencia regía la sociedad costarricense, según la cual a la mujer no se le pedía participar en el mundo de la política —antes se le prohibía tal quehacer— dadas las tenidas, en función de su género, por naturales insuficiencias. La mujer pertenecía a la domesticidad y debía ocupar el lugar al que por excelencia ello la relegaba: el hogar. Ahora bien, sí se le reconocía en esa tradición una participación política subsidiaria, pues se esperaba de ella que en caso de emergencia nacional y tal y como había sucedido el 7

---

12 Otón Acosta, «15 de Mayo de 1943: consagración de la Mujer de Costa Rica», *Surco* III, 36 (junio 1943), p. 12.

13 María José Quesada, «La lucha por el sufragio femenino en Costa Rica (1923-1953): relaciones entre la Sociedad Teosófica, la Comasonería y la Liga Feminista», *REHMLAC+* 13, no. 1 (enero-junio 2021), p. 106-107, 109, <<https://www.redalyc.org/journal/3695/369572798006/html/#fn16>>. (Consultado el 13-I-2023).

de noviembre de 1889, cuando en defensa del resultado electoral el pueblo en armas sitió la capital y obligó al presidente Bernardo Soto Alfaro a abandonar el cargo, infundiese con su ejemplo ardor patriótico. O dicho de otro modo, se le concedía la posesión de un alto valor moral carente de todo correlato en forma de derechos políticos.

Que los centristas no reivindicasen la práctica del sufragio femenino no les impidió criticar esa misma falta en la propuesta electoral que el Bloque de la Victoria —nombre de la alianza firmada el 22 de septiembre de 1943 entre el socialcristiano Partido Republicano Nacional y el comunista Partido Vanguardia Popular— presentó a los comicios de febrero del siguiente año. En el editorial de *Surco* de octubre de 1943 “Ante el Pacto Republicano Nacional-Vanguardia Popular”, se afirmaba que el programa del Bloque era una transposición literal del publicado en junio anterior en *Trabajo*, órgano de expresión del PCC, adornado con algunas variaciones definidas como puramente “politiqueras”. Según el editorialista, la desaparición de la reclamación del voto femenino anteriormente presente en el programa comunista era debida al miedo de los líderes del Bloque a perder algunos votos y algunas influencias. Y eso sin contar, sentenciaba con ironía, que “hubiera sido risible y contradictorio propugnar derechos a favor del ‘histerismo’...”<sup>14</sup>.

Más allá de la presumible falta de coherencia en la postura del Centro respecto al sufragio femenino, que le hacía criticar la ausencia en proyectos políticos ajenos de propuestas de las que el suyo carecía, puede interpretarse mejor su actitud si se considera que, por lo general, sus principales teóricos creían sinceramente que las mujeres no estaban preparadas para ejercer tal derecho. Una lectura que no resulta en exceso sorprendente teniendo en cuenta que en octubre de 1943, en América Latina, sólo Ecuador, Chile, Uruguay, Brasil, Cuba y República Dominicana lo reconocían. Y más importante todavía, si se contempla que uno de los referentes ideológicos de los que se nutría el CEPN, el discurso de la Alianza Popular Revolucionaria Americana del peruano Raúl Haya de la Torre, era

---

14 Editorial, «Ante el Pacto Republicano Nacional-Vanguardia Popular», *Surco* IV, 40 (octubre 1943), p. 5.

contrario a él. Así y aunque en *Surco* hubo múltiples referencias al ejercicio del voto y a la necesidad de su limpieza, apenas se reclamó la participación en él de la mujer.

Precisamente esas frecuentes llamadas a la práctica de un voto sano explican que tras los comicios que dieron la victoria a Teodoro Picado Michalski, en el número correspondiente a los meses de octubre y noviembre de 1944, Arnoldo Jiménez Zavaleta escribiese “Nuestro régimen de sufragio en relación con las anunciadas reformas a la Ley Electoral”, donde indicaba cómo debía modificarse el sistema electivo. Tras hablar de los antecedentes y de los cambios constitucionales al efecto necesarios, el autor enumeraba una serie de reformas e innovaciones a su parecer igualmente imprescindibles para la mejora de la ley electoral: la creación de un Tribunal Superior Electoral autónomo, la exigencia en el momento del sufragio de la cédula de identidad del votante, el cómputo del voto allá donde éste se emitiese, la no asignación de diputados en función de los restos de votos, la representación igualitaria de los partidos en las distintas Juntas Electorales, la atribución a éstos de personalidad jurídica o el logro de una mayor transparencia en sus cuentas de campaña<sup>15</sup>. Transformaciones en las que no había, de nuevo, mención alguna a la incorporación de la mujer al proceso electoral.

Tampoco la hubo cuando en febrero de 1945 el editorial “Hacia el Perfeccionamiento de Nuestra Democracia” proclamó las bases ideológicas del PSD. Aunque al hablar de la práctica electoral se pregonaba la irrestricta libertad ciudadana de elegir —libertad que se decía burlada por el imperfecto sistema de elecciones, la picardía política de unos cuantos y el poder económico de unos pocos— y se ofrecía como su mejor garantía un código electoral adecuado y moderno que avalase “en la forma más justa los derechos de las minorías y su necesaria representación en los cuerpos legislativos”<sup>16</sup>, nada se decía del voto femenino. El que en las bases programáticas del nuevo

---

15 Arnoldo Jiménez, «Nuestro régimen de sufragio en relación con las anunciadas reformas a la Ley Electoral», *Surco* V, 50 (octubre-noviembre 1944), p. 4-6.

16 Editorial, «Hacia el Perfeccionamiento de Nuestra Democracia», *Surco* V, 52 (febrero 1945), p. 10.

partido la mujer no contase como actor político, con sus capacidades electorales por completo anuladas, indica hasta qué punto la socialdemocracia costarricense soslayó en su acto fundacional el derecho femenino al voto.

### *Surco y el voto afrodescendiente*

Si la vindicación de los derechos de ciudadanía femeninos a través del voto apenas restó tiempo a quienes escribieron en *Surco*, tampoco lo hizo la salvaguarda de iguales valores para con los afrodescendientes. Sólo algunas informaciones sobre ciertas actividades culturales celebradas en las sedes del CEPN en las que se trató el tema, o algún que otro texto dedicado al mismo, permiten intuir la posición de la revista en tal materia. Una posición que, en cualquier caso, pudo contribuir a crear un clima de opinión propicio a esa minoría étnica y a facilitar la posterior implementación de distintas medidas legales tendentes a su inclusión en la comunidad política nacional<sup>17</sup>.

La primera ocasión en la que *Surco* se aproximó a la cuestión de la población afrocaribeña en Costa Rica vino a coincidir con el Día de la Raza del año 1940, cuando, aprovechando la efeméride e impelidos por el instante histórico que vivían, quienes dirigían la revista rechazaron de plano la visión biológica de “raza” asociada al nazismo entonces exultante y propugnaron a cambio, invocando la historia de los imperios latinos, dar a aquella un significado espiritual. De esta forma, la negación de todo sentido discriminatorio en la noción de “raza” y la defensa de los valores morales contenidos en ella se hizo presente en el editorial del 12 de octubre de ese año, en el que con el título “La zoología y el espíritu en la idea de raza” se declaraba:

Pensamos hoy en día la idea de Raza y se nos ofrece un zoológico concepto de raza elevado a la categoría de tesis de filosofía o

---

17 Carlos Sancho, «En defensa de la “gente de color”: el discurso étnico en la revista *Surco* (1940-1945)», en Catherine Lacaze, Ronald Soto-Quirós, Ronny J. Viales-Hurtado (eds.), *Historia de las desigualdades étnico-raciales en México, Centroamérica y el Caribe (siglos XVIII-XXI)*, San José, C.R.: Universidad de Costa Rica, 2019.

de acción políticas en que es la brutalidad sistematizada y organizada científicamente, la que se nos ofrece como fin del Estado. [...] Cuando los pueblos latinos llegaron [...], el concepto de Raza, lo realizan en la fecundidad espiritual, en el desarrollo moral<sup>18</sup>.

Unas páginas más adelante apareció “Pureza racial”. En él, su autor, Jesús Vega Orozco, maestro destituido en el verano de 1936 de su puesto en la Escuela de Guadalupe durante la lucha que los educadores costarricenses habían mantenido contra la última de las tres administraciones de Ricardo Jiménez Oreamuno y la posterior de León Cortés Castro<sup>19</sup>, e integrado a comienzos de 1940 en el cenáculo centrista, buscaba derribar el mito nazi de la pureza racial. Tras criticar la lectura social darwinista que la Alemania del III Reich practicaba, el docente concluía haciendo de “esta raza nuestra, mitad morena, mitad blanca”, propia de las entremezcladas y étnicamente diversas sociedades latinoamericanas, superior moralmente a la germánica<sup>20</sup>.

Tras estas aproximaciones, el pionero en denunciar en *Surco* la discriminación a la que estaba sometida la población afrocaribeña en Costa Rica a causa de la legislación xenófoba y racista dictada por el Estado fue Fernando Jones. Lo hizo en el mismo número del editorial del Día de la Raza y el artículo de Vega Orozco, en una columna a su cargo que tenía por título “Instantáneas”:

NUEVAS RESTRICCIONES PARA LA GENTE DE COLOR. Una zona del país próspera por su esfuerzo. Y hoy el país la olvida. Hay una constitución que amamantó sus principios en todo aquello

---

18 Editorial, «La zoología y el espíritu en la idea de raza», *Surco* I, 3 (octubre 1940), p. 1.

19 Rosalila Herrera, «Maestras y militancia comunista en la Costa Rica de los años treinta», en Eugenia Rodríguez (ed.), *Un siglo de luchas femininas en América Latina*, San José, C.R.: Universidad de Costa Rica, 2005, p. 143.

20 Jesús Vega, «Pureza racial», *Surco* I, 3 (octubre 1940), p. 4.

hermoso de la Revolución Francesa: Igualdad, Fraternidad... hoy todo va sonando hueco<sup>21</sup>.

Las restricciones a las que sin más detalle se refería Jones podrían derivar de la aplicación de la Ley 37, de 4 de junio de 1940, de Creación de la Oficina de Migración y Extranjería. Una oficina dependiente de la Secretaría de Seguridad Pública que tuvo entre sus funciones controlar a los extranjeros residentes con carácter permanente o temporal en el país, acción fiscalizadora que repercutió en la extensión de pasaportes a la población afrocostarricense<sup>22</sup>. En cualquier caso y tuviese o no por trasfondo esa medida legal, lo escrito por Jones apunta algunas cosas importantes, entre otras, el desprecio al que estaban sometidos los afrodescendientes de Limón, quienes una vez exprimidos como fuerza laboral durante las obras emprendidas en 1872 para el tendido férreo entre San José y la ciudad portuaria de Limón y luego en las plantaciones bananeras del Atlántico costarricense, el país parecía querer ignorar.

Un desprecio facilitado por el proceso de debilitamiento demográfico que por aquel tiempo sufría la comunidad afrolimonense, espoleado por la crisis del banano y los conflictos laborales con la *United Fruit Company* (UFCO) acaecidos en la década anterior que produjeron un fuerte flujo migratorio de doble dirección: el principal, exterior, hacia la vecina Panamá y los Estados Unidos de Norteamérica, favorecidos los migrantes por su dominio del inglés; y otro menor e interno hacia la capital, San José. Los datos muestran esa mengua demográfica, y si en el censo de población de 1927 las personas de “raza” negra que residían en Costa Rica eran 19.136 (4,05%), de las cuales 18.003 lo hacían en la provincia de Limón

---

21 Fernando Jones, «Instantáneas», *Surco* I, 3 (octubre 1940), p. 16. Mayúsculas originales.

22 Diana Senior, *La incorporación social en Costa Rica de la población afrocostarricense durante el siglo XX, 1927-1963*, tesis de maestría en Historia, San José, C.R.: Universidad de Costa Rica, 2007, p. 156-157.

(55,77%), en el siguiente, confeccionado en 1950, eran 15.118 (1,88%) y 13.749 (33,24%), respectivamente<sup>23</sup>.

Sin embargo y siendo las restricciones legales y el desprecio hacia los afrolimonenses cuestiones importantes, tal vez la idea esencial del escrito de Jones fuese que el tratamiento dado por la nación a su población negra era piedra de toque de la situación de la democracia en Costa Rica, pues consideraba que la calidad moral del sistema político, del gobierno y de las instituciones, dependía del grado de integración de las minorías en el entramado social.

Apenas un par de meses más tarde de su anterior contribución, Fernando Jones volvió a escribir otra de sus “Instantáneas” en descargo de la “gente de color”. Al socaire de lo recientemente manifestado por Jiménez Oreamuno —el autor podría referirse al artículo que el expresidente había escrito en el *Diario de Costa Rica* en favor de los afrocaribeños<sup>24</sup>—, Jones insistía en la inclusión en el seno de la nación de su comunidad negra. Comenzaba denunciando la imposibilidad de los antiguos empleados afrocaribeños de la UFCO de trabajar en las nuevas plantaciones del Pacífico debido al acuerdo suscrito entre el Estado y la multinacional el 7 de diciembre de 1934 —contrato Cortés-Chittenden— y a su inmediato corolario legal —Ley 10, de 31 de diciembre de 1934, de Regulación en las Zonas Bananeras en cuanto uso de tranvía, obligaciones y contratación con los trabajadores. Recordaba luego las malas condiciones de vida en que se hallaba sumida la población negra de Limón, ante las que el resto del país había permanecido “extraño y sordo”, y tras apuntar la negativa presencia en los estratos más bajos de aquella de “ciertos rasgos atávicos”, hacía de la educación tabla de salvación y pasarela a su ciudadanía plena:

---

23 Dirección General de Estadística y Censos (DGEC), *Censo de población de Costa Rica 1927*, <<https://ccp.ucr.ac.cr/bvp/censos/1927/pdf/cuadro07-27.pdf>>. (Consultado el 3-I-2023); DGEC, *Censo de población de Costa Rica 1950*, <<https://ccp.ucr.ac.cr/bvp/censos/1950/pdf/cuadro11-50.pdf>>. (Consultado el 20-I-2023).

24 Diana Senior, *La incorporación social*, p. 173.

Meter ahí, en esos núcleos del ramal bananero hábitos rudimentarios de vida civilizada. Abrirles muy ancho las pueratas [puertas] de los colegios a esos negritos de Limón. Que se hagan maestros, que vayan a hablarles a su gente en su propia lengua la enseñanza unifor nmeacional [uniforme nacional], que combatan la ignorancia, la superstición, lo atávico, lo que respira a selva. Nacionalizar a esa gente que ha nacido aquí, cuyos padres lo fueron también, que tienen sus hogares aquí, que aquí han de morir<sup>25</sup>.

Pese a hablar “en defensa de la raza negra”, el lenguaje empleado por Jones muestra el poso dejado en Costa Rica por un racismo ancestral. El olor a selva, la falta de unos mínimos rudimentos de vida civilizada o la sobrada superstición eran características al parecer innatas de unos “negritos de Limón” que, sin embargo y debido a sus conocimientos profesionales y a ser el inglés su lengua materna, habían ocupado en la UFCO puestos para los que la mayoría de los costarricenses blancos no estaban preparados y que en ciudades como Cartago o San José regentaban, desde comienzos de siglo, negocios y despachos comerciales<sup>26</sup>. Una realidad sociolaboral que difícilmente podían ignorar —aunque sí minusvalorar— las jóvenes camadas intelectuales que colaboraban en *Surco*.

En cualquier caso, discursos como el de Fernando Jones en favor de nacionalizar a través de la escuela, de convertir la estancia en las aulas de los niños afrolimonenses en una oportunidad para inocular en ellos las máximas de un catecismo nacional, no eran nuevos en Costa Rica; ya los habían expuesto ciertos gacetilleros de comienzos del veinte<sup>27</sup>. El que los intelectuales del CEPN los recogiesen

---

25 Fernando Jones, «Instantáneas», *Surco* I, 7 (diciembre 1940), p. 16.

26 Ronald Soto-Quirós, «Un otro significativo en la identidad nacional costarricense: el caso del inmigrante afrocaribeño, 1872-1926», *Boletín AFEHC* 25 (octubre 2006), p. 15, <[http://afehc-historia-centroamericana.org/index.php?action=fi\\_aff&id=1236](http://afehc-historia-centroamericana.org/index.php?action=fi_aff&id=1236)>. (Consultado el 20-XI-2018).

27 Ronald Soto-Quirós, «“Y si el olor y el color de...”: racismo en la Costa Rica de principios del siglo XX», *Aguaita* 17-18 (diciembre 2007-junio 2008), p. 43.

reafirma la impresión de que, al menos en 1940, la política educativa del Estado no había logrado hacerse por completo presente en la provincia de Limón.

Otro gran defensor de la “gente de color” fue Alexander Curling Delisser, que pasados los años sería el primer diputado afrodescendiente en Costa Rica. Mucho antes de que esa elección se produjese, el 3 de febrero de 1941 Curling impartió una conferencia en las salas del Centro de la que *Surco* reprodujo un par de extractos con el título de “Síntesis (De un estudio sobre el problema de la raza de color en Costa Rica) Presentado al Centro por el socio Alex Curling”. El aparecido en el mes de abril hablaba de la segregación racial padecida por el “ejército” de jamaicanos constructores del tendido del ferrocarril al Atlántico y trabajadores en la industria bananera, que el futuro curul situaba en un amplio espectro que incluía la discriminación socioeconómica y cultural<sup>28</sup>.

En el siguiente, publicado en el número de junio, reivindicaba el proyecto de ley elaborado en 1927 por el ministro de Instrucción Pública, Luis Dobles Segreda, destinado a promover la presencia del Estado a través de la escuela en el territorio llamado en aquella época Atlántico costarricense. Un intento que pese al entusiasta apoyo dado por hombres como el reputado educador Omar Dengo, quien en octubre de ese año afirmaba en “Bienvenidos los negros” que recibiría en la preparatoria Escuela Normal “a los negritos con los brazos abiertos”<sup>29</sup>, ante el empuje de las fuerzas retrógradas del prejuicio racial ni siquiera había alcanzado las salas del Congreso.

Como se preveía que no iba a encontrar buena acogida en el seno de la Cámara se prescindió de enviarlo a ésta y desde

---

28 Alexander Curling, «Síntesis (De un estudio sobre el problema de la raza de color en Costa Rica) Presentado al Centro por el socio Alex Curling», *Surco* I, 11 (abril 1941), p. 12.

29 Jorge Ramírez, «Racismos intelectual y popular en Omar Dengo», ponencia presentada en el *II Congreso Internacional de Lingüística Aplicada*, Heredia, C.R., septiembre 2009, p. 2, <[https://www.repositorio.una.ac.cr/bitstream/handle/11056/2343/recurso\\_442.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://www.repositorio.una.ac.cr/bitstream/handle/11056/2343/recurso_442.pdf?sequence=1&isAllowed=y)>. (Consultado el 21-II-2023).

entonces duerme el sueño de los justos ese magnífico proyecto que reivindicaría culturalmente a la raza de color y pagaría en parte la enorme deuda de gratitud que contrajera Costa Rica con los hombres de color de la Zona Atlántica<sup>30</sup>.

Al poco de las recensiones de la conferencia de Curling, el editorial “La tendencia antiextranjera: síntoma de la morbosa paralización del desarrollo económico nacional”, de septiembre de 1941, abordó de nuevo los problemas laborales y de integración social que los afrodescendientes padecían.

Otro hecho: el abandono de la zona Atlántica por la United Fruit Co., y la consiguiente presión ejercida por la población negra, desarraigada y sin recursos, para establecerse en la Meseta Central, hizo regarse, esta vez teñida de prejuicios raciales, la fobia antiextranjera. Mientras tanto se hacía legalmente imposible que las nuevas actividades bananeras del Pacífico enjugaran la amenazante mancha oscura, al incluirse en los contratos celebrados con la frutera el año 38, una cláusula que prohibía el enganche de gente de color en aquella zona<sup>31</sup>.

Unas líneas de lectura ambigua —al tiempo que cuestionaban los “prejuicios raciales” mencionaban la presencia en el país de una “amenazante mancha oscura”— con las que la “gente de color” desapareció de *Surco*. De esta forma, en los cuatro años que le restaban de vida, disposiciones legales tan trascendentales para los afrodescendientes como el Reglamento del Departamento de Migración del año 1942, destinado a fosilizar su marginalización étnica al excluirlos, junto a chinos, árabes, turcos, armenios y gitanos, del concierto

---

30 Alexander Curling, «Síntesis (De un estudio sobre el problema de la raza de color en Costa Rica) Presentado al Centro por el socio Alex Curling», *Surco* I, 13 (junio 1941), p. 12.

31 Editorial, «La tendencia antiextranjera: síntoma de la morbosa paralización del desarrollo económico nacional», *Surco* II, 16 (septiembre 1941), p. 2-3.

nacional, o la Ley de Extranjería y Naturalización de 1944, quedaron sin comentario alguno en la revista del Centro.

#### LA VINDICACIÓN SOCIALDEMÓCRATA DEL VOTO FEMENINO Y AFRODESCENDIENTE, 1948-1953

##### *El sufragio femenino en el proyecto político socialdemócrata*

Para descifrar los factores que incidieron en el retraso de la aprobación del voto femenino en Costa Rica, y más allá de las luchas emprendidas por asociaciones como la Liga Feminista o los discursos pro y antisufragistas habidos en el país, debe tomarse en consideración, según Eugenia Rodríguez, el trasfondo de lucha por el poder y el contexto político electoral en el que se insertó dicho proceso<sup>32</sup>. Incidiendo en ese argumento, Macarena Barahona denuncia la que dice patética postura de unos diputados que en 1947, cuando el presidente Picado presentó al Congreso una iniciativa para eliminar de la Constitución toda desigualdad en el disfrute de los derechos políticos por cuestión de género, prefirieron dar un no a la mujer con tal de darlo al promotor de la reforma. Unos diputados que meses más tarde cambiaron de opinión para votar sí al sufragio femenino en una dinámica marcada por el oportunismo político y no por la convicción ideológica<sup>33</sup>.

De acuerdo con estos planteamientos historiográficos, deviene considerar que el cálculo partidista fue a la altura de 1948 vector determinante para que la mujer lograra la mayoría de edad política en Costa Rica, en un escenario de esfuerzos sufragistas y de las organizaciones políticas que como el PR o el PCC las apoyaron. Un concurso

32 Eugenia Rodríguez, «Visibilizando las facetas ocultas del movimiento de mujeres, el feminismo y las luchas por la ciudadanía femenina en Costa Rica (1890-1953)», *Diálogos* 5, no. 1-2 (2005), p. 16, <<https://revistas.ucr.ac.cr/index.php/dialogos/article/view/6230/5933>>. (Consultado el 25-1-2023).

33 Macarena Barahona, «La conspiración silenciosa de las sufragistas costarricenses», *Semanario Universidad* (julio 2021), <<https://semanariouniversidad.com/suplementos/loslibros/la-conspiracion-silenciosa-de-las-sufragistas-costarricenses/>>. (Consultado el 22-1-2023).

de intereses diversos en función del cual el pensamiento de la época viró, ahora claramente favorable al ingreso de la mujer en el ámbito de la ciudadanía. A esto habría que añadir que a nivel regional existía similar clima de opinión: Guatemala había reconocido el sufragio femenino el 1 de marzo de 1945, Panamá el 5 de julio de ese mismo año y El Salvador el 28 de agosto de 1946 —Honduras y Nicaragua lo harían casi una década después, el 25 de enero de 1954 y el 20 de abril de 1955, respectivamente<sup>34</sup>. El voto de la mujer era, así, una brisa inclusiva que recorría no sólo Costa Rica sino la totalidad de la América Central.

En paralelo a esa corriente, al finalizar la guerra civil costarricense de marzo-abril de 1948 se instituyó como gobierno de facto y bajo presidencia de José Figueres Ferrer la Junta Fundadora de la Segunda República (8 de mayo de 1948-8 de noviembre de 1949). Durante sus primeros meses de vida y según ha recopilado Natalia Carballo, desde distintas posiciones se abogó, tanto en la prensa como en las sesiones de la Asamblea Nacional Constituyente (15 de enero-7 de noviembre de 1949), en favor y en contra del voto femenino<sup>35</sup>. Los discursos periodísticos negacionistas se sustentaron, básicamente, en dos razones: en la máxima de que la corrupción inherente a la política, concebida como sucia y dañina, podía perjudicar a la mujer, y en el no menos atávico miedo del varón a que su esposa, hija o hermana saliese del hogar. Frente a esta posición rigorista existía la de quienes siendo favorables a la concesión del voto mantenían ciertas cautelas.

Era el caso del conservador Ulate Blanco, quien en un texto publicado el 31 de mayo de 1948 en *La Prensa Libre*, “Don Otilio Ulate aboga por que las mujeres puedan elegir y ser elegidas en la próxima constituyente”, expresaba, en calidad de posibilidad, la participación de la mujer en la venidera contienda electoral. También el de

---

34 Patricia Vega, «El voto femenino en la prensa centroamericana (1940-1955)», *Revista del CESLA* 21 (2018), p. 31.

35 Natalia Carballo, «Un aporte al estudio del voto femenino en Costa Rica», *Revista de Ciencias Sociales* 167, no. 1 (2020), p. 35-39, <<https://revistacienciasociales.ucr.ac.cr/html/02-carballomurillo/02-carballomurillo.html>>. (Consultado el 23-I-2023).

Rafael A. Solís, que en “¿Será conveniente o no el Voto Femenino?”, artículo aparecido en ese mismo periódico el inmediato 3 de junio, reconocía los esfuerzos de la mujer por participar de la vida política republicana y, por ello, su derecho al voto, si bien señalaba que de ser el varón quien se lo concediese ésta podría rechazarlo. Menos exquisitas con quién lo concedía pero más firmes en el deseo de obtenerlo se mostraron mujeres como Ligia Herrera o Mireya Guardián de Varona, fundadora del Centro Femenino de Estudios (1937), quien el 9 de junio publicó en *La Nación* “No queremos voto optativo; queremos voto obligatorio o nada”, texto cuyo título hablaba por sí solo.

Asimismo, la igualdad de hombres y mujeres con respecto al derecho de las últimas al sufragio se defendió en varias sesiones de la Asamblea Nacional Constituyente. Debates a los que contribuyeron los distintos telegramas enviados a los diputados allí reunidos —varones todos— y al presidente del Congreso por mujeres a título individual y por organizaciones como la Sección Femenina del Partido Demócrata o la Organización de Mujeres Carmen Lyra. Fruto de estos compromisos individuales y colectivos, de lo escrito en la prensa y de lo discutido en la Constituyente, terminarían por consagrarse los derechos civiles y políticos de la mujer costarricense.

Para que ello sucediera hubo que esperar a la sesión del 20 de junio de 1949, cuando la Asamblea decidió sobre el sufragio femenino. Con treinta y tres de los cuarenta y un votos emitidos a favor y ocho en contra —la Asamblea contaba con cuarenta y cinco diputados propietarios y quince suplentes—, las razones argüidas por los vencedores se centraron en el papel de las mujeres como madres de hijos de la patria, en su participación en los acontecimientos de la convulsa década que estaba por concluir y en su decidida incorporación a la vida social y a la función pública. Nada muy distinto, cambiando lo que hay que cambiar, de argumentarios pasados que *Surco* ya había acogido. Reconociendo la trascendencia del momento, *El Herald*, *Diario de Costa Rica* y *La Nación*, periódicos de considerable circulación en el país, concedieron en dar al día siguiente a dicho evento titular en primera plana<sup>36</sup>.

---

36 Patricia Vega, «El voto femenino», p. 34.

Entre los diputados que votaron favorablemente en la sesión del 20 de junio se hallaban los cuatro del PSD: Rodrigo Facio Brenes, Fernando Fournier Acuña, Rogelio Valverde Vega y Luis Alberto Monge Álvarez (el partido contaba, además, con dos suplentes: Carlos Monge Alfaro y Rafael Carrillo Echeverría). Un voto que nos acerca a la postura adoptada en ese asunto por los socialdemócratas costarricenses y por su líder y en ese momento presidente de la nación, José Figueres.

Precisamente fue Figueres el primero en abrir fuego al participar en los debates periodísticos sostenidos en la primavera de 1948 en torno al sufragio femenino. Para ello se inscribió en una corriente de pensamiento que, en paralelo a los planteamientos que se decantaban a favor o en contra, discutió la obligatoriedad de aquél. En un discurso del que se hizo eco en su edición del 3 de junio *La Prensa Libre*, “La sublime y heroica mujer costarricense cívicamente nos ha igualado, pero su voto debe ser optativo”, Figueres planteó la justicia de dar el voto a la mujer porque se lo había ganado, acentuando la importancia de sus actuaciones políticas en años anteriores, con especial referencia a las mantenidas durante el movimiento cívico de junio de 1919 contra la dictadura de los hermanos Tinoco. No obstante, cuestionó su obligatoriedad, fundamentando su parecer en que había muchas que preferían su puesto en el hogar para desde allí, con su sabia cordura y su enorme pundonor cívico, impulsar a sus seres queridos hacia el recinto donde se elegía a los conductores de la patria. Como en los postulados más tradicionales, Figueres situaba a la mujer en el que veía su espacio natural, el doméstico, desde donde operaba en bien de la nación y sus ciudadanos. Ahora bien, reconocía el mandatario, el *zeitgeist* imploraba por actualizar esa idea y permitir que aquella entrase, sin cortapisas, en la esfera de la ciudadanía.

Esa conciencia de lo pertinente de conceder a la mujer el salto de lo privado a lo público, del exterior al interior del corazón político de la nación, se agudizó en el dirigente socialdemócrata en los meses posteriores. Pudo contribuir a ello su alejamiento del poder una vez concluidas las actividades de la Asamblea Nacional Constituyente y dar ésta por triunfante las listas del Partido Unión Nacional (PUN) en las elecciones de 1948, lo que elevó a Otilio Ulate a la presidencia de

la república. Y es que tras comandar la refundación del PSD en forma del PLN, el cual vio la luz el 12 de octubre de 1951, Figueres necesitó de nuevos nichos de voto de cara a las elecciones futuras, y el más importante en cuanto a su número era el femenino. Pasó entonces de reconocer el derecho al sufragio de la mujer a cortejarla como votante, y no dudó en pagar espacios para que la prensa anunciara los requiebros que le dirigía. Fue el caso de la “Carta a las Damas” que *La República* publicó el 1 de abril de 1952, donde asumía el derecho de la mujer al sufragio y le exigía la asunción de determinadas responsabilidades sociales<sup>37</sup>.

Para saber del discurso oficial del PSD conviene tener en cuenta la columna que desde agosto de 1951 y durante varios meses esa formación política publicó en *La Nación*. Según lo dicho por Natalia Carballo, sólo en las dos primeras, ambas del mes referido, se trató el voto femenino<sup>38</sup>. En la del día 2 y bajo el encabezamiento “El Voto Femenino”, podía leerse que los socialdemócratas se habían impuesto hablar del asunto “no por interés político sino por su trascendencia cívica”, una manera de apartar sospechas sobre el rédito electoral que ese acto pudiera suponerles. De acuerdo con la citada historiadora, en el texto se observan ideas nada innovadoras sobre el tema, tales como el reconocimiento de la labor cívica de la mujer y su faena en acontecimientos políticos del ayer. Sin embargo, sí había un factor novedoso no contemplado en anteriores discursos, pues se incorporaba el parabién socialdemócrata al compromiso internacional adquirido por Costa Rica al firmar el 26 de junio de 1945 y ratificar el inmediato 2 de noviembre la Carta de las Naciones Unidas, con lo que eso suponía respecto del sufragio femenino.

La columna del día 9, “La Emancipación de la mujer”, trató de la votación habida en 1917 como consecuencia de la moción planteada por el diputado Álvaro Quirós al artículo 49 de la Constitución de 1871 que hacía del sufragio una función eminentemente política que correspondía ejercer a los ciudadanos en ejercicio de sus derechos y a las mujeres que cumplieren ciertos requisitos —moción que

---

37 Natalia Carballo, «Un aporte al estudio», p. 40.

38 Natalia Carballo, «Un aporte al estudio», p. 36.

resultó derrotada por veinte votos frente a dieciséis—, y de las manifestaciones del 15 de mayo de 1943 en reclamo de un recuento electoral limpio. En el texto se declaraba que por gloriosas que fuesen esas fechas, únicamente representaban la reacción nacional en momentos de crisis, reacción que faltaba mantener en tiempos de paz. Era necesario, por tanto, que cuando los próximos comicios llegasen, las costarricenses estuviesen preparadas, legal e institucionalmente, para “cumplir fielmente con la obligación del sufragio”. Unas palabras que para Carballo suponían una cierta desacreditación de la participación de la mujer en esos sucesos del pasado a fin de manifestar que su verdadera labor consistía en votar —con la paleta socialdemócrata, podría añadirse— en época de paz.

De lo aquí expuesto se desprende una evolución en el pensamiento de los socialdemócratas costarricenses respecto a la forma en que hacer efectiva la concesión a la mujer de la ciudadanía política a través del voto. En una primera fase y en virtud de lo expresado por Figueres, habrían mostrado sus dudas en cuanto a si éste debía ser obligatorio u optativo; en una segunda y una vez apartados del poder por el PUN y reconvertidos en afiliados liberacionistas, se habrían decantado abiertamente por la primera opción. ¿Cálculo político o convicción moral? La disyuntiva no tiene por qué ser forzosamente excluyente. Lo que sí parece evidente es que la absorción de sectores hasta ese momento no reconocidos políticamente en Costa Rica pero tan presentes en el país como sus mujeres, pasó a ser prioridad estratégica del proyecto político armado bajo la batuta de José Figueres. La táctica, ganarlas a través de la afirmación de su derecho al voto para el programa regenerador que el PLN quiso representar.

### *El sufragio afrodescendiente en el proyecto político socialdemócrata*

Al igual que en el caso de las mujeres, descifrar los entresijos que acompañaron la consecución del voto afrodescendiente en Costa Rica obliga a considerar tanto las antiguas reivindicaciones de ciudadanía esgrimidas por ese colectivo como su posición en la sociedad nacional en la década de 1940. Respecto a esto último cabe decir que hasta finales de ese decenio la tendencia mayoritaria, generada tras décadas de colaboración entre una ideología racial y una práctica

social facilitadoras de un entusiasta modelo de higiene social<sup>39</sup>, era la no consideración de la “gente de color” como conciudadanos. Esa línea de pensamiento se modulaba no obstante en determinados sectores políticos y, por lo general, los movimientos progresistas resultaban menos proclives a su aceptación. Pero ni siquiera en éstos la mirada era unánime, y lo sucedido con los socialdemócratas lo ilustra a la perfección. De algo de todo ello informaron las páginas de *Surco*, en las que como se dijo, aunque habitó un mayor compromiso para con los afrodescendientes al hasta ese momento presente en el grueso de la intelectualidad del país, éste siempre se manifestó con timidez y como desde una segunda —o tercera— fila. En un mar de cientos de páginas, las gotas que representaron las “Instantáneas” de Fernando Jones o los extractos de la conferencia de Alexander Curling lo confirman.

La cuestión cambia por completo si se consideran algunos textos escritos por hombres fuertes del sentir socialdemócrata como Carlos Monge Alfaro, quien, frente al discurso étnicamente integrador de los dos anteriores, mantuvo posiciones cargadas de tópicos y estigmatizaciones racistas sobre los afrocaribeños. Asiduo colaborador de *Surco* y uno de los padres del sistema educativo superior costarricense, Monge publicó una *Geografía social y humana de Costa Rica* (1942) —ratificada mediante decreto ejecutivo como texto oficial en la enseñanza secundaria del país— cuyos enunciados segregacionistas fueron compartidos por muchos de quienes en él detentaban posiciones de poder. Enunciados según los cuales el “negro” no troncaba en la “sensibilidad nacional”, pues pese a ser legalmente costarricense formaba una suerte de “isloté en el concierto de la república”<sup>40</sup>. Lo dicho por Monge muestra las continuidades presentes en el horizonte mental de ciertos sectores de la socialdemocracia costarricense respecto a la población afrodescendiente. Un horizonte habitado por unos mensajes que hacían de la “raza” algo más que

---

39 Lara Elizabeth Putnam, «Ideología racial, práctica social y Estado liberal en Costa Rica», *Revista de Historia* 39 (enero-junio 1999), p. 172.

40 Carlos Monge, *Geografía social y humana de Costa Rica*, San José, C.R.: Imprenta y Librería Universal, 1943, p. 126.

la reunión de una serie de rasgos fenotípicos, pues según cuál fuese aquella implicaba la innata posesión de algo distinto, de una virtud o un vicio, de un conjunto de defectos éticos o una superior fuerza moral.

Junto a lo escrito por los intelectuales socialdemócratas estuvo aquello que hicieron. Sería precisamente Alexander Curling quien guió sus primeros pasos hacia la inclusión política afrodescendiente, y de su mano ésta tuvo por escenario la provincia de Limón. El comienzo de la historia fue anterior a los hechos bélicos de 1948, cuando Curling acompañó a Figueres en sus primeras charlas en la zona, una serie de actos de propaganda política en los que éste se comprometió con el fin de la segregación racial. Ya en ese momento y más allá de una ideología común, ambos hombres compartían una circunstancia que los hacía especialmente sensibles a las demandas de ciudadanía que pudiesen plantear los afrolimonenses, pues tanto Curling, de progenitores jamaicanos, como Figueres, hijo de catalanes, habían tenido que naturalizarse costarricenses para regular la suya.

Afirma Omar Hernández que la guerra civil provocó una fractura entre los afrocaribeños residentes en la provincia, los cuales se agruparon en tres grandes tendencias: unos se sintieron ajenos a los motivos del conflicto por su condición de extranjeros —la mayor parte procedían de Jamaica, pero también de distintas zonas de la costa caribe continental y las pequeñas Antillas— y, por tanto, carentes del derecho al voto —no debe olvidarse que la causa declarada de la guerra fue el respeto al sufragio—; otros simpatizaron con el gobierno por su llamamiento a que participasen a su favor; y los terceros se aliaron a los alzados en armas por su aliento a la condición costarricense de aquellos<sup>41</sup>. Finalizado el conflicto, dos de las corrientes políticas victoriosas, los conservadores y los socialdemócratas, configuradas orgánicamente en unos partidos que mantenían como legado del periodo político inmediatamente anterior un

---

41 Omar Hernández, «De inmigrantes a ciudadanos: hacia un espacio político afro costarricense (1949-1998)», *Revista de Historia* 39 (enero-junio 1999), p. 224.

liderazgo hipertrofiado en la figura de sus respectivos cabecillas, Ulate y Figueres, presentaron unas propuestas en relación con la inclusión de las minorías étnicas cada vez más diferenciadas.

En junio de 1949, con Figueres al mando de la nación y en un momento en el que su figura política perdía popularidad entre los afrocaribeños, Curling envió una carta a la liga de Derechos Humanos de las Naciones Unidas solicitando la abolición de la cláusula que implicaba al contrato de 1934 con la UFCO relativa a la prohibición de enganche laboral a “gentes de color”. Tras las elecciones legislativas del 2 de octubre, las cuales concedieron una aplastante mayoría al PUN, y una vez designado Ulate presidente debido al acuerdo adoptado por la Junta Fundadora, el nuevo gabinete tradujo en acciones el discurso contra los afrocaribeños por el que su líder era conocido: al verificarse el estatus de los “elementos de color” llegados al Pacífico e imponerse un gravamen a sus certificados de residencia, se incrementó la presión legal que dificultaba su acceso a la ciudadanía.

En ese contexto, al fundarse el PLN algunos de sus afiliados mantenían posturas como la establecida en 1942 por Monge Alfaro, mientras que otros eran proclives a la integración de los afrodescendientes y de otras minorías étnicas —indígenas y judíos— al cuerpo de la nación. Figueres, por su parte, excluido de la Asamblea Legislativa y severamente castigada su facción política en las anteriores elecciones, entendió el provecho político que podía suponerle ganar para su causa a la pequeña pero interesante fracción del electorado que los afrolimonenses representaban, por lo que regresó a Limón, habló a sus pobladores de ascendencia antillana en inglés y confraternizó con ellos. Al llegar las elecciones de 1953 y comprobar éstos que el único partido que escuchaba su llamamiento era el liberacionista, vieron en la coyuntura y en el personaje de Figueres la oportunidad para el remedio de su discriminación<sup>42</sup>. El recuento

---

42 Ronald Soto-Quirós, «Evitando el oscurecimiento de la raza: los inmigrantes afrocaribeños en el discurso y las políticas costarricenses: 1872-1953», en Verena Stolcke, Alexandre Coello (eds.), *Identidades ambivalentes en América Latina (siglos XVI-XXI)*, Barcelona, España: Bellaterra, 2008, p. 218-220.

electoral del 26 de julio de 1953 convalidó la estrategia de Figueres, cuyo partido, además de vencer claramente a nivel nacional (64,71% de los votos y 30 diputados), lo hizo en la provincia de Limón (55,01% de los votos y 1 de los 2 diputados).

Al sopesar el camino andado por los socialdemócratas costarricenses hacia la integración política de la población afrodescendiente, la historiografía ha coincidido en señalar que el rédito electoral que podía suponerles el tener de su parte el voto de éstos, frente a las posturas más restrictivas a su consideración nacional mantenidas por sus oponentes políticos, pudo constituir un aliciente de no escaso valor. Según Diana Senior, Figueres aprovechó el clivaje social que la guerra civil había provocado para incluir en el nuevo proyecto político que comandaba, junto a sectores como el que conformaban las mujeres, a la población afrocaribeña naturalizada. De esta forma, al concretarse en la Constitución de 1949 el reconocimiento de su ciudadanía (artículos 90 y 93), el proyecto liberacionista no sólo sumó una potencial base laboral acorde con requerimientos socioeconómicos, sino que en términos políticos logró que dicha colectividad le respondiera con una fidelidad electoral de al menos tres décadas<sup>43</sup>.

Para Omar Hernández, la estrategia de integración del PLN supo conjugar los valores de pertenencia étnica —afrodescendiente— con la partidaria —liberacionista. Habría sido el juego político el que preparó las condiciones para que los afrocaribeños se sintieran agradecidos y comprometidos con ese partido, y muy especialmente con su líder, por el espacio que les abrió en la ciudadanía<sup>44</sup>. En una línea similar Alexander Jiménez admite concordar con quienes aseguran que con el PLN la provincia de Limón ingresó en el proyecto estatal nacional mediante el reconocimiento de los derechos ciudadanos de sus habitantes afrocaribeños, si bien, matiza, pasados los años el discurso étnico nacionalista socialdemócrata no pareció advertirlo<sup>45</sup>. Fuera como fuese y evitando al igual que en el caso de la

---

43 Diana Senior, *La incorporación social*, p. 276.

44 Omar Hernández, «De inmigrantes a ciudadanos», p. 225-227.

45 Alexander Jiménez, *El imposible país de los filósofos. El discurso filosófico y la invención de Costa Rica*, San José, C.R.: Universidad de Costa Rica, 2013, p. 199.

vindicación del voto femenino planteamientos dicotómicos, cabe entender que el proyecto político de la socialdemocracia costarricense reunió el expreso deseo de integrar a los afrodescendientes al cuerpo de la nación con el aprovechamiento de las oportunidades electorales de las que esa integración le proveía.

#### A MODO DE EPÍLOGO

En Costa Rica la exclusión política de la mujer se basó en motivos eminentemente morales, pues se la pretendía proteger de los supuestos peligros que le suponían la exhibición en la esfera pública, sin importar que ello la condenase al ostracismo de lo privado. Sirve de ejemplo lo acaecido en julio de 1920 cuando el recientemente elegido presidente Julio Acosta García, impulsó en el Congreso la reforma del artículo 55 de la Constitución para que la costarricense de naturaleza o adopción que supiese leer y escribir y hubiese cumplido los veinte años pudiese votar en las elecciones municipales y ser electa como regidora. La propuesta fue desestimada, entre otros argumentos, con el de que la inclusión de la mujer en la tormenta política trastornaría profundamente la vida social de la nación y distraería a aquella de sus dignas ocupaciones en el hogar, por lo que no debía abstraerse, ni abstraérsela, de su rol doméstico<sup>46</sup>.

Mientras, la exclusión de la comunidad afrodescendiente se asentó en prejuicios culturales, pues se suponía que las “razas” exógenas implicaban el debilitamiento de la idiosincrasia nacional, y en miedos sociales, al presentársela desde la primera década del siglo xx en periódicos y revistas como la “negrada” que amenazaba el orden, la convivencia y la salubridad de la nación<sup>47</sup>. A esas razones se sumó el móvil económico, pues se veía en los migrantes afrocaribeños poderosos rivales de la mano de obra nacional. Por ello y si bien el Estado permitió en algunos momentos la posibilidad de su naturalización como paso previo a la concesión de la ciudadanía, fueron casi constantes las trabas que puso a su presencia física en el país y a

46 Macarena Barahona, *Las sufragistas de Costa Rica*, p. 62-65.

47 Ronald Soto-Quirós, «“Y si el olor y el color de...”», p. 47-48.

la libre circulación por su geografía, así como al reconocimiento de su aportación económica, social y cultural a la vida de la nación<sup>48</sup>.

De esta forma, hasta bien entrada la década de 1940 escaseó quien estuviese dispuesto a considerar la lucha contra la desigualdad de las sufragistas costarricenses como una contribución al crecimiento de la democracia en el país, así como a reconocer que los afrodescendientes en él naturalizados merecían idénticos derechos políticos que el resto de los ciudadanos. Una prueba la ofrece *Repertorio Americano*, la revista de Joaquín García Monge, que excluía a las sufragistas de sus páginas y definía a los afrocaribeños como el “peligro negro”<sup>49</sup>. Por ello, en la en gran medida patriarcal y racista cultura política costarricense, fueron pocas las voces que se alzaron en defensa de ambos colectivos, apenas unos cuantos artículos escritos en favor del sufragio femenino o el redactado para acoger alumnos “negritos” por Omar Dengo.

Superado el parteluz de 1949, la inclusión política femenina y afrodescendiente dio un salto hacia adelante el 2 de noviembre de 1953 con la incorporación a la Asamblea Legislativa, en representación del PLN, de las diputadas María Teresa Obregón Zamora, Estela Quesada Hernández y Ana Rosa Chacón González, las dos primeras por la provincia de Alajuela y la última por la de San José, y de Alexander Curling en calidad de suplente por la de Limón.

En esa fecha se abrió para las mujeres un nuevo ciclo de acción caracterizado por cambios, si no tan radicales como los del periodo anterior, sí profundos y sustanciosos. Al calor de diferentes corrientes intelectuales y culturales de ámbito global, en la década de 1970 hubo alguna postulante a la presidencia de la república, y en la siguiente una ambiciosa agenda política feminista reevaluó de manera crítica la casi totalidad de los discursos y prácticas sociales hasta entonces

---

48 Carmen Murillo, «Vaivenes y desarraigos: identidad afrocaribeña en Costa Rica, 1870-1940», *Revista de Historia* 39 (enero-junio 1999), p. 201-202.

49 May Brenes, «Una mirada feminista del *Repertorio Americano*», *Repertorio Americano*, Segunda nueva época, 2 (enero-diciembre 2011); Jussi Pakkasvirta, «Particularidad nacional en una revista continental. Costa Rica y “Repertorio Americano”, 1919-1930», *Revista de Historia* 28 (1993), p. 96-98.

existentes en el país. Luego, en 1996, se introdujo en el Código Electoral una cuota de género que obligó a los partidos a incluir en sus órganos internos de decisión y dirección, y en las listas a cargos de elección popular, al menos un 40% de mujeres.

Una medida de corte paritario que al no actuar según lo esperado motivó que el Tribunal Supremo de Elecciones precisase en 1999 que ese porcentaje debía ser colocado en puestos elegibles, de acuerdo con el criterio histórico de cada partido. Esta distinta interpretación de la norma aumentó su operatividad cuando el Código Electoral de 2009 introdujo el principio de paridad por género, que subió hasta el 50% la cuota femenina en las listas electorales y, más importante todavía, cuando estableció un mecanismo de alternancia en las papeletas —el sistema cremallera— que terminó de cerrar el acceso paritario de la mujer a las posiciones privilegiadas de las candidaturas<sup>50</sup>. Con estos cambios las diputadas aumentaron de 9 (15,8%) en las elecciones de 1994 a 27 (47,4%) en las de 2022.

Frente a lo sucedido con las mujeres y pese a medidas como las adoptadas a través de la Ley 1.902, de 9 de julio de 1955, pensada para facilitar la naturalización de los extranjeros residentes en el país y las minorías étnicas, y apodada en honor de su impulsor “Ley Curling”, los afrodescendientes han mantenido en Costa Rica una situación de discriminación persistente, sin lograr su plena inclusión en la política nacional. Conscientes de esa situación de inequidad, en la consulta realizada con motivo de la confección de la *Agenda de Desarrollo Post 2015* de Naciones Unidas reclamaban, entre otros asuntos, ser visibilizados a través de representantes de su comunidad en la Asamblea Legislativa<sup>51</sup>. Y es que, efectivamente, transcurridas siete décadas desde las primeras elecciones en que disfrutaron del derecho al voto, sólo 23 de ellos han ocupado escaño en la Asamblea,

---

50 Eugenia María Zamora, *Mujeres y derechos políticos electorales: Costa Rica 1988-2018*, San José, C.R.: Tribunal Supremo de Elecciones, 2018, p. 31-33.

51 Agenda de Desarrollo Post 2015 de Naciones Unidas, *Consulta Nacional Post 2015. Construyendo una agenda de desarrollo para Costa Rica. El mundo que queremos*, p. 84, <<https://documentos.mideplan.go.cr/share/s/A3KK2JmZTbKdxHLydf5log>>. (Consultado el 31-I-2023).

frente a las 193 mujeres que lo han hecho. Diríase, por tanto, que de las dos jerarquías sociales de las que se ha ocupado este trabajo, la de género y la de etnia, es ésta última la que, en la Costa Rica contemporánea, ha sufrido una más acusada y perdurable condición de inequidad.

#### REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- ACOSTA, Otón, «15 de Mayo de 1943: consagración de la Mujer de Costa Rica», *Surco* III, 36 (junio 1943), p. 12.
- AGENDA DE DESARROLLO POST 2015 DE NACIONES UNIDAS, *Consulta Nacional Post 2015. Construyendo una agenda de desarrollo para Costa Rica. El mundo que queremos*, <<https://documentos.mideplan.go.cr/share/s/A3kk2JmzTbKdxHlydF5Iog>>. (Consultado el 31-I-2023).
- BARAHONA, Macarena, «La conspiración silenciosa de las sufragistas costarricenses», *Semanario Universidad* (julio 2021), <<https://semanariouniversidad.com/suplementos/loslibros/la-conspiracion-silenciosa-de-las-sufragistas-costarricenses/>>. (Consultado el 22-I-2023).
- , *Las sufragistas de Costa Rica* (2ª ed.), San José, C.R.: Asociación Nacional de Educadores y Educadoras, 2017 [1994].
- , «La ciudadanía política de las costarricenses. La conquista de Ángela Acuña de Chacón», *Revista Estudios* 21 (2008), p. 201-212.
- BRENES, May, «Una mirada feminista del *Repertorio Americano*», *Repertorio Americano*, Segunda nueva época, 2 (enero-diciembre 2011), p. 173-182.
- CARBALLO, Natalia, «Un aporte al estudio del voto femenino en Costa Rica», *Revista de Ciencias Sociales* 167, no. 1 (2020), p. 31-43, <<https://revistacienciasociales.ucr.ac.cr/html/02-carballomurillo/02-carballomurillo.html>>. (Consultado el 23-I-2023).
- CURLING, Alexander, «Síntesis (De un estudio sobre el problema de la raza de color en Costa Rica) Presentado al Centro por el socio Alex Curling», *Surco* I, 13 (junio 1941), p. 10-12.

- , «Síntesis (De un estudio sobre el problema de la raza de color en Costa Rica) Presentado al Centro por el socio Alex Curling», *Surco* I, 11 (abril 1941), p. 12-13.
- DIRECCIÓN GENERAL DE ESTADÍSTICA Y CENSOS, *Censo de población de Costa Rica 1950*, <<https://ccp.ucr.ac.cr/bvp/censos/1950/pdf/cuadro11-50.pdf>>. (Consultado el 20-I-2023).
- , *Censo de población de Costa Rica 1927*, <<https://ccp.ucr.ac.cr/bvp/censos/1927/pdf/cuadro07-27.pdf>>. (Consultado el 3-I-2023).
- EDITORIAL, «Hacia el Perfeccionamiento de Nuestra Democracia», *Surco* V, 52 (febrero 1945), p. 4-28.
- , «Ante el Pacto Republicano Nacional-Vanguardia Popular», *Surco* IV, 40 (octubre 1943), p. 1-6.
- , «La tendencia antiextranjera: síntoma de la morbosa paralización del desarrollo económico nacional», *Surco* II, 16 (septiembre 1941), p. 2-4.
- , «La mujer y sus conquistas», *Surco* I, 4 (octubre 1940), p. 1-2.
- , «La zoología y el espíritu en la idea de raza», *Surco* I, 3 (octubre 1940), p. 1-2.
- FACIO, Gonzalo, «La mujer y el sufragio», *Surco* I, 2 (septiembre 1940), p. 5-7.
- FACIO, Rodrigo [Gastón Miralta, seudónimo], «Autoridad y Libertad», *Surco* I, 2 (septiembre 1940), p. 4.
- HERNÁNDEZ, Omar, «De inmigrantes a ciudadanos: hacia un espacio político afro costarricense (1949-1998)», *Revista de Historia* 39 (enero-junio 1999), p. 207-245.
- HERRERA, Rosalila, «Maestras y militancia comunista en la Costa Rica de los años treinta», en Rodríguez, Eugenia (ed.), *Un siglo de luchas femininas en América Latina*, San José, C.R.: Universidad de Costa Rica, 2005, p. 131-146.
- JIMÉNEZ, Alexander, *El imposible país de los filósofos. El discurso filosófico y la invención de Costa Rica*, San José, C.R.: Universidad de Costa Rica, 2013 [2002].

- JIMÉNEZ, Arnoldo, «Nuestro régimen de sufragio en relación con las anunciadas reformas a la Ley Electoral», *Surco* V, 50 (octubre-noviembre 1944), p. 4-7.
- JONES, Fernando, «Instantáneas», *Surco* I, 7 (diciembre 1940), p. 15-16.
- , «Instantáneas», *Surco* I, 3 (octubre 1940), p. 16.
- McCLINTOCK, Anne, *Imperial Leather. Race, Gender and Sexuality in the Colonial Contest*, New York: Routledge, 1995.
- MONGE, Carlos, *Geografía social y humana de Costa Rica* (2ª ed.), San José, C.R.: Imprenta y Librería Universal, 1943 [1942].
- MORA, Virginia, «Mujeres, política y ciudadanía. Las reformistas en la campaña electoral de 1923», *Revista de Historia* 38 (julio-diciembre 1998), p. 115-141.
- MURILLO, Carmen, «Vaivenes y desarraigos: identidad afrocaribeña en Costa Rica, 1870-1940», *Revista de Historia* 39 (enero-junio 1999), p. 187-206.
- PAKKASVIRTA, Jussi, «Particularidad nacional en una revista continental. Costa Rica y “Repertorio Americano”, 1919-1930», *Revista de Historia* 28 (1993), p. 90-115.
- PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (PNUD), *Informe Nacional sobre Desarrollo Humano 2013. Aprendiendo a vivir juntos: convivencia y desarrollo humano en Costa Rica*, San José, C.R.: PNUD, 2013.
- PUTNAM, Lara Elizabeth, «Ideología racial, práctica social y Estado liberal en Costa Rica», *Revista de Historia* 39 (enero-junio 1999), p. 139-186.
- QUESADA, María José, «La lucha por el sufragio femenino en Costa Rica (1923-1953): relaciones entre la Sociedad Teosófica, la Comasonería y la Liga Feminista», *REHMLAC+* 13, no. 1 (enero-junio 2021), p. 101-132, <<https://www.redalyc.org/journal/3695/369572798006/html/#fn16>>. (Consultado el 13-I-2023).
- RAMÍREZ, Jorge, «Racismos intelectual y popular en Omar Dengo», ponencia presentada en el II *Congreso Internacional de Lingüística Aplicada*, Heredia, septiembre 2009, p. 1-12, <<https://www.repositorio.una>

ac.cr/bitstream/handle/11056/2343/recurso\_442.pdf?sequence=1&isAllowed=y>. (Consultado el 21-II-2023).

RODRÍGUEZ, Eugenia, «Visibilizando las facetas ocultas del movimiento de mujeres, el feminismo y las luchas por la ciudadanía femenina en Costa Rica (1890-1953)», *Diálogos* 5, no. 1-2 (2005), <<https://revistas.ucr.ac.cr/index.php/dialogos/article/view/6230/5933>>. (Consultado el 25-I-2023).

SANCHO, Carlos, *Influencias intelectuales españolas en el discurso del nacionalismo costarricense (1940-1980)*, tesis doctoral en Historia Contemporánea, Zaragoza, España: Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2021, <<https://zaguan.unizar.es/record/106275>>. (Consultado el 12-VII-2021).

—, «En defensa de la “gente de color”: el discurso étnico en la revista *Surco* (1940-1945)», en Lacaze, Catherine, Soto-Quirós, Ronald, Viales-Hurtado, Ronny J. (eds.), *Historia de las desigualdades étnico-raciales en México, Centroamérica y el Caribe (siglos XVIII-XXI)*, San José, C.R.: Universidad de Costa Rica, 2019, p. 129-148.

SEN, Amartya, «El desarrollo como libertad», *Gaceta Ecológica* 55 (2000), <<https://www.redalyc.org/pdf/539/53905501.pdf>>. (Consultado el 12-II-2023).

SENIOR, Diana, *La incorporación social en Costa Rica de la población afrocostarricense durante el siglo XX, 1927-1963*, tesis de maestría en Historia, San José, C.R.: Universidad de Costa Rica, 2007.

SOTO-QUIRÓS, Ronald, «Evitando el oscurecimiento de la raza: los inmigrantes afrocaribeños en el discurso y las políticas costarricenses: 1872-1953», en Stolcke, Verena, Coello, Alexandre (eds.), *Identidades ambivalentes en América Latina (siglos XVI-XXI)*, Barcelona, España: Bellaterra, 2008, p. 199-227.

—, «Y si el olor y el color de...»: racismo en la Costa Rica de principios del siglo XX», *Aguaita* 17-18 (diciembre 2007-junio 2008), p. 41-58.

—, «Un otro significante en la identidad nacional costarricense: el caso del inmigrante afrocaribeño, 1872-1926», *Boletín AFEHC* 25 (octubre 2006), p. 1-32, <[http://afehc-historia-centroamericana.org/index.php?action=fi\\_aff&id=1236](http://afehc-historia-centroamericana.org/index.php?action=fi_aff&id=1236)>. (Consultado el 20-XI-2018).

STOLER, Ann Laura, «Sexual Affronts and Racial Frontiers: European Identities and the Cultural Politics of Exclusion in Colonial Southeast Asia», *Comparative Studies in Society and History* 34, no. 3 (julio 1992), p. 514-551.

VEGA, Jesús, «Pureza racial», *Surco* I, 3 (octubre 1940), p. 2-4.

VEGA, Patricia, «El voto femenino en la prensa centroamericana (1940-1955)», *Revista del CESLA* 21 (2018), p. 29-47.

ZAMORA, Eugenia María, *Mujeres y derechos políticos electorales: Costa Rica 1988-2018*, San José, C.R.: Tribunal Supremo de Elecciones, 2018.

CONSTRUCCIONES DE ESPACIOS SIMBÓLICOS  
PARA LA COMUNIDAD CHINO COSTARRICENSE:  
LEGISLACIÓN, EFEMÉRIDES Y VOLUNTADES POLÍTICAS

---

*Lai Sai Acón Chan*  
Universidad de Costa Rica



Costa Rica no se unió al club de países que alojaban tradicionales enclaves chinos —como los de Manila (1594), en Filipinas, Liverpool (1834), en el Reino Unido, San Francisco (1848) y Nueva York (1850s), en Estados Unidos, Melbourne (1850s), en Australia, Lima (1854), en Perú y La Habana (1874), en Cuba— sino hasta el año 2012. Para una comunidad étnica cuya llegada documentada se remonta al año de 1855, es ciertamente una ocurrencia bastante tardía. Sin embargo, si vamos a hacerle justicia a los hechos históricos, los chinos no se establecieron originalmente en la ciudad capital y cuando se formaron núcleos de población china en San José, tampoco se establecieron en lo que actualmente se denomina Barrio Chino.

Consecuentemente, el establecimiento de dicho emplazamiento sobre el Paseo de los Estudiantes<sup>1</sup> debe examinarse como una más

---

1 Situado sobre calle 9, entre avenidas 2 y 14, dicha vía se comenzó a denominar Paseo de los Estudiantes en 1937 como tributo a los estudiantes que formaron un grupo de resistencia contra la dictadura de los hermanos Tinoco (1917-1919). Véase Andrés Jiménez Corrales, «Producción territorial de un nuevo barrio en la ciudad. Surgimiento y trayectorias de un Barrio Chino en San José, Costa Rica», *Revista de Ciencias Sociales* 174 (2021), p. 118, <[https://revistacienciasociales.ucr.ac.cr/images/revistas/RCS174/06\\_JIMENEZ174.pdf](https://revistacienciasociales.ucr.ac.cr/images/revistas/RCS174/06_JIMENEZ174.pdf)>. (Consultado el 25-I-23); y Alejandro Bonilla Castro, «De Barrio Chino a lugar de la memoria: propuesta de gestión y recuperación del Paseo de los Estudiantes, San José Costa Rica», en XVIII Simposio de Centros Históricos y Patrimonio Cultural de Canarias, Villa de los Realejos, Tenerife 16, 17 y 18 de

de una serie de movidas dentro de la agenda cultural y política de Costa Rica tendiente a halagar al grupo étnico chino local, el cual sin ser el más numeroso ha aportado al desarrollo de la sociedad costarricense con sus prácticas mercantiles y solidarias<sup>2</sup>, así como con miembros que han descollado en distintas áreas del saber humano<sup>3</sup>. Examinaremos políticas oficiales cuyo fin es lograr el reconocimiento de la comunidad china desde inicios del siglo XXI.

---

Abril de 2015, <[https://www.researchgate.net/publication/346220296\\_De\\_Barrío\\_Chino\\_a\\_lugar\\_de\\_la\\_memoria\\_Propuesta\\_de\\_gestion\\_y\\_recuperacion\\_del\\_Paseo\\_de\\_los\\_Estudiantes\\_San\\_Jose\\_Costa\\_Rica](https://www.researchgate.net/publication/346220296_De_Barrío_Chino_a_lugar_de_la_memoria_Propuesta_de_gestion_y_recuperacion_del_Paseo_de_los_Estudiantes_San_Jose_Costa_Rica)>. (Consultado el 25-I-23).

- 2 Véase Lai Sai Acón Chan, «El papel del Círculo de Comerciantes del Imperio Celeste en el desarrollo socioeconómico de los inmigrantes chinos de Puntarenas, Costa Rica», *Revista de Lenguas Modernas* 28 (2018), p. 443-456; «De Puntalín a Guanacaste: El aporte de los inmigrantes chinos al desarrollo socioeconómico de la ciudad de Cañas, Costa Rica», en Ricardo Martínez Esquivel (ed.), *Los chinos de ultramar: Diásporas, sociabilidad e identidades*, México D.F.; México: Palabra de Clío, 2018, p. 157-182; «Incidencia de la actividad comercial en el desarrollo urbano de algunas ciudades del imaginario chino en el Pacífico costarricense», en Ronald Soto-Quirós, David Ibarra Arana y Lai Sai Acón Chan (eds.), *Los chinos de ultramar: represiones, resistencias y resiliencias*, México D.F.; México: Palabra de Clío, 2021, p. 301-348.
- 3 Podemos mencionar algunos ejemplos: el astronauta Franklin Chang Díaz, la historiadora Hilda Chen-Apuy Espinoza, los artistas Isidro Con Wong, Otto Apuy Sirias, Man Yu, Mimian Hsu, Rocío Con On, Guillermo Porras On, Karen Olsen Yu y Edgar León, el embajador, viceministro y diputado Antonio Tacsan Lam, los embajadores Rafael Cob Jiménez, Edgar Sánchez Matarrita, Rodrigo Sánchez Ruphuy, Francisco Tacsan Lam, Eduardo Con Sanchún, Elena Wachong Ho, Rubén Acón León, Mario Acón Chea, Lina Ajoy Rojas y Norman Lizano Ortiz, los diputados Francisco Sanchún Morán, Emmanuel Ajoy Chan, Melina Ajoy Palma y Carmen Chan Mora, el presidente municipal de Cañas José Ángel Acón Wong, la directora general de Migración y Extranjería Gisela Yockchen Mora, la magistrada suplente de la Sala tercera Rosa María Acón Ng, el epidemiólogo Roy Wong McLure, las bailarinas Nandayure Harley Bolaños y Gloriana Alán Téllez, el caricaturista Ricardo Kandler Sancho, Luis Alberto Sell Biasetti, presidente de la Asociación de Genealogía e Historia de Costa Rica, la diseñadora de modas Sonia Chang Díaz, los productores audiovisuales Lingie Acón Granados, Alfonso Chan Sánchez y Nicole Chi Amén y la gestora cultural Iris Lam Chen.

En un comunicado del 24 de agosto de 2015, el entonces Presidente de la República de Costa Rica, Luis Guillermo Solís Rivera, anuncia junto con Sylvie Durán Salvatierra, Ministra de Cultura, y Cecilia Sánchez Romero, Ministra de Justicia, la declaración del carácter multiétnico y pluricultural del país. Sus firmas cimentaron la reforma del Artículo 1º de la Constitución Política, el cual anteriormente rezaba: “Costa Rica es una República democrática, libre e independiente”. Con la reforma, el Artículo 1º actualmente indica: “Costa Rica es una República democrática, libre, independiente, multiétnica y pluricultural”<sup>4</sup>. Según declaraciones de Solís, “[e]ste gran paso reconoce a Costa Rica como cuna de múltiples culturas y etnias, las cuales han enriquecido y engrandecido a nuestro país, y lo seguirán haciendo”<sup>5</sup>.

La reforma se había aprobado en la Asamblea Legislativa en el último debate del expediente No. 17150 el 11 de junio de 2015. Su promulgación como Ley de la República solo llegó a consolidar iniciativas tendientes al reconocimiento de la diversidad étnica y cultural que se venían gestando desde la década de 1970, primero, con la conmemoración del Día del aborígen costarricense según el Decreto Ejecutivo No. 1803-C, firmado el 19 de abril de 1971<sup>6</sup> durante la tercera administración de José Figueres Ferrer (1970-1974), y segundo, con la firma de la celebración del Día del negro, según

---

4 República de Costa Rica, *Constitución Política de la República de Costa Rica*, San José, C.R.: Editorial Digital-Imprenta Nacional, 2017, <[https://www.imprentanacional.go.cr/editorialdigital/libros/textos%20juridicos/constitucion\\_politica\\_digital\\_edincr.pdf](https://www.imprentanacional.go.cr/editorialdigital/libros/textos%20juridicos/constitucion_politica_digital_edincr.pdf)>. (Consultado el 16-I-23).

5 Presidencia de la República de Costa Rica, «Costa Rica se declara multiétnica y plural», 24 de agosto de 2015, <<https://www.presidencia.go.cr/comunicados/2015/08/costa-rica-se-declara-multietnica-y-pluricultural/>>. (Consultado el 16-I-23).

6 Sistema de información Cultural Costa Rica, «Día del aborígen costarricense», <<https://si.cultura.cr/expresiones-y-manifestaciones/dia-del-aborigen-costarricense>>. (Consultado el 16-I-23).

el decreto No. 11928, durante la administración de Rodrigo Carazo (1978-1982)<sup>7</sup>.

Sin embargo, no sería hasta varias décadas después de dicho reconocimiento de la importancia de dedicar la celebración de un día para los primeros grupos étnicos del país, que surge una iniciativa legislativa para honrar al grupo étnico chino de Costa Rica. Sería durante la administración de Abel Pacheco de la Espriella (2002-2006) que el diputado nicoyano de origen chino, Francisco Sanchún Morán<sup>8</sup>, propondría el reconocimiento, a instancias de Mario Acón Chea, el delegado de relaciones públicas de la Asociación China de Costa Rica (2000-2004). Así, el 17 de julio de 2003 se publica en el diario oficial *La Gaceta* el Decreto No. 31221-MEP-MCJD, el cual determina que se celebraría el Día de la cultura china el primer lunes del mes de octubre<sup>9</sup>. En ese entonces, se justificaba el decreto con los siguientes considerandos:

1. Que la llegada de los primeros chinos a Costa Rica se remonta a mediados del siglo XIX, con el objeto de desarrollar actividades agrícolas y formalmente durante el año 1872, cuando empresarios del ferrocarril logran que el gobierno apruebe la inmigración estos ciudadanos con el fin de trabajar en las obras de construcción de líneas férreas, para luego radicarse permanentemente en el país.

---

7 República de Costa Rica, Ministerio de Educación Pública, «Día de la persona negra y la cultura afrodescendiente», <<https://www.mep.go.cr/noticias/dia-persona-negra-cultura-afrocostarricense>>. (Consultado el 16-I-23).

8 Véase más en Francisco Sanchún Morán, «Día de la cultura china en Costa Rica», *El Heraldo de la Nueva Era*, 7 de agosto de 2003, p. 12.

9 Alonso Rodríguez Chaves, «El Día de la cultura china en Costa Rica...El día del vil olvido», *elmundo.cr*, <<https://elmundo.cr/opinion/dia-de-la-cultura-china-en-costa-rica-el-dia-del-vil-olvido/#:~:text=De%20este%20modo%2C%20se%20estableci%C3%B3,lunes%20del%20mes%20de%20octubre>>. (Consultado el 17-I-23).

2. Que en la actualidad, decenas de familias costarricenses tienen sus orígenes en antepasados chinos, que escogieron Costa Rica como su nueva patria, conservando con orgullo sus lazos de coterraneidad y solidaridad.

3. Que los aportes de la comunidad china a Costa Rica son altamente valorados y contribuyen al desarrollo cultural, económico, social y político del Estado, por lo que resulta justo y meritorio homenajear a esta milenaria cultura<sup>10</sup>.

El siguiente paso sería la elevación de este decreto a Ley de la República de Costa Rica.

#### UNA LEY DE INCLUSIÓN DE LA COMUNIDAD CHINA

Aproximadamente 15 años después de la emisión del decreto, se gestaría, también en el seno de la Asamblea Legislativa, un proyecto para aprobar la Ley No. 9733 para la celebración del Día de la cultura china e incorporación de actividades educativas y culturales, aprobada el 4 de setiembre de 2019 y publicada en el alcance digital No. 272 a *La Gaceta* No. 233 el 6 de diciembre de ese año. Los artífices de la transformación del decreto en ley de la República fueron Mario Acón Chea, nuevamente, y los diputados David Gourzón Cerdas y Carmen Chan Mora —ésta última también de origen chino— durante la administración de Carlos Alvarado Quesada (2018-2022).

En aquel entonces, Acón Chea fungió como asesor de Gourzón y fue instrumental en la redacción de la ley. El expediente No. 20853, publicado en *La Gaceta* el 13 de julio de 2018, se refería a algunos hechos históricos como la llegada de los primeros grupos de chinos venidos de Macao y Panamá en 1855, su posterior participación en labores de construcción del ferrocarril al “Atlántico” en 1873 con la

---

10 República de Costa Rica, «Decreto No. 31221 MEP-MCJD», *La Gaceta*, no. 137, 17 de julio de 2003, p. 1.

segunda oleada migratoria y los atropellos a los que fueron sometidos.

Los argumentos parecen sugerir un reconocimiento oficial del gobierno no solo de las contribuciones fundamentales de los inmigrantes chinos a la sociedad costarricense, sino también de la necesidad de corregir las injusticias del pasado:

sus contratos fueron asumidos como un negocio sumamente lucrativo y degradante, en los que eran ofrecidos al mejor postor para ser explotados como mano de obra barata, semejante a la trata de negros en tiempos de la esclavitud.

Se observa que la necesidad trajo a los chinos a este país que necesitaba mano de obra barata; sin embargo, esa migración trajo además aportes importantes y desarrollo al país, el cual devino en un reconocimiento a dicho grupo étnico en la sociedad. En tal sentido, es importante exaltar esta cultura que grandemente ha aportado al desarrollo económico, social, cultural y político de Costa Rica y que también nos ha proporcionado de personalidades costarricenses de ascendencia china que se han destacado en el campo de las ciencias, la historia, la filosofía, la academia, la economía, la política, el comercio, los negocios, la cultura y profesionales en todas las disciplinas que con su aporte han contribuido al desarrollo del país<sup>11</sup>.

Más adelante, el expediente hace referencia a estereotipos que aún en la actualidad generan prejuicios hacia los chinos y sus descendientes por considerárseles extranjeros, recelos perniciosos que en el pasado provocaron fuertes reacciones oficiales contra el grupo como las del gobernador de Limón en 1896 y la del jefe político del municipio de Cañas, Guanacaste, en 1901. Mientras que el primero los calificaba de “raza asquerosa é inmoral que nada produce

---

11 Asamblea Legislativa de la República de Costa Rica, «Ley para celebración del Día de la cultura china e incorporación de actividades educativas y culturales No. 20.853. Dictamen afirmativo unánime» (30 de julio 2019), p. 2, <[http://www.asamblea.go.cr/glcp/doc\\_relevantes\\_de\\_actas/Dictamen%20Exp.%2020.853.docx.pdf](http://www.asamblea.go.cr/glcp/doc_relevantes_de_actas/Dictamen%20Exp.%2020.853.docx.pdf)>. (Consultado el 16-I-23).

ocasionado sí el daño de dedicarse á adquirir dinero para sacarlo fuera de nuestro suelo [...] raza perniciosa y devoradora”<sup>12</sup>, el segundo los tildaba de “raza profundamente egoísta, pulpo de cien brazos, esponja inmensa que absorbe [sic] nuestras innumerables riquezas”<sup>13</sup>. Se comprende este rechazo de las autoridades políticas y de otros sectores de la sociedad costarricense decimonónica finisecular como una consecuencia de las políticas civilizatorias de los gobiernos liberales, tendientes a regular, controlar y depurar, así como de las ideologías positivistas de orden y progreso<sup>14</sup>.

Sin embargo, en medio de movimientos antichinistas y miedos al supuesto “peligro amarillo” imperantes desde finales del siglo XIX en el hemisferio occidental, dichas medidas e ideas generaron especulaciones sobre su supuesta antropofagia, su corruptibilidad, su propensión a enfermedades incurables, su amoralidad y su mendicidad que aparecieron en periódicos nacionales<sup>15</sup>, generando todavía más aprehensión entre la población. Desafortunadamente, estos miedos y ansiedades generadas por las migraciones internacionales cíclicamente reemergen<sup>16</sup>.

---

12 Archivo Nacional de Costa Rica (en adelante ANCR), Fomento 4685, folios 91-92.

13 ANCR, Gobernación 25783, folio 88.

14 Véase Lai Sai Acón Chan, «Políticas civilizatorias, geografías urbanas e inmigración china en San José, Costa Rica (1873-1950)», *Revista Internacional de Estudios Asiáticos* 1, No. 2 (julio-diciembre 2022), <<https://revistas.ucr.ac.cr/index.php/riea/article/view/50198>>. (Consultado el 16-I-23).

15 Véase, *La Chirimía*, «Qué bueno sería», 31 de julio de 1886, p. 3; *La Prensa Libre*, «Los chinos», 15 de abril de 1896, p. 2; *Otro diario*, «Ya es tiempo», 21 de enero de 1886, p. 1; y Mariano Montealegre, «La inmigración en Costa Rica», *La República*, 31 de agosto de 1906, p. 2.

16 Véase artículos periodísticos sobre dos casos de supuesto uso de carne de rata o de perro para el consumo humano, el primero del año 1999 y el segundo del 2021: *La Nación*, «OIJ verá caso de restaurante», *nación.com*, 22 de junio de 1999, <<https://www.nacion.com/el-pais/oij-vera-caso-de-restaurantel-TV65PPSMZBCGX15PCDLVHRT7LM/story/>>. (Consultado el 18-I-23) y; Josué Alvarado, «Alertan sobre venta de platillos baratos tras hallazgo de carne de rata y perro», *crhoy.com*, 19 de mayo de 2021, <<https://www.crhoy.com/>>

De modo que una ley como la que se propuso por medio del expediente No. 20853, acertadamente reivindica a los costarricenses de origen chino al exhortar a la sociedad a “ver en el inmigrante a la persona, no una simple fuerza de trabajo, por lo que el inmigrante debe ser asumido como un factor integrante de la sociedad que lo acoge”<sup>17</sup>. Finaliza la Comisión Permanente Especial de Relaciones Internacionales y Comercio Exterior<sup>18</sup> de la Asamblea Legislativa de la República de Costa Rica:

Un día de la cultura china, de recordar y destacar a personas venidas de otras latitudes, crea un espacio para un debate, una reflexión y una base para comprendernos como *personas* [énfasis en el original], como sociedad que cambia, que se enriquece y que evoluciona con la llegada de inmigrantes<sup>19</sup>.

En la siguiente sección analizamos la apropiación de espacios públicos como consecuencia de esfuerzos políticos por corregir actos de exclusión del grupo étnico chino en Costa Rica.

### ESPACIOS PÚBLICOS, ESPACIOS POLÍTICOS/POLITIZADOS

A lo largo de los años, la celebración del Día de la cultura china en Costa Rica ha ocupado diversos escenarios públicos procurando simbólicamente reconocimientos a su larga trayectoria en el

---

nacionales/alertan-sobre-venta-de-platillos-baratos-tras-hallazgo-de-carne-de-rata-y-perro/>. (Consultado el 18-I-23).

17 Asamblea Legislativa de la República de Costa Rica, «Ley para celebración del Día de la cultura china e incorporación de actividades educativas y culturales No. 20.853. Dictamen afirmativo unánime», p. 5.

18 Integrada por los diputados Ana Karine Niño Gutiérrez, María Inés Solís Quirós, Nidia Cespedes Cisneros, Paola Valladares Rosado, Nielsen Pérez Perez, Walter Muñoz Céspedes, Welmer Ramos Gonzalez, Floria Segreda Sagot y Luis Antonio Aiza Campos.

19 Asamblea Legislativa de la República de Costa Rica, «Ley para celebración del Día de la cultura china e incorporación de actividades educativas y culturales No. 20.853. Dictamen afirmativo unánime», p. 5.

país. La primera celebración se llevó a cabo en un espacio icónico en el centro de la ciudad capital: la Plaza de la Cultura. Situada en una explanada contiguo al Teatro Nacional y sobre el Museo del Oro Precolombino de Costa Rica, el proyecto que gestó la plaza se concretó poco después de la declaratoria, en 1973, del teatro como Monumento Nacional y de la zona circundante como de interés público. Dos años más tarde, el Banco Central de Costa Rica apadrinó el proyecto con financiamiento para su ejecución, con lo cual ganó un espacio subterráneo —justo debajo de la Plaza— para exhibir sus colecciones de oro precolombino, numismática y arte<sup>20</sup>.

El proyecto arquitectónico original contemplaba la edificación del museo y de un anexo del teatro, para lo cual debieron demolerse el Hotel Panamerican, la Botica Mariano Jiménez, Laboratorios Eos, Antiguo Bazar la Casa, Librería López, Óptica Rivera y el Casino Español. Sin embargo, el proyecto cambió para acentuar el costado norte del Teatro Nacional que había permanecido oculto por la urbanización en la cuadrícula de origen colonial de la ciudad capital. Fue así como se tomó la decisión de construir el museo en los niveles subterráneos, con lo cual los josefinos ganaron un espacio de recreación con una Plaza de la Cultura que paulatinamente se ha establecido como uno de los puntos de convergencia de los costarricenses.

Desde el siglo XVI, la plaza adquirió un valor simbólico como emplazamiento central desde donde se originaba el resto de la ciudad colonial latinoamericana. Así lo dispuso la Corona Española en el *“Principio de orden” para la planificación urbana impuesto por la legislación de Indias hasta el año 1573* y en los *Principios urbanísticos que impone la legislación para la fundación de nuevas ciudades en América española*, y desde entonces las plazas y plazoletas han sido un elemento habitual en los atrios de las iglesias o frente a éstas. Sin embargo, el concepto original evoluciona en centros urbanos cuya fundación

---

20 Museos del Banco Central de Costa Rica, «Historia de la Plaza de la Cultura», <<https://web.archive.org/web/20100724225428/http://www.museosdelbancocentral.org/contenido/articulos/75/1/Historia/Paacuteginas1.html>>. (Consultado el 20-I-23).

no se conformó a los principios urbanísticos y más bien se desagrega de la función religiosa.

De un modo u otro, la plaza siempre ha sido un espacio aglutinador en cualquier comunidad, en donde usualmente se celebran eventos de relevancia social, política y religiosa. Como sitios urbanos públicos, las plazas son “expresiones del esfuerzo humano, artefactos del universo social que son acomodados, comunicados e interpretados dentro de los confines del diseño de su entorno”<sup>21</sup>. Según la antropóloga Setha Low, el paisaje cultural de la plaza urbana costarricense provee de una excelente oportunidad para explorar la relación entre significaciones culturales y espacio diseñado pues por su naturaleza pública se transforma en un foro, un teatro para la representación de dramas personales, sociales y culturales<sup>22</sup>.

En el contexto de la primera celebración del Día de la cultura china el 6 de octubre de 2003, la Plaza de la Cultura se convirtió en el escenario social y político en donde el gobierno costarricense oficializó su apoyo a la comunidad china costarricense, en homenaje a su larga data en el país y a las múltiples contribuciones al desarrollo social, económico, político, científico, educativo y artístico de los inmigrantes chinos y sus descendientes a una sociedad anfitriona que los acogió desde mediados del siglo XIX. Según el arquitecto Ibo Bonilla, encargado del proyecto de renovación de la Plaza de 1996 a 1997, la Plaza de la Cultura “es el hito urbano y cultural por antonomasia [...] alberga los museos más emblemáticos de la cultura costarricense [...] es el punto neurálgico de los encuentros urbanos, sirve de antesala al Teatro Nacional y es una de las pocas perspectivas urbanas de San José”<sup>23</sup>.

---

21 Traducido de Setha Low, «Urban Public Spaces as Representations of Culture: The Plaza in Costa Rica», *Environment and Behavior* 29, no. 1 (enero de 1997), p. 4, <<https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/001391659702900101?journalCode=eaba>>. (Consultado el 20-I-23).

22 Low, «Urban Public Spaces as Representations of Culture», p. 4.

23 Ibo Bonilla, «Plaza de la Cultura», <[http://www.iboweb.com/ibo/pages/plaza\\_de\\_la\\_cultura.htm](http://www.iboweb.com/ibo/pages/plaza_de_la_cultura.htm)>. (Consultado el 20-I-23).

En efecto, la Plaza de la Cultura ha jugado un papel fundamental como uno de los nuevos núcleos de la ciudad desde que fue inaugurada en 1982. Conformada junto con otras propuestas arquitectónicas una especie de centro cívico que en realidad se comenzó a concebir desde la era de los gobiernos liberales de Costa Rica con edificaciones y espacios abiertos de gran valor simbólico para la conformación de una nacionalidad costarricense. Así, la Plaza está ubicada contiguo a un producto arquitectónico —el Teatro Nacional— emblemático de la actividad de agroexportación por excelencia —la producción cafetalera— del grupo de políticos e intelectuales conocidos como el Olimpo<sup>24</sup>. En un radio de siete cuadras a la redonda, se pueden encontrar instituciones y lugares icónicos para la nación costarricense.

El Parque Central (fundado en 1781), sitio de la segunda plaza josefina cuando el corazón de la cuadrícula colonial se trasladó a su emplazamiento actual, está ubicado a escasas dos cuadras hacia el oeste de la Plaza de la Cultura. El Museo Nacional (1887) o antiguo Cuartel Bellavista (1917) —lugar donde se abolió el ejército con el mazazo del Presidente de la Junta Fundadora de la Segunda República José Figueres Ferrer en 1949— se sitúa a cinco cuadras hacia el este. Entre estos dos puntos, se encuentran la Plaza de la Democracia y de la Abolición del Ejército (1989), la actual Asamblea Legislativa (2020)<sup>25</sup>, el Museo de Jade Precolombino

---

24 Según el crítico literario Álvaro Quesada Soto, “la elaboración y puesta en escena del modelo nacional oligárquico corre a cargo de una élite letrada de intelectuales, políticos, maestros historiadores y escritores, que en Costa Rica se acostumbra llamar con un nombre significativo: *El Olimpo*. Mientras los políticos se encargan de montar el nuevo Estado liberal, con sus leyes, códigos e instituciones, los otros intelectuales se encargan de elaborar la nueva mitología oficial costarricense, con sus héroes, gestas y monumentos; con su historia, su cultura y su literatura nacionales”. *Uno y los otros: identidad y literatura en Costa Rica 1890-1940*, San José, Costa Rica: Editorial de la Universidad de Costa Rica, 2002, p. 34-35.

25 El complejo de edificios que albergó la Asamblea Legislativa hasta el 2020 se localiza a un par de cuadras al este y consta de un edificio central inaugurado en 1958 que fue originalmente diseñado para ser la Casa Presidencial y anexos en una mansión contigua llamada Castillo Azul (1911), así como el antiguo

(2014)<sup>26</sup>, la Caja Costarricense del Seguro Social (1943) con su Plaza de las Garantías Sociales (1993), el Instituto Nacional de Seguros (1924) rodeado de los parques Morazán (1881) y España (1920)<sup>27</sup> y el Museo de Oro (1985) que ya mencionamos.

Sobre la entrada este del Museo Nacional (1887) se encuentra un pasaje peatonal que conecta, de norte a sur, al Centro Nacional de Cultura (CENAC) o antigua Fábrica Nacional de Licores (1853)<sup>28</sup> —donde sobresalen el Teatro 1887, el Teatro de la Danza y el Museo de Arte y Diseño Contemporáneo—, la Biblioteca Nacional (1888), el Parque Nacional (1895) y el Tribunal Supremo de Elecciones (1949)<sup>29</sup> con el Primer Circuito Judicial confor-

---

Colegio de Nuestra Señora de Sión (1887) y la Casa Rosada (1850). Véase: <[www.micostaricadeantano.com](http://www.micostaricadeantano.com)>. (Consultado el 25-I-23).

- 26 El 27 de febrero de 1973 se promulga la Ley No. 5176 que faculta al gobierno y a las instituciones autónomas a promover arte y cultura nacionales. En este marco es que debe comprenderse el surgimiento, durante la década de 1970, del Museo de Jade Precolombino y del Museo de Oro Precolombino de Costa Rica. Mientras que este último fue construido junto con la Plaza de la Cultura, el de Jade debió esperar varias décadas para ser alojado en su propio inmueble, pues anteriormente la colección estaba resguardada en uno de los últimos pisos del edificio central del INS.
- 27 Antes de recibir esta nomenclatura, el Parque España albergó a la Plaza de la Fábrica o FANAL desde 1862. Durante la dictadura de Federico Tinoco (1917-1919), fue rebautizada como Parque de la Concordia.
- 28 El CENAC fue creado en 1994 para dotar al Ministerio de Cultura, Juventud y Deportes de unas instalaciones permanentes y para dedicar el espacio a las artes. Véase: <<https://si.cultura.cr/infraestructura/centro-nacional-de-la-cultura-ra-cenac-del-mcj>>. (Consultado el 25-I-23).
- 29 Frente a la esquina noroeste del Parque Nacional se ubicó la casa del General Tomás Guardia, primero de una línea de gobernantes liberales que se propusieron modernizar la nación costarricense. Con la adquisición de esta propiedad en 1920, el estado traslada la Casa Presidencial y la Secretaría de Fomento, donde permanece hasta 1978. En 1985, la Asamblea Legislativa dona la propiedad y un inmueble que nunca fue concluido al TSE. EN 1995 concluye la construcción del edificio actual. Véase: Tribunal Supremo de Elecciones (Costa Rica), «Reseña histórica de las sedes del TSE», <[https://www.tse.go.cr/pdf/ifed/historia\\_edificio\\_tse.pdf](https://www.tse.go.cr/pdf/ifed/historia_edificio_tse.pdf)>. (Consultado el 25-I-23).

mado por los Tribunales Centrales de San José, el Organismo de Investigaciones Judiciales y la Corte Suprema de Justicia.

Es de notar que varias de estas instituciones y espacios dedicados a la recreación pública surgen a partir de reformas higiénicas y civilizatorias durante la era liberal (1880-1930). Los parques y bulevares en particular sobresalieron como “el nuevo espacio público secular y de poder”<sup>30</sup>, aunque solo en determinados sectores de la ciudad donde interesaba crear una fachada de progreso inspirado por el Viejo Mundo. Según el arquitecto e historiador urbano Adrián Gorelik los parques sirvieron como “institución cívica de igualdad social y libertad política”, así como “polo de agrupación e identidad comunitaria”<sup>31</sup>. Es decir, como centro cívico, organizador espacial de las instituciones civiles y nuevo punto de convergencia en la ciudad moderna.

En medio de todas estas reliquias del pasado, se alzan construcciones relativamente recientes encaminadas a reforzar las medidas de refinamiento, control y manipulación y a imponer un discurso arquitectónico oficial. Y no solo eso, nótese que varias de esas edificaciones están enmarcadas por plazas y plazoletas o enlazadas por medio de pasajes peatonales urbanos, volviendo a la intención original de los españoles de hacer que la vida social, política y cultural de una comunidad gravitara alrededor de esos espacios abiertos que funcionen como centros ceremoniales de poder.

Con respecto a la Plaza de la Cultura, primer escenario de la conmemoración del Día de la cultura china, la intención de la administración de Daniel Oduber Quirós (1974-1978) era contribuir a remozar el Teatro Nacional en una década en la que las artes y la cultura nacional tomaron una precedencia sin antecedentes en la historia de Costa Rica. La icónica frase del expresidente José Figueres Ferrer —“¿Para qué tractores sin violines?”— resume la importancia de promover la cultura en el entorno costarricense a través de iniciativas estatales. Se creó el Ministerio de Cultura, Juventud y

---

30 Florencia Quesada Avendaño, *La modernización entre cafetales. San José, Costa Rica, 1880-1930*, Finlandia: Instituto Renvall, 2007, p. 151.

31 Citado en Quesada Avendaño, *La modernización entre cafetales*, p. 149.

Deportes en 1971 durante la tercera administración de Figueres Ferrer (1948-1949, 1953-1958, 1970-1974) y cuyo antecedente, el llamado Instituto Nacional de Bellas Artes, fue propuesto —sin éxito— por Oduber, Isaac Felipe Azofeifa y Carlos Monge Alfaro en 1948, al mismo Figueres<sup>32</sup>. La Ley denominada “Faculta al Gobierno y a las Autónomas a Promover Arte y Cultura Nacionales”, promulgada en 1973, fue una de tantas iniciativas que, en el caso de la Plaza de la Cultura hizo posible su génesis como espacio abierto asociado a un repositorio de reliquias patrocinado por una institución autónoma del Estado costarricense.

#### APROPIACIÓN DE ESPACIOS ICÓNICOS NACIONALES

Sin embargo, la Plaza de la Cultura no ha sido el único escenario de las principales celebraciones de la cultura china pues se han utilizado otros espacios públicos con gran carga estatal. El Barrio Chino de San José y el pasaje peatonal contiguo a la Asamblea Legislativa han sido otros emplazamientos urbanos que han albergado la conmemoración, significando de cierta manera una ratificación oficial de la comunidad china de Costa Rica por las implicaciones políticas de ambos sitios. Mientras que la Plaza de la Cultura es administrada por la Junta Directiva del Banco Central de Costa Rica, como patrimonio que es de dicha institución autónoma del estado costarricense, el uso de los paseos peatonales como el denominado Barrio Chino y el Boulevard Ricardo Jiménez Oreamuno es regulado por la Municipalidad de San José como autoridad competente según el Reglamento de espacios públicos, vialidad y transporte<sup>33</sup>.

---

32 Archivo Nacional de Costa Rica, «Ministerio de Cultura y Juventud Archivo Central», <[https://mcj.go.cr/sites/default/files/2019-05/isad\\_fondo\\_mcj.pdf](https://mcj.go.cr/sites/default/files/2019-05/isad_fondo_mcj.pdf)>. (Consultado el 25-I-23).

33 Costa Rica, «Reglamento de espacios públicos, vialidad y transporte», <<https://www.pgrweb.go.cr/DOCS/NORMAS/1/VIGENTE/RM/2000-2009/2000-2004/2003/C6E1/67C8B.HTML>>. (Consultado el 3-IV-2023).

A partir de la inauguración del pasaje peatonal sobre el Paseo de los Estudiantes que recibió el nombre de Barrio Chino, la celebración del Día de la cultura china se trasladó a un espacio público controvertido durante los primeros años pues no fue del agrado de varios sectores por las connotaciones emocionales de su antigua denominación<sup>34</sup>. El Barrio Chino de San José, Costa Rica, es un bulevar de 550 metros de largo enmarcados por un arco de inspiración china y una de las tres estatuas donadas en Costa Rica por el filántropo hongkonés y presidente de la Academia Confuciana, Yun Kai Tong<sup>35</sup>. Inaugurado el 5 de diciembre de 2011, dicho bulevar ocupa un espacio de 8300 metros cuadrados y su inepción es un reflejo inequívoco de las entonces recién inauguradas relaciones bilaterales entre la República Popular China (RPC) y la Republica de Costa Rica el 1 de junio de 2007.

Dos años antes, el entonces presidente de la República, Oscar Arias Sánchez —gestor del relevo de la alianza política de la República de China en Taiwán a la RPC—, junto con los alcaldes de San José y de Pekín, Johnny Araya Monge y Guo Jinlong, colocaría la primera piedra del nuevo paseo peatonal. Durante el discurso, Arias se refirió al desarrollo de relaciones bilaterales entre ambos países en un espacio económico y cultural que simbólicamente se transformaría en una “pequeña China a kilómetros de distancia”<sup>36</sup>. Por otra parte, Araya Monge mencionó en el 2011:

---

34 Andrés Jiménez Corrales, «El Barrio Chino de San José, desde un análisis geográfico», *Semanario Universidad*, 20 de junio de 2012, <<https://historico.semanariouniversidad.com/opinion/el-barrio-chino-de-san-jos-desde-un-analisis-geografico/>>. (Consultado el 25-I-23); ICOMOS, «Posición del ICOMOS de Costa Rica ante la inauguración del proyecto Paseo de los Estudiantes», <<http://www.icomoscr.org/content/index.php/comunicados/226-comunicado-barriochino>> (Consultado el 25-I-23).

35 Durante su visita en diciembre de 2012, el Dr. Yun Kai Tong inauguró tres efigies de Confucio, las cuales se erigen en el Barrio Chino, el Instituto Confucio de la Universidad de Costa Rica, en San Pedro de Montes de Oca, y el Instituto Tecnológico de Costa Rica, en Cartago.

36 Citado en Sección Política de la Embajada de China (en Costa Rica), «Barrio Chino de San José construido por la Amistad sino-costarricense», *Ambientico*

Hoy estamos inaugurando una obra realmente importante para la ciudad de San José. Este eje peatonal será el centro de lo que hemos llamado el Barrio Chino, y quiero empezar por agradecer al gobierno de la República China representado por el embajador la donación de un millón de dólares y a la municipalidad de Beijing la donación de medio millón de dólares materializados en el Arco Chino<sup>37</sup>.

El vocero de la Sección Política de la Embajada de la RPC, al referirse a las bases de la nueva amistad sino-costarricense, menciona puntos más concretos como “la confianza mutua política, los intercambios económicos y entendimientos entre los dos pueblos”, que este espacio debía promover<sup>38</sup>. Asimismo, menciona frutos del cuarto aniversario del establecimiento de relaciones diplomáticas entre ambos países como la inauguración del Estadio Nacional y la entrada en vigor del Tratado de Libre Comercio entre ambas naciones, también en el 2011<sup>39</sup>.

El analista político Carlos Murillo interpreta este tipo de incentivos como movidas dentro de la “diplomacia de balas de plata” que dio inicio en 1979 entre la RPC y Taiwán cuando alguno de ellos intentaba desposeer al otro de un aliado político. De la misma manera, alude al poder blando de China sobre sus aliados políticos, el cual en el caso de Costa Rica lo comprometió en materia de derechos

---

214 (julio 2011), p. 9, <<https://www.ambientico.una.ac.cr/wp-content/uploads/tainacan-items/31476/33213/214.pdf>>. (Consultado el 26-I-23).

37 Jason Torres, «Municipalidad de San José inaugura el Barrio Chino», *crhoy.com*, 5 de diciembre de 2012, <<https://archivo.crhoy.com/municipalidad-de-san-jose-inaugura-el-barrio-chino/nacionales/>>. (Consultado el 26-I-23).

38 Sección Política de la Embajada de China (en Costa Rica), «Barrio Chino de San José construido por la Amistad sino-costarricense», p. 9.

39 Véase sobre estos dos proyectos: Ricardo Martínez Esquivel, «“Jugando con las identidades”: El Estadio Nacional y el Barrio Chino de San José en el restablecimiento de las relaciones entre China y Costa Rica», en *Los chinos de ultramar: diásporas, sociabilidad e identidades*, coordinado por Ricardo Martínez Esquivel, México: Palabra de Clío, 2018, p. 309-336.

humanos y del derecho de autodeterminación de los pueblos. Esto por cuanto el poder blando condiciona al nuevo aliado a no manifestarse en relación “a asuntos de derechos humanos, que Pekín considera domésticos, así como la implementación del principio de ‘una China’ según lo entiende el Gobierno chino”<sup>40</sup>.

Según el historiador Alejandro Bonilla Castro, en el 2012 Johnny Araya se refirió al proyecto como “un homenaje —entiéndase memorial— a la comunidad china, que contribuyó a la construcción del Estado-Nación costarricense desde el siglo XIX”, lo cual contradice el propósito original para lo cual fue concebido ese pasaje peatonal —como una calle de atracciones de inversión privada sin distingo de etnicidad— según la versión de la Municipalidad de San José en el 2015<sup>41</sup>, en un breve período en el que Araya no fungió como jerarca. Más aún, Bonilla Castro lo considera como un proyecto “políticamente planeado por agradar a China, nuevo socio político y económico con el que Costa Rica inició relaciones en el 2007”<sup>42</sup>.

Las apreciaciones de Marco Ruiz Gutiérrez, Ministro de Comercio Exterior (2006-2010) y Embajador de Costa Rica en la RPC (2010-2014), sobre las relaciones bilaterales entre Costa Rica y China partir de 2011 parecen confirmar la valoración de Bonilla Castro: “el vínculo de nuestro país con China entra en una etapa donde las perspectivas de la relación comercial se renuevan gracias a la aprobación del Tratado de Libre Comercio, y donde se abren importantes espacios para un mejor entendimiento entre los pueblos

---

40 Carlos Murillo, «Antecedentes y consistencia de las relaciones Costa Rica-China y papel de barrio chino», *Ambientico* 214 (julio 2011), p. 11, <<https://www.ambientico.una.ac.cr/wp-content/uploads/tainacan-items/31476/33213/214.pdf>>. (Consultado el 26-I-23).

41 Alejandro Bonilla Castro, «De Barrio Chino a lugar de la memoria: propuesta de gestión y recuperación del Paseo de los Estudiantes, San José Costa Rica», en XVIII Simposio de Centros Históricos y Patrimonio Cultural de Canarias, Villa de los Realejos, Tenerife 16, 17 y 18 de abril de 2015, <[https://www.researchgate.net/publication/346220296\\_De\\_Barrio\\_Chino\\_a\\_lugar\\_de\\_la\\_memoria\\_Propuesta\\_de\\_gestion\\_y\\_recuperacion\\_del\\_Paseo\\_de\\_los\\_Estudiantes\\_San\\_Jose\\_Costa\\_Rica](https://www.researchgate.net/publication/346220296_De_Barrio_Chino_a_lugar_de_la_memoria_Propuesta_de_gestion_y_recuperacion_del_Paseo_de_los_Estudiantes_San_Jose_Costa_Rica)>. (Consultado el 25-I-23).

42 Bonilla Castro, «De Barrio Chino a lugar de la memoria».

chino y costarricense”. Uno de estos espacios sería un Barrio Chino que “le dará una visibilidad de otro orden a China y a su cultura, que pasarán a integrarse plenamente en el paisaje urbano de San José, siguiendo el formato de esos mismos barrios chinos que, a veces, parecen pequeñas ciudades dentro de la ciudad, en tantos otros lugares del mundo”<sup>43</sup>.

Sus afirmaciones sugieren que se busca destacar, no a la comunidad china de Costa Rica, sino a la nación china actual, con todas sus implicaciones políticas. Y es, probablemente, esta connotación reñida con el espíritu democrático que se le atribuye al ser costarricense lo que creó gran oposición desde que se propuso el proyecto del Barrio Chino sobre una calle josefina que en 1937 adquirió un valor simbólico de resistencia asociado a las luchas contra la dictadura de Federico Tinoco (1917-1919)<sup>44</sup>. Sin embargo, también se debe considerar que el proyecto “se enmarca dentro de las acciones del gobierno local tendientes a la regeneración y el repoblamiento de San José”<sup>45</sup> en un territorio que desde la década de 1980 sufrió de gran “desvalorización simbólica de sus condiciones urbanas”<sup>46</sup>. Pese a esto, el geógrafo urbano Andrés Jiménez Corrales reconoce que “representa una marca territorial de acuerdos político-económicos de Costa Rica con China” al haber usos específicos del espacio y construcciones discursivas moldeadoras de significaciones y resignificaciones figuradas<sup>47</sup>.

---

43 Bonilla Castro, «De Barrio Chino a lugar de la memoria».

44 Bonilla Castro, «De Barrio Chino a lugar de la memoria».

45 Andrés Jiménez Corrales, «Producción territorial de un nuevo barrio en la ciudad. Surgimiento y trayectorias de un Barrio Chino en San José, Costa Rica», *Revista de Ciencias Sociales* 174 (2021), p. 112, <[https://revistacienciasociales.ucr.ac.cr/images/revistas/RCS174/06\\_JIMENEZ174.pdf](https://revistacienciasociales.ucr.ac.cr/images/revistas/RCS174/06_JIMENEZ174.pdf)>. (Consultado el 25-I-23).

46 Jiménez Corrales, «Producción territorial de un nuevo barrio en la ciudad», p. 115.

47 Jiménez Corrales, «Producción territorial de un nuevo barrio en la ciudad», p. 112.

En lo concerniente a la conmemoración del Día de la cultura china y del Festival de Primavera (Año Nuevo Chino), el Barrio Chino ha sido escenario de pasacalles, danzas del león y del dragón, representaciones artísticas y musicales a cargo de grupos nacionales e internacionales, degustaciones gastronómicas, ventas de mercadería y alimentos de origen chino, actividades que han estado presentes en la celebración desde el 2003. También, ha albergado puestos de promoción educativa, cultural y comercial a cargo del Instituto Confucio de la Universidad de Costa Rica, el Centro Cultural y Educativo Chino Costarricense, la Embajada de la RPC y el Banco Cathay, entre otros. Desde el 2003 y hasta el 2019, la celebración del Día de la Cultura china se llevó a cabo el primer lunes de octubre. Sin embargo, por ser un día laboral no atraía cantidades masivas de asistentes, como si lo hacía el Festival de Primavera, el cual por lo general se celebraba un sábado.

Por tal motivo se comenzó a celebrar, ya no por decreto sino por ley, en una fecha que debe coincidir con o estar cercana a una de las principales efemérides de la cultura china, el Festival de Primavera, de modo que debe observarse en el mes de enero o de febrero. El 23 de enero de 2020 se conmemoró por primera vez bajo esta modalidad, con un pasacalle con distintas delegaciones de la comunidad china de Costa Rica, desde la icónica Plaza de la Cultura hasta la Asamblea Legislativa. En esta ocasión histórica, fue el turno del poder legislativo de alojar las actividades protocolarias y culturales en su tramo del Boulevard Ricardo Jiménez Oreamuno, nombrado en honor al tres veces presidente de la República (1910-1914, 1924-1928, 1932-1936) y “único costarricense que ha ejercido la presidencia de los tres poderes del Estado y también se desempeñó como cabeza del Congreso Constitucional y de la Corte Suprema de Justicia”<sup>48</sup>.

La importancia de este pasaje urbano es que conecta al Parque Nacional con el Primer Circuito Judicial, alegóricamente uniendo a

---

48 Félix González Calderón, «¿Sabes cuál es el boulevard Jiménez Oreamuno?», *Vecinos activos distrito Carmen*, 28 setiembre 2018, <<https://distritocarmen.vecinosactivos.news/sabes-cual-es-el-boulevard-jimenez-oreamuno/>>. (Consultado el 25-I-23).

dos de los máximos poderes estatales y a varios espacios abiertos con sus monumentos o conjuntos escultóricos que, al igual que la Plaza de la Cultura, fungen como fuentes de poder político. Inaugurado en el año 2001 y financiado con donaciones de la Municipalidad de San José, la Asamblea Legislativa y la Corte Suprema de Justicia, fue diseñado para unir sitios icónicos de la nación costarricense, pero también al Viejo Mundo con el Nuevo Mundo, como lo sugieren el uso de las baldosas de terracota y una esfera precolombina<sup>49</sup>. Es, en este contexto, que cobra sentido la escogencia de dicho bulevar para esta primera conmemoración del Día de la cultura china amparada por la Ley No 9733.

No solo se trata de un grupo étnico que ha conformado parte de la sociedad costarricense desde 1855, apenas tres décadas después de que adquiriera soberanía, sino que también intervinieron en la promulgación de la ley dos diputados con un legado familiar multiétnico. Por un lado, David Gourzong Cerdas, congresista afrocostarricense de la provincia de Limón, en donde históricamente hubo una numerosa comunidad de origen chino. Por otro lado, Carmen Chan Mora, congresista costarricense de origen chino de la provincia de Puntarenas, otro bastión de la inmigración china a Costa Rica. Este último hecho determinó que fuera la Asamblea Legislativa la anfitriona de la conmemoración histórica, que también incluyó actos protocolarios, una exposición de artistas costarricenses de origen chino titulada “Fragmentos de la diáspora” y una feria con stands gastronómicos y culturales a lo largo del bulevar.

Después de dos años de restricciones sanitarias a causa de la pandemia de COVID-19, la celebración masiva en espacios públicos se retomó en el 2023 para celebrar el año del conejo de agua en dos ubicaciones. En ambos casos, hubo apoyo por parte de los gobiernos locales de las ciudades de Cartago y Desamparados. El 21 de enero, víspera de año nuevo, se realizó la primera celebración en la Plaza Mayor de Cartago, un emplazamiento histórico en donde en 1821 se firmó el Acta de Independencia de la entonces provincia de Cartago del Reino de España. Sitio de reunión de los pobladores de

---

49 González Calderón, «¿Sabes cuál es el boulevard Jiménez Oreamuno?».

la capital provincial durante la era colonial, fue la primera plaza instaurada conforme a los principios urbanísticos establecidos para la fundación de ciudades en la América española.

El comité organizador de la actividad, denominada Brilla Cartago, seleccionó la ciudad de Cartago no solo por haber fungido como la primera ciudad capital de Costa Rica, sino también por haber recibido a un grupo de trabajadores chinos contratados para labores de construcción del ferrocarril al Atlántico 150 años atrás. De los 653 braceros chinos que arribaron en el vapor Glensannox el 1º de febrero de 1873, alrededor de 300 fueron ubicados en los campamentos 3, 4 y 5 de la III División, localizados en Paraíso, el actual cantón 2 de la provincia de Cartago. Se habrían establecido dichos campamentos en las inmediaciones del llamado puente Beeche, al pie de la Cascada del salto y en Fajardo<sup>50</sup>.

Por estos motivos, la Municipalidad de Cartago accedió a acoger la segunda gran celebración del Día de la cultura china, coincidiendo con el Festival de Primavera como lo indica la Ley No. 9733. Si la primera celebración fue albergada por el segundo poder de la República en el 2020, la segunda se realizó en el mismo sitio en donde se originó la nación costarricense en octubre de 1821. En esta ocasión el comité organizador de Brilla Cartago estuvo integrado por Andrea Solano Ulloa, Cónsul General de Costa Rica en la República Popular China de 2017 al 2019, la Revista 168 y el Centro Cultural y Educativo Costarricense Chino, con el apoyo de la Embajada de la RPC, el Sistema Nacional de Radio y Televisión y la Cámara de Comercio de Cartago<sup>51</sup>.

Los actos protocolarios se realizaron en una tarima contiguo al Monumento al Bicentenario de la Independencia del cual forma parte la escultura Costa Rica Victoriosa o Victoria Alada, como también se le conoce. La Plaza mayor lucía engalanada por una bandera nacional de 15 metros de largo y 9 de ancho en una asta de 21,5 metros de altura, en lo que constituye el pabellón nacional más imponente del país desde octubre del 2021. La actividad, que incluyó danza

---

50 Alberto Calderón Murillo, comunicación escrita, 5 de enero de 2023.

51 Andrea Solano Ulloa, comunicación oral, 24 de enero de 2023.

del león, cantos en mandarín a cargo de estudiantes de la provincia, demostraciones de artes marciales por parte del Templo Shaolin de Costa Rica y un performance en vivo de la pintora chino costarricense Man Yu, concluyó con un video mapping alusivo al año nuevo lunar chino proyectado sobre las icónicas ruinas del Templo inconcluso de Santiago Apóstol<sup>52</sup>.

Fig. 1. Celebraciones en Cartago (Costa Rica)  
del Año Chino del Conejo de Agua (21 de enero de 2023).



Fuente: Fotografía de la autora (21 de enero de 2023).

La segunda celebración del año del conejo de agua se llevó a cabo el 28 de enero en un cantón de la provincia de San José que no evoca necesariamente el mismo capital cultural y político que el centro cívico de San José, el Barrio Chino o la Plaza Mayor de Cartago. Sin embargo, la actividad contó con la colaboración conjunta de los principales organizadores, Municipalidad de Desamparados,

---

52 Redacción, «Únase a la celebración del Día de la cultura china», *elmundo.cr*, 22 de enero de 2020, <<https://elmundo.cr/costa-rica/unase-a-la-celebracion-del-dia-de-la-cultura-china/>>. (Consultado el 24-I-23).

Embajada de la República Popular China y la Asociación China de Costa Rica, los cuales congregaron 21 entes entre asociaciones de la comunidad china costarricense, cámaras empresariales e instituciones educativas, así como un número de emprendedores que ofrecieron alimentos y productos chinos y nacionales.

Al igual que en la celebración del día de la cultura china en 2019, cuando ya era ley nacional, se inauguró con un alegre y multitudinario pasacalle encabezado por autoridades políticas en medio de estandartes de Costa Rica y la República Popular China y el tradicional baile de los leones. Entre las asociaciones chinas se encontraban agrupaciones de larga data en el país como las asociaciones chinas de Puntarenas, Cañas, Nicoya y Santa Cruz, así como asociaciones que se establecieron tardíamente en el siglo xx pero que representan las dos zonas desde las que tradicionalmente migraron los chinos que se establecieron en Costa Rica: Zhongshan y Enping. A estas últimas se unió una tercera agrupación regional de la provincia de Zhejiang, señalando a movimientos migratorios más cercanos al establecimiento de relaciones diplomáticas con la RPC.

Por otro lado, estuvieron presentes instituciones educativas que promueven la difusión de lengua y cultura china en Costa Rica. Encabezan la lista el Instituto Confucio de la Universidad de Costa Rica y el Centro Cultural y Educativo Costarricense Chino, entes fundados en 2008 y 2010 respectivamente, precisamente en el marco de intercambios educativos entre ambos países, que además colaboran estrechamente con la Embajada de la RPC en iniciativas como las competencias Puente chino universitario, Puente chino colegial y el programa del Ministerio de Educación Pública y la RPC, Hablemos en mandarín.

Finalmente, cabe destacar que dentro de la nómina de organizadores figuran dos representantes legislativos, Gilberth Jiménez Siles y Luis Fernando Mendoza Jiménez, éste último coordinador del Grupo de Amistad Parlamentaria (GAP) Costa Rica-China<sup>53</sup> y político costarricense proveniente de Cañas, otra ciudad icónica del

---

53 Redacción, «Desamparados vivirá fiesta del Día de la cultura china y Festival de primavera», *elmundo.cr*, 25 de enero de 2023, <<https://elmundo.cr/>

imaginario chino costarricense. Los GAP fueron conformados en el 2018 en el seno de la Comisión Permanente Especial de Relaciones Internacionales y Comercio Exterior como:

un cauce de comunicación y cooperación que se establece entre los parlamentos. Su principal objetivo es mantener contactos para discutir cuestiones de interés común, intercambiar ideas, información y tomar acciones sobre los diversos quehaceres que le competen, dentro del marco de la diplomacia parlamentaria<sup>54</sup>.

De este modo, es común que la Asamblea Legislativa mantenga comunicaciones interparlamentarias con sus contrapartes no solo chinas, sino también de otros partidos políticos internacionales con los cuales mantienen contacto a través de los GAP.

## CONCLUSIONES

En la ciudad capital de Costa Rica, los chinos —tanto exclúes como migrantes que habrían ingresado libremente por los puertos de Puntarenas y Limón desde las últimas tres décadas del siglo XIX— se establecieron principalmente en los alrededores de la zona roja al oeste de la cuadrícula de origen colonial. Posiblemente adoptaron dicha estrategia para evitar figurar en el radar de las autoridades políticas de la era liberal, cuya preocupación primordial fue controlar, sanitaria y migratoriamente el paso libre por los distritos del Carmen y Catedral, entonces simbólicamente restringidos a las élites.

---

municipales/desamparados-vivira-fiesta-del-dia-de-la-cultura-china-y-festival-de-primavera/». (Consultado el 27-I-23).

54 Derek Cervantes Umaña y Sergio Guzmán Hernández, «Comisión Permanente Especial de Relaciones Internacionales y Comercio Exterior», *Boletín del Observatorio de la Política Internacional de la Universidad de Costa Rica* 66 (julio-agosto 2018), <<https://opi.ucr.ac.cr/node/1264>>. (Consultado el 28-I-23).

Tendría que pasar más de una centuria para que la clase política reivindicara al grupo étnico chino mediante políticas encaminadas a celebrar la multiétnicidad y pluriculturalidad de la sociedad costarricense, así como a abrir espacios desde donde el grupo conmemoraría sus tradiciones máspreciadas con el pueblo que los había acogido desde 1855. Solo entonces se generaría una construcción discursiva apoyada por un aparato estatal costarricense que ha reparado en la urgencia de reconocer la relevancia política, económica y cultural de la RPC y sus ramas en ultramar.

Cabe destacar que el movimiento en dirección hacia el este señala una apropiación simbólica de espacio público, especialmente en el centro cívico de la ciudad de San José, que en el siglo XIX no habría sido posible ni siquiera con el capital necesario. Fue de vital importancia la inserción de los chinos y sus descendientes en las esferas económicas, educativas y políticas de Costa Rica, para que se haya conmemorado un día para la cultura china desde el 2003. Constituye este un hito en Latinoamérica que solamente Panamá en el 2004 y Perú en el 2020 han igualado, el primero con su Día Cívico de la Conmemoración de la Etnia China Nacional y el segundo con su Día de la Etnia China en Perú.

En Costa Rica, resta esperar que los Ministerios de Educación Pública y de Juventud y Deportes impulsen las celebraciones desde instituciones educativas y de promoción de la cultura nacional, tal y como lo dicta la Ley. Esto con el fin de transformarla en una celebración que, al igual que el Día del aborigen costarricense y el Día del negro —hoy con otra denominación—, nazca del pueblo costarricense como tributo a uno de los grupos culturales que más han aportado a su desarrollo socioeconómico.

## REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- ACÓN Chan, Lai Sai, «De Puntalín a Guanacaste: El aporte de los inmigrantes chinos al desarrollo socioeconómico de la ciudad de Cañas, Costa Rica», en Martínez Esquivel, Ricardo (ed.). *Los chinos de ultramar: Diásporas, sociabilidad e identidades*, México D.F., México: Palabra de Clío, 2018.
- , «El papel del Círculo de Comerciantes del Imperio Celeste en el desarrollo socioeconómico de los inmigrantes chinos de Puntarenas, Costa Rica», *Revista de Lenguas Modernas* 28 (2018), p. 443-456.
- , «Incidencia de la actividad comercial en el desarrollo urbano de algunas ciudades del imaginario chino en el Pacífico costarricense», en Soto-Quirós, Ronald, Ibarra Arana, David y Acón Chan, Lai Sai (eds.), *Los chinos de ultramar: represiones, resistencias y resiliencias*, México D.F.: Palabra de Clío, 2021.
- , «Políticas civilizatorias, geografías urbanas e inmigración china en San José, Costa Rica (1873-1950)», *Revista Internacional de Estudios Asiáticos* 1, no. 2 (julio-diciembre 2022), <<https://revistas.ucr.ac.cr/index.php/riea/article/view/50198>>. (Consultado el 16-I-23).
- ALVARADO, Josué, «Alertan sobre venta de platillos baratos tras hallazgo de carne de rata y perro», *crhoy.com*, 19 de mayo de 2021, <<https://www.crhoy.com/nacionales/alertan-sobre-venta-de-platillos-baratos-tras-hallazgo-de-carne-de-rata-y-perro/>>. (Consultado el 18-I-23).
- ARCHIVO NACIONAL DE COSTA RICA, FOMENTO 4685.
- ARCHIVO NACIONAL DE COSTA RICA, «Ministerio de Cultura y Juventud Archivo Central». <[https://mcj.go.cr/sites/default/files/2019-05/isad\\_fondo\\_mcyj.pdf](https://mcj.go.cr/sites/default/files/2019-05/isad_fondo_mcyj.pdf)>. (Consultado el 25-I-23).
- ASAMBLEA LEGISLATIVA DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA, «Ley para celebración del Día de la cultura china e incorporación de actividades educativas y culturales No. 20.853. Dictamen afirmativo unánime», 30 de julio 2019, <[http://www.asamblea.go.cr/glcp/doc\\_relevantes\\_de\\_actas/Dictamen%20Exp.%2020.853.docx.pdf](http://www.asamblea.go.cr/glcp/doc_relevantes_de_actas/Dictamen%20Exp.%2020.853.docx.pdf)>. (Consultado el 16-I-23).
- BONILLA, Ibo, «Plaza de la Cultura», <[http://www.iboenweb.com/ibo/pages/plaza\\_de\\_la\\_cultura.htm](http://www.iboenweb.com/ibo/pages/plaza_de_la_cultura.htm)>. (Consultado el 20-I-23).

BONILLA CASTRO, Alejandro, «De Barrio Chino a lugar de la memoria: propuesta de gestión y recuperación del Paseo de los Estudiantes, San José Costa Rica», en XVIII Simposio de Centros Históricos y Patrimonio Cultural de Canarias, Villa de los Realejos, Tenerife 16. 17 y 18 de abril de 2015, <[https://www.researchgate.net/publication/346220296\\_De\\_Barrio\\_Chino\\_a\\_lugar\\_de\\_la\\_memoria\\_Propuesta\\_de\\_gestion\\_y\\_recuperacion\\_del\\_Paseo\\_de\\_los\\_Estudiantes\\_San\\_Jose\\_Costa\\_Rica](https://www.researchgate.net/publication/346220296_De_Barrio_Chino_a_lugar_de_la_memoria_Propuesta_de_gestion_y_recuperacion_del_Paseo_de_los_Estudiantes_San_Jose_Costa_Rica)>. (Consultado el 25-I-23).

CERVANTES UMAÑA, Derek y GUZMÁN HERNÁNDEZ, Sergio «Comisión Permanente Especial de Relaciones Internacionales y Comercio Exterior», *Boletín del Observatorio de la Política Internacional de la Universidad de Costa Rica* 66 (julio-agosto 2018), <<https://opi.ucr.ac.cr/node/1264>>. (Consultado el 28-I-23).

COSTA Rica, «Reglamento de espacios públicos, vialidad y transporte», <<https://www.pgrweb.go.cr/DOCS/NORMAS/1/VIGENTE/RM/2000-2009/2000-2004/2003/C6E1/67C8B.HTML>>. (Consultado el 3-IV-2023).

GONZÁLEZ CALDERÓN, Félix, «¿Sabes cuál es el boulevard Jiménez Oreamuno?», *Vecinos activos distrito Carmen* (28 setiembre 2018), <<https://distritocarmen.vecinosactivos.news/sabes-cual-es-el-boulevard-jimenez-oreamuno/>>. (Consultado el 25-I-23).

ICOMOS, «Posición del ICOMOS de Costa Rica ante la inauguración del proyecto Paseo de los Estudiantes», <<http://www.icomoscr.org/content/index.php/comunicados/226-comunicado-barriochino>>. (Consultado el 25-I-23).

JIMÉNEZ CORRALES, Andrés, «El Barrio Chino de San José, desde un análisis geográfico», *Semanario Universidad*, 20 de junio de 2012, <<https://historico.semanariouniversidad.com/opinion/el-barrio-chino-de-san-jos-desde-un-analisis-geografico/>>. (Consultado el 25-I-23).

—, «Producción territorial de un nuevo barrio en la ciudad. Surgimiento y trayectorias de un Barrio Chino en San José, Costa Rica», *Revista de Ciencias Sociales* 174 (2021), <[https://revistacienciasociales.ucr.ac.cr/images/revistas/RCS174/06\\_JIMENEZ174.pdf](https://revistacienciasociales.ucr.ac.cr/images/revistas/RCS174/06_JIMENEZ174.pdf)>. (Consultado el 25-I-23).

*La chirimía*, «Qué bueno sería», 31 de julio de 1886.

*La Nación*, «OIJ verá caso de restaurante», *nacion.com*, 22 de junio de 1999, <<https://www.nacion.com/el-pais/oij-vera-caso-de-restaurante/tv65PPSMZBCGX15PCDLVHRT7LM/story/>>. (Consultado el 18-I-23).

*La Prensa Libre*, «Los chinos», 15 de abril de 1896.

Low, Seta, «Urban Public Spaces as Representations of Culture: The Plaza in Costa Rica», *Environment and Behavior* 29, no. 1 (enero de 1997), <<https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/001391659702900101?journalCode=eaba>>. (Consultado el 20-I-23).

MARTÍNEZ ESQUIVEL, Ricardo, «“Jugando con las identidades”: El Estadio Nacional y el Barrio Chino de San José en el restablecimiento de las relaciones entre China y Costa Rica», en *Los chinos de ultramar: diásporas, sociabilidad e identidades*, coordinado por Ricardo Martínez Esquivel, México: Palabra de Clío, 2018, p. 309-336.

MONTEALEGRE, Mariano, «La inmigración en Costa Rica», *La República*, 31 de agosto de 1906.

MURILLO, Carlos, «Antecedentes y consistencia de las relaciones Costa Rica-China y papel de barrio chino», *Ambientico* 214 (julio 2011), <<https://www.ambientico.una.ac.cr/wp-content/uploads/tainacan-items/31476/33213/214.pdf>>. (Consultado el 26-I-23).

MUSEOS DEL BANCO CENTRAL DE COSTA RICA, «Historia de la Plaza de la Cultura», <<https://web.archive.org/web/20100724225428/http://www.museosdelbancocentral.org/contenido/articulos/75/1/Historia/Paacuteginas1.html>>. (Consultado el 20-I-23).

*Otro diario*, «Ya es tiempo», 21 de enero de 1886.

PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA DE COSTA RICA, «Costa Rica se declara multiétnica y plural», 24 de agosto de 2015, <<https://www.presidencia.go.cr/comunicados/2015/08/costa-rica-se-declara-multietnica-y-pluricultura/>>. (Consultado el 16-I-23).

QUESADA AVENDAÑO, Florencia, *La modernización entre cafetales. San José, Costa Rica, 1880-1930*, Finlandia: Instituto Renvall, 2007.

QUESADA SOTO, Álvaro, *Uno y los otros: identidad y literatura en Costa Rica 1890-1940*; San José, Costa Rica: Editorial de la Universidad de Costa Rica, 2002.

- REDACCIÓN, «Desamparados vivirá fiesta del Día de la cultura china y Festival de primavera», *elmundo.cr*, 25 de enero de 2023. <<https://elmundo.cr/municipales/desamparados-vivira-fiesta-del-dia-de-la-cultura-china-y-festival-de-primavera/>>. (Consultado el 27-I-23).
- , «Únase a la celebración del Día de la cultura china», *elmundo.cr*, 22 de enero de 2020, <<https://elmundo.cr/costa-rica/unase-a-la-celebracion-del-dia-de-la-cultura-china/>>. (Consultado el 24-I-23).
- REPÚBLICA DE COSTA RICA, *Constitución Política de la República de Costa Rica*, San José, C.R.: Editorial Digital-Imprenta Nacional, 2017, <[https://www.imprentanacional.go.cr/editorialdigital/libros/textos%20juridicos/constitucion\\_politica\\_digital\\_edincr.pdf](https://www.imprentanacional.go.cr/editorialdigital/libros/textos%20juridicos/constitucion_politica_digital_edincr.pdf)>. (Consultado el 16-I-23).
- REPÚBLICA DE COSTA RICA, «Decreto No. 31221 MEP-MCJD», *La Gaceta*, no. 137, 17 de julio de 2003.
- REPÚBLICA DE COSTA RICA, Ministerio de Educación Pública, «Día de la persona negra y la cultura afrodescendiente», <<https://www.mep.go.cr/noticias/dia-persona-negra-cultura-afrocostarricense>>. (Consultado el 16-I-23).
- RODRÍGUEZ CHAVES, Alonso, «El Día de la cultura china en Costa Rica...El día del vil olvido», *elmundo.cr*, 20 de octubre de 2019, <<https://elmundo.cr/opinion/dia-de-la-cultura-china-en-costa-rica-el-dia-del-vil-olvido/#:-:text=De%20este%20modo%2C%20se%20estableci%C3%B3,lunes%20del%20mes%20de%20octubre>>. (Consultado el 17-I-23).
- SANCHÚN MORÁN, Francisco, «Día de la cultura china en Costa Rica», *El Heraldo de la Nueva Era*, 7 de agosto de 2003.
- SECCIÓN POLÍTICA DE LA EMBAJADA DE CHINA (EN COSTA RICA), «Barrio Chino de San José construido por la Amistad sino-costarricense», *Ambientico* 214 (julio 2011), <<https://www.ambientico.una.ac.cr/wp-content/uploads/tainacan-items/31476/33213/214.pdf>>. (Consultado el 26-I-23).
- SISTEMA DE INFORMACIÓN CULTURAL COSTA RICA, «Día del aborigen costarricense», <<https://si.cultura.cr/expresiones-y-manifestaciones/dia-del-aborigen-costarricense>>. (Consultado el 16-I-23).

TORRES, Jason, «Municipalidad de San José inaugura el Barrio Chino», *crhoy.com*, 5 de diciembre de 2012, <<https://archivo.crhoy.com/municipalidad-de-san-jose-inaugura-el-barrio-chino/nacionales/>>. (Consultado el 26-I-23).

TRIBUNAL SUPREMO DE ELECCIONES (COSTA RICA), «Reseña histórica de las sedes del TSE», <[https://www.tse.go.cr/pdf/ifed/historia\\_edificio\\_tse.pdf](https://www.tse.go.cr/pdf/ifed/historia_edificio_tse.pdf)>. (Consultado el 25-I-23).

QUATRIÈME PARTIE / CUARTA PARTE

DIVERSITÉS ET GENRE

DIVERSIDADES Y GÉNERO



LES MÉDIAS FÉMINISTES INDÉPENDANTS À CUBA :  
NOUVEAUX ACTEURS DE L'INCLUSION

---

*Mélanie Moreau-Lebert*  
Université Bordeaux Montaigne  
CHISPA/AMERIBER



Le 25 septembre 2022, les Cubains ont voté un nouveau code de la famille via référendum. Avec 74% de participation, c'est le oui qui l'a emporté à plus de 66% , après une campagne « yovotosí » de grande ampleur, ayant mobilisé des moyens humains et techniques considérables pour Cuba. Initialement, le Code de la famille faisait partie du projet de Constitution de 2019, mais face aux nombreuses résistances des églises sur la question du mariage homosexuel, le vote a été reporté. Il vient remplacer un code plus ancien, datant de 1975. Ce nouveau code de la famille est considéré comme l'un des plus inclusifs en matière de droits sociétaux d'Amérique latine — pour ne pas dire au monde. Nombre d'observateurs ont insisté sur la question du mariage entre personnes du même sexe —qui n'est pas une petite avancée pour un pays, une société, qui, comme le reste de la région, est marqué par un fort héritage patriarcal et machiste— mais ce code de la famille a un périmètre bien plus étendu, puisqu'il ouvre la voie à la GPA « solidaire » sans fins lucratives, renforce les droits des enfants, des handicapés, des personnes âgées, des grands-parents, des beaux-parents, des familles monoparentales (qui peuvent désormais prétendre à l'adoption), etc<sup>1</sup>. Tous les types de

---

1 *Gaceta Oficial de la República Cuba*, « Código de las Familias », *gacetaoficial.gob.cu*, 27 septembre 2022, CXX, no. 99, p. 2893-2995, <<https://www.gacetaoficial.gob.cu/sites/default/files/goc-2022-o99.pdf>>. (Consulté le 30-IX-2022).

famille sont concernés, dans toute leur complexité, ce qui, associé aux avancées apportées par la nouvelle constitution, va dans le sens d'une inclusion toujours plus importante des différents secteurs de la société cubaine.

Le problème est que cette avancée sociétale intervient dans une période très difficile pour Cuba. En effet, l'île vit aujourd'hui une crise économique, sociale et politique sans précédent, incomparable avec la période spéciale tant le contexte a évolué au cours des dernières décennies voire même des dernières années. Cette situation est multifactorielle et les trois années qui viennent de s'écouler ont marqué un point de rupture inédit dans l'histoire récente du pays bloquant la dynamique positive qui semblait se dessiner depuis quelque temps.

Tout d'abord, la crise du Covid-19 et les divers confinements ont soudainement privé l'île de sa deuxième source de revenus, le tourisme, générant un manque à gagner considérable pour l'État cubain, qui a fortement investi dans de nouvelles infrastructures hôtelières de luxe. Le renforcement de l'embargo par Donald Trump fin 2020, quelques jours avant son départ de la Maison Blanche dans le contexte de pandémie mondiale a asphyxié l'île, privant la population de médicaments ou de respirateurs, redoublant les sanctions contre les organisations ou institutions bancaires traitant avec Cuba, limitant la possibilité pour les Cubains vivant aux États-Unis d'envoyer de l'argent ou encore interdisant aux bateaux de croisière d'accoster à La Havane<sup>2</sup>. Ces événements ont plongé l'île dans une profonde crise économique et sociale, qui s'est traduite par une défiance envers le gouvernement et par des mouvements de protestation populaire inédits depuis 1959.

Les conséquences sont multiples. Les Cubains doivent faire face à des pénuries qui concernent tous les secteurs, les files d'attente pour se procurer de la nourriture sont interminables, les médicaments

---

2 MINREX, « Las más de 240 medidas de Trump contra Cuba », *cubadebate.cu [Cuba Debate]*, 20 janvier 2021, <<http://www.cubadebate.cu/noticias/2021/01/20/las-mas-de-240-medidas-de-trump-contra-cuba>> (Consulté le 10-X-2022).

sont introuvables, l'inflation est spectaculaire, les coupures de courant sont quotidiennes et en l'absence d'une figure charismatique telle que Fidel Castro, qui avait réussi à faire garder espoir au peuple lors de la période spéciale, l'état cubain montre ses faiblesses et a considérablement durci les mesures coercitives envers quiconque ose critiquer son action, comme le montre le nouveau code pénal qui prévoit des sanctions encore plus lourdes pour les « dissidents », ou encore les arrestations et peines de prison appliquées aux manifestants de ce qui restera dans l'histoire comme le 11 de Julio, lorsque des centaines de Cubains sortirent dans la rue en premier lieu pour protester contre les pénuries puis contre l'État.

Dans ce contexte de crise profonde, on assiste, comme toujours, à une recrudescence des inégalités et discriminations, invisibilisées par ce nouveau code de la famille, paradoxalement très inclusif. S'appuyant sur une longue tradition de luttes féministes, qui, depuis la fin XIX<sup>ème</sup>, ont contribué à la visibilisation des problématiques de domination enchevêtrées, principalement de type genre / classe / « race », liées à la colonisation de l'île, et sur la relecture récente de l'histoire de Cuba, de nouveaux médias indépendants, blogs, revues féministes et/ou afro-féministes, actifs sur les réseaux sociaux, ont vu le jour récemment et proposent des contenus pluridisciplinaires dans le but d'informer, d'éduquer, de débattre et de promouvoir des messages inclusifs. Violences faites aux femmes, précarité, racisme, représentations et stéréotypes, homophobie ou transphobie, autant de sujets mis en avant pour contribuer aux préoccupations féministes nationales et internationales, qui trouvent un écho particulier dans l'île et auprès de la diaspora cubaine, en cette période de crise qui met en exergue les inégalités que la Révolution prétendait avoir gommées.

Après un retour sur les années qui ont précédé la crise actuelle, marquées par des réformes économiques qui ont modifié le panorama social, nous verrons comment ces nouveaux médias féministes et afro-féministes s'inscrivent dans une stratégie locale et globale d'émancipation et d'inclusion. De même, nous analyserons le rôle et la portée de ces nouveaux outils d'expression qui s'offrent à la population depuis l'accès élargi à internet, et qui —alors que l'associationnisme a été interdit depuis le triomphe de

la Révolution— recréent des espaces de liberté et de partage, véhiculent des discours inclusifs et produisent une pensée sociale critique hors des cadres institutionnels.

#### DES CHANGEMENTS INTERNES ET EXTERNES À ENVISAGER SOUS LE PRISME DU GENRE (2010-2020)

En 2010, l'État cubain lance un grand plan d'ajustement économique, destiné à promouvoir le secteur privé et à désengorger le secteur étatique, en particulier dans le secteur des services. Naissent alors le travail *por cuenta propia* (à son compte) et les *cuentalpropistas*, qui peuvent intégrer ce nouveau système, en choisissant une activité parmi une liste de 201 activités autorisées dans la sphère de la production et des services. En 2012, 365.000 personnes sont « licenciées », et invitées à se tourner vers le secteur privé, seulement le secteur en question n'a pas été en mesure d'absorber la totalité de ces personnes. En 2017, il existe déjà plus de 567.000 Cubains employés *por cuenta propia*. Entre 2009 et 2015, ce sont ainsi 82.000 femmes qui abandonnent leur poste, volontairement ou non, le plus souvent des emplois correspondant à la distribution traditionnelle des rôles de genre (éducation, aide à la personne, service domestique, etc.). A Cuba, les femmes représentent aujourd'hui le tiers de l'emploi rémunéré, tant étatique que privé, alors qu'avant 2010, plus de 90% des femmes travaillaient pour l'État.

Cette évolution, pour ne pas dire ce bouleversement du système économique et structurel, est alors à envisager de manière positive pour de multiples raisons qui ont trait à l'ouverture de Cuba, à de nouvelles perspectives individuelles, à une forme de liberté, que le peuple cubain attendait mais qui, si on l'analyse sous le prisme du genre, pose de nouveaux problèmes. En premier lieu, le fait d'intégrer le marché privé, de devenir *cuentalpropista* n'est pas forcément synonyme d'indépendance puisque rares sont celles qui sont propriétaires de leur commerce. Travailler à son compte signifie ne plus travailler pour l'État, mais ne signifie pas être autonome. La plupart des femmes actives sont engagées par d'autres personnes, en l'occurrence des hommes, qui eux, en effet, sont à la tête du capital.

Prenons l'exemple de la location de chambres chez l'habitant, les *casas particulares*, secteur qui connaît un succès sans précédent jusqu'à la pandémie de Covid-19, face à des hôtels dont les prix sont devenus inabordables, et qui répond à une forte demande de la part de touristes désireux de découvrir la culture cubaine de « l'intérieur ». Malgré des impôts conséquents, ce secteur s'avère parfois très rentable, comme à La Havane, où les prix ont véritablement flambé<sup>3</sup>. Cependant, la plupart du temps, les propriétaires de ces maisons ou de ces appartements sont des hommes, cubains ou étrangers, qui ont eu la possibilité d'investir de l'argent et qui embauchent des femmes pour servir les clients ou faire le ménage. La Havane se transforme ainsi peu à peu, et les vieilles demeures rachetées par des Italiens, des Espagnols ou des Canadiens mariés à des Cubaines dans bien des cas, retrouvent leur splendeur d'antan pour satisfaire un marché touristique en pleine expansion.

Le second secteur en plein essor est alors celui des transports, autrefois compliqué, mais qui a su s'adapter pour répondre à la demande toujours croissante des touristes qui circulent en taxis, bus, voitures de location avec chauffeur ou non. Des dizaines de vieilles américaines, Chevrolet des années 50, Pontiac et autres merveilles pour collectionneurs se sont refait une beauté et attendent les touristes devant les grands hôtels pour un tour de la ville et un passage obligé sur le fameux *Malecón*, cheveux au vent. Mais là encore, les femmes sont quasiment absentes de ce domaine en plein essor qui offre des perspectives économiques intéressantes, puisque les propriétaires de voiture et les chauffeurs sont presque exclusivement masculins.

Faute de capital mais fortes d'une grande ténacité, elles choisissent donc parmi la liste officielle proposée par l'État, en fonction

---

3 A La Havane, une chambre dans une *casa particular* coûtait environ 25 CUC (le CUC est le Peso convertible, l'une des deux monnaies circulant à Cuba jusqu'en 2021, à peu près équivalent à l'Euro) par nuit, mais avant la crise du Covid-19 l'afflux de touristes a fait grimper le prix des chambres, certaines pouvant coûter avant l'unification de la monnaie 150 à 200 CUC la nuit dans la partie historique de La Havane. Ce phénomène n'est pas propre à toute l'île où le marché est resté à peu près stable.

de leurs possibilités financières et logistiques, des activités compatibles avec le travail domestique non rémunéré qui leur incombe. En effet, l'augmentation des heures dédiées au travail domestique et aux activités de soins à la personne est une réalité pour les femmes, 14 heures hebdomadaires de plus en moyenne que les hommes<sup>4</sup>. En 2030, plus de 50% des foyers cubains seront dirigés par des femmes<sup>5</sup>, et cette nouvelle, si elle pose bien des questions de société en amont, implique de repenser de façon urgente les systèmes d'aide à la personne tels qu'ils existent, ou non, à Cuba. Le fait que les femmes assument largement les tâches domestiques et qu'elles y consacrent un nombre bien supérieur d'heures que les hommes est une évidence qui ne nécessite point de statistiques et qui peut se vérifier en posant un regard même superficiel sur la société cubaine. Sur ce point, les institutions et les acteurs de la société civile ont déjà été clairs malgré l'absence de chiffres sur lesquels appuyer leurs discours.

On les retrouve donc dans la restauration et dans des secteurs tels que la manucure, la couture, la garde d'enfants, la coiffure, qui ne requièrent pas un haut niveau de formation professionnelle. Rappelons que pourtant, à Cuba, 60% des femmes sont diplômées de l'université. Se pose également la pérennité de l'emploi puisque bien souvent les femmes cubaines décident d'exercer une activité indépendante pour répondre, à court terme, à une situation économique ou à un besoin particulier : une réparation ou une construction dans la maison, l'achat d'un appareil spécifique pour le foyer, les frais nécessaires à un départ à l'étranger ou plus rarement à un déménagement dans une autre région.

---

4 Ania Terrero, « Mujeres y empleo, ¿dónde están las brechas? », *cubadebate.cu [Cuba Debate]*, 1er août 2021, <<http://www.cubadebate.cu/especiales/2021/08/01/mujeres-y-empleo-donde-estan-las-brechas>>. (Consulté le 18-II-2023).

5 Ailynn Torres Santana « Decálogo incompleto sobre las mujeres en Cuba », *oncubanews [On Cuba News]*, 8 mars 2018, <<https://oncubanews.com/opinion/columnas/sin-filtro/decalogo-incompleto-la-mujer-cuba>>. (Consulté le 18-II-2023).

En outre, de façon plus générale, les licences octroyées par l'État cubain peuvent être suspendues de façon arbitraire et aléatoire, comme cela a été le cas en 2017 puis en 2018 avec les licences de styliste, d'agent immobilier, de vendeur de chaussures et programmeurs de matériel informatique<sup>6</sup>. Le gouvernement cubain a annoncé cette année-là qu'il suspendait « pour le moment » la concession de licences dans diverses activités afin d'améliorer le système. Étaient alors concernés également les petites cafétérias, les vendeurs ambulants de fruits et légumes, les *paladares*. L'argent investi, l'énergie et le temps passés à créer et développer l'affaire, sont alors perdus du jour au lendemain, et ces mesures très impopulaires ont été vivement critiquées.

En ce qui concerne les salaires, s'il est vrai que le salaire payé par l'État cubain était très insuffisant, l'équivalent de 15 euros pour des employés, 40 euros pour des universitaires, 60 euros pour des médecins, il faut insister sur le fait que personne ne vit uniquement de ce salaire qui ne permet pas de couvrir les besoins de la population, et que chacun *resuelve* (se débrouille) grâce à l'inextricable système d'économie parallèle. La faible production de biens et de services, le taux de change et les deux monnaies alors en circulation (en 2021, l'État a lancé une réforme monétaire en ne gardant qu'une monnaie, le peso cubain) sont des facteurs aggravants pour l'économie. Dans le secteur privé, servir dans une cafétéria peut rapporter environ 30 euros par semaine, 120 euros par mois, ce qui est largement supérieur au salaire étatique. Mais ce secteur pourrait se développer davantage s'il existait un marché de gros. En effet, les Cubains, à leur compte, sont contraints d'acheter leur marchandise dans des commerces au détail, ce qui revient très cher et limite leurs possibilités.

---

6 Alexandre Meneghini, « Cuba suspende otorga de licencias a cuentapropistas », *rfi.fr* [RFI], 2 août 2017, <<https://www.rfi.fr/es/americas/20170802-cuba-suspende-entrega-de-licencias-cuentapropistas>>. (Consulté le 15-II-2023).

## ECONOMIE, PROPRIÉTÉ ET RELATIONS DE GENRE

L'un des nombreux défis qui se présentent à Cuba, mais également au reste du monde, est la réduction des inégalités économiques grâce à l'accès des femmes aux moyens de production et à la propriété. A Cuba, le secteur agricole absorbe quasiment 20% de l'emploi, seulement ce chiffre ne tient pas compte du rôle joué par les femmes au sein des communautés rurales, ni de leur contribution directe à la production<sup>7</sup>. Moins nombreuses à accéder au travail rémunéré dans l'espace rural, elles sont également sous-représentées dès lors qu'il s'agit du contrôle des terres, des technologies, de l'accès aux fertilisants et à l'eau, ce qui se traduit par une nette majorité d'hommes occupant les postes de pouvoir dans les espaces ruraux. L'État cubain est conscient de ces problématiques, lui qui a fait du secteur agricole l'une des priorités du développement durable à Cuba d'ici 2030. Certaines initiatives ont vu le jour tel que le projet *volver al verde*, qui s'est donné comme objectif d'aider de jeunes couples, des familles, des femmes seules, à s'implanter dans le secteur rural afin d'y trouver de meilleures opportunités économiques qu'en ville.

En accordant des micro-crédits, en s'appuyant sur l'aide des coopératives agricoles, l'État pense redorer le blason d'un secteur pourtant très porteur (Cuba est l'un des pays les plus écologiques du monde) mais qui a longtemps été délaissé par les jeunes. Le ministère de l'agriculture, en étroite collaboration avec la Fédération des femmes cubaines, a travaillé sur une politique intégrale et inclusive et ensemble ils ont présenté en 2016 une « Stratégie de genre » visant à promouvoir l'égalité de genre dans le secteur agricole cubain, et ce, à tous les niveaux, pour faire en sorte que chaque organisation intègre les pratiques égalitaires et que les femmes aient un leadership dans les secteurs agricoles, forestiers, ainsi que dans la culture et la production du tabac. Cette stratégie a été explicitée dans les trente-quatre pages que contient le document à l'intention des institutions, organisations, entreprises étatiques et coopératives qui composent

---

7 Victoria Hernández, « Mujeres rurales en Cuba: ¿por qué es de la manera que es? », *Cubapossible.com*, 7 juin 2017, <<https://cubapossible.com/mujeres-rurales-cuba-la-manera>>. (Consulté le 15-II-2023).

le système agricole pour la période 2015-2020<sup>8</sup>, avant la crise du Covid-19, puis renouvelée pour la période 2021-2024<sup>9</sup>.

L'absence de données précises et d'informations concernant des thèmes qui ont trait aux relations de genre tend à invisibiliser les inégalités hommes/femmes et en particulier leur lien intrinsèque avec l'origine ethnique, l'âge, le territoire, et il faut souvent se référer aux travaux universitaires pour obtenir les données. Ce qui apparaît nettement, c'est que la transformation du modèle économique peut être considéré comme un facteur de reproduction des inégalités. Cuba est une société qui reste machiste et patriarcale par bien des aspects, et si les femmes représentaient seulement 34% des personnes travaillant dans le secteur privé<sup>10</sup> avant la pandémie de Covid-19, c'est que lorsque l'État a permis, voire contraint des milliers de personnes à quitter leur poste étatique pour s'insérer dans le privé, nombre de femmes sont retournées au foyer en abandonnant leur profession et la fermeture des écoles durant les confinements a fait baisser cette proportion<sup>11</sup>.

Ce retour à la sphère domestique est dommageable. En outre, les femmes occupant un emploi dans le secteur privé sont plus vulnérables, puisqu'elles ne bénéficient plus des avantages et de la

- 
- 8 FAO [Food and Agriculture Organizations of the United Nations], « Ministerio de la Agricultura de Cuba aprueba su estrategia de género », 23 novembre 2015, *fao.org* [FAO], <<https://www.fao.org/cuba/noticias/detail-events/en/c/346334>> . (Consulté le 18-X-2022).
- 9 Programme Alimentaire Mondial [World Food Programme, WFP], Junta Ejecutiva, « Plan estratégico para Cuba (2021-2024) », 19 mai 2021, *executive-board.wfp.org* [WFP], <[https://executiveboard.wfp.org/es/document\\_download/WFP-0000127841](https://executiveboard.wfp.org/es/document_download/WFP-0000127841)> . (Consulté le 18-II-2023).
- 10 Karina Marrón González, « Más allá de las cifras de mujeres emprendedoras en Cuba », *prensa-latina.cu* [Prensa Latina], 20 octobre 2022, <<https://www.prensa-latina.cu/2022/10/20/mas-alla-de-las-cifras-de-mujeres-emprendedoras-en-cuba>> . (Consulté le 22-II-2022).
- 11 Dixie Edith, « Cuba: COVID-19, el impacto económico también tiene sexo », *amecopress.net* [AmecoPress], 16 avril 2020, <<https://amecopress.net/Cuba-COVID-19-el-impacto-economico-tambien-tiene-sexo>> (Consulté le 10-II-2023).

protection apportés par l'État, et le risque de chômage, les droits limités en cas de grossesse, fragilisent leur situation. L'autre thématique fondamentale est la question des inégalités liées à la ethnie. Malgré les efforts menés dès les premières heures de la Révolution pour la justice sociale et l'éradication des discriminations, la société post-esclavagiste et la Révolution ont échoué à déconstruire des représentations et stéréotypes négatifs hérités de 400 ans d'esclavage et de colonie, concernant les personnes de couleur, tout comme elles ont malgré tout reproduit les inégalités puisque, si l'on prend l'exemple du travail, le secteur privé est certes celui qui paie le mieux, mais c'est également celui dont sont absents les Noirs. Parmi les plus de 30% de femmes qui travaillent à leur compte, rares sont les femmes noires, hormis dans la province de Santiago, où historiquement la population de couleur a toujours été plus nombreuse et où on trouve certes des employées ou des serveuses de couleur.

#### TRAVAIL ET REPRÉSENTATIONS :

##### LE DANGER DE L'OUVERTURE AU CAPITALISME

Depuis 2010, nous l'avons vu, les réformes économiques engagées par le gouvernement cubain ont promu la création de commerces privés, d'après une liste de 201 activités autorisées dans la sphère de la production et des services<sup>12</sup>. Avant le Covid-19, il existait plus de 500.000 personnes employées *por cuenta propia*. Seulement, face à la concurrence, et à l'inexistence de la publicité officielle, interdite sur l'île, les nouveaux entrepreneurs cherchent à promouvoir leurs affaires de façon informelle par le biais de publications et autres réseaux de communication. Il existe à Cuba des agences et des ateliers de photos qui organisent cette publicité informelle, publiée ensuite

---

12 Lisandra Fariñas, « Mujeres en la encrucijada del trabajo por cuenta propia », *redsemlac-cuba.net* [SEMLAC (*Servicio de Noticias de la Mujer de Latinoamérica y el Caribe*)], 12 décembre 2022, <<https://www.redsemlac-cuba.net/redsemlac/economia/mujeres-en-la-encrucijada-del-trabajo-por-cuenta-propia>>. (Consulté le 10-II-2023). En 2021, l'État cubain a supprimé 171 professions de la liste initiale.

sur le web et principalement dans le *Paquete Semanal*<sup>13</sup>, qui inclut des milliers de contenus divers, parmi lesquels des revues digitales faites à Cuba hors circuit officiel, et circule de manière informelle chaque semaine au modeste prix de 20 pesos cubains. Ainsi *Vistar*, *Venus*, *Garbos*, *Primavera*, *El Menú*, *Zeus*, *FullFrame* sont quelques-unes des publications de facture nationale que l'on retrouve dans le *Paquete Semanal*, mais ce ne sont pas les seules à promouvoir le commerce privé cubain, puisqu'on y trouve également des revues internationales telles que *People*, *Hola*, *Ella*, *Mía*, DT, *Padres*, qui intercalent des publicités. En observant de près ces images, un constat s'impose, et s'il n'est en rien surprenant pour nous, habitués que nous sommes à ces phénomènes, il heurte dès lors qu'il s'agit du contexte particulier de Cuba.

La publicité commerciale non étatique reproduit des stéréotypes hétérosexistes et racistes dans la promotion de commerces privés, afin de répondre à de nouvelles exigences, celles des clients, qu'ils soient cubains ou étrangers. L'absence de régulation de cette communication non étatique et parfois le manque de recul des professionnels a ouvert la voie à de nouveaux acteurs dans l'espace médiatique, et généré la reproduction du sexisme, la discrimination raciale et homophobe montrant la nécessité d'un cadre formel avec une approche féministe et intersectionnelle face à ce que la chercheuse cubaine Lirians Gordillo Piña appelle la *neomachismo estilizado*<sup>14</sup>.

---

13 Si l'accès à Internet est désormais plus facile, et que les gens peuvent, moyennant des cartes prépayées, aller sur Facebook, envoyer des mails ou naviguer sur internet, c'est par un ingénieux système de distribution souterrain que l'ensemble de la population a accès à des milliers de contenus numériques, films, revues, musiques, documentaires, journaux télévisés venus du monde entier. Le *Paquete* est sans doute le plus important média de masse de Cuba, dont profitent chaque semaine des millions de Cubains, et qui circule via des clés USB d'un bout à l'autre de l'île. Il est surtout un excellent outil interculturel, qui permet aux jeunes artistes d'avoir accès à ce qui existe de plus pointu en musique actuellement, et de promouvoir de la façon la plus large possible leurs propres disques ou morceaux.

14 Lirians Gordillo Piña, « Comunicación machista por cuenta propia », Conférence présentée à La Casa de las Américas, La Havane, 21 février 2017.

Dans une étude comparative menée en 2017, réalisée à partir de dizaines de publicités informelles, elle montre que tout est fait alors pour répondre au désir des clients, et que ce désir est hétérosexuel et blanc. Alors que durant des décennies, le fantasme de la jeune *mulata*, à la peau colorée, aux rondeurs sensuelles, à l'appétit sexuel insatiable a servi à promouvoir les voyages dans la Caraïbe en général et à Cuba en particulier, on assiste à une inversion des valeurs et des modèles, à travers des images qui donnent à voir de jeunes femmes blanches, minces, stéréotypées, dans des publicités destinées aux futurs clients de bars, de restaurants, ou d'autres entreprises de services, invisibilisant à nouveau les femmes de couleur, dont la discrimination a été longtemps intrinsèque à la société cubaine, jusqu'à la Révolution.

Dans ce contexte, le 19 avril 2018, Cuba a élu son nouveau président, Miguel Díaz Canel, qui venait de fêter ses 58 ans, comme la Révolution. Un homme jeune donc, comme la plupart des nouveaux membres du Conseil d'État (dont il faudra souligner au passage qu'il est constitué de 48% de femmes et de 40% d'Afro-descendants), qui doit faire face à un certain nombre de défis qui ne souffrent pas l'inertie. À commencer par la nécessité de s'imposer et de se construire une crédibilité, nationale et internationale, puisque, historiquement et symboliquement Cuba reste associée à un nom : Castro. Sont arrivés ensuite les grands défis politiques, économiques et sociétaux. Continuer le processus d'actualisation économique, en corriger les erreurs, tout en préservant les principes de la Révolution dans un contexte de libéralisation qui a creusé les inégalités. Affirmer et développer le rôle de Cuba sur l'échiquier régional et mondial, tout en voyant s'éloigner l'espoir né en 2014 de voir l'embargo supprimé à moyen terme. La politique de Donald Trump envers Cuba, à l'opposé de celle de Barack Obama, a marqué en effet un retour en arrière dans les relations diplomatiques que le président cubain doit gérer avec toute la prudence et la fermeté qui s'imposent. A ce moment-là, Cuba inspire, attire par centaines les investisseurs étrangers, grands groupes ou particuliers, mais doit contrôler ce flux et en négocier les moindres aspects pour garder la souveraineté qu'elle revendique et sur laquelle repose en partie la Révolution.

En attendant, le peuple cubain n'attend pas les bras croisés que le miracle opère et se rend acteur du changement. À La Havane, comme dans le reste de l'île, certains secteurs de la population sont en effervescence, malgré les difficultés. Tous les connaisseurs de Cuba savent que *inventar* (inventer) et *resolver* (résoudre) font partie du vocabulaire quotidien des habitants, dont le sens de la débrouillardise force souvent l'admiration, et des initiatives impensables il y a peu ont vu le jour sous la forme de projets innovants, notamment dans la culture, avant que la crise ne vienne complexifier la situation. Via les expériences Airbnb, les touristes peuvent désormais choisir entre des centaines de propositions culturelles et réserver en amont une visite de La Havane en vélo, des ateliers cuisine, une initiation aux rites afro-cubains, des cours de photo, de danse, de percussion.

Les curieux peuvent assister à un spectacle de Drag Queen au Théâtre Yara, et passer deux heures en coulisses à discuter avec des membres de la communauté LGBTQI, écouter une conférence sur le *street art* ou l'histoire de la musique urbaine, profiter d'un moment de détente en combinant séance de yoga et déjeuner bio. Cette effervescence va de pair avec de nouvelles préoccupations et de nouveaux espaces autrefois investis par les hommes et qui aujourd'hui sont un moyen d'expression pour les femmes. Ainsi, dans le centre de La Havane, des projets collaboratifs de résidences d'artistes ont éclos, destinés à recevoir des musiciens, des photographes, des peintres, des réalisateurs, de Cuba et d'ailleurs, auxquels participent activement des femmes, ce qui en fait un vecteur d'inclusion.

En outre, Cuba s'est trouvée en plein processus de réflexion face aux changements internes et externes qu'elle connaît, et l'État a décidé d'associer toute la population au projet de nouvelle constitution, qui est venue remplacer celle de 1976. Pour la première fois, les Cubains vivant à l'étranger ont été invités à donner leur avis sur les différents articles, à faire des propositions pour améliorer l'appareil légal et la société, ce qui ne manque pas d'intéresser les femmes. Plusieurs grands sujets, débattus dans la société civile, ont fait l'objet d'une attention particulière de la part des législateurs, notamment la violence de genre, la protection de la femme dans toutes les sphères, privée et publique, un code du travail adapté aux nouvelles contraintes du commerce privé, le mariage « égalitaire »

(entre personnes du même sexe), et l'adoption par les couples homosexuels<sup>15</sup>.

La question du travail reste centrale puisque l'égalité homme/femme dépend en grande partie de l'accès des femmes à l'indépendance économique, et que les inégalités de genre, symboliques ou réelles sont étroitement liées à cette question. Si Cuba fait figure d'exemple en matière de droit, d'accès à l'éducation et à la santé, à travers de nombreux programmes spécialement consacrés aux femmes, cette récente ouverture au capitalisme associée à la crise économique et sociale que connaît l'île depuis deux ans met en évidence une recrudescence des inégalités de genre, d'ethnie et désormais de classe.

ETUDES FÉMINISTES ET INCLUSION :  
VISIBILISATION DES PROBLÉMATIQUES LIÉES AU GENRE  
ET À L'ETHNIE

Avant toute chose, il est bon de rappeler que dans les premières décennies de la Révolution, féminisme et Révolution sont intrinsèquement liés, mais dans un cadre institutionnel et idéologique, celui de la Fédération des Femmes Cubaines (FMC), qui place la lutte révolutionnaire au-dessus de toute velléité et qui antépose constamment le terme Révolution à tout discours ou publication. Dans ce cadre, les questions de genre, le sexisme, les stéréotypes coloniaux-patriarcaux sont invisibilisés par la cause commune et la construction du mythe révolutionnaire. Le terme même de féminisme est gommé, très peu employé, suspecté de revêtir une connotation bourgeoise, de même que la question raciale est mise de côté, au profit d'un discours inclusif qui fait de l'égalité de tous les citoyens cubains sans distinction de sexe ou de ethnie un présupposé de la Révolution. Un constat qu'exprime Luisa Campuzano en ces termes :

---

15 Edilberto Carmona Tamayo , Lisset Izquierdo Ferrer , Dianet Doimeadios Guerrero , « Más de 7 millones de cubanos han participado en el debate constitucional », *cubadebate.cu [Cuba Debate]*, 2 novembre 2018, <<http://www.cubadebate.cu/noticias/2018/11/02/mas-de-7-millones-de-cubanos-han-participado-en-el-debate-constitucional>>. (Consulté le 08-I-2023).

Se impone reconocer el hecho objetivo de que la Revolución privilegió la construcción y consolidación de una conciencia unitaria de clase por encima de una conciencia diferenciadora de género o de raza, categorías que fueron no solo desestimadas, sino definitivamente colocadas al margen y excluidas del análisis, el pensamiento y la práctica política. Así pues, la estrategia definida como “la negación de la existencia de discriminación y la consideración del tema racial como divisivo y contrario a la unidad nacional” (Bobes, 1996: 123), no solo había operado y se había mostrado útil en los primeros años de la República, [...] sino que ese desconocimiento ‘estratégico’ de la discriminación racial y sexual en favor de la categoría de clase y la defensa de la unidad del pueblo, también operó en buena parte de las casi seis décadas transcurridas desde el triunfo de la Revolución<sup>16</sup>.

Or, il faudra attendre les années 90 pour que les études de genre trouvent leur place à Cuba, malgré une longue tradition de luttes féministes, qui s’ancre dans les guerres d’indépendance du XIX<sup>ème</sup> siècle, et les premiers mouvements féministes du début du XX<sup>ème</sup> siècle. Les raisons de cette arrivée tardive sont multiples. L’isolement de Cuba d’un point de vue géopolitique, le manque de bibliographie féministe, des bibliothèques dégradées et un accès à Internet impossible ont fait prendre un retard considérable d’un point de vue théorique.

C’est en 1993 que tout bascule avec la tenue à La Havane du premier *Encuentro Iberoamericano de Mujeres Comunicadoras* organisé par la maison d’édition Pablo de la Torriente Brau et la FMC. C’est à la fois un choc et un déclic car les Cubaines se sentent en total décalage avec leurs collègues latino-américaines. Face à cette nécessité de combler le retard en matière d’études féministes naît Magín (1993-1996), la *Asociación de Mujeres Comunicadoras*, qui regroupe

---

16 Luisa Campuzano, « Allá y Acá, Entonces y Ahora : África y Cuba en la poesía de Georgina Herrera », *Études caribéennes* 4 [Hors-série] (décembre 2019), <<https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/18127>>. (Consulté le 18-III-2023).

des journalistes mais aussi des artistes, des écrivaines, des sociologues, des historiennes. Ensemble, et durant trois ans, elles organisent plus de 50 ateliers sur des thématiques telles que les femmes et la santé, le sexisme dans le langage, la violence de genre, ou encore les femmes et le droit<sup>17</sup>.

Dès lors, c'est un nouveau regard qui est posé sur la société, depuis une perspective de genre, et une fois ce pas franchi, le moment était venu de combattre d'autres formes d'inégalités, d'autant que cette émulation a lieu durant la période spéciale, période de crise économique profonde qui a généré de nouvelles discriminations ou en a fait resurgir certaines, en particulier celles liées à la « race ». Toujours suspicieux avec ce qui n'était pas institutionnalisé, l'État cubain ordonnera la dissolution de Magín en 1996, mais le virage intellectuel était pris. En 1994, Luisa Campuzano crée au sein de la célèbre Casa de las Américas le *Programa de estudios de la mujer*, et son colloque annuel, qui jusqu'à aujourd'hui est un modèle d'inclusion en ce qu'il travaille sans relâche à réfléchir et à proposer des pistes pour l'émancipation des femmes depuis une perspective nationale et latino-américaine.

C'est ensuite à l'université de La Havane de s'investir en créant la *Cátedra de la mujer* donnant lieu à de nombreuses thèses, mémoires, et travaux de façon transversale, ouvrant la voie à la visibilisation d'autres formes de discriminations, notamment celles liées à la « race », en pleine période spéciale. A partir des années 2000 et en particulier après 2010, de nombreux ouvrages sont publiés sur l'histoire de l'esclavage et des traditions cubaines d'origine africaine, la racialité, les représentations et stéréotypes liés à la couleur de peau, et ce dans une perspective pluridisciplinaire, convoquant à la fois la littérature, la sociologie ou l'anthropologie<sup>18</sup>.

---

17 Daisy Rubiera et Sonia Moro, *MAGIN. Tiempo de contar esta historia*, La Habana, Cuba : Asociación de Mujeres Comunicadoras, Ediciones Magín, 2015.

18 Voir à ce propos : Sandra Hernández, « Afro-féminisme et écriture critique à Cuba », *Caravelle* 105 (2015), p. 71-90, <<https://journals.openedition.org/caravelle/1760?lang=pt>>. (Consulté le 18-III-2023).

La publication de ces recherches majeures a constitué un pas gigantesque dans la relecture et réécriture de l'histoire de Cuba, et contribué plus largement à celle de l'Afro-Amérique. Ils ne sont pas sans rappeler le travail des théoriciennes du *black feminism*, telles que bell Hooks, ou Patricia Hill Collins, qui dans *La pensée féministe noire*<sup>19</sup>, publié en 1990 puis remanié en 2000, part du vécu et de l'expérience des femmes noires des États-Unis pour formuler des enjeux théoriques. Comme elle l'explique dans la préface du livre, Hill Collins cherchait à faire entendre les voix multiples des femmes noires, qu'elles soient femmes de ménage, ouvrières, assistées sociales, chanteuses de *blues* ou écrivaines, célèbres ou inconnues, pour montrer qu'elles n'étaient pas uniquement des sources de témoignages pour la recherche, mais qu'elles étaient capables de réflexivité sur leur situation et d'agentivité dans des circonstances souvent extrêmement difficiles.

Le décliv est arrivé par le témoignage et deux ouvrages majeurs : *Reyita, sencillamente* en 1996, succès de Daisy Rubiera Castillo, qui a publié le récit de la vie de sa mère, femme pauvre et noire dans la société républicaine post-esclavagiste, puis *Golpeando la memoria, testimonio de una poeta cubana afrodescendiente* en 2005, autobiographie de la poétesse Georgina Herrera<sup>20</sup>. En 2011, la publication à Cuba de l'ouvrage collectif *Afrocubanas : historia, pensamiento y prácticas sociales*<sup>21</sup>, sous la direction de Daisy Rubiera Castillo et Inés María Martiatu Terry, aborde ainsi le racisme, les discriminations, la violence intrafamiliale, le corps, la sexualité, et permet de placer pour la première fois le discours des femmes afro-cubaines dans l'histoire des idées à Cuba, histoire dont elles furent toujours exclues.

---

19 Patricia Hill Collins, *La pensée féministe noire. Savoir, conscience et politique de l'empowerment*, traduit de l'anglais par Diana Lamoureux, Paris : Editions du remue-ménage, 2016.

20 Daisy Rubiera Castillo, *Reyita, sencillamente*, La Habana, Cuba : Instituto Cubano del Libro, 1996 et, Georgina Herrera, Daisy Rubiera Castillo, *Golpeando la memoria*, La Habana, Cuba : Ediciones Unión, 2005.

21 Daisy Rubiera Castillo et Inés María Martiatu Terry (selec.), *Afrocubanas : historia, pensamiento y prácticas sociales*, La Habana, Cuba : Editorial de Ciencias sociales, 2011.

Désormais, l'évidence s'impose. Tout comme bell Hooks, qui dans *Aint' I am a woman : Black Women and feminism* publié en 1981<sup>22</sup> est allée chercher dans le passé esclavagiste des États-Unis l'origine de l'exclusion des femmes noires dans la société américaine, et la reproduction des stéréotypes négatifs, les Cubaines vont se replonger dans l'histoire coloniale de l'île. Mercedes Jabardo Velasco dans *Feminismos negros una antología*, pose comme base conceptuelle que le féminisme moderne se développe avec Simone de Beauvoir à partir d'une affirmation, « on ne naît pas femme on le devient », alors que les discours de genre dans le féminisme noir partent d'une négation, d'une exclusion, d'une interrogation, celle de la militante féministe noire Sojourner Truth dans l'un des premiers textes de la pensée féministe noire<sup>23</sup>. Alors que le féminisme blanc a des stratégies constructivistes, le féminisme noir part d'une « non-catégorie », puisque la femme noire esclave est une « non-femme », bien meuble tout au plus. Partant de ce fait, l'unique stratégie possible depuis la négation est la déconstruction. Et déconstruire, c'est bien de cela dont qu'il est question dans les nouveaux travaux publiés.

Il s'agit donc bien d'un nouveau regard sur l'esclavage et la société coloniale apporté par des historiennes : María Cristina Hierrezuelo, dans *Las olvidadas hijas de Eva*<sup>24</sup>, María del Carmen Barcia dans *Oficios de mujer parteras, nodrizas y "amigas" servicios públicos en espacios privados (siglo XVII-siglo XIX)*<sup>25</sup> en 2015, ou encore Oilda Hevia Lanier et Daisy Rubiera Castillo dans *Emergiendo del silencio, mujeres negras en la Historia de Cuba*<sup>26</sup> en 2016, déconstruisent

---

22 bell Hooks, *Aint' I am a Woman : Black Women and Feminism*, Boston : South End Press, 1981.

23 Hooks, *Aint' I am a Woman*.

24 María Cristina Hierrezuelo Planas, *Las olvidadas hijas de Eva*, Santiago de Cuba : Ediciones Santiago, 2006.

25 María del Carmen Barcia, *Oficios de mujer parteras, nodrizas y "amigas" servicios públicos en espacios privados (siglo XVII-siglo XIX)*, Santiago de Cuba : Editorial Oriente, 2015.

26 Oilda Hevia Lanier et Daisy Rubiera Castillo, *Emergiendo del silencio, mujeres negras en la Historia de Cuba*, La Habana, Cuba : Editorial de Ciencias Sociales, 2016.

l'association femme noire/esclave/chaînes, dès lors qu'il est question de l'histoire coloniale en montrant l'importance du rôle joué par les nourrices, sages-femmes et *amigas* de couleur dans la société, dressant également le portrait de femmes libres, indépendantes, ayant pour certaines accumulé un patrimoine et du capital, ayant trouvé leur place dans le système qui de fait les auraient exclues.

Cependant, ces nouveaux apports étant limités aux milieux universitaires ou intellectuels, il était temps que la société civile s'empare de ces problématiques pour comprendre comment se reproduisent et interagissent les systèmes d'oppression et de quelle manière la convergence de ces oppressions d'origine ethnique, de classe et de sexe caractéristiques de l'esclavagisme a conditionné la vie des femmes, cubaines, afro-cubaines, dans les sphères publiques et privées. C'est cette perspective même que l'on va retrouver dans des secteurs non institutionnels, en particulier sur Internet, puisque sa laborieuse extension à l'ensemble de la population va donner la possibilité aux femmes de trouver d'autres formes de visibilité, hors cadre universitaire, générant un autre niveau d'émancipation du discours.

#### RÉSEAUX SOCIAUX ET GLOBALISATION DES MOUVEMENTS FÉMINISTES : QUID DE CUBA ?

Cuba est restée longtemps en dehors de l'hyperconnectivité qui caractérise les années 2000, la vitesse de diffusion des informations et la globalisation, la transnationalisation des mouvements. En effet, dans cette première décennie, émerge ce que la philosophe Elsa Dorlin caractérise comme une nouvelle « vague » aux expressions protéiformes :

A travers les réseaux sociaux, au sein de jeunes collectifs, dans les universités, dans les manifestations, et repose les questions relatives au corps, à la sexualité, aux liens entre les droits ou libertés des femmes et les nationalismes, entre racismes et impérialisme, aux identités de genre, aux violences sexistes, lesbophobes, transphobes, au viol, aux masculinités, à la division sexuelle et

racisée du travail, au néolibéralisme globalisé, à la nécessaire décolonisation du sujet politique du féminisme<sup>27</sup>.

A Cuba, quelques collectifs arrivent timidement à émerger via les réseaux, c'est le cas du *Proyecto Arcoiris*, créée en 2011 sur FaceBook, qui dénonce entre autres les discriminations raciales et sexuelles envers les femmes afro-cubaines et revendique les droits des minorités discriminées (LGBT). Il se présente comme un collectif LGBT, anticapitaliste et indépendant visant à l'inclusion du plus grand nombre : « Arcoiris es un espacio inclusivo absolutamente »<sup>28</sup>. Son contenu est éminemment politique :

Porque la Revolución será feminista, o no será, será antirracista, o no será, será abierta a las críticas de toda la ciudadanía, o no será, será antihomofóbica, o no será. Será, en fin, una lucha absoluta contra todas las discriminaciones, o no será verdaderamente socialista y las vidas de quienes murieron por implantar la dignidad plena del hombre y la mujer en esta tierra carecerán de sentido<sup>29</sup>.

Ce collectif LGBT va bientôt être rejoint par de nombreux médias indépendants, dont l'émergence correspond chronologiquement à l'extension d'Internet sur l'île et à ce que l'on pourrait qualifier de raz de marée féministe au niveau mondiale des années 2015-2020.

#### LE RAZ DE MARÉE FÉMINISTE DES ANNÉES 2015-2020

A partir de 2015, on assiste à l'échelle mondiale à une repolitisation inédite des violences, des inégalités et discriminations sexistes

---

27 Elsa Dorlin (coord.), *Feu ! Abécédaire des féminismes présents*, Montreuil : Éditions Libertalia, 2021.

28 Proyecto Arcoiris, « ¿Qué es el Proyecto Arcoiris? », *proyectoarcoiris.wordpress.com* [*Proyecto Arcoiris*], <<https://proyectoarcoiris.wordpress.com/about>>. (Consulté le 8-I-2023).

29 Proyecto Arcoiris, « ¿Qué es el Proyecto Arcoiris? ».

qui sont désormais énoncées, dénoncées massivement, comme relevant d'un système patriarcal contemporain. On parle de patriarcat et non de domination masculine, comme il en a été question durant des années, pour se référer à un système néolibéral qui valide la violence structurelle envers les femmes, les minorités sexuelles et de genre. Il s'agit d'un féminisme radical, lequel en particulier depuis les années 2017, est marqué par une nouvelle génération, de nouveaux espaces, de nouveaux outils d'expression, s'appuyant sur les mobilisations et réflexions féministes antérieures. L'internationalisme en est l'un des points marquants, depuis *MeToo* en 2017, en passant par *Niunamenos* en Argentine, le chant et la performance devenue virale « Un violador en tu camino » des chiliennes *Las Tesis* en 2021, autant de soulèvements rendus possibles grâce à ce renouveau générationnel, à la conscientisation intersectionnelle et à une auto-détermination et auto-organisation à l'échelle mondiale.

Tout à coup, ces mouvements ont littéralement dépassé les frontières, dans un élan grâce auquel les femmes du monde entier faisaient front pour clamer leur colère. Les mouvements latino-américains ont la particularité d'être massifs, populaires et transnationaux, avec un impact global important sur le reste du monde, et leur explosion est due en partie à l'échec du retour des gauches au début du xx<sup>ième</sup> siècle et leur échec à construire une politique antipatriarcale et anticonservatrice<sup>30</sup>.

À Cuba, la crise du Covid-19, et la crise économique, sociale et politique qui s'en est suivie a ouvert les vannes et libéré la parole à, dans la rue ou sur les réseaux, à tel point d'ailleurs que le gouvernement, depuis la manifestation historique du 11 de juillet 2021, doit parfois recourir à des coupures d'internet afin d'éviter les manifestations et rassemblements spontanés. Depuis 2016, les principaux réseaux d'activistes indépendants sont *Revista feminista Alas Tensas* (2016), *Plataforma de Apoyo a Personas Afectadas por la Violencia de Género*, *Yositecreoencuba* (2019), *Red Femenina Cuba* (2019), *Alianza cubana por la inclusión* (2019), *Las Afueras* (2021), *Casa Palenca* (2021) et, l'*Observatorio de Género de Alas Tensas* (2021).

---

30 Dorlin, *Feu ! Abécédaire des féminismes présents*.

Ils ont en commun une hypervisibilité via la multiplication des canaux de diffusion que sont Facebook, Twitter, Instagram, Google. Ils sont indépendants donc par définition ne reçoivent aucun soutien institutionnel, ou financier. La plupart sont surveillés de près puisqu'ils s'appuient sur des aides extérieures, logistiques ou matérielles, et sont souvent assimilés à la dissidence. Certaines des membres fondatrices ont d'ailleurs quitté le pays, pour l'Espagne ou l'Allemagne tant leur implication sociale rendait compliquait leur vie sur place. D'autant que le nouveau Code pénal, publié au journal officiel le 1er septembre 2022, stipule dans son article 143 intitulé *otros actos contra la seguridad del Estado* que quiconque reçoit un financement indépendant de Cuba encourt entre 4 et 10 ans de prison, ce qui constitue un réel risque pour les journalistes indépendants et les activistes<sup>31</sup>.

*Alas Tensas* est la première revue digitale féministe indépendante. Elle a vu le jour à Cuba le 16 octobre 2016 et se définit comme « un espacio para la expresión de las mujeres, para cubrir las problemáticas de género y las búsquedas de equidad »<sup>32</sup>. Il s'agit pour Ileana Álvarez, sa créatrice et directrice, qui vit aujourd'hui en Espagne, et pour les six autres membres de l'équipe éditoriale, d'informer le peuple cubain avec une perspective de genre et d'aborder les problématiques liées aux femmes de Cuba. En s'appuyant sur l'héritage féministe de l'île, elles visent l'inclusion et l'autodétermination des femmes dans tous les domaines. Voici leur ligne éditoriale :

Nace *Alas Tensas* en Cuba, en una sociedad patriarcal, ofreciendo un espacio para la expresión de las mujeres, para cubrir las problemáticas de género y las búsquedas de equidad. Ante los grandes cambios a que aspira Cuba en cuestiones de democra-

---

31 Eloy Viera Cañive, « Entre cuatro y diez años para quienes reciban financiamiento independiente en Cuba », *eltoque.com [El Toque]*, 26 janvier 2022, <<https://eltoque.com/prision-para-quienes-reciban-financiamiento-independiente-en-cuba>> (Consulté le 8-I-2023).

32 Ileana Álvarez, « Nace Alas Tensas en Cuba », *alastensas.com [Alas Tensas]*, 16 octobre 2016, <<https://alastensas.com/opinion/primera-entrada-del-blog/Alastensas.com>>. (Consulté le 18-I-2023).

cia y desarrollo, intentaremos llenar un vacío: el de una revista independiente que, a través de los temas sobre la mujer y el imaginario femenino, desafíe prejuicios e injusticias [...] Ofreceremos herramientas para los enfoques de género y contribuiremos a recuperar la memoria del feminismo cubano. En el contexto actual de un mundo globalizado, nos proponemos ser reflejo también de la realidad internacional, en contraste y diálogo con la de Cuba. Daremos gran importancia a la literatura y el arte, manifestación íntegra de subjetividades. Siempre yendo más allá (mejor, más acá) del ámbito académico, queremos visibilizar a las mujeres en su entorno, según sus empoderamientos, liderazgos y avances contra tabúes y estereotipos, y también por las múltiples formas de sojuzgamiento, marginación y violencia sufridas en la cotidianidad. Asumimos el término “feminista” con la fuerza y la historia que entraña<sup>33</sup>.

Littérature, poésie, essais, témoignages, arts, société, autant de rubriques qui articulent féminisme et politique, à Cuba ou à l'international, afin de mettre en exergue les zones d'ombre, et en particulier les failles d'une constitution ou d'un code de la famille en apparence très inclusifs mais qui ne protègent pas assez les femmes, et ne garantissent pas leurs droits de facto.

En 2019, c'est la plateforme *Yositecreoencuba* qui voit le jour, pour faire écho à *Metoo*, et donner la parole aux victimes de violences de genre sur l'île. Ce sont ainsi des centaines de témoignages qui affluent et rendent visibles un phénomène qui longtemps avait été considéré comme relevant du privé<sup>34</sup>. *Yositecreoencuba* trouve un allié de poids avec la création de *l'Observatorio de Género de Alas Tensas* (OGAT) en 2021, dont le but est de répertorier les féminicides à Cuba, 36 en 2022<sup>35</sup>. Ces médias et plateformes travaillent main

33 Álvarez, « Nace Alas Tensas en Cuba ».

34 Majo Corvalán, « Yo si te creo, Cuba », *laopinion.com.ar [La Opinión]*, <<https://laopinionsl.com.ar/2021/09/27/yo-si-te-creo-cuba>>. (Consulté le 12-II-2023).

35 Ileana Álvarez, « Informe Anual de Femicidios en Cuba 2022 », *alastensas.com [Alas Tensas]*, 8 mars 2023, <<https://alastensas.com/observatorio/>>

dans la main et peuvent compter sur le soutien des autres groupes qui partagent, publient, via leurs différents supports, assurant ainsi une plus large diffusion des messages.

Cette sororité et cette solidarité sont une force et pallient l'incidence parfois limitée de leurs publications dans la population et l'absence de mouvement féministe dans le pays. Dès qu'une disparition a lieu, dès qu'une femme est assassinée, l'information circule sur les réseaux et le décompte est fait systématiquement afin d'attirer l'attention de l'État sur la nécessité d'une loi intégrale sur la violence de genre, absente du nouveau code pénal, dans lequel le législateur a refusé d'inclure le féminicide comme crime spécifique contrairement à bon nombre de pays latino-américains<sup>36</sup>.

Pourtant, la lutte contre les violences intrafamiliales et violences de genre sont une priorité dans nombre d'agendas, en particulier celui de l'ONU, auprès de qui la FMC s'est engagée dans une campagne nationale pour la non-violence de genre sur Facebook, et sur Instagram *Juntas por la no violencia de género*, pour déconstruire les stéréotypes de genre<sup>37</sup>, et promouvoir l'équité, tout en mettant en place une ligne téléphonique, le 103, anonyme, ouverte 24/24 pour écouter et orienter les victimes<sup>38</sup>. Seulement dans la pratique, aucun protocole policier n'est dédié au dépôt de plaintes pour violence, aucune structure ou *casa de acogida* n'est prévue pour recevoir et protéger les femmes, il n'existe aucune mesure pour éloigner les

---

ogat-presenta-el-informe-anual-de-feminicidios-del-ano-2022>. (Consulté le 8-III-2023).

36 OGAT [Observatorio de Género de Alas Tensas], « Feminicidio. La violencia de género no cesa en 2023 », *alastensas.com* [Alas Tensas], 18 février 2023, <<https://alastensas.com/observatorio/feminicidios-en-cuba-la-violencia-de-genero-no-cesa-en-2023-con-dos-nuevos-casos-confirmados>>. (Consulté le 8-III-2023).

37 Armando Franco, « Cuba, desmontando los estereotipos de género », *news.un.org* [Noticias ONU], 12 décembre 2022, <<https://news.un.org/es/story/2022/12/1517412>>. (Consulté le 12-II-2023).

38 FMC [Federación de Mujeres Cubanas], « Campaña por la violencia de género en Cuba » *facebook.com/juntasFMC.cuba*, 25 janvier 2023, <<https://www.facebook.com/juntasFMC.cuba>>. (Consulté le 8-II-2023).

agresseurs, et aucun chiffre officiel n'est publié pour montrer l'ampleur du problème<sup>39</sup>.

D'après une enquête nationale menée en 2022 sur l'égalité de genre, moins de 4% des victimes déposent plainte, et les stéréotypes de genre sont en grande partie responsables de la reproduction de la violence. Dans cette enquête menée par l'ONU et la FMC, 59,9% des Cubains pensent que si une femme qui subit des violences de la part de son conjoint reste malgré tout à ses côtés, c'est parce qu'elle aime ça<sup>40</sup>. En outre, 51,9% estiment que la violence de genre est très faible à Cuba, alors que 39,6% des femmes cubaines disent avoir subi des violences physiques et/ou psychologique au cours de leur vie<sup>41</sup>.

L'observatoire d'*Alas Tensas* recense également les femmes arrêtées suite à leur participation aux manifestations du 11 juillet 2021, et revendique le droit de manifester, notamment le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, où presque partout dans le monde des milliers de personnes défilent pour réclamer l'égalité. La transparence et la participation des femmes à la vie politique sont des revendications communes et constantes des différents médias, comme préambule à toute société démocratique et inclusive. Le 8 mars dernier, face au refus des autorités de permettre aux femmes de manifester pacifiquement, Les groupes *Red femenina de Cuba*, *Yositecreo* et *Alas Tensas* ont proposé une marche virtuelle, et la publication de textes, vidéos, témoignages, afin de rendre visible les demandent qu'elles auraient exprimées dans la rue si elles l'avaient pu<sup>42</sup>. De la même manière, la *Alianza Cubana por la Inclusión* (ACI) a lancé une campagne via son site *acicuba.com* appelée « Derecho a

---

39 Alas Tensas, « Las Casas de Acogida en Cuba: una necesidad y una responsabilidad social », *alastensas.com* [*Alas Tensas*], 22 septembre 2020, <<https://alastensas.com/multimedias/las-casas-de-acogida-una-responsabilidad-social>>. (Consulté le 16-II-2023).

40 Franco, « Cuba, desmontando los estereotipos de género ».

41 ACI [Alianza Cubana por la Inclusión], « Encuesta nacional sobre violencia de género en Cuba », *acicuba.com* [*Alianza Cubana por la inclusión*], 2023, <<https://www.acicuba.com>> (Consulté le 08-III-2023).

42 Rosa Muñoz Lima, « Cuba: “La violencia política también es violencia de género” », *DW.com* [*Deutsche Welle*], <<https://www.dw.com/>>

saber » suivie du *#Unidaspornuestrosderechos*. Elle a adressé les propositions suivantes au gouvernement pour lutter contre les violences de genre :

La tipificación de la violencia de género como delito en el Código Penal o en una ley especial creada a tal efecto. La publicación actualizada de los datos que reflejen la realidad sobre la violencia de género en Cuba. La formación de los funcionarios públicos que atienden este tipo de denuncias<sup>43</sup>.

Dans un contexte de crise tel que celui vécu par les Cubains, où les préoccupations sont tournées majoritairement vers la résolution de problèmes quotidiens liés aux pénuries de toutes sortes, l'inclusion des femmes et des minorités est menacée, et les discours égalitaires des institutions inaudibles, c'est pourquoi les plateformes et médias féministes indépendants jouent un rôle nécessaire de visibilité des problématiques par la divulgation via les réseaux de contenus et messages émancipateurs. Les critiques formulées contre le manque d'inclusion des femmes et plus largement du peuple cubain dans les décisions politiques, contre le manque de transparence sur les questions des violences, associées à la viralité des informations sur Internet, difficilement contrôlables, sont un défi pour l'État qui doit s'adapter à ces nouveaux outils d'expression.

#### BLOGS ET REVUES AFROFÉMINISTES : ENTRE *EMPOWERMENT* ET INCLUSION

En matière d'inclusion, la racialité est une question majeure à Cuba, comme dans les autres pays ayant un passé colonial esclavagiste. L'apport de certains médias et revues digitales à la pensée

---

es/cuba-la-violencia-pol%C3%ADtica-tambi3n-es-violencia-de-g3nero/a-64900161>. (Consulté le 8-III-2023).

43 ACI [Alianza Cubana por la Inclusión], « Disminuir la violencia de género », *acicuba.com [Alianza cubana por la inclusión]*, 2023, <<https://www.acicuba.com>>. (Consulté le 18-II-2023).

féministe noire et à l'afroféminisme, dans le prolongement des ouvrages majeurs publiés dans les années 2000/2010, évoqués plus haut, est capital aujourd'hui. A commencer par le travail réalisé par la sociologue, écrivaine et essayiste Sandra Heidl, plus connue sous le nom de Sandra Abd'Allah-Alvarez Ramírez, qui en 2016 crée le blog *Negra cubana tenía que ser*, premier blog afroféministe de Cuba, puis la page Facebook du même nom, qui donneront lieu en 2020 à un livre regroupant ses articles les plus importants, publiés sur son blog mais également dans des revues culturelles et scientifiques, et dans différents médias<sup>44</sup>.

On y retrouve ses réflexions sur des thématiques universelles telles que le racisme, la violence de genre, ainsi que des problématiques relatives à Cuba, des témoignages et des textes à la première personne sur la partie underground de l'île et les milieux alternatifs. Elle crée ensuite le *Directorio de afrocubanas* sur Facebook, sorte d'annuaire inspirant, résultat d'un travail gigantesque de répertorisation, regroupant aujourd'hui des centaines de portraits de femmes afro-cubaines, dans tous les domaines. Poétesses, artistes, musiciennes, sociologues, historiennes, écrivaines, sportives, professionnelles sont mises à l'honneur dans ces pages, donnant aux lectrices la possibilité de s'identifier à des femmes qui leur ressemblent, loin des stéréotypes qui perdurent dans l'imaginaire social et les pratiques culturelles<sup>45</sup>.

Puis la revue *Afrocubanas*, première revue afroféministe de Cuba, voit le jour en septembre 2020, en pleine crise du Covid-19, qui a ravivé au niveau national certaines formes de discriminations envers la population afro-descendante, et peu de temps après la déflagration du mouvement *Black Lives Matter*, né en 2013, mais réactivé en mai 2020 suite à l'assassinat de Georges Floyd par un policier,

---

44 Sandra Abd'Allah-Álvarez Ramírez, *Negra cubana tenía que ser*, Barcelona : Ediciones Wanafrica, 2021.

45 Voir : Mélanie Moreau-Lebert (dir.), « Empreintes de l'esclavage dans la Caraïbe » [dossier], *Études caribéennes* 4 [Hors-série] (décembre 2019), <<https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/17482>>. (Consulté le 18-III-2023).

et dont les sept minutes d'agonie filmées en direct ont bouleversé le monde entier.

Ses missions et sa vision sont claires, totalement inclusives, son comité de rédaction pluriel, composé d'intellectuelles, d'artistes, de journalistes, d'activistes, dans une perspective décoloniale, intersectionnelle et antirraciste, pro LGBTQI :

Proponer acercamientos antirracistas, decoloniales, feministas, transincluyentes y abolicionistas a las problemáticas de las personas afrodescendientes, negras, indígenas, trans, LGBTQ+, a partir de la publicación de textos que permitan el aprendizaje y la concientización antirracista, antitransfóbica, inclusiva y de equidad racial. Ser una publicación actualizada que problematice las temáticas de interés y, al mismo tiempo, responda a las principales preguntas sobre afrodescendencia, las negritudes cuirs y género disidentes, las existencias e infancias trans y de más temas relacionados; ensalzando sobre todo las contribuciones, aportes y puntos de vistas de las personas negras, afrodescendientes y trans, comprometidos con el respeto de la dignidad humana<sup>46</sup>.

Son objectif est d'articuler théorie et pratique, en faisant de l'activisme politique un présupposé de l'inclusion du plus grand nombre :

Abordar temáticas disímiles en relación a las negritudes, el activismo, el feminismo negro y decolonial, el transfeminismo, la violencia de género, las corporalidades, religiosidades y parentalidades desde perspectivas antirracistas, decoloniales, feministas, transincluyentes y abolicionistas<sup>47</sup>.

---

46 Sandra Abd'Allah-Alvarez Ramírez, « ¿Quiénes Somos? », *Afrocubanas. La Revista*, *afrocubanas.com*, <<https://afrocubanas.com/quienesomos>> (Consulté le 26-II-2023).

47 Abd'Allah-Alvarez Ramírez, « ¿Quiénes Somos? ».

On y trouve de la poésie, des essais, des textes littéraires, des témoignages, des articles, qui visibilisent bien plus largement les questions relatives aux Afro-cubains et Afro-descendants, et déconstruit les discours et représentations dominants autour de la féminité noire.

La revue aborde et combat ce que les *blacks studies* ont énoncé comme les trois dimensions interdépendantes de l'oppression subie par les femmes noires ou racialisées : la dimension économique et l'exploitation du travail des femmes noires et leur confinement aux tâches domestiques ; la dimension politique qui consiste en une négation des droits et libertés garantis aux citoyens mâles blancs ; la dimension idéologique ou la prégnance d'archétypes normatifs que l'on a imposés aux femmes noires depuis l'esclavage et qui imprègnent l'imaginaire social. Leurs voix résonnent et touchent davantage de monde que les travaux des universitaires, et leur discours n'en est pas moins intellectuel. Puisqu'être intellectuel ne se mesure pas au nombre de diplômes mais d'après Hill Collins cela signifie « mener une lutte consciente et constante en faveur des femmes noires, peu importe le lieu social à partir duquel nous faisons ce travail »<sup>48</sup>.

Nous l'avons vu, alors que Cuba vient de se doter d'un nouveau Code de la famille extrêmement inclusif, il semble assez loin des pré-occupations des Cubains et des Cubaines qui vivent une période de crise multifactorielle qui fait du quotidien une épreuve et cristallise des tensions autour de questions fondamentales dont s'emparent les médias féministes indépendants sur les réseaux sociaux. Ces nouvelles formes d'expressions protéiformes sont vectrices d'émancipation des discours et des pratiques, dans un contexte post-Covid-19 difficile. L'évolution de la société depuis les années 2010, les réformes économiques, l'ouverture au capitalisme ont été à la fois vecteur d'espoir mais de réactivation de nouvelles formes de discrimination. La pandémie de Covid-19 et les confinements ont comme partout fait augmenter les violences intrafamiliales et les tensions sociales ont

---

48 Hill Collins, *La pensée féministe noire*.

accru l'action coercitive de l'État. Ces médias féministes indépendants sont alors autant de voix, ou de voies, vers l'inclusion.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABD'ALLAH-ÁLVAREZ RAMÍREZ, Sandra, *Negra cubana tenía que ser*, Barcelona : Ediciones Wanafrica, 2021.

—, « ¿Quiénes Somos? », *Afrocubanas. La Revista*, *afrocubanas.com [Afrocubanas]*, <<https://afrocubanas.com/quienesomos>> (Consulté le 26-II-2023).

ALAS TENSAS, « Las Casas de Acogida en Cuba: una necesidad y una responsabilidad social », *alastensas.com [Alas Tensas]*, 22 septembre 2020, <<https://alastensas.com/multimedias/las-casas-de-acogida-una-responsabilidad-social>>. (Consulté le 16-II-2023).

ACI [ALIANZA CUBANA POR LA INCLUSIÓN], « Disminuir la violencia de género », *acicuba.com [Alianza Cubana por la inclusión]*, 2023, <<https://www.acicuba.com>> (consulté le 18-II-2023)

—, « Encuesta nacional sobre violencia de género en Cuba », *acicuba.com [Alianza Cubana por la inclusión]*, 2023, <<https://www.acicuba.com>>. (Consulté le 08-III-2023).

ÁLVAREZ, Ileana, « Nace Alas Tensas en Cuba », *alastensas.com [Alas Tensas]*, 16 octobre 2016, <<https://alastensas.com/opinion/primer-entrada-del-blog/Alastensas.com>>. (Consulté le 18-I-2023).

—, « Informe Anual de Femicidios del año 2022 », *alastensas.com [Alas Tensas]*, 8 mars 2023, <<https://alastensas.com/observatorio/ogat-presenta-el-informe-anual-de-femicidios-del-ano-2022>>. (Consulté le 8-III-2023).

BARCIA, María del Carmen, *Oficios de mujer parteras, nodrizas y "amigas": Servicios públicos en espacios privados (Siglo XVII-siglo XIX)*, Santiago de Cuba : Editorial Oriente, 2015.

CAMPUZANO, Luisa, « Allá y Acá, Entonces y Ahora : África y Cuba en la poesía de Georgina Herrera », *Études caribéennes* 4 [Hors-série]

(décembre 2019), <<https://journals.openedition.org/etudescaribeenes/18127>>. (Consulté le 18-III-2023).

CARMONA TAMAYO, Edilberto, IZQUIERDO FERRER, Lissett, DOIMEADIOS GUERRERO, Dianet, « Más de 7 millones de cubanos han participado en el debate constitucional », *cubadebate.cu* [*Cuba Debate*], 2 novembre 2018, <<http://www.cubadebate.cu/noticias/2018/11/02/mas-de-7-millones-de-cubanos-han-participado-en-el-debate-constitucional>>. (Consulté le 08-I-2023).

CORVALÁN, Majo, « Yo si te creo, Cuba », *laopinion.com.ar* [*La Opinión*], <<https://laopinionsl.com.ar/2021/09/27/yo-si-te-creo-cuba>>. (Consulté le 12-II-2023).

EDITH, Dixie, « Cuba: COVID-19, el impacto económico también tiene sexo », *amecopress.net* [*AmecoPress*], 16 avril 2020, <<https://amecopress.net/Cuba-COVID-19-el-impacto-economico-tambien-tiene-sexo>>. (Consulté le 10-II-2023).

DORLIN, Elsa (coord.), *Feu ! Abécédaire des féminismes présents*, Montreuil : Éditions Libertalia, 2021.

FAO [FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATIONS OF THE UNITED NATIONS], « Ministerio de la Agricultura de Cuba aprueba su estrategia de género », 23 novembre 2015, *fao.org* [FAO], <<https://www.fao.org/cuba/noticias/detail-events/en/c/346334>>. (Consulté le 18-X-2022).

FARIÑAS, Lisandra, « Mujeres en la encrucijada del trabajo por cuenta propia », *redsemlac-cuba.net* [SEMLAC (*Servicio de Noticias de la Mujer de Latinoamérica y el Caribe*)], 12 décembre 2022, <<https://www.redsemlac-cuba.net/redsemlac/economia/mujeres-en-la-encrucijada-del-trabajo-por-cuenta-propia>>. (Consulté le 10-II-2023).

FMC [FEDERACIÓN DE MUJERES CUBANAS], « Campaña por la violencia de género en Cuba », *facebook.com/juntasFMC.cuba*, 25 janvier 2023, <<https://www.facebook.com/juntasFMC.cuba>>. (Consulté le 8-II-2023).

FRANCO, Armando, « Cuba, desmontando los estereotipos de género », *news.un.org* [*Noticias ONU*], 12 décembre 2022, <<https://news.un.org/es/story/2022/12/1517412>>. (Consulté le 12-II-2023).

GACETA OFICIAL DE LA REPÚBLICA DE CUBA, « Código de las Familias », *gacetaoficial.gob.cu*, 27 septembre 2022, cxx, no. 99, p. 2893-2995, <<https://www.gacetaoficial.gob.cu/sites/default/files/goc-2022-099.pdf>>. (Consulté le 30-IX-2022).

GORDILLO PIÑA, Lirians, « Comunicación machista por cuenta propia », Conférence présentée à La Casa de las Américas, La Havane, 21 février 2017.

HERNÁNDEZ, Sandra, « Afro-féminisme et écriture critique à Cuba », *Caravelle* 105 (2015), p. 71-90, <<https://journals.openedition.org/caravelle/1760?lang=pt>>. (Consulté le 18-III-2023).

HERNÁNDEZ, Victoria, « Mujeres rurales en Cuba: ¿por qué es de la manera que es? », *cubaposible.com*, 7 juin 2017, <<https://cubaposible.com/mujeres-rurales-cuba-la-manera>>. (Consulté le 15-II-2023).

HIERREZUELO PLANAS, María Cristina, *Las olvidadas hijas de Eva*, Santiago de Cuba : Ediciones Santiago, 2006.

HILL COLLINS, Patricia, *La pensée féministe noire. Savoir, conscience et politique de l'empowerment*, traduit de l'anglais par Diana Lamoureux, Paris : Editions du remue-ménage, 2016.

HOOKS, Bell, *Ain't I am a woman : Black Women and Feminism*, Boston : South End Press, 1981.

LANIER, Oilda Hevia, RUBIERA CASTILLO, Daisy, *Emergiendo del silencio, mujeres negras en la Historia de Cuba*, La Habana, Cuba : Editorial de Ciencias Sociales, 2016.

MARRÓN GONZÁLEZ, Karina, « Más allá de las cifras de mujeres emprendedoras en Cuba », *prensa-latina.cu [Prensa Latina]*, 20 octobre 2022, <<https://www.prensa-latina.cu/2022/10/20/mas-alla-de-las-cifras-de-mujeres-emprendedoras-en-cuba>>. (Consulté le 22-II-2022).

MENEGHINI, Alexandre, « Cuba suspende otorga de licencias a cuentapropistas », *rfi.fr [RFI]*, 2 août 2017, <<https://www.rfi.fr/es/americas/20170802-cuba-suspende-entrega-de-licencias-cuentapropistas>>. (Consulté le 15-II-2023).

MINREX, « Las más de 240 medidas de Trump contra Cuba », *cubadebate.cu [Cuba Debate]*, 20 janvier 2021, <<http://www.cubadebate.cu>>.

cubadebate.cu/noticias/2021/01/20/las-mas-de-240-medidas-de-trump-contra-cuba>. (Consulté le 10-X-2022).

MOREAU-LEBERT, Mélanie (dir.), « Empreintes de l'esclavage dans la Caraïbe » [dossier], *Études caribéennes* 4 [Hors-série] (décembre 2019), <<https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/17482>>. (Consulté le 18-III-2023).

MUÑOZ LIMA, Rosa, « Cuba: "La violencia política también es violencia de género" », *DW.com [Deutsche Welle]*, <<https://www.dw.com/es/cuba-la-violencia-pol%C3%ADtica-tambi%C3%A9n-es-violencia-de-g%C3%A9nero/a-64900161>>. (Consulté le 8-III-2023).

OGAT [OBSERVATORIO DE GÉNERO DE ALAS TENSAS], « Femicidio. La violencia de género no cesa en 2023 », *alastensas.com [Alas Tensas]*, 18 février 2023, <<https://alastensas.com/observatorio/femicidios-en-cuba-la-violencia-de-genero-no-cesa-en-2023-con-dos-nuevos-casos-confirmados>>. (Consulté le 8-III-2023).

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL [WORLD FOOD PROGRAMME, WFP], Junta Ejecutiva, « Plan estratégico para Cuba (2021-2024) », 19 mai 2021, *executiveboard.wfp.org [WFP]*, <[https://executiveboard.wfp.org/es/document\\_download/WFP-0000127841](https://executiveboard.wfp.org/es/document_download/WFP-0000127841)>. (Consulté le 18-II-2023).

PROYECTO ARCOIRIS, « ¿Qué es el Proyecto Arcoiris? », *proyectoarcoiris.wordpress.com [Proyecto Arcoiris]*, <<https://proyectoarcoiris.wordpress.com/about>>. (Consulté le 8-I-2023).

RUBIERA, Daisy et MORO, Sonnia, *MAGIN. Tiempo de contar esta historia*, La Habana, Cuba : Asociación de Mujeres Comunicadoras Ediciones Magín, 2015.

RUBIERA Castillo, Daisy, *Reyita, sencillamente*, La Habana, Cuba : Instituto Cubano del Libro, 1996.

—, HERRERA, Georgina, *Golpeando la memoria*, La Habana, Cuba : Ediciones Unión, 2005.

—, MARTIATU TERRY, Inés María (selec.), *Afrocubanas : historia, pensamiento y prácticas sociales*, La Habana, Cuba : Editorial de Ciencias sociales, 2011.

TERRERO, Ania, « Mujeres y empleo, ¿dónde están las brechas? », *cubadebate.cu* [*Cuba Debate*], 1er août 2021, <<http://www.cubadebate.cu/especiales/2021/08/01/mujeres-y-empleo-donde-estan-las-brechas>>. (Consulté le 18-II-2023).

TORRES SANTANA, Ailynn, « Decálogo incompleto sobre las mujeres en Cuba », *oncubanews* [*On Cuba News*], 8 mars 2023, <<https://oncubanews.com/opinion/columnas/sin-filtro/decalogo-incompleto-la-mujer-cuba>>. (Consulté le 18-II-2023).

VIERA CAÑIVE, Eloy, « Entre cuatro y diez años para quienes reciban financiamiento independiente en Cuba », *eltoque.com* [*El Toque*], 26 janvier 2022, <<https://eltoque.com/prision-para-quienes-reciban-financiamiento-independiente-en-cuba>>. (Consulté le 8-I-2023).

DERECHOS LGBTQI+ EN AMÉRICA LATINA:  
LA “REVOLUCIÓN” EN TENSIÓN

---

*Luis Rivera-Vélez*  
Sciences Po Paris



Desde principios del siglo XXI, algunos países latinoamericanos adoptaron una serie de leyes y políticas públicas para proteger los derechos de las personas lesbianas, gay, bisexuales, trans, queer, intersex y con otras identidades diversas (LGBTQI+). Empezando por la despenalización de las relaciones sexuales consentidas entre adultos del mismo sexo, una serie de leyes y jurisprudencias reconocen y protegen las relaciones, las uniones y en algunos casos hasta el matrimonio igualitario. Las leyes de identidad de género han favorecido el reconocimiento y la protección de los derechos de las personas trans, haciendo de la ley argentina de 2012 un modelo a seguir en todo el mundo. Además, las medidas contra la homofobia o para la protección de las personas intersexuales de algunos países latinoamericanos son hoy reconocidas por la comunidad internacional como políticas públicas innovadoras.

A pesar de estos avances, la inclusión de las comunidades LGBTQI+ en los países latinoamericanos se ha visto cuestionada por dos fenómenos. Por una parte, la llamada “revolución de derechos”<sup>1</sup> no se ha llevado a cabo de manera homogénea y lineal según los países de la región. Las políticas LGBTQI+ son el resultado de una fuerte movilización social, en países que permiten los movimientos sociales

---

1 Omar G. Encarnación, *Out in the Periphery: Latin America's Gay Rights Revolution*, Oxford, New York: Oxford University Press, 2016.

y que favorecen el intercambio entre activistas y tomadores de decisiones. Los contextos de consolidación democrática, en particular durante los gobiernos de izquierda moderada o de centro izquierda, son los que han favorecido un reconocimiento de los derechos de las poblaciones LGBTQI+ no tanto como el resultado de una inclusión ideológica sino porque estos gobiernos favorecen la participación política de los movimientos sociales. Por lo tanto, en los países donde estos gobiernos tolerantes han tenido menor importancia, y en donde las alternancias de poder entre la izquierda y la derecha han producido inestabilidad política, el reconocimiento de los derechos LGBTQI+ no ha logrado imponerse como una revolución.

Por otra parte, en los últimos años los avances en términos de inclusión han sido cuestionados por la consolidación de grupos antigénero y el auge de los movimientos evangélicos en la política. Esta respuesta conservadora se ha caracterizado por una fuerte influencia de los grupos religiosos en los líderes y partidos políticos; y una movilización que tiende a servirse y utilizar las mismas instituciones democráticas que han reconocido los derechos, como los tribunales y los parlamentos. Además, las reivindicaciones homofóbicas y transfóbicas utilizan una retórica de derechos que considera los derechos de la familia como más importantes que los derechos individuales, y que critican los grupos feministas y los movimientos LGBTQI+ como “neocoloniales” e inspirados por las “élites globales” del Norte global<sup>2</sup>.

Estas reticencias y reivindicaciones antigénero han conducido a la marginación política de los activismos LGBTQI+, a la disminución de su financiación, al cuestionamiento de la participación oficial y, sobre todo, al debilitamiento crónico de los derechos y políticas públicas pro-LGBTQI+. Si una “revolución” consiste en una transformación rápida y profunda de las estructuras sociopolíticas, ¿es posible hablar de una revolución de los derechos LGBTQI+ en América Latina?

---

2 Flávia Biroli y Mariana Caminotti, «The Conservative Backlash against Gender in Latin America», *Politics & Gender* 16, no. 1 (2020), p. 1-6.

Este capítulo empieza presentado de manera sintética la idea de “revolución” de derechos LGBTQI+ en América Latina, ilustrando algunas de las reformas más emblemáticas de la región. La reflexión se enfoca enseguida en algunos de los desafíos que el reconocimiento de derechos enfrenta hoy en día. Al examinar los retos temporales, espaciales y estructurales de las reformas, el capítulo muestra los límites del radicalismo y la inclusividad buscados inicialmente por las poblaciones LGBTQI+. La vulnerabilidad de los cambios institucionales, las desigualdades espaciotemporales y la emergencia de una “homonormatividad”, incapaz de dar cuenta de las demandas de transformación radical de la sociedad, ilustran el surgimiento de identidades e intereses divergentes dentro de la comunidad LGBTQI+. Estas tensiones modifican las relaciones de poder entre los diferentes grupos y contribuyen a la evolución desigual del reconocimiento de derechos en la región.

#### ENTENDER LA NOCIÓN DE “REVOLUCIÓN” DE LOS DERECHOS LGBTQI+

El término “revolución de los derechos” está asociado al trabajo de Omar Encarnación, que estudia la imprevisibilidad y rapidez que marcaron la trayectoria de las primeras leyes nacionales de reconocimiento de los derechos de las personas LGBTQI+ en América Latina. En efecto, es la sorpresa del reconocimiento de las uniones entre personas del mismo sexo en Uruguay en 2007, en Colombia en 2008 y en la Ciudad de México en 2009, que despierta el interés del autor por comprender este cambio.<sup>3</sup> La efervescencia de los movimientos, la velocidad de estos cambios institucionales y la imprevisibilidad, incluso por parte de los actores políticos latinoamericanos o internacionales, legitiman el uso del término “revolución” por parte del autor. El elemento sorpresa es aún más significativo cuando los países latinoamericanos empiezan a reconocer derechos no otorgados

---

3 Omar G. Encarnación, «Latin America's Gay Rights Revolution», *Journal of Democracy* 22, no. 2 (2011), p. 104-118.

ni legitimados en muchos otros países<sup>4</sup> y que, en términos generales, los estudios de la época muestran una difícil consolidación de los movimientos, una difícil aceptación social y una lenta transformación de las políticas públicas<sup>5</sup>.

Encarnación destaca entonces la importancia del discurso de los derechos humanos y las alianzas con los partidos progresistas. Desde el principio, es evidente que son las alianzas de los movimientos con tomadores de decisiones de izquierda, como en Uruguay y en la Ciudad de México, que permiten el reconocimiento de los derechos. Sin embargo, el poder judicial se posiciona también como un garante de los derechos básicos de las personas LGBTQI+ como es el caso en Colombia. En los primeros estudios, las desigualdades de las evoluciones empiezan a ser evidentes, sobre todo cuando se evidencia la persistencia de la fuerte violencia contra las personas LGBTQIA+, medida en número de asesinatos o en la prevalencia de las llamadas “terapias de reconversión” para homosexuales.

Posteriormente, es la legalización del matrimonio “igualitario” entre personas del mismo sexo en Argentina que sacude a la región. Mientras en 2010 muchos de los países del Norte global rechazaban este tipo de uniones, los movimientos sociales argentinos logran convencer al gobierno de izquierda de Cristina Fernández de apoyar el matrimonio como una manera de proteger los derechos humanos. En una negociación reñida dentro del parlamento, el gobierno argentino alcanza las mayorías necesarias para adoptar la ley, que cambia el paradigma del reconocimiento de los derechos LGBTQI+ en la región<sup>6</sup>. Más allá de proteger a las personas de la violencia y la

---

4 Jason Pierceson, Adriana Piatti-Crocker y Shawn Schulenberg (eds.), *Same-sex marriage in the Americas: policy innovation for same-sex relationships*, Lanham: Lexington Books, 2010; Bronwyn Winter, Maxime Forest y Réjane Sénac (eds.), *Global Perspectives on Same-Sex Marriage: A Neo-Institutional Approach*, New York: Palgrave Macmillan, 2017.

5 Javier Corrales y Mario Pecheny (eds.), *The Politics of Sexuality in Latin America: A Reader on Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender Rights*, Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2010.

6 Bruno Bimbi, *Matrimonio igualitario. Intrigas, tensiones y secretos en el camino hacia la ley*, Buenos Aires: Planeta, 2010; Juliette Maffre, *La légalisation du*

homofobia, es el reconocimiento de las vulnerabilidades particulares de la sociedad LGBTQI+ que lleva al Estado a proteger los derechos, con “los mismos nombres” como defienden los grupos de movilización. En suma, el objetivo de los movimientos pasa de centrarse en una demanda de protección mínima de las poblaciones LGBTQI+ a una reivindicación para que las autoridades pongan en marcha políticas públicas de manera activa para asegurar que estos derechos sean cumplidos.

Estudiando el caso argentino, Omar Encarnación profundiza su hipótesis sobre la revolución y muestra que lo fundamental del reconocimiento de los derechos LGBTQI+ es que las demandas vienen desde adentro de los países<sup>7</sup>. Su argumento principal es que el reconocimiento de los derechos LGBTQI+ no ha sido una importación occidental a América Latina, sino que constituye el resultado de una historia temprana de movilización, incluso antes de los disturbios de Stonewall de 1969 en Nueva York, que caracterizan el principio del reconocimiento de derechos en el Norte global. Para Encarnación, es la consolidación democrática en América Latina que permite una interacción entre movimientos sociales y gobiernos progresistas que valorizan poco a poco los derechos humanos.

De manera paralela, Jordi Díez utiliza la legalización del matrimonio igualitario para explicar las diferencias en la adopción de políticas LGBTQI+ entre países. En un estudio comparativo entre Argentina, Chile y México, el autor muestra que las reformas se deben a la conjunción de tres factores principales: la capacidad de los movimientos sociales para formar coaliciones y alianzas con actores dentro y fuera del Estado, el acceso a las instituciones políticas y, por último, el enfoque de las demandas para que se alineen con otros debates sociales<sup>8</sup>. Lo que interesa al autor es la capacidad de

---

*mariage homosexuel en Argentine*, Paris: L'Harmattan, 2014.

7 Omar G. Encarnación, «International Influence, Domestic Activism, and Gay Rights in Argentina», *Political Science Quarterly* 128, no. 4 (2013), p. 687-716; Encarnación, *Out in the Periphery*.

8 Jordi Díez, *The Politics of Gay Marriage in Latin America: Argentina, Chile, and Mexico*, Cambridge, New York: Cambridge University Press, 2015; Jordi

los movimientos para llevar a cabo sus luchas dentro de estructuras políticas favorables a la movilización social, lo que explica tanto como un efecto de la consolidación de los valores democráticos como una resistencia a que los actores religiosos tengan un importante poder de veto<sup>9</sup>.

Aunque estos trabajos tienen el mérito de poner de relieve las historias nacionales y los procesos de movilización en la región, la verdad es que se centran únicamente en el reconocimiento del matrimonio entre personas del mismo sexo y no en toda la gama de derechos de las personas LGBTQI+. Para subsanar esta carencia, Javier Corrales se centra en mostrar sistemáticamente la amplia y rápida evolución de los derechos LGBTQI+ en la región. Aunque no utiliza el término revolución, el autor analiza las transformaciones institucionales entre 1999 y 2013 para mostrar que la despenalización de la homosexualidad pasa a ser consensuada en todos los países, y mostrar qué países ponen en marcha leyes antidiscriminación, cuáles reconocen como derecho la identidad de género de las personas trans y dónde hacen realidad las uniones entre personas del mismo sexo. A continuación, Corrales elabora un “índice” para explorar los factores facilitadores de las reformas LGBTQI+<sup>10</sup>. Sin ánimo de simplificar las especificidades de los procesos en cada uno de los países de la región, esta reflexión permite destacar cuatro elementos principales.

---

Díez, «Institutionalizing Same-Sex Marriage in Argentina and Mexico: The Role of Federalism», en Bronwyn Winter, Maxime Forest y Réjane Sénac (eds.), *Global Perspectives on Same-Sex Marriage: A Neo-Institutional Approach*, Cham: Springer International Publishing, 2018, p. 19-38.

- 9 Michelle L. Dion y Jordi Díez, «Democratic Values, Religiosity, and Support for Same-Sex Marriage in Latin America», *Latin American Politics and Society* 59, no. 4 (2017), p. 75-98.
- 10 Javier Corrales, «LGBT rights and representation in Latin America and the Caribbean: The influence of structure, movements, institutions, and culture», Chapel Hill: University of North Carolina / The LGBT Representation and Rights Institute, 2015; Javier Corrales, «Understanding the Uneven Spread of LGBT Rights in Latin America and the Caribbean, 1999-2013», *Journal of Research in Gender Studies* 7, no. 1 (2017), p. 52-82.

En primer lugar, el factor más importante y obvio para explicar el reconocimiento de los derechos LGBTIQ+ es el crecimiento y la consolidación de los movimientos sociales. De hecho, es el activismo gay, lésbico, bisexual, trans e intersex el que empezó desafiando la patologización y criminalización de la orientación sexual, la identidad de género y la ambigüedad corporal. Desde la década de 1970, en todos los países de la región, han surgido numerosos movimientos de incidencia LGBTIQ+ capaces de plantear demandas en términos de políticas públicas, aun cuando las estructuras de oportunidad política les sean desfavorables<sup>11</sup>. Pero movilización no significa transformación y, para tener éxito, Corrales muestra que se necesitan otros factores.

Así, las movilizaciones sociales más exitosas tienen lugar en contextos de consolidación democrática, principalmente durante gobiernos de centroizquierda y de izquierda moderada. El segundo argumento, por tanto, es que este acceso a las instituciones permite a los movimientos sociales forjar alianzas políticas en los parlamentos<sup>12</sup> o desarrollar estrategias de litigio en los tribunales<sup>13</sup>. Aunque

---

11 Olga L. González, «Droits LGBT en Colombie. L'histoire à succès d'une mobilisation par le droit (et ses limites)», *L'Homme & La Société* 213, no. 2 (2020), p. 183-210; Diego Sempol, *De los baños a la calle: historia del movimiento lésbico, gay, trans uruguayo (1984-2013)*, Montevideo: Debate, 2013; Patricio Simonetto, *Entre la injuria y la revolución: El Frente de Liberación Homosexual, Argentina, 1967-1976*, Bernal: Editorial UNQ, 2017; Robert Tyler Valiquette, «The Politics of Homophobia in Brazil: Congress and Social (Counter) Mobilization», Master's thesis, Guelph, The University of Guelph, 2017; Sofia Argüello Pazmiño, «Du stigmaté à la consigne. Une analyse du mouvement GLBT en Équateur», *Problèmes d'Amérique latine* 81, no. 3 (2011), p. 83-99.

12 Bimbi, *Matrimonio igualitario. Intrigas, tensiones y secretos en el camino hacia la ley*; Maffre, *La légalisation du mariage homosexuel en Argentine*; Luis Rivera-Vélez, «Del matrimonio igualitario a la 'agenda de derechos' en Uruguay», *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 43, no. 3 (2018), p. 356-374; Sempol, *De los baños a la calle*.

13 Mauricio Albarracín, «Social Movements and the Constitutional Court: Legal Recognition of the Rights of Same-Sex Couples in Colombia», *Sur International Journal on Human Rights* 8, no. 14 (2016), p. 7-32; Ana Micaela Alterio y Roberto Niembro Ortega (eds.), *La Suprema Corte y el matrimonio igualitario*

los movimientos suelen recibir poco apoyo por parte de los presidentes, es el contexto de la llegada de la izquierda al poder a nivel local y/o nacional que suele ser favorable al reconocimiento de derechos, no porque los partidos políticos integren las reivindicaciones LGBTQI+ en sus programas, sino porque estos partidos son más sensibles a integrar las demandas que surgen dentro de la sociedad civil<sup>14</sup>. La acción de los movimientos LGBTQI+ se explica gracias a la democratización de las instituciones, que permite al mismo tiempo la presencia y participación de estos actores tradicionalmente marginados y reprimidos, pero también el auge de los grupos opositores, de derecha y religiosos, que también pueden formar apoyos *ad hoc*<sup>15</sup>.

---

*en México*, México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas, 2017; María Gracia Andia, «Legal Mobilization and the Road to Same-Sex Marriage in Argentina», en Jason Pierceson, Adriana Piatti-Crocker y Shawn Schulenberg (eds.), *Same-Sex Marriage in Latin America: Promise and Resistance*, Lanham: Lexington Books, 2013, p. 131-150; Tyler Valiquette y Daniel Waring, «A Tale of Two Congresses: Sex, Institutions, and Evangelicals in Brazil and Chile», en Bronwyn Winter, Maxime Forest y Réjane Sénac (eds.), *Global Perspectives on Same-Sex Marriage: A Neo-Institutional Approach*, Cham: Springer International Publishing, 2018, p. 39-59; Bruce M. Wilson y Juan Carlos Rodríguez Cordero, «Legal Opportunity Structures and Social Movements: The Effects of Institutional Change on Costa Rican Politics», *Comparative Political Studies* 39, no. 3 (2006), p. 325-351.

- 14 Merike Blofield, Christina Ewig, y Jennifer M Piscopo, «The Reactive Left: Gender Equality and the Latin American Pink Tide», *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society* 24, no. 4 (2017), p. 345-369; Elisabeth Jay Friedman, «Gender, Sexuality and the Latin American Left: testing the transformation», *Third World Quarterly* 30, no. 2 (2009), p. 415-433; Bruna Andrade Irineu, «A política pública LGBT na agenda dos governos PT no Brasil: Tensões entre o “ineditismo” e a política conciliatória», *Serviço Social em Revista* 24, no. 2 (2021), p. 566.
- 15 Jordi Díez, «Explaining Policy Outcomes: The Adoption of Same-Sex Unions in Buenos Aires and Mexico City», *Comparative Political Studies* 46, no. 2 (2013), p. 212-235; Olga L. González, «Minorités sexuelles et de genre en Colombie: Parias ou alliées des FARC ? Années de guerre et processus de paix (2000-2019)», *Problèmes d'Amérique latine* 114, no. 3 (2019), p. 99-121; Juan P. Marsiaj, «Social movements and political parties: gays, lesbians, and travestis

Por lo tanto, la consolidación democrática es una condición necesaria para fomentar y apoyar la revolución de derechos, pero no basta para explicarlos. El tercer argumento esgrimido por la literatura es que el enfoque de las reivindicaciones LGBTQI+ es importante para ganar un apoyo social amplio, sobre todo cuando estas hacen eco a los valores y principios populares. Por ejemplo, con respecto al matrimonio igualitario, el movimiento ha sido capaz de alinearse con algunas de las demandas más generales según los países y, en Argentina, la legalización del matrimonio igualitario se centra en reconocer los derechos humanos mientras que en Brasil y Chile las demandas LGBTQI+ se han enmarcado en el debate de reconocimiento de la ciudadanía<sup>16</sup>. En México, las demandas se han focalizado en torno a la noción de laicidad y la promoción de la diversidad<sup>17</sup>, mientras que en Uruguay ha sido en torno a una “agenda de derechos” más amplia<sup>18</sup>.

En relación con las cuestiones de identidad de género, son los discursos anti-medicalización y anti-patologización los que triunfan en el debate argentino de 2011-2012<sup>19</sup>, que innovan en relación

---

and the struggle for inclusion in Brazil», *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies / Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes* 31, no. 62 (2006), p. 167-196; Juan Marco Vaggione y Daniel Jones, «La política sexual y las creencias religiosas: el debate por el matrimonio para las parejas del mismo sexo (Argentina, 2010)», *Revista de Estudios Sociales* 51 (2015), p. 105-117.

- 16 Díez, «Explaining Policy Outcomes»; Encarnación, *Out in the Periphery*.
- 17 Rafael De La Dehesa, *Queering the Public Sphere in Mexico and Brazil: Sexual Rights Movements in Emerging Democracies*, Durham, London: Duke University Press, 2010.
- 18 Rivera-Vélez, «Del matrimonio igualitario a la “agenda de derechos” en Uruguay».
- 19 Anahí Farji Neer y Ana Mines Cuenya, «Gubernamentalidad, despatologización y (des)medicalización. Interrogantes sobre la Ley de Identidad de Género argentina (2011-2014)», *Século XXI: Revista de Ciências Sociais* 4, no. 2 (2014), p. 35-64; Mariana Córdoba, «Identidades que importan. Trans e intersex, la ley argentina y la irrupción de la ciencia», *Revista de filosofía DIANOIA* 65, no. 84 (2020), p. 31-58.

con modelos anteriores de aceptación de la transidentidad<sup>20</sup>. Si bien los primeros movimientos hicieron hincapié en el reconocimiento de derechos LGBTQI+ por igualdad y amor<sup>21</sup>, es la capacidad de los movimientos sociales a alinear sus demandas con otras aspiraciones públicas que les permitió establecer relaciones y alianzas con partidos políticos nacionales y utilizar tribunales y cortes progresistas para legitimar su inclusión en la política.

Por último, algunos de los trabajos destacan el crecimiento económico y la mejora de la calidad de vida como fuente de aceptación de las comunidades LGBTQI+. Suele ser en los países de la región con mayores niveles de ingresos per cápita donde florecen los movimientos sociales y donde surge un “mercado rosa” que permite una mejor aceptación de las demandas centradas en la diversidad sexual y de género por parte de la élite sociocultural<sup>22</sup>. Sin embargo, a menudo centrado en los hombres homosexuales. Esto es especialmente cierto dado que el activismo LGBTQI+ temprano suele estar compuesto por personas de clase media, blancas y con estudios universitarios.

Estos diversos argumentos ayudan entonces a explicar por qué algunos países avanzan en la dirección LGBTQI+ y otros no. Sin embargo, centrados en los procesos nacionales más llamativos, estos análisis tienden a pasar por alto los desarrollos más locales y los

---

20 Anahí Farji Neer, «Entre lo moral y lo clínico. Los primeros profesionales especializados en tratamientos de construcción corporal trans en Argentina (1998-2012)», *Revista Latinoamericana de Estudios sobre Cuerpos, Emociones y Sociedad* 26 (año 10) (2018), p. 11-21; Emily J. Kirk y Robert Huish, «Transsexuals’ Right to Health? A Cuban Case Study», *Health and Human Rights* 20, no. 2 (2018), p. 215-222.

21 James N. Green, «“More Love and More Desire”: The Building of a Brazilian Movement», en Barry D. Adam, Jan Willem Duyvendak y André Krouwel (eds.), *The global emergence of gay and lesbian politics: national imprints of a worldwide movement*, Philadelphia: Temple University Press, 1999, p. 91-109.

22 Corrales, «LGBT rights and representation in Latin America and the Caribbean: The influence of structure, movements, institutions, and culture»; Héctor Miguel Salinas Hernández, *Políticas de disidencia sexual en América Latina: sujetos sociales, gobierno y mercado en CDMX, Bogotá y Buenos Aires*, México, D.F: Ediciones Eón, 2016.

efectos indirectos que las reformas LGBTQI+ pueden haber producido incluso dentro de las comunidades LGBTQI+. En las próximas páginas, parece importante interrogar el carácter revolucionario de estos cambios sociales y mostrar las tensiones que atraviesan este reconocimiento de derechos.

#### TENSIONES EN TORNO AL CONCEPTO DE REVOLUCIÓN

Existe una amplia literatura que aborda la noción de “contragolpe” (*backlash*) en relación con el reconocimiento de derechos y la adopción de políticas públicas de género y sexualidad<sup>23</sup>. Estos trabajos destacan la influencia de los actores religiosos, católicos y evangélicos; el uso de discursos basados en derechos y/o en argumentos científicos, que tienden a utilizar registros simplistas y reforzar los antagonismos; las alianzas de los grupos anti-género con actores políticos institucionales; y la movilización a diferentes niveles de gobierno, tanto dentro como fuera de las instituciones estatales. Mientras que en temas LGBTQI+ algunos trabajos cuestionan la idea de que los contragolpes son aún débiles en América Latina<sup>24</sup>, las reflexiones sobre los contragolpes permiten pensar tres tensiones en torno a la “revolución de derechos” en términos de su sostenibilidad, alcance y escala.

---

23 Sonia Corrêa (ed.), *Anti-Gender Politics in Latin America. Summaries of Country Case Studies*, Rio de Janeiro: ABIA, 2020; Eleonor Faur y Mara Viveros Vigoya, «Dossier - La ofensiva conservadora contra la “ideología de género” y sus estrategias de avanzada en América Latina», *LASA Forum* 51, no. 2 (2020), p. 11-16; Verónica Pérez Bentancur y Cecilia Rocha-Carpiuc, «Dossier - The Postreform Stage: Understanding Backlash against Sexual Policies in Latin America», *Politics & Gender* 16, no. 1 (2020), p. 11-18.

24 Omar G. Encarnación, «The Gay Rights Backlash: Contrasting Views from the United States and Latin America», *The British Journal of Politics and International Relations* 22, no. 4 (2020), p. 654-665; Adriana Piatti-Crocker y Jason Pierceson, «Unpacking the Backlash to Marriage Equality in Latin America», Paper prepared for presentation at the Western Political Science Association Annual Meeting, San Francisco, 2018.

### *La sostenibilidad de las reformas en el tiempo*

El reconocimiento de los derechos LGBTQI+ por vía parlamentaria o judicial supone a menudo que los derechos parecen estar consagrados de forma permanente y definitiva en los textos legales y la jurisprudencia. Sin embargo, los estudios sobre movilizaciones reaccionarias y su capacidad de acción sirven para poner de manifiesto la vulnerabilidad del reconocimiento de los derechos LGBTQI+ y de las políticas públicas. Son varios los mecanismos que los grupos anti-LGBTQI+ utilizan para intentar revertir o anticiparse a las reformas con el fin de bloquearlas.

A partir de las diferentes formas de impugnación, es posible destacar la inestabilidad del reconocimiento de los derechos a través de tres mecanismos principales. En primer lugar, dentro de una misma jurisdicción, los textos legales pueden ser contradictorios. Mientras que las constituciones de Ecuador (2008) y Bolivia (2009) sitúan la lucha contra la discriminación por motivos de orientación sexual e identidad de género en lo más alto de la jerarquía normativa, los mismos textos constitucionales prohíben explícitamente el matrimonio entre personas del mismo sexo. Estas constituciones son “homoprotectoras” y “homófobas” al mismo tiempo<sup>25</sup>. Por su parte, la Constitución hondureña (2011) llega incluso a establecer que “los matrimonios entre personas del mismo sexo o las uniones de hecho contraídas o establecidas bajo las leyes de otros países no son válidas” en el país. El hecho que estos textos constitucionales sean ambiguos y tengan preceptos anti-LGBTQI+ abre la puerta a inter-

---

25 Amy Lind, «Sexual Politics and Constitutional Reform in Ecuador: From Neoliberalism to the Buen Vivir», en Meredith L. Weiss y Michael J. Bosia (eds.), *Global Homophobia: States, Movements, and the Politics of Oppression*, Champaign: University of Illinois Press, 2013, p. 127-148; Amy Lind y Christine (Cricket) Keating, «Navigating The Left Turn», *International Feminist Journal of Politics* 15, no. 4 (2013), p. 515-533; Julie Rausenberger, «Different Bodies, Same Rights? An Anthropological Examination of the Sexual Politics of “LGBT” in Ecuador», *Voice of Intellectual Man* 6, no. 2 (2016), p. 1-18; Pascale Absi, «El género sin sexo ni derechos: la Ley de identidad de género en Bolivia», *Debate Feminista* 59 (2019), p. 31-47.

pretaciones jurídicas que pueden poner en causa la protección de los derechos. Los llamados movimientos religiosos por la protección de la familia y contra la “ideología de género” son los que han provocado rupturas entre los movimientos feminista y LGBTQI+, y han logrado imponer sus visiones dentro de los textos constitucionales.

Esto nos lleva al segundo mecanismo para socavar los derechos: la impugnación de los derechos en los parlamentos y/o los tribunales. Por un lado, las leyes pueden ser distorsionadas a nivel nacional para vaciarlas de su sentido original. Por ejemplo, mientras que la Ley de Identidad de Género de Bolivia de 2016 reconoce la autonomía de las personas trans para decidir su nombre y sexo en el estado civil, Pascale Absi muestra que el Tribunal Constitucional reinterpreta la ley al afirmar que “la ley no cambia el sexo sino el dato de género”<sup>26</sup>, lo que significa que las personas trans legalmente reconocidas no pueden casarse con personas del sexo opuesto. Por lo tanto, no hay equivalencia entre los derechos de las personas trans y los de las personas cisgénero del mismo sexo. Otro ejemplo muestra cómo la movilización conservadora vacía el Acuerdo de Paz entre el gobierno colombiano y las FARC de su voluntarismo igualitario hacia las mujeres y la población LGBTQI+<sup>27</sup>. Los textos legales se convierten así en cascarones sin sentido ambiguos o vacíos de una verdadera protección de derechos.

Por otro lado, las decisiones de los jueces también pueden ser cuestionadas. Por ejemplo, en 2017, a raíz de las peticiones de un psicólogo, un juez brasileño permitió la reapertura de las llamadas “terapias de conversión” para personas homosexuales, afirmando que no se puede negar el acceso a dichas terapias a los adultos que lo deseen y consientan sin violar su derecho a la dignidad humana. Con la banalización del discurso de los derechos, los movimientos de oposición pueden esconderse detrás de una fachada de apoyo a la expansión de los derechos (de los niños, de la familia), e incluso llegar

---

26 Absi, «El género sin sexo ni derechos», p. 42.

27 González, «Minorités sexuelles et de genre en Colombie»; Nicole Maier, «Queering Colombia's peace process: a case study of LGBTI inclusion», *The International Journal of Human Rights* 24, no. 4 (2020), p. 377-392.

a valorizar la noción de “género” (definida solo como masculino/femenino) para servir a la causa anti-LGBTQI+<sup>28</sup>. Las noticias jurídicas sobre la impugnación del caso *Roe v. Wade* en Estados Unidos en 2022, o incluso la reinterpretación del derecho al aborto por parte de la Corte Constitucional en Colombia el mismo año, son sólo algunos ejemplos que nos permiten cuestionar la fuerza de un avance de los derechos por parte de los tribunales. Ciertamente, si miramos la evolución de los derechos en el largo plazo, es claro que los movimientos reaccionarios no han logrado revertir los principales avances del movimiento LGBTQI+ por ahora, pero parece al menos importante cuestionar los efectos de estos discursos en la socialización y/o construcción identitaria de las nuevas generaciones.

Por último, la presencia de legislación o jurisprudencia no garantiza el desarrollo de políticas públicas y/o su aplicación efectiva. A nivel internacional, por ejemplo, en ausencia de medidas vinculantes sobre cómo proteger los derechos de las personas LGBTQI+<sup>29</sup>, cada país puede interpretar las decisiones de manera autónoma. Por ejemplo, a raíz de una petición del gobierno de Costa Rica, en 2018 la Corte Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) emite una opinión consultativa donde afirma que todos los Estados que ratifican la Convención Americana sobre Derechos Humanos deben

---

28 Stéphanie Rousseau, «Antigender Activism in Peru and Its Impact on State Policy», *Politics & Gender* 16, no. 1 (2020), p. 25-32; Catherine J. Nash y Kath Browne, «Heteroactivism: Transnational resistances to LGBT equalities», en Yanqiu Rachel Zhou, Christina Sinding y Donald Goellnicht, (eds.), *Sexualities, Transnationalism, and Globalisation. New Perspectives*, New York: Routledge, 2021; Elizabeth S. Corredor, «On the Strategic Uses of Women’s Rights: Backlash, Rights-Based Framing, and Anti-Gender Campaigns in Colombia’s 2016 Peace Agreement», *Latin American Politics and Society* 63, no. 3 (2021), p. 46-68.

29 Francine D’Amico, «LGBT & (Dis)United Nations: sexual minorities, international law, and UN politics», en Manuela Lavinas Picq y Markus Thiel (eds.), *Sexualities in World Politics: How LGBTQ claims shape international relations*, London; New York: Routledge, Taylor & Francis Group, 2015; Ryan Richard Thoreson, «Queering Human Rights: The Yogyakarta Principles and the Norm That Dare Not Speak Its Name», *Journal of Human Rights* 8, no. 4 (2009), p. 323-339.

reconocer las uniones entre personas del mismo sexo y el derecho a la identidad de género garantizando la modificación en los documentos de identidad por la simple voluntad de la persona interesada (Opinión Consultiva OC-24/17). Afirmando que estas medidas son necesarias para prevenir la violencia y discriminación de las personas LGBTQI+, esta opinión no es vinculante y son los gobiernos quienes tienen la capacidad de decidir si la aplican y respetan o no. En consecuencia, la opinión consultiva de la CIDH de 2018 solo tiene un efecto positivo en Costa Rica y Ecuador, que aceptan la jurisprudencia interamericana<sup>30</sup>, mientras que Panamá y Guatemala se oponen frontalmente a implementar estas políticas públicas decididas al exterior de sus países.

A nivel nacional, la no implementación de políticas públicas puede manifestarse por falta de recursos o por falta de voluntad de los funcionarios públicos. Esto sucede con la objeción de conciencia de algunos médicos frente al aborto, pero también con las vías de atención de las personas trans o la negativa de algunos jueces a casar parejas del mismo sexo<sup>31</sup>.

Las políticas LGBTQI+ en particular, pero también las políticas de género y sexualidad en general se han convertido en una línea de tensión política entre votantes, partidos y candidatos. Al ser cuestiones altamente electorales, su supervivencia e implementación dependen entonces del gobierno de turno. Más allá de la vulnerabilidad de los

---

30 Camille Boudon, «Construction d’une cause et controverses: La protection des droits LGBTI dans le Système Interaméricain des droits de l’Homme des années 2000 à nos jours», Mémoire de Master, Aix-en-Provence, Institut d’études politiques Aix-en-Provence, 2020; Jorge Contesse, «Sexual Orientation and Gender Identity in Inter-American Human Rights Law», *North Carolina Journal of International Law* XLIV (2019), p. 353-385; Macarena Sáez, «In the Right Direction, Family Diversity in the Inter-American System of Human Rights», *North Carolina Journal of International Law* XLIV (2019), p. 318-351.

31 Camilo Braz, «Vidas que esperam? Itinerários do acesso a serviços de saúde para homens trans no Brasil e na Argentina», *Cadernos de Saúde Pública* 35, no. 4 (2019), p. 1-11; Camilo Braz, «“Acá yo soy un pibe normal” - Narrativas sobre la espera y el acceso a derechos entre varones trans en Argentina», *Sexualidad, Salud y Sociedad* 31 (2019), p. 119-138.

derechos LGBTQIA+, también deben cuestionarse los efectos reales y el alcance de las reformas.

### *El alcance de la revolución*

La segunda tensión con respecto al reconocimiento de los derechos LGBTQI+ se evidencia en términos de trascendencia de las evoluciones según los territorios. El enfoque de las evoluciones en términos de modificación de las políticas públicas nacionales lleva a pensar que las reformas tienen efectos homogéneos a escala de los países. Sin embargo, las diferencias espaciales siguen siendo fuertes y los procesos locales siguen teniendo trayectorias particulares, provocando efectos divergentes según las regiones. Los movimientos LGBTQI+ han estado ciertamente más presentes en las capitales y otras grandes ciudades, donde han conseguido crear lugares de socialización y formar alianzas con figuras políticas locales, a menudo más a la izquierda que a nivel nacional. Sin embargo, tener en cuenta las diferentes escalas de análisis lleva a repensar la “colonialidad del género”<sup>32</sup> y a “descentralizar” la historia de los grupos LGBTQI+<sup>33</sup> para poner de manifiesto dos paradojas relacionadas con el alcance de la revolución: la tendencia a la homogeneización y la no universalidad de las reformas.

El énfasis excesivo en las historias nacionales lleva a malinterpretar la importancia de la difusión desigual de la revolución de los derechos. Lo internacional ha sido una fuente de inspiración y emancipación históricamente importante para las poblaciones LGBTQI+. La historia de los movimientos en la región demuestra que las influencias e intercambios transnacionales son reales<sup>34</sup>, y que los mo-

---

32 María Lugones, «Colonialidad y Género», *Tabula Rasa* 9 (2008), p. 73-101.

33 Encarnación, *Out in the Periphery*.

34 Felipe César Camilo Caro Romero, «Más allá de Stonewall: el Movimiento de Liberación Homosexual de Colombia y las redes de activismo internacional, 1976-1989», *Historia Crítica* 75 (2020), p. 93-114; Elisabeth Jay Friedman, «Constructing “The Same Rights with the Same Names”: The Impact of Spanish Norm Diffusion on Marriage Equality in Argentina», *Latin American*

vimientos se apropian selectivamente las estrategias desarrolladas a nivel global para definir sus tácticas locales<sup>35</sup>. Además, la migración y el exilio siempre han sido una fuente de emancipación para las personas LGBTQI+, aunque la discriminación y la xenofobia también son significativas en los lugares de destino, tanto en los viajes desde América Latina hacia el Norte<sup>36</sup>, como en las rutas migratorias entre países de la región<sup>37</sup>. Estas dinámicas proponen una visión de lo que

---

*Politics and Society* 54, no. 4 (2012), p. 29-59; Patricio Simonetto, «La otra internacional. Prácticas globales y anclajes nacionales de la liberación homosexual en Argentina y México (1967-1984)», *Secuencia* 107 (2020), p. 1-37; José Jiménez Bolaños, «Matrimonio igualitario en Costa Rica: los orígenes del debate 1994-2006», *Revista de Ciencias Sociales* I, no. 155 (2017), p. 157-172; Javier Fernández Galeano, «Cartas Desde Buenos Aires: El Movimiento Homosexual Argentino Desde Una Perspectiva Transnacional», *Latin American Research Review* 54, no. 3 (2019), p. 608-622.

- 35 Barry D. Adam, Jan Willem Duyvendak, y André Krouwel (eds.), *The global emergence of gay and lesbian politics: national imprints of a worldwide movement*, Philadelphia: Temple University Press, 1999; Felipe Cesar Camilo Caro Romero y Patricio Simonetto, «Sexualidades radicales: los Movimientos de Liberación Homosexual en América Latina (1967-1989)», *Izquierdas* 46 (2019), p. 65-85; Rafael De La Dehesa, «Global Communities and Hybrid Cultures: Early Gay and Lesbian Electoral Activism in Brazil and Mexico», *Latin American Research Review* 42, no. 1 (2007), p. 29-51.
- 36 Carlos Ulises Decena, *Tacit subjects: belonging and same-sex desire among Dominican immigrant men*, Durham, NC: Duke University Press, 2011; Manolo Guzmán, *Gay Hegemony/Latino Homosexualités*, New York: Routledge, 2006; Cherríe Moraga y Gloria Anzaldúa (eds.), *This bridge called my back: writings by radical women of color*, Albany: State University of New York Press, 2015; Olga L. González, «“Je vis ici, mais je ne compte plus les années”. Femmes trans latino-américaines, cinquante ans d’émigration vers l’Europe», *Chimères* 96, no. 1 (2020), p. 151-162.
- 37 María Eugenia Socías, *et al.*, «Towards Full Citizenship: Correlates of Engagement with the Gender Identity Law among Transwomen in Argentina», *PLOS ONE* 9, no. 8 (2014); Yuriko Cowper-Smith, Yvonne Su, y Tyler Valiquette, «Masks Are for Sissies: The Story of LGBTQI+ Asylum Seekers in Brazil during COVID-19», *Journal of Gender Studies* 31, no. 6 (2021), p. 755-769.

significa ser gay, lesbiana, trans o intersex que se impone y difunde con el proceso de globalización.

A nivel subnacional, la reapropiación y resignificación de las historias y particularidades locales en la construcción de la identidad LGBTQI+ ha permitido la valoración de diferentes experiencias en una multiplicidad de contextos<sup>38</sup>. Por ejemplo, actualmente se acepta que la gran diversidad de prácticas e identidades sexuales en los pueblos precolombinos fue reprimida por la colonización, cuyos agentes impusieron una heterosexualización obligatoria, marginando todas las identidades y orientaciones consideradas no conformistas<sup>39</sup>. De esta manera, es necesario pensar que la diversidad sexual y de género no es ajena a América Latina, aunque la noción invoque la legitimidad de prácticas globales<sup>40</sup>.

Sin embargo, la realidad de las experiencias locales de las personas LGBTQI+ en la actualidad, pone de manifiesto la dificultad de que

- 
- 38 Christina Schramm, «Queering Latin American Coloniality and the Cross-cultural Production of Racialised Sexualities», *Journal of Intercultural Studies* 33, no. 3 (2012), p. 347-362; Justin Perez, «Global LGBT Politics at Scale: Memory and Rights in Early Twenty-First Century Peru», en Michael J. Bosia, Sandra M. McEvoy y Momin Rahman (eds.), *The Oxford Handbook of Global LGBT and Sexual Diversity Politics*, Oxford: Oxford University Press, 2020, p. 88-101; Manuela Lavinás Picq, «Amazon prides: LGBT perspectives on international relations», en Manuela Lavinás Picq y Markus Thiel (eds.), *Sexualities in World Politics: How LGBTQ claims shape international relations*, London; New York: Routledge, Taylor & Francis Group, 2015; Milton Ribeiro y José Luiz de Moraes Franco, «Quatro décadas de resistência queer: ativismo LGBTI na Amazônia brasileira», *Cahiers des Amériques latines* 98 (2021), p. 103-132.
- 39 Estevão Rafael Fernandes y Barbara M. Arisi, *Gay Indians in Brazil. Untold Stories of the Colonization of Indigenous Sexualities*, Cham: Springer International Publishing, 2017; Manuela L. Picq, «Decolonizing Indigenous Sexualities: Between Erasure and Resurgence», en Michael J. Bosia, Sandra M. McEvoy y Momin Rahman, (eds.), *The Oxford Handbook of Global LGBT and Sexual Diversity Politics*, Oxford: Oxford University Press, 2020, p. 167-184.
- 40 Manuela Lavinás Picq y Josi Tikuna, «Sexual Modernity in Amazonia», *E-International Relations* (2015).

esta población sea reconocida y valorada socialmente<sup>41</sup>. La reciente consideración de las historias precoloniales tiende a pasar por alto los efectos reales de la colonización en las comunidades indígenas que tienden a ver hoy en día los temas LGBTQI+ como ajenos a su cultura<sup>42</sup>. Este fenómeno hace casi imposible la vivencia de la sexualidad no heterosexual y la identidad no de género en dichas comunidades<sup>43</sup>. A pesar de la permanencia real de sexualidades e identidades locales no heteroconformes<sup>44</sup>, éstas han tendido a desvanecerse en los procesos de construcción de una identidad global LGBTQI+, o a sobrevivir en estrategias de valorización económica y política<sup>45</sup>. Las sexualidades son ahora a menudo revisitadas a través de una lectura que mapea imágenes contemporáneas sobre lo que antes no existía

- 
- 41 Jairo Antonio López, «Los derechos LGBT en México: Acción colectiva a nivel subnacional», *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 104 (2017), p. 69-88.
- 42 Laura Álvarez Mollinedo, David Aruquipa Pérez y Pascale Absi, «Trans y maricas en la “Primera cumbre Planetaria de Descolonización y Despatriarcalización” (La Paz, Bolivia, noviembre de 2015)», *Bulletin de l’Institut Français d’Études Andines* 45 (3) (2016), p. 419-432.
- 43 Enrique Bautista Rojas, «Reflexiones acerca de la diversidad sexual entre jóvenes indígenas En México», *Revista de Estudios Sociales* 63 (2018), p. 100-109; Picq, «Decolonizing Indigenous Sexualities»; Pablo Vargas y David Aruquipa Pérez, *Reflexiones sobre diversidades sexuales y de género en comunidades indígenas de Bolivia*, La Paz: Comunidad de Investigación Acción en Derechos y Ciudadanía — DIVERSIDAD, 2013.
- 44 Carolina Giraldo Botero, «Historias en construcción: hacia una genealogía de la homosexualidad en Colombia», en José Fernando Serrano Amaya (ed.), *Otros cuerpos, otras sexualidades*, Bogotá: Instituto Pensar, 2006, p. 54-69; Santiago Joaquín Insausti y Máximo Javier Fernández, «De chongos y mayates: masculinidades y sexo heterosexual entre hombres en Argentina y México (1950-1990)», *Historia Crítica* 77 (2020), p. 133-156; Robert McKee Irwin, Edward J. McCaughan y Michelle Rocío Nasser (eds.), *The Famous 41: Sexuality and Social Control in Mexico, 1901*, New York; Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2003.
- 45 Marcus McGee, «Queer paradise: Development and recognition in the Isthmus of Tehuantepec», en Corinne Mason (ed.), *Routledge Handbook of Queer Development Studies*, New York: Routledge, 2018.

de la misma manera<sup>46</sup>. Así pues, la revolución de los derechos LGBTQI+ ha tendido a homogeneizar las identidades a todos los niveles.

Esta dinámica homogeneizadora también conduce a la discriminación e invisibilización de determinadas categorías. Esto provoca una segunda paradoja de la revolución de los derechos LGBTQI+: la falta de universalidad de su acción. La interseccionalidad sugiere que los efectos de las reformas no son los mismos para todos los grupos, y que existen muchas tensiones. En un estudio etnográfico en Ciudad de México, Yasmine Tuffly muestra que los “barrios rosas” son a la vez inspiradores para la formación de espacios de socialización lésbica, pero también hostiles al compromiso a largo plazo<sup>47</sup>. Esto ilustra una vez más la marginación del movimiento lésbico respecto al movimiento gay<sup>48</sup>. Del mismo modo, los trabajos sobre la violencia contra las poblaciones LGBTQI+ destacan que los hombres homosexuales y las mujeres trans sufren la violencia más letal y son víctimas en contexto de conflicto armado<sup>49</sup>. Los trabajos sobre in-

---

46 Héctor Domínguez-Ruvalcaba, *Translating the Queer: Body Politics and Transnational Conversations*, London: Zed Books Ltd., 2016.

47 Yasmine Tuffly, «Crear Nuestra Propia Munda: The Stakes of Space Appropriation by Lesbians in Mexico City», *Cahiers des Amériques Latines* 98 (2021), p. 133-152.

48 Gisela Kozak Rovero, «Le lesbianisme au Venezuela est une affaire de peu de pages: littérature, nation, féminisme et modernité», *Problèmes d'Amérique latine* 84, no. 2 (2012), p. 113-128; Melissa Cardoza, «View from a lesbian balcony», *Nouvelles Questions Feministes* 24, no. 2 (2005), p. 16-26; Josefina Valencia Toledano y Rubí Romero Hernández, «Las lesbianas en México continúan invisibilizadas en las políticas públicas», *El Cotidiano* 202 (2017), p. 85-94.

49 Renaud René Boivin, «Características y factores de la violencia homicida contra las minorías sexuales en la Ciudad de México, 1995-2013», *Sexualidad, Salud y Sociedad* 23 (2016), p. 22-57; José Arturo Granados y Guadalupe Delgado, «Mortality by Homicide in Homosexuals: Characterization of the Cases Registered in Mexico between 1995 and 2000», *The American Journal of Forensic Medicine and Pathology* 29, no. 1 (2008), p. 43-48; Wallace Góes Mendes y Cosme Marcelo Furtado Passos da Silva, «Homicídios Da População de Lésbicas, Gays, Bissexuais, Travestis, Transexuais Ou Transgêneros (LGBT) No Brasil: Uma Análise Espacial», *Ciência & Saúde Coletiva* 25, no. 5 (2020),

tersexualidad muestran que las ciudades y los hospitales imponen una concepción muy medicalizada de las ambigüedades corporales, muchas veces innecesaria para el correcto desarrollo de las personas afectadas<sup>50</sup>, e inductora de desigualdades entre el trato urbano y el rural<sup>51</sup>.

Por último, trabajos recientes sobre las condiciones de detención de las personas trans muestran que esta población sufre más violencia, incluso en países que reconocen plenamente la identidad de género como Argentina y Uruguay<sup>52</sup>. Estos son sólo algunos ejemplos que ilustran cómo el reconocimiento de los derechos LGBTQI+ no ha tenido efectos similares o generalizados en todas las poblaciones de todas las regiones. Estos ejemplos también señalan la importancia de cuestionar la capacidad de las políticas públicas para mejorar las condiciones de vida de todas las personas en todas partes. Al ilustrar estas disparidades entre grupos y entre territorios,

---

p. 1709-1722; Dirk A. Davis, *et al.*, «The health impacts of violence perpetrated by police, military and other public security forces on gay, bisexual and other men who have sex with men in El Salvador», *Culture, Health & Sexuality* 22, no. 2 (2020), p. 217-232.

- 50 Mauro Cabral, «Pensar la intersexualidad, hoy», en Diana Maffia, (ed.), *Sexualidades migrantes, género y transgénero*, Buenos Aires: Editorial Feminaria, 2003, p. 117-126; Paula Sandrine Machado, «Intersexuality, biomedical regulation and sexual rights in Brazil», en Peter Aggleton y Richard Parker (eds.), *Routledge Handbook of Sexuality, Health and Rights*, London, New York: Routledge, 2010, p. 108-115.
- 51 Eva Alcántara, «Pobreza y condición intersexual en México: reflexiones y preguntas en torno al dispositivo médico», en Mauro Cabral (ed.), *Interdicciones. Escrituras de la intersexualidad en castellano*, Córdoba: Anarrés Ed., 2009, p. 16-30; Gilbert Herdt, «Mistaken Gender: 5-Alpha Reductase Hermaphroditism and Biological Reductionism in Sexual Identity Reconsidered», *American Anthropologist* 92, no. 2 (1990), p. 433-446.
- 52 Teresa García Castro y María Santos, «Trans women deprived of liberty: invisible stories behind bars», Washington, D.C, London: IDPC/WOLA, 2020; Richard Gregory Johnson, Sean McCandless, y Hugo Renderos, «An Exploratory Study of Transgender Inmate Populations in Latin America», *Public Integrity* 22, no. 4 (2020), p. 330-343.

estos ejemplos nos llevan a reflexionar sobre el contenido de las propias reformas.

### *La magnitud del cambio*

La tercera tensión con respecto a la revolución de los derechos proviene de las demandas que los diferentes grupos han colocado en la agenda política. Analizando el detalle de las reformas, se pueden destacar dos grandes categorías de derechos LGBTQI+<sup>53</sup>: los derechos sobre protección y promoción de la antidiscriminación, como protecciones contra el acoso por parte del Estado o de agentes privados, el fin de la discriminación anti-LGBTQIA+, la detención de intervenciones médicas innecesarias en niños intersexuales, por un lado; y derechos de acceso a nuevas condiciones de vida, como el matrimonio y la adopción entre personas del mismo sexo y el reconocimiento de la identidad de género, por otro.

Mientras que los derechos de la primera categoría son generalmente bien aceptados, aquellos de la segunda categoría han sido y siguen siendo fuente de gran oposición y contestación, incluso dentro del movimiento LGBTQI+<sup>54</sup>. El activista uruguayo Fernando Frontán recuerda que, durante las primeras marchas del orgullo, a principios de los años noventa, grupos situados en la parte delantera del convoy gritaban “parejas legales para homosexuales”, mientras que en la parte trasera otros exigían “parejas ilegales para homosexuales”<sup>55</sup>. Lejos de ser una anécdota aislada, este ejemplo ilustra que dentro de los grupos LGBTQI+ la agenda de reivindicaciones nunca ha sido del todo coherente, y que no existe consenso sobre lo que

---

53 Bruce M. Wilson y Camila Gianella-Malca, «Overcoming the Limits of Legal Opportunity Structures: LGBT Rights’ Divergent Paths in Costa Rica and Colombia», *Latin American Politics and Society* 61, no. 2 (2019), p. 138-163.

54 Tomás Ilosa y Hugo H. Rabbia, «Definiciones divergentes de la estrategia de visibilidad en el movimiento LGTB cordobés», *Íconos - Revista de Ciencias Sociales* 39 (2011), p. 61-77; Rodrigo Cruz, «“Sou gay e o movimento LGBTQI+ não me representa”: mapeando a emergência de um ativismo gay à direita no Brasil», *Cahiers des Amériques latines* 98 (2021), p. 43-66.

55 Sempol, *De los baños a la calle*, p. 125.

una revolución de los derechos LGBTQI+ podría significar realmente para la sociedad.

El ejemplo de la demanda de matrimonio ilustra perfectamente este debate. La cuestión del reconocimiento de las uniones entre personas del mismo sexo se hizo necesaria en el contexto de la epidemia de VIH/SIDA, donde la falta de reconocimiento de los derechos de propiedad provocó situaciones de vulnerabilidad en términos de vivienda, pensiones y sistema sanitario. Es por tanto esta realidad la que ha empujado la cuestión del matrimonio a la agenda, provocando paralelamente una politización de las causas relacionadas con el género y la sexualidad, incluso en formas más radicales<sup>56</sup>.

Sin embargo, al igual que ocurre con los movimientos feministas, la institucionalización y profesionalización de los movimientos LGBTQI+ han dado lugar a la aparición de un discurso que favorece la asimilación a las estructuras tradicionales, en detrimento de visiones más contestatarias y de un cuestionamiento más profundo de las instituciones sociopolíticas. En aras de la aceptación social, los movimientos LGBTQI+ se están volviendo más conservadores en sus reivindicaciones, centradas en la estabilización de las relaciones sociales a través del matrimonio, creando en ocasiones una dependencia de la financiación internacional sensible a estas demandas, y provocando una pérdida de autonomía en el establecimiento de la agenda y la relegación de aspiraciones más radicales<sup>57</sup>. Este fenómeno se conoce como “homonormatividad”, una noción basada en un

---

56 Mario Pecheny, «Political agents or vulnerable victims? Framing sexual rights as sexual health in Argentina», en Peter Aggleton y Richard Parker (eds.), *Routledge Handbook of Sexuality, Health and Rights*, London, New York: Routledge, 2010, p. 359-369; Jonathan Garcia y Richard Parker, «From global discourse to local action: the makings of a sexual rights movement?», *Horizontes Antropológicos* 12, no. 26 (2006), p. 13-41.

57 Julie Moreau y Ashley Currier, «Queer dilemmas: LGBT activism and international funding», en Corinne Mason (ed.), *Routledge Handbook of Queer Development Studies*, New York: Routledge, 2018, p. 223-238.

discurso hegemónico en torno al amor y la valorización de las lógicas neoliberales del capitalismo “rosa”<sup>58</sup>.

Las consecuencias de este desarrollo son la creciente normativización de cómo se vive la orientación sexual y la identidad de género, basada en cambio en características sociales y estéticas, muy asociadas a ideales blancos, de clase media y heteronormativos, y que, en última instancia, tienen poco que ver con el comportamiento sexual de cada persona. Esto provoca malestar en muchos individuos que se sienten poco incluidos en la comunidad<sup>59</sup>, que sienten que sus demandas no son valorizadas en las agendas de los movimientos, y se confrontan a una imposición de marcos heteronormativos binarios difíciles de cuestionar en la práctica, a pesar de un discurso de derechos y revolución sexual que se presenta como revolucionario<sup>60</sup>. Muy centrado en el matrimonio, este “reformismo no reformista”<sup>61</sup> llevado a cabo por el movimiento LGBTQI+ se enfrenta entonces a la cuestión del “fracaso” de su objetivo original, ya que se abandonan las pretensiones a una transformación radical de la sociedad en

---

58 Lisa Duggan, «The New Homonormativity: The Sexual Politics of Neoliberalism», en Russ Castronovo, Dana D. Nelson y Donald E. Pease (eds.), *Materializing Democracy*, Durham: Duke University Press, 2020, p. 175-194.

59 Timothy Wright, «Gay Organizations, NGOs, and the Globalization of Sexual Identity: The Case of Bolivia», *Journal of Latin American Anthropology* 5, no. 2 (2000), p. 89-111; Mary Anna Robertson, *Growing up queer: kids and the re-making of LGBTQ identity*, New York: New York University Press, 2019.

60 Genoveva Echeverría y José Martín Maturana, «Análisis crítico del discurso de políticas públicas en diversidad sexual en Chile», *Universitas Psychologica* 14, no. 4 (2016), p. 1485-1498; Patricio Aguirre Bravomalo Molina, *Homosexualidades. Plumas, maricones y tortilleras en el Ecuador del siglo XXI*, Quito: Fundación de desarrollo humano integral CAUSANA-FRAKTAL, 2002; Víctor Hugo Ramírez-García, «“Hola ¿Cogemos?” Economía del deseo y capital erótico en sitios de encuentro en Internet», *INTERdisciplina* 5, no. 11 (2017), p. 79.

61 Beatriz Gimeno y Violeta Barrientos, «La institución matrimonial después del matrimonio homosexual», *Íconos - Revista de Ciencias Sociales* 35 (2009), p. 19-30.

beneficio de una inclusión más normativa a las instituciones tradicionales<sup>62</sup>.

Incluso cuando el movimiento valora la inclusión y la “diversidad” y el matrimonio se considera un trampolín para la aceptación de otras causas, la promoción de los derechos más radicales se vuelve más difícil de llevar a cabo. Esta cuestión es aún más apremiante dada la creciente implicación del movimiento con las instituciones estatales y dentro de la economía capitalista, lo que pone en tela de juicio su capacidad para desarrollar estrategias de protesta fuertes frente a la violencia y la discriminación. Por ejemplo, hoy es posible constatar una profunda contradicción entre la participación de algunas personas trans en las fuerzas policiales<sup>63</sup>, mientras que muchos activistas siguen afirmando que el Estado no puede ser fuente de seguridad o libertad para las personas trans si continúa imponiendo la normalización de las relaciones e identidades sexuales<sup>64</sup>. Del mismo modo, la proliferación de eventos culturales como los concursos de belleza trans ilustra una contradicción entre la afirmación pública de la identidad trans y el refuerzo de la binaridad hegemónica masculino/femenino, fuente misma de la violencia heteronormativa y la opresión de esta población<sup>65</sup>.

---

62 Martin Duberman, *Has the gay movement failed?*, Oakland: University of California Press, 2018.

63 Aramis Lascano, «¿Qué me revisas si sos igual que nosotras? Apuntes en torno a la incorporación de mujeres trans y travestis en las fuerzas de seguridad de Argentina», *Delito y Sociedad* 29, no. 49 (2020), p. 128-155.

64 Joseph M. Pierce, «I Monster: Embodying Trans and *Travesti* Resistance in Latin America», *Latin American Research Review* 55, no. 2 (2020), p. 305-321.

65 Pascale Absi, « Depuis les podiums des reines de beauté: se produire comme femme trans en Bolivie », *Journal de la Société des américanistes* 103-1 (2017), p. 119-147; Paul Forigua Cruz, «Transformistas vs Travestis: les expériences transgenre dans le Miss Gay Internacional by Theatron», *Revista Brasileira de Estudos da Presença* 10, no. 3 (2020); Marcia Ochoa, «Pasarelas y “Perolones”: Mediaciones transformistas en la avenida Libertador de Caracas», *Íconos – Revista de Ciencias Sociales* 39 (2011), p. 123-142; Marcia Ochoa, *Queen for a day: transformistas, beauty queens, and the performance of femininity in Venezuela*, Durham ; London: Duke University Press, 2014.

Así, la adopción de determinadas políticas públicas puede tener un efecto negativo sobre otras políticas LGBTQI+ por dos motivos. Por un lado, algunas demandas pueden eclipsar a otras, y estas últimas pueden tener efectos prácticos más tangibles en la vida de las personas. Por ejemplo, las demandas de matrimonio han provocado la aparición de políticas públicas anti-trans y el aumento de la violencia contra esta población<sup>66</sup>. Y por lo tanto, como ya se mencionó anteriormente, es la población trans la que sufre el mayor número de ataques violentos en la región. Por otro lado, la priorización de una cuestión no debería significar la priorización o el descuido de otras, sobre todo teniendo en cuenta que el capital político en cuestiones LGBTQI+ es inestable<sup>67</sup>. Por tanto, para ser verdaderamente revolucionario, el movimiento LGBTQI+ debe tener en cuenta una agenda reformista que sea capaz de incluir la más amplia gama de cuestiones sociales.

#### REFLEXIONES FINALES

El reconocimiento reciente de los derechos LGBTQI+ en algunos países de América Latina muestra que la inclusión de las poblaciones con sexualidades e identidades de género diversas ha sido exitosa en crear nuevas políticas públicas y reconocimientos que protegen a estas personas antiguamente excluidas y relegadas socialmente. En comparación con otras regiones del mundo, los derechos LGBTQI+ han avanzado rápidamente y de manera innovadora, volviendo a América Latina una fuente de inspiración para los movimientos sociales y las regulaciones.

Estos avances producen, sin embargo, una serie de tensiones en términos de sostenibilidad, alcance y escala. Los avances, ya sean en forma de leyes o de jurisprudencias, son normas susceptibles de ser

---

66 Matthew Waites, «Critique of “Sexual Orientation” and “Gender Identity” in Human Rights Discourse: Global Queer Politics beyond the Yogyakarta Principles», *Contemporary Politics* 15, no. 1 (marzo de 2009), p. 137-156.

67 Carlos A. Ball, *After Marriage Equality: The Future of LGBT Rights*, New York: New York University Press, 2016.

contestadas, vaciadas de su contenido o dejadas letra muerta al momento de la implementación. Además, los clivajes entre las capitales y principales ciudades, y las regiones más periféricas ponen en causa el verdadero alcance de la “revolución” de derechos que no se concretiza de la misma manera según los grupos sociales y los territorios dentro de los países. Finalmente, la radicalidad de la “revolución” se ha confrontado a un proceso de moderación e institucionalización que ha permitido una consolidación de los movimientos sociales pero que ha dejado por fuera las visiones más radicales de transformación de la sociedad originalmente motrices de los movimientos LGBTQI+.

La verdadera revolución LGBTQI+ es todavía un asunto pendiente en América Latina. Los numerosos casos de violencia y discriminación que continúan existiendo en la región no son casos aislados y la homofobia y la transfobia siguen siendo fenómenos sistémicos en la región. Cuestionar las prácticas cotidianas y la unión de las demandas LGBTQI+ con las otras causas sociales, como la causa climática y el anticapitalismo, son algunos temas de investigación que permitirán entender cómo la revolución deseada por los movimientos sociales puede ponerse verdaderamente en marcha.

#### REFERENCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- ABSI, Pascale, «El género sin sexo ni derechos: la Ley de identidad de género en Bolivia», *Debate Feminista* 59 (2019), p. 31-47.
- , « Depuis les podiums des reines de beauté: se produire comme femme trans en Bolivie », *Journal de la Société des américanistes* 103-1 (2017), p. 119-147.
- ADAM, Barry D., DUYVENDAK, Jan Willem y KROUWEL, André (eds.), *The global emergence of gay and lesbian politics: national imprints of a worldwide movement*, Philadelphia: Temple University Press, 1999.
- ALBARRACÍN, Mauricio, «Social Movements and the Constitutional Court: Legal Recognition of the Rights of Same-Sex Couples in Colombia», *Sur International Journal on Human Rights* 8, no. 14 (2016), p. 7-32.

- ALCÁNTARA, Eva, «Pobreza y condición intersexual en México: reflexiones y preguntas en torno al dispositivo médico» en Mauro Cabral (ed.), *Interdicciones. Escrituras de la intersexualidad en castellano*, Córdoba: Anarrés Ed. 2009, p. 16-30.
- ALTERIO, Ana Micaela y NIEMBRO ORTEGA, Roberto (eds.), *La Suprema Corte y el matrimonio igualitario en México*, México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas, 2017.
- ANDIA, María Gracia, «Legal Mobilization and the Road to Same-Sex Marriage in Argentina» en Jason Pierceson, Adriana Piatti-Crocker y Shawn Schulenberg (eds.), *Same-Sex Marriage in Latin America: Promise and Resistance*, Lanham: Lexington Books, 2013, p. 131-150.
- ARGÜELLO PAZMIÑO, Sofía, «Du stigmaté à la consigne. Une analyse du mouvement GLBT en Équateur», *Problèmes d'Amérique latine* 81, no. 3 (2011), p. 83-99.
- BALL, Carlos A., *After marriage equality: the future of LGBT rights*, New York: New York University Press, 2016.
- BAUTISTA ROJAS, Enrique, «Reflexiones acerca de la diversidad sexual entre jóvenes indígenas en México», *Revista de Estudios Sociales* 63 (2018), p. 100-109.
- BIMBI, Bruno, *Matrimonio igualitario. Intrigas, tensiones y secretos en el camino hacia la ley*, Buenos Aires: Planeta, 2010.
- BIROLI, Flávia y CAMINOTTI, Mariana, «The Conservative Backlash against Gender in Latin America», *Politics & Gender* 16, no. 1 (2020), p. 1-6.
- BLOFIELD, Merike, EWIG, Christina y M PISCOPO Jennifer, «The Reactive Left: Gender Equality and the Latin American Pink Tide», *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society* 24, no. 4 (2017), p. 345-369.
- BOVIN, Renaud René, «Características y factores de la violencia homicida contra las minorías sexuales en la Ciudad de México, 1995-2013», *Sexualidad, Salud y Sociedad* 23 (2016), p. 22-57.
- BOUDON, Camille, «Construction d'une cause et controverses: La protection des droits LGBTI dans le Système Interaméricain des droits de

- l'Homme des années 2000 à nos jours», Mémoire de Master, Aix-en-Provence, Institut d'études politiques Aix-en-Provence, 2020.
- BRAVOMALO MOLINA, Patricio Aguirre, *Homosexualidades. Plumas, maricones y tortilleras en el Ecuador del siglo XXI*, Quito: Fundación de desarrollo humano integral CAUSANA-FRAKTAL, 2002.
- BRAZ, Camilo, « “Acá yo soy un pibe normal” - Narrativas sobre la espera y el acceso a derechos entre varones trans en Argentina», *Sexualidad, Salud y Sociedad* 31 (2019), p. 119-138.
- , «Vidas que esperam? Itinerários do acesso a serviços de saúde para homens trans no Brasil e na Argentina», *Cadernos de Saúde Pública* 35, no. 4 (2019), p. 1-11.
- CABRAL, Mauro, «Pensar la intersexualidad, hoy», en Diana Maffia (ed.), *Sexualidades migrantes, género y transgénero*, Buenos Aires: Editorial Feminaria, 2003, p. 117-126.
- CARDOZA, Melissa, «View from a lesbian balcony», *Nouvelles Questions Feministes* 24, no. 2 (2005), p. 16-26.
- CARO ROMERO, Felipe César Camilo, «Más allá de Stonewall: el Movimiento de Liberación Homosexual de Colombia y las redes de activismo internacional, 1976-1989», *Historia Crítica* 75 (2020), p. 93-114.
- CARO ROMERO, Felipe Cesar Camilo y SIMONETTO, Patricio «Sexualidades radicales: los Movimientos de Liberación Homosexual en América Latina (1967-1989)», *Izquierdas* 46 (2019), p. 65-85.
- CONTESSE, Jorge, «Sexual Orientation and Gender Identity in Inter-American Human Rights Law», *North Carolina Journal of International Law* XLIV (2019), p. 353-385.
- CÓRDOBA, Mariana, «Identidades que importan. Trans e intersex, la ley argentina y la irrupción de la ciencia», *Revista de filosofía DIÁNOIA* 65, no. 84 (2020), p. 31-58.
- CORRALES, Javier, «Understanding the Uneven Spread of LGBT Rights in Latin America and the Caribbean, 1999-2013», *Journal of Research in Gender Studies* 7, no. 1 (2017), p. 52-82.

- , «LGBT rights and representation in Latin America and the Caribbean: The influence of structure, movements, institutions, and culture», Chapel Hill. University of North Carolina / The LGBT Representation and Rights Institute, 2015.
- CORRALES, Javier y PECHENY, Mario (eds.), *The Politics of Sexuality in Latin America: A Reader on Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender Rights*, Pittsburgh: University of Pittsburgh Press. 2010.
- CORRÊA, Sonia (ed.), *Anti-gender politics in Latin America. Summaries of Country Case Studies*, Rio de Janeiro: ABIA. 2020.
- CORREDOR, Elizabeth S., «On the Strategic Uses of Women's Rights: Backlash, Rights-based Framing, and Anti-Gender Campaigns in Colombia's 2016 Peace Agreement», *Latin American Politics and Society* 63, no. 3 (2021), p. 46-68.
- COWPER-SMITH, Yuriko, SU, Yvonne y VALIQUETTE, Tyler, «Masks are for sissies: the story of LGBTQI+ asylum seekers in Brazil during COVID-19», *Journal of Gender Studies* 31, no. 6 (2021), p. 755-769.
- CRUZ, Rodrigo, «Sou gay e o movimento LGBTQI+ não me representa»: mapeando a emergência de um ativismo gay à direita no Brasil», *Cahiers des Amériques latines* 98 (2021), p. 43-66.
- D'AMICO, Francine, «LGBT & (Dis)United Nations: sexual minorities, international law, and UN politics», en Manuela Lavinás Picq y Markus Thiel (eds.), *Sexualities in World Politics: How LGBTQ claims shape international relations*. London; New York: Routledge, Taylor & Francis Group, 2015.
- DAVIS, Dirk A., Giuliana J. MORALES, Kathleen RIDGEWAY, et al. «The health impacts of violence perpetrated by police, military and other public security forces on gay, bisexual and other men who have sex with men in El Salvador», *Culture, Health & Sexuality* 22, no. 2 (2020), p. 217-232.
- DE LA DEHESA, Rafael, *Queering the Public Sphere in Mexico and Brazil: Sexual Rights Movements in Emerging Democracies*, Durham, London: Duke University Press, 2010.

- , «Global Communities and Hybrid Cultures: Early Gay and Lesbian Electoral Activism in Brazil and Mexico», *Latin American Research Review* 42, no. 1 (2007), p. 29-51.
- DECENA, Carlos Ulises, *Tacit subjects: belonging and same-sex desire among Dominican immigrant men*, Durham, NC.: Duke University Press, 2011.
- DÍEZ, Jordi, «Institutionalizing Same-Sex Marriage in Argentina and Mexico: The Role of Federalism», en Bronwyn Winter, Maxime Forest y Réjane Sénac (eds.), *Global Perspectives on Same-Sex Marriage: A Neo-Institutional Approach*, Cham: Springer International Publishing, 2018, p. 19-38.
- , *The Politics of Gay Marriage in Latin America: Argentina, Chile, and Mexico*, Cambridge, New York: Cambridge University Press, 2015.
- , «Explaining Policy Outcomes: The Adoption of Same-Sex Unions in Buenos Aires and Mexico City», *Comparative Political Studies* 46, no. 2 (2013), p. 212-235.
- DION, Michelle L. y DÍEZ, Jordi «Democratic Values, Religiosity, and Support for Same-Sex Marriage in Latin America», *Latin American Politics and Society* 59, no. 4 (2017), p. 75-98.
- DOMÍNGUEZ-RUVALCABA, Héctor, *Translating the Queer: Body Politics and Transnational Conversations*, London: Zed Books Ltd., 2016.
- DUBERMAN, Martin, *Has the gay movement failed?*, Oakland: University of California Press, 2018.
- DUGGAN, Lisa, «The New Homonormativity: The Sexual Politics of Neoliberalism», en Russ CASTRONOVO, Dana D. NELSON y Donald E. PEASE (eds.), *Materializing Democracy*, Durham: Duke University Press, 2020, p. 175-194.
- ECHVERRÍA, Genoveva y MATURANA, José Martín «Análisis crítico del discurso de políticas públicas en diversidad sexual en Chile», *Universitas Psychologica* 14, no. 4 (2016), p. 1485-1498.
- ENCARNACIÓN, Omar G. «The gay rights backlash: Contrasting views from the United States and Latin America», *The British Journal of Politics and International Relations*. 2020, vol. 22, n° 4 (2020), p. 654-665.

- , *Out in the Periphery: Latin America's Gay Rights Revolution*, Oxford, New York: Oxford University Press, 2016.
- , «International Influence, Domestic Activism, and Gay Rights in Argentina», *Political Science Quarterly* 128, no. 4 (2013), p. 687-716.
- , «Latin America's Gay Rights Revolution», *Journal of Democracy* 22, no. 2 (2011), p. 104-118.
- FARJI NEER, Anahí, «Entre lo moral y lo clínico. Los primeros profesionales especializados en tratamientos de construcción corporal trans en Argentina (1998-2012)», *Revista Latinoamericana de Estudios sobre Cuerpos, Emociones y Sociedad* 26 (año 10) (2018), p. 11-21.
- FARJI NEER, Anahí y CUENYA, Ana Mines, «Gubernamentalidad, despatologización y (des)medicalización. Interrogantes sobre la Ley de Identidad de Género argentina (2011-2014)», *Século XXI : Revista de Ciências Sociais* 4, no. 2 (2014), p. 35-64.
- FAUR, Eleonor y VIVEROS VIGOYA, Mara, «Dossier - La ofensiva conservadora contra la "ideología de género" y sus estrategias de avanzada en América Latina», *LASA Forum* 51, no. 2 (2020), p. 11-16.
- FERNANDES, Estevão Rafael y ARISI, Barbara M., *Gay Indians in Brazil. Untold Stories of the Colonization of Indigenous Sexualities*, Cham: Springer International, 2017.
- FERNÁNDEZ GALEANO, Javier, «Cartas desde Buenos Aires: El movimiento homosexual argentino desde una perspectiva transnacional», *Latin American Research Review* 54, no. 3 (2019), p. 608-622.
- FORIGUA CRUZ, Paul, «Transformistas vs Travestis: les expériences transgenre dans le Miss Gay International by Theatron», *Revista Brasileira de Estudos da Presença* 10, no. 3 (2020).
- FRIEDMAN, Elisabeth Jay, «Gender, Sexuality and the Latin American Left: testing the transformation», *Third World Quarterly* 30, no. 2 (2009), p. 415-433.
- , «Constructing "The Same Rights with the Same Names": The Impact of Spanish Norm Diffusion on Marriage Equality in Argentina», *Latin American Politics and Society* 54, no. 4 (2012), p. 29-59.

- GARCÍA CASTRO, Teresa y SANTOS, María, *Trans women deprived of liberty: invisible stories behind bars*, Washington, D.C., London: IDPC/WOLA, 2020.
- GARCIA, Jonathan y PARKER, Richard, «From global discourse to local action: the makings of a sexual rights movement?», *Horizontes Antropológicos* 12, no. 26 (2006), p. 13-41.
- GIMENO, Beatriz y BARRIENTOS, Violeta, «La institución matrimonial después del matrimonio homosexual», *Íconos - Revista de Ciencias Sociales* 35 (2009), p. 19-30.
- GIRALDO BOTERO, Carolina, «Historias en construcción: hacia una genealogía de la homosexualidad en Colombia», en José Fernando Serrano Amaya (ed.), *Otros cuerpos, otras sexualidades*, Bogotá: Instituto Pensar, 2006, p. 54-69.
- GONZÁLEZ, Olga L., «“Je vis ici, mais je ne compte plus les années”. Femmes trans latino-américaines, cinquante ans d’émigration vers l’Europe», *Chimères* 96, no. 1 (2020), p. 151-162.
- , «Droits LGBT en Colombie. L’histoire à succès d’une mobilisation par le droit (et ses limites)», *L’Homme & La Société* 213, no. 2 (2020), p. 183-210.
- , «Minorités sexuelles et de genre en Colombie: Parias ou alliées des FARC ? Années de guerre et processus de paix (2000-2019)», *Problèmes d’Amérique latine* 114, no. 3 (2019), p. 99-121.
- GRANADOS, José Arturo y DELGADO, Guadalupe, «Mortality by homicide in homosexuals: characterization of the cases registered in Mexico between 1995 and 2000», *The American Journal of Forensic Medicine and Pathology* 29, no. 1 (2008), p. 43-48.
- GREEN, James N. «“More Love and More Desire”: The Building of a Brazilian Movement», en Barry D. Adam, Jan Willem Duyvendak y André Krouwel (eds.), *The global emergence of gay and lesbian politics: national imprints of a worldwide movement*, Philadelphia: Temple University Press, 1999, p. 91-109.
- GUZMÁN, Manolo, *Gay Hegemony/Latino Homosexualités*, New York: Routledge, 2006.

- HERDT, Gilbert, «Mistaken Gender: 5-Alpha Reductase Hermaphroditism and Biological Reductionism in Sexual Identity Reconsidered», *American Anthropologist* 92, no. 2 (1990), p. 433-446.
- ILOSA, Tomás y RABBIA, Hugo H., «Definiciones divergentes de la estrategia de visibilidad en el movimiento LGTB cordobés», *Íconos - Revista de Ciencias Sociales* 39 (2011), p. 61-77.
- INSAUSTI, Santiago Joaquín y FERNÁNDEZ, Máximo Javier «De chongos y mayates: masculinidades y sexo heterosexual entre hombres en Argentina y México (1950-1990)», *Historia Crítica* 77 (2020), p. 133-156.
- IRINEU, Bruna Andrade, «A política pública LGBT na agenda dos governos PT no Brasil: Tensões entre o “ineditismo” e a política conciliatória», *Serviço Social em Revista* 24, no. 2 (2021), p. 566.
- IRWIN, Robert McKee, McCAUGHAN, Edward J. y NASSER, Michelle Rocío, (eds.), *The Famous 41: Sexuality and Social Control in Mexico, 1901*, New York: Basingstoke, Palgrave Macmillan. 2003.
- JIMÉNEZ BOLAÑOS, José, «Matrimonio igualitario en Costa Rica: los orígenes del debate 1994-2006», *Revista de Ciencias Sociales* I, no. 155 (2017), p. 157-172.
- JOHNSON, Richard Gregory, McCANDLESS, Sean y RENDEROS, Hugo, «An Exploratory Study of Transgender Inmate Populations in Latin America», *Public Integrity* 22, no. 4 (2020), p. 330-343.
- KIRK, Emily J. y HUIISH, Robert, «Transsexuals’ Right to Health? A Cuban Case Study», *Health and Human Rights* 20, no. 2 (2018), p. 215-222.
- KOZAK ROVERO, Gisela, «Le lesbianisme au Venezuela est une affaire de peu de pages: littérature, nation, féminisme et modernité», *Problèmes d’Amérique latine* 84, no. 2 (2012), p. 113-128.
- LASCANO, Aramis, «¿Qué me revisas si sos igual que nosotras? Apuntes en torno a la incorporación de mujeres trans y travestis en las fuerzas de seguridad de Argentina», *Delito y Sociedad* 29, no. 49 (2020), p. 128-155.
- LIND, Amy, «Sexual Politics and Constitutional Reform in Ecuador: From Neoliberalism to the Buen Vivir », en Meredith L. WEISS y Michael J. BOSIA (eds.), *Global Homophobia: States, Movements, and the*

- Politics of Oppression*, Champaign. University of Illinois Press, 2013, p. 127-148.
- LIND, Amy y KEATING, Christine (Cricket), «Navigating The Left Turn», *International Feminist Journal of Politics* 15, no. 4 (2013), p. 515-533.
- LÓPEZ, Jairo Antonio, «Los derechos LGBT en México: Acción colectiva a nivel subnacional», *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 104 (2017), p. 69-88.
- LUGONES, María, «Colonialidad y Género», *Tabula Rasa* 9 (2008), p. 73-101.
- MACHADO, Paula Sandrine, «Intersexuality, biomedical regulation and sexual rights in Brazil», en Peter Aggleton y Richard Parker (eds.), *Routledge Handbook of Sexuality, Health and Rights*, London, New York: Routledge, 2010, p. 108-115.
- MAFFRE, Juliette, *La légalisation du mariage homosexuel en Argentine*, Paris: L'Harmattan, 2014.
- MAIER, Nicole, «Queering Colombia's peace process: a case study of LGBTI inclusion», *The International Journal of Human Rights* 24, no. 4 (2020), p. 377-392.
- MARSIAJ, Juan P., «Social movements and political parties: gays, lesbians, and travestis and the struggle for inclusion in Brazil», *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies / Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes* 31, no. 62 (2006), p. 167-196.
- MCGEE, Marcus, «Queer paradise: Development and recognition in the Isthmus of Tehuantepec», en Corinne Mason (ed.), *Routledge Handbook of Queer Development Studies*, New York: Routledge, 2018.
- MENDES, Wallace Góes y DA SILVA, Cosme Marcelo Furtado Passos, «Homicídios da População de Lésbicas, Gays, Bissexuais, Travestis, Transexuais ou Transgêneros (LGBT) no Brasil: uma Análise Espacial», *Ciência & Saúde Coletiva* 25, no. 5 (2020), p. 1709-1722.
- ÁLVAREZ MOLLINEDO, Laura, ARUQUIPA PÉREZ, David y ABSI, Pascale «Trans y maricas en la “Primera cumbre Planetaria de Descolonización y Despatriarcalización” (La Paz, Bolivia, noviembre de 2015)», *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines* 45 (3) (2016), p. 419-432.

- MORAGA, Cherrie y ANZALDÚA, Gloria (eds.), *This bridge called my back: writings by radical women of color*, Fourth edition, Albany: State University of New York Press, 2015.
- MOREAU, Julie y CURRIER, Ashley, «Queer dilemmas: LGBT activism and international funding», en Corinne Mason (ed.), *Routledge Handbook of Queer Development Studies*, New York: Routledge, 2018, p. 223-238.
- NASH, Catherine J. y BROWNE, Kath «Heteroactivism: Transnational resistances to LGBT equalities», en Yanqiu Rachel Zhou, Christina Sinding y Donald Goellnicht (eds.). *Sexualities, Transnationalism, and Globalisation*, New York: Routledge, 2021.
- OCHOA, Marcia, *Queen for a day: transformistas, beauty queens, and the performance of femininity in Venezuela*, Durham; London: Duke University Press, 2014.
- , «Pasarelas y “Perolones”: Mediaciones transformistas en la avenida Libertador de Caracas», *Íconos - Revista de Ciencias Sociales* 39 (2011), p. 123-142.
- PECHENY, Mario, «Political agents or vulnerable victims? Framing sexual rights as sexual health in Argentina», en Peter Aggleton y Richard Parker (eds.), *Routledge Handbook of Sexuality, Health and Rights*, London, New York: Routledge, 2010, p. 359-369.
- PÉREZ BENTANCUR, Verónica y ROCHA-CARPIUC, Cecilia, «Dossier - The Postreform Stage: Understanding Backlash against Sexual Policies in Latin America», *Politics & Gender* 16, no. 1 (2020), p. 11-18.
- PEREZ, Justin, «Global LGBT Politics at Scale: Memory and Rights in Early Twenty-First Century Peru», en Michael J. BOSIA, Sandra M. McEVOY y Momin RAHMAN (eds.). *The Oxford Handbook of Global LGBT and Sexual Diversity Politics*, Oxford: Oxford University Press, 2020, p. 88-101.
- PIATTI-CROCKER, Adriana y PIERCESON, Jason, «Unpacking the Backlash to Marriage Equality in Latin America», Paper prepared for presentation at the Western Political Science Association Annual Meeting, San Francisco. 2018.

- PICQ, Manuela L., «Decolonizing Indigenous Sexualities: Between Erasure and Resurgence», en Michael J. BOSIA, Sandra M. McEVOY y Momin RAHMAN (eds.), *The Oxford Handbook of Global LGBT and Sexual Diversity Politics*, Oxford: Oxford University Press, 2020, p. 167-184.
- , «Amazon prides: LGBT perspectives on international relations», en Manuela Lavinias Picq y Markus Thiel (eds.), *Sexualities in World Politics: How LGBTQ claims shape international relations*, London; New York: Routledge, Taylor & Francis Group, 2015.
- PICQ, Manuela Lavinias y TIKUNA, Josi, «Sexual Modernity in Amazonia», *E-International Relations* (2015).
- PIERCE, Joseph M., «I Monster: Embodying Trans and *Travesti* Resistance in Latin America», *Latin American Research Review* 55, no. 2 (2020), p. 305-321.
- PIERCESON, Jason, PIATTI-CROCKER, Adriana, y SCHULENBERG, Shawn (eds.), *Same-sex marriage in the Americas: policy innovation for same-sex relationships*, Lanham: Lexington Books, 2010.
- RAMÍREZ-GARCÍA, Víctor Hugo, «“Hola ¿Cogemos?” Economía del deseo y capital erótico en sitios de encuentro en Internet», *INTERdisciplina* 5, no. 11 (2017), p. 79.
- RAUSENBERGER, Julie, «Different Bodies, Same Rights? An Anthropological Examination of the Sexual Politics of “LGBT” in Ecuador», *Voice of Intellectual Man* 6, no. 2 (2016), p. 1-18.
- RIBEIRO, Milton y LUIZ DE MORAES FRANCO, José, «Quatro décadas de resistência queer: ativismo LGBTI na Amazônia brasileira», *Cahiers des Amériques latines* 98 (2021), p. 103-132.
- RIVERA-VÉLEZ, Luis, «Del matrimonio igualitario a la “agenda de derechos” en Uruguay», *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 43, no. 3 (2018), p. 356-374.
- ROBERTSON, Mary Anna, *Growing up queer: kids and the remaking of LGBTQ identity*, New York: New York University Press, 2019.
- ROUSSEAU, Stéphanie, «Antigender Activism in Peru and Its Impact on State Policy», *Politics & Gender* 16, no. 1 (2020), p. 25-32.

- SÁEZ, Macarena, «In the Right Direction, Family Diversity in the Inter-American System of Human Rights», *North Carolina Journal of International Law* XLIV (2019), p. 318-351.
- SALINAS HERNÁNDEZ, Héctor Miguel, *Políticas de disidencia sexual en América Latina: sujetos sociales, gobierno y mercado en CDMX, Bogotá y Buenos Aires*, México, D.F.: Ediciones Eón. 2016.
- SCHRAMM, Christina, «Queering Latin American Coloniality and the Cross-cultural Production of Racialised Sexualities», *Journal of Intercultural Studies* 33, no. 3 (2012), p. 347-362.
- SEMPOL, Diego, *De los baños a la calle: historia del movimiento lésbico, gay, trans uruguayo (1984-2013)*, Montevideo: Debate, 2013.
- SIMONETTO, Patricio, «La otra internacional. Prácticas globales y anclajes nacionales de la liberación homosexual en Argentina y México (1967-1984)», *Secuencia* 107 (2020), p. 1-37.
- , *Entre la injuria y la revolución: el Frente de Liberación Homosexual, Argentina, 1967-1976*, Bernal: Editorial UNQ, 2017.
- SOCIÁS, María Eugenia, MARSHALL, Brandon D. L., ARÍSTEGUI, Inés, *et al.*, «Towards Full Citizenship: Correlates of Engagement with the Gender Identity Law among Transwomen in Argentina», *PLOS ONE* 9, no. 8 (2014).
- THORESON, Ryan Richard, «Queering Human Rights: The Yogyakarta Principles and the Norm That Dare Not Speak Its Name», *Journal of Human Rights* 8, no. 4 (2009), p. 323-339.
- TUFFY, Yasmine, «Crear nuestra propia munda: The stakes of space appropriation by lesbians in Mexico City», *Cahiers des Amériques latines* 98 (2021), p. 133-152.
- VAGGIONE, Juan Marco y JONES, Daniel, «La política sexual y las creencias religiosas: el debate por el matrimonio para las parejas del mismo sexo (Argentina, 2010)», *Revista de Estudios Sociales* 51 (2015), p. 105-117.
- VALENCIA TOLEDANO, Josefina y ROMERO HERNÁNDEZ, Rubí, «Las lesbianas en México continúan invisibilizadas en las políticas públicas», *El Cotidiano* 202 (2017), p. 85-94.

- VALIQUETTE, Robert Tyler, «The Politics of Homophobia in Brazil: Congress and Social (counter)Mobilization», Master's thesis, Guelph, The University of Guelph, 2017.
- VALIQUETTE, Tyler y WARING, Daniel «A Tale of Two Congresses: Sex, Institutions, and Evangelicals in Brazil and Chile», en Bronwyn Winter, Maxime Forest y Réjane Sénac (eds.), *Global Perspectives on Same-Sex Marriage: A Neo-Institutional Approach*, Cham. Springer International Publishing, 2018, p. 39-59.
- VARGAS, Pablo y ARQUIPA PÉREZ, David, *Reflexiones sobre diversidades sexuales y de género en comunidades indígenas de Bolivia*, La Paz: Comunidad de Investigación Acción en Derechos y Ciudadanías — DIVERSIDAD, 2013.
- WAITES, Matthew, «Critique of “sexual orientation” and “gender identity” in human rights discourse: global queer politics beyond the Yogyakarta Principles», *Contemporary Politics* 15, no. 1 (2009), p. 137-156.
- WILSON, Bruce M. y GIANELLA-MALCA, Camila, «Overcoming the Limits of Legal Opportunity Structures: LGBT Rights' Divergent Paths in Costa Rica and Colombia», *Latin American Politics and Society* 61, no. 2 (2019), p. 138-163.
- WILSON, Bruce M. y RODRÍGUEZ CORDERO, Juan Carlos, «Legal Opportunity Structures and Social Movements: The Effects of Institutional Change on Costa Rican Politics», *Comparative Political Studies* 39, no. 3 (2006), p. 325-351.
- WINTER, Bronwyn, FOREST, Maxime y SÉNAC, Réjane, (eds.), *Global Perspectives on Same-Sex Marriage: A Neo-Institutional Approach*, New York: Palgrave Macmillan, 2017.
- WRIGHT, Timothy, «Gay Organizations, NGOs, and the Globalization of Sexual Identity: The Case of Bolivia», *Journal of Latin American Anthropology* 5, no. 2 (2000), p. 89-111.



AUTORES

AUTEURS



Éric DUBESSET

Spécialiste de l'Amérique latine et de la Caraïbe dans les domaines de la culture, de la (géo)politique et des relations internationales, Éric Dubesset est Professeur des Universités à la Faculté de Droit et Science politique de l'Université de Bordeaux (UB) où il dirige le Master Politique comparée et coopération internationale, parcours Amériques. Directeur du Centre Montesquieu de Recherches Politiques de l'Institut de Recherche Montesquieu (EA 7434 IRM-CMRP) et co-directeur scientifique du programme de recherche « Horizons caribéens ». Il est l'auteur de plus de soixante-dix publications et ouvrages dont : *Emancipations caribéennes : Histoire, mémoire, enjeux socio-économiques, et politiques* (Ed. L'Harmattan, 2010) ; *La Caraïbe dans la mondialisation : quelles dynamiques régionalistes ?* (Ed. L'Harmattan, 2011) ; *Dynamiques caribéennes. Pour une histoire des circulations dans l'espace atlantique* (Ed. PUB, 2014) ; *El populismo en Latinoamérica : Teorías, historia y valores* (PUB, 2013) ; *Cuba dans les Amériques. Relire José Martí au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle* (Ed. PUB, 2015) ; *La présence de la Chine dans la Caraïbe* (Ed. AFD, 2015) et ; *La Caraïbe dans le partenariat euro-latino-américain UE-CELAC* (Ed. Presses Universitaires des Antilles, 2019). Correo electrónico: eric.dubesset-pascual@u-bordeaux.fr

Estudioso de Latinoamérica y del Caribe en los ámbitos de la cultura, la (geo)política y las relaciones internacionales, el Dr. Éric Dubesset es profesor catedrático en la Facultad de Derecho y Ciencia Política de la Universidad de Burdeos (UB, Francia), donde dirige el Máster en Política Comparada y Cooperación Internacional: Américas. Director del *Centre Montesquieu de Recherches Politiques* del *Institut de Recherche Montesquieu* (EA 7434 IRM-CMRP) y codirector científico del programa de investigación "Horizons caribéens", es autor de más de setenta publicaciones y libros, entre ellos: *Emancipations caribéennes: Histoire, mémoire, enjeux socio-économiques, et politiques* (Ed. L'Harmattan, 2010); *La Caraïbe dans la mondialisation: quelles dynamiques régionalistes?* (Ed. L'Harmattan, 2011); *Dynamiques caribéennes. Pour une histoire des circulations dans l'espace atlantique* (Ed. PUB, 2014); *El populismo en Latinoamérica: Teorías, historia y valores* (PUB, 2013); *Cuba dans les Amériques. Relire José Martí au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle* (Ed. PUB, 2015); *La présence de la Chine dans la Caraïbe* (Ed. AFD, 2015) y *La Caraïbe dans le partenariat euro-latino-américain UE-CELAC* (Ed. Presses Universitaires des Antilles, 2019). Adresse mail : eric.dubesset-pascual@u-bordeaux.fr

## Ronald SOTO-QUIROS

Maître de Conférences en Études Ibériques et Ibéro-américaines à l'Institut Universitaire de Technologie (IUT) de l'Université de Bordeaux, il enseigne les civilisations et les langues de l'Espagne et de l'Amérique latine. Chercheur du centre Recherches Américanistes de l'unité de recherche UR 3656 AMERIBER de l'Université Bordeaux Montaigne. Ses thèmes de recherches portent notamment sur l'histoire de l'Amérique centrale (XIX<sup>ème</sup>-XXI<sup>ème</sup> siècles). Co-coordonateur scientifique du programme de recherche « Horizons caribéens », adossé à l'Institut de Recherche Montesquieu (IRM EA 7434) de l'Université de Bordeaux. Co-coordonateur du programme de recherche interuniversitaire et internationale sur la Récupération de la Mémoire Historique des Migrations Chinoises au Costa Rica (PREMEHCHI) (Université du Costa Rica). Membre du Réseau Européen de Recherche sur l'Amérique centrale (REDISCA) et de l'Association des Historiens Latino-américanistes Européens (AHILA). Entre ses dernières publications : éditeur avec Lai Sai Acón Chan y David Ibarra Arana de *Los chinos de ultramar: represiones, resistencias y resiliencias* (Palabra de Clío, 2021) et éditeur avec Isabelle Tauzin-Castellanos de *Migraciones, viajes y transferencias culturales: huellas de movilidades entre México, Centroamérica, Francia y España (1821-2021)* (Editorial Sede del Pacífico-UCR, 2021). Adresse mail: ronald.soto-quiros@u-bordeaux.fr

Profesor titular de Estudios Ibéricos e Iberoamericanos en el Instituto Universitario de Tecnología (IUT) de la Universidad de Burdeos, enseña las civilizaciones y lenguas de España y América Latina. Es investigador en el centro *Recherches Américanistes* de la unidad de investigación UR 3656 AMERIBER de la Universidad Bordeaux Montaigne. Sus temas de investigación se ocupan especialmente de la historia de Centroamérica (siglos XIX-XXI). Co-coordinador científico del programa de investigación "Horizons Caribéens", respaldado por el *Institut de Recherche Montesquieu* (IRM EA 7434) de la Universidad de Burdeos. Co-coordinador del programa de investigación interuniversitario e internacional sobre la Recuperación de la Memoria Histórica de las Migraciones Chinas en Costa Rica (PREMEHCHI) (Universidad de Costa Rica). Miembro de la Red Europea de Investigación sobre Centroamérica (REDISCA) y de la Asociación de Historiadores Latinoamericanistas Europeos (AHILA). Entre sus últimas publicaciones: editor con Lai Sai Acón Chan y David Ibarra Arana de *Los chinos de ultramar: represiones, resistencias y resiliencias* (Editorial Palabra de Clío, 2021) y editor con Isabelle Tauzin-Castellanos de *Migraciones, viajes y transferencias culturales: huellas de movilidades entre México, Centroamérica, Francia y España (1821-2021)* (Editorial Sede del Pacífico-UCR, 2021). Correo electrónico: ronald.soto-quiros@u-bordeaux.fr

Lai Sai ACÓN CHAN

Docteur en Littérature Anglaise de la *Washington State University* et Professeur des Universités à l'École de Langues Modernes de l'Université du Costa Rica. Ex-directrice de l'Institut Confucius de l'Université du Costa Rica (UCR) (2012-2020). Ses domaines de recherche sont les études culturelles, le postcolonialisme, les études cinématographiques et la littérature de langue anglaise. Elle est membre fondatrice du Projet de Récupération de la Mémoire Historique des Migrations Chinoises au Costa Rica (PREMECHI) et co-coordinatrice du Réseau Académique Latino-Hispanique Américaniste d'Études Sinologiques de l'Université du Costa Rica. Auteure d'une vingtaine d'articles et de l'ouvrage *Retratos de las migraciones chinas a Costa Rica : Comunidades del Pacífico* (Editorial de la Sede del Pacífico de la Universidad de Costa Rica, 2022). Adresse email : lai.acon@ucr.ac.cr

Doctora en Literatura Inglesa por la *Washington State University* y docente catedrática de la Escuela de Lenguas Modernas de la Universidad de Costa Rica (UCR). Exdirectora del Instituto Confucio de la UCR (2012-2020). Se especializa en estudios culturales, poscolonialismo, estudios de cine y literaturas en inglés. Es miembro fundador del Proyecto de Recuperación de la Memoria Histórica de las Migraciones Chinas a Costa Rica (PREMECHI) y co-coordinadora de la Red Académica Latino e Hispano Americanista sobre Estudios Sinológicos de la universidad de Costa Rica. Autora de una veintena de artículos y del libro *Retratos de las migraciones chinas a Costa Rica: Comunidades del Pacífico* (Editorial de la Sede del Pacífico de la Universidad de Costa Rica, 2022). Correo electrónico: lai.acon@ucr.ac.cr

Marion BOULICOT

Doctorante en Études Ibériques et Ibéro-américaines à l'Université Bordeaux Montaigne sous la direction du Professeur Éric Dubesset, elle est rattachée à l'Institut de Recherche Montesquieu de l'Université de Bordeaux dans le cadre d'une convention avec l'Université Bordeaux Montaigne. APRÈS UNE licence d'Histoire/Géographie à l'Université Bordeaux Montaigne en distanciel et une Licence de Droit Privé à l'Université de Tours, effectuées en double cursus, elle a poursuivi ses études en science politique en intégrant le Master Politique comparée : Pensées et Changements Politiques de l'Université de Bordeaux. Adresse email : mboulicot@laposte.net

Doctoranda en Estudios Ibéricos e Iberoamericanos en la Universidad de Burdeos Montaigne bajo la dirección del profesor Éric Dubesset, está adscrita al Instituto de Investigación Montesquieu de la Universidad de Burdeos en el marco de un convenio con la Universidad de Burdeos Montaigne. TRAS LICENCIARSE en Historia/Geografía en la Universidad de Burdeos Montaigne en modalidad a distancia y en Derecho Privado en la Universidad de Tours, prosiguió sus estudios de Ciencias Políticas incorporándose al Máster en Política Comparada: Pensamientos y Cambio Políticos de la Universidad de Burdeos. Correo electrónico: mboulicot@laposte.net

Valeria CASTRO OBANDO

Politologue et sociologue, diplômée du Master en Pensée Stratégique et Prospective de l'Université Nationale (UNA) (Costa Rica). Ses domaines de recherche comprennent les politiques publiques technologiques, la réglementation du secteur des télécommunications, les villes intelligentes et l'inclusion numérique. Parmi ses publications figurent : « Apuntes sobre la gestión urbana en el marco de las ciudades inteligentes » (*Revista Centroamericana de Administración Pública*, 2017), « La integralidad en el abordaje de la inclusión digital » (*Revista Latinoamericana de Derechos Humanos*, 2022), « Fake news y teorías conspirativas : ¿ Deberíamos preocuparnos ? » (*Nuevas miradas para el desarrollo de América Latina y el Caribe*, FLACSO, 2022) y « La evolución de la regulación para el despliegue, instalación y desarrollo de infraestructura de telecomunicaciones en Costa Rica » (Centro LATAM Digital, 2022). Adresse email : [valeria.castro@ucr.ac.cr](mailto:valeria.castro@ucr.ac.cr)

Polítóloga y socióloga, egresada de la Maestría en Pensamiento Estratégico y Prospectiva de la Universidad Nacional (UNA) (Costa Rica). Sus áreas de investigación incluyen políticas públicas tecnológicas, regulación del sector de telecomunicaciones, ciudades inteligentes e inclusión digital. Algunas de sus publicaciones son: “Apuntes sobre la gestión urbana en el marco de las ciudades inteligentes” (*Revista Centroamericana de Administración Pública*, 2017), “La integralidad en el abordaje de la inclusión digital” (*Revista Latinoamericana de Derechos Humanos*, 2022), “Fake news y teorías conspirativas: ¿Deberíamos preocuparnos?” (*Nuevas miradas para el desarrollo de América Latina y el Caribe*, FLACSO, 2022) y “La evolución de la regulación para el despliegue, instalación y desarrollo de infraestructura de telecomunicaciones en Costa Rica” (Centro LATAM Digital, 2022). Correo electrónico: [valeria.castro@ucr.ac.cr](mailto:valeria.castro@ucr.ac.cr)

Maria Gabriela DASCALAKIS-LABREZE

Docteure en Langues et Littérature Étrangères, domaine hispanophone (Université de Pau et des Pays de l'Adour [UPPA]) et Maître de Conférences en Sciences du Langage au Département de Français langue étrangère de l'Université Bordeaux-Montaigne (UBM). Elle mène ses recherches au Laboratoire MICA (Médiations, Informations, Communication et Arts), axe IDEM (Image, Design, Espace et Médiation : l'expérience du contemporain) (UBM) dans le domaine de l'analyse du discours (médiatique, politique, féministe), des transferts culturels (relations bilatérales franco-argentines) et du français sur objectifs spécifiques. Quelques publications : avec Anaïs Carrere, « Docteurs en situation de handicap : regards et enjeux » (*Essais*, 2022) ; « L'écrasement de l'événement. Le spectacle télévisuel du G20 à Buenos Aires » (*El ocio y los medios de comunicación*, Éditions Binam, 2021) et « Nommer l'altérité politique argentine » (*Mots. Les langages du politique*, 2020). Adresse email : maria-gabriela.dascalakis@u-bordeaux-montaigne.fr

Doctora en Lenguas y Literaturas Extranjeras, especializada en el ámbito del hispanismo (Université de Pau et des Pays de l'Adour [UPPA]) y Profesora investigadora titular en Ciencias del Lenguaje en el Departamento de Francés Lengua Extranjera de la Universidad Bordeaux Montaigne (UBM). Realiza sus investigaciones en el Equipo MICA (Mediaciones, Informaciones, Comunicación y Artes), eje IDEM (Imagen, Diseño, Espacio et Mediación: la experiencia de lo contemporáneo) (UBM) en el campo del análisis del discurso (mediático, político, feminista), de las transferencias culturales (relaciones bilaterales franco-argentinas) y del francés con objetivos específicos. Algunas publicaciones son: con Anaïs Carrere "Docteurs en situation de handicap: regards et enjeux" (*Essais*, 2022); "L'écrasement de l'événement. Le spectacle télévisuel du G20 à Buenos Aires" (*El ocio y los medios de comunicación*, Éditions Binam, 2021) y "Nommer l'altérité politique argentine" (*Mots. Les langages du politique*, 2020). Correo electrónico: maria-gabriela.dascalakis@u-bordeaux-montaigne.fr

## David DE LA FUENTE

Maître de Conférences à l'Université Bordeaux Montaigne. Son domaine de recherche concerne la période contemporaine centroaméricaine, et plus spécifiquement l'étude des mouvements révolutionnaires armés, notamment à travers les témoignages recueillis auprès des membres des différentes organisations. Publications récentes : « Situation politique et sociale du Guatemala, avant le conflit. Quelques éléments contextuels » (*CAPES Espagnol, Epreuve de composition*, Paris, Ellipses, 2020) y « De la genèse du conflit armé interne au régime d'Efraín Ríos Montt » (*CAPES Espagnol, Epreuve de composition*, Paris, Ellipses, 2020). Adresse email : harwako@gmail.com

Profesor titular de la Universidad Burdeos Montaigne. Su campo de investigación se centra en el período contemporáneo en Centroamérica, y más concretamente en el estudio de los movimientos revolucionarios armados, particularmente a través de los testimonios recogidos entre los miembros de las diferentes organizaciones. Publicaciones recientes: “Situation politique et sociale du Guatemala, avant le conflit. Quelques éléments contextuels” (*CAPES Espagnol, Epreuve de composition*, Paris, Ellipses, 2020) y “De la genèse du conflit armé interne au régime d'Efraín Ríos Montt” (*CAPES Espagnol, Epreuve de composition*, Paris, Ellipses, 2020). Correo electrónico: harwako@gmail.com

## Diego MERMOUD-PLAZA

Docteur en Géographie (Université Paris 8, École Polytechnique Fédérale de Lausanne-EPFL, 2022) et titulaire d'un Master en géopolitique (Institut Français de Géopolitique, 2014), Diego Mermoud-Plaza est attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) au sein du Département de Géographie de l'Université Paris VIII. Ses recherches, au sein du Laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS-CNRS) et de la Communauté d'Études pour l'Aménagement du Territoire (CEAT), sont au croisement de la géographie, de l'urbanisme et de la géopolitique. En utilisant en partie la réalité virtuelle (RV), elles se focalisent notamment sur le processus de réhabilitation de la Baie de La Havane (Cuba), en privilégiant une approche qui lie les perceptions, les représentations et les affects tant des acteurs vivant quotidiennement sur un territoire que des acteurs décisionnaires et responsables de l'aménagement du territoire. Adresse email : [diego.mermoud@gmail.com](mailto:diego.mermoud@gmail.com)

Doctor en Geografía (Universidad de París 8, Escuela Politécnica Federal de Lausana-EPFL, 2022) y Máster en Geopolítica (Instituto Francés de Geopolítica, 2014), Diego Mermoud-Plaza es asistente temporal en docencia e investigación (ATER) en el Departamento de Geografía de la Universidad de París VIII. Sus investigaciones, realizadas en el seno del Laboratorio de Dinámicas Sociales y Recomposición de los Espacios (LADYSS-CNRS) y de la Comunidad de Estudios de Ordenación del Territorio (CEAT), se sitúan en la encrucijada de la geografía, del urbanismo y de la geopolítica. Mediante el uso de la realidad virtual (RV), se centran en el proceso de rehabilitación de la Bahía de La Habana (Cuba), favoreciendo un enfoque que vincula las percepciones, representaciones y afectos tanto de los actores que viven cotidianamente en un territorio como de las personas con poder de decisión y responsables de la ordenación del territorio. Correo electrónico: [diego.mermoud@gmail.com](mailto:diego.mermoud@gmail.com)

Mélanie MOREAU-LEBERT

Maîtresse de Conférences en Civilisation Hispano-américaine à l'Université Bordeaux Montaigne depuis 2008. Elle fait partie du centre de recherches Cultures hispaniques et hispano-américaines actuelles (CHISPA), au sein de l'équipe d'accueil AMERIBER de la même université. Elle est spécialiste de Cuba, en particulier de la société cubaine sous la République et la période actuelle. Ses thèmes de recherche portent sur les questions socio-historiques avec une perspective de genre, sur le féminisme et l'afro-féminisme. Parmi ses dernières publications, on trouve : « Empreintes de l'esclavage dans les pratiques culturelles et l'imaginaire social de la Caraïbe hispanophone : repenser les inégalités » (*Études caribéennes*, 2019) et « Cuba terre d'asile : Camila Henríquez Ureña ou la contribution d'une Dominicaine au féminisme cubain » (*Conceptos*, 2020). Ou encore, « Divorcio y sociedad: un enfoque comparativo de la evolución de las normas familiares en Cuba (siglos XIX-XXI) » (*La otra orilla en la memoria, historia, cultura y sociedad*, Ediciones Oriente, Santiago de Cuba, 2021). Adresse email : melanie.moreau@u-bordeaux-montaigne.fr

Profesora titular de Civilización Hispanoamericana por la Universidad Bordeaux Montaigne desde 2008. Forma parte del centro de investigación Culturas hispánicas e hispanoamericanas actuales (CHISPA), dentro del equipo anfitrión de AMERIBER de la misma universidad. Es especialista de Cuba, en particular de la sociedad cubana bajo la República y durante el período actual. Sus temas de investigación incluyen cuestiones socio-históricas con perspectiva de género, feminismo y afrofeminismo. Entre sus últimas publicaciones se encuentran: “Empreintes de l'esclavage dans les pratiques culturelles et l'imaginaire social de la Caraïbe hispanophone: repenser les inégalités” (*Études caribéennes*, 2019), “Cuba terre d'asile: Camila Henríquez Ureña ou la contribution d'une Dominicaine au féminisme cubain” (*Conceptos*, 2020). O, “Divorcio y sociedad: un enfoque comparativo de la evolución de las normas familiares en Cuba (siglos XIX-XXI)” (*La otra orilla en la memoria, historia, cultura y sociedad*, Ediciones Oriente, Santiago de Cuba, 2021). Correo electrónico: melanie.moreau@u-bordeaux-montaigne.fr

## Clara PÁEZ GONZÁLEZ

Originaria del Paraguay, Clara Páez-González prepara una tesis de doctorado en Geografía y Aménagement au sein de l'UMR 6031 Transitions Énergétiques et Environnementales (TREE) de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour. Sa recherche porte sur l'importance de la communication dans la promotion de l'agroécologie au Paraguay. Titulaire d'un Master en Politique Publique et Développement de l'Université d'Intégration Latino-américaine du Brésil (UNILA) et d'une Licence en Sciences de la Communication de l'Université Nationale d'Asunción (UNA), Paraguay. Elle s'intéresse particulièrement aux études interdisciplinaires sur les politiques publiques, l'alimentation, la culture et la communication alternative en Amérique latine. Quelques publications : « Medios indígenas en Paraguay : estudio de caso de la radio Ava Guaraní "Yoty FM" » (*Epistemologías do Sul*, 2018) ; « El discurso sobre género en la página de Facebook del Movimiento Pro Vida y Pro Familia en Paraguay » (*CHASQUI*, 2018-2019) ; « La alimentación tradicional como símbolo de la resistencia Guaraní » (*Tupã CLAEC*, 2019). Adresse email : clara.paez-gonzalez@univ-pau.fr

Originaria de Paraguay, está realizando su tesis doctoral en Geografía y Urbanismo en la UMR 6031 Transiciones Energéticas y Medioambientales (TREE) de la Universidad de Pau y de los Países del Adour. Su investigación se centra en la importancia de la comunicación en la promoción de la agroecología en Paraguay. Tiene una Maestría en Políticas Públicas y Desarrollo por la Universidad de Integración Latinoamericana de Brasil (UNILA) y una Licenciatura en Ciencias de la Comunicación por la Universidad Nacional de Asunción (UNA), Paraguay. Está particularmente interesada en estudios interdisciplinarios sobre políticas públicas, alimentación, cultura y comunicación alternativa en América Latina. Algunas publicaciones: "Medios indígenas en Paraguay: estudio de caso de la radio Ava Guaraní 'Yoty FM'" (*Epistemologías do Sul*, 2018); "El discurso sobre género en la página de Facebook del Movimiento Pro Vida y Pro Familia en Paraguay" (*CHASQUI*, 2018-2019); "La alimentación tradicional como símbolo de la resistencia Guaraní" (*Tupã CLAEC*, 2019). Correo electrónico: clara.paez-gonzalez@univ-pau.fr

Luis RIVERA-VÉLEZ

Enseignant-chercheur en sociologie politique à Sciences Po Paris, à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL) et à l'Université de Lausanne. Ses recherches portent sur la formulation des politiques publiques controversées, telles l'avortement, les questions LGBTQI+, la légalisation du cannabis et le réchauffement climatique. Sur les questions de genre et sexualité, il a publié notamment l'article « Del matrimonio igualitario a la “agenda de derechos” en Uruguay » (*Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, 2018), l'ouvrage *IVG, mariage égalitaire et cannabis en Uruguay. Adoption de l'agenda des droits* (L'Harmattan, 2016), et a coordonné le dossier « Une « révolution des droits » LGBTQIA+ en Amérique latine ? » (avec Morgane Reina, *Cahiers des Amériques latines*, 2021). Adresse email : [luis.riveravelez@sciencespo.fr](mailto:luis.riveravelez@sciencespo.fr)

Investigador y docente de sociología política en Sciences Po Paris, en el IHEAL y en la Universidad de Lausana. Sus investigaciones conciernen la formulación de políticas públicas controvertidas, como el aborto, las cuestiones LGBTQI+, la legalización del cannabis y el calentamiento global. Sobre cuestiones de género y sexualidad, ha publicado el artículo “Del matrimonio igualitario a la ‘agenda de derechos’ en Uruguay” (*Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, 2018), el libro *IVG, mariage égalitaire et cannabis en Uruguay. Adoption de l'agenda des droits* (L'Harmattan, 2016), y coordinó el número especial “¿Una ‘revolución de derechos’ LGBTQIA+ en América Latina?” (junto a Morgane Reina, *Cahiers des Amériques latines*, 2021). Correo electrónico: [luis.riveravelez@sciencespo.fr](mailto:luis.riveravelez@sciencespo.fr)

Carlos SANCHO DOMINGO

Docteur en histoire contemporaine de l'Université de Saragosse. Il est membre du groupe de recherche *Derechas y nación en época contemporánea. Una perspectiva transnacional* de l'Université de Valence. Entre ses principales publications les ouvrages *Discursos de nación, cultura y transnacionalidad. Intelectuales e identidad nacional en Costa Rica (1940-1980)* (2023) et *Eugenio Láscaris-Comneno : el aragonés que pretendió el trono de Grecia* (2017); des chapitres dans d'ouvrages comme *Nicaragua, esperanza rebelde* (2022), *Migraciones, viajes y transferencias culturales: huellas de movilidades entre México, Centroamérica, Francia y España (1821-2021)* (2021) et *Historia de las desigualdades étnico-raciales en México, Centroamérica y el Caribe (siglos XVIII-XXI)* (2019), et des articles dans *Naveg@mérica* (2023), *Trace* (2020), *No Tan Nuevos Mundos* (2019) et *Revista de Temas Nicaragüenses* (2016). Adresse email : csanchod@unizar.es

Doctor en Historia Contemporánea por la Universidad de Zaragoza. Adscrito al grupo de investigación *Derechas y nación en época contemporánea. Una perspectiva transnacional* de la Universitat de València. Entre sus principales publicaciones figuran los libros *Discursos de nación, cultura y transnacionalidad. Intelectuales e identidad nacional en Costa Rica (1940-1980)* (2023) y *Eugenio Láscaris-Comneno: el aragonés que pretendió el trono de Grecia* (2017); capítulos en obras como *Nicaragua, esperanza rebelde* (2022), *Migraciones, viajes y transferencias culturales: huellas de movilidades entre México, Centroamérica, Francia y España (1821-2021)* (2021) e *Historia de las desigualdades étnico-raciales en México, Centroamérica y el Caribe (siglos XVIII-XXI)* (2019), y artículos en *Naveg@mérica* (2023), *Trace* (2020), *No Tan Nuevos Mundos* (2019) y *Revista de Temas Nicaragüenses* (2016). Correo electrónico mail: csanchod@unizar.es

Diana SARRADE COBOS

Maître de Conférences en Études Hispanophones à l'Université de Bordeaux depuis 2010, responsable de la Licence Professionnelle Management Interculturel International et chargée des Relations Internationales du Département Techniques de Commercialisation de l'IUT (Institut Universitaire de Technologie) de Bordeaux —site Bastide— (Université de Bordeaux). Chercheure au Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-américaines (CRIIA) de l'Université Paris Ouest Nanterre, ses axes de recherche actuels concernent l'Équateur, en particulier, l'économie populaire, sociale et solidaire, le concept constitutionnel du bien vivre, les avancées en matière environnementale de la Constitution de 2008, les controverses autour de la notion de droit de la nature et le projet interculturel et plurinational de l'Etat équatorien. Adresse email : diana.sarrade-cobos@u-bordeaux.fr

Profesora de Estudios Hispánicos en la Universidad de Burdeos desde 2010, responsable de la Licenciatura Profesional en Gestión Internacional Intercultural y encargada de las Relaciones Internacionales del Departamento de Técnicas de Marketing del IUT (Instituto Universitario de Tecnología) de Burdeos —sede Bastide— (Universidad de Burdeos). Es investigadora en el *Centre de Recherches Ibériques et Ibéro-américaines* (CRIIA) de la Universidad Paris Ouest Nanterre. Sus investigaciones actuales se centran en Ecuador, en particular en la economía popular, social y solidaria, en el concepto constitucional del buen vivir, en los avances medioambientales de la Constitución de 2008 y en las controversias en torno a la noción de derecho a la naturaleza y el proyecto interculturel y plurinacional del Estado ecuatoriano. Correo electrónico: diana.sarrade-cobos@u-bordeaux.fr

Daniel TORO GONZÁLEZ<sup>1</sup>

Économiste, titulaire d'un Doctorat de la *Washington State University* en tant que bénéficiaire d'une bourse Fulbright. Depuis 2004, il est professeur à l'*Universidad Tecnológica de Bolívar* (Carthagène des Indes, Colombie). Entre 2013 et 2018, il a été doyen de la Faculté d'Économie et de Commerce et depuis 2018, il est Vice-Président Académique de la même université. Il a été professeur invité dans des universités telles que l'*Universidad del Norte* en Colombie et l'Université de Bordeaux en France. Ses domaines de spécialité comprennent l'organisation industrielle et l'économétrie appliquée, en particulier dans les secteurs du transport, du comportement des consommateurs et de l'éducation. Auteur du manuel *Strategy and Game Theory: Practice Exercises with Answers* coécrit avec Felix Munoz-Garcia, publié en deuxième édition en 2019 par Springer. Adresse email : dtoro@utb.edu.co

Economista con PhD de la *Washington State University* como becario Fulbright. Desde 2004, trabaja como profesor de la Universidad Tecnológica de Bolívar (Cartagena de Indias, Colombia). Entre 2013 y 2018 se desempeñó como decano de la Facultad de Economía y Negocios y desde el 2018 se desempeña como Vicerrector Académico de la misma universidad. Ha sido profesor invitado de universidades como la Universidad del Norte en Colombia y la Universidad de Burdeos en Francia. Como áreas de trabajo se destacan la organización industrial y la econometría aplicada, específicamente, en sectores como transporte, comportamiento del consumidor y educación. Autor del libro de texto *Strategy and Game Theory: Practice Exercises with Answers* en coautoría con Felix Munoz-Garcia, publicado en segunda edición en 2019 por la editorial Springer. Correo electrónico : dtoro@utb.edu.co

---

1 Vicerrector Académico de la Universidad Tecnológica de Bolívar en Cartagena, Colombia.

**RÉSUMÉS**

**RESÚMENES**



*Lai Sai ACÓN CHAN*

« CONSTRUCTIONS D'ESPACES SYMBOLIQUES POUR LA COMMUNAUTÉ CHINOISE DU COSTA RICA : LÉGISLATION, ÉPHÉMÉRIDES ET VOLONTÉS POLITIQUES ».

Nous proposons dans ce chapitre une analyse de l'inclusion du groupe ethnique chinois au cours des dernières décennies à travers des politiques de reconnaissance de leurs contributions à la société costaricienne. Plus précisément, l'article étudie comment ces reconnaissances se sont reflétées dans les espaces publics emblématiques des centres urbains de San José, Cartago et Desamparados avec une participation politique au niveau du gouvernement national, des gouvernements locaux et de la représentation diplomatique de la République Populaire de Chine au Costa Rica.

*MOTS-CLÉS* : Législation costaricienne, politiques culturelles, groupe ethnique sino-costaricien, espace public, aménagement urbain, Costa Rica.

“CONSTRUCCIONES DE ESPACIOS SIMBÓLICOS PARA LA COMUNIDAD CHINO COSTARRICENSE: LEGISLACIÓN, EFEMÉRIDES Y VOLUNTADES POLÍTICAS”.

Proponemos en este capítulo un análisis de la inclusión del grupo étnico chino en las últimas décadas a través de políticas de reconocimiento de sus aportes a la sociedad costarricense. Específicamente se estudia cómo se han reflejado dichos reconocimientos en espacios públicos icónicos en los cascos urbanos de San José, Cartago y Desamparados con la participación política a nivel de gobierno nacional, gobiernos locales y representación diplomática de la República Popular China en Costa Rica.

*PALABRAS CLAVE*: Legislación costarricense, políticas culturales, grupo étnico chino costarricense, espacio público, planteamiento urbano, Costa Rica.

*Marion BOULICOT*

« LES POLITIQUES DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'INCLUSION SOCIALE EN AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : LE CAS CUBAIN ».

Alors que la zone Amérique latine et Caraïbes (ALC) présente le taux d'inégalités socio-environnementales et économiques le plus élevé dans le monde, les politiques des énergies renouvelables (EnR) semblent être un moyen d'y lutter en favorisant l'inclusion sociale. Les EnR sont en effet souvent associées à une amélioration des capacités essentielles du développement humain en facilitant l'accès à l'électricité, notamment dans les zones rurales reculées où elles deviennent alors un levier de développement local durable et participent à l'intégration des populations marginalisées. L'expérience cubaine en la matière est particulièrement intéressante à titre d'illustration, car la volonté cubaine d'accompagner la transition vers les EnR avec des mesures de justice sociale, se heurte à de nombreuses limites en pratique, qu'une coopération internationale accrue dans ce domaine peut aider à surmonter.

*MOTS-CLÉS* : POLITIQUES des énergies renouvelables, inclusion sociale, développement durable, Amérique latine et Caraïbes, Cuba.

“LAS POLÍTICAS DE ENERGÍAS RENOVABLES Y LA INCLUSIÓN SOCIAL EN AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE: EL CASO CUBANO”.

Mientras que América Latina y el Caribe (ALC) tiene el mayor índice de desigualdades socioambientales y económicas del mundo, las políticas de energías renovables (EnR) parecen ser una forma de luchar contra estas problemáticas promoviendo la inclusión social. Las EnR se asocian a menudo a una mejora de las capacidades esenciales de desarrollo humano al facilitar el acceso a la electricidad, sobre todo en las zonas rurales remotas, donde se convierten en una palanca de desarrollo local sostenible y contribuyen a la integración de las poblaciones marginadas. La experiencia cubana en este ámbito es particularmente interesante a título ilustrativo, ya que la voluntad cubana de acompañar la transición a la EnR con medidas de justicia social tropieza en la práctica con numerosas limitaciones, que una mayor cooperación internacional en este ámbito puede contribuir a superar.

*PALABRAS CLAVE*: Políticas de energías renovables, inclusión social, desarrollo sostenible, América Latina y el Caribe, Cuba.

*Valeria CASTRO OBANDO*

« FONDS POUR L'ACCÈS ET LE SERVICE UNIVERSELS : REDÉFINIR LEUR RÔLE DANS L'INCLUSION NUMÉRIQUE EN AMÉRIQUE LATINE ».

Cet article vise à aborder l'étude des Fonds pour l'Accès et le Service Universels (FSU) dans une perspective historique qui met en évidence leur rôle en tant que mécanismes créés dans le but de fournir des services et des équipements de télécommunications aux populations vulnérables. À cette fin, l'article examine l'origine, les caractéristiques et les fonctions que les FSU ont traditionnellement jouées et, en complément, l'étude aborde certains cas de FSU en Amérique latine. Les limites rencontrées dans la mise en place de certains des FSU existants soulèvent la possibilité de redéfinir le champ d'application et les interventions réalisées par le biais de ces mécanismes dans le cadre d'une approche qui met l'accent sur la globalité.

*MOTS-CLÉS* : Accès et service universels, télécommunications, technologies, inclusion numérique, politiques publiques, Amérique latine.

“FONDOS DE ACCESO Y SERVICIO UNIVERSAL: REDEFINIENDO SU ROL EN LA INCLUSIÓN DIGITAL EN AMÉRICA LATINA”.

El presente artículo pretende ser un acercamiento al estudio de los Fondos de Acceso y Servicio Universal (FSU) desde una perspectiva histórica que resalta su papel como mecanismos creados con el fin de dotar de servicios de telecomunicaciones y dar equipamiento a poblaciones en situación de vulnerabilidad. Para ello, se examina el origen, características y funciones que tradicionalmente han desempeñado los FSU y, complementariamente, se abordan algunos casos de FSU en América Latina. Las limitaciones experimentadas en la implementación de algunos de los FSU existentes, plantean la posible redefinición de los alcances e intervenciones que se realizan a través de estos mecanismos bajo un enfoque que resalte la integralidad.

*PALABRAS CLAVE*: Acceso y servicio universal, telecomunicaciones, tecnologías, inclusión digital, políticas públicas, América Latina.

*Maria Gabriela DASCALAKIS-LABREZE*

« PRESSE AUTOGÉRÉE ET PEUPLES AUTOCHTONES EN ARGENTINE : L'INCLUSION MÉDIATIQUE DES VOIX "AUTRES" ».

Face aux manifestations croissantes des populations marginalisées, le mythe de l'Argentine blanche, chrétienne et latine semble perdre de sa force au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle. Si les vagues d'immigration successives ont vu arriver beaucoup d'étrangers européens qui ont eu accès au travail, aux terres et à la nationalité, l'État argentin a longtemps soumis et rendu invisibles les peuples autochtones qui n'ont pas bénéficié du même traitement.

Devant la « prudence » de la presse nationale à aborder la « question indigène », la presse autogérée s'érige en porte-parole des peuples laissés à la marge en les rendant visibles et en les considérant comme des membres à part entière de la société argentine. Nous analyserons le cas de la revue MU afin d'identifier dans quelle mesure et à travers quels mécanismes elle inclut les peuples autochtones dans son agenda.

*MOTS-CLÉS* : Presse autogérée, peuples autochtones, mise sur agenda, agenda inclusif, médias anti-hégémoniques, Argentine.

“PRENSA AUTOGESTIVA Y PUEBLOS ORIGINARIOS EN ARGENTINA: LA INCLUSIÓN MEDIÁTICA DE LAS VOCES ‘OTRAS’”.

Frente a las manifestaciones crecientes de las poblaciones marginadas, el mito de la Argentina blanca, cristiana y latina parece perder fuerza en los albores del siglo XXI. Si las oleadas inmigratorias sucesivas fueron testigos de la llegada de muchos extranjeros europeos que accedieron al trabajo, a las tierras y a la nacionalidad, el Estado argentino sometió e invisibilizó durante largo tiempo a los pueblos originarios que no contaron con el mismo tratamiento.

Ante la “prudencia” de la prensa nacional para abordar la “cuestión indígena”, la prensa autogestiva se erige en portavoz de los pueblos marginados al visibilizarlos y al considerarlos como miembros acabados de la sociedad argentina. Analizaremos el caso de la revista MU con el fin de identificar en qué medida y a través de qué mecanismos incluye en su agenda a los pueblos originarios.

*PALABRAS CLAVE*: Prensa autogestiva, pueblos originarios, puesta en agenda, agenda inclusiva, medios contrahegemónicos, Argentina.

*David DE LA FUENTE*

« ENTRE INCLUSION ET EXCLUSION : LA PLACE DES POPULATIONS INDIGÈNES DANS LE PROJET RÉVOLUTIONNAIRE GUATÉMALTÈQUE DES ANNÉES 1980 ».

Cet article propose un bref aperçu des difficultés que rencontrèrent les mouvements révolutionnaires armés avec les populations indigènes, au Guatemala, dans les années 1970-1980. La question est d'autant plus pertinente que, durant cette période —concrètement, entre 1972 et 1978— apparurent deux nouveaux groupes de guérilla affichant leur volonté de se rapprocher des populations indigènes de l'ouest et du centre-nord du pays : l'*Ejército Guerrillero de los Pobres* (EGP), et l'*Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas* (ORPA). Ces guérillas ont d'ailleurs abondamment été qualifiées « d'indigénistes ». Cet article montre les limites importantes que l'on doit apporter à cette qualification, et à quel point les relations entre directions *ladinas* des mouvements et bases indigènes combattantes furent parfois extrêmement tendues.

*MOTS-CLÉS* : Populations indigènes, conflit armé interne, guérilla, années 1980, génocide, Guatemala.

“ENTRE INCLUSIÓN Y EXCLUSIÓN: EL LUGAR DE LAS POBLACIONES INDÍGENAS EN EL PROYECTO REVOLUCIONARIO GUATEMALTECO EN LOS AÑOS 1980”.

Este artículo ofrece un acercamiento a las dificultades que tuvieron que enfrentar los movimientos revolucionarios armados con las poblaciones indígenas de Guatemala en las décadas de 1970 y 1980. La cuestión es tanto más relevante cuanto que, durante este periodo —concretamente, entre 1972 y 1978— aparecieron dos nuevos grupos guerrilleros que pretendían acercarse a las poblaciones indígenas del oeste y del centro norte del país: el Ejército Guerrillero de los Pobres (EGP) y la Organización Revolucionaria del Pueblo en Armas (ORPA). Ambas organizaciones han sido recurrentemente calificadas de “indigenistas”. Este artículo muestra que esta caracterización tiene importantes límites, y hasta qué punto las relaciones entre la dirección ladina de los movimientos y las bases combatientes indígenas fueron a veces extremadamente tensas.

*PALABRAS CLAVE*: Poblaciones indígenas, conflicto armado interno, guerrilla, años 1980, Guatemala.

*Diego MERMOUD-PLAZA*

« LA VILLE “INTÉGRALE” CUBAINE PRÉCURSEUR DE LA VILLE “INCLUSIVE” ? RÉUSSITES ET LIMITES DE L’APPROCHE “INTÉGRALE” ».

Les approches de la ville connaissent une certaine effervescence conceptuelle. Ces concepts qualifient, guident l’approche de la ville, et influent sur la décision publique. Parmi eux, nous pouvons remarquer celui d’ « inclusif », introduit en 2002 en travers la déclaration de Madrid lors du Congrès européen des personnes handicapées. Depuis une vingtaine d’années, cette volonté d’inclusion est présente à travers l’approche « intégrale » développée à Cuba pour construire la ville, et plus particulièrement à La Havane. Cette approche singulière peut être considérée comme une structure de pensée conceptualisée qui agit comme un outil d’appréhension du réel, qu’il s’efforce de le considérer dans son intégralité. Mais c’est également un outil d’action, et de planification, portant la volonté de faire les meilleurs choix possibles pour la ville, et les acteurs amenés à l’arpenter.

*MOTS-CLÉS* : VILLE inclusive, ville intégrale, ville hospitalière, ville incluante, ville accueillante, La Havane, Cuba.

“¿LA CIUDAD ‘INTEGRAL’ CUBANA COMO PRECURSORA DE LA CIUDAD ‘INCLUSIVA’? ÉXITOS Y LÍMITES DEL ENFOQUE ‘INTEGRAL’”.

Los enfoques de la ciudad están atravesando cierta efervescencia conceptual. Estos conceptos cualifican y orientan el enfoque de la ciudad e influyen en las decisiones públicas. Entre ellos, destaca el concepto de “inclusivo”, introducido en 2002 a través de la Declaración de Madrid en el Congreso Europeo de Personas con Discapacidad. Desde hace más de veinte años, esta voluntad de inclusión está presente a través del enfoque “integral” desarrollado en Cuba para construir la ciudad y, más particularmente, en La Habana. Este enfoque singular puede considerarse como una estructura de pensamiento conceptualizada que actúa como herramienta para aprehender lo real, que se esfuerce de considerarlo en su totalidad. Pero también es una herramienta de acción, y de planificación, portadora de la voluntad de tomar las mejores decisiones posibles para la ciudad, y los actores llevados a recorrerla.

*PALABRAS CLAVE*: ciudad inclusiva, ciudad integral, ciudad hospitalaria, ciudad incluyente, ciudad acogedora, La Habana, Cuba.

*Mélanie MOREAU-LEBERT*

« LES MÉDIAS FÉMINISTES INDÉPENDANTS À CUBA : NOUVEAUX ACTEURS DE L'INCLUSION ».

A Cuba, les deux années qui viennent de s'écouler ont marqué un point de rupture sans précédent dans l'Histoire récente du pays et bloqué la dynamique positive qui semblait se dessiner depuis peu. La crise du Covid-19 et le renforcement de l'embargo par Donald Trump ont plongé l'île dans une crise économique et sociale inédite, associée à une défiance envers le gouvernement, qui s'est traduit par des mouvements de protestation populaire inédits depuis 1959. S'appuyant sur une longue tradition de luttes féministes, intellectuelles et activistes articulent la production d'une pensée sociale critique, au sein de l'académie mais surtout via de nouveaux médias indépendants, blogs, revues féministes et/ou afro-féministes, actifs sur les réseaux sociaux et dont le propos inclusif trouve un écho particulier dans l'île et auprès de la diaspora cubaine, en cette période de crise qui met en exergue les inégalités que la Révolution prétendait avoir gommées.

*MOTS-CLÉS* : FÉMINISME, inclusion, société, médias indépendants, politique, Cuba.

“LOS MEDIOS FEMINISTAS INDEPENDIENTES EN CUBA: ¿NUEVOS ACTORES DE LA INCLUSIÓN”.

En Cuba, los dos últimos años han marcado un punto de ruptura sin precedentes en la historia reciente del país y han bloqueado el impulso positivo que parecía estar surgiendo recientemente. La crisis de la Covid-19 y el endurecimiento del bloqueo por parte de Donald Trump han sumido a la isla en una crisis económica y social inédita, unida a la falta de confianza en el Gobierno, que se ha traducido en protestas populares nunca vistas desde 1959. Recurriendo a una larga tradición de luchas feministas, intelectuales y activistas están articulando la producción de un pensamiento social crítico, dentro de la academia pero sobre todo a través de nuevos medios independientes, blogs, revistas feministas y/o afrofeministas, activos en las redes sociales y cuyo discurso inclusivo encuentra un eco particular en la isla y entre la diáspora cubana, en este periodo de crisis que pone de manifiesto las desigualdades que la Revolución pretendía haber borrado.

*PALABRAS CLAVE*: Feminismo, inclusión, sociedad, medias independientes, política, Cuba.

*Clara PÁEZ GONZÁLEZ*

« L'AGROÉCOLOGIE COMME LEVIER D'INCLUSION ET DE JUSTICE SOCIAL AU PARAGUAY ».

L'agroécologie en Amérique latine ne se limite pas seulement à l'adoption de pratiques plus écologiques, elle constitue surtout un moteur d'émancipation et de justice sociale de la région. Au Paraguay, bien que les initiatives agroécologiques se développent à petites échelles, leurs contributions socio-économiques et politiques au sein des territoires ruraux sont visibles. Après avoir interviewé des agriculteurs dans trois régions du pays, cet article présente une analyse de la dimension sociale de l'agroécologie en tant que levier d'inclusion sociale, d'équité de genre et d'éducation des petits producteurs, ce qui renforce leur positionnement comme acteurs clés dans leurs propres territoires et dans la société en général.

*MOTS-CLÉS* : AGROÉCOLOGIE, inclusion sociale, équité de genre, justice sociale, Paraguay.

“LA AGROECOLOGÍA COMO HERRAMIENTA PARA LA INCLUSIÓN Y LA JUSTICIA SOCIAL EN PARAGUAY”.

La agroecología en América Latina va más allá de la adopción de prácticas más ecológicas, sino que se constituye sobre todo como un motor de emancipación y justicia social. En Paraguay, aun cuando las iniciativas agroecológicas se desarrollan a pequeña escala, sus aportes socioeconómicos y políticos, principalmente en los territorios rurales, son visibles. Tras entrevistar a agricultores de tres regiones del país, este artículo presenta un análisis de la dimensión social de la agroecología como palanca de inclusión social, equidad de género y de la formación de los pequeños productores. Estos factores han potenciado el posicionamiento de los mismos como actores claves en sus propios territorios y en la sociedad en general.

*PALABRAS CLAVE*: AGROECOLOGÍA, inclusión social, equidad de género, justicia social, Paraguay

*Luis RIVERA-VÉLEZ*

« DROITS LGBTQI+ EN AMÉRIQUE LATINE : LA “RÉVOLUTION” EN TENSION ».

Depuis le début des années 2000, certains pays d'Amérique latine ont adopté une série des politiques publiques pour protéger les droits des personnes LGBTQI+. Quels sont ces pays ? Quelles sont les causes de cette « révolution des droits », et quels sont les effets de ces transformations ? Grâce à une revue de la littérature et à des recherches personnelles, cet article montre que les politiques LGBTQI+ sont le résultat d'une mobilisation sociale forte, qui trouve une fenêtre d'opportunités favorable dans les contextes de consolidation démocratique. Toutefois, en étudiant les enjeux temporels, spatiaux et structurels des réformes, cette étude souligne les limites de la radicalité et de l'inclusivité initialement recherchées par les populations LGBTQI+, illustrées par l'essor d'identités et d'intérêts divergents au sein de la communauté, les rapports de force entre les différents groupes, et l'évolution inégale de la reconnaissance des droits dans la région.

*MOTS CLÉS* : LGBTQI+, genre, révolution, tensions, contrecoup, Amérique latine.

“DERECHOS LGBTQI+ EN AMÉRICA LATINA: LA ‘REVOLUCIÓN’ EN TENSIÓN”.

A partir de los años 2000, algunos países latinoamericanos adoptaron una serie de políticas públicas para proteger los derechos de las personas LGBTQI+. ¿Cuáles son estos países? ¿Cuáles son las causas de esta “revolución de los derechos” y cuáles son los efectos de estas transformaciones? A través de una revisión de la literatura y de la investigación personal, este artículo muestra que las políticas LGBTQI+ son el resultado de una fuerte movilización social, que encuentra oportunidad favorable en contextos de consolidación democrática. Sin embargo, al examinar los retos temporales, espaciales y estructurales de las reformas, el estudio subraya los límites del radicalismo y la inclusividad buscados inicialmente por las poblaciones LGBTQI+, ilustrados por el surgimiento de identidades e intereses divergentes dentro de la comunidad, las relaciones de poder entre los distintos grupos y la evolución desigual del reconocimiento de derechos en la región.

*PALABRAS CLAVE*: LGBTQI+, género, revolución, tensiones, *backlash* (contragolpe), América Latina.

*Carlos SANCHO DOMINGO*

« LA RECONNAISSANCE DU DROIT DE VOTE COMME MOYEN POUR LES FEMMES ET LES AFRO-DESCENDANTS D'ADHÉRER AU PROJET POLITIQUE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE COSTARICIENNE (1940-1953) ».

Le texte aborde les propositions relatives à la reconnaissance du droit de vote pour les femmes et les Afro-descendants au Costa Rica faites par le Centre d'Étude des Problèmes Nationaux (CEPN, 1940-1945), l'un des deux groupes politiques qui ont donné naissance au Parti Social-Démocrate (1945), embryon du Parti de la Libération Nationale (1951). L'objectif est de déterminer dans quelle mesure les initiatives proposées par le Centre ont favorisé l'intégration effective des secteurs auxquels elles s'adressaient. Mais surtout, il s'agit d'évaluer leur capacité à créer un substrat idéologique sur lequel les politiques inclusives, plus ou moins désintéressées et sincères, du projet politique lancé par le Parti de la Libération Nationale de José Figueres Ferrer auraient pu agir une fois arrivé au pouvoir lors des élections de 1953.

*MOTS-CLÉS* : DROIT de vote, femmes, Afro-descendants, social-démocratie, Costa Rica.

“EL RECONOCIMIENTO DEL DERECHO AL VOTO COMO MÉTODO DE ADSCRIPCIÓN DE MUJERES Y AFRODESCENDIENTES AL PROYECTO POLÍTICO DE LA SOCIALDEMOCRACIA COSTARRICENSE (1940-1953)”.

El texto aborda las propuestas que, en relación con el reconocimiento del derecho al voto femenino y afrodescendiente en Costa Rica, planteó el Centro para el Estudio de Problemas Nacionales (CEPN, 1940-1945) en Costa Rica, uno de los dos grupos políticos de los que surgió el Partido Social Demócrata (1945), embrión del Partido Liberación Nacional (1951). Se trata de determinar hasta qué punto las iniciativas planteadas por el Centro promovieron la efectiva integración de los sectores por ellas interpelados. Pero, sobre todo, se trata de valorar su capacidad de crear un sustrato ideológico sobre el cual pudieron haber actuado las políticas inclusivas, más o menos desinteresadas y sinceras, del proyecto político puesto en marcha por el Partido Liberación Nacional de José Figueres Ferrer tras acceder al poder en las elecciones de 1953.

*PALABRAS CLAVE*: Derecho de sufragio, mujeres, afrodescendientes, socialdemocracia, Costa Rica.

*Diana SARRADE COBOS*

« LA LOI ORGANIQUE SUR LES HANDICAPS EN ÉQUATEUR : PROGRÈS ET QUESTIONS EN COURS CONCERNANT L'INCLUSION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP ».

En 2013, les Nations Unies ont considéré l'Équateur comme une référence mondiale en matière d'intégration globale des personnes handicapées. La mission de solidarité Manuela Espejo (2009), le programme Joaquín Gallegos Lara (2010) et la loi organique sur le handicap (2012) ont amélioré les conditions de vie des personnes handicapées, qui étaient historiquement non protégées, exclues et discriminées par le passé. En étudiant le cadre juridique et les mécanismes actuels d'inclusion des personnes en situation de handicap, l'objectif poursuivi dans cet article est de mettre en exergue les progrès réalisés depuis 2009 ainsi que les questions en cours dans le domaine de l'inclusion.

*MOTS-CLÉS* : POLITIQUES publiques, loi sur le handicap, Equateur.

“LA LEY ORGÁNICA DE DISCAPACIDADES EN ECUADOR: AVANCES Y CUESTIONES PENDIENTES EN TORNO A LA INCLUSIÓN DE LAS PERSONAS CON DISCAPACIDAD”.

En 2013, la Organización de las Naciones Unidas consideraba a Ecuador como un referente mundial en materia de integración global de personas con discapacidad (PCD). La Misión solidaria Manuela Espejo (2009), el programa Joaquín Gallegos Lara (2010) y la Ley orgánica de discapacidades (2012) han permitido mejorar las condiciones de vida de personas con discapacidad, históricamente desprotegidas, excluidas y discriminadas en el pasado. Con el estudio del marco jurídico y de los dispositivos vigentes para la inclusión de las PCD, el objetivo del artículo es poner en evidencia los avances que se han realizado desde 2009 así como las cuestiones pendientes en un contexto particularmente difícil de crisis política y socioeconómica.

*PALABRAS CLAVE*: políticas públicas, ley sobre discapacidades, Ecuador.

*Daniel TORO GONZÁLEZ*

« EXCLUSION, INCLUSION ET PANDÉMIE EN COLOMBIE : LA RÉALITÉ DE L'INCLUSION ET LES PRATIQUES POUR COMBLER LES ÉCARTS ÉDUCATIFS ».

Près de trois ans après le début de la pandémie de Covid-19, il existe des preuves documentées de pertes d'apprentissage chez les élèves en raison de leur manque d'assiduité et des stratégies d'enseignement à distance en cas d'urgence. Ce document analyse les comportements par rapport à quatre types d'écart en matière d'éducation : les lacunes identitaires, géographiques, technologiques et d'accès, en mettant l'accent sur l'effet de la pandémie sur les résultats de l'apprentissage. Il s'appuie sur des données relatives aux résultats scolaires des élèves de terminale en Colombie au cours de la période 2015-2021, sur la base des résultats des tests standardisés (Saber 11). Les résultats indiquent que la plupart de ces lacunes sont structurelles et ont été aggravées par la pandémie. L'article incorpore également dans l'analyse les principales stratégies de l'État pour combler les lacunes.

*MOTS-CLÉS* : PANDÉMIE de Covid-19, éducation, effets, exclusion, inclusion, Colombie.

“EXCLUSIÓN, INCLUSIÓN Y PANDEMIA EN COLOMBIA: LA REALIDAD DE INCLUSIÓN Y LAS PRÁCTICAS PARA CERRAR LAS BRECHAS EDUCATIVAS”.

Luego de casi tres años de iniciada la pandemia de Covid-19, ya se cuenta con evidencia documentada sobre las pérdidas de aprendizaje en los estudiantes de colegio generadas por la no presencialidad y las estrategias de docencia remota de emergencia. El presente trabajo analiza el comportamiento respecto de cuatro tipos de brechas existentes en educación: brechas de identidad, geográfica, tecnológica y de acceso, haciendo especial énfasis en el efecto de la pandemia en los resultados de aprendizaje. El trabajo se fundamenta en datos de desempeño académico de estudiantes de último año de colegio en Colombia durante el periodo 2015 al 2021 con base en resultados de pruebas estandarizadas (Saber 11). Los resultados indican que la mayoría de estas brechas son estructurales y fueron profundizadas por la pandemia. El documento también incorpora a lo largo del análisis, las principales estrategias estatales para el cierre de brechas.

*PALABRAS CLAVE*: Pandemia de Covid-19, educación, efectos, exclusión, inclusión, Colombia.

# SOMMAIRE / ÍNDICE

## INTRODUCTION / INTRODUCCIÓN

*Ronald SOTO-QUIROS & Éric DUBESSET*

7

## PREMIÈRE PARTIE / PRIMERA PARTE

### ENVIRONNEMENT, VILLES ET MODES DE PRODUCTION MEDIO AMBIENTE, CIUDADES Y MODOS DE PRODUCCIÓN

#### LES POLITIQUES DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET L'INCLUSION SOCIALE EN AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES : LE CAS CUBAIN

*Marion BOULICOT*

37

#### LA VILLE « INTÉGRALE » CUBAINE PRÉCURSEUR DE LA VILLE « INCLUSIVE » ? RÉUSSITES ET LIMITES DE L'APPROCHE « INTÉGRALE »

*Diego MERMOUD-PLAZA*

77

#### L'AGROÉCOLOGIE COMME LEVIER D'INCLUSION ET DE JUSTICE SOCIALE AU PARAGUAY

*Clara PÁEZ-GONZÁLEZ*

115

DEUXIÈME PARTIE / SEGUNDA PARTE  
ÉDUCATION, HANDICAP ET MONDE NUMÉRIQUE  
EDUCACIÓN, DISCAPACIDAD Y MUNDO DIGITAL

EXCLUSIÓN, INCLUSIÓN Y PANDEMIA EN COLOMBIA: LA REALIDAD DE INCLUSIÓN Y LAS PRÁCTICAS PARA CERRAR LAS BRECHAS EDUCATIVAS <i>Daniel TORO GONZÁLEZ</i>	153
LA LEY ORGÁNICA DE DISCAPACIDADES EN ECUADOR: AVANCES Y CUESTIONES PENDIENTES EN TORNO A LA INCLUSIÓN DE LAS PERSONAS CON DISCAPACIDAD <i>Diana SARRADE COBOS</i>	175
FONDOS DE ACCESO Y SERVICIO UNIVERSAL: REDEFINIENDO SU ROL EN LA INCLUSIÓN DIGITAL EN AMÉRICA LATINA <i>Valeria CASTRO OBANDO</i>	205

TROISIÈME PARTIE / TERCERA PARTE  
IDENTITÉS ET ETHNIES  
IDENTIDADES Y ETNIAS

ENTRE INCLUSION ET EXCLUSION : LA PLACE DES POPULATIONS INDIGÈNES DANS LE PROJET RÉVOLUTIONNAIRE GUATÉMALTÈQUE DES ANNÉES 1980 <i>David DE LA FUENTE</i>	243
PRESSE AUTOGÉRÉE ET PEUPLES AUTOCHTONES EN ARGENTINE : L'INCLUSION MÉDIATIQUE DES VOIX « AUTRES » <i>Maria GABRIELA DASCALAKIS-LABREZE</i>	281
EL RECONOCIMIENTO DEL DERECHO AL VOTO COMO MÉTODO DE ADSCRIPCIÓN DE MUJERES Y AFRODESCENDIENTES AL PROYECTO POLÍTICO DE LA SOCIALDEMOCRACIA COSTARRICENSE (1940-1953) <i>Carlos SANCHO DOMINGO</i>	313

CONSTRUCCIONES DE ESPACIOS SIMBÓLICOS  
PARA LA COMUNIDAD CHINO COSTARRICENSE:  
LEGISLACIÓN, EFEMÉRIDES Y VOLUNTADES POLÍTICAS  
*Lai SAI ACÓN CHAN*

351

QUATRIÈME PARTIE / CUARTA PARTE  
DIVERSITÉS ET GENRE  
DIVERSIDADES Y GÉNERO

LES MÉDIAS FÉMINISTES INDÉPENDANTS À CUBA :  
NOUVEAUX ACTEURS DE L'INCLUSION  
*Mélanie MOREAU-LEBERT*

385

DERECHOS LGBTQI+ EN AMÉRICA LATINA:  
LA “REVOLUCIÓN” EN TENSIÓN  
*Luis RIVERA-VÉLEZ*

421

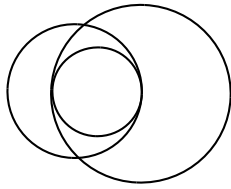
AUTEURS / AUTORES

463

RÉSUMÉS / RESÚMENES

479





**E**XPÉRIENCES ET POLITIQUES D'INCLUSION  
EN AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES :  
QUELLES MUTATIONS ? (XX<sup>ÈME</sup>-XXI<sup>ÈME</sup> SIÈCLES)

RONALD SOTO-QUIROS & ÉRIC DUBESSET (ED.)

À l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle, la construction de sociétés, de communautés, de métropoles ou de villes inclusives devient un enjeu majeur de développement tant en Europe qu'en Amérique du Nord. Avec des niveaux élevés d'inégalités sociales, spatiales et économiques, les États latino-américains et caribéens sont eux aussi particulièrement confrontés à la nécessité impérieuse de relever les défis de l'inclusion. Cet ouvrage collectif se propose donc de prendre l'exacte mesure de l'évolution de ces enjeux.

Destiné prioritairement à un public universitaire et à des responsables ou praticiens du monde associatif, culturel et politique, il met en lumière, dans une perspective comparative et régionale, des expériences concrètes d'inclusion menées dans plusieurs pays de l'aire latino-américaine et caribéenne, tels que Cuba, le Costa Rica, le Guatemala, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay et l'Argentine.

Richement documentée, cette recherche pluridisciplinaire offre aux lecteurs des analyses croisées agencées en quatre parties thématiques résolument interdépendantes et complémentaires : Environnement, villes et modes de production ; Éducation, handicap et monde numérique ; Identités et ethnies ; Diversités et genre.

ISBN : 978-2-36783-307-1

[info@editionsorbistertius.com](mailto:info@editionsorbistertius.com)

[www.editionsorbistertius.com](http://www.editionsorbistertius.com)